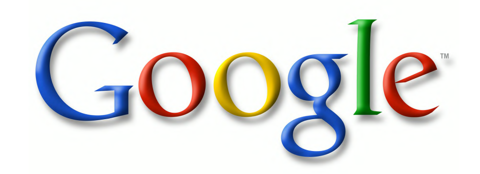





600037133N

HISTOIRE

DES RIVALITÉS ET DES LUTTES

DE

LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE.

Imprimerie de BUREAU, rue Coquillière, 22.

HISTOIRE

DES RIVALITÉS ET DES LUTTES

DE LA FRANCE

ET DE

L'ANGLETERRE,

Depuis le moyen-âge jusqu'à nos jours,

Par LAPONNERAYE.

« Il faut détruire Carthage. »



PARIS,
CHEZ L'ÉDITEUR, RUE COQUENARD, 46.

1842.

HISTOIRE

DES RIVALITÉS ET DES LUTTES

DE

LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE.

CHAPITRE PREMIER.

1328. — 1364.

SOMMAIRE. — Premières rivalités nationales de la France et de l'Angleterre. — Importance commerciale et industrielle de la Flandre au quatorzième siècle. — Elle est la cause principale de la rupture de ces deux puissances. — Compétition de Philippe de Valois et d'Édouard III au trône de France. — Le Premier est reconnu comme roi légitime. — Guerre contre les Flamands. — Édouard III rend hommage à Philippe de Valois. — Griefs réciproques des deux rois. — La guerre éclate entre eux. — Insignifiance des hostilités pendant plusieurs années. — Combat naval de l'Écluse. — Affaires de Bretagne. — Trève de Malestroit. — Rupture de la trève par les Anglais. — Invasion d'Édouard III en France. — Bataille de Crécy. — Siége et prise de Calais. — Nouvelle trève qui se prolonge jusqu'en 1355. — Peste, dite de Florence. — Second mariage et mort de Philippe de Valois. — Subsides votés par les États-Généraux pour continuer la guerre. — Les Anglais envahissent de nouveau la France. — Le prince de Galles ravage les provinces méridionales. — Bataille de Poitiers. — Le roi Jean est fait prisonnier. — Horrible situation de la France. — Le dauphin Charles prend en main la direction des affaires. — Les États de la langue d'Oil demandent des réformes. — Efforts

d'Étienne Marcel et de Robert-le-Coq pour restreindre les prérogatives royales. — Ils succombent à la tâche. — Trêve de deux ans entre la France et l'Angleterre. — Affreuse misère du peuple. — Jacquerie. — Embarras que suscite au Dauphin le roi de Navarre, Charles le-Mauvais. — Renouvellement des hostilités. — Troisième invasion des Anglais. — Siége de Reims. — Détresse d'Edouard. — Traité de Brétigny qui donne aux Anglais une grande partie du royaume. — Le roi de France est rendu à la liberté. — Il accable ses sujets d'impôts pour acquitter sa rançon. — Ne pouvant réunir la somme stipulée, il se remet dans les fers de l'Angleterre. — Sa mort, à Londres, en 1364.

Un détroit de sept lieues de largeur sépare la France de l'Angleterre; mais entre les sentiments, les tendances et les intérêts des deux nations, il existe une séparation plus profonde que les abîmes de l'Océan.

Pour se rendre exactement compte de l'origine des rivalités qui ont tant de fois armé l'un contre l'autre les deux peuples les plus puissants du monde civilisé, il faut remonter jusqu'à la première moitié du quatorzième siècle; non pas qu'avant cette époque la France et l'Angleterre eussent toujours vécu dans une parfaite intelligence, et qu'aucun conflit n'eût éclaté entre elles; mais jusqu'alors les hostilités des Anglais et des Français n'avaient pas eu un caractère national. Les deux peuples, en se faisant la guerre, obéissaient bien plus à l'ambition et aux ressentiments de leurs chefs, qu'à leurs propres passions, qu'à leurs propres inimitiés. Au temps de la féodalité, il y avait des serfs et des seigneurs, mais pas de nationalité, pas de peuple, selon la rigoureuse acception du mot; il y avait des Français, des Anglais, mais pas de France, pas d'Angleterre.

C'est à dater seulement de la décadence du régime féodal que commence à poindre la nationalité française, faible, languissante, et marchant étayée de la royauté, dont la forte main avait contribué plus que tout autre chose au monde à la faire sortir du néant. Pendant que notre nationalité prenait naissance sur les rives de la Seine et de la Loire, de l'autre côté de la Manche la nationalité anglaise surgissait

également, mais d'une manière toute différente et par de tout autres procédés. En France, la lutte des grands vassaux et de la couronne avait tourné au profit de cette dernière, qui, avec le secours du tiers-état, émancipé et protégé par elle, était parvenue, en grande partie du moins, à museler l'hydre aux cent mille têtes de la féodalité, et s'avançait à pas de géant vers le pouvoir absolu. En Angleterre, la couronne, moins habile ou moins heureuse, avait été vaincue par les seigneurs, aidés de leurs serfs auxquels ils octroyèrent, en récompense, de nombreuses franchises. Profitant de l'extrême faiblesse de Jean-sans-Terre, ces mêmes seigneurs lui avaient imposé la grande charte (*magna charta*), qui limitait considérablement le pouvoir royal et accordait d'importantes prérogatives aux nobles d'abord, et, grâce au patronage de ceux-ci, aux non-nobles ensuite; ainsi donc, le rôle que la royauté avait joué en France à l'égard des bourgeois et des vilains, ce fut l'aristocratie féodale qui le joua en Angleterre; les nobles se firent les patrons du peuple au-delà du détroit, comme les rois s'étaient fait ses protecteurs, ses émancipateurs, de ce côté-ci de la Manche. Le résultat fut le même dans les deux pays: en France comme en Angleterre, le peuple sortit de la profonde nullité où le retenait depuis tant de siècles un régime impitoyable, et s'initia à la vie civile, Les communes se formèrent, la bourgeoisie fut créée, et, avec elle, naquirent l'industrie, le commerce et les arts. Alors, il y eut une nation française et une nation anglaise.

Le premier usage que les deux peuples voisins firent de leur nationalité naissante et à peine encore constituée, fut de se livrer un combat à outrance dont la succession à la couronne de France fut le prétexte, mais dont la cause véritable était ailleurs.

Les Anglais, auxquels nous nous plaisons d'ailleurs à reconnaître de nombreuses et éminentes qualités, ont, de tout temps, été très positifs. Au moyen âge, comme de nos jours, on les a constamment vus s'acrifier tout à la religion de l'intérêt. Il y a des peuples qui sont naturellement artistes, comme les anciens Grecs; il y en a d'autres qui naissent conquérants, comme les Romains; d'autres enfin qui se passionnent pour toutes les idées de gloire, de loyauté et de dévouement, comme étaient les Français aux douzième, treizième et quatorzième siècles, et, comme à certains égards, ils le sont encore aujourd'hui. Les Anglais, eux, sont surtout industriels et marchands. Ne leur demandez pas de se dévouer au triomphe d'une idée ou d'un principe; il en est bien peu parmi eux qui sauraient ce que cela veut dire. Parlez-leur de négoce, de trafic, de lucre; alors ils vous comprendront; vos paroles iront droit à leur cœur; vous verrez leurs yeux étinceler et leur bouche sourire, mais d'un sourire d'oiseau de proie. A cette nation cupide et matérialiste, il faut des profits, il faut de l'or.

Dès longtemps avant l'époque où commencent les premières rivalités nationales de la France et de l'Angleterre, cette dernière était une puissance maritime et commerciale de premier ordre. Ses vaisseaux ne s'aventuraient pas encore dans la haute mer et perdaient rarement de vue les côtes; mais ils faisaient un cabotage très actif et fréquentaient incessamment tout les ports de l'Europe occidentale. Parmi les diverses nations que baignaient les flots de l'Océan, celle avec laquelle les Anglais avaient le plus d'affinité, et entretenaient les relations les plus actives et les plus suivies, était la nation flamande, presque aussi égoïste que sa voisine d'outre-mer et tout autant mercantile.

La Flandre, au commencement du quatorzième siècle,

était le grand marché où s'approvisionnait tout l'Occident. C'est là qu'affluaient les marchandises du Nord et du Midi, depuis surtout que les ordonnances de Philippe-le-Bel contre les Lombards avaient éloigné les marchands étrangers du royaume de France, au sein duquel ils ne trouvaient plus sécurité pour leur négoce, la continuelle variation des monnaies ne leur offrant que déception et ruine. Les foires, si anciennes et si célèbres de la Champagne, étaient désertées pour celles de la Flandre, où se rencontraient communément les Allemands et les Génois, les Brabançons et les Vénitiens, les Toscans et les Catalans, enfin toutes les nations commerçantes de l'Europe.

Mais c'étaient surtout les Anglais qui abondaient dans les florissantes villes de Bruges, d'Ypres, de Gand. Ils venaient y apporter leurs laines, dont les Flamands ne pouvaient pas plus se passer pour leurs fabriques de draps, que les Anglais aujourd'hui ne peuvent se passer de cotons pour leurs manufactures de tissus. Une attraction puissante, celle de l'intérêt, rapprochait donc ces deux peuples, dont le premier produisait la matière brute, et dont le second convertissait cette matière en magnifiques étoffes qui repassaient le détroit pour aller vêtir les seigneurs et les bourgeois d'Angleterre. Une telle solidarité commandait nécessairement aux Anglais d'intervenir dans tous les démêlés des Flamands avec leurs voisins; ce fut précisément ce qui amena la grande rupture de la France et de l'Angleterre.

La nation flamande était gouvernée alors par un comte qui rendait hommage au roi de France, son suzerain. Cette nation n'était, à proprement parler, qu'une agrégation de villes et de communes sans homogénéité, sans lien entre elles, et se jalousant, se haïssant les unes les autres. Mais ces villes jouissaient de privilèges considérables, et étaient

Imprimerie de BUREAU, rue Coquillière, 22.

HISTOIRE

DES RIVALITÉS ET DES LUTTES

DE LA FRANCE

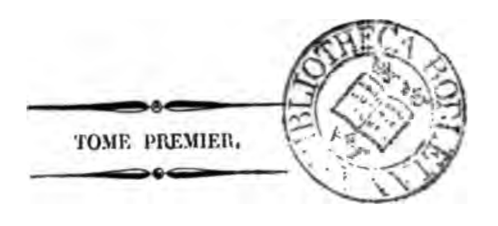
ET DE

L'ANGLETERRE,

Depuis le moyen-âge jusqu'à nos jours,

Par LAPONNERAYE.

« Il faut détruire Carthage. »



TOME PREMIER.

PARIS,

CHEZ L'ÉDITEUR, RUE COQUENARD, 46.

1842.

seigneurs, jusqu'à ce point de les dispenser de payer leurs dettes. Les seigneurs, en retour lui vouèrent un attachement et une fidélité sans bornes.

Non content de répandre à pleines mains ses bienfaits et ses faveurs sur cette noblesse à laquelle il était redevable de la couronne, Philippe de Valois s'associa encore à tous ses ressentiments, à toutes ses haines contre la bourgeoisie, et signala les commencements de son règne par l'abolition des priviléges et immunités de plusieurs communes, notamment de celle de Laon. Faut-il s'étonner, après cela, de voir ce monarque épouser si chaleureusement les intérêts du comte de Flandre contre ses sujets révoltés, convaincu qu'il défendait ses propres droits en prenant fait et cause pour son vassal?

A la nouvelle de la mort de Charles-le-Bel, les communes de Flandre s'étaient mises en pleine insurrection contre leur comte. Celui-ci implora le secours de Philippe de Valois qui se hâta de saisir une si belle occasion d'humilier la bourgeoisie et de donner une leçon aux villes de l'Artois et du Vermandois, lesquelles nourrissaient depuis longtemps des sentiments d'indépendance.

Cette raison, du reste, ne fut pas la seule qui détermina le nouveau roi à faire la guerre aux Flamands, l'année même de son avénement au trône. Dans la position où il se trouvait, il était d'une bonne politique de se hâter de paraître à la tête d'une armée, pour faire en quelque sorte légitimer son titre par la victoire. Ils savaient, d'ailleurs, que les barons regardaient la cause du comte de Flandre comme leur étant personnelle, et qu'ils prendraient avec joie les armes contre ces riches communes flamandes, dont le pillage devait être la récompense de leurs exploits guerriers.

Philippe de Valois convoqua la noblesse du royaume à

Arras pour le 22 juillet 1328. Ainsi qu'il l'avait prévu, les gentilshommes se rendirent en foule à ses ordres, et il se vit à la tête d'une magnifique armée qui demandait à grands cris d'être conduite à l'ennemi. Les Français et les Flamands se rencontrèrent à Cassel, où ces derniers essuyèrent une sanglante et désastreuse défaite; treize mille des leurs furent tués; le reste n'échappa à la mort que par une prompte fuite. Les vainqueurs pillèrent Cassel et y exercèrent des cruautés affreuses. Poperingen, Bergues, Ypres, Bruges éprouvèrent le même sort. Rentré en possession de ses droits et de son pouvoir, le comte de Flandre se montra inexorable à l'égard de ses infortunés sujets; dix mille Flamands périrent dans d'effroyables supplices; les priviléges des communes furent abolis et leurs fortifications rasées. Pour mettre le comble à tant de rigueur et de tyrannie, d'énormes contributions furent imposées à ces villes naguère si florissantes, que la hache des bourreaux avait impitoyablement décimées, et où régnaient l'épouvante et la mort.

La victoire de Cassel fit plus, pour consolider Philippe sur le trône, que les décisions de la Sorbonne n'auraient pu faire. Mettant à profit ce grand événement, qui l'élevait si haut dans l'opinion de l'Europe, il obligea le jeune roi d'Angleterre, Édouard III, à lui rendre l'hommage qu'il lui devait pour la Guyenne. Une première sommation, faite dans le courant de l'année 1328, était restée sans effet; une seconde, plus impérative, eut lieu au commencement de l'année suivante, et fut accompagnée de quelques démonstrations militaires contre les possessions Anglaises dans le Midi de la France. Alors, Édouard, d'après le conseil de sa mère, se décida à venir prêter, entre les mains de Philippe, le serment d'obéissance et de fidélité, devoir dont il s'acquitta de fort mauvaise grâce. C'est dans la cathédrale

d'Amiens, le 6 juin 1329, que l'hommage fut rendu, en présence de la brillante cour de France, qui contempla, avec une orgueilleuse satisfaction, l'abaissement du roi d'Angleterre. Cette cérémonie, à laquelle on donna à dessein un caractère extrêmement solennel, pour augmenter l'humiliation d'Édouard, mit la rage dans le cœur de ce prince, et lui fit jurer une haine immortelle à Philippe de Valois.

La résignation apparente avec laquelle Édouard se soumit aux exigences de la loi féodale, n'était pas une preuve qu'il renonçait à ses prétentions à la couronne de France; elle indiquait seulement que le mauvais état de ses affaires l'empêchait de les faire valoir en ce moment. En effet, la royauté d'Angleterre, profondément ébranlée par la révolution qui avait précipité du trône le pusillanime Édouard II, chancelait encore sur sa base, n'ayant pour seuls soutiens qu'un roi de dix-huit ans, et une reine mère toute souillée du meurtre de son époux. Un des premiers soins d'Édouard, dès qu'il eut atteint sa majorité, fut de venger la fin tragique de son père en faisant mettre à mort Roger de Mortimer, l'amant et le complice d'Isabelle, sa mère, et en reléguant celle-ci dans le manoir de Risings, où elle passa le reste de ses jours. Après cette réparation éclatante d'un crime abominable, Édouard s'empara, d'une main ferme, des rènes du gouvernement, et travailla sans relâche à rendre au pouvoir royal la force que lui avaient fait perdre tant de dissensions sanglantes.

Les choses n'étaient pas mûres encore pour le grand conflit qui se préparait sourdement entre la France et l'Angleterre. Avant d'éclater ouvertement, les hostilités s'engagèrent d'une manière indirecte, L'Écosse fut le champ de bataille où les deux peuples se trouvèrent d'abord en présence et se portèrent les premiers coups.

Deux compétiteurs, David Bruce et Édouard Baillol se disputaient la couronne d'Écosse ; le premier avait l'appui de la France, le second était soutenu par l'Angleterre. David, âgé seulement de sept ans, à la mort de son père, qui avait régné un grand nombre d'années sur la nation écossaise, fut chassé de l'héritage paternel par Baillol, aidé des Anglais, et vint demander asile à cette terre hospitalière de France, qui, de tout temps, a été le refuge des malheureux et des opprimés. Philippe de Valois l'accueillit avec une grande distinction, et s'empressa d'envoyer, à ceux qui soutenaient sa cause, des secours d'hommes et d'argent, continuant en cela la saine et habile politique des rois ses prédécesseurs, qui avaient toujours attaché un grand prix au maintien de l'indépendance des Écossais. Philippe pouvait-il d'ailleurs rester indifférent et garder une exacte neutralité en présence de l'usurpation de Baillol, qui, à peine investi du titre de roi, s'était hâté de reconnaître par une déclaration solennelle, que l'Écosse était un fief de la couronne d'Angleterre, et que lui-même était son homme-lige ? Outrés d'indignation, les Écossais volèrent aux armes contre celui qui faisait si bon marché de leur honneur et de leur liberté. Vaincu dans plusieurs rencontres, Baillol n'avait plus d'autre alternative qu'une prompte fuite ou une mort ignominieuse, lorsque le roi Édouard, à qui le parlement d'Angleterre avait imposé l'obligation de réduire les Écossais en servitude, à l'exemple de son aïeul Édourd Ier, opéra une puissante diversion en sa faveur. Le monarque anglais mit le siége devant la ville de Berwick, occupée par les partisans de David Bruce, et s'en empara malgré leur défense opiniâtre et les secours de la France.

Cette infraction de Philippe de Valois à la paix qui existait entre la France et l'Angleterre, trouvait son excuse dans

les mauvais procédés d'Édouard à son égard. Édouard avait reçu à bras ouverts Robert d'Artois, l'ennemi personnel de Philippe, et que celui-ci poursuivait comme faussaire, empoisonneur et sorcier. Le roi de France somma vainement Édouard de lui livrer Robert; non seulement Édouard refusa d'obéir à cette injonction de son suzerain, mais il redoubla d'égards envers le fugitif, et mit à sa disposition tous ses palais royaux.

Jusque là, les deux rois, tout en se faisant une guerre sourde et non avouée, avaient conservé dans leurs relations des formes courtoises, et même amicales, qui cachaient, du côté d'Édouard surtout, une inimitié profonde. Personne n'était dupe de cette feinte harmonie, et tout le monde s'attendait à voir, d'un moment à l'autre, les deux rivaux en venir aux mains et ensanglanter la chrétienté de leurs terribles débats. Mais avant de s'engager témérairement dans une lutte qui pouvait avoir, pour l'un et pour l'autre, les conséquences les plus fâcheuses, ils hésitèrent longtemps, effrayés qu'ils étaient des embarras sans nombre que la guerre entraîne à sa suite. Philippe était intéressé, d'ailleurs, à prolonger un *statu quo* qui assurait à sa royauté de fraîche date, la consécration la plus précieuse, celle du temps. Quant à Édouard, il aurait voulu en avoir fini avec l'Écosse avant de se créer de nouvelles difficultés, et il voyait, avec le plus vif dépit, s'éterniser la résistance des Écossais, grâce à la protection de Philippe de Valois. Ce dernier reprochait à Édouard de s'être affranchi de tout devoir féodal envers lui. Édouard, à son tour, se plaignait des graves atteintes portées aux intérêts de l'Angleterre par la restauration du comte de Flandre dans la plénitude de ses droits, restauration qui avait eu pour résultat d'anéantir l'industrie et le commerce des Flamands. A ce grief venait s'en ajouter un autre

moins important, mais tout aussi légitime. Le roi de France, en recevant l'hommage du roi d'Angleterre, avait promis de lui restituer plusieurs fiefs et châteaux d'Aquitaine, injustement saisis par le dernier roi, Charles-le-Bel. Non seulement cette promesse était restée sans exécution, mais le sénéchal de Philippe, en Agenois, expulsa violemment, des terres en litige, les officiers d'Édouard qui en avaient repris possession au nom de leur maître.

Cette façon brutale d'agir suffisait pour allumer la guerre entre Philippe et Édouard, quand la jalousie et l'aversion qu'ils nourrissaient l'un contre l'autre, n'eussent pas rendu les hostilités inévitables, quand surtout cette brûlante question de la Flandre n'eût pas mis un obstacle invincible à toute espèce d'accommodement.

Le pape, en sa qualité de père commun des fidèles, essaya d'abord d'interposer sa médiation entre ces fiers ennemis, mais il échoua complètement. Voyant qu'il était au-dessus de son pouvoir d'empêcher l'effusion du sang, il s'appliqua du moins à faire tourner au profit de l'Église cette soif de combats qui dévorait les rois de France et d'Angleterre, et leur proposa de se liguer pour aller reconquérir le tombeau de Jésus-Christ. Les deux monarques acceptèrent avec enthousiasme la proposition du souverain pontife, et se mirent à faire de grands armements pour la croisade. Mais à mesure que les préparatifs avançaient, le zèle religieux d'Édouard et de Philippe perdait de sa ferveur, et la haine reprenait le dessus dans leur âme. Il arriva que la démarche si pieuse et si louable du pape eut un résultat diamétralement opposé à celui qu'il en attendait; les préparatifs faits pour la guerre sainte reçurent une tout autre destination, et les deux rois, quand ils se virent à la

tête d'armées formidables, ne songèrent plus qu'à fondre l'un sur l'autre.

C'était une rude tâche cependant que d'entamer la lutte avec le puissant royaume de France; et le roi Édouard, malgré l'intrépidité de son cœur, ne pouvait envisager, sans une vive appréhension, les périls auxquels il allait s'exposer, en se mesurant avec ce colosse redoutable qui, à plusieurs reprises déjà, avait fait sentir à l'Angleterre la pesanteur de son bras. C'est contre la Flandre d'abord, et contre la Bretagne ensuite, ces deux ailes de la France, qu'il dirigea ses premières attaques, n'osant pas encore se ruer contre le corps de bataille.

L'occasion d'agir, qu'Édouard attendait depuis longtemps, se présente enfin : le comte de Flandre ayant, à l'instigation de Philippe de Valois, fait arrêter, en un jour tous les Anglais qui résidaient dans ses états, le roi d'Angleterre écrivit aux magistrats des communes flamandes, pour se plaindre amèrement d'un pareil attentat au droit des gens. Les Flamands craignaient, par dessus toutes choses, de se brouiller avec l'Angleterre; ils détestaient leur comte qui avait commis à leurs yeux le double crime d'admettre les Français au partage du commerce de la Flandre, et de protéger les campagnes contre le monopole des communes. Ces bourgeois, dont l'oreille et le cœur ne s'ouvraient qu'aux conseils sordides de l'intérêt, s'empressèrent de donner satisfaction au roi d'Angleterre en chassant de leurs villes les officiers du comte et en se mettant en révolte ouverte contre lui.

Jacques Artevelle, riche brasseur de Gand, fut le tout puissant moteur de ce grand mouvement national. Il harangua ses concitoyens assemblés « et leur montra, dit un « chroniqueur, que, sans le roi d'Angleterre, ils ne pou-

« vaient vivre. Car toute Flandre estoit fondée sur draperie, « et sans laine on ne pouvait draper. Et pour ce, louoit qu'on « teinst le roy d'Angleterre à amy. » Artevelle, à force d'activité et de génie, parvint à organiser le parti populaire, dont il se servit pour exercer un pouvoir plus étendu, plus absolu mille fois que n'avait jamais été celui du comte de Flandre.

Une étroite alliance se forma entre le roi d'Angleterre et le brasseur de Gand. Malgré l'immense influence dont jouissait ce dernier, il éprouva une difficulté extrême à faire embrasser le parti d'Edouard aux Flamands, qui considéraient toujours Philippe comme leur véritable souverain. Ce qui les retenait surtout, c'était l'engagement qu'ils avaient pris de payer au pape deux millions de florins dans le cas où ils attaqueraient les premiers le roi de France. Artevelle dont l'esprit était fertile en expédients, trouva facilement moyen de lever leurs scrupules : il fit observer aux ambassadeurs d'Édouard que puisque leur maître prétendait avoir des droits au trône de France, il devait parler en roi de France et interposer son autorité royale entre les Flamands et leur comte ; que les Flamands, alors, s'empresseraient d'obéir à Édouard, tandis qu'ils ne voulaient pas, en faisant alliance avec le roi d'Angleterre, être à la fois rebelles envers leur seigneur, et traitres envers leur suzerain.

Édouard suivit ce conseil, et prit le titre de roi de France. Alors les Flamands se déclarèrent hautement pour lui. Le 21 août 1347, il fit proclamer la guerre, et, à partir de ce moment, ne désigna plus Philippe de Valois que par ces mots : *Philippe se prétendant roi de France.*

Au début de cette lutte sanglante, les deux rois adoptèrent, à l'égard de leurs peuples, une conduite essentiellement différente. Édouard fit lire, dans tous les comtés

d'Angleterre, une circulaire par laquelle il informait les seigneurs et les bourgeois de ses griefs contre Philippe, et des efforts qu'il avait tentés inutilement, disait-il, pour conserver la paix. C'était une sorte d'hommage rendu à la souveraineté de la nation anglaise. Philippe ne crut pas devoir en agir ainsi avec ses sujets, et les laissa dans une complète ignorance des motifs qui lui faisaient prendre les armes.

Cette année 1337 se termina sans que les hostilités prissent un caractère grave. On resta de part et d'autre sur la défensive. Le seul fait de quelque importance fut l'entreprise des Anglais sur Cadsand, ville qui appartenait au comte de Flandre. Deux lieutenants d'Édouard, le comte de Derby et le sire Gauthier de Mauny, s'emparèrent, par surprise, de cette place, en passèrent la garnison au fil de l'épée, et la détruisirent de fond en comble.

Pendant l'hiver, Édouard déploya une activité extraordinaire. Il rassembla de toutes parts des vaisseaux, mit son armée de terre sur un pied redoutable, et s'assura le concours d'un grand nombre d'alliés, parmi lesquels figuraient, en première ligne, le comte de Hainaut, son beau-père, l'empereur Louis de Bavière, les ducs de Gueldre et de Brabant, le comte de Namur, etc. Il fit des ouvertures de paix aux Ecossais; mais ce brave peuple refusa constamment de traiter sans le consentement du roi de France, son fidèle allié. Le roi d'Angleterre, pour subvenir aux frais de la guerre, eut recours à plusieurs moyens extrêmes qui prouvent la détresse de ses finances: il frappa un emprunt forcé sur tous les banquiers et lombards de Londres; il engagea les joyaux de la couronne, imposa des tailles inégales, et sempara arbitrairement du produit des mines d'étain. Le Parlement, de son côté, s'associant aux passions

belliqueuses d'Edouard, fit un puissant effort en sa faveur, et lui vota un subside de cent mille livres sterling, ce qui était considérable alors.

Le 15 juillet 1338, Edouard mit à la voile d'Orewell avec une des plus belles flottes qui fussent depuis longtemps sorties des ports d'Angleterre, et arriva sans obstacle à Anvers.

Voyons quels étaient les préparatifs de Philippe pour recevoir son ennemi. Il avait rassemblé en Languedoc une armée destinée à conquérir la Guyenne, et dont les opérations commencèrent dès le mois de février par le siége du château de Madaillan. Pour stimuler les nobles, dont le zèle patriotique n'était pas très ardent, il leur avait, sur leur demande, alloué une solde : Vingt sous par jour au chevalier banneret, dix au simple chevalier. L'abnégation, le désintéressement de ces fiers gentilshommes avaient fait place à l'ignoble passion du gain ; ils ne s'apercevaient pas qu'en se faisant les mercenaires de la royauté, ils abdiquaient entre ses mains toute dignité, toute indépendance, et que la chevalerie, en mettant un prix vénal à ses services, sonnait elle-même son glas funèbre.

Indépendamment des forces réunies dans le Midi de la France, une autre armée, dont Philippe devait prendre le commandement en personne, se formait à Amiens. Mais tout cela fut en pure perte ; Edouard ayant été froidement accueilli par ses alliés du continent qui refusèrent de joindre leurs troupes aux siennes, ne se hasarda pas à mettre le pied sur le territoire français, et la campagne se réduisit à d'insignifiants combats en Guyenne.

L'année suivante, les seigneurs des Pays-Bas et d'Allemagne, séduits par les largesses du roi de France, se montrèrent tout aussi peu disposés à seconder les vues ambi-

tieuses d'Édouard ; et celui-ci, pour regagner leurs bonnes grâces, se vit obligé d'enchérir sur les dons et les faveurs de Philippe, en prodiguant l'or à pleines mains. L'été s'écoula ainsi. Ce ne fut qu'au mois de septembre que les hostilités s'engagèrent. Cette fois l'Anglais pénétra dans nos provinces septentrionales jusqu'à l'Oise, et y exerça les plus terribles ravages. Philippe, qui aurait pu lui disputer pied à pied l'entrée de son royaume, et dont l'inaction, dans cette circonstance, est inexplicable, se décida enfin à faire preuve d'énergie. Un hérault d'armes se présenta en son nom devant Édouard, et lui demanda la bataille pour le 21 octobre ; Édouard accepta. L'armée d'outre-mer, selon Froissard, qui, dans son dévouement à l'Angleterre, réduit sans cesse le nombre des Anglais et augmente celui des Français, l'armée d'outre-mer s'élevait à quarante et quelques mille hommes ; celle de Philippe à cent mille. Les deux rois firent leurs dispositions pour le combat ; mais quand ils furent en présence, ni l'un ni l'autre ne voulut attaquer le premier. Ils passèrent une journée tout entière à s'observer ; après quoi, Édouard, qui manquait de vivres et qui craignait d'être enveloppé par l'armée française, leva son camp et se replia vers les Pays-Bas.

Les finances d'Édouard se trouvèrent épuisées par cette campagne stérile. La plupart de ses alliés, dont il ne pouvait plus soudoyer le zèle, se détachèrent de lui ; les Flamands seuls lui restèrent fidèles, malgré les efforts de Philippe pour leur faire abandonner la cause de son ennemi. Il repassa en Angleterre afin de s'y créer de nouvelles ressources, et obtint, pour deux années, un subside d'un neuvième sur tous les revenus des barons et des chevaliers, d'une somme égale sur les biens meubles des bourgeois, et de quarante schellings par sac de laine exporté. Cet ar-

gent ayant remis à flot sa fortune, il se disposa à reparaître sur le continent, plus menaçant, plus redoutable que jamais.

Philippe, par une de ces combinaisons simples et fécondes qui sauvent les empires, avait ordonné à sa flotte, composée de cent quarante gros vaisseaux et portant quarante mille hommes, de prendre position dans le détroit et d'en disputer opiniâtrément le passage au roi d'Angleterre. Que seraient devenus tous les rêves ambitieux, tous les projets de conquête d'Édouard, si la flotte française, supérieure en nombre à celle d'Angleterre, eut exécuté ponctuellement cet ordre, si elle eut manœuvré de manière à lui interdire l'approche du continent? Malheureusement, Hugues Quieret, grand amiral, et Pierre Béhuchet, trésorier, auxquels le roi de France avait confié le commandement de sa flotte, n'avaient nulle expérience de la mer. Au lieu de se tenir au large, afin de conserver la liberté de leurs mouvements, comme le Génois Barbavara leur en donnait le conseil, ils agglomérèrent leurs vaisseaux dans le port de l'Écluse, et les amarèrent les uns aux autres rangés sur quatre lignes. Cette disposition vicieuse, dont le moindre inconvénient était de faire disparaître la supériorité numérique des Français, donnait un avantage incontestable à un ennemi aussi habile qu'Édouard. Le 24 juin 1340, ayant pris l'avantage du vent et du soleil, il attaqua, toutes voiles déployées, cet immense entassement de navires qui se touchaient tous, et qui ne purent opposer au choc redoutable des proues anglaises qu'une résistance d'inertie. La flotte française, après une défence héroïque de six heures, fut vaincue et presque entièrement détruite. Trente mille Français périrent dans cette journée lamentable, qui donna pour longtemps à l'Anglais l'empire de la mer. La faute énorme des amiraux Fran-

çais fut certainement une des principales causes de la perte de la bataille ; mais ce qui contribua non moins puissamment au succès d'Édouard, fut l'habileté prodigieuse de ses archers, dont presque tous les traits frappaient mortellement, et surtout la diversion que les Flamands opérèrent en sa faveur en attaquant les Français à revers, tandis que les Anglais les chargeaient de front.

Cette grande victoire, et l'or que le roi d'Angleterre sema à profusion, lui regagnèrent promptement le cœur de ses alliés. A la tête d'une armée considérable il investit Tournay ; mais tous ses efforts échouèrent devant cette ville. Effrayé de la défection des Flamands, qui abandonnèrent en masse ses drapeaux pour retourner à leurs métiers, loin desquels ils languissaient, et craignant, avec juste raison, que ses autres alliés n'imitassent cet exemple, Édouard s'empressa d'accueillir les offres de médiation que lui fit, ainsi qu'à Philippe, la comtesse douairière de Hainaut, mère de sa femme et sœur du roi de France. Celui-ci les reçut avec non moins de faveur, sachant que l'importante place de Tournay, qu'Édouard tenait toujours assiégée, n'avait plus que pour quelques jours de vivres. Des conférences s'ouvrirent; elles eurent pour résultat une trève de six mois, laquelle trève, avant son expiration, fut prolongée, d'abord jusqu'au 29 août 1341, ensuite jusqu'au 24 juin de l'année suivante.

Philippe et Édouard mirent, chacun de son côté, cette suspension d'armes à profit pour augmenter leur puissance militaire, et pour se préparer à recommencer la lutte, avec plus de vigueur que dans les campagnes précédentes ; car il était loin de leur pensée de songer à cicatriser les plaies saignantes de leurs peuples par un accommodement sérieux, par une paix durable.

Le roi de France, dont la supériorité dans l'art des né-

gociations était pour le moins comparable à la science guerrière de son rival, parvint à détacher de sa cause plusieurs alliés importants, entre autres l'empereur et les princes d'Allemagne, dont les populeux états étaient pour Édouard une pépinière inépuisable de combattants; mais le chef-d'œuvre de sa politique fut de faire perdre au roi d'Angleterre l'affection des Flamands, et de ruiner de fond en comble le crédit de ce Jacques Artevelle, qui avait causé de si grands maux à la France, en attisant de tout le feu de ses passions révolutionnaires la haine invétérée d'Édouard contre notre patrie. Le roi d'Angleterre, voyant ce résultat de l'habileté diplomatique de Philippe, renonça à l'espoir de faire brèche au royaume de France par les Pays-Bas, et tourna désormais toutes ses vues du côté de la Bretagne.

Ainsi donc, au bout de quelques années d'hostilités, la Flandre, qui avait été la cause première du conflit, se trouva en quelque sorte mise hors de cause. A une rivalité passagère avait succédé, entre les deux puissances belligérantes, une rivalité constante et durable qui mit aux prises, pour une longue suite d'années, non seulement les deux rois Édouard et Philippe, mais les deux peuples, mais les deux nationalités de France et d'Angleterre.

Le duc de Bretagne, Jean III, venait de mourir sans laisser d'enfants. Deux héritiers collatéraux, Charles de Blois, mari de sa nièce, Jeanne la boiteuse, et le comte Jean de Montfort, son frère puiné, se mirent sur les rangs pour recueillir sa succession. Le premier, neveu, par sa mère, de Philippe de Valois, avait, sur le comte de Montfort, le double avantage d'avoir été reconnu, du vivant même de Jean III, par les états de Bretagne, comme son légitime successeur, et d'être assuré de l'appui du roi de France. Le comte de Montfort, incapable de lutter avec ses seules forces contre

un concurrent aussi redoutable, se jeta dans les bras du roi d'Angleterre, dont la protection et les secours lui étaient assurés du moment que la France soutenait les droits de son compétiteur.

Ce grave différend fut porté devant la cour des pairs de France, qui adjugea le duché de Bretagne à Charles de Blois. Mais déjà les hostilités étaient entamées entre les partisans de ce dernier et ceux de Jean de Montfort, lorsque cette décision solennelle fut prise. Le roi de France envoya une armée, sous le commandement de son fils, le duc de Normandie, au secours de son neveu; et le roi d'Angleterre, joyeux d'un événement qui créait de nouveaux embarras à Philippe de Valois, fit passer des troupes en Bretagne pour appuyer les prétentions du comte de Montfort, qui s'était engagé secrètement à lui faire hommage de ce duché.

Les Bretons se partagèrent en deux grands partis à peu près d'égale force; la Bretagne bretonnante épousa les intérêts de Montfort, la Bretagne française se dévoua à ceux de Charles de Blois. Dès la première campagne, le protégé de l'Angleterre tomba au pouvoir des Français. Alors on vit sa femme, Jeanne de Flandre, prendre en main la direction de la guerre et la conduire avec une résolution et un courage héroïque. Assiégée dans la ville d'Hennebon par Charles de Blois lui-même, la vaillante comtesse de Montfort se défendit avec tant de vigueur qu'elle le força de battre honteusement en retraite. Malgré ces prouesses de Jeanne-la-Flamande, comme l'appellent les chroniques du temps, son parti, qui avait sur les bras toutes les forces du royaume de France, eût été promptement réduit à merci, si le roi d'Angleterre n'était venu en personne le secourir à la tête d'une puissante armée. La lutte recommença avec une nouvelle ardeur. Les Anglais assiégèrent Vannes, Rennes et Nantes.

dont ils ne purent se rendre maîtres; mais ils prirent et saccagèrent Dinan. A l'approche du duc de Normandie, Édouard concentra ses troupes en avant de Vannes, avec la résolution de recevoir la bataille si les Français la lui présentaient.

Les choses étaient en cet état, lorsque les légats du pape intervinrent et firent conclure aux deux partis une trêve qui fut signée à Malestroit, le 19 janvier 1343. On s'engagea de part et d'autre à suspendre les hostilités jusqu'à la Saint-Michel de l'année 1346, et à envoyer des ambassadeurs auprès du pape, à Avignon, pour traiter de la paix définitive. Les Écossais et les Flamands, ainsi que les deux prétendants au duché de Bretagne, furent compris dans la trêve.

Nonobstant cet armistice, Charles de Blois et la comtesse de Montfort ne cessèrent de se faire une guerre d'escarmouches et de surprises. Mais comme il avait été stipulé que la continuation des hostilités entre eux n'entraînerait pas la rupture de la trêve entre les rois de France et d'Angleterre, ceux-ci l'observèrent scrupuleusement, voulant mettre à profit cet intervalle de repos, pour rétablir leurs finances horriblement délabrées et pour se refaire de leurs pertes.

Édouard, qui, dans tous ces sanglants démêlés, se montra constamment l'agresseur, la rompit le premier, sous prétexte de venger la mort de quatorze seigneurs Bretons, que le roi de France avait fait décapiter comme traîtres, mais en réalité pour faire valoir de nouveau ses prétendus droits au trône de France, que Philippe *lui retenait en dépit de Dieu et de la justice*, selon ses propres expressions. C'était là l'objet invariable de son ambition. Malheureusement, un certain nombre de seigneurs Français, en se rangeant sous sa bannière, donnèrent une ombre de légitimité à ses folles

prétentions. Parmi ces enfants dénaturés de la France, qui pactisèrent avec l'ennemi de leur pays, était Geoffroy d'Harcourt, dont les conseils furent d'une si grande utilité au roi d'Angleterre.

C'est en Guyenne que les hostilités se rallumèrent d'abord; les Français eurent l'avantage au début de la campagne; mais le comte de Derby ayant amené d'outre-mer des renforts considérables, les Anglais s'emparèrent d'une multitude de villes et poussèrent leurs conquêtes jusqu'à Angoulême. En Bretagne, on combattit mollement. Le comte de Montfort, qui s'était évadé de la tour du Louvre, reparut à la tête de ses partisans, pour venir échouer misérablement devant Quimper, et pour mourir ensuite. Édouard fit sur les Pays-Bas une dernière et infructueuse tentative, qui le convainquit que la France, décidément, était invulnérable de ce côté. La campagne de 1345 se borna à ces faibles résultats. C'est la suivante qui fut décisive, et qui eut un long et douloureux retentissement dans les annales de notre pays.

Philippe, naturellement prévoyant, commis l'impardonnable faute d'envoyer en Guyenne la plus grande partie de ses forces sous le duc de Normandie. Les provinces du Nord, presque entièrement dégarnies de défenseurs, offraient à nos ennemis une proie facile à saisir.

La première idée d'Édouard, quand il vit cette grande concentration de troupes dans le Midi de la France, fut de voler au secours de ses possessions continentales; mais sur le conseil de Geoffroy d'Harcourt, il changea de résolution. S'étant embarqué à Southampton, le 2 juillet 1346, avec une armée qui s'élevait à trente-deux mille hommes, il fit voile vers la Normandie, et prit terre, le 12 juillet, au cap de la Hogue. Son premier soin, quand il eut touché le sol

Français, fut d'armer chevaliers le prince de Galles, son fils, et quelques autres jeunes gentilshommes. Puis il nomma le comte d'Arundel, connétable de l'armée, et les comtes d'Harcourt et de Warwick, maréchaux d'Angleterre.

Philippe se trouvait pris au dépourvu. La Normandie, de toutes les provinces de France, était la moins préparée à repousser une invasion. Depuis que les rois avaient interdit les guerres de vassaux à vassaux, les populations étaient devenues toutes pacifiques et ne s'occupaient que de la culture des champs. Il faut lire dans les écrivains de l'époque quels furent l'ébahissement et l'épouvante des pauvres paysans de Normandie, à l'aspect de ces terribles hommes d'armes d'Angleterre qui pillaient, brûlaient, massacraient tout sur leur passage. Édouard ne rencontra aucune résistance. Après avoir pris et saccagé Barfleur, Valognes, Cherbourg, Montebourg, Carentan, Saint-Lo, il parut devant Caen, l'une des plus riches et des plus populeuses cités de France. Les habitants, animés par le connétable d'Eu et par le comte de Tancarville, que Philippe avait envoyés en toute hâte à leur secours, firent mine de vouloir se défendre; mais que pouvait la population d'une ville ouverte de toutes parts à l'ennemi. Les Anglais pénétrèrent sans coup férir dans cette ville infortunée et y commirent d'effroyables excès. Cinq mille personnes périrent dans un premier massacre, qui fut suivi bientôt d'une boucherie presque générale. Cette sanguinaire exécution fut ordonnée par Édouard, après qu'il eut découvert dans les archives de Caen, un traité conclu quelques années auparavant entre les députés de la province de Normandie et le roi de France, aux termes duquel les premiers s'étaient engagés à faire à leurs frais la conquête de l'Angleterre, sous la conduite de leur duc, à la condition que ce royaume serait partagé entre eux, comme il l'avait

été trois siècles auparavant entre les vainqueurs de Hastings. C'est dans le premier moment de fureur où le plongea la lecture de ce traité, que le roi Édouard donna l'ordre de passer au fil de l'épée tous les habitants de Caen, sans distinction d'âge ni de sexe, et de réduire la ville en cendres. Cet ordre barbare eût été exécuté dans toute sa rigueur, si quelques-uns des seigneurs qui entouraient Édouard n'eussent obtenu qu'il fut modifié. Le pillage de Caen dura trois jours et s'opéra méthodiquement. Les joyaux, l'argenterie, les étoffes précieuses, furent la part de butin du roi d'Angleterre ; il abandonna à ses soldats les meubles et les objets d'une moindre valeur.

La flotte qui avait débarqué Édouard sur la côte de Normandie, retourna en Angleterre chargée d'immenses dépouilles, et portant les comtes d'Eu et de Tancarville, soixantes chevaliers et les trois cents habitants les plus notables de Caen, dont on espérait une riche rançon.

Le traité, qui avait si fort irrité Édouard, fut lu publiquement dans toutes les villes d'Angleterre, et porta au comble l'exaspération du peuple contre la France. C'est par ce moyen et par d'autres semblables que l'on parvint à allumer, chez nos voisins d'outre-Manche, cette inimitié aveugle et profonde qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours, et qui, bien loin d'être amortie par le temps, ne fait que s'accroître d'année en année, comme ce ciment des Romains qui se durcit toujours davantage sous l'action des siècles.

A la nouvelle du débarquement d'Edouard en Normandie, Philippe avait appelé à lui ses fidèles alliés d'Allemagne, sa noblesse de Picardie, de Champagne et de Bourgogne, et toutes les milices de son royaume. Dès que ces forces imposantes furent réunies, il entra en campagne, impatient de demander raison à l'Anglais du saccagement de ses villes

et de l'extermination de ses sujets. Mais déjà Edouard, gorgé de sang et de rapines, avait quitté Caen et s'était acheminé vers la Seine à la lueur des incendies qu'il allumait sur la route. Il trouva tous les ponts de la Seine coupés, et les environs de Paris dans un état de défense tellement respectable qu'il ne jugea pas à propos de tenter une attaque qui aurait infailliblement tourné à sa confusion et à sa ruine. La position du ravageur de la France devint alors extrêmement critique : les vivres commençaient à lui manquer ; ses soldats, harassés de fatigue et embarrassés de butin et de prisonniers, étaient peu propres à combattre. Cette pointe téméraire au centre du pays, qu'il avait exécutée par bravade et pour humilier Philippe, l'avait placé dans l'alternative de livrer bataille ou de battre en retraite en toute hâte, si toutefois la retraite était possible encore. N'osant engager le combat avec une armée supérieure en nombre à la sienne, il prit le parti de la retraite, franchit la Seine sur le pont de Poissy, qu'il fit reconstruire, et se dirigea rapidement vers la Picardie, afin de gagner par cette voie la Flandre, où de puissants secours l'attendaient. Mais Philippe se mit à sa poursuite et le harcela sans relâche. Le roi de France faisait garder soigneusement tous les gués et tous les ponts de la Somme. La perte de l'Anglais paraissait inévitable ; lui-même ne conservait que bien faiblement l'espoir de sortir sain et sauf de cet immense péril où l'avait précipité son audace aventureuse et sa haine de tigre contre la France.

Voulant néanmoins tenter un dernier effort pour éviter une destruction imminente, Edouard attaqua un corps de mille hommes d'armes et de cinq mille fantassins, qui gardait le gué de la Blanquetaque ou Blanchetache, au-dessous d'Abbeville, le culbuta et passa la Somme. Malgré ce suc-

cès, l'armée anglaise n'en était pas moins toujours gravement compromise, car son extrême proximité de l'armée française la mettait dans l'impossibilité d'éviter un engagement. Il ne lui restait plus qu'à accepter la bataille avec le moins de désavantage possible : elle fit tous ses préparatifs en conséquence.

Edouard prit une forte position sur une éminence en arrière du village de Crécy et divisa ses troupes en trois corps. Il confia le premier au comte de Warwick et à Geoffroy de Harcourt, le transfuge ; le second au comte de Northampton ; et se réserva le commandement du troisième. Des retranchements élevés à la hâte protégèrent les flancs de son armée. Quand il eut pourvu à toutes ces choses, il se mit en prières et passa une partie de la nuit à implorer la protection du ciel pour ses armes. De grand matin, il entendit la messe et communia très dévotement ; puis, montant à cheval, il parcourut rapidement les rangs de son armée et donna ses derniers ordres. Il fit prendre de la nourriture à ses soldats et les exhorta à se conduire vaillamment dans l'action qui allait s'engager, leur promettant la victoire pour prix du courage qu'ils déploieraient. Après quoi, il leur enjoignit de s'asseoir tous à terre, leurs armes devant eux, afin d'être plus frais et plus dispos quand l'ennemi paraîtrait.

Ce n'est pas avec cette sollicitude toute paternelle que Philippe traitait ses Français ; il n'avait nul souci de leurs besoins, et ne leur parlait que la menace et l'insulte à la bouche. Autant le roi d'Angleterre avait mis d'habileté dans ses dispositions, autant le roi de France mit de décousu et d'impéritie dans les siennes. Quatre chevaliers expérimentés qui s'étaient avancés pour reconnaître la position des Anglais, vinrent lui dire qu'elle était formidable, et qu'il ferait bien de remettre l'attaque au lendemain, afin

d'avoir le temps d'étudier le fort et le faible de l'ennemi, et de ranger convenablement ses troupes en bataille. Philippe approuva d'abord ce sage avis; mais à la vue des Anglais *le sang lui mua*, et, tout bouillant de colère, il dit à ses maréchaux : « Faites passer nos Génois devant, et commencez la bataille, au nom de Dieu et de monseigneur saint Denis. »

L'armée française avait sur l'armée anglaise une grande supériorité numérique, mais elle lui était de beaucoup inférieure en tactique et en discipline. La première était toute féodale encore; sa principale, ou plutôt, son unique force, consistait en une brillante chevalerie toute bardée de fer, hommes et chevaux, toute resplendissante d'or et d'argent, qui volait au combat, rapide et désordonnée, et n'était habile qu'à porter de grands coups d'épée et à pourfendre casques et boucliers. L'armée anglaise au contraire, était redoutable surtout par son infanterie, composée des meilleurs archers de l'Europe, infanterie qui était à elle seule toute une révolution, et qui sapait par sa base le vieux monde féodal croulant de toutes parts. Cette substitution de l'infanterie à la cavalerie, comme agent principal de destruction dans les batailles, n'était autre chose que le triomphe des vilains sur les nobles, que le détrônement de l'aristocratie et l'avènement de la plèbe. L'armée d'outre-Manche et l'armée française, prêtes à en venir aux mains dans les champs de Crécy, c'était la personnification de deux principes, de deux systèmes hostiles et qui s'excluaient l'un l'autre; c'étaient le génie du moyen-âge et le génie moderne décidant, le glaive à la main, auquel des deux devait appartenir la domination du monde.

Hâtons-nous d'ajouter, pour que l'Angleterre ne se prévale pas trop du beau rôle qui lui était échu dans cette lutte

solennelle et terrible, que le hasard et la force irrésistible des événements contribuèrent, plus que toutes les combinaisons humaines, à lui donner ce grand avantage sur la France. Si l'armée anglaise était principalement composée de fantassins, c'est que la cavalerie manquait, c'est que les nobles d'Angleterre, qui avaient en grande partie secoué le joug de la royauté, refusaient de prendre part à des guerres incessantes qui les tenaient continuellement éloignés de leurs manoirs, de leurs foyers. Edouard fut donc obligé d'enrôler sous ses drapeaux des mercenaires irlandais et gallois, qui combattaient à pied, parce qu'ils n'étaient pas gentilshommes, et qui tiraient de l'arc avec une incomparable dextérité, parce que, depuis l'invasion de Guillaume-le-Bâtard, cette arme était devenue l'unique sauvegarde du peuple contre l'oppression des conquérants normands. C'est ce nouvel élément, introduit dans les armées anglaises, qui donna tant de fois la victoire à nos rivaux. Il fallut de longues années pour que les Français s'aperçussent de la cause de leurs défaites; mais une fois qu'ils l'eurent découverte, les Anglais perdirent leur supériorité.

L'armée française qui combattit à Crécy n'était pas cependant tout-à-fait dépourvue d'infanterie : elle comptait dans ses rangs six mille arbalétriers génois échappés au désastre de l'Écluse, qui firent preuve de courage et de résolution. Ces braves gens, sur l'ordre du roi, engagèrent la bataille ; mais les cordes de leurs arcs ayant été mises hors de service par une forte pluie, ils firent peu de mal aux Anglais. Ceux-ci, mieux avisés, avaient eu la précaution de garantir les leurs en les cachant dans leurs chaperons ; ils accablèrent les Génois d'une grêle de traits et firent, pour la première fois, contre eux, usage de canons. « Les coups de ces bombardes, dit l'historien Villani, causèrent

tant de tremblement et de bruit, qu'il semblait que Dieu tonnait, avec grand massacre de gens et renversement de chevaux. » Les Génois lâchèrent pied et vinrent se heurter contre la première ligne de la gendarmerie française qui attendait impatiemment l'instant de charger à son tour. Philippe voyant leur désarroi, s'écria : « Tuez toute cette ribaudaille, car ils nous empêchent la voie sans raison. » Cet ordre cruel ne fut que trop ponctuellement exécuté par le comte d'Alençon, frère du roi, qui commandait la première ligne. Les malheureux Génois périrent presque tous de la main même de ceux qu'ils étaient venus secourir. Cette tuerie atroce et inutile fut une des principales causes de la perte de la bataille par l'horrible confusion qu'elle mit dans l'armée française. Le comte d'Alençon et ses chevaliers, après cet exploit stupide et barbare, s'élancèrent de toute la vitesse de leurs coursiers contre les archers d'outre-mer qui s'écartèrent pour les laisser passer et se refermèrent derrière eux ; emportés par une ardeur que rien ne pouvait régler ni maîtriser, ils continuèrent leur course impétueuse et attaquèrent la première division d'Edouard où se trouvait le jeune prince de Galles, si fameux depuis sous le nom de *prince noir*. La mêlée devint terrible et furieuse en cet endroit ; on combattit de part et d'autre avec un acharnement incroyable. Les chevaliers anglais firent des prodiges de valeur pour défendre le fils de leur roi qui faisait ses premières armes dans cette sanglante journée et qui se battit en héros. Le danger parut tellement pressant que la seconde ligne anglaise s'avança pour soutenir la première qui commençait à plier. L'avantage alors passa du côté des Anglais. Une partie seulement de la chevalerie française avait pu suivre le comte d'Alençon ; elle fut accablée par le nombre. Ce prince intrépide succomba un des

premiers ; à côté de lui tombèrent les plus grands et les plus valeureux seigneurs de France, les comtes de Blois, d'Aumale, de Nevers, de Flandre, de Harcourt, de Sancerre, de Bar, et cet héroïque roi de Bohême qui, bien qu'aveugle, avait voulu payer de sa personne, et le duc de Lorraine, et les archevêques de Nismes et de Sens, et le comte de Savoie, et le grand-prieur de l'hôpital de Saint-Jean, et tant d'autres enfin dont les noms se pressent en foule sous notre plume et que le manque d'espace nous force de passer sous silence. Depuis qu'à l'ancienne tactique s'était substituée une tactique nouvelle, plus savante et plus destructive, cette vaillante et fougueuse chevalerie avait désappris l'art de vaincre, mais elle savait toujours glorieusement mourir.

Le roi de France lui-même s'était jeté au plus fort de la mêlée pour secourir son frère dont il ignorait le triste sort, et se battait avec un courage désespéré. Son cheval fut tué sous lui, et il reçut deux blessures. Il aurait eu infailliblement la même destinée que le comte d'Alençon, si l'un de ses chevaliers, le sire Jean de Hainaut, ne l'eut entraîné loin de ce champ de carnage, où, selon les historiens d'Angleterre, gisaient trente mille Français.

Voilà quelle fut la célèbre bataille de Crécy, qui se donna le 26 août 1346, et qui fut suivie le lendemain, 27, sinon d'une action nouvelle, du moins d'un nouveau massacre : plusieurs corps français étant arrivés trop tard pour prendre part à la bataille, furent enveloppés par les Anglais et passés au fil de l'épée. Les envahisseurs d'outre-Manche voulaient s'épargner l'embarras de traîner après eux une trop grande multitude de prisonniers ; ils ne laissaient la vie qu'à ceux qu'ils savaient assez riches pour payer d'énormes rançons.

Quelque éclatante et décisive que fût cette victoire, Édouard n'en tira d'autre avantage que de pouvoir continuer tranquillement sa retraite sans être inquiété; ce qui prouve que, malgré son désastre, Philippe, au milieu de toutes ses ressources, était encore redoutable, et que le roi d'Angleterre, malgré son triomphe, se trouvait toujours dans une situation pleine de périls et d'embarras, éloigné qu'il était du centre de sa puissance. Édouard alla mettre le siége devant Calais, et Philippe, en attendant son fils, à qui il avait envoyé l'ordre de se rendre en toute hâte auprès de lui avec son armée, retourna à Paris.

Calais était la clé de la France ; le roi d'Angleterre déploya toutes les ressources de son génie ardent et tenace pour s'en rendre maître. La ville fut vaillamment défendue par Jean de Vienne, brave chevalier de Bourgogne. Édouard, désespérant de s'en emparer de vive force, convertit le siége en blocus, et fit construire autour de Calais une nouvelle ville en bois, dans laquelle il fit prendre à son armée ses quartiers d'hiver, tandis que sa flotte bloquait étroitement les assiégés par mer.

On ne comprend vraiment rien à l'inaction de Philippe, qui laissa Édouard s'établir tranquillement autour de Calais, sans chercher à prendre sa revanche de Crécy. Les débris de l'armée qui avait été vaincue dans cette journée malheureuse, présentaient encore un effectif considérable; la jonction de ces débris avec l'armée que le duc de Normandie ramenait de Guyenne, mettait le roi de France en état de reprendre l'offensive avec avantage; mais au lieu de marcher contre Édouard et de lui présenter une seconde fois la bataille, Philippe licencia une moitié de ses troupes et envoya l'autre guerroyer en Bretagne et sur les frontières de Flandre.

Ce ne fut qu'au printemps suivant qu'il songea à secourir Calais, en proie à toutes les horreurs de la famine. Ayant rassemblé à Amiens une armée, que les chroniqueurs ne font nulle difficulté de porter à cent mille combattants, chiffre évidemment exagéré, il s'approcha de la ville investie, espérant qu'Édouard abandonnerait le blocus pour venir à sa rencontre; mais Édouard était trop habile pour perdre ainsi le fruit de onze mois de fatigues et de travaux; il resta blotti dans son camp que de vastes marais rendaient inexpugnable, et ne répondit à tous les défis, à toutes les bravades de Philippe, que par ces seuls mots : « Je suis ici pour prendre Calais; si Philippe de Valois veut combattre, c'est à lui de voir comment il pourra m'y contraindre. » Nonobstant les immenses difficultés de l'entreprise, le roi de France s'opiniâtrait à vouloir forcer le camp ennemi, afin de laver, dans le sang anglais, la honte de Crécy. Cédant enfin aux vives instances et aux prières réitérées de ses généraux, il s'éloigna, la rage dans le cœur, et ne tarda pas à dissoudre son armée.

La retraite du roi de France livrait Calais à la discrétion d'Édouard. Celui-ci annonça l'intention de rançonner une portion des habitants, et de faire mourir les autres impitoyablement. Il était enflammé de courroux contre eux, non seulement à cause de leur longue résistance, mais à cause surtout des grands dommages que le commerce maritime de l'Angleterre avait eu à souffrir, depuis le commencement de la guerre, de la part des armateurs de Calais. Sur les représentations des seigneurs de sa cour, qui lui firent observer que le massacre des Calaisiens serait le signal d'une foule de représailles, Édouard, que cette seule considération pouvait adoucir, se relâcha de sa première rigueur, et dit : « J'en veux six, et je donne la vie au reste. »

Les malheureux habitants de Calais accueillirent avec des gémissements et des sanglots cette terrible condition de leur inexorable vainqueur. Ils s'assemblèrent sur la place du marché, pour désigner les six victimes expiatoires qui devaient être offertes en holocauste à la cruauté du roi d'Angleterre. Pendant que l'on délibérait en se lamentant, un vénérable vieillard, Eustache de Saint-Pierre, s'écria qu'il voulait être un des six; son sublime dévouement trouva sur-le-champ cinq imitateurs : Jean d'Aïre, Jacques de Vissant, Pierre de Vissant, et deux autres dont les noms malheureusement ne sont pas parvenus jusqu'à nous.

Ces six magnanimes citoyens furent conduits à Édouard, la tête découverte, les pieds nus et la corde au cou. A leur vue, le farouche Anglais éprouva un tressaillement de fureur, et resta quelques moments sans pouvoir parler, tant la rage le suffoquait. Les six Calaisiens se mirent à genoux et lui présentèrent les clés de la ville en lui demandant grâce et merci. Pour toute réponse, Édouard s'écria : « Que l'on fasse venir le coupe-tête. » Les barons et les chevaliers, présents à cette scène déchirante, intercédèrent vainement en faveur des six infortunés; Édouard grinçait des dents et répondait que sa volonté était inflexible. C'est alors que sa femme, la reine Philippa, qui était grosse, se jeta à ses pieds en pleurant, et le conjura, de la voix la plus tendre, de lui accorder la vie de ces six hommes. Édouard se recueillit un instant et dit : « Ah! madame, j'aimasse mieux que vous fussiez autre part que ci. Vous me priez si accortes que je ne vous le ose refuser. Tenez, je vous les donne, si en faites votre plaisir. » La reine s'empressa de délivrer de leurs liens Eustache et ses cinq compagnons; puis elle les emmena dans sa chambre, leur fit servir à manger, et les renvoya avec chacun un présent. Au milieu de tant d'a-

trocités révoltantes, on aime à s'arrêter sur un trait touchant d'humanité, comme dans les déserts arides et brûlants de l'Arabie, le voyageur, haletant et fatigué, aime à rencontrer un oasis où il peut étancher sa soif ardente, et se reposer sous de frais ombrages.

Édouard, voulant que Calais lui servît à l'avenir de tête de pont contre la France, et devînt une ville toute anglaise, en chassa les habitants, à l'exception d'un prêtre et de deux vieillards, qui restèrent pour indiquer les limites des héritages. Son dessein était de faire venir d'Angleterre des colons qui repeuplassent la ville et formassent une population absolument nouvelle. Calais, entre les mains d'Édouard, ne sera pas seulement une place de guerre redoutable, toujours prête à vomir de nouveaux bataillons dans nos champs ravagés, ce sera encore l'entrepôt des laines et des cuirs d'Angleterre, ces deux importants produits qui alors composaient presque à eux seuls tout le commerce d'exportation de nos voisins d'outre-Manche.

Les rois de France et d'Angleterre étaient fatigués d'une lutte si longue et si opiniâtre. Ils avaient épuisé toutes leurs ressources, et se trouvaient dans une extrême pénurie d'hommes et d'argent. Philippe voyait avec inquiétude que sa noblesse se dégoûtait chaque jour davantage d'une guerre qui l'exposait à d'affreuses calamités. Édouard, au milieu de ses prospérités, se sentait hors d'état d'entreprendre une nouvelle campagne : son expédition de France, qui avait duré un peu plus de seize mois, lui avait coûté près de dix millions de notre monnaie actuelle, somme effrayante pour l'époque. Les deux rivaux aspiraient donc, avec une égale ardeur, à une suspension d'armes. Le pape Clément VI, voyant ces dispositions pacifiques, s'empressa de leur offrir sa médiation qui fut acceptée. On signa une trêve ; elle de-

vait durer dix mois, mais elle se prolongea jusqu'en 1355, malgré de fréquentes violations.

Le fléau de la guerre avait suspendu momentanément ses fureurs, mais pour faire place à un fléau plus redoutable encore ; nous voulons parler de cette terrible peste, connue dans l'histoire sous le nom de peste de Florence. Le tiers de la population en France succomba à cette épidémie épouvantable. Riches et pauvres, jeunes et vieux, périrent également. « Leur maladie durait rarement plus de deux ou trois jours, dit le continuateur de Nangis, le plus souvent ils mouraient subitement, tandis qu'on les croyait encore sains. Celui qui était sain aujourd'hui, demain était porté à la fosse ; un gonflement paraissait tout-à-coup aux aisselles ou à l'aine, et dès qu'il se formait, c'était un signe infaillible. » Plus loin le même écrivain ajoute : « Le mal semblait provenir et de l'imagination et de la contagion ; car, quand un sain visitait un infirme, il était bien rare qu'il échappât ; aussi dans plusieurs villes et villages, les prêtres s'éloignaient pour ne pas administrer les mourants ; dans beaucoup de lieux, sur vingt hommes, il n'en restait pas deux en vie : dans l'Hôtel-Dieu de Paris, la mortalité fut telle, que pendant longtemps on en emporta chaque jour cinq cents morts dans des chars, au cimetière des Innocents. »

Après avoir horriblement décimé la France, ce fléau destructeur s'abattit sur l'Angleterre qu'il maltraita plus cruellement encore. La peste, dans ce pays, se compliqua d'une épizootie presque universelle, qui fit périr un nombre incalculable d'animaux. Les deux rois pouvaient-ils songer à de nouvelles batailles, en présence d'une si effrayante dépopulation qui menaçait de transformer leurs états en de mornes solitudes ?

Dès que la France fut débarrassée de la peste, une sorte

de joie délirante s'empara de tous ceux que le fléau avait épargnés. Ils se ruèrent dans les fêtes, dans les plaisirs, avec transport, avec frénésie, et se montrèrent d'autant plus sensibles au bonheur de vivre qu'ils avaient vu de plus près la mort, et que les cadavres de plusieurs millions de Français, dévorés par l'épidémie, étaient tièdes encore.

Le vieux Philippe de Valois voulut, comme les autres, renaître aux douceurs de la vie, et, malgré ses cinquante-huit ans, il prit pour femme, la jeune et charmante Blanche de Navarre, qui avait été promise à son fils, le duc de Normandie. Pour consoler ce dernier de la perte de sa fiancée, il lui fit épouser Jeanne, héritière des comtés de Boulogne et d'Auvergne. Mais Philippe ne goûta pas longtemps les joies de son nouvel hymen ; le 22 août 1350, il mourut en léguant à ses deux fils, Jean et Philippe, sa haine contre Édouard.

Jean était le digne fils de Philippe de Valois ; brave, chevaleresque, impétueux, comme son père, il était aussi peu propre que lui à commander une armée, surtout ayant pour antagoniste un homme de guerre aussi actif, aussi entreprenant que le roi Édouard. Jean a été surnommé le *Bon*, bien moins à cause de la débonnaireté de son caractère, naturellement irascible et vindicatif, que parce qu'il était confiant, étourdi et prodigue à l'excès. Les premières années de son règne furent employées à faire argent de tout, car les fêtes splendides de la cour et les largesses royales mettaient incessamment le trésor public à sec. Et puis, il fallait se préparer à recommencer la guerre contre l'Anglais. La trêve durait toujours, bien qu'elle n'eût pas suspendu un seul jour les hostilités en Bretagne, où, parmi beaucoup d'autres faits d'armes, s'était livré le fameux *Combat des Trente*, dans lequel trente Anglais et trente

Français combattirent en champ clos. Les premiers furent vaincus et restèrent tous sur le champ de bataille.

Une somme énorme fut votée, par les états-généraux de 1355, pour mettre sur pied une armée de trente mille hommes d'armes, auxquels devaient se joindre les communes du royaume toutes composées d'infanterie. De leur côté les Anglais avaient fait d'immenses préparatifs, et tout annonçait que la guerre allait se renouveler avec un surcroît de fureur.

Pendant ce temps, le pape Innocent IV travaillait de son mieux à rapprocher les rois de France et d'Angleterre par un accommodement définitif. Édouard et Jean avaient envoyé près du pontife des délégués chargés de plaider leur cause et de discuter leurs prétentions. Les envoyés du roi d'Angleterre demandèrent, au nom de leur maître, que le roi de France se désistât de toute suzeraineté sur la Guyenne et le Ponthieu, et déclarèrent qu'en retour, Édouard renoncerait solennellement à la couronne de France. Le roi Jean eut l'imprudence d'acquiescer à ces onéreuses conditions; mais ses barons lui ayant fait comprendre que la suzeraineté était inhérente à la couronne et non au prince, et qu'il n'avait pas le droit de souscrire à une pareille renonciation, Jean retira son acquiescement et les hostilités éclatèrent aussitôt.

Une flotte considérable, rassemblée à grands frais dans les ports d'Angleterre, fit voile pour Bordeaux. Elle portait le prince noir, appelé ainsi à cause de la couleur de ses armes, et une armée de débarquement que les auteurs contemporains évaluent à soixante mille hommes. Dès que cette armée eut touché terre elle entra en campagne et se dirigea vers Toulouse en commettant sur son passage des excès inouïs.

Pendant que le Midi de la France était dévasté par le prince noir, son père débarquait à Calais avec l'élite de ses forces, ravageait le Boulonnais et l'Artois et s'avançait jusqu'à Blangis, sur la frontière de Picardie. Mais là, Edouard dut mettre un terme à sa marche conquérante ; ayant appris que les Ecossais avaient fait invasion dans ses propres états, il se hâta de repasser en Angleterre.

L'année suivante, le prince noir poursuivit le cours de ses horribles déprédations dans nos provinces méridionales. Il parcourut successivement, la torche et le glaive à la main, le Languedoc, le Limousin, l'Auvergne, le Berry, et précipitait sa marche vers Poitiers, lorsque le roi Jean, qui accourait avec une armée plus nombreuse que celle du prince de Galles, lui barra le passage et l'enveloppa de telle manière que l'Anglais se trouva réduit à la dure alternative de combattre sans espoir de vaincre, ou de capituler. Il opta pour le premier parti, et résolut de vendre chèrement la victoire au roi de France.

L'armée française, comme à Crécy, se composait principalement de cavalerie. Le prince noir, en général habile, se posta sur les hauteurs de Maupertuis à deux lieues au Nord de Poitiers, dans une enceinte plantée de vignes et entourée de haies et de buissons épineux. Pour arriver au sommet de cette colline, couronnée de plusieurs milliers d'archers anglais, il fallait gravir un coteau extrêmement rapide que sillonnait un étroit sentier où deux cavaliers pouvaient à peine marcher de front. C'est dans cette position, en quelque sorte inabordable, que le prince noir attendit Jean. Celui-ci avait une chose bien simple à faire pour réduire son ennemi, c'était de rester tranquille ; la faim et la soif eussent promptement amené à composition cette bande de pillards et d'égorgeurs qui, accoutumés à vivre à discrétion dans les

provinces qu'ils venaient de ravager, dédaignaient de porter des vivres avec eux, et préféraient se charger de butin.

Le roi Jean pouvait donc se croiser les bras et laisser la disette agir pour lui ; mais il aima mieux attaquer les Anglais. Il répugnait à ce cœur chevaleresque d'employer pour les forcer un autre moyen que celui des armes, moyen qui, d'ailleurs lui paraissait infaillible, à cause de leur extrême infériorité numérique. Mais pour combattre avantageusement, même un ennemi inférieur, il est de certaines règles dont on ne peut s'écarter sans un grave danger. Le monarque français en fit dans cette occasion la cruelle expérience. Pour balayer les hauteurs de Maupertuis, d'où une grêle de flèches tombaient incessamment sur lui, il lança trois cents cavaliers dans le chemin étroit qui conduisait au plateau. Deux maréchaux de France commandaient cette troupe choisie. En peu d'instants elle fut détruite par les redoutables archers du prince de Galles, qui, retranchés derrière des haies, tiraient sans que l'on pût les atteindre.

Cette prompte et sanglante déconfiture causa une terreur panique dans les rangs de l'armée française, dont une partie se mit à fuir à toutes jambes vers Poitiers. Le roi, croyant déjà la bataille perdue, ordonna au dauphin et à deux autres de ses fils de se retirer; le plus jeune, nommé Philippe, ne voulut pas quitter son père. Quant à lui, Jean, songeant bien plus à son honneur de chevalier qu'au salut de la monarchie, menacé dans sa personne, et pensant qu'un roi de France ne devait jamais fuir, il tint ferme et rallia autour de lui tous ceux qui n'avaient pas déserté le champ de bataille.

Le prince noir, voyant ce qui se passait dans la plaine,

y descendit à la tête de ses hommes d'armes et tomba impétueusement sur les Français. Jean, qui avait fait attaquer par des cavaliers les hauteurs de Maupertuis garnies d'infanterie, fit mettre pied à terre à ses chevaliers pour résister en rase campagne à la cavalerie anglaise. Cette incroyable ineptie aurait suffi pour compromettre la victoire la plus certaine ; elle hâta la défaite de l'armée française.

Jean et ses chevaliers soutinrent le choc des Anglais avec une rare intrépidité, malgré le très-grand désavantage pour eux de combattre à pied. Armé d'une hache de guerre qu'il maniait avec une vigueur et une dextérité des plus grandes, le roi abattit autour de lui un grand nombre d'ennemis dont les corps amoncelés lui servirent de rempart. Son jeune fils, Philippe, quoique blessé, se battait vaillamment à ses côtés. Attentif à tous les coups que l'on portait au roi, l'héroïque enfant lui criait : « Père, gardez-vous à droite, gardez-vous à gauche. » Mais que pouvait une si admirable bravoure contre des flots d'assaillants qui se pressaient autour du groupe où combattaient Jean et son fils ? Ce groupe, qui d'abord avait formé le principal corps de bataille, était considérablement réduit et n'offrait plus qu'une poignée de braves, défendant leur roi avec toute l'énergie et toute la rage du désespoir.

Cette poignée de héros diminuait à vue d'œil, et bientôt le roi et son valeureux fils restèrent seuls debout au milieu de leurs compagnons étendus sur la poussière. « Rendez-vous, rendez-vous, où vous êtes mort ! » crièrent mille voix à Jean. Celui-ci avisa dans la mêlée un chevalier d'Artois, nommé Denis de Morbecque, qu'il reconnut, à son accent, pour être Français, et lui *bailla son dextre gant*, comme dit Froissart. Mais Denis de Morbecque ne put garder cette riche capture ; elle lui fut arrachée par le comte de War-

wick. Ce dernier s'empressa de conduire Jean au prince de Galles qui accueillit le roi de France avec les plus grandes démonstrations de respect. Le soir, il donna à souper au monarque prisonnier, à son fils Philippe et à ses principaux seigneurs; il servit lui-même à genoux son royal captif, et refusa de s'asseoir à la même table que lui, par déférence pour un si grand prince et pour un si vaillant chevalier.

La bataille de Poitiers fut moins sanglante que celle de Crécy, mais elle fut plus calamiteuse encore pour la France, qui se trouvait privée de son roi et livrée par ce fait à toutes les horreurs de l'anarchie, dans un temps où tout ce qui était administration et gouvernement se résumait dans la royauté.

L'armée anglaise avait fait un nombre considérable de prisonniers. Comme elle sentait l'impossibilité de les garder tous, elle les mit à rançon et les renvoya sur parole en leur faisant prendre l'engagement de se trouver à Bordeaux aux fêtes de Noël pour acquitter le montant de leur rançon. Le roi de France, son fils et quelques hauts barons furent seuls conservés. Le prince de Galles, ivre de joie d'un succès si grand, si inespéré, s'achemina à petites journées vers Bordeaux, avec sa magnifique proie.

La France fut dans la consternation quand elle apprit la défaite de Poitiers. Le dauphin, Charles, âgé de vingt ans à peine, se hâta d'arriver à Paris afin d'y exercer l'autorité royale au nom de son père. Son premier soin fut de hausser le prix de l'or et de l'argent, ce qui était plus propre à augmenter la confusion et le désordre des finances qu'à les faire cesser. Les États du Nord de la France, ou de la *Langue d'Oïl*, dont la réunion devait avoir lieu à la Saint-André, devancèrent cette époque, et s'assemblèrent à Paris,

le 17 octobre, un mois, jour pour jour, après la bataille. Les États du Midi, ou de la *Langue d'Oc*, se réunirent à Toulouse sous la présidence du comte d'Armagnac. Il y eut cette différence entre les États du Nord et ceux du Midi, que les premiers, plus frappés de la mauvaise administration du royaume que des dangers que courait la chose publique, ne consentirent à accorder des subsides qu'à la condition qu'ils prendraient une part active à la direction des affaires ; tandis que les seconds, vivement préoccupés de la situation critique où la captivité du roi plongeait la France, votèrent avec empressement la somme nécessaire à la levée et à l'entretien de treize mille chevaux et de deux mille fantassins.

Etienne Marcel, prévôt des marchands de la ville de Paris, homme très influent et très habile, était le chef de l'opposition qui se manifesta au sein des États du Nord et qui voulait à tout prix mettre un terme aux malversations et aux brigandages des officiers du roi. Le dauphin, grâce à cet esprit sagace et rusé qui lui tenait lieu d'instruction et d'expérience, parvint à éluder des prétentions qui eussent porté la plus grave atteinte aux prérogatives royales, et obtint des députés qu'ils retournassent chez eux pour consulter leurs commettants, tandis que lui-même prendrait les ordres de son père.

Ce qu'il avait en vue c'était de gagner du temps ; car avec ce puissant auxiliaire il espérait calmer les esprits, si profondément émus du désastre de Poitiers, et remettre toutes choses à leur place. Mais les États de la Langue d'Oïl, quand ils s'assemblèrent de nouveau le 5 février suivant, se montrèrent plus exigeants, plus intraitables encore que la première fois. L'audace d'Etienne Marcel surtout ne connut plus de bornes. Il avait pour associé et pour émule, dans la car-

rière révolutionnaire où il s'était engagé, le fameux Robert-le-Coq, évêque de Laon, qui ne le cédait à Marcel ni en hardiesse ni en activité. Ces deux hommes manœuvrèrent si habilement, qu'ils arrachèrent au dauphin la célèbre ordonnance de 1357, qui frappait d'un seul coup tous les abus et substituait le gouvernement populaire au gouvernement royal, c'est-à-dire la république à la monarchie. Cette révolution, hâtons-nous de le dire, qui appelait la multitude au maniement des affaires, dans un temps où les masses croupissaient encore dans la plus profonde ignorance, et étaient incapables de se conduire, de se gouverner; cette révolution qui désarmait, annulait, anéantissait la royauté, au moment où la royauté avait le plus besoin de force et d'énergie pour résister aux ennemis du dehors, cette révolution, disons-nous, était plus pernicieuse qu'utile. Elle fut le signal des plus horribles convulsions, et fit tomber la France, sanglante et mutilée, aux pieds de l'implacable Angleterre.

Une trêve de deux ans fut conclue entre le prince de Galles et le dauphin. Cette suspension d'armes était, sans nul doute, un événement heureux pour la France, puisqu'elle lui permettait de se reconnaître, si toutefois les discordes intestines lui en laissaient le loisir, mais elle n'était pas moins avantageuse à l'Angleterre, qui mit cette trêve à profit pour faire traverser l'Océan à son royal prisonnier, sans craindre que les croisières françaises ne l'enlevassent pendant le trajet. L'Angleterre trouvait encore son compte à ce que les hostilités fussent interrompues, car pendant ce temps, les barons et les chevaliers, faits prisonniers à Poitiers, et relâchés sur parole, purent travailler à réunir les immenses rançons que l'on exigeait d'eux, et une partie du numéraire de la France passa ainsi de l'autre côté du détroit, où il servit à soudoyer de nouvelles hordes d'envahisseurs.

Ces gentilshommes se rendirent coupables des extorsions les plus odieuses envers leurs malheureux vassaux pour en obtenir la somme nécessaire à leur rachat. Non contents de prendre aux paysans leurs meubles, leurs récoltes, leur bétail, leurs attelages, ils les soumettaient à d'horribles tortures pour leur faire révéler l'argent qu'ils pouvaient avoir caché. D'un autre côté, ces mêmes paysans, si abominablement traités par leurs seigneurs, étaient en butte à des vexations non moins cruelles de la part de ces troupes de brigands, connues sous le nom de *grandes compagnies*, qui se portaient contre eux aux extrémités les plus atroces. Il arriva un moment, enfin, où les pauvres paysans, que les nobles appelaient *Jacques bonhomme*, en signe de mépris, étant à bout de résignation et de patience, s'armèrent de tout ce qui leur tomba sous la main, bâtons, fourches, socs de charrue, et rendirent à leurs seigneurs, guerre pour guerre, fureurs pour fureurs. Ils forcèrent les châteaux, et firent main basse sur tout ce qu'ils renfermaient, hommes et femmes, enfants et vieillards; nul ne trouvait grâce à leurs yeux (1). Les nobles, saisis de terreur, se réunirent tous d'un commun accord contre ces nouveaux et formidables ennemis, les vainquirent en plusieurs rencontres, et en firent un massacre épouvantable. Telle fut la courte et effrayante apparition de la *Jacquerie*.

Le dauphin n'avait rendu l'ordonnance de réforme qu'à son corps défendant et parce qu'il y avait été, en quelque sorte, contraint et forcé par la toute-puissance des États. Son orgueil en était profondément humilié. Dès qu'il entrevit l'occasion de rentrer dans la plénitude de son pouvoir,

(1) On prétend que dans la rage qui les transportait, ils allèrent jusqu'à faire rôtir un seigneur dans son manoir, et à contraindre sa femme et ses filles de manger la chair de son époux et de leur père.

il le fit avec empressement, et déclara au prévôt des marchands, Marcel, que désormais il voulait gouverner lui-même et ne plus avoir de tuteurs. C'est alors que Marcel, se sentant trop faible pour lutter contre l'autorité du dauphin, étayé du redoutable concours de la noblesse, appela à son aide le roi de Navarre, Charles-le-Mauvais, que le roi Jean avait arrêté de sa propre main l'année d'auparavant, pour le punir de ses nombreux méfaits, et notamment de son opposition séditieuse à tous les actes de l'autorité royale. Charles-le-Mauvais était l'auxiliaire qui pouvait le mieux convenir aux desseins de Marcel. Ce dernier travailla en secret à son élargissement, et le fit venir à Paris où le dauphin n'osa pas l'empêcher d'entrer. La mise en liberté du roi de Navarre, personnage inquiet, remuant, et qui ne se plaisait qu'au milieu du trouble, raviva singulièrement, à la grande joie de Marcel, la querelle à demi assoupie du pouvoir royal et des États.

Une réconciliation, cependant, s'opéra entre le roi de Navarre et le dauphin ; mais elle n'était pas sincère et fit place, au bout de quelques semaines, à la plus vive animosité. Les choses furent poussées si loin, que, le 22 février 1358, Marcel pénétra dans le palais à la tête d'une troupe de bourgeois armés, et fit tuer, sous les yeux du dauphin, deux de ses officiers, les maréchaux de Champagne et de Normandie. Cette sanglante exécution ne resta pas sans vengeance. Le dauphin, auquel les États avaient fait prendre le titre de régent du royaume, sortit de Paris, où il n'était plus en sûreté, et se retira à Compiègne, d'où il continua, avec la plus grande vigueur, à battre en brèche la dictature populaire de l'indomptable Marcel. Un traité de paix fut négocié et conclu entre le régent et Charles-le-Mauvais, par l'entremise de Jeanne, femme de celui-ci et sœur du pre-

mier. Malgré ce traité, Charles ne cessa pas de communiquer avec Marcel, qui promettait de l'introduire dans Paris avec le titre de capitaine-général des Parisiens, ce qui lui eût donné un pouvoir égal, pour le moins, à celui du régent. Les choses en étaient à ce point, lorsqu'une conjuration se forma contre Marcel, que l'on soupçonnait véhémentement de trahir la cause du peuple, pour élever, sur le pavois, le roi de Navarre. Marcel fut massacré au moment même où il exécutait la promesse qu'il avait faite à Charles de lui livrer une des portes de la capitale.

La mort de Marcel eut pour conséquence immédiate la rentrée du régent dans Paris, avec une troupe nombreuse d'hommes d'armes. Le fils de Jean signala le rétablissement de son autorité par le supplice des partisans de Marcel, et par une nouvelle falsification des monnaies. Le roi de Navarre, qui ne trouvait pas son compte à cette pacification, appela sous sa bannière tous les aventuriers avides de gain, qui pullulaient alors en France, et, à leur tête, se mit à exercer des brigandages horribles, qui malheureusement restèrent impunis, par l'inconcevable torpeur du régent. Il serait trop long d'énumérer toutes les villes qui furent pillées et saccagées par ces bandits insatiables et féroces; qu'il nous suffise de dire que lorsque le roi de Navarre fut las de tuer, d'incendier et de faire du butin, il conclut avec son beau-frère, le régent, un nouveau traité de paix, en date du 21 avril 1359. La joie que cet événement occasiona en France fut de courte durée, car, en même temps que la guerre civile s'appaisait, la guerre avec l'Angleterre était sur le point de recommencer.

Cette guerre, à vrai dire, n'avait pas été un seul instant suspendue; elle avait continué sourdement et par des voies détournées malgré la trève. La plupart des brigands qui

couraient le pays à la suite du roi de Navarre, et qui se disaient Navarrais, n'étaient autre chose que des Anglais que l'armistice avait réduits à l'inaction, et qui se livraient au pillage et à la dévastation par manière de passe-temps. Le nombre et l'audace de ces étrangers homicides épouvantèrent le roi de Navarre lui-même; et il est à croire qu'au nombre des motifs qui lui firent conclure la paix avec le régent, était celui de délivrer la France de cette engeance maudite.

Les premiers temps de la captivité du roi Jean, en Angleterre, se passèrent dans les festins et dans les plaisirs. Les vainqueurs de Poitiers, heureux d'une capture qui leur promettait d'incalculables avantages, comblèrent de caresses et d'honneurs le monarque prisonnier. A la fin, pourtant, Jean s'ennuya de vivre éloigné de son royaume, et signa, avec Édouard III, un traité de paix plus désastreux, pour la France, que dix batailles de Poitiers ensemble. Ce traité n'allait à rien moins qu'à démembrer la monarchie; il concédait, en toute souveraineté, au roi d'Angleterre, la Guyenne, la Saintonge, l'Aunis, l'Agénois, le Quercy, le Périgord, le Limousin, la Touraine, l'Anjou, le Poitou, le Maine, la Normandie, le Ponthieu, Boulogne, Guines, Montreuil-sur-mer et Calais; la suzeraineté de la France sur la Bretagne était transférée à l'Angleterre; et pour mettre le comble à tant d'humiliantes et onéreuses concessions, le roi Jean s'engageait, par le même traité, à payer quatre millions d'écus d'or pour sa rançon.

Il est à remarquer que la préoccupation constante et opiniâtre de l'Angleterre de nous éloigner de la mer pour y régner despotiquement, commence à se manifester de la manière la plus irrécusable dans cet inqualifiable traité. Elle veut s'emparer de tout notre littoral sur l'Océan et

nous refouler dans les terres, pour nous réduire au rôle secondaire d'une puissance continentale. Tous les héroïques efforts des prédécesseurs du roi Jean pour créer l'unité nationale, et notamment les conquêtes de Philippe-Auguste sur les Plantagenets, eussent été annulés d'un trait de plume. Cela ne pouvait pas être, cela ne fut pas. Honneur au dauphin Charles qui refusa de ratifier le traité que son père avait eu l'insigne faiblesse de signer ! Pour donner plus de poids et d'autorité à son refus, le régent provoqua une manifestation semblable de la part des États-Généraux, qui, non seulement mirent leur véto au traité, mais déclarèrent que le roi Jean devait rester en Angleterre jusqu'à ce qu'il plût à Dieu de le faire revenir.

Le roi Jean cria à la trahison contre son fils. Il n'y avait de traître que lui, qui, mettant son intérêt personnel au-dessus de l'intérêt de la France, portait à l'œuvre si difficile et si glorieuse de l'unité française, un coup dont peut-être elle ne se fût jamais relevée.

Édouard III, en apprenant que le traité avait été rejeté par les États-Généraux, crut, ou feignit de croire, que Jean était d'intelligence avec son fils pour en empêcher la ratification ; il resserra la captivité de son prisonnier, qui jusqu'alors avait joui de toute la liberté de ses mouvements, et se disposa à envahir de nouveau cette France, qui ne voulait, à aucun prix, être à lui.

Vers la fin de 1359, une flotte de onze cents navires transporta à Calais l'armée la plus nombreuse et la mieux équipée que l'Angleterre eût jamais mise sur pied. On croit qu'elle ne s'élevait pas à moins de cent mille hommes. Cette multitude traînait après elle six mille voitures, attelées de vingt-quatre mille chevaux et chargées d'un immense attirail, tels que tentes, pavillons, moulins pour moudre le

blé, fours pour cuire le pain, forges pour réparer les brillantes armures des chevaliers, et jusqu'à des nacelles de cuir bouilli pour pêcher dans les lacs et les étangs pendant le carême. Dans tout cela, nous remarquons qu'il avait été abondamment pourvu au confortable et au luxe des seigneurs anglais, mais nous ne voyons pas que l'on eût songé à la subsistance des soldats. Il est vrai que l'on permettait, à ceux-ci, de vivre à discrétion chez l'habitant des campagnes; mais c'était les réduire à une bien maigre pitance, dans un pays absolument ruiné, où depuis trois ans le laboureur n'avait osé cultiver la terre, dans la crainte de ne pouvoir récolter ce qu'il aurait semé. Cette imprévoyance d'Édouard III explique le peu de succès de ses armes, dans cette nouvelle invasion, et les perplexités où il se trouva au bout de quelques mois de campagne.

A l'aspect de cette formidable armée, qui s'avançait contre lui comme un ouragan dévastateur déchaîné du haut des Alpes, le régent ne se troubla pas. Dans l'état d'épuisement et de langueur où se trouvait le royaume, il ne pouvait songer à résister en rase campagne au roi d'Angleterre. Il se contenta donc de mettre en état de défense les principales villes, et se renferma lui-même dans Paris, où il avait à surveiller les partisans de Marcel et ceux du roi de Navarre.

Édouard s'achemina lentement et à travers des torrents de pluie vers Reims, où il voulait se faire sacrer roi de France. Le régent avait donné l'ordre à ses généraux de harceler continuellement l'armée anglaise, mais d'éviter tout engagement sérieux avec elle. Le roi d'Angleterre, qui désirait ardemment une bataille générale, eut la douleur de la voir constamment fuir devant lui. Le 30 novembre, il arriva devant Reims et en forma le siége. La bonne con-

tenance des habitants et de la garnison rendit tous ses efforts inutiles ; après deux mois de travaux et de fatigues, il fut contraint de décamper honteusement. Pour se venger de ce grave échec, il ravagea la Champagne ; puis, ayant pénétré en Bourgogne, il y mit à feu et à sang, Tonnerre, Gaillon, Avallon, et d'autres places encore. C'était une véritable orgie de meurtres, où l'étranger s'enivrait du râle des mourants et de la vapeur du carnage.

Le duc de Bourgogne se débarrassa de cet hôte terrible, en promettant de lui payer, dans l'espace de trois ans, deux cent mille écus d'or, et de le reconnaître comme roi de France, si la majorité des pairs consentait à l'accepter comme tel.

L'armée anglaise, semblable à une comète échevelée, qui répand sur son passage la terreur et la désolation, quitta la Bourgogne et prit sa route à travers le Nivernais, la Brie et le Gâtinais, en brûlant et saccageant tous les bourgs et tous les villages qu'elle rencontrait devant elle. Parvenue sous les murs de Paris, elle établit ses quartiers au Bourg-la-Reine, à Mont-Rouge et à Vaugirard.

Le régent était à Longjumeau. Édouard lui fit offrir la bataille ; mais il la refusa en disant qu'il était là pour défendre Paris, et que le roi d'Angleterre n'avait qu'à le prendre, s'il pouvait. Cette réponse sensée déconcerta Édouard. Ce qui acheva de le troubler, c'est la nouvelle qu'une flotte française avait insulté les côtes d'Angleterre, et s'était emparée de Winchelsey. Le froid, la faim et une multitude d'engagements partiels avaient réduit de moitié son armée, naguère si florissante, et qui était à la veille de périr d'inanition, s'il ne prenait promptement le parti de se retirer. Il s'y décida enfin ; mais avant de commencer sa retraite, il voulut se donner la triste satisfaction d'incendier les fau-

bourgs de Paris, et se mit en route ensuite pour la Bretagne. Chemin faisant, il reçut d'Angleterre une lettre qui fit sur son esprit une impression profonde : on lui mandait que la misère de ses sujets était au comble, qu'un mécontentement général régnait dans ses états, et que tout ce qu'il y avait en Angleterre de gens sages blâmait hautement une entreprise qui n'était d'aucune utilité pour la nation britannique, et qui ne servait qu'à couvrir son roi d'une gloire stérile et énormément dispendieuse.

Sur ces entrefaites, deux légats du pape Innocent VI interposèrent leur médiation entre le roi d'Angleterre et le régent de France. Ce dernier se montra d'abord peu disposé à traiter, et rejeta les premières propositions qui lui furent faites. Mais réfléchissant bientôt à l'horrible situation du royaume, et craignant que le roi de Navarre, avec lequel il s'était brouillé de nouveau, ne se réunît à Édouard contre lui, il fit partir de Paris des négociateurs chargés de ses instructions.

De son côté, le roi d'Angleterre, fortement ébranlé par les nouvelles fâcheuses qu'il avait reçues, commençait à se relâcher de son inflexible fierté, lorsqu'un événement inattendu vînt aplanir les difficultés qui s'opposaient encore au rétablissement de la paix. Assailli près de Chartres par un orage épouvantable, qui fit périr, dit-on, mille hommes de son armée et six mille chevaux. Édouard crut que le Tout-Puissant manifestait de cette manière sa réprobation contre la guerre impie qu'il faisait à la France. Il descendit de cheval, s'agenouilla à terre, et, tendant les bras vers la cathédrale, dont les tours se dessinaient de loin à ses yeux, il fit vœu à *madame* la Vierge et à *monseigneur* Jésus-Christ d'accepter telles propositions qui lui seraient faites, pourvu qu'elles fussent honorables.

Des conférences s'ouvrirent le 1er mai 1360, à Brétigny. La France y était représentée par Jean de Dormans, évêque de Beauvais, Charles de Montmorency, le comte de Tancarville et le maréchal Boucicault ; l'Angleterre, par le duc de Lancastre, les comtes de Northampton, de Warwick et de Stafford.

On ne discuta pas longuement ; de part et d'autre on nourrissait un trop vif désir de la paix pour que les négociations n'aboutissent pas promptement à un résultat. Le 8 mai, un traité fut conclu par lequel le roi d'Angleterre renonçait à ses prétentions à la couronne de France ; en retour de cette clause dérisoire, que les plénipotentiaires français n'auraient pas dû laisser figurer dans le traité, la France faisait abandon à Édouard, en toute souveraineté, du duché d'Aquitaine, que jusqu'alors il n'avait possédé qu'à titre de fief ; et, à ce duché, désormais indépendant, étaient annexés le Poitou, le Limousin, le Quercy, le Bigorre, la vallée de Gaure, l'Angoumois, et le Rouergue ; on y joignit le territoire qui environne Calais, composé des comtés de Ponthieu et de Guines, et de la vicomté de Montreuil. Enfin, la rançon du roi Jean fut fixée à l'énorme somme de trois millions d'écus d'or, payable de la manière suivante : six cent mille écus dans le délai de quatre mois, avant la mise en liberté de Jean, et quatre cent mille écus d'année en année, pendant six ans. Le roi d'Angleterre, homme positif s'il en fût, exigea en outre qu'on lui laissât prendre comme garantie de ces divers paiements, un certain nombre d'otages à son choix parmi les plus grands seigneurs de France.

Tel fut le traité de Brétigny qui mit un terme aux maux cruels de notre pays, mais qui nous imposa la dure humiliation de céder à l'Anglais la souveraineté de nos plus belles, de nos plus fertiles provinces. Quand on considère que

l'armée d'Édouard n'offrait plus qu'un triste ramas de spectres amaigris qui supportaient à peine le poids de leurs armes, et tombaient morts par milliers dans leur fuite qui était plutôt une déroute qu'une retraite, on s'étonne que les généraux du régent, dont les troupes étaient bien nourries et bouillonnaient d'ardeur, ne l'aient pas attaquée; et l'on s'étonne bien plus encore que les négociateurs français n'aient pas mis à profit l'effroyable détresse du roi d'Angleterre pour lui dicter des conditions au lieu d'en recevoir de lui.

Quoi qu'il en soit, dès que le traité eut été solennellement juré par les parties contractantes, l'armée anglaise, hors de péril, se mit en route pour Calais, et telle fut l'extrême rapidité de sa marche que le 18 mai elle débarqua en Angleterre, tant le roi Édouard et ses preux chevaliers avaient hâte de quitter une terre qui aurait pu devenir leur tombeau, s'ils avaient eu affaire à un ennemi moins circonspect que le régent.

L'exécution du traité n'était pas chose facile pour la France. Une première difficulté fut de réunir les six cent mille écus d'or que l'on devait payer sous quatre mois. Toutes les ressources étaient épuisées; on fut obligé de recourir à un expédient honteux, mais que l'extrême pénurie où l'on se trouvait excuse suffisamment : le régent donna sa troisième sœur en mariage à Jean-Galéas Visconti, premier duc de Milan; lequel, pour reconnaître cet honneur insigne, fit présent au régent de 300,000 florins, et, de plus, en donna 300,000 autres pour prix du petit comté de Vertus en Champagne, que la jeune princesse lui apportait en dot. Dans ces temps désastreux le sang des rois était devenu une matière vénale qui avait cours comme tout autre marchandise. Une fille de France était cotée à six cent mille

florins, et mieux valait encore vendre une princesse que vendre les peuples, ce qui n'arrivait que trop souvent.

Ce premier obstacle levé, il en surgit un autre : les grands seigneurs ne voulurent pas consentir à être livrés comme otages à l'Angleterre. Ce fut avec beaucoup de peine que l'on parvînt à en décider un certain nombre à faire ce sacrifice à la cause nationale. Les principaux d'entre ceux que le roi Édouard choisit, furent le duc d'Orléans, frère du roi, les ducs d'Anjou et de Berry, ses deuxième et troisième fils, le duc de Bourbon, les comtes d'Alençon, de Saint-Pol, de Harcourt, d'Auvergne, etc.

Quand le roi Jean fut rentré dans sa bonne ville de Paris aux acclamations du peuple, qui était heureux de revoir en lui le modèle de toutes les vertus chevaleresques, et quand il eut repris possession de son autorité que le dauphin lui rendit intacte et respectée, autant du moins qu'elle pouvait l'être à cette époque d'inexprimable confusion, de nouvelles et plus graves difficultés se présentèrent à l'accomplissement du traité de Brétigny. Les habitants des provinces cédées à l'Angleterre s'indignèrent avec raison qu'on les eut démembrés de la France sans les avoir consultés, et déclarèrent unanimement qu'ils aimeraient mieux être taxés chaque année de la moitié de leur avoir et rester Français. Les braves Rochelois disaient : « qu'ils reconnaîtraient les Anglais des lèvres seulement, mais du cœur, jamais. » Les ministres de Jean, et le dauphin lui-même, lui conseillèrent de profiter de cette répulsion générale contre la domination anglaise pour éluder les dispositions les plus rigoureuses du traité de Brétigny. C'est alors que le roi Jean prononça ces admirables paroles : « Si la justice et la bonne foi étaient bannies du reste du monde, elles devraient se retrouver dans la bouche et dans le cœur des rois. »

Assurément, ce sont là des sentiments forts beaux, fort recommandables; mais il est permis de se demander s'ils étaient bien de mise avec cet Édouard III, si fourbe, si déloyal, et qui se faisait un jeu des engagements les plus solennels lorsqu'ils ne s'accordaient pas avec ses vues égoïstes et ambitieuses. C'est parce que la France s'est toujours fait un point d'honneur de cette politique généreuse et magnanime, qu'elle a vu tant de fois son ascendant pâlir devant l'ascendant de l'Angleterre.

Le roi Jean employa les plus vives instances pour vaincre la résistance des populations que le traité de Brétigny avait rendues Anglaises. C'est au nom du repos de la France qu'il les exhorta à se soumettre aux conditions stipulées dans ce traité, et ce fut pour ne pas attirer de nouvelles calamités sur cette patrie si chère, qu'elles consentirent à recevoir le joug britannique.

La conclusion de la paix ne ramena pas immédiatement le calme et la sécurité en France : les troupes mercenaires d'Édouard, cette lie de toutes les nations de l'Occident, ne lui avaient vendu leurs services que dans l'espoir du pillage; elles continuèrent la guerre pour leur propre compte et commirent d'affreux brigandages. Le roi d'Angleterre envoya, contre les grandes compagnies, une armée qui fut battue et dont les débris se réunirent à elles. Le roi de France voulut suivre cet exemple et il éprouva le même sort. Ce ne fut que longtemps après que le grand Du Guesclin purgea la noble terre de France de cet exécrable fléau, en entraînant les grandes compagnies au-delà des Pyrénées.

Le roi de France avait bien pu, en usant de son autorité, livrer au roi d'Angleterre les territoires qui avaient été concédés à ce dernier par le traité de Brétigny, mais il ne

lui fut pas aussi facile de réunir les deux millions quatre cent mille écus d'or qu'il était tenu de lui payer en six années; il eut beau pressurer, écraser ses infortunés sujets, en proie à toutes les horreurs de la peste et de la misère, l'argent ne rentrait que fort difficilement dans les coffres de l'état, et, à son grand regret, il ne put remplir que le tiers de ses engagements envers Édouard. Celui-ci, créancier impitoyable, accablait d'obsessions le malheureux Jean, et lui réclamait avec hauteur les sommes échues. Pour comble de malheur, un des otages livrés par la France à l'Angleterre, le duc d'Anjou, second fils de Jean, se sauva de Calais; et lorsque le roi Édouard lui enjoignit de reprendre ses fers, il refusa d'obéir.

Le chevaleresque Jean, désespéré d'un pareil manque de foi, et hors d'état d'acquitter intégralement sa rançon, n'imagina rien de mieux que d'aller se remettre entre les mains du roi d'Angleterre à la place de son fils. Il partit donc, accompagné d'une nombreuse suite de gentilshommes, et fut reçu magnifiquement par Edouard, que la folle délicatesse de Jean devait combler de joie, car elle privait encore une fois la France d'un chef qui, sans être habile et expérimenté, était du moins une sauve-garde contre le désordre et l'anarchie.

Quelques historiens ont pensé qu'un des principaux motifs du roi Jean, en retournant en Angleterre, était de faire adopter à Édouard un projet de croisade contre les Turcs. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'année précédente Jean avait pris la croix à Avignon pour accomplir, disait-il, un vœu qu'avait autrefois fait son père, et pour délivrer la France des compagnies qu'il se proposait d'emmener avec lui. Il faut convenir que quand la croisade n'aurait été en-

treprise que dans ce dernier but, elle eût rendu un inappréciable service à notre triste et lamentable patrie.

Le roi Jean avait pris terre à Douvres, le 4 janvier 1364; le 8 avril suivant il mourut à Londres, après une assez courte maladie. Le seul chroniqueur qui nous ait transmis quelques détails sur cet événement, Froissart, nous apprend que le roi Edouard vit cette mort avec grand déplaisir. Nous le croyons sans peine. Jean, scrupuleux observateur de sa parole, et toujours prêt à sacrifier l'intérêt de ses peuples aux lois extravagantes d'une chevalerie romanesque, était l'homme qui faisait le mieux les affaires du roi d'Angleterre sur le trône de France. Edouard eut grandement raison de le regretter; il savait qu'il n'aurait pas si bon marché de son successeur, Charles V.

CHAPITRE II.

—

1364.—1422.

SOMMAIRE.—Etat de la France à l'avènement de Charles V.—Batailles de Cocherel et d'Auray. — Départ des compagnies pour l'Espagne. — Révolutions et contre-révolutions dans ce pays. — Fermentation des provinces méridionales de la France. — Rupture du traité de Brétigny par Charles V. — Succès des Français. — Prise et sac de Limoges par le prince de Galles. — Robert Knolles envahit la France. — L'armée qu'il commande est anéantie par Du Guesclin. — Destruction de la flotte anglaise par celle d'Espagne. — Victoires de Du Guesclin en Guyenne. — Conquête de la Bretagne. — Invasion du duc de Lancastre en France. — Son armée se fond sans combattre. — Trève de deux ans entre la France et l'Angleterre. — Mort d'Edouard III. — Son petit-fils, Richard II, lui succède. — Reprise des hostilités. — Nouveaux succès des Français. — Confiscation du duché de Bretagne par Charles V. — Les Bretons rappellent leur duc. — Le comte de Buckingham pénètre en France pour aller secourir Jean de Montfort. — Mort de Charles V. — Minorité de Charles VI. — Paix de Bretagne. — Troubles en France. — Guerre contre les Flamands. — Nouvelle trève entre la France et l'Angleterre. — La guerre recommence. — Projet d'invasion en Angleterre. — Les hostilités sont suspendues de nouveau pour trois ans. — Démence de Charles VI. — Prolongation de la trève avec les Anglais. — Les Dissensions des princes du sang plongent le royaume dans l'anarchie. — Renouvellement des hostilités. — Assassinat du duc d'Orléans par le duc de Bourgogne. — Factions des Armagnacs et des Bourguignons. — Les deux partis font tour à tour alliance avec l'Angleterre. — Horrible guerre civile. — Descente du roi d'Angleterre, Henri V, en Normandie. — Bataille d'Azincourt. — Cruauté des Anglais. — Trève entre les Bourguignons et les Armagnacs, et entre ces derniers et Henri V. — Paix de Pouilly. — Le duc de Bourgogne est tué sur le pont de Montereau. — Traité de Troyes. — Le dauphin lutte courageusement contre le roi d'Angleterre, maître de Paris et d'une partie de la France. — Nouvelles victoires des Anglais et des Bourguignons réunis. — Mort de Henri V à Vincennes. — Mort de Charles VI.

La France, après les règnes désastreux de Philippe de Valois et de Jean-le-Bon, se trouvait dans la situation la plus triste, la plus cruelle. Le traité de Brétigny avait mis un terme à la guerre étrangère, sans arrêter les ravages des grandes compagnies, qui continuaient de promener en tous lieux le fer et la flamme, et de vivre à discrétion dans nos provinces dépeuplées et ruinées, comme en pays conquis.

L'énorme rançon du roi Jean, dont plus des deux tiers avaient été acquittés, et les rançons de la noblesse, qui s'élevaient à une somme presque aussi considérable, avaient appauvri le pays et rendu le numéraire extrêmement rare. Tout l'or et toutes les sueurs de la France avaient passé de l'autre côté du détroit ; il ne restait plus en deçà que des débris fumants, des champs en friche et de lamentables douleurs. L'Angleterre s'était engraissée du plus pur de notre substance, et, comme un vautour rassasié, elle cuvait notre sang et nos trésors.

Il fallait la puissante vitalité de la France pour résister à cette accumulation de maux épouvantables ; il fallait, pour en effacer la trace, l'administration réparatrice de Charles V, ses mesures habiles et prévoyantes, sa prudence consommée, sa patience, sa sagesse, enfin ce grand art de gouverner dont il donna de si éclatantes preuves pendant un règne de seize années, règne malheureusement trop court pour la gloire de la France, pour la honte de l'Angleterre.

Charles V était âgé de vingt-sept ans lorsqu'il succéda à son père. Il avait fait un rude apprentissage du métier de roi durant la captivité de Jean ; quand il régna pour son propre compte, il sut mettre à profit l'expérience qu'il avait acquise des hommes et des choses, et fit tout ce qu'il était humainement possible pour rendre au royaume de France, je ne dirai pas seulement son ancien lustre, mais une force, une prospérité, une grandeur inouies.

Le nouveau roi avait à faire face à une multitude de soins qui réclamaient impérieusement son attention, sa sollicitude. Mais il comprit qu'il fallait courir au plus pressé et travailler activement à purger la France du fléau des compagnies, qui étaient un obstacle invincible au rétablissement de tout ordre, de toute sécurité. Il chargea de cette

tâche importante deux des plus vaillants capitaines de l'époque, le maréchal Boucicault et Bertrand Du Guesclin. Ces deux chefs renommés commencèrent par réduire Mantes et Meulan; puis ils gagnèrent sur les Navarrais, ou brigands des compagnies (c'était tout un), la bataille de Cocherel, dont la nouvelle parvint à Charles la veille même du jour où il fut sacré à Reims. Ce grand avantage était d'un bon augure pour le règne qui s'ouvrait. La victoire de Cocherel ne fut que le prélude à de nouveaux et plus importants succès.

La Bretagne n'avait point été pacifiée par le traité de Brétigny; les deux concurrents, Charles de Blois et Jean de Montfort, continuaient à se disputer pied à pied ce déplorable héritage qui avait déjà fait couler tant de larmes et tant de sang. Le roi de France envoya Du Guesclin au secours de Charles de Blois. Mais le vainqueur des Navarrais fut battu et fait prisonnier à Auray par Jean de Montfort, aidé d'une armée anglaise aux ordres du fameux Chandos. Charles de Blois périt dans la bataille. Cette victoire et, plus encore, la mort de son compétiteur, donnèrent le duché de Bretagne à Montfort, qui déclara qu'après Dieu, c'était à Chandos et aux Anglais qu'il était redevable de ce grand résultat. Peu de temps après fut signé à Guérande un traité qui sanctionnait diplomatiquement ce que la bataille d'Auray avait décidé de fait; et cette guerre de Bretagne, qui n'avait pas duré moins de vingt-cinq années, fut enfin terminée à la satisfaction générale.

Vers la même époque Charles V accorda la paix au roi de Navarre, ce détrousseur de grands chemins, ce chef de brigands, qui avait saccagé et pillé toutes les provinces de France, tantôt de concert avec les Anglais, tantôt seul, et toujours avec une rage forcenée, impitoyable. Telle était la

position difficile du roi de France qu'il fut obligé de donner à Charles-le-Mauvais, malgré ses énormités et ses crimes, la seigneurie de Montpellier, pour l'indemniser apparemment de tout le mal qu'il ne pouvait plus faire, maintenant qu'il était réduit à son maigre royaume de Navarre.

Le roi de France, quand il eut ainsi enlevé aux compagnies leur chef le plus habile et le plus redoutable, leur proposa d'aller au-delà des Pyrénées détrôner le roi de Castille, Pierre-le-Cruel, au profit de Henri de Trastamare, frère naturel de ce dernier. Cette expédition avait le double avantage de débarrasser notre pays de cette lie immonde, exécrable des compagnies, qui pesaient sur la France comme un effroyable cauchemar, et de porter un rude coup à l'Angleterre dans la personne de Pierre-le-Cruel, cousin et allié d'Édouard III. Du Guesclin, dont la rançon avait été payée par Charles V, prit le commandement de ces bandes formidables, qui ne s'élevaient pas à moins de soixante mille hommes, et les conduisit en Espagne. Tout plia, tout céda, devant ce torrent impétueux. Pierre prit la fuite, et Henri se fit couronner roi de Castille, à Burgos.

Une fois cette révolution accomplie, presque sans coup férir, les compagnies revinrent en France laissant le nouveau roi dans un extrême embarras. Le monarque déchu s'était réfugié à Bordeaux, auprès du prince de Galles, qui avait vu de très mauvais œil l'expédition de Du Guesclin, et le détrônement de Pierre-le-Cruel. Le prince de Galles avait été investi par son père du gouvernement suprême de la Guyenne et de toutes les provinces cédées à l'Angleterre par le traité de Brétigny. Le vainqueur de Poitiers comprit que la cause du roi détrôné était la sienne ; que l'Angleterre avait un puissant intérêt à ne pas laisser sur le trône de Castille un protégé, un ami de la France, et que le sa-

lut des possessions anglaises sur le continent dépendait de l'exclusion de Henri de Trastamare ; il résolut en conséquence de contribuer de tout son pouvoir à faire rentrer Pierre-le-Cruel dans la possession de ce qu'il considérait comme ses droits.

Il prit à son service ces mêmes compagnies qui, sous la conduite de Du Guesclin, avaient renversé son allié et son parent. A leur tête, il franchit les Pyrénées au cœur de l'hiver et vint présenter la bataille au roi Henri, sous les murs de Najara. Du Guesclin conseilla à celui-ci d'éviter le combat et de réduire son ennemi par la famine, en interceptant ses convois, en coupant ses communications. Ce conseil était bon, mais il ne fut point suivi. La bataille s'engagea. Elle fut meurtrière, pour les Français surtout, qui seuls opposèrent une vive résistance au prince de Galles, et qui furent tous tués ou faits prisonniers. Bertrand Du Guesclin tomba une seconde fois au pouvoir des Anglais. Les Castillans, au nombre de soixante mille, lâchèrent pied après quelques heures de combat seulement. Cette victoire replaça Pierre sur le trône, mais il ne fit qu'y passer comme un météore sanglant.

Henri de Trastamare, avec les secours de la France, attaqua vigoureusement l'Aquitaine, et força ainsi le prince noir à quitter le sol espagnol où plus des trois quarts de son armée s'étaient fondus en très peu de temps sous l'action dévorante des chaleurs et des maladies. Le fils d'Edouard III rapporta de la Castille un mal dont il ne se releva plus, et qui le conduisit lentement au tombeau. Ses souffrances, et, plus encore, les embarras que lui suscitait l'esprit remuant et tracassier des nobles gascons, l'empêchèrent désormais de soutenir efficacement la cause de Pierre-le-Cruel. Le roi Henri, aidé encore de Du Guesclin, chassa de nouveau son

frère d'un trône qu'il avait souillé de crimes, le vainquit à Montiel et le tua de sa propre main.

Cette querelle de deux frères dénaturés formait, à proprement parler, un épisode de la grande et implacable guerre que se faisaient, depuis près d'un demi-siècle, l'Angleterre et la France. La paix de Brétigny n'était qu'une simple suspension d'armes; les deux nations rivales, pour ne pas laisser se rouiller leurs épées, rouges encore de sang, cherchaient avidement toutes les occasions de s'escrimer l'une contre l'autre, et de se faire le plus de mal possible.

Charles V, du fond de son cabinet, où le retenait sa complexion délicate et maladive, avait si bien conduit ses affaires, que la France en était venue, non seulement à ne plus redouter les armes de l'Angleterre, mais encore à désirer le renouvellement des hostilités pour reprendre tout ce qui lui avait été enlevé par la rapacité d'Édouard III. Le moment ne pouvait être plus favorable; ce roi, jadis si actif, si prompt à combattre, était courbé sous le poids d'une vieillesse prématurée; son fils, le héros de Crécy, de Poitiers, de Najara, était hydropique, et se trouvait, par suite de cette cruelle maladie, dans l'impossibilité de tenir la campagne. Une vive fermentation régnait chez tous les peuples de l'Aquitaine, que l'arrogance et l'orgueil intraitable des Anglais avaient profondément blessés et mécontentés. Ces populations, naguère françaises, regrettaient amèrement leur nationalité perdue, et soupiraient après un revirement de fortune qui les ramenât sous les lois de leur ancienne patrie.

Le roi Charles était instruit de tout. Il suivait patiemment de l'œil les progrès de cette effervescence des populations méridionales, et se promettait bien de la mettre à profit pour expulser l'Anglais du territoire de France. Il

prépara, de longue main et avec un impénétrable mystère, la rupture du traité de Brétigny, et commença par s'assurer de l'alliance et de la coopération active de cet Henri de Trastamare sur la tête duquel il avait, pour ainsi dire, posé la couronne de Castille. Un traité fut signé entre les deux rois le 20 novembre 1368. Aux termes de ce traité, Henri s'engagea à mettre en mer une flotte considérable, et à rétrocéder, à Charles V, toutes les conquêtes qu'il ferait sur le prince de Galles en Aquitaine.

Sur ces entrefaites, les comtes d'Armagnac, de Périgord et de Comminges, le sire d'Albret et d'autres seigneurs gascons, se rendirent auprès du roi de France, et lui présentèrent, comme à leur suzerain, un appel contre le prince de Galles, à raison des iniquités dont il les avait rendus victimes dans son duché d'Aquitaine. Cette démarche des barons de Gascogne prouvait le peu de racines que la domination anglaise avait jetées dans le Midi de la France. Charles V se garda bien d'abord d'accueillir publiquement un tel recours, ce qui eût été une véritable déclaration de guerre à l'Angleterre ; mais il négocia secrètement avec les seigneurs gascons, en attendant qu'il pût les prendre ouvertement sous sa protection.

Un nouvel appel ayant été présenté au roi de France quelques mois après, il résolut d'éclater alors, et somma le prince de Galles de comparaître à sa cour pour avoir à se justifier des vexations qu'il avait fait subir aux barons gascons. Le prince de Galles, qui était loin de s'attendre à une pareille injonction de la part d'un roi qu'il croyait exclusivement occupé à réparer les maux que la guerre avait faits à la France, demeura interdit, et ce ne fut qu'après s'être recueilli un moment qu'il adressa aux messagers de Charles V cette fière réponse : « Nous irons volontiers à

notre ajournement à Paris, puisque mandé nous est du roi de France ; mais ce sera le bassinet en la tête, et soixante mille hommes en notre compagnie. »

Cette vaine menace n'épouvanta pas Charles V ; il avait tout calculé, tout prévu. Le prince de Galles était si peu en état de faire la guerre, qu'il laissa les comtes de Comminges et de Périgord commencer les hostilités sans se mettre en mesure de les faire rentrer sous son obéissance. Charles envoya défier le roi d'Angleterre par un valet de cuisine pour que l'insulte lui fût plus cruelle, et mit incontinent ses troupes en campagne. Dans l'espace de quelques jours toutes les villes du Ponthieu ouvrirent leurs portes et reçurent des garnisons françaises. Pendant que ces choses se passaient au Nord, dans le Midi plus de soixante cités, villes, châteaux ou forteresses se révoltaient contre les Anglais, à la voix toute puissante de l'archevêque de Toulouse et de l'évêque de Cahors. Ce dernier mit en insurrection tout le Quercy. Les préparatifs du roi de France avaient été conduits si secrètement, que deux grandes armées se réunirent, comme par enchantement, l'une en Auvergne, sous le duc de Berry, l'autre en Languedoc, sous le duc d'Anjou, tous les deux frères du roi, et attaquèrent immédiatement l'Aquitaine. Les Etats-Généraux s'assemblèrent à Paris le 9 mai 1369. Charles V leur soumit les raisons qui lui faisaient rompre la paix ; les États donnèrent leur entière approbation à tout ce qu'il avait fait, et l'encouragèrent à persévérer dans la même voie.

La France se réveillait enfin de sa longue et désolante torpeur, tandis que les Anglais, au contraire, tombaient dans une sorte de marasme et d'allanguissement. Charles eut un moment le projet de tenter une descente en Angleterre ; un nombre considérable de navires et de bateaux de

toutes grandeurs, étaient déjà réunis à Honfleur; le plus jeune frère du roi, Philippe-le-Hardi, duc de Bourgogne, devait commander l'expédition; mais le débarquement d'une armée anglaise, à Calais, sous les ordres du duc de Lancastre, second fils d'Edouard III, fit renoncer à cette entreprise qui aurait peut-être été couronnée du même succès que celle de Guillaume-le-Conquérant.

Edouard III, transporté de fureur, à la nouvelle de la rupture du traité de Brétigny, menaça de mort les otages du roi Jean, et ne fut arrêté que par la crainte des représailles; il reprit le titre de roi de France, ordonna la levée et l'armement de tous ses sujets, tant ecclésiastiques que laïcs, depuis seize ans jusqu'à soixante, et enjoignit au prince de Galles d'envahir de nouveau ce royaume de France qu'il appelait insolemment son héritage. Mais le malheureux prince de Galles, qui n'aurait pas attendu cet ordre de son père pour marcher contre Charles V, ne put que rassembler une armée qui resta sur la défensive, ayant pour général un moribond qui ne quittait pas son lit. Le roi d'Angleterre, autrefois si heureux dans ses entreprises, voyait les revers fondre sur lui de toutes parts. Il ne réussissait plus à rien. Cinq ans entiers il travailla à obtenir pour son fils Edmond, comte de Cambridge, la main de Marguerite, héritière du duché de Flandre. Mais telle était l'influence de Charles V dans les conseils du Saint-Siége, que le pape refusa constamment à Edmond une dispense de parenté, et qu'il l'accorda sans difficulté au frère du roi de France, Philippe, duc de Bourgogne, bien qu'il fût parent de Marguerite au même degré que le comte de Cambridge.

L'armée anglaise, débarquée à Calais, s'était mise à ravager le territoire de Guines et de Térouanes. Charles ordonna au duc de Bourgogne de s'avancer contre elle et

d'arrêter ses brigandages et ses dévastations. Le duc de Bourgogne prit position à peu de distance des Anglais avec l'intention de les combattre. Le roi, qui se souvenait de Crécy et de Poitiers, lui défendit de risquer ainsi le sort de la France en une bataille. Vainement Philippe lui envoya messages sur messages, il fut sourd à toutes ses instances, et aima mieux supporter les bravades des Anglais que d'avoir à déplorer un nouveau désastre semblable à ceux qui avaient précipité la France dans un abîme de maux. Le duc de Bourgogne, comme chevalier et comme général, faisait son métier en demandant la bataille; Charles V, comme roi, faisait le sien en la refusant. L'un et l'autre ont également droit à notre estime. Charles savait que si les Français, individuellement, étaient plus braves, plus bouillants, plus chevaleresques que les Anglais, ceux-ci, en revanche, leur étaient supérieurs en tactique, et connaissaient beaucoup mieux qu'eux l'art de préparer un succès et de fixer la victoire sous leurs drapeaux. Dans un tel état de choses, c'est à force de prudence et de circonspection, que Charles V pouvait triompher de l'Angleterre.

Le duc de Bourgogne n'ayant pu obtenir de son frère l'ordre d'en venir aux mains avec les Anglais, obtint du moins la permission de licencier son armée, qui, dans son impatiente ardeur, aurait fini peut-être par engager la bataille malgré la volonté du roi. L'armée anglaise recommença ses ravages; mais comme elle trouva toutes les villes dans un bon état de défense, elle ne tarda pas à rentrer à Calais où elle fut licenciée aussi. Dans le Midi, les ducs de Berry et d'Anjou livrèrent aux Anglais une foule de combats partiels, et la campagne se termina sans résultats importants. Charles V ne demeurait pas oisif tandis que ses trois frères étaient à la tête de ses armées; lui aussi agis-

sait, lui aussi faisait une rude et terrible guerre aux Anglais, mais ce n'était ni avec la lance ni avec l'épée; sans sortir de son hôtel de Saint-Paul, à Paris, et avec les seules armes de la diplomatie et de la ruse, il les démolissait lentement, à petit bruit, comme la goutte d'eau qui finit par creuser le roc le plus dur.

Par lettres patentes, en date du 14 mai 1370, il déclara Edouard III et son fils rebelles, confisqua le duché d'Aquitaine et les autres provinces dont ils étaient en possession, et délia les populations du serment de fidélité qu'elles avaient prêté au roi d'Angleterre et au prince de Galles. Ce n'est pas tout. Charles V manœuvra si habilement auprès des princes d'Allemagne et des Pays-Bas, qu'il parvint à leur faire abandonner la cause d'Edouard, malgré les sommes énormes que celui-ci avait prodiguées pour acheter leur amitié. Le roi de France ne fut pas moins heureux auprès du roi de Navarre, qui avait signé un traité d'alliance avec l'Anglais; non seulement Charles-le-Mauvais rompit ce traité, qui cependant lui promettait de notables avantages, mais il fit sa paix avec Charles V et lui rendit hommage pour toutes les terres qu'il tenait de lui en France. La puissance anglaise déclinait visiblement, et les succès diplomatiques de Charles V n'étaient que le présage des grands succès militaires que ses capitaines allaient bientôt remporter sur les envahisseurs d'outre-mer.

La campagne de 1370 s'ouvrit tard. Occupés de fêtes et de plaisirs, les frères du roi n'entamèrent les hostilités qu'à la fin de juillet. Le duc d'Anjou, dans l'espace d'un mois, conquit plus de cinquante petites places ou châteaux, et poussa ses ravages jusqu'à cinq lieues de Bordeaux; puis, fidèle aux instructions qu'il avait reçues du roi d'éviter à tout prix une action générale, il licencia son armée à l'ap-

proche du prince de Galles. Le duc de Berry forma le siége de Limoges et s'en rendit maître par la trahison de l'évêque; après quoi, il imita le duc d'Anjou, et renvoya ses troupes dans leurs foyers.

Le prince de Galles, à la nouvelle de la reddition de Limoges, entra dans une grande colère, et « jura l'âme de son père, qu'il n'entendrait jamais à autre chose, si r'aurait Limoges, et aurait aux traîtres fait comparer (payer) leur forfait chèrement. » Malgré son état de langueur, il investit cette ville infortunée, et, après avoir pratiqué une large brèche aux murailles, l'enleva d'assaut. Trop faible pour marcher, il se faisait porter en litière. Les habitants se jetèrent à genoux devant lui et lui crièrent miséricorde; mais l'impitoyable Anglais les fit massacrer tous sous ses yeux; trois mille personnes, hommes, femmes et enfants, furent égorgés comme des moutons à la boucherie; la population tout entière périt; les soldats ne s'arrêtèrent de frapper que lorsqu'ils manquèrent de victimes. Le prince de Galles les encourageait au carnage et se repaissait avec volupté du sang qui coulait, comme si la mort, qui déjà l'étreignait lui-même, lui eût ôté tout sentiment humain, et que, sentant la vie prête à lui échapper, il eût été jaloux de la laisser aux autres.

L'évêque, qui était seul coupable, fut épargné, grâce au caractère sacré dont il était revêtu. Trois chevaliers qui s'étaient acculés contre un mur et qui opposèrent une opiniâtre résistance aux guerriers d'Angleterre, furent reçus à merci à cause de leur indomptable bravoure que le prince de Galles ne put s'empêcher d'admirer tout courroucé qu'il était.

Cette effroyable exécution fut le dernier exploit du vainqueur de Poitiers. Peu de temps après il repassa en Angle-

terre pour revoir une dernière fois, avant de mourir, ses foyers paternels. Édouard III, vieux et infirme, vint recevoir sur la plage ce fils si tendrement aimé, qu'un mal incurable dévorait lentement. Le père et le fils s'embrassèrent en versant des larmes. Triste retour des choses humaines! Ces deux hommes, qui avaient causé de si grands maux à la France, pleuraient maintenant sur leurs propres infortunes; la vieillesse et la maladie faisaient courber ces têtes orgueilleuses qui, naguère encore, se dressaient si fièrement dans l'horreur des batailles; et ces bouches, qui avaient dicté tant d'arrêts de mort, ne laissaient plus entendre que d'amères et stériles plaintes, que d'inutiles regrets.

Édouard, cependant, voulut tenter un nouvel effort pour ressaisir ces belles provinces de France, que Charles V, à son grand désespoir, lui arrachait une à une; il envoya à Calais une nouvelle armée sous le commandement de Robert Knolles, son meilleur capitaine depuis la mort de Chandos. Cette armée ravagea l'Artois et le Vermandois; elle passa devant Soissons, Reims et Troyes, sans oser attaquer ces villes défendues par de vaillantes garnisons. Puis elle vint camper devant Paris où Charles V était renfermé avec l'élite de ses forces. N'ayant pu déterminer le prudent monarque à livrer bataille, Robert Knolles s'achemina vers le Maine et l'Anjou pour y prendre ses quartiers d'hiver (1).

(1) On lit dans Froissard, qu'au moment de s'éloigner de Paris, un Anglais, qui avait fait vœu de heurter sa lance aux barrières de cette capitale, approcha de la barrière Saint-Jacques qui était toute ouverte et pleine de chevaliers. Ceux-ci au lieu de l'attaquer l'applaudirent, et l'Anglais s'en retournait au petit pas, tout fier d'avoir fait cet affront à la reine des cités de France, quand un brave boucher avance sur le chemin, et d'une lourde hache à long manche lui décharge un coup entre les deux épaules et l'abat. Trois autres surviennent et à eux quatre se mettent à frapper sur l'Anglais ainsi que sur une enclume. Les seigneurs qui étaient demeurés spectateurs impassibles de l'outrage fait aux murailles de Paris, vinrent ramasser l'Anglais pour l'enterrer en terre sainte.

Mais Du Guesclin, qui venait d'être promu à l'éminente dignité de connétable, se met à sa poursuite avec une troupe d'élite, attaque ses quartiers les uns après les autres, tue ou disperse ses soldats, et le force lui-même de se réfugier presque seul en Bretagne.

Les Anglais n'étaient pas plus heureux sur l'Océan. Le comte de Pembroke, gendre d'Édouard III, qui conduisait à la Rochelle une flotte chargée de troupes et de munitions, fut rencontré en mer par quarante gros vaisseaux espagnols, que Henri de Trastamare envoyait au secours de Charles V. Les deux flottes engagèrent un combat terrible qui dura deux jours. L'avantage resta aux Castillans. Pas un vaisseau, pas un chevalier anglais n'échappa : tout fut pris, coulé à fond, ou tué. Il n'aurait pas fallu un grand nombre de désastres comme celui-là, pour frapper de mort dans son germe la puissance maritime de l'Angleterre.

Après tant d'échecs cruels, Édouard trouva encore le moyen d'envoyer de nombreux renforts à ses lieutenants en Aquitaine. Mais la fortune de Du Guesclin triompha de tous les obstacles ; il n'avait qu'à se présenter devant les villes et les forteresses pour qu'elles lui ouvrissent leurs portes. La Rochelle, occupée par une forte garnison anglaise, fut une des dernières à se soumettre ; Marans, Surgères, Fontenay-le-Comte, se rendirent ensuite ; Benon fut pris d'assaut. Le connétable, pour couronner de si éclatants succès, vint assiéger Thouars, où étaient réunis les principaux seigneurs poitevins, et s'en rendit maître presque sans coup férir.

Au printemps de l'année 1373, Du Guesclin compléta la conquête du Poitou en écrasant une armée Anglaise à Chizey, et en s'emparant de Niort, de Lusignan, de Mortemar et de quelques autres places moins importantes ; après quoi,

il chassa les Anglais jusqu'à la Gironde. Le roi de France ne s'endormit pas au milieu de ses immenses avantages, de ses prospérités inouïes; depuis longtemps il nourrissait un ressentiment profond contre le duc de Bretagne, l'allié fidèle et dévoué de l'Angleterre. Forcé d'ajourner ses projets de vengeance, à cause des graves embarras qu'il avait eus à surmonter. Il les reprit après les grandes victoires du connétable. Il ordonna à celui-ci d'envahir la Bretagne. Le duc, à l'approche de Du Guesclin, prit la fuite et se rendit auprès d'Édouard III, laissant ses états à la discrétion du redoutable lieutenant de Charles V. Du Guesclin soumit presque entièrement la Bretagne dans l'espace de quelques mois, et s'il ne put s'en rendre complètement maître, c'est qu'un nouveau débarquement des Anglais à Calais l'obligea de laisser son œuvre inachevée et de ramener ses troupes en France.

Cette invasion nouvelle était le suprême effort d'Édouard III pour ressaisir ses conquêtes perdues. Le duc de Lancastre, son second fils, commandait l'expédition qui se composait de dix mille archers, de trois mille hommes d'armes et d'un grand nombre de chevaliers, s'élevant en tout à vingt-cinq ou trente mille combattants. Cette superbe armée succomba à la tâche comme les autres, et se fondit sans avoir pu même entamer Charles V. Elle traversa la France, du Nord au Midi, sans rencontrer un seul Français devant elle; mais en revanche elle fut continuellement harcelée par l'infatigable Du Guesclin, qui ne lui laissait ni trêve ni repos, et s'attachait surtout à lui couper les vivres, à l'affamer. Tant que les Anglais furent dans nos provinces septentrionales, ils ne manquèrent de rien et « dînèrent tous les jours splendidement. » Mais une fois qu'ils eurent franchi la Loire, la disette se fit cruellement sentir dans leurs rangs,

et, les maladies se joignant à la faim pour les décimer, ils n'arrivèrent à Bordeaux qu'au nombre de six mille, tous à pied, et ressemblant bien plus à des fugitifs qu'à des conquérants.

Édouard III comprit alors que la fortune du roi de France l'emportait sur la sienne, et qu'il n'avait plus qu'à se résigner aux souverains décrets de la providence. « Il n'y eut jamais roi, disait-il amèrement, en parlant de Charles V, qui si peu s'armât et qui me donnât tant à faire. » En effet, de toutes ses conquêtes sur Philippe de Valois et Jean-le-Bon, il ne lui restait plus que Calais, Bordeaux et Bayonne, et il n'était pas sûr que ces trois places ne seraient pas bientôt attaquées et emportées par l'entreprenante audace de ce Du Guesclin, dont le nom seul faisait tomber les murailles les plus hautes et pâlir les plus fiers courages.

Se voyant hors d'état de continuer plus longtemps une guerre ruineuse, que les immenses sacrifices d'hommes et d'argent qu'elle nécessitait, rendaient extrêmement impopulaire en Angleterre, Édouard accepta avec reconnaissance les offres de médiation que lui fit le saint siége, et signa, avec Charles, à Bruges, une trêve d'une année, dans laquelle se trouvaient compris ses alliés et ceux du roi de France. Cette trêve porte la date du 27 juin 1375. Elle suspendait les hostilités, mais laissait intactes toutes les questions irritantes qui avaient mis les armes à la main aux deux peuples de France et d'Angleterre. A son expiration elle fut prorogée jusqu'au 1er avril 1377, puis jusqu'au 24 juin de la même année. On cherchait de part et d'autre à s'entendre et à poser les bases d'un accommodement durable, mais les prétentions respectives des deux rois étaient un obstacle à peu près insurmontable au rétablissement de la paix : Charles V, qui avait le sentiment de sa force, demandait beau-

coup; Édouard III, qui se rappelait son ancienne puissance et qui était possédé au plus haut point du démon de l'orgueil, ne voulait rien céder. Dans ces circonstances, la mort surprit Edouard entre les bras de sa maîtresse, Alix Pierce, qui s'était emparée souverainement de son esprit et qui, par lui, gouvernait et pillait l'Angleterre. Le prince de Galles avait précédé d'un an son père au tombeau. Le fils de ce même prince de Galles succéda à Édouard III, son aïeul, sous le nom de Richard II. Il n'était âgé que de onze ans. Le duc de Lancastre, son oncle, fut chargé de l'administration du royaume pendant sa minorité.

La trève, que l'on avait prolongée plusieurs fois, expira le 24 juin 1377, trois jours après la mort d'Edouard III. Le roi de France n'avait consenti à ces prorogations successives, qu'afin de se mettre plus en état de recommencer la guerre avec avantage à la mort de l'implacable ennemi de la France. Il avait employé ce temps à faire des armements considérables et à resserrer son alliance avec le roi de Castille. Celui-ci lui envoya une flotte nombreuse, qui, combinée avec celle de France, alla ravager les côtes d'Angleterre. Le cadavre d'Edouard III n'était pas refroidi encore, que déjà la ville de Rye, dans le Sussex, était livrée aux flammes, et sa population tout entière massacrée. L'île de Whight fut pillée et dévastée; Winchelsea, Lewes et plusieurs autres villes éprouvèrent le même sort. Sur le continent les hostilités recommencèrent avec non moins de vigueur de la part des Français. Partout ils triomphèrent de leurs ennemis. En Picardie, sous le duc de Bourgogne, en Poitou et en Guyenne, sous le duc d'Ajou et Du Guesclin, ils remportèrent d'éclatants succès, qui furent d'autant plus désastreux pour l'Angleterre que cette puissance était livrée à toutes les agitations d'une minorité. La cour

de Londres, dans cette extrémité, fit des ouvertures de paix qui furent repoussées par Charles V. Ce monarque voulait profiter des embarras immenses où l'enfance de Richard II plongeait les Anglais, pour les chasser entièrement de son royaume.

C'est alors que le roi d'Angleterre, ou du moins le conseil qui gouvernait en son nom, négocia, avec le roi de Navarre, une convention, aux termes de laquelle on devait abandonner à ce dernier Bayonne et les vallées qui l'avoisinent, et le nommer vice-roi d'Aquitaine. Le roi de Navarre, en retour, eût mis toutes ses ressources, toutes ses forces, à la disposition de l'Angleterre, et cette alliance eût été cimentée par le mariage de Richard II avec une princesse de Navarre.

Charles V ne pouvait laisser se conclure un pareil traité. Lui, d'ordinaire, si lent, si mesuré dans ses déterminations, attaqua le roi de Navarre avec une résolution et une énergie foudroyante. Il commença par faire trancher la tête à Dutertre et à Durue, le premier, lieutenant du roi de Navarre dans le comté d'Evreux; le second, son chambellan et son conseiller. Il arracha à ses deux hommes, avant de les livrer au bourreau, l'aveu que leur maître avait voulu l'empoisonner, et qu'il avait fait périr de la même mort la reine de Navarre, sa femme, la reine de France et d'autres personnes encore. Charles-le-Mauvais en fut déshonoré aux yeux de la France et de l'Europe. Mais le roi de France ne borna pas là sa vengeance. Il ordonna à son frère, le duc d'Anjou, de se rendre maître de Montpellier, qui appartenait au Navarrais, et chargea le duc de Bourgogne, le duc de Bourbon, le sire de Coucy et le connétable Du Guesclin, de s'emparer de toutes les places qui lui appartenaient en Normandie. Les opérations furent poussées avec tant d'ac-

tivité que bientôt il ne resta plus dans cette province, au roi de Navarre, que la seule ville de Cherbourg qui fût investie et serrée de près. Pendant que ces événements éclataient en France, le roi de Castille, à l'instigation de son allié, Charles V, faisait attaquer le royaume de Navarre, et ses troupes assiégeaient en même temps Pampelune, Tudela et Miranda.

A la nouvelle des désastres de leur allié, les Anglais mirent sur pied une armée considérable, débarquèrent non loin de Saint-Malo, et en formèrent le siége. Mais ils se consumèrent en vains efforts pour prendre cette place qui n'était pourtant défendue que par deux cents hommes d'armes. Un moment l'on put croire qu'une action générale allait s'engager entre l'armée de France et l'armée d'outre-mer, qui n'étaient séparées que par la petite rivière de Rance; mais Charles V avait si formellement interdit l'attaque à ses généraux, que ceux-ci se contentèrent d'observer les Anglais et d'inquiéter, par leur présence, les opérations du siége. Vers la fin de l'automne, l'armée anglaise se rembarqua, les Français renoncèrent à s'emparer de Cherbourg, et tout en demeura là pour l'année 1378.

Il faut ajouter, cependant, que la fin de cette année fut marquée par un événement qui eut des suites très graves. Charles V, croyant que le moyen le plus certain d'affaiblir l'Angleterre était de la frapper dans ses alliés les plus fidèles et les plus dévoués, fit prononcer par le Parlement de Paris une sentence qui déclarait Jean de Montfort atteint et convaincu du crime de lèse-majesté, et confisquait, pour les unir au domaine de la couronne, le duché de Bretagne et le comté de Montfort. Il ordonna en même temps au duc de Bourbon de prendre possession de la Bretagne. Mais une chose à laquelle il ne s'était pas attendu, c'est que les Bre-

tons, qui avaient toujours manifesté une vive sympathie pour la France, déclarèrent néanmoins qu'ils entendaient conserver leur indépendance, et rappelèrent même Jean de Montfort, autour duquel ils se groupèrent avec enthousiasme, bien qu'il fût l'humble vassal de l'Angleterre. Cette manifestation patriotique des Bretons, le rappel de leur duc, et leurs préparatifs militaires pour repousser les Français, n'ébranlèrent pas la résolution de Charles V de se rendre maître de la Bretagne pour arracher cette importante province au protectorat et à l'influence de l'Angleterre, et il fit commencer les hostilités. Malgré cette noble fermeté, le roi de France ne pouvait se dissimuler qu'en s'aliénant le cœur des Bretons il se privait du redoutable concours d'un peuple qui l'avait puissamment aidé à expulser les Anglais du royaume. Le plus grand nombre des Bretons qui servaient sous ses drapeaux, les quittèrent pour se réunir à leurs compatriotes; mais l'événement le plus fâcheux pour le roi de France, c'est le traité d'alliance qui fut signé le 1er mars 1380 entre la Bretagne et l'Angleterre, par lequel les deux états promettaient de s'assister de toutes leurs forces contre Charles V, leur ennemi commun.

A peine ce traité eût-il été ratifié par les États de Bretagne, qu'une armée anglaise, forte de quatre mille hommes d'armes et de trois mille archers, prit terre à Calais sous les ordres du comte de Buckingham, le plus jeune des oncles de Richard II, pour aller secourir les Bretons. Il paraît que le gouvernement anglais avait deux motifs principaux en faisant traverser la France à cette armée, au lieu de l'envoyer directement par mer en Bretagne; d'abord il voulait lui éviter le double danger d'être assailli par les tempêtes et de rencontrer la flotte française qui croisait continuellement dans la Manche, ensuite il était bien aise de racheter

par cette bravade les nombreux revers que les armes anglaises avaient essuyés depuis quelques années.

Charles V, dès qu'il fut instruit de cette nouvelle invasion, renouvela l'ordre impératif à ses généraux de mettre de bonnes garnisons dans les places, d'éviter tout engagement, et de se borner à suivre pas à pas l'ennemi, pour enlever ses convois et intercepter ses communications. Le grand Du Guesclin n'était plus; il était mort en assiégeant l'obscur château de Randon, dans la province de Languedoc. Le duc de Bourgogne, qui, depuis cette perte immense, avait le commandement de toutes les armées françaises, obéit en frémissant de rage à cet ordre, et les Anglais parcoururent successivement l'Artois, la Champagne, le Gâtinais, la Beauce, le Blaisois, sans qu'on leur livrât un seul combat. Ils n'avaient plus que le Maine à traverser pour arriver en Bretagne; mais ils ne pouvaient pas encore se dire hors de tout danger, car, d'une part, toutes les forces de la France qui s'étaient rabattues concentriquement sur eux, les enveloppaient de toutes parts, et, malgré la défense formelle du roi, le duc de Bourgogne pouvait être tenté de leur disputer le passage de la Sarthe; d'une autre part, Charles V avait entamé des négociations avec les cités de la Bretagne, et notamment avec Nantes, et le comte de Buckingham avait à craindre que les Bretons ne le reçussent en ennemi plutôt qu'en allié.

Les choses étaient en cet état, lorsque tout-à-coup le duc de Bourgogne quitta l'armée et se rendit en toute hâte à Paris. Tous les princes, tous les généraux suivirent cet exemple; les soldats ne recevant plus d'ordres, n'opposèrent aucune résistance au comte de Buckingham, qui continua tranquillement sa marche et entra en Bretagne par Vitré. Quelle pouvait être la cause de cette désertion géné-

rale des chefs de l'armée française? Ayant appris que le roi Charles V était mourant, ils étaient accourus autour de son lit de douleur pour recueillir ses derniers soupirs, et aussi ses dernières dispositions concernant la régence. L'intérêt personnel parlait plus haut chez ces ambitieux seigneurs, que l'intérêt de la patrie.

Charles V mourut le 16 septembre 1380, au château de Beauté-sur-Marne, près de Vincennes. Sa mort fut généralement attribuée à un poison que son beau-frère, le roi de Navarre, lui aurait donné pendant sa jeunesse. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il fut constamment d'une santé débile et chancelante, qui fit présager de bonne heure qu'il n'atteindrait jamais un âge avancé. Il n'avait que quarante-trois ans quand il paya son tribut à la nature. On peut réduire à quelques mots le jugement de l'histoire sur ce monarque, en disant qu'il emporta avec lui, dans la tombe, la sagesse de la France.

Cette mort fut un événement désastreux pour notre patrie. Charles V laissait trois enfants, dont l'aîné, qui fut Charles VI, n'était encore que dans sa douzième année. Il lui manquait quatorze mois pour être majeur, d'après l'ordonnance de Charles V, qui fixait à treize ans et un jour la majorité des rois de France. Un vaste champ s'ouvrait à l'ambition dévorante des trois oncles paternels de ce roi enfant; les ducs d'Anjou, de Berry et de Bourgogne se dépêchèrent de porter à Saint-Denis la dépouille mortelle de leur frère expiré; puis, débarrassés de la présence importune de ce royal cadavre qui, tout froid, tout inanimé qu'il était, leur inspirait encore le respect et la crainte, ils se mesurèrent fièrement de l'œil en portant une main à la garde de leur épée, et en étendant l'autre vers ce trône

laissé vide, qu'un enfant de douze ans ne remplissait qu'à peine.

Le duc d'Anjou s'était déjà emparé, en sa qualité d'aîné des princes du sang, des joyaux de la couronne et du trésor royal s'élevant à dix-sept millions de francs. Il voulut, au même titre, se faire déclarer régent, et prendre en main les rênes du pouvoir. Mais il rencontra une vive opposition dans ses deux frères et dans le duc de Bourbon, oncle maternel de Charles VI (1). La dispute s'envenima. Les ducs de Bourgogne et de Bourbon, que le feu roi avait investis en mourant de la tutelle et de la garde des enfants royaux, emmenèrent Charles VI à Melun. Le duc d'Anjou resta à Paris. On se préparait de part et d'autre à en venir aux armes, lorsque le chancelier Pierre d'Orgemont, qui avait été un des principaux conseillers de Charles V, proposa un moyen terme qui mit tout le monde d'accord, ou, du moins, qui calma pour un moment ces esprits si prompts à s'irriter; ce moyen était de faire sacrer immédiatement le jeune roi, et de trancher ainsi la grave difficulté de la régence. A vrai dire, ce n'était pas résoudre la question, c'était tout simplement l'éluder. Il fut convenu qu'après la cérémonie du sacre, la régence du duc d'Anjou finirait, mais que ce prince demeurerait le chef du conseil, et que les ducs de Bourgogne et de Bourbon resteraient chargés de l'éducation et de la tutelle de Charles VI.

Le sacre du jeune roi eut lieu à Reims le 4 novembre 1380. L'aristocratie féodale déploya en cette occasion un luxe, une magnificence qui firent péniblement contraste avec l'effroyable misère du peuple. Cette misère était telle, les charges qui pesaient sur les bourgeois étaient si con-

(1) La sœur du duc de Bourbon était femme de Charles V.

sidérables, qu'ils se révoltèrent en plusieurs endroits du royaume, et notamment à Paris, où l'émeute assiégea en armes la demeure royale, et força le conseil de régence à rendre une ordonnance qui abolissait toutes les aides, subsides, fouages, impositions, gabelles, treizième et quatorzième deniers, qui avaient été établis depuis Philippe-le-Bel.

Des quatre oncles du roi, trois seulement étaient pourvus. Le duc de Berry, qui ne l'était pas, se plaignit amèrement de l'égoïsme sordide de ses frères qui l'avaient exclu de toute participation au maniement du pouvoir, et demanda, à titre de compensation, le gouvernement du Languedoc et de la Guyenne, qui lui fut accordé sans difficulté. Un traité fut ensuite conclu entre les princes du sang, aux termes duquel le conseil de régence fut désormais composé des quatre ducs et de douze conseillers nommés par eux. Ce conseil, sous la présidence du duc d'Anjou, devait gouverner souverainement le royaume, et les affaires les plus importantes devaient y être décidées à la majorité des suffrages.

Ce fut un grand bonheur pour la France, que l'Angleterre ne put tirer parti du déplorable état où la plongeaient l'avidité et l'ambition des oncles de Charles VI. L'Angleterre se trouvait elle-même dans une position non moins pénible, gouvernée qu'elle était par un roi mineur, dont les oncles, comme ceux du roi de France, se livraient à tous les emportements de leur passion déréglée pour l'or et la domination. En proie à mille préoccupations intérieures, le gouvernement anglais ne put envoyer des secours au comte de Buckingham, en Bretagne. Ce prince, dont l'armée était fatiguée et découragée, assiégea inutilement Nantes, et fit ensuite sa jonction avec le duc de Bretagne, qui était réduit à une complète inaction par la ferme volonté de

ses barons de ne point tirer l'épée contre la France, de ne point combattre au profit de l'Angleterre. Par l'entremise de ces mêmes barons, un traité de paix fut signé entre le roi Charles VI et Jean de Montfort. Ce dernier reconnaissait qu'il tenait la Bretagne du roi de France, et s'engageait à lui en faire hommage. Charles VI, de son côté, lui rendait ses bonnes grâces et renonçait aux prétentions de son père sur le duché de Bretagne. Après un accommodement qui prouvait, d'une manière si péremptoire, la répulsion des Bretons contre l'Angleterre, et leur ardente affection pour la France, affection qui n'allait pas cependant jusqu'à leur faire abandonner leur chère indépendance, il ne restait plus au comte de Buckingham et à ses Anglais qu'à retourner piteusement, honteusement dans leur île. C'est ce qu'ils s'empressèrent de faire quand ils eurent perdu tout espoir d'être secourus.

L'ardeur conquérante des Anglais avait pris momentanément un autre cours. L'aîné des oncles de Richard II, Jean, duc de Lancastre, en sa qualité de gendre de Pierre-le-Cruel, s'était arrogé le titre de roi de Castille et de Léon, et employait tous les trésors et toutes les troupes de l'Angleterre à conquérir ce trône, sur lequel l'héritier de Henri de Trastamare était trop solidement assis pour que l'on pût l'en chasser. L'invasion des Anglais en Espagne, sous le duc de Lancastre, eut cet heureux résultat pour la France, de lui permettre de respirer quelque temps, après tant de secousses violentes et de luttes acharnées, et d'épuiser d'hommes et d'argent l'Angleterre. Malheureusement, la France ne sut pas mettre à profit ce double avantage. Le duc d'Anjou gouvernait mal; après avoir aboli les impôts qui écrasaient le peuple, il voulut en établir de nouveaux, non moins odieux, et provoqua, par cette mesure injuste

et maladroite, le terrible soulèvement des *Maillotins*, ainsi appelés, parce que les insurgés s'armèrent de maillets de plomb pour assommer les percepteurs. Le duc d'Anjou fit approcher des troupes et annonça l'intention de mettre Paris et sa banlieue au pillage. Les Parisiens épouvantés composèrent; on supplia le duc d'Anjou d'accepter cent mille francs et tout rentra dans l'ordre accoutumé.

Le duc de Berry, dans son gouvernement du Languedoc, n'était ni plus habile, ni plus équitable; ses extorsions et ses tyrannies poussèrent le peuple à la révolte. Au lieu de calmer les esprits par de sages tempéraments, par de judicieuses concessions, il eut recours aux exécutions militaires, et fit périr, par la main du bourreau, tous ceux qui échappèrent au fer de ses hommes d'armes, ou aux carreaux de ses arbalétriers.

La fin du quatorzième siècle est une époque d'ébranlement général; les classes laborieuses et déshéritées font partout effort pour conquérir, sinon la plénitude de leurs droits, leur exigence n'allait pas encore jusque là, du moins une condition moins précaire et moins dure. Dans presque toutes les provinces de France, il régnait une fermentation sourde qui se manifestait de temps à autre par des mutineries et des soulèvements plus ou moins graves, selon que le peuple avait une intelligence plus ou moins grande de sa force et de sa dignité. En Flandre, où les communes étaient parvenues à un si remarquable développement de richesses et de lumières, les insurrections avaient toujours un caractère extrêmement redoutable.

En 1380, un nouveau soulèvement des Flamands éclata. Le comte Louis obtint d'abord de grands avantages sur ses sujets révoltés; mais ayant essuyé à Bruges une sanglante défaite, il se retira à Lille, et implora le secours du roi de

France. En l'absence du duc d'Anjou, qui s'était rendu en Italie pour revendiquer la couronne de Naples, le duc de Bourgogne avait la haute direction du conseil de régence. Indépendamment de l'intérêt qui le portait, comme gentilhomme, à réprimer l'esprit révolutionnaire des communes, un intérêt plus puissant encore l'excitait à prendre fait et cause pour le comte de Flandre, dont il avait épousé la fille, et dont il devait un jour recueillir le riche héritage. L'expédition de Flandre fut résolue.

L'armée française se mit en marche sous le commandement de Charles VI en personne, et de ses trois oncles, les ducs de Berry, de Bourgogne et de Bourbon. Les Flamands, conduits par Philippe Artevelle, fils du fameux Jacques Artevelle, brasseur de Gand, lui présentèrent la bataille à Rosbecq et furent écrasés. De cinquante mille qu'ils étaient, plus de la moitié succomba. Après cet horrible désastre, il ne resta plus aux malheureuses communes flamandes qu'à se soumettre. Charles VI les traita avec une impitoyable rigueur, et, faisant tomber plus particulièrement sa colère sur Courtrai, où Philippe-le-Bel avait été vaincu par les Flamands, en 1302, il livra cette ville au pillage et la mit ensuite à feu et à sang.

De retour à Paris, dont les habitants, en son absence, avaient fait mine de vouloir se rebeller de nouveau contre l'autorité royale, Charles VI fit périr dans les supplices plus de cent bourgeois des plus riches et des plus influents. Un plus grand nombre furent plongés dans les cachots, et ne recouvrèrent leur liberté qu'en payant des rançons énormes. Les gabelles furent rétablies ainsi qu'une foule d'autres impôts. Enfin une ordonnance supprima le prévôt des marchands et les échevins qui étaient élus par le peuple. Lorsque le jeune roi eut ainsi dépouillé, pressuré, décimé sa

bonne ville de Paris, et qu'il crut l'avoir suffisamment corrigée, il infligea le même traitement aux principales cités de son royaume, telles que Rouen, Reims, Châlons, Troyes, Sens, Orléans. Dans la première de ces villes, les trois cents bourgeois les plus considérables furent arrêtés. On en fit trois catégories. Ceux qui composaient la première furent tous mis à mort comme étant les plus coupables; ceux qui étaient compris dans la seconde, eurent la vie sauve, mais tous leurs biens furent confisqués. Restaient les bourgeois de la troisième catégorie; on n'avait absolument rien à leur reprocher, aussi respecta-t-on leurs biens et leurs personnes; seulement on leur emprunta des sommes qui équivalaient à la totalité de leur fortune et qui ne leur furent jamais rendues. C'est ainsi que l'on procédait, au quatorzième siècle, à l'égard de ces classes honnêtes et laborieuses, que la royauté et l'aristocratie féodale ne considéraient que comme matière exploitable et corvéable à merci.

Les Flamands se relevèrent promptement de leur défaite de Rosbecq. Peu de mois leur suffirent pour remettre sur pied une armée plus considérable encore que celle qui avait été vaincue, et ils en donnèrent le commandement à François Ackermann. C'est alors que de nouveaux ennemis, à l'agression desquels ils ne s'attendaient nullement, vinrent augmenter leurs embarras. Les Anglais, jaloux de la gloire que les Français s'étaient acquise à Rosbecq, et de l'immense butin qu'ils avaient fait dans leur expédition de Flandre, débarquèrent à Calais, conduits par l'évêque de Norwich, et se jetèrent comme des loups affamés sur les riches cités flamandes qu'ils pillèrent et saccagèrent. Le comte de Flandre, étonné de cette brusque et furieuse invasion, fit demander à l'évêque de Norwich quel pouvait

en être le motif. Celui-ci répondit évasivement et continua ses ravages. Une action s'engagea près de Dunkerque, entre les Flamands et les Anglais ; ces derniers furent vainqueurs et tuèrent à leurs adversaires six mille hommes. Après quoi, ils s'emparèrent de Cassel, de Saint-Venant, de Bergues, et vinrent mettre le siége devant Ypres, qui se défendit énergiquement pendant neuf semaines. A l'approche du roi de France, l'évêque décampa et se retira à Gravelines avec une partie de ses troupes, tandis que son lieutenant, Calverley, s'enfermait avec le reste dans Bergues.

La riche et puissante commune de Gand, en qui se résumait la Flandre démocratique, et qui en était tout à la fois la tête et le cœur, avait fait alliance avec l'évêque de Norwich, qu'elle acceptait, sinon comme un libérateur, du moins comme un auxiliaire redoutable dans ses démêlés avec le comte de Flandre. Charles VI, en se portant une seconde fois avec toutes ses forces au secours de ce dernier, allait donc avoir à combattre en même temps les deux ennemis contre lesquels étaient dirigées toutes les haines de la chevalerie française à cette époque : l'Anglais d'une part et la liberté flamande de l'autre, qui, par un accouplement monstrueux, cherchaient à balancer la fortune de la France.

Charles VI commença par chasser les Anglais de Bergues et par en faire massacrer les habitants. Calverley s'était réfugié avec les siens à Bruckbourg ; les Français l'y suivirent, et l'attaquèrent vigoureusement. Les Anglais et les Gantais réunis opposèrent à nos armes une résistance d'autant plus opiniâtre qu'ils savaient fort bien qu'il ne leur serait fait aucun quartier. Cependant, grâce à la médiation du duc de Bretagne qui se trouvait à l'armée du roi de France avec deux mille lances, une capitulation fut accor-

dée aux assiégés, et peu de temps après, Charles VI et ses oncles, qui étaient fatigués de la guerre, surtout depuis que la Flandre épuisée ne leur offrait plus aucun butin à faire, signèrent, le 26 janvier 1384, une trève avec l'Angleterre. Dans cette trève furent compris les Gantais, comme alliés de Richard II, et les rois de Castille et d'Ecosse, comme alliés de Charles VI. Quelques mois après, la trève fut prolongée jusqu'au 1[er] mai 1385.

C'est au mois de juillet de cette même année que le jeune roi épousa Isabeau de Bavière, quatre jours seulement après qu'elle lui eut été présentée pour la première fois, tant l'impression qu'elle avait produite sur son cœur était vive, et tant il était impatient de l'avoir pour femme. Charles VI était âgé de dix-sept ans, et Isabeau de Bavière, de quatorze. Ce qu'il y eut de particulier, c'est que cette dernière ne savait pas un mot de français, et Charles, pas un mot d'allemand. Du reste, par un hasard qui se rencontre fort rarement dans les alliances royales, cette union était tout à la fois, un mariage d'inclination, et un mariage politique ; car Charles V avait dit à ses frères en mourant : « Cherchez à marier mon fils Charles en Allemagne ; il y trouvera de fortes alliances. Vous savez que notre adversaire (le roi d'Angleterre) veut aussi y prendre une femme dans le même espoir. »

Pendant que d'une part on célébrait le mariage de Charles VI avec une magnificence extraordinaire, de l'autre on faisait de grands préparatifs militaires contre les Anglais que l'on voulait attaquer simultanément en Guyenne, en Ecosse et en Flandre. Le duc de Bourgogne était surtout intéressé à ce que la guerre se fît activement de ce dernier côté, car le comté de Flandre lui étant échu en héritage, il attachait une grande importance à soumettre les Gantais

qui étaient placés sous la protection immédiate du roi d'Angleterre.

Le duc de Bourbon conduisit une armée en Guyenne, l'amiral Jean de Vienne en mena une seconde en Ecosse, et Charles VI, assisté de son oncle le duc de Bourgogne, se mit à la tête d'une troisième, la plus nombreuse et la plus redoutable des trois, pour agir contre les Gantais. Cet immense déploiement de forces n'aboutit à aucun résultat important. Le duc de Bourbon ne réussit qu'à prendre quelques places secondaires; Jean de Vienne, après avoir ravagé, de concert avec les Écossais, les frontières du Northumberland et du Cumberland, fut contraint de reculer devant Richard II, et le seul avantage qu'il obtint fut d'empêcher le comte de Buckingham de conduire des renforts à Bordeaux; enfin, le roi de France lui-même, ne parvint à s'emparer que d'une seule ville, puis il licencia ses troupes au milieu de septembre, et vint rejoindre sa jeune épouse.

On pense que cette détermination de Charles VI de dissoudre son armée, après un mois de campagne seulement, lui fut inspirée par le duc de Bourgogne; ce prince commençait à sentir qu'il valait peut-être mieux accorder aux Gantais, une paix honorable, dont la conséquence fût de les détacher de l'Angleterre, que de continuer plus longtemps une guerre qui absorbait toutes les ressources de son duché de Bourgogne, et imposait à la France des dépenses ruineuses. Les Gantais, de leur côté, à l'exception d'une faible minorité, inviolablement dévouée aux Anglais, étaient fort disposés à recevoir les conditions du duc de Bourgogne si elles ne portaient pas une trop vive atteinte à leurs droits et à leurs libertés. On convint d'abord d'une trève jusqu'au 1er janvier suivant. Avant son expiration, la paix fut solen-

nellement conclue à Tournay; les Gantais jurèrent obéissance et fidélité au duc de Bourgogne; celui-ci, en retour, pardonna aux Gantais, et confirma toutes leurs anciennes chartes, toutes leurs anciennes franchises. Cet accommodement était un coup de maître de la part du duc de Bourgogne; si quelqu'un le vit s'accomplir avec rage et désespoir, ce fut l'Anglais qui perdait dans la belliqueuse commune de Gand une alliée formidable, dont l'épée pesait dans la balance autant que celle du plus puissant royaume.

Au moment où l'Angleterre voyait les Gantais se détacher d'elle, le duc de Lancastre partait pour le Portugal et emmenait avec lui les plus braves soldats de cette île. Cette double circonstance inspira au gouvernement de Richard II un vif désir de la paix, et il négociait activement pour l'obtenir ou tout au moins pour prolonger la trève. Mais Charles VI et ses deux oncles, les ducs de Berry et de Bourgogne, avaient formé le projet d'une descente en Angleterre, et faisaient d'immenses préparatifs pour mettre ce gigantesque projet à exécution. Ils rompirent les négociations entamées, et les Anglais, en voyant la France s'ébranler tout entière pour fondre sur eux, furent en proie aux plus cruelles alarmes, à la plus sombre consternation.

Beaucoup d'historiens ont blâmé ce projet d'une descente en Angleterre, comme impraticable et insensé, et comme devant nécessairement aboutir à unéchec. Nous sommes d'un avis différent, et nous croyons que non seulement ce projet était raisonnable, logique, patriotique, mais qu'il était d'une exécution facile dans le moment où il fut conçu. Une invasion française en Angleterre eût changé les choses de face dans l'Europe occidentale, et eût probablement mis à jamais un terme aux expéditions anglaises sur notre propre territoire; c'était d'ailleurs

une juste représaille de tant d'incursions dévastatrices de nos voisins d'outre-mer ; ces ravageurs de notre patrie méritaient bien qu'on leur rendît massacres pour massacres, embrâsements pour embrâsements ; et qu'après avoir tant de fois transformé nos fertiles et riantes campagnes en d'effroyables déserts peuplés seulement de ruines et de tombeaux, nous allassions à notre tour promener le glaive exterminateur dans leurs provinces inondées de sang et dans leurs cités réduites en cendres.

Ce projet était donc éminemment national, et, nous dirons plus, éminemment politique, dans ce sens que c'était peut-être le seul moyen de faire lâcher prise aux Anglais qui tenaient encore en leur pouvoir plusieurs places importantes du royaume, et qui se cramponnaient à notre sol comme des naufragés au dernier débris de leur vaisseau submergé.

Tout dépendait de la manière dont cette grande entreprise serait conduite. Il faut bien le dire, le roi de France et ses oncles restèrent au-dessous de la tâche qu'ils s'étaient imposée ; le duc de Berry surtout faillit gravement à ses devoirs, et fit tout manquer par la lenteur systématique qu'il mit à se rendre à l'armée, lenteur qui aurait bien pu être considérée comme un acte de haute trahison.

Le gouvernement de Charles VI commença par envoyer des secours au roi de Castille, l'allié de la France, pour l'aider à résister au duc de Lancastre. Puis, on doubla les impôts afin de subvenir aux frais de l'expédition ; on fit plus encore, on frappa un emprunt sur les bourgeois. On convoqua ensuite tous les seigneurs de France, même les plus éloignés, et l'on rassembla des vaisseaux de toutes parts. Le port de l'Ecluse fut choisi pour le rendez-vous général. Au mois de septembre 1386, douze cent quatre-vingt-

sept vaisseaux y étaient réunis. Une autre flotte de soixante-douze voiles se forma, par les soins du connétable de Clisson, à Tréguier, en Bretagne. On la destinait au transport d'une ville en bois que l'on avait fait construire dans les forêts de cette province, et qui devait protéger le jeune roi, à son débarquement en Angleterre, contre les attaques et les surprises nocturnes de l'ennemi. La ville était carrée et avait trois mille pas de diamètre; toutes les pièces dont elle se composait pouvaient se démonter et se remonter en très peu de temps. On fit des approvisionnements immenses, car il était à présumer que les Anglais chercheraient à affamer l'armée d'invasion. Froissart s'exprime ainsi à ce sujet : « Les pourvéances de toutes parts arrivaient en Flandre, et si grosses, de vins et de chairs salées, de foins, d'avoines, de tonneaux de sel, d'oignons, de verjus, de biscuit, de farines, de graisses, de moyeux (jaunes) d'œuf battus en tonneaux, et de toute chose dont on se pouvait aviser ni pourpenser, que qui ne le vit a doncques, il ne le voudra ou pourra croire. »

Vers le 15 août, le roi, plein d'ardeur, quitta Paris après avoir entendu une messe solennelle à Notre-Dame. Il alla prendre l'oriflamme à Saint-Denis, et se rendit au lieu de l'embarquement en passant par Senlis, Amiens, Arras et Lille. Arrivé à l'Ecluse, il y trouva une armée de plus de cent mille hommes, qui attendait impatiemment le signal du départ. Tous les seigneurs, tous les chevaliers, convoqués en cette occasion, avaient épuisé jusqu'à leurs dernières ressources pour acheter des vivres et pour paraître avec éclat et magnificence à cette expédition. Le vent, depuis trois mois, était favorable, et ils étaient grandement étonnés et indignés qu'on eût laissé s'écouler toute la belle saison sans opérer la descente en Angleterre. L'automne

approchait et le roi ne donnait point l'ordre d'embarquer l'armée. On attendait encore, disait-on, le connétable de Clisson et le duc de Berry. Le premier, arriva enfin, mais comme il avait trop tardé, le vent était devenu contraire; une partie de sa flotte dispersée par la tempête, tomba au pouvoir des Anglais, il ne put amener au port que la moitié à peine de ses vaisseaux. Le second, malgré les invitations réitérées du roi, ne se pressait nullement. Ce ne fut qu'en novembre, c'est-à-dire lorsque la saison de l'embarquement était passée, qu'il se décida à venir à l'armée avec son contingent de troupes. Il fallut renoncer à cette grande expédition, tant à cause des mauvais temps, qui rendaient la traversée fort difficile, surtout pour une flotte aussi nombreuse, que parce que les Anglais avaient eu tout le loisir de préparer leurs moyens de défense, et qu'au lieu de trouver les côtes d'Angleterre dégarnies, on s'attendait à avoir à lutter, en débarquant, contre des forces considérables, ou plutôt contre la population tout entière, debout comme un seul homme pour défendre son indépendance menacée.

Le désappointement et la colère de tant de milliers de braves, qui avaient compté sur le pillage de l'Angleterre pour se récupérer de leurs frais d'équipement et de déplacement, furent extrêmes. On n'entendait dans l'armée que murmures et imprécations. Afin d'atténuer le mauvais effet de cette entreprise avortée, on annonça que l'invasion de la Grande-Bretagne n'était qu'ajournée, et qu'elle aurait lieu au mois d'avril suivant. Mais personne ne fut dupe de ce prétendu ajournement. Les approvisionnements, qui avaient coûté des sommes incalculables, furent revendus à vil prix, et chacun retourna tristement chez soi en maudissant le duc de Berry, qui, par ses lenteurs, évidemment calculées, avait sauvé l'Angleterre d'un danger immense.

Les uns prétendent que ce prince cupide avait été secrètement gagné par l'or du duc de Lancastre qui, avant d'entreprendre son expédition dans la Péninsule, avait voulu s'assurer que la France ne profiterait pas de son absence pour envahir les états de son neveu; les autres affirment que le duc de Berry, depuis la bataille de Poitiers, avait une telle peur des Anglais qu'il redoutait extrêmement de se trouver face à face avec eux. Peut-être ces deux motifs agirent-ils de concert sur l'esprit du duc de Berry; peut-être aussi était-il jaloux de la gloire que le duc de Bourgogne n'aurait pas manqué d'acquérir dans la conquête de l'Angleterre; peut-être enfin aurait-il voulu que Charles VI et le duc de Bourgogne s'aventurassent seuls dans cette entreprise périlleuse, espérant qu'ils succomberaient à la tâche, et que la couronne de France lui reviendrait, le duc d'Anjou étant mort en voulant se rendre maître du royaume de Naples.

Quoi qu'il en soit de toutes ces conjectures, l'expédition projetée n'en fut pas moins abandonnée, et le seul résultat qu'elle produisit fut d'appauvrir pour longtemps le royaume de France. Elle servit de prétexte au gouvernement de Charles VI pour augmenter les anciens impôts et pour en établir de nouveaux, et ce fut, en définitive, le malheureux peuple sur qui retombèrent toutes les charges.

L'année suivante on projeta une nouvelle descente en Angleterre. Cette fois, le roi ni ses oncles ne devaient s'embarquer. L'armée se réunissait moitié à Tréguier, moitié à Harfleur, et le connétable de Clisson devait en prendre le commandement. Mais ce dernier ayant été arrêté par le duc de Bretagne, son ennemi personnel, les troupes déjà réunies furent congédiées, et l'entreprise en resta là.

Peu de temps après, au retour d'une expédition contre

le duc de Gueldre, Charles VI annonça l'intention de régner par lui-même, et de se passer des conseils et du concours de ses oncles. Ceux-ci, qui étaient loin de s'attendre à cette brusque résolution, en furent profondément ulcérés, bien qu'ils affectassent une extrême indifférence du pouvoir suprême. Le duc de Berry s'en vengea en faisant empoisonner le cardinal de Laon qui avait vivement exhorté Charles VI, dans le conseil, à prendre en main les rênes du gouvernement, et à s'entourer d'une administration nouvelle. Charles combla ses deux oncles de présents et les renvoya, l'un dans son duché de Bourgogne, l'autre dans son gouvernement du Languedoc.

Le peuple de France éclata en transports de joie quand il apprit que les ducs de Berry et de Bourgogne étaient éloignés du timon des affaires, et il crut qu'une ère de bonheur s'ouvrait pour lui, parce que son jeune roi allait désormais faire acte de toute-puissance; comme si un monarque de vingt ans, qui avait été élevé par ses oncles à l'école de la vanité, de l'incapacité, de la débauche, et dont tous les vices, tous les mauvais instincts avaient été développés comme à plaisir, pouvait suffire à l'effrayante tâche de conduire, d'administrer, de régénérer un grand royaume prêt à tomber en dissolution. La révolution de palais qui avait ôté le pouvoir aux oncles du roi, ne produisit aucun bien; le peuple continua de souffrir, quoique d'une autre manière; et le seul avantage qu'il retira de cet événement, si l'on peut appeler cela un avantage, fut un changement dans la douleur.

Un des premiers soins de la nouvelle administration, qui sentait la nécessité d'inaugurer son avènement par quelque grande mesure d'intérêt public, fut de travailler à la suspension des hostilités avec l'Angleterre. Le 18 juin 1389,

une trève générale, qui devait durer trente-huit mois, fut conclue entre les deux puissances. Elle fut scrupuleusement observée de part et d'autre; Richard II, en Angleterre, Charles VI, en France, tous les deux jeunes et avides de plaisirs, aimaient infiniment mieux dépenser leur argent en fêtes, en réjouissances, en galanteries, que de l'employer à entretenir de puissantes armées et à équiper de nombreuses flottes. Cette mutuelle disposition des deux souverains, rendait la guerre presque impossible entre eux. Quelques mois avant l'expiration de la trève, des conférences s'ouvrirent à Amiens pour traiter de la paix. La France y était représentée par les deux oncles paternels de Charles, les ducs de Berry et de Bourgogne; l'Angleterre, par les ducs de Lancastre et d'Yorck, oncles de Richard.

Dès l'ouverture de cette espèce de congrès diplomatique, on sentit l'extrême difficulté de rapprocher deux nations si profondément divisées d'intérêt, si implacablement hostiles l'une à l'autre. Entre la France et l'Angleterre, il y avait un abîme de sang. Les Anglais, oubliant les seize années du règne de Charles V, et les grandes victoires de Du Guesclin, et les innombrables défaites qu'ils avaient essuyées, et la perte de toutes leurs possessions continentales, à l'exception de quelques places, mettaient en avant des prétentions qui n'allaient à rien moins qu'à faire revivre le traité de Brétigny dans ses dispositions les plus rigoureuses et les plus déshonorantes pour la France. Les Français auraient bien pu consentir à faire quelques concessions de territoire en Guyenne, et même à payer une partie de l'argent que les plénipotentiaires anglais réclamaient pour la rançon du roi Jean, mais ils insistaient fortement pour que la ville de Calais leur fût rendue, ou que, tout au moins, on la rasât complètement. Sur ce dernier point, les ducs de Lancastre et

d'Yorck déclarèrent que leurs instructions étaient insuffisantes, et proposèrent de prolonger la trêve d'une année, afin d'employer ce délai à consulter le parlement d'Angleterre. (1)

Ce fut pendant cette prolongation de la trêve, que Charles VI tomba en démence. Au mois de juillet 1392, il quitta Paris pour aller se mettre à la tête de l'armée qu'il destinait à châtier le duc de Bretagne, de qui il avait à se plaindre. Après un séjour de quelques semaines au Mans, il en repartit malade, malgré les représentations de ses oncles et de ses capitaines, qui le suppliaient d'attendre son complet rétablissement. Le soleil était dans toute sa force; il faisait une extrême chaleur. Charles, vêtu d'un simple justaucorps en velours noir et la tête couverte d'un chaperon d'écarlate, cheminait à cheval à quelque distance en avant de ses gens. Tout-à-coup, à l'entrée de la grande forêt du Mans, un homme de haute taille et couvert d'une espèce de souquenille blanche, sort de derrière un arbre, saisit le cheval du roi par la bride, et crie d'une voix tonnante : « Roi, ne chevauche pas plus avant, mais retourne; car tu es trahi. » Charles ne répondit rien et continua sa marche, mais ces paroles produisirent un si terrible effet sur son esprit naturellement faible, qu'il ne tarda pas à entrer dans un délire furieux, dont il ne sortit que pour tomber dans un accablement si profond que tout le monde crut qu'il allait mourir. Le bruit courut aussitôt qu'il avait été ensorcelé ou empoisonné; le duc de Bourgogne ordonna une enquête qui fut sans résultat; les médecins déclarèrent que Charles avait depuis longtemps le principe de cette maladie.

Dès que les ducs de Berry et de Bourgogne virent leur neveu en ce déplorable état, ils se mirent à donner des ordres et furent obéis. Le jour ne s'était pas encore écoulé

que déjà ils avaient écarté les conseillers ordinaires du roi, qu'ils nommaient par dérision et par mépris les *marmousets*, et que la personne royale était confiée par eux à quatre de leurs plus dévoués partisans.

Le lendemain, Charles n'étant pas mieux, ses oncles le firent transporter au château de Cray-sur-Oise, pour y être traité par les médecins. Eux-mêmes retournèrent à Paris, afin de prendre en main la direction de l'Etat, joyeux dans le fond du cœur d'un événement qui, après quatre ans d'une attente si souvent trompée, leur rendait cette souveraine puissance dont ils ne s'étaient dessaisis qu'avec un si amer regret.

Charles VI ne recouvra l'usage de sa raison qu'à de rares intervalles pendant les trente années qui s'écoulèrent jusqu'à sa mort. La France, durant cette longue minorité d'un nouveau genre, n'eut pas de gouvernement, à proprement parler. Les destinées de ce noble pays furent le jouet de l'ambition et de la fureur de mille factions contraires; chacun aspirait à gouverner, personne ne voulait obéir. D'après les antiques lois de la monarchie, il appartenait au plus proche parent du roi de le suppléer, en cas d'empêchement, dans l'administration de la France. Le duc d'Orléans, frère de Charles VI, était âgé de vingt-un ans accomplis; c'était à lui que revenait de droit la régence. Mais les ducs de Berry et de Bourgogne n'en tinrent nullement compte, et s'attribuèrent l'autorité royale dans toute sa plénitude. Le dernier surtout exerça une sorte de dictature sans limites et sans frein.

Les négociations, interrompues l'année d'auparavant, se rouvrirent à Lelinghen au mois d'avril 1393. Les Anglais, cette fois, demandèrent purement et simplement que l'on traitât sur les bases de la paix de Brétigny; les Français s'y

refusèrent, alléguant pour raison que, puisque l'on faisait tant que de remonter jusqu'à l'époque où ce traité avait été conclu, l'on pouvait tout aussi bien remonter jusqu'au commencement du règne d'Edouard III, et qu'alors si la France avait quelques restitutions à faire, l'Angleterre, de son côté, aurait à nous rendre tout d'abord la ville de Calais. Ce raisonnement, qui était sans réplique, ne fut point goûté des négociateurs anglais. On se sépara de nouveau sans pouvoir s'entendre, et après avoir renouvelé la trêve jusqu'au 29 septembre 1394, jour de la Saint-Michel. Au mois de mai de cette même année, nouvelles conférences à Boulogne, nouvelles discussions qui n'amenèrent aucun résultat, et nouvelle trêve qui fut conclue pour quatre années.

Pendant cette longue suspension d'armes, qui n'était pas la paix, mais durant laquelle les populations, du moins, échappaient aux fureurs de la guerre, Charles VI reprit plusieurs fois son bon sens, mais pour retomber toujours dans l'état de démence qui lui était habituel. Ses oncles se gardaient bien de mettre à profit ces éclaircies de raison pour restituer le pouvoir à leur infortuné neveu ; ils s'appliquaient au contraire à égarer ce qui lui restait de jugement dans des plaisirs frivoles et des turpitudes honteuses, afin d'éterniser leur domination.

En Angleterre, Richard II était aux prises avec son oncle le duc de Glocester, chef de la coalition formée par les princes du sang et la haute noblesse, pour imposer des bornes à l'autorité royale. Il sentit qu'il avait besoin au dehors d'un contre poids qui l'aidât à sortir vainqueur d'une lutte de laquelle dépendaient et son trône et sa vie. Dans cette vue, il résolut de demander en mariage la fille aînée de Charles VI, madame Isabelle, âgée de sept ans, espérant, par cette union, acquérir, dans le roi de France, un puissant

allié. En juillet 1395, une magnifique ambassade, envoyée par le roi d'Angleterre, arriva à Paris. Elle se composait de l'archevêque de Dublin, du comte de Rutland, amiral, du comte de Northampton, maréchal d'Angleterre, et d'une suite de plus de cinq cents personnes. Ces ambassadeurs avaient reçu l'ordre de demander d'abord deux millions de francs pour la dot d'Isabelle; mais comme Richard craignait qu'une demande aussi exorbitante ne fît échouer la négociation, il avait expressément recommandé à ses envoyés de n'insister qu'un seul jour pour la dot de deux millions, et de se réduire ensuite à quinze cent mille francs, puis à un million, puis à huit cent mille francs, pourvu qu'en retour Charles VI et ses oncles prissent l'engagement « d'aider et soutenir Richard de tout leur pouvoir, encontre aucuns de ses sujets. »

Les membres du conseil se partagèrent sur la grave question de savoir si l'on devait accorder la main d'Isabelle de France au roi d'Angleterre. Le chancelier, Arnaud de Corbie, adressa le discours suivant à Charles VI et à ses oncles. « Messeigneurs, il faut entrer dans la maison par la bonne porte. Or, ce roi Richard témoigne bien, en demandant à s'allier à nous par mariage, qu'il porte un véritable amour au royaume de France et à nous. Son oncle, messire Thomas, duc de Glocester, est entièrement contraire à sa volonté; rien ne peut briser sa résistance à la paix, et vous avez vu que les pourparlers d'Amiens et de Lelinghen n'ont amené qu'une trève seulement. Mais lorsque le roi d'Angleterre sera ainsi lié, il aura beaucoup plus de force contre le duc de Glocester. Recevons donc bien ses demandes et ses propositions; faisons tant, que ses ambassadeurs s'en aillent contents de nous. » Ces sages paroles firent impression sur le roi, qui alors se trouvait dans son bon sens, et

sur le duc de Bourgogne, ce dernier étant intéressé plus que personne à la conclusion définitive de la paix, à cause de son comté de Flandre qui lui donnait de continuelles inquiétudes. Les ducs d'Orléans et de Berry penchaient, au contraire, pour que l'on rejetât la demande de Richard II, se fondant sur ce qu'une alliance matrimoniale serait impuissante à calmer les haines et les ressentiments des deux nations.

Nonobstant cette opposition du frère et de l'oncle aîné de Charles VI, celui-ci promit sa fille au roi d'Angleterre, et accorda les huit cent mille francs demandés pour la dot. Il fut convenu que les ambassadeurs anglais reviendraient au printemps suivant avec des pouvoirs assez étendus pour conclure la paix, ou, tout au moins, une trêve de vingt-huit ans, et que le mariage alors serait définitivement arrêté.

Le 9 mars 1396, furent signés deux traités entre la France et l'Angleterre. Par l'un de ces traités, la dernière trêve était prolongée jusqu'au 29 septembre 1424; par l'autre, toutes les conditions du mariage de madame Isabelle avec Richard II, étaient minutieusement stipulées. Les négociateurs français eurent soin d'insérer dans le traité une clause par laquelle les enfants provenant de ce mariage ne pourraient jamais prétendre à la couronne de France. Mais, au retour, les ambassadeurs d'outre-mer exigèrent que réserve fût faite des anciens droits que le roi d'Angleterre s'arrogeait sur cette noble couronne. Il fallait que les représentants de la France, dans cette négociation, fussent animés d'un esprit bien éminemment pacifique et conciliateur, pour consentir à cette insolente réserve de l'orgueil, de l'ambition britannique. C'est au moment où l'Angleterre s'estimait heureuse d'obtenir pour son souverain une fille de France, et pour elle-même une trêve de plus d'un quart de siècle,

qu'elle osait faire revivre des prétentions que le sang de tant de milliers d'Anglais, tombés sous notre glaive, avait suffisamment effacées.

Une entrevue eut lieu entre Charles VI et Richard II, à l'extrême frontière de leurs états. Les deux rois déployèrent en cette occasion un faste extraordinaire, et ne parurent avoir en tête qu'une seule idée, celle de se surpasser l'un l'autre en luxe et en magnificence. Digne préoccupation de deux monarques qui commandaient à de vastes et puissants empires.

Quels furent les résultats de cette alliance en France et en Angleterre? Dans ce dernier pays elle encouragea Richard II à réaliser un projet qui, depuis longtemps, couvait dans la profondeur de sa pensée, et qui consistait à s'affranchir de toute contrainte légale et à se proclamer roi absolu. Il commença par détacher ses deux oncles, les ducs de Lancastre et d'Yorck, de son troisième oncle, le duc de Glocester; et quand il eut isolé celui-ci de tout ce qui pouvait le protéger contre son ressentiment implacable, il ordonna son arrestation et le fit conduire à Calais, où, par son ordre, il fut étranglé. Débarrassé de ce redoutable adversaire, et ne rencontrant plus momentanément d'obstacles à l'exécution de ses desseins, Richard, désormais, donna libre cours à son amour effréné du despotisme, jusqu'au jour, qui ne devait pas tarder à luire, où la réaction des passions aristocratiques le précipita d'un trône, dont il avait lui-même préparé la ruine, en faisant que sa volonté seule eût force de loi.

En France, la perspective d'une longue paix, et le désœuvrement qui fut la conséquence de cette complète cessation de combats, firent éclore les longues et terribles dissentions des princes du sang. A une extrême agitation, à

des luttes incessantes, gigantesques, avait tout-à-coup succédé le calme le plus profond. Qu'arriva-t-il, alors? c'est que l'activité guerrière des seigneurs, accoutumés qu'ils étaient aux émotions sanglantes du champ de bataille, se prit à réagir sur elle-même et enfanta des discordes civiles, qui n'étaient autre chose que la reproduction affaiblie du formidable duel de la France et de l'Angleterre. Une fatalité désespérante pesait sur notre déplorable patrie; c'est au moment où l'autorité royale avait le plus besoin de considération et de vigueur, pour tenir en bride l'ardente ambition des grands vassaux, qu'elle tomba au dernier degré de l'avilissement et de la faiblesse; et ce qui rendait la situation plus grave, c'est que les hommes qui avaient ramassé à terre les rênes de l'autorité, échappées aux mains défaillantes d'un misérable fou, étaient précisément ceux qu'il aurait fallu pouvoir contenir, et dont les débats homicides remplissaient la France d'épouvante et de deuil.

Une vive jalousie avait pris naissance entre les ducs d'Orléans et de Bourgogne. Le premier prétendait, avec juste raison, que le pouvoir lui appartenait de droit, et que c'était induement que ses oncles s'en étaient emparés. Sous prétexte de secourir Wenceslas, qui avait été chassé du trône d'Allemagne par les électeurs de l'empire, il réunit quinze cents lances et les conduisit jusque dans le Luxembourg. Mais après avoir contracté une étroite alliance avec le duc de Gueldre, l'ennemi irréconciliable du duc de Bourgogne, il revint à Paris avec sa petite armée, et lui fit prendre position autour de l'hôtel qu'il occupait, près la Porte Saint-Antoine. A la nouvelle du brusque retour du duc d'Orléans avec ses hommes d'armes, le duc de Bourgogne, qui avait profité de l'absence de son neveu pour faire un voyage dans ses états, rentra précipitamment dans Paris à la tête de sept

cents gentilshommes bien armés et qui lui étaient tous dévoués. Il les logea auprès de son hôtel d'Artois. Ce n'étaient pas seulement les deux ducs qui se haïssaient ; la duchesse d'Orléans et la duchesse de Bourgogne, nourrissaient l'une pour l'autre une aversion profonde, et tout portait à craindre que l'animosité de ces deux femmes ne contribuât à faire éclater la guerre civile entre leurs maris. Ces derniers ne se voyaient qu'au conseil, où ils se contredisaient sans cesse et sur toutes choses avec une extrême violence. Du reste, l'un et l'autre faisaient, chacun de son côté, des préparatifs pour s'attaquer réciproquement ; tous les jours de nouveaux soldats venaient les joindre, en sorte que bientôt ils eurent sous la main assez de troupes pour engager les hostilités. Mais le duc de Berry, aidé de la reine et des chefs du clergé et de la magistrature, parvint à les réconcilier pour quelque temps, soit qu'ils fussent intérieurement touchés des maux que leurs démêlés allaient causer à la France, soit qu'ils ne se sentissent pas encore assez forts pour tirer ouvertement l'épée l'un contre l'autre.

Cette feinte réconciliation dura peu. Le duc d'Orléans s'étant attribué la suprême direction des finances pendant un voyage du duc de Bourgogne, celui-ci accusa de malversation le frère du roi, et fut assez habile pour déchaîner contre lui non seulement les bourgeois, qui se considéraient comme les premières victimes des concussions vraies ou supposées du duc d'Orléans, mais tous les membres du conseil. A la faveur de ce soulèvement de l'opinion contre son rival, le duc de Bourgogne se fit donner, par Charles VI, entre deux accès de frénésie, la présidence du conseil des finances, et la haute direction du gouvernement, qu'il conserva jusqu'à sa mort, en 1404. Son fils, Jean-sans-Peur, lui succéda comme duc de Bourgogne, et non moins

ambitieux que son père, aspira à le remplacer au timon de l'état en France. Mais le duc d'Orléans le prévint, et s'empara de ce pouvoir qu'il convoitait si ardemment et depuis si longtemps.

Une des premières conséquences de la mort du duc de Bourgogne, fut la rupture de la trève entre la France et l'Angleterre. Ce prince, comme nous l'avons déjà dit, était essentiellement intéressé au maintien de la paix, parce qu'il craignait qu'une nouvelle collision des Anglais et des Français, n'entraînât la révolte des Flamands qui ne supportaient son joug qu'avec une extrême impatience. Tant que le premier duc de Bourgogne vécut, il usa de sa haute influence dans les conseils de la France, pour écarter toute cause de guerre. C'est ainsi qu'à la chute de Richard II, il s'était empressé de reconnaître comme roi d'Angleterre Henri de Hereford, chef de la maison de Lancastre, qu'un parti puissant avait porté au trône. Le duc d'Orléans, au contraire, avait hautement désapprouvé cette reconnaissance, par le seul motif peut-être qu'elle était l'œuvre du duc de Bourgogne, et qu'elle s'accordait avec les projets et les vues de ce prince. Dès que le frère de Charles VI fut maître du gouvernement, il fit provoquer le roi d'Angleterre par des hérauts d'armes, et ordonna de grands armements contre lui. Henri de Hereford, quatrième du nom, qui redoutait la guerre, parce que son pouvoir était mal affermi encore, insista vivement pour que la trève fût scrupuleusement observée. Mais le duc d'Orléans pensa assez judicieusement que, puisque Henri IV était si fort attaché à la paix, c'est qu'il ne se trouvait pas en état de résister aux armes de la France, et que le moment ne pouvait être plus favorable pour l'attaquer. Il fit, en conséquence, commencer les hostilités, et signa un traité d'alliance avec

Owain Glendower, chef des Gallois insurgés. Malheureusement, la guerre fut conduite si mollement qu'elle ne créa que très peu d'embarras au roi d'Angleterre, et celui-ci, malgré le mauvais vouloir et l'inimitié du duc d'Orléans, parvint à triompher de tous ses ennemis intérieurs.

On a reproché amèrement au duc d'Orléans de n'avoir rien fait, après avoir rompu la trève, pour porter un grand coup à l'Angleterre, et l'on s'étonne qu'au lieu de mettre sur pied une armée capable d'obtenir des avantages décisifs, il ait au contraire abandonné la conduite de la guerre à des chefs d'aventuriers, indignes d'être les représentants armés de la France. Mais il faut faire attention que si le duc d'Orléans possédait le pouvoir, cette possession était loin d'être tranquille et incontestée. Il avait, dans chacun des princes du sang, un adversaire, sinon déclaré, du moins qui épiait toutes les occasions de l'entraver et de lui nuire. Le duc de Bourgogne, surtout, que l'on avait surnommé *Sans Peur*, à cause de sa bravoure et de son audace, lui faisait une rude et incessante opposition, et s'annonçait à tout venant comme le protecteur des bourgeois, parce que son cousin d'Orléans se proclamait le champion du pouvoir absolu. Jean-sans-Peur était d'ailleurs, de tous les princes de la maison de Valois, celui qui, par ses richesses et par sa puissance, pouvait le mieux contrebalancer l'influence du duc d'Orléans, et entrer en lutte ouverte avec lui.

Le frère de Charles VI eût donc été seul contre tous, si la reine Isabeau de Bavière, qu'une ordonnance royale avait appelée récemment à la présidence du conseil, ne se fût mise de son côté pour résister à la coalition des princes du sang, et, en particulier, à l'entreprenante ambition du duc de Bourgogne. Mais cette résistance de leur part n'avait d'autre motif qu'un étroit égoïsme, qu'une insatiable cupi-

dité; ils s'associaient à la manière des brigands, afin de s'entr'aider dans leurs déprédations et leurs rapines, et s'ils faisaient tous leurs efforts pour écarter de la direction des affaires les oncles et les cousins du roi, c'est qu'ils voulaient être seuls à dilapider les trésors de la France.

La reine et le duc d'Orléans étaient en exécration à tout le monde. Le duc de Bourgogne, au contraire, qui ne valait pas mieux qu'eux, mais qui avait su se rendre populaire, était l'idole et l'espoir des bourgeois et d'une grande partie de la noblesse. Son parti s'augmentait tous les jours; à mesure que Jean-sans-Peur grandissait en ambition et en influence, les autres princes du sang s'effaçaient et s'annulaient, en sorte qu'il n'y eût bientôt plus que deux grands antagonistes en présence: le duc de Bourgogne et le duc d'Orléans.

Ce qui faisait la force du dernier, c'est qu'il était maître de la personne du roi et de celle du dauphin, et que, gouvernant au nom de l'infortuné Charles VI, ses actes avaient un caractère de légalité que n'avaient pas ceux de son rival, Jean-sans-Peur. Celui-ci résolut d'arracher cet avantage au duc d'Orléans. Ayant rassemblé à Arras huit cents chevaliers de Bourgogne et de Flandre, il se dirigea à marches forcées vers Paris, où des forces plus considérables devaient venir le joindre prochainement. Le duc d'Orléans et la reine, qui n'étaient pas en mesure de faire tête à cet orage, s'enfuirent précipitamment à Melun. Le duc de Bourgogne, alors, fit son entrée dans Paris, et s'empara de toute l'autorité.

La guerre civile était imminente entre les ducs d'Orléans et de Bourgogne. Ils s'y préparaient l'un et l'autre avec une extrême activité. Mais le duc de Berry intervint entre ses deux neveux comme il avait fait une première fois entre

le père de Jean-sans-Peur et ce même duc d'Orléans, et la paix fut conclue à Vincennes, le 17 octobre 1405. Après cette nouvelle réconciliation, qui n'était ni plus sincère ni plus durable que la première, les princes gouvernèrent quelque temps en commun, puis quittèrent la cour pour aller faire la guerre aux Anglais. Le duc d'Orléans, qui prit le commandement de l'armée en Guyenne, forma inutilement le siége de la forteresse de Blaye et de celle de Bourg, située au confluent de la Garonne et de la Dordogne; son incapacité, non moins que les rigueurs de l'hiver, firent échouer cette entreprise, et il revint à Paris, couvert du mépris et des malédictions des troupes, qui furent licenciées sans être payées, parce que le duc d'Orléans avait perdu au jeu l'argent qui leur était destiné. Le duc de Bourgogne, chargé d'assiéger Calais, fit des préparatifs extraordinaires en vue de réduire cette ville. Il ne rassembla pas moins de douze cents pièces de canon pour foudroyer ses murailles. Mais l'argent étant venu à manquer il fallut tout abandonner.

L'inimitié de Jean-sans-Peur et du duc d'Orléans éclata plus vive que jamais à leur retour de cette campagne, où ils avaient été malheureux l'un et l'autre, quoique par des causes différentes. Ils recommencèrent à se faire, dans le conseil, une guerre vive et opiniâtre; eux qui n'avaient pu réussir à faire brèche à la puissance anglaise, étaient habiles et ardents lorsqu'il s'agissait de s'entre détruire. C'est en vain que la reine, le duc de Berry, le duc de Bourbon et les autres princes du sang, travaillaient sans relâche à les réconcilier; la haine reprenait toujours le dessus dans ces cœurs ulcérés, implacables.

Enfin, le mercredi 23 novembre 1407, le duc d'Orléans, dans la soirée, se rendant chez le roi où il avait été mandé

en toute hâte, et n'était accompagné que de deux écuyers, et de quatre à cinq serviteurs portant des flambeaux; car la nuit était sombre, fut attaqué par une troupe d'hommes armés qui le tuèrent et se réfugièrent ensuite, comme on le sut quelques jours après, dans l'hôtel du duc de Bourgogne, situé rue Mauconseil. Jean-sans-Peur avoua en plein conseil, le lendemain, que c'était lui qui, *tenté et surpris par le diable*, avait ordonné ce meurtre. Après cet aveu, qui consterna et épouvanta les princes du sang, il sortit de Paris et gagna rapidement la frontière de Flandre. Ce ne fut qu'après son départ, et lorsqu'il était déjà loin, que les membres du conseil, revenus de leur première stupeur, se reprochèrent les uns aux autres de ne l'avoir pas fait arrêter.

Au mois de février de l'année suivante, Jean-sans-Peur revint à Paris avec mille hommes d'armes, malgré la défense formelle du conseil, qui redoutait on ne peut plus sa présence et qui n'eut pas le courage de s'opposer à sa rentrée dans la capitale. Là, il entreprit, non seulement sa justification, mais encore l'apologie de son crime, et il prétendit que c'était pour servir le roi qu'il avait fait assassiner le duc d'Orléans. Il y avait dans le caractère du duc de Bourgogne tant d'audace mêlée à tant d'énergie et de résolution, qu'il s'empara des rênes du gouvernement, sans qu'aucun des princes du sang osât y mettre le moindre obstacle. La terreur qu'il inspirait aux oncles, neveux et cousins du roi, était si grande, qu'ils ne surent que se sauver à Melun, quand ils le virent maître du pouvoir, et le mannequin couronné, qui avait nom Charles VI, s'empressa de lui donner des lettres de rémission, par lesquelles il déclarait « ne conserver aucune déplaisance contre lui, pour avoir fait mettre hors de ce monde son frère, pour le bien et utilité du royaume. »

Nous passons sous silence une foule de faits qui ne se rattachent pas directement au sujet que nous traitons, et nous nous hâtons d'arriver à cette épouvantable guerre des Armagnacs et des Bourguignons, dans laquelle les Anglais jouèrent un rôle si sanglant, si exécrable.

Le duc d'Orléans assassiné avait laissé trois fils, dont l'aîné, héritier de son titre et de son éminente position, comme premier prince du sang, épousa, en secondes noces, la fille de Bernard, comte d'Armagnac, seigneur très puissant et très considéré de la Gascogne, et qui, par sa bravoure héroïque et son ardente activité, était l'adversaire le plus digne que l'on pût opposer au terrible duc de Bourgogne. Le comte d'Armagnac devint naturellement le chef du parti d'Orléans, auquel il donna son nom. Ce parti, indépendamment des nombreux partisans du duc défunt, se composait de tous les ennemis de Jean-sans-Peur, de tous ceux qui redoutaient son ambition, sa prépondérance vraiment effrayante, de tous ceux qui détestaient sa cruauté, sa perfidie, son mépris profond des choses les plus saintes, son immoralité enfin qui n'avait d'égale que la hardiesse incroyable avec laquelle il marchait à l'accomplissement de ses vues perverses et criminelles.

Le 15 avril 1410, fut signé à Gien un traité qui constitua politiquement le parti d'Orléans, autrement appelé la faction d'Armagnac. Par ce traité, les ducs de Berry et de Bourbon, les ducs d'Orléans et de Bretagne, les comtes d'Alençon, de Clermont et d'Armagnac, tous également désireux de détruire la puissance du duc de Bourgogne, s'engagèrent réciproquement « à tenir le roi en sa royale majesté et franchise, et à *chasser dehors* ceux qui voudraient s'y opposer. » Chacun s'engagea en outre à fournir un certain

nombre de soldats; tous les contingents réunis devaient s'élever à dix mille hommes d'armes.

A la nouvelle de cette conjuration formidable de la plupart des princes du sang contre lui, le duc de Bourgogne, naturellement intrépide, s'effraya et demanda la paix. Les princes, sans tenir compte de cette ouverture, marchèrent droit vers Paris avec leur armée. Mais arrivés sous les murs de cette capitale, ils se relâchèrent de leur première fermeté, et signèrent à Bicêtre un traité de paix avec le duc de Bourgogne. Cette paix ne fut qu'une courte trève pendant laquelle les deux partis se préparèrent à une lutte opiniâtre et désespérée.

Les hostilités commencèrent enfin. Elles furent atroces. Les Armagnacs et les Bourguignons procédèrent par le meurtre, le pillage et l'incendie. A Paris, le comte de Saint-Pol, l'un des seigneurs les plus dévoués à Jean-sans-Peur, donna des armes aux bouchers, qui formaient une corporation puissante, et les déchaîna, comme des dogues furieux, contre les partisans du duc d'Orléans qu'ils assommaient dans les rues et dont ils saccageaient ensuite les maisons. Le conseil du roi ayant à opter entre les deux factions sanguinaires qui se disputaient la toute-puissance, le glaive et la torche à la main, et délibérant sous la terreur que lui inspirait la redoutable milice des bouchers, invita le duc de Bourgogne à venir défendre la monarchie en danger, et rendit une ordonnance qui déclarait les enfants d'Orléans et leurs partisans rebelles, qui confisquait leurs biens et qui autorisait à leur courir sus. Bien que l'autorité royale eût perdu presque tout son prestige, cette ordonnance, d'un monarque en démence, fut d'un puissant secours au duc de Bourgogne, qui se hâta de rassembler des troupes dans ses vastes domaines et de

marcher contre les Armagnacs. Ceux-ci ravageaient les environs de Paris. Ne se sentant pas assez fort pour les attaquer, Jean-sans-Peur fit alliance avec le roi d'Angleterre, Henri IV, qui lui envoya douze cents lances anglaises et un corps d'arbalétriers. Les Armagnacs se récrièrent contre l'infâme conduite du duc de Bourgogne, qui introduisait au cœur du pays l'éternel ennemi de la France; mais il est bon de faire observer qu'ils étaient eux-mêmes coupables du même crime; à l'exemple de Jean-sans-Peur, ils avaient demandé des secours à l'Angleterre; et leur plus grande colère venait de ce que le roi Henri n'avait entendu qu'aux propositions du duc de Bourgogne, se réservant d'accorder aide et protection alternativement aux Bourguignons et aux Armagnacs, afin de détruire ces deux factions l'une par l'autre, et d'asseoir sur leurs débris la prépondérance de l'Angleterre.

A la tête de la petite armée anglaise et de six mille Bourguignons, Jean-sans-Peur força les Armagnacs à la retraite, entra dans Paris où il commit des cruautés effroyables, et destitua tous les dignitaires et fonctionnaires qui appartenaient à la faction du duc d'Orléans.

Ce prince et les autres chefs des Armagnacs, voyant leur parti décliner, renouvelèrent alors leurs instances auprès du roi d'Angleterre afin d'en obtenir des secours, et, pour prix de son alliance, lui offrirent de lui restituer l'Aquitaine qu'ils reconnaissaient lui appartenir. Henri IV balança quelque temps entre les Armagnacs et les Bourguignons, résolu qu'il était de s'unir au parti qui lui ferait les conditions les plus avantageuses. Après mûre réflexion, le 18 mai 1412, il signa, à Bourges, un traité avec les ducs d'Orléans, de Berry et de Bourbon, et les comtes d'Armagnac et d'Alençon. Ces derniers mettaient leurs personnes et leurs biens à l'entière disposition du roi d'Angleterre, s'enga-

geaient à lui livrer immédiatement vingt places fortifiées en Aquitaine, et à l'aider de tout leur pouvoir à recouvrer le reste de cette grande province, promettant de lui faire hommage, pour toutes les terres qu'ils possédaient dans la circonscription du duché d'Aquitaine. Henri IV, en retour, s'engageait à leur envoyer, pour servir à leur solde pendant trois mois, mille hommes d'armes et trois mille arbalétriers; il promettait de les protéger comme ses fidèles vassaux, et de ne point traiter avec le duc de Bourgogne sans leur consentement. Le roi d'Angleterre mit à exécution ce traité, avant même qu'il fût signé; car, dès le 16 mai, il écrivit aux villes flamandes que si elles voulaient conserver la trève commerciale qui existait entre elles et l'Angleterre, elles n'avaient qu'à s'abstenir de toute hostilité envers le duc d'Orléans et les autres princes de son parti.

L'exaspération des Bourguignons fut au comble quand ils apprirent le traité d'alliance des Armagnacs avec la cour de Londres, et comme si ce pacte anti-national n'était pas assez monstrueux déjà, ils accusèrent les Armagnacs d'avoir fait serment à Bourges de tuer Charles VI, de détruire Paris et de démembrer la monarchie. Il fut décidé, dans le conseil du roi, composé des créatures du duc de Bourgogne, que deux puissantes armées, commandées, l'une par le roi en personne, l'autre par Louis d'Anjou, roi titulaire de Sicile, seraient dirigées contre les Armagnacs, tandis qu'une troisième armée, aux ordres du connétable de Saint-Pol, attaquerait les Anglais en Picardie.

L'armée royale, forte de cent mille hommes, dit-on, vint mettre le siége devant Bourges où se trouvaient les ducs de Berry et de Bourbon et quelques autres chefs moins importants. Ces princes, après une résistance assez longue, firent leur soumission au roi et lui remirent les clés de Bourges,

mais sans faire la moindre concession à Jean-sans-Peur. Cette réconciliation, que l'on appela la paix de Bourges, fut confirmée quelques jours après à Auxerre par tous les princes, qui jurèrent, sur l'évangile et sur un morceau de la vraie croix, de ne plus se faire la guerre. Des peines furent portées contre quiconque prononcerait à l'avenir les noms de Bourguignon ou d'Armagnac en les appliquant à quelqu'un. Enfin, les deux familles rivales convinrent de mettre le sceau à cette pacification par le mariage du comte de Vertus, frère du duc d'Orléans, avec une fille du duc de Bourgogne. Tous les princes rentrèrent ensemble à Paris après avoir célébré leur hypocrite réconciliation par des fêtes et des réjouissances extraordinaires.

Une des clauses du traité de Bourges imposait aux Armagnacs l'obligation de rompre leurs engagements avec le roi d'Angleterre et de ne plus jamais s'allier à lui. Celui-ci, qui fondait les plus hautes espérances sur ces mêmes engagements, et qui comptait tirer un parti immense des déchirements de la France, vit, avec le plus poignant regret, le gouffre des discordes civiles se refermer tout-à-coup dans ce pays. L'armée qu'il avait promise aux Armagnacs était déjà à Calais. Elle entra en campagne, non plus pour secourir les princes, mais pour ravager la Picardie, la Normandie, le Maine et d'autres provinces encore. Les Anglais se seraient considérés comme frustrés dans leurs droits les plus légitimes et les plus chers, s'il leur avait fallu renoncer au pillage de la France. L'armée anglaise ne rencontra pas un seul ennemi à combattre. Sous Charles V c'était tactique de la part du gouvernement français; sous Charles VI c'était pénurie d'hommes et d'argent, c'était surtout manque de prévoyance et profonde désorganisation. Les temps étaient bien différents. La France se trouvait dans un péril immi-

nent. Rien ne semblait devoir conjurer sa ruine, lorsque la mort de Henri IV, arrivée le 20 mars 1413, arrêta subitement les progrès des Anglais qui se disposaient à une nouvelle et plus formidable attaque contre nous.

Henri V, nouveau roi d'Angleterre, au lieu de donner suite aux projets de conquête de son père, entama des négociations avec la France, et signa à Lélinghen une trêve qui suspendait les hostilités jusqu'au 1er juin 1414, et qui fut successivement prorogée jusqu'au 24 janvier 1415, et jusqu'au 1er mars suivant. Les jeunes années de Henri V avaient été fort dissolues; on crut généralement que le monarque anglais avait conclu cet armistice pour se livrer tout à loisir à ses goûts désordonnés, à ses passions licencieuses; mais on le jugeait mal; Henri V, en montant sur le trône, renonça à ses habitudes de débauche et fut tout entier à l'ambition. S'il sollicita une suspension d'armes du gouvernement de Charles VI, c'est qu'il voulait appliquer tous ses soins à l'extirpation de l'hérésie des Lollards qui menaçait l'Angleterre d'une complète subversion. Quand il eut triomphé des hérésiarques à l'aide de la logique toute puissante des échafauds, et que, d'une main ferme et vigoureuse, il eut opéré le rapprochement, la fusion des deux grandes factions d'Yorck et de Lancastre, Henri V songea à faire revivre les prétentions surannées d'Édouard III au trône de France, et ordonna de grands armements pour les soutenir.

En France, les hostilités n'avaient pas tardé à se rallumer entre les Armagnacs et les Bourguignons. Une nouvelle paix s'était conclue entre eux, à Pontoise, mais elle n'avait pas eu une plus longue durée que les précédentes. La faction des bouchers, que l'on appelait aussi Cabochiens, avait été vaincue et expulsée de Paris par les bourgeois; la puissance du duc de Bourgogne était presque entièrement anéan-

tie; et, par un de ces revirements qui ne sont pas rares dans les temps d'agitation et d'anarchie, le duc d'Orléans et les autres princes et seigneurs de son parti, s'étaient emparés de toute l'autorité. Ce qui rendit la révolution complète, fut la fuite du duc de Bourgogne qui, ne se croyant plus en sûreté dans une ville où ses ennemis étaient tout puissants, en sortit furtivement et se réfugia dans ses états. Ayant rassemblé une armée, il marcha sur Paris avec le ferme espoir que sa présence sous les murs de cette capitale y déterminerait un mouvement en sa faveur. Cet espoir fut complètement déçu. Les Armagnacs occupaient Paris avec des forces considérables; ils y maintinrent la plus parfaite tranquillité; et lorsque Jean-sans-Peur eut décampé, ils se mirent à sa poursuite, ayant dans leur armée Charles VI, ce qui les autorisait à lui donner le nom d'armée royale. Ils prirent et saccagèrent Soissons, et investirent ensuite Arras. Le duc de Bourgogne, alarmé des progrès des Armagnacs et de la défection de son frère, le comte de Nevers, qui avait fait sa soumission à Charles VI, demanda à être reçu en grâce lui-même, et un nouveau traité de paix fut signé, à Arras, entre les deux factions rivales, qui n'en continuèrent pas moins à se faire une guerre sourde et implacable, et à piller et dévaster le royaume, comme si aucune réconciliation n'avait eu lieu.

Cependant, la trève avec l'Angleterre touchait à son dernier terme. Pendant sa durée, Henri V était entré en négociation, d'une part avec Charles VI, pour obtenir la main de sa cinquième fille, Catherine, et de l'autre, avec le duc de Bourgogne, pour devenir également son gendre. Ces deux ouvertures, faites concurremment, n'étaient probablement pas sérieuses au fond; le roi d'Angleterre se jouait certainement de l'un des deux princes à qui il avait adressé sa

demande, et peut-être de tous les deux à la fois. Voyant la déplorable situation dans laquelle se trouvait la France, qui n'avait ni trésor, ni armée, ni gouvernement, Henri V la regardait déjà comme étant à lui. Ainsi que l'historien Hume en fait naïvement l'aveu, le dernier roi s'était contenté d'échauffer la querelle des deux factions françaises en leur envoyant alternativement des secours; mais son successeur, plus ardent et plus ambitieux, voulut pousser ses avantages plus loin, et porter la guerre jusqu'au sein déchiré de la France.

Il envoya son oncle, le duc d'Exeter, en ambassade extraordinaire à Paris pour renouveler la demande de la princesse Catherine, et pour obtenir la cession de la Normandie, du Maine, de l'Anjou et du duché d'Aquitaine, en y annexant le Périgord, le Rouergue, le Quercy, la Saintonge, l'Angoumois, le Limousin, la suzeraineté de la Bretagne et de la Flandre, et une moitié de la Provence. En outre, le roi d'Angleterre demandait deux millions de couronnes pour la dot de la princesse Catherine, et le complément de la rançon du roi Jean, s'élevant à seize cent mille livres sterling. A ces conditions, l'insolent monarque consentait à accorder la paix à la France, et à laisser Charles VI sur son trône si profondément ébranlé; mais il déclarait en même temps, par l'organe de son ambassadeur, que si ses demandes étaient repoussées, il reprendrait la couronne de France qui lui appartenait, disait-il, par droit d'hérédité.

A de si intolérables exigences, il fallait répondre immédiatement par la reprise des hostilités, quand on n'aurait pu mettre en campagne que dix hommes d'armes; car il vaut mieux, pour une nation, périr glorieusement les armes à la main que de forfaire à l'honneur. La cour de France courba lâchement la tête devant l'ambassade anglaise, et lui donna

des fêtes magnifiques. Le duc d'Exeter reçut la promesse qu'une ambassade française porterait prochainement à Londres la réponse du conseil du roi. Henri V ne suspendit point pour cela ses préparatifs militaires; il les poussa au contraire avec une extrême vigueur. L'ambassade française se composait de l'archevêque de Bourges, de l'évêque de Lisieux, des comtes de Vendôme et de Tancarville, de quatre chevaliers, de quatre conseillers secrétaires du roi, et d'une suite de cinq cent quatre-vingt-douze personnes. Elle offrit au roi d'Angleterre la restitution d'une partie de l'Aquitaine et de tout le Limousin, et réduisit à huit cent cinquante mille écus d'or la dot de la princesse Catherine. Henri V rompit aussitôt la négociation, confia la régence d'Angleterre au duc de Bedfort, son frère, et, après avoir étouffé une conspiration de quelques seigneurs de la faction d'Yorck qu'il envoya au supplice, il mit à la voile avec six mille hommes d'armes, et vingt-quatre mille archers, et débarqua, le 14 août 1415, à quelque distance de Harfleur, ville qui était alors une des plus importantes de la Normandie, à cause de son grand commerce. Les sires d'Estouteville et de Gaucourt occupaient cette place avec plusieurs chevaliers et quatre cents hommes d'armes. Henri V l'investit sur-le-champ. Harfleur se défendit cinq semaines, espérant de jour en jour être secouru par l'armée royale qui se rassemblait à Vernon sous les ordres de Charles VI et du Dauphin en personne. L'armée royale ne bougea pas, et Harfleur capitula. Henri V chassa tous les habitants de cette ville, et ne leur laissa emporter que cinq sous chacun et les vêtements dont ils étaient couverts. Les maisons furent ensuite mises au pillage. Ce siége avait beaucoup fatigué les Anglais; la dyssenterie s'était mise dans leurs rangs et y exerçait d'affreux ravages : deux mille soldats et plusieurs

grands seigneurs furent moissonnés en peu de temps par cette maladie cruelle. Henri était dans une grande perplexité, il n'osait pas attaquer le roi de France avec une armée affaiblie et délabrée. Retourner en Angleterre sans avoir recueilli aucun avantage d'une expédition qui avait absorbé toutes les ressources de son royaume, c'était s'exposer au mépris de ses sujets. Il prit le parti de conduire l'armée anglaise à Calais pour y passer l'hiver, avec la résolution d'entrer en campagne dès que la belle saison serait revenue.

La noblesse française du parti d'Armagnac était accourue en foule sous la bannière royale. Les Bourguignons seuls s'abstinrent d'y paraître. Malgré leur absence, quatorze mille hommes d'armes étaient réunis pour repousser la nouvelle invasion d'outre-mer. La ville de Paris offrit patriotiquement d'envoyer contre les Anglais six mille bourgeois armés ; mais le dauphin et les grands seigneurs refusèrent dédaigneusement cette offre. C'était, de la part de la haute noblesse, le même aveuglement qui avait rendu inévitables les désastres de Crécy et de Poitiers.

Henri V quitta Harfleur à la tête de deux mille hommes d'armes et de treize mille archers. Il longea le bord de la mer jusqu'à Eu ; puis se dirigea, par Airaines, vers la Somme qu'il voulait passer, comme autrefois Edouard III, au gué de la Blanchetache. Mais ce gué, aussi bien que le Pont-Remi, étaient défendus par des forces imposantes. Charles VI, le dauphin et le duc de Berry, s'étaient établis à Rouen avec une partie des troupes ; l'autre partie, sous les ordres du sire d'Albret, connétable de France, gardait la ligne de la Somme, et repoussa vigoureusement toutes les attaques des Anglais. Ceux-ci ne pouvant forcer le passage du fleuve, se déterminèrent à le remonter jusqu'à ce qu'ils trouvassent un point qui ne fut pas gardé. Mais

partout ils rencontrèrent une barrière d'airain. Cette marche, par une saison pluvieuse, et à travers un pays hostile où ils ne trouvaient que fort difficilement des vivres, fit souffrir horriblement les Anglais; la plupart d'entre eux étaient malades et se traînaient avec peine. Cependant ils parvinrent à franchir la Somme à Béthencourt, près de Saint-Quentin.

Le connétable d'Albret, qui avait commis la faute de les laisser passer, pouvait réparer cette faute et même en tirer un grand avantage, en attaquant les Anglais avec fureur, au moment même où venait de s'effectuer le passage, et sans leur laisser le temps de se reconnaître ni de déployer leurs bataillons. Nul doute que la victoire alors eût penché en notre faveur. Au lieu de cela, que fit le connétable ? il se retira dans la direction de Bapaume et de Saint-Pol, laissant la campagne libre aux Anglais, et envoya demander de nouveaux ordres au roi. Charles VI rassembla son conseil. La bataille y fut résolue. Charles voulait se rendre à l'armée avec ses trois fils, pour combattre les Anglais. Dans les veines du monarque en démence, il y avait encore de ce sang héroïque qui faisait battre si noblement le cœur du vaincu de Poitiers. Mais le duc de Berry, qui tremblait encore au souvenir de cette journée funeste, où, cinquante-neuf ans auparavant, il avait honteusement cherché son salut dans la fuite, s'opposa au désir du roi de prendre part à l'action, disant « qu'il valait mieux perdre la bataille que le roi et la bataille. » Des hérauts d'armes furent envoyés à Henri V pour l'avertir qu'on avait dessein de lui livrer combat, et pour lui demander quelle route il comptait suivre, afin que l'on se portât à sa rencontre. « Je prendrai, répondit-il, la route la plus courte de celles qui conduisent à Calais; je n'irai ni plus vite, ni plus lente-

ment. Je n'attaquerai point, et vous seuls serez responsables du sang chrétien qui sera versé. » Il convenait bien au roi d'Angleterre de tenir un pareil langage, lui qui avait quitté ses états pour venir se repaître du sang de la France, et dont rien ne pouvait justifier l'infâme agression.

Pendant que des deux côtés on se préparait à la bataille, des ouvertures de paix furent faites, on ignore par qui. Henri V, qui n'était nullement rassuré sur l'issue de son entreprise, réduisait ses prétentions à la Guyenne et au Ponthieu seulement, avec huit cent mille écus pour la dot de Catherine. Mais les Français, qui se croyaient sûrs de la victoire, voulaient qu'on leur rendît Harfleur, que Henri V renonçât à ses prétentions à la couronne de France, et qu'il se contentât de ce qu'il possédait déjà dans le royaume. La négociation en resta là. Le connétable d'Albret prit position entre les deux villages d'Azincourt et de Framecourt, situés à trois ou quatre lieues au nord de Saint-Pol et de Hesdin ; le terrain qu'il choisit avait le désavantage d'être fort étroit, en sorte que son immense cavalerie ne pouvait s'y développer à l'aise. L'armée anglaise ne se fit pas attendre longtemps, et vint se loger au village de Maisoncelle, à peu de distance d'Azincourt où le gros de l'armée française était posté. Ici comme à Poitiers les Anglais étaient maîtres des hauteurs. Ils eurent la précaution de construire des palissades en avant de leur ligne de bataille, pour arrêter le premier choc de l'impétuosité française. Les archers étaient placés derrière ces palissades, et les hommes d'armes derrière les archers, comme à Crécy. Henri V envoya deux détachements sur les flancs de l'armée française, avec ordre d'incendier les villages et de pousser de grandes clameurs, afin de faire croire au connétable qu'il était tourné, et de mettre la confusion dans son ordre de bataille. Ces mesu-

res, habilement conçues, et non moins habilement exécutées, prouvaient que les Anglais n'avaient pas dégénéré depuis les grandes victoires d'Édouard III et du Prince Noir. Du reste, un ordre parfait et la plus sévère discipline régnaient dans les rangs de l'armée anglaise, où la seule volonté de Henri V prévalait. Il n'en était pas de même dans l'armée française : là, tout était désordre et insubordination. Mille chefs commandaient, et pas un n'avait assez d'autorité pour forcer à l'obéissance cette cohue intraitable. Les princes du sang ne reconnaissaient à qui que ce fut le droit de leur donner des ordres, et comme chacun d'eux était placé à la tête d'un des corps de l'armée, et prétendait le conduire à sa guise, il en résultait que le pouvoir du connétable était plutôt nominal que réel.

Le 25 octobre 1415, eut lieu la fameuse bataille d'Azincourt entre les Français et les Anglais. Le terrain sur lequel elle s'engagea était tellement détrempé par la pluie, que les chevaux y enfonçaient jusqu'à mi-jambes. Les deux armées avaient passé la nuit dans de vives appréhensions ; les Anglais, inquiets et consternés de leur petit nombre, les Français, quelque peu démoralisés par le souvenir redoutable de Crécy et de Poitiers. Dans le camp anglais, chacun se prépara à affronter la mort par une confession générale de ses péchés ; dans le camp français, ceux qui nourrissaient quelque haine les uns contre les autres, se donnèrent réciproquement le baiser de paix et de pardon. Au point du jour, les deux armées entendirent la messe avec beaucoup de recueillement, puis se rangèrent l'une devant l'autre en invoquant le dieu des batailles.

L'armée française était divisée en trois corps, une avant-garde, une arrière-garde et un corps principal que l'on appelait le corps de bataille. Tel était, comme nous l'avons

déjà dit, le peu de largeur du terrain qu'elle occupait, que l'avant-garde seule put se mettre en ligne, et que les deux tiers de l'armée devinrent inutiles. Les princes et les seigneurs qui commandaient les troupes du centre et de l'arrière-garde, ne pouvant supporter l'idée de rester spectateurs du combat sans y prendre une part active, laissèrent leurs soldats sans chefs et se portèrent tous à l'avant-garde pour y vaincre ou y mourir. Cette héroïque ineptie ne fut pas la seule que commit en cette occasion la vaillante noblesse de France ; elle ne voulut pas souffrir que les fantassins et les archers français prissent place à la première ligne, et prétendit que c'était à elle seule qu'appartenait ce poste d'honneur. La pesante chevalerie se posta donc au premier rang, mais pour y servir de point de mire aux terribles archers d'outre-mer qui firent pleuvoir sur elle une grêle de traits. Contre l'ordinaire, les Français n'attaquèrent pas les premiers. Henri V, voyant qu'ils restaient immobiles, descendit de cheval, se mit à la tête de l'infanterie anglaise, et la conduisit en avant. Les rôles étaient changés ; ce n'était plus la cavalerie qui tombait sur l'infanterie comme dans presque toutes les précédentes batailles, c'était au contraire l'infanterie d'outre-Manche qui chargeait la cavalerie française à demi ensevelie dans les boues.

Deux fois le roi d'Angleterre laissa reprendre haleine à ses soldats, et deux fois ceux-ci, en recommençant à marcher, firent retentir les airs d'un cri sauvage et prolongé que les Français ne purent entendre sans en être troublés. Enfin le combat s'engagea. En peu d'instants un nombre considérable de seigneurs et de chevaliers français furent tués ou blessés. Leurs chevaux, hérissés de flèches, se renversèrent sur la seconde ligne et y mirent la confusion. En ce moment, Clignet de Brabant, amiral de France, et le

comte de Vendôme, à la tête de douze cents hommes d'armes, l'élite de l'armée, partirent au galop, au cri de *Montjoie et Saint Denis !* pour rompre et disperser les archers d'Angleterre. Lorsqu'ils arrivèrent à eux, ils n'avaient plus que cent soixante hommes d'armes qui furent repoussés et culbutés ; les autres, saisis d'une terreur superstitieuse, avaient tourné bride et s'étaient rejetés sur l'avant-garde dont ils avaient augmenté le désordre. Alors il y eut dans cette portion de l'armée française, qui seule combattit, un pêle-mêle effroyable. On voulut se rallier en arrière, mais il fut impossible aux hommes et aux chevaux de s'arracher de la fange. Les longues flèches anglaises pleuvaient toujours et entassaient les morts par milliers. Lorsque les archers furent las de tirer ou qu'ils eurent épuisé leurs carquois, ils s'armèrent de haches et de maillets, qu'ils portaient à leur ceinture, et firent un massacre horrible des Français.

Ceux-ci, dispersés par petites troupes, se défendirent avec un courage admirable, et disputèrent longtemps encore la victoire. Si la seconde et la troisième lignes françaises se fussent avancées alors pour rétablir le combat, peut-être la bataille n'eût-elle pas été perdue. Mais ces deux lignes étaient abandonnées à elles-mêmes, elles n'avaient plus de chefs ; les bas officiers n'osèrent prendre sur eux de donner des ordres.

Les Anglais, étonnés du facile triomphe qu'ils avaient obtenu, avancaient lentement, avec précaution et sans rompre leurs rangs. Ils traversèrent ainsi la première ligne française, à moitié détruite, et la seconde ligne, qui n'opposa presque aucune résistance. Quant à la troisième, elle ne les attendit pas et prit la fuite. Ce ne furent pas les hommes d'armes d'Angleterre, les brillants chevaliers de la

suite de Henri V, qui vainquirent dans cette journée fameuse, mais de pauvres archers appartenant à la dernière classe du peuple, et qui, avec leurs pourpoints déchirés et leurs jambes nues, abattirent à coups de flèches les guerriers les plus braves et les plus renommés de France. Le roi Henri courut personnellement un très grand danger. Dix-huit chevaliers français, de la bannière du seigneur de Croy, avaient fait serment de pénétrer jusqu'au roi d'Angleterre et d'abattre sa couronne. Le duc d'Alençon se joignit à eux, et tous se précipitèrent dans les rangs anglais, à travers lesquels ils firent une sanglante trouée. Le duc d'Alençon parvint presque seul à l'endroit où combattait Henri V. Il renversa mort à ses pieds le duc d'Yorck, grand oncle du roi, frappa de sa hache le roi lui-même, et fit voler en éclats une partie de la couronne d'or qui surmontait son casque. La tête du monarque anglais fléchit sous ce coup terrible, mais se releva aussitôt. Les gardes du corps se jetèrent à l'instant sur le valeureux duc d'Alençon et le tuèrent.

Le nombre des prisonniers était immense. Les Anglais leur avaient accordé la vie, parce qu'ils comptaient que la rançon de tant de seigneurs et de chevaliers, la fleur de la noblesse française, les enrichirait à jamais. Tout-à-coup, on vint annoncer à Henri V qu'une troupe de Français attaquait les derrières de l'armée victorieuse et pillait ses bagages; que les fuyards se ralliaient et relevaient leurs bannières; enfin que le duc de Bretagne paraissait au loin avec six mille hommes. Le roi d'Angleterre, croyant qu'il allait avoir à soutenir un nouveau combat, ordonna de massacrer tous les prisonniers. Ses soldats s'y refusèrent, bien moins par compassion pour tant de malheureux sans défense, que parce qu'ils ne voulaient pas perdre les rançons qu'ils en attendaient. Alors Henri V commanda à l'un de ses officiers de

prendre avec lui deux cents archers et de mettre cet ordre barbare à exécution. On fit asseoir tous les prisonniers à terre, on leur ôta leur casque, et on les frappa sur la tête à grands coups de hache. On en égorgea ainsi de sang froid un très grand nombre, et si tous ne périrent pas de la même manière, c'est que le roi fit cesser ce carnage épouvantable, quand il eut appris que l'arrivée du duc de Bretagne était une fausse alarme, et que les fuyards ne songeaient nullement à faire volte-face pour recommencer la bataille.

Les Anglais eurent seize cents morts, parmi lesquels se trouvaient le duc d'Yorck et le comte d'Oxfort. Dix mille Français furent tués. Sur ce nombre il y avait près de huit mille gentilshommes. Sept des plus proches parents du roi de France perdirent la vie, le duc de Brabant et le comte de Nevers, tous les deux frères du duc de Bourgogne, le duc de Bar et ses deux frères, le duc d'Alençon et le connétable d'Albret. Cent vingt seigneurs, ayant bannières, succombèrent également. Enfin, parmi les prisonniers étaient le duc d'Orléans et le comte de Richemont, qui furent retirés blessés de dessous les morts, le maréchal Boucicault, le duc de Bourbon, les comtes d'Eu et de Vendôme, les sires d'Harcourt, de Craon et de Mouy, de Savoisy, de Helly et de Torsy.

Avant de quitter le champ de bataille d'Azincourt, Henri V donna l'ordre d'entasser tous ses morts dans une grange et y fit mettre le feu. Puis il continua sa route vers Calais, d'où il passa en Angleterre avec les nobles prisonniers qu'il avait faits. La sépulture fut donnée à presque tous les Français par le comte de Charolais, fils du duc de Bourgogne, qui habitait le château d'Aire à peu de distance du lieu où s'était livrée la bataille, et qui pleura amèrement, en s'acquittant de ce pieux devoir, de n'avoir pu

combattre et mourir avec les braves dont il ensevelissait les glorieux restes (1).

Après cette grande victoire, comme après celles de Crécy et de Poitiers, les Anglais n'osèrent marcher sur Paris ; ils avaient conscience qu'un si éclatant succès était dû bien plus au hasard qu'à une supériorité réelle sur les Français. D'ailleurs, l'armée qui avait triomphé à Azincourt était tellement harassée de fatigues, tellement décimée par les maladies, qu'il y aurait eu une véritable imprudence à lui faire tenir la campagne plus longtemps. Les Anglais n'avaient combattu que pour s'ouvrir un passage ; une fois ce résultat atteint, ils s'estimèrent heureux de ne l'avoir pas acheté trop cher, et se hâtèrent de mettre le détroit entre eux et ceux qu'ils avaient vaincus.

La consternation fut générale en France à la nouvelle de cette affreuse calamité. Cependant quand on sut que le roi d'Angleterre n'avait rien eu de plus pressé que de chercher un refuge dans ses états, on commença à se rassurer ; on se persuada que le désastre d'Azincourt se réduisait à une perte d'hommes facile à réparer. Mais, si le roi d'Angleterre ne retira momentanément aucun fruit de sa victoire, en revanche le duc de Bourgogne voulut profiter d'un événement qui coûtait la vie à plusieurs milliers d'Armagnacs, et la liberté aux ducs d'Orléans et de Bourbon, deux de ses plus redoutables adversaires. Jean-sans-Peur, à la tête de dix mille chevaux marcha en toute hâte vers Paris pour s'en rendre maître. Ses ennemis, avec plus de promptitude encore, y ramenèrent le roi. Le comte d'Armagnac, nommé connétable, mit cette capitale et les villes environnantes

(1) Le comte de Charolais succéda, en 1419, à Jean-sans-Peur, son père, sous le nom de Philippe-le-Bon.

en état de défense, et exerça dès lors une tyrannie sans bornes.

Les cruelles dissensions des Bourguignons et des Armagnacs se prolongèrent durant toute l'année 1416 et les premiers mois de l'année suivante, sans que les Anglais songeassent à attaquer la France qui, dans l'état d'anarchie où elle était plongée, leur offrait cependant une proie facile. Henri V avait employé ce temps à lever de nouvelles troupes et à recueillir des subsides. Le 1er août 1417, il débarqua en Normandie et soumit rapidement la plus grande partie de cette importante province. Aucune armée française ne se présenta pour arrêter sa course triomphante; il importait peu aux Armagnacs et aux Bourguignons que l'étranger envahît le royaume, pourvu qu'ils pussent assouvir les uns contre les autres leurs implacables fureurs. Les Armagnacs étaient maîtres de Paris et de la personne du roi; la grande affaire pour eux était moins d'expulser Henri V du sol français, que de conserver ces deux importants avantages; quant aux Bourguignons, ce qui les préoccupait uniquement, c'était de reconquérir la capitale du royaume, faisant du reste bon marché de la personne du malheureux Charles VI, depuis surtout que la reine Isabeau de Bavière s'était étroitement liée avec Jean-sans-Peur, et qu'elle avait renoncé, en sa faveur, au droit qu'elle prétendait avoir, pendant la maladie du roi et la minorité du dauphin, à l'administration de la France. Fort de cette renonciation de la reine à un droit que, rigoureusement parlant, elle n'avait pas, le duc de Bourgogne s'était mis à gouverner, sinon la totalité du royaume, puisqu'il était en grande partie occupé, soit par les Armagnacs, soit par les Anglais, du moins les quelques provinces où ses armes étaient prépondérantes.

Une seule chose pouvait conjurer la ruine de la France,

c'était la réconciliation des deux factions d'Armagnac et de Bourgogne. Le pape Martin V y travailla de tout son pouvoir. Les cardinaux Orsini et de Saint-Marc, ses légats, déterminèrent la reine et Jean-sans-Peur d'une part, le roi, le dauphin et le comte d'Armagnac de l'autre, à envoyer des fondés de pouvoir à Montereau pour y traiter de la paix. Cette démarche pacifique ne fut couronnée d'aucun succès. Le projet d'accommodement que les négociateurs rédigèrent en commun, et qui avait pour base le traité d'Arras, fut rejeté par le comte d'Armagnac, qui voyait dans les diverses clauses de ce projet la ruine de son influence et la destruction de son parti.

C'est peu de temps après que Périnet Le Clerc, révolté des injustices et des exactions du comte d'Armagnac, introduisit les Bourguignons dans Paris. Le comte et le plus grand nombre de ses partisans furent plongés en prison, et une réaction plus horrible, plus sanglante, que toutes celles qui avaient précédé, commença alors. Le prévôt de Paris, Tannegui Duchâtel, qui était un des principaux chefs de la faction d'Armagnac, parvint à se réfugier, avec le dauphin, dans la Bastille. Il en ressortit bientôt à la tête de seize cents soldats auxquels il faisait crier : Vive le roi, le dauphin et le comte d'Armagnac ! et tomba impétueusement sur les Bourguignons qui n'étaient que huit cents tout au plus. Il les aurait vaincus aisément, si les bourgeois, qui craignaient le retour de la tyrannie du comte, ne se fussent joints aux partisans de Jean-sans-Peur et ne leur eussent donné la victoire. Tannegui se retira à Melun, puis à Bourges, avec le dauphin. Celui-ci devint le chef nominal du parti d'Armagnac ; Tannegui Duchâtel en fut le chef réel, par suite de la captivité du comte à Paris et du duc d'Orléans en Angleterre.

La capitale ne tarda pas à être le théâtre d'un effroyable massacre; le comte d'Armagnac et tous les prisonniers de son parti, au nombre de trois mille, furent mis à mort avec des raffinements de cruauté épouvantables. Après ces excès atroces d'une populace en fureur, qu'animait le cruel génie de Bourgogne, Jean-sans-Peur et la reine rentrèrent à Paris. Le premier était loin encore d'être satisfait; il tenait le roi en son pouvoir; il avait pour lui la reine; mais de quelle utilité pouvait être, à l'accomplissement de ses desseins, un roi privé de sa raison, une reine gourmande et voluptueuse qui passait son temps à table ou dans les bras de ses amants, et qui d'ailleurs était profondément inepte? Dans cet état de choses, le duc de Bourgogne négocia activement pour faire sa paix avec l'héritier de la couronne. Tannegui Duchâtel, auquel cette réconciliation aurait fait perdre le rang élevé qu'il occupait auprès du dauphin, appliqua tous ses soins à faire échouer les efforts de Jean-sans-Peur. Pendant ce temps, le roi d'Angleterre assiégeait et prenait Rouen, malgré l'admirable résistance de ses habitants. Les deux partis, honteux de la guerre qu'ils se faisaient, pendant que l'Anglais forçait la capitale de la Normandie, conclurent, le 14 mai 1419, une trève qui devait être, disait-on, un acheminement à une pacification complète. En même temps que le duc de Bourgogne et le dauphin mettaient momentanément un terme à leurs hostilités, ils signaient, chacun de son côté, une suspension d'armes avec Henri V. Ce monarque, tout victorieux qu'il était, se trouvait, quant à présent, dans l'impossibilité de continuer la guerre. Son armée, considérablement affaiblie par les combats et par les maladies, n'était presque plus en état de tenir la campagne. Dans son extrême pénurie d'argent, il éprouvait un très grand embarras à nourrir et à payer ses

troupes et surtout à les recruter, ce qui était pour lui le point essentiel.

Le 29 mai 1419, une conférence eut lieu à Meulan entre le roi d'Angleterre et la reine Isabeau. Cette dernière était accompagnée et assistée du duc de Bourgogne, le véritable chef du gouvernement depuis le désastre des Armagnacs. Les prétentions de Henri V furent plus exagérées que jamais : il demanda toutes les provinces que le traité de Brétigny avait cédées à l'Angleterre, et de plus la Normandie, pour les posséder en toute souveraineté, et sans être astreint à l'obligation de rendre hommage au roi de France. Le duc de Bourgogne consentait volontiers à la cession de la Guyenne et de la Normandie, mais il ne voulait aliéner rien de plus.

La conférence dura quatre semaines, pendant lesquelles le duc de Bourgogne eut à essuyer chaque jour l'arrogance, la dureté, les hauteurs, de Henri V. Celui-ci s'emporta jusqu'à menacer Jean-sans-Peur de le chasser, lui et Charles VI, du royaume de France, s'il refusait de souscrire à ses conditions. Sur ces entrefaites, Tannegui Duchâtel, qui craignait que la paix avec l'Angleterre ne se conclût sans la participation des Armagnacs, fit proposer au duc de Bourgogne une réconciliation qui mettrait la France en état de tenir tête aux Anglais et de les refouler dans leur île. Jean-sans-Peur accueillit cette ouverture avec la joie la plus vive, rompit aussitôt la conférence de Meulan et se rendit à Pouilly, près de Melun, où il rencontra le dauphin, et signa avec lui une paix aux termes de laquelle ils promirent l'un et l'autre d'oublier toutes les offenses passées. C'était évidemment promettre plus qu'ils ne pouvaient tenir, comme l'expérience le prouva. Il fut convenu que le dauphin et le duc de Bourgogne gouverneraient de concert

le royaume, et lorsque Jean-sans-Peur plia le genou devant l'héritier du trône, ce dernier se hâta de le relever et l'embrassa avec effusion, en lui disant que désormais il voudrait tout ce que voudrait son bon oncle de Bourgogne. La paix de Pouilly porte la date du 11 juillet 1419. C'était un accommodement sans bonne foi ni sincérité, comme tous ceux qui avaient eu lieu entre les Bourguignons et les Armagnacs depuis le commencement de leurs longues et sanglantes inimitiés. Les deux princes se séparèrent en apparence réconciliés, mais nourrissant l'un contre l'autre, au fond du cœur, une haine inextinguible. Jean-sans-Peur retourna à la cour, le dauphin à Melun, et ensuite à Tours, en sorte que malgré la paix de Pouilly, la France resta divisée en deux camps hostiles, en deux armées toujours prêtes à s'entre détruire.

La trève conclue entre le duc de Bourgogne et le roi d'Angleterre ne devait durer que jusqu'au 29 juillet. Jean-sans-Peur, qui avait perdu toute son activité depuis qu'il était maître du pouvoir, et qui n'aspirait plus qu'au repos après une vie si agitée, si criminelle, n'avait fait aucun préparatif pour attaquer les Anglais, ou, tout au moins, pour repousser leurs agressions. Le matin même du jour où la trève expirait, ces derniers surprirent la ville de Pontoise, la pillèrent et en massacrèrent les habitants ; après quoi ils poussèrent leurs eourses jusqu'aux portes de Paris. Le duc de Bourgogne, aussi lâche en cette circonstance qu'il avait été brave durant sa bouillante jeunesse, au lieu de pourvoir à la défense de Paris, s'enfuit précipitamment à Troyes, emmenant avec lui le roi, la reine et madame Catherine, et donnant l'ordre au maréchal de Lille-Adam de dégarnir de troupes la capitale pour couvrir l'Artois qui était une de ses possessions. Beaucoup d'historiens ont douté que

Jean-sans-Peur fût un traître ; ce qui est certain, c'est qu'il agissait exactement comme si, par quelque pacte secret, il se fût engagé à livrer Paris aux Anglais.

Pendant que ces choses se passaient, le dauphin, ou, pour mieux dire, Tannegui Duchâtel et les autres chefs Armagnacs qui agissaient au nom de ce jeune prince, avaient rassemblé dans les provinces du centre une armée de vingt mille hommes avec laquelle ils étaient venus occuper Montereau. Une nouvelle conférence fut proposée par eux au duc de Bourgogne qui l'accepta. L'entrevue eut lieu sur le pont de Montereau. A peine Jean-sans-Peur eût-il abordé le le dauphin et eût-il fléchi le genou devant lui, que Tannegui l'abattit d'un coup de hache d'armes. Les chevaliers qui accompagnaient le dauphin achevèrent le duc à coups d'épée, et tuèrent également ou mirent en fuite ses serviteurs.

Sans doute, c'était un guet-apens infâme que ce meurtre du duc de Bourgogne, qui s'était rendu sans défiance et presque sans armes, à l'invitation du dauphin et de ses conseillers ; mais il faut faire réflexion que, dans les temps d'agitation politique, toutes les saines notions d'humanité et de morale sont mises en oubli, et que le sang demande du sang. L'assassinat du duc d'Orléans, le massacre du comte d'Armagnac et de trois mille de ses partisans, dans les prisons de Paris, et tant d'autres horreurs non moins lamentables, criaient vengeance contre l'atroce Jean-sans-Peur. D'ailleurs, ne perdons pas de vue que les Armagnacs, tout souillés de sang, tout couverts de crimes qu'ils étaient eux-mêmes, n'en représentaient pas moins l'unité, la nationalité française ; et que le duc de Bourgogne, au contraire, qui était resté spectateur impassible du désastre de la France dans les champs d'Azincourt, qui avait constamment favo-

risé l'invasion des Anglais, qui en dernier lieu, enfin, leur avait abandonné la capitale du royaume, pouvait, à beaucoup d'égards, être considéré comme le fléau de son pays, comme l'ami secret de l'étranger.

Le premier soin du nouveau duc de Bourgogne, Philippe, surnommé le Bon, dès qu'il eut recueilli l'héritage de son père, fut de contracter une étroite alliance avec le roi Henri V, contre le dauphin et le parti d'Armagnac, aux conditions suivantes : qu'un des frères du roi d'Angleterre épouserait un sœur du duc; que le roi et le duc s'aimeraient et s'assisteraient comme frères; qu'ils poursuivraient de concert les meurtriers du duc Jean; enfin, que si le dauphin ou quelque autre de ses partisans, était fait prisonnier, il ne pourrait être relâché sans le consentement du duc. Une trève de quelques mois fut conclue, en outre, pendant laquelle le nouveau duc de Bourgogne mit la dernière main à son œuvre de félonie et de trahison. Le 9 avril 1420, Philippe-le-Bon, conjointement avec la reine Isabeau, fit signer à Charles VI un acte par lequel ce roi, qui n'était plus au moral qu'un cadavre, accordait sa fille Catherine au roi d'Angleterre, instituait ce dernier son héritier, au préjudice du dauphin, et le nommait régent du royaume.

Cet acte préliminaire fut la base sur laquelle on rédigea le fameux traité de Troyes, qui n'en était que le développement. Une chose à laquelle on eût été loin de s'attendre, en considérant l'affreuse situation du royaume, et surtout l'ignoble condescendance des Bourguignons pour le roi d'Angleterre, c'est qu'il fut stipulé dans le traité de Troyes, si désastreux d'ailleurs pour nous, que le roi Henri serait tenu de gouverner d'après les conseils des nobles et des sages du royaume, et de maintenir la juridiction du Parle-

ment, ainsi que les droits et libertés des nobles, pairs, cités, villes et communautés de France. Henri V s'engagea, de son côté, à réduire toutes les villes et provinces qui étaient au pouvoir des Armagnacs, promettant de ne s'attribuer aucune de ces conquêtes, mais de les réunir toutes au royaume de France, la Normandie exceptée, laquelle ne devait y être réunie qu'à la mort de Charles VI. Pour couronner cette monstrueuse transaction, il fut convenu enfin que les deux royaumes formeraient désormais un seul et même empire, gouverné par un seul et même monarque, mais chacun selon ses lois et ses usages nationaux.

La misère était si grande en France, les populations avaient si cruellement souffert, qu'elles accueillirent le traité de Troyes comme un bienfait. La ville de Paris, surtout, où les deux factions d'Armagnac et de Bourgogne avaient tour à tour exercé leur tyrannie sanglante et impitoyable, adressa au ciel de ferventes actions de grâce, et écrivit au roi Henri pour le remercier des conditions qu'il lui plaisait d'accorder à la France. Notre malheureuse patrie en était réduite à baiser la main qui, toute dégoûtante encore du sang de ses plus nobles enfants, la chargeait de chaînes, et la marquait au front du sceau de l'ignominie.

Les états du royaume, convoqués à Paris le 6 décembre, acceptèrent solennellement le traité de Troyes, qui, dès lors, fut déclaré loi de la monarchie. Le roi d'Angleterre n'avait pas attendu cette acceptation, pour mettre à exécution la clause du traité, qui concernait la soumission des villes occupées par les Armagnacs. Le lendemain même de son mariage avec madame Catherine, qui fut célébré dans l'église de Saint-Jean, à Troyes, il alla, de concert avec le duc de Bourgogne, mettre le siége devant Sens et s'en empara ; il se rendit maître successivement de Montereau, Villeneuve-

le-Roi et Melun. La résistance de cette dernière ville fut si longue et si opiniâtre, qu'elle le tint occupé tout le reste de la campagne. Les forteresses de Paris, tels que le Louvre, le château de Vincennes, l'hôtel de Nesle et la Bastille Saint-Antoine, avaient été livrées par le duc de Bourgogne au roi Henri ; celui-ci les fit occuper par de bonnes garnisons, et nomma son frère, le duc de Clarence, capitaine de la ville. Ces précautions prises, il se hasarda à entrer dans la capitale de la France, traînant après lui l'infortuné Charles VI, la reine Isabeau et toute la cour, comme ces triomphateurs romains qui se faisaient suivre au Capitole d'un troupeau de captifs enchaînés.

Henri V et le duc de Bourgogne ne tardèrent pas, le premier à repasser en Angleterre avec sa nouvelle épouse, le second à se rendre en Flandre, où sa présence était nécessaire. En l'absence de ces deux grands ennemis de l'indépendance nationale, les Armagnacs reprirent le dessus. Le dauphin, depuis le meurtre de Jean-sans-Peur, parcourait toutes les provinces du Midi pour s'y faire des partisans, et avait réussi, grâce au concours actif du comte de Foix, à rattacher à sa cause l'importante province du Languedoc, dont les états réunis à Carcassonne, s'étaient hautement déclarés en sa faveur. Ses troupes, dans le Nord, ravageaient le Valois, le Beauvoisis, le Vermandois et jusqu'au Cambrésis. Un de ses lieutenants, le bâtard de Vaurus, qui commandait à Meaux, répandait la terreur jusqu'aux portes de Paris. Mais c'était surtout dans le Perche et dans l'Anjou que ses armes obtenaient de notables avantages. Là, une bataille rangée fut gagnée sur les Anglais par le maréchal de Lafayette, aidé du brave comte de Buchan, qui avait amené au secours du dauphin une troupe d'Ecossais. Les Anglais étaient commandés par le duc de Clarence en per-

sonne, lequel, avant de quitter Paris, qu'il ne devait plus revoir, en avait confié la garde au duc d'Exeter.

La victoire d'Azincourt avait inspiré une telle confiance aux Anglais, que, sans se rendre exactement compte des causes qui leur avait fait gagner cette bataille, ils chargèrent les Français, à Baugé, sans attendre leurs archers qui étaient restés en arrière. L'extrême habileté de ces derniers était si bien ce qui avait fait triompher Henri V à Azincourt, comme Edouard III à Crécy, et le prince noir à Poitiers, que le duc de Clarence et ses hommes d'armes, réduits à eux-mêmes et malgré des prodiges de valeur, essuyèrent une sanglante défaite. Le duc de Clarence fut tué, ainsi que lord Ros et Gilbert d'Amfreville. Les comtes de Suffolk et de Sommerset tombèrent au pouvoir des Français. Trois mille Anglais restèrent sur le champ de bataille.

L'effet moral de la victoire de Baugé fut immense. Elle accéléra puissamment le mouvement de répulsion qui déjà se manifestait de toutes parts contre les Anglais. Ces orgueilleux insulaires s'étaient rendus odieux et insupportables à toutes les classes de la population en France. On ne voyait plus en eux que des tyrans sans entrailles, sans pitié, dont les violences et les fureurs faisaient presque oublier celles des Bourguignóns et des Armagnacs. La misère et les souffrances du peuple, bien loin de diminuer, comme le traité de Troyes en avait fait concevoir l'espoir, n'avaient fait que s'accroître avec une effrayante rapidité. Chaque jour on établissait de nouveaux impôts, chaque jour les monnaies subissaient de nouvelles variations, en sorte que personne ne savait ni ce qui lui était dû ni ce qu'il devait lui-même. La plainte n'était même plus permise : on perçait la langue à quiconque avait l'insolence de faire entendre le moindre murmure. Et, pour comble de maux, une

maladie épidémique, causée par l'extrême détresse du peuple, exerçait les plus affreux ravages.

Le roi d'Angleterre, à la nouvelle du désastre de Baugé, de la mort de son frère, le duc de Clarence, et de la réaction menaçante qui s'opérait en France contre la domination anglaise, se hâta de revenir sur le continent avec une nouvelle armée de trente mille hommes. Il débarqua à Calais, le 11 juin 1421. Son bonheur ordinaire l'accompagna partout. A son approche, le dauphin qui assiégeait Chartres, se retira une seconde fois dans le Midi. Le duc de Bourgogne remporta sur les Armagnacs la victoire de Mons en Vimeu, qui fut très vivement disputée. Dreux, Beaugency, Rougemont et quelques autres forteresses, furent prises par les Anglais. Meaux, enfin, après un siége de huit mois, se rendit à eux. Ils soumirent ainsi toutes les provinces septentrionales du royaume, à l'exception du Maine et de l'Anjou; mais toutes les fois que les gens d'outre-mer ou les Bourguignons voulurent franchir la Loire et porter la guerre dans les provinces du midi, les armes du dauphin obtinrent l'avantage sur eux, et les repoussèrent vigoureusement.

La levée du siége de Cosne, sur la Loire, que le dauphin investissait en personne, fut le dernier succès de Henri V. Ce roi mourut d'une fistule, à Vincennes, le 31 août 1422. Il n'était âgé que de trente-quatre ans et en avait régné dix. Avant de rendre le dernier soupir, il recommanda le fils unique que lui avait donné Catherine de Valois, et qui n'était âgé que de neuf mois, au duc de Bedford, son frère, auquel il laissa la régence de France. « A moins, dit-il, que notre frère de Bourgogne ne l'ambitionne pour lui-même; car, sur toutes choses, je vous conjure de n'avoir aucune dissension avec lui. S'il arrivait, par malheur, et Dieu nous

en préserve, quelque malveillance entre vous et lui, les affaires de ce royaume, qui semblent fort avancées pour nous, deviendraient mauvaises. Recommandez ceci bien expressément à mon frère, le duc de Glocester, à qui je laisse le gouvernement d'Angleterre; dites-lui que, pour quelque motif que ce soit, il n'en sorte point, et ne vienne jamais en France. » C'est à son cousin, le comte de Warwick, que Henri V confia l'éducation de son fils, tout en recommandant au duc de Bedford de surveiller et de visiter souvent cet enfant précieux sur la tête duquel reposait de si grandes destinées.

Les obsèques de Henri V furent magnifiques. Son corps, après avoir été momentanément déposé à Saint-Denis, fut transporté en Angleterre avec un appareil extraordinaire. Conformément aux dernières volontés du monarque défunt, la régence de France fut offerte par le duc de Bedford au duc de Bourgogne, qui la refusa, et, en cela, fit preuve de sagesse; car, dans la position extrêmement fausse et difficile où il s'était placé, ce qu'il avait de mieux à faire c'était de s'effacer constamment devant l'orgueil britannique, qui ne lui eût pas pardonné ses prétentions au rang suprême.

Le 21 octobre de la même année, Charles VI expira dans son hôtel de Saint-Paul, à Paris, sans que sa mort produisît la moindre sensation, si ce n'est parmi le peuple qui s'en allait pleurant dans les rues, et disant : « Ah ! cher prince, jamais nous n'en aurons un si bon que toi; jamais plus nous te verrons; maudite soit ta mort; puisque tu nous quittes, nous n'aurons jamais que guerres et malheurs. Toi, tu t'en vas au repos; nous demeurons dans la tribulation et la douleur; nous semblons faits pour tomber dans la détresse où étaient les enfants d'Israël durant la captivité de Babylone. » Cette douleur, ces gémissements du peuple de France à la mort

de l'infortuné Charles VI, ne sont-ils pas une preuve touchante que les masses, à cette époque de notre histoire, considéraient la royauté comme leur sauve-garde contre tous les genres d'oppression, aussi bien contre celle des envahisseurs d'outre-mer, que contre celle non moins dûre et non moins intolérable des hauts barons?

La détresse des finances était si grande que l'on fût obligé de vendre les meubles du roi pour subvenir aux frais de ses funérailles. Aucun prince français, pas même le duc de Bourgogne, n'y assista. Ce fut le duc de Bedford qui conduisit le deuil, à la grande confusion des bons et loyaux Français, qui regardèrent comme un dernier outrage à la dignité de leur pays, à la nationalité française, qu'un étranger présidât aux obsèques du roi de France.

CHAPITRE III.

—

1422.—1461.

SOMMAIRE. — Avènement de Charles VII. — Situation des choses en France. — Batailles de Crevant et de Verneuil. — Grave différent entre les ducs de Glocester et de Bourgogne. — Les Anglais et les Français se battent sur presque tous les points de la France. — Alternative de revers et de succès. — Siége d'Orléans par les Anglais. — Journée des Harengs. — Apparition de Jeanne d'Arc. — Elle fait lever le siége d'Orléans. — Ses exploits. — Elle conduit Charles VII à Reims pour le faire sacrer. — Conquêtes de Charles VII dans l'Ile de France. — Jeanne d'Arc tombe au pouvoir des Anglais. — Son procès et sa mort. — Trève entre Charles VII et le duc de Bourgogne. — Revers des Anglais. — Congrès d'Arras. — Mort du duc de Bedford. — Paix d'Arras entre le duc de Bourgogne et le roi de France. — Les Français reprennent Paris. — Siége et prise de Montereau par Charles VII. — Négociations infructueuses pour la paix. — Le connétable de Richemont s'empare de Meaux. — Création de quinze compagnies d'ordonnance. — Succès de Charles VII contre les Anglais et contre ses sujets révoltés. — Trève de deux ans entre la France et l'Angleterre. — Discordes civiles dans ce dernier pays. — Conquêtes de la Normandie et de la Guyenne sur les Anglais. — Tentative de Talbot pour reprendre cette dernière province. — Sa défaite et sa mort. — Démence du roi d'Angleterre Henri VI. — Descente des Français en Angleterre — Hostilités des maisons d'Yorck et de Lancastre. — — La guerre entre la France et l'Angleterre se poursuit avec une extrême tiédeur. — Mort de Charles VII.

Tandis que le duc de Bedford faisait proclamer à Paris son jeune neveu, roi de France et d'Angleterre, sous le nom de Henri VI, le dauphin, qui était à Mehun-sur-Yèvres, en Berry, prenait le titre de roi de France, sous le nom de Charles VII. Il se rendit ensuite à Poitiers et s'y fit couronner. Les Anglais, par dérision, le nommaient le roi de Bourges ; mais pour tous les bons Français, ce prince fut désormais le légitime héritier de Charles VI, le seul et véritable roi de France.

La première ordonnance que rendit Charles VII, et qui porte la date de Mehun-sur-Yèvres, eut pour objet la réforme des tribunaux, ce qui annonçait, chez le nouveau roi, l'intention de mettre un terme à l'affreuse anarchie qui désolait le royaume. Le duc de Bedford ne voulut pas se montrer moins jaloux de rétablir l'ordre et la tranquillité dans un pays que les discordes civiles et l'invasion étrangère avaient si profondément bouleversé ; il publia plusieurs règlements dont le but était de remédier à l'altération des monnaies ; il confirma les priviléges des bouchers de Paris qui, par la puissance de leur organisation, exerçaient une influence à peu près sans bornes dans la capitale, et étaient plus à même que personne de maintenir cette grande cité sous l'obéissance anglaise ; enfin, il prit diverses mesures qui toutes étaient dictées par le vif désir de se populariser, de faire aimer son administration, et d'implanter à tout jamais, dans le sol français, le drapeau de la vieille Angleterre.

A l'époque de la mort de Henri V et de Charles VI, la France était divisée en deux portions à peu près égales, dont l'une, au nord de la Loire, était soumise aux Anglais, à l'exception toutefois d'un certain nombre de places dans la Picardie, le Vexin, le Ponthieu et la Champagne, qui appartenaient encore aux Armagnacs ; et dont l'autre, au sud de ce grand fleuve, avait conservé toute son indépendance. Cette dernière se composait du Berry, du Bourbonnais, de l'Auvergne, du Poitou, de la Saintonge, du Limousin, du Dauphiné, et du Languedoc. En outre, le Maine et l'Anjou, domaines de la maison de Sicile, étaient attachés à la cause de Charles VII. Son étendard flottait sur les murailles de deux villes très importantes, Blois et Orléans, d'où ses troupes faisaient de fréquentes irruptions dans la Beauce, et venaient

surprendre des châteaux et des forteresses jusque dans les environs de Paris. Enfin, deux lieutenants du nouveau roi, Bernard d'Armagnac et le sire de Grollée, bailli de Lyon, avaient envahi le Charolais à la tête d'une armée considérable et faisaient trembler toute la Basse-Bourgogne.

La cause de Charles VII, comme on le voit, était loin d'être désespérée encore. Si ce jeune monarque avait eu à vingt ans l'activité et la résolution qu'il montra à quarante, il est certain que les Anglais ne seraient pas restés si longtemps possesseurs d'une moitié de notre belle patrie; mais Charles VII était amoureux du plaisir et du repos; son indolence, sa mollesse, lui rendaient insupportable tout travail du corps ou de l'esprit. Il n'était heureux que dans la société de ses maîtresses, avec lesquelles il dépensait le peu de vigueur qu'il avait reçu de la nature. Du reste, il était plein de bienveillance et de bonté pour tous ceux qui l'entouraient; on l'aimait, tout en déplorant sa nonchalance et sa faiblesse. Mais parfois le mépris se mêlait à l'affection qu'on lui portait, quand on venait à songer que cette faiblesse, que cette nonchalance, étaient si fatales à la France.

La situation des Anglais, dans notre pays, n'était pas brillante. Depuis la mort du roi Henri, les affaires étaient devenues chaque jour plus difficiles pour eux. Ils avaient découvert à Paris une conspiration dont le but était de les expulser de cette ville; ce qui rendait cet événement plus grave encore, c'est que les conspirateurs appartenaient à la classe bourgeoise, qui s'était toujours montrée favorable aux Anglais. Le duc de Bedford, effrayé de ce réveil de l'esprit national, fit périr dans les supplices tous ceux qu'il put saisir; néanmoins, le chef de la conspiration, Michel Lailler, parvint à s'échapper. Non content de cette sanguinaire répression, le régent anglais exigea de tous les habi-

tants de Paris, sans acception de rang ni de fortune, le serment de lui obéir en toutes choses et de faire le plus de mal possible à Charles VII et à ses partisans. Ce serment fut prêté, puisqu'il n'y avait pas moyen de faire autrement, mais il le fut à contre-cœur par le plus grand nombre des Parisiens.

Cette désaffection croissante du peuple de France à l'égard des dominateurs d'outre-mer, n'était pas le seul danger contre lequel ceux-ci eussent à se prémunir; l'alliance du duc de Bourgogne, cette alliance si précieuse à laquelle ils devaient la plupart de leurs succès, ne tenait plus qu'à un fil. Philippe-le-Bon était mécontent des Anglais qui, malgré les grands services qu'il leur avait rendus, avaient, en plusieurs circonstances, blessé sa juste susceptibilité, et porté gravement atteinte à ses droits. Le duc de Savoie, oncle du duc de Bourgogne, faisait d'actives démarches auprès de ce dernier pour l'amener à un accommodement avec Charles VII; si ces démarches venaient à réussir, c'en était fait de la puissance anglaise de ce côté-ci de la Manche, les envahisseurs n'avaient plus qu'à repasser honteusement le détroit.

Ce n'est pas ce qu'entendait le duc de Bedford. Ce prince comprit alors toute la sagesse des conseils que lui avait donnés en mourant son frère Henri V. Dans la vue de resserrer l'alliance de l'Angleterre avec le duc de Bourgogne, il demanda en mariage à celui-ci une de ses sœurs, madame Anne de Bourgogne. Philippe la lui accorda, et se montra flatté d'une union qui le rendait beau-frère du prince le plus puissant de l'Europe occidentale. En effet, le duc de Bedford n'était pas seulement régent de France, il l'était encore du royaume d'Angleterre; le parlement britannique n'avait pas voulu admettre le duc de Glocester pour régent,

ainsi que le roi Henri en avait disposé à sa mort; il avait décerné ce titre au duc de Bedford, et avait nommé le duc de Glocester son lieutenant, mais pendant son absence seulement.

A l'occasion du mariage d'Anne de Bourgogne avec le duc de Bedford, et d'un autre mariage non moins important, celui de madame de Guyenne, autre sœur de Philippe-le-Bon, avec le comte de Richemont, frère du duc de Bretagne, une triple alliance fut conclue à Amiens entre le duc de Bedford, le duc de Bourgogne et le duc de Bretagne. Les trois ducs, pour le plus grand bien du roi Henri VI, leur seigneur, de ses royaumes de France et d'Angleterre, ainsi que de leurs propres sujets, jurèrent de vivre entre eux comme frères, parents et bons amis. En outre, il fut convenu que si l'un des trois contractants avait besoin du secours des deux autres, ceux-ci seraient tenus de lui fournir chacun cinq cents hommes d'armes ou de trait, et même un plus grand nombre de soldats, si le cas l'exigeait.

Ce triple traité, par lequel les trois princes s'engagèrent aussi à employer toute leur puissance à rétablir la paix et la tranquillité dans le royaume, était le coup le plus rude que l'on pût porter au jeune roi Charles VII. A peine fut-il conclu, que les Anglais, ayant repris courage, attaquèrent et emportèrent un grand nombre de villes et de forteresses, et isolèrent complètement les garnisons françaises, qui tenaient encore en Champagne et en Picardie. de la ville de Bourges que l'on considérait comme le centre du gouvernement de Charles VII. Il fut résolu dans le conseil du roi qu'un grand effort serait tenté pour rétablir cette importante communication, et que l'on commencerait par s'emparer de la forteresse de Crevant, située sur la rive droite de l'Yonne, entre Auxerre et Avallon. Cette place avait été enlevée déjà par

le Bâtard de la Baume; mais comme il n'avait que fort peu de monde avec lui, les Bourguignons l'avaient reprise presque aussitôt; il s'agissait de la leur arracher une seconde fois.

L'armée royale, qui se composait de trois mille Écossais, aux ordres du connétable Jean-Stuart, et de trois fois autant de Français, auxquels s'étaient joints beaucoup de Lombards, de Gascons et d'Aragonais, le tout commandé par le maréchal de Severac, marcha rapidement sur Crevant, dans l'espérance que cette forteresse ne serait pas secourue à temps. Le siége en fut poussé avec une extrême vigueur; les assiégés se trouvaient réduits aux dernières extrémités de la famine, lorsqu'une armée combinée d'Anglais et de Bourguignons arriva à leur secours. Les comtes de Suffolk et de Salisbury, qui commandaient les gens d'outre-mer, et le maréchal de Toulongeon, qui conduisait ceux de Bourgogne, publièrent, au moment de la jonction des deux armées, un règlement sévère pour empêcher les soldats des deux nations de se quereller et d'en venir aux mains, tant il y avait déjà de jalousie et de haine entre eux.

Avant d'engager le combat, les chefs de l'armée combinée intimèrent l'ordre à leurs soldats de ne pas faire de prisonniers, et les prévinrent que tout Anglais ou Bourguignon qui se laisserait aller à la pitié, serait, à l'instant même, mis à mort. Les deux armées ennemies furent en présence le 1er juillet 1423. L'Yonne les séparait; elles ne pouvaient s'attaquer que par le pont de Coulange-la-Vineuse, dont les Français étaient maîtres, et qu'ils avaient soigneusement barricadé. Les Anglais et les Bourguignons firent pendant trois heures les plus grands efforts pour forcer ce pont que les troupes de Charles VII défendirent avec une brillante valeur. L'avantage serait resté à ces derniers, si la gar-

nison de Crevant n'était venue les charger en queue, et n'avait mis un tel désordre dans leurs rangs qu'elles lâchèrent pied et prirent la fuite. Les Écossais tinrent bon quelque temps encore, et périrent presque tous glorieusement.

La principale armée de Charles VII fut détruite dans cette bataille, et, ce qu'il y eut de non moins désastreux pour lui, c'est que toute communication se trouva interrompue entre les provinces du Nord, où son autorité était encore reconnue, et celle du Midi, qui étaient le centre de sa puissance. Il en résulta de nombreux échecs pour ses armes pendant la suite de la campagne.

Le jeune monarque ne perdit pas courage. Des renforts considérables lui arrivèrent d'Écosse sous les ordres du comte Douglas qu'il créa, en récompense, duc de Touraine, et lieutenant-général de tout le royaume pour le fait de la guerre. Le comte de Buchan était déjà connétable de France. Ces hautes dignités étaient la digne rémunération des services éminents que les chefs écossais avaient rendus à Charles VII ; mais elles faisaient murmurer les seigneurs français. La haine que ces derniers portaient aux Écossais, parce que le roi les comblait de faveurs, fut une des principales causes de la perte de la bataille de Verneuil.

Cette action eut lieu le 17 août 1424. Le comte Douglas et les autres capitaines d'Écosse étaient d'avis de livrer bataille aux Anglais ; le vicomte de Narbonne, le comte d'Aumale et le maréchal de la Fayette, chefs de l'armée française, soutenaient qu'il fallait au contraire éviter tout combat, et se borner à faire des siéges. Cette divergence d'opinions mit de l'indécision et du décousu dans les opérations de l'armée combinée de France et d'Écosse. Cependant cette armée se présenta devant Ivry, en Normandie, pour en faire lever le siége aux Anglais que commandait

le duc de Bedford en personne. Le régent occupait une position si avantageuse que les Français et les Écossais ne crurent pas devoir l'attaquer, et s'éloignèrent. La garnison d'Ivry, ayant perdu alors tout espoir d'être secourue, capitula.

Les Français, pour se dédommager de la perte de cette place, résolurent de s'emparer de Verneuil, situé à trois lieues d'Ivry. Mais comme ils n'avaient pas le temps de l'assiéger dans les règles, ils eurent recours à un stratagème qui obtint plein succès; ils firent savoir à la garnison qu'ils venaient de remporter une victoire complète sur l'armée anglaise. La garnison ajouta foi à cette fausse nouvelle, eut peur pour elle-même, et se rendit.

Le duc de Bedford forma aussitôt la résolution de reprendre Verneuil à force ouverte et malgré l'armée française, qui, de son côté, se prépara à défendre vivement sa conquête. Les hommes d'armes des deux nations mirent pied à terre; seulement deux mille cavaliers français, commandés par Saintraille et La Hire, reçurent l'ordre d'aller attaquer les Anglais par derrière. Le régent avait couvert le front et les flancs de son armée d'une nuée d'archers, retranchés derrière de longs pieux plantés en terre, la pointe inclinée vers l'ennemi.

Les deux armées brûlaient d'en venir aux mains et de se baigner dans le sang l'une de l'autre. Le comte Douglas était d'avis que l'on attendît l'attaque au lieu de la commencer, et il avait fait ses dispositions en conséquence; mais le vicomte de Narbonne, plein d'une impatiente ardeur, entraîna toute l'armée, aux cris de « Montjoie! Saint-Denis! » Lorsque les Français arrivèrent sur les Anglais, ils étaient las déjà, et en désordre. Néanmoins ils chargèrent avec beaucoup de résolution, et l'on combattit de part

et d'autre pendant plus de trois heures avec une égale bravoure, un égal acharnement. On ne savait encore à laquelle des deux armées resterait la victoire, lorsque deux mille archers, que le duc de Bedford avait commis à la garde de ses bagages, vinrent se mêler à la bataille, et firent pencher l'avantage du côté des Anglais. Les chevaliers de France et d'Écosse firent des prodiges de valeur pour rétablir le combat; mais ils ne purent que vendre chèrement la victoire aux Anglais, qui perdirent beaucoup de monde. Comme à Azincourt, à Poitiers, à Crécy, la noblesse de France fit des pertes immenses. Les comtes d'Aumale, de Tonnerre et de Ventadour, les sires de Roche-Baron et de Gamaches, et une multitude d'autres furent au nombre des morts. Le vicomte de Narbonne, qui, par sa fougue imprudente, avait causé la perte de la bataille, périt également. Les Anglais tranchèrent la tête à son cadavre et le suspendirent à un gibet, parce qu'il avait été un des meurtriers de Jean-sans-Peur. Plusieurs chevaliers, entre autres les sires de Maucourt et de Longueval, qui avaient abandonné le parti anglais, se trouvant au nombre des prisonniers, furent décapités. Du reste, les prisonniers n'étaient pas nombreux, c'est à peine s'il y en avait deux cents; le duc de Bedford avait expressément recommandé à ses soldats de ne faire aucun quartier aux Français ni aux Écossais; ce ne fut qu'à la fin de la bataille, et lorsque les Anglais, épuisés de fatigue, ne pouvaient plus lever le bras pour frapper, qu'ils accordèrent la vie à ceux qui survivaient au massacre général.

Nos braves alliés d'Écosse ne furent pas moins maltraités. Le comte de Buchan, connétable, le comte Douglas, messire Jacques, son fils, et beaucoup d'autres Écossais, succombèrent glorieusement pour la cause de la France. Après cette victoire signalée, le duc de Bedford reprit Ver-

neuil; puis il congédia son armée, et revint à Paris où une nouvelle conspiration contre la domination étrangère venait d'être découverte.

Les affaires de Charles VII étaient dans le plus déplorable état. Ses gentilshommes les plus dévoués, ses défenseurs les plus intrépides, avaient péri à Verneuil. Heureusement, le duc de Bedford, occupé à contenir Paris, et assiégé de mille inquiétudes, ne songea pas à tirer parti de sa victoire. Si, dans ce moment, au lieu de licencier ses troupes, il eût porté la guerre au Sud de la Loire, probablement le roi Charles aurait été obligé de subir ses conditions. Il ne restait à ce dernier qu'une seule planche de salut, c'était une trève qui lui permît de se reconnaître et de remettre sur pied une nouvelle armée. Grâce à la médiation du duc de Savoie, une suspension d'armes de cinq mois fut signée à Chambéry entre les ambassadeurs du roi de France et ceux du duc de Bourgogne. Cet armistice ne fut pas le seul événement heureux dont Charles VII, dans sa triste fortune, eut à s'applaudir; il en survint un autre qui eut une portée incalculable, et qui contribua, autant que plusieurs batailles gagnées, à faire sortir notre infortunée patrie de l'abîme de douleurs où elle se débattait saignante et épuisée; nous voulons parler de la brouille fameuse du duc de Bourgogne et du duc de Glocester; ce fut l'acheminement à une rupture plus grande que toute l'habileté du duc de Bedford fut impuissante à conjurer.

Jacqueline de Bavière, comtesse de Hainaut, de Hollande, de Zélande et de Frise, et veuve d'un dauphin de France, avait épousé en secondes noces le jeune duc de Brabant, cousin germain du duc de Bourgogne. Bientôt ce mariage lui devint insupportable, et, sous prétexte qu'il n'avait pas été consommé, elle en demanda l'annulation à la

cour de Rome. Sans attendre la réponse du pape, Jacqueline se sauva en Angleterre, où, ayant plu au duc de Glocester, celui-ci l'épousa. Non content de prendre la femme du duc de Brabant, Glocester réclama impérieusement le Hainaut et les autres possessions de Jacqueline. Malgré les conseils et les instances du duc de Bedford, qui prévoyait de grands malheurs, le duc de Glocester débarqua à Calais avec cinq mille hommes, marcha sur le Hainaut et s'en empara.

Le duc de Bourgogne, héritier du duc de Brabant, ne put voir cette agression sans un extrême déplaisir. Il se hâta d'envoyer des troupes à son cousin, et une guerre cruelle s'engagea entre les Anglais et les Bourguignons. Les deux ducs se défièrent même en combat singulier, mais la rencontre n'eut pas lieu.

On comprend qu'un différend aussi sérieux compromettait gravement l'alliance du duc Philippe et de l'Angleterre. Le duc de Bedford, dont tous les calculs, dont toutes les mesures, étaient dérangés par ce contre-temps fâcheux, s'entremit activement pour opérer une réconciliation entre les deux adversaires, mais ses efforts restèrent sans résultat. Cet embarras ne fut pas le seul que le caractère emporté et imprudent du duc de Glocester suscita au gouvernement anglais; ses querelles avec l'évêque de Winchester troublèrent le royaume qu'il était chargé d'administrer, et le duc de Bedford, malgré le mauvais état de ses affaires en France, fut contraint de passer en Angleterre pour y rétablir le calme et le bon ordre.

Cette absence du régent fut on ne peut plus avantageuse à Charles VII, qui avait déjà su mettre à profit l'inaction à laquelle étaient condamnés les Anglais par suite de la discorde du duc de Glocester et du duc de Bourgogne. Ces in-

solents étrangers étaient en horreur à tout le monde ; c'est à eux qu'on attribuait tous les maux qui désolaient la France. La plupart des seigneurs qui avaient eu l'insigne faiblesse de se ranger de leur parti, les abandonnaient en foule, ne pouvant supporter leur arrogance et le mépris qu'ils affichaient pour tout ce qui était Français. De ce nombre fut le comte de Richemont, frère du duc de Bretagne, qui, se sentant des talents pour la guerre, s'éloigna d'eux, parce qu'ils lui refusèrent un commandement dans leur armée. Charles VII s'empressa de lui offrir la charge de connétable, que la mort du comte de Buchan laissait vacante ; le comte de Richemont l'accepta avec l'agrément du duc de Bourgogne, son beau-frère et son ami. En recevant les insignes de cette haute dignité, au mois de mars 1425, le comte exigea que les assassins de Jean-sans-Peur, entre autres Tannegui Duchâtel, fussent chassés des conseils du roi. On lui en fit la promesse formelle, et on l'exécuta quelque temps après, malgré la vive résistance des vieux Armagnacs qui ne pouvaient se résoudre à lâcher les rênes du pouvoir.

L'éloignement des meurtriers de Jean-sans-Peur aplanissait singulièrement les difficultés qui s'étaient opposées jusqu'alors à la réconciliation du duc de Bourgogne et de Charles VII. Néanmoins cette réconciliation tant désirée, qui devait rétablir la paix dans le royaume, et l'affranchir du joug étranger, ne s'effectua pas tout d'abord. Les choses n'étaient pas mûres encore pour une pacification générale. Les esprits avaient été trop profondément divisés pour qu'ils passassent tout d'un coup d'une extrême divergence, d'une extrême hostilité, à la concorde, au bon accord, à l'harmonie. Il fallait une transition, les Anglais se chargèrent de l'opérer en travaillant, par un redoublement de tyrannie, à se

rendre de plus en plus impopulaires, et à faire désirer plus ardemment encore aux populations le retour du gouvernement légitime.

Lorsque l'on eut donné pleine et entière satisfaction aux exigences du comte de Richemont, ce prince se mit en mesure de rassembler une armée assez nombreuse, assez vaillante, pour rétablir Charles VII sur son trône. Non seulement il amena au secours du roi ses hommes d'armes de Bretagne, mais toute la noblesse de Poitou, d'Auvergne, de Berry, de Rouergue, qui se rangea autour de lui avec empressement et enthousiasme. En même temps, il réconcilia son frère avec le roi de France; c'était une première brèche faite au traité d'Amiens par lequel les trois ducs de Bedford, de Bourgogne et de Bretagne, s'étaient ligués contre Charles VII.

Malgré l'expulsion de Tannegui Duchâtel et des autres Armagnacs, la puissance du nouveau connétable était loin encore d'être solidement assise. Maître du roi et de la cour quand il était présent, son pouvoir déclinait dès qu'il s'éloignait. Le sire de Giac, chef du conseil, était son ennemi secret. Ce premier ministre forma un parti contre lui et contre l'alliance de Bourgogne, et poussa la haine contre le comte de Richemont, jusqu'à faire échouer le siége de Saint-James de Beuvron, entrepris par lui, en retenant l'argent destiné à payer ses hommes d'armes. Le connétable se vengea de cette trahison en faisant tuer le sire de Giac. C'était empiéter de la manière la plus flagrante sur la prérogative du roi qui seul avait droit de vie et de mort sur ses sujets. Charles n'eut pas la force de réprimer l'audace du connétable, et tout fut dit. Un nouveau ministre, nommé le Camus-de-Baulieu, remplaça le ministre assassiné, et ne tarda pas à périr comme lui victime du ressentiment du conné-

ble qui ne pouvait lui pardonner d'être plus puissant que lui. Richemont donna alors au roi pour favori et pour premier ministre le sire de la Trémoille, qui possédait toute sa confiance et qui la perdit plus tard comme ses deux prédécesseurs.

Ces fréquentes révolutions de palais, les intrigues sans nombre qui se nouaient et se dénouaient incessamment à la cour de France, paralysaient le courage des défenseurs de Charles VII, et entravaient les opérations militaires. Cependant le bâtard d'Orléans (1), si fameux depuis sous le nom de Dunois, et le brave la Hire, parvinrent à faire lever le siége de Montargis aux comtes de Warwick et de Suffolk, et leur tuèrent quinze cents hommes. Ce succès releva un peu les affaires du roi de France. Mais la pénurie du trésor était toujours si grande que, pour payer les hommes d'armes et leurs capitaines, le connétable se vit obligé de mettre ses joyaux en gage. La déroute de Montargis fut un avertissement pour les Anglais qu'ils n'étaient pas invincibles, et que toutes les fois que les Français agiraient avec ensemble et vigueur ils obtiendraient l'avantage sur eux. Bedford en tira cette induction, qu'il était plus urgent que jamais de resserrer son alliance avec le duc Philippe, et même de regagner les bonnes grâces du duc de Bretagne. Il travailla si bien auprès de ce dernier qu'il le détacha du roi de France, et lui fit jurer une seconde fois le traité de Troyes. Le comte de Richemont demeura fidèle à Charles VII. Mais celui-ci, qui n'avait de volonté que celle que lui suggérait son entourage, bannit le connétable de sa cour, sans égard pour son dévouement et pour ses services, et uniquement

(1) Il était fils naturel du duc d'Orléans assassiné par les ordres du duc de Bourgogne.

parce que son favori, le seigneur de la Trémoille, redoutait l'ascendant du comte, et craignait pour lui-même un sort semblable à celui du sire de Giac et du Camus-de-Beaulieu.

Les hostilités s'engagèrent entre la Trémoille et le connétable ; deux princes du sang, les comtes de Clermont et de la Marche, prirent parti pour ce dernier. Le comte de Richemont conjura inutilement le duc de Bourgogne de faire la paix et d'unir leurs efforts pour arracher le roi à la tutelle de la Trémoille. Ces déchirements intérieurs livraient en quelque sorte le royaume à la discrétion des Anglais, qui comprirent que le moment était arrivé de porter un grand coup à la cause chancelante et presque désespérée de Charles VII.

Dans ce but, ils firent venir d'outre-mer une nouvelle armée, commandée par le comte de Salisbury, l'un des meilleurs capitaines de l'Angleterre. A cette armée se joignirent divers corps, dont les principaux chefs étaient le comte de Suffolk, lord Scales et Talbot. En peu de temps ces forces considérables eurent réduit toutes les villes et forteresses de la Beauce et de la rive droite de la Loire, telles que Nogent-le-Roi, Janville, Meung-sur-Loire, le Puiset, Toury, Beaugency, Marchenoir, Rambouillet, Chartres, Pithiviers, Montpipeau, Sully, la Ferté-Hubert, et enfin l'importante cité du Mans. Le 12 octobre 1428, l'armée anglaise ayant franchi la Loire, alla mettre le siége devant la grande et forte ville d'Orléans, du côté du Midi.

Une effroyable confusion régnait dans cette partie du royaume, qui reconnaissait encore nominalement l'autorité de Charles VII. Les troupes, découragées par tant de défaites, n'opposaient presque plus de résistance aux Anglais, et se rendaient à eux du plus loin qu'elles les voyaient.

L'argent était si rare que le trésorier Renault de Bouligny disait qu'il n'y avait pas quatre écus « Tant dans la pécune du roi que dans la sienne (1). » Ajoutez à cela l'insubordination des seigneurs qui tranchaient du souverain, et ne reconnaissaient plus aucune autorité, aucun frein; pour comble de calamité, la famine, la misère, les maladies ravageaient les contrées baignées par la Loire, et achevaient de porter le désespoir dans l'âme des populations.

Dans cette crise suprême, si l'on vit trop souvent les princes du sang et les grands seigneurs trahir leurs devoirs envers la royauté malheureuse, on vit aussi les simples gentilshommes et le peuple faire preuve d'une admirable fidélité à celui en qui se résumait alors la nationalité, la patrie. Ils accouraient du fond des provinces, sans être appelés, pour servir leur roi, pour lui faire un rempart de leurs corps, et comme ils savaient que Charles était pauvre, c'était gratuitement qu'ils versaient leur sang pour sa cause,

La nouvelle de l'investissement d'Orléans par les Anglais, causa, d'un bout à l'autre du royaume, un long frémissement d'indignation et de colère. Orléans était le dernier boulevart de l'indépendance nationale. Cette ville prise, les Anglais se répandaient comme un torrent dans les provinces d'outre-Loire, et il ne restait plus au roi Charles qu'à se réfugier dans les montagnes de l'Auvergne ou dans celles du Dauphiné, pour y continuer la guerre comme un chef de partisan. Dans la prévision que le siége d'Orléans serait entrepris, le sire de Gaucourt avait été nommé gouverneur de la ville, et une foule d'intrépides chevaliers, entre autres le bâtard d'Orléans, Saintraille, la Hire, le sire de Villars,

(1) Charles VII était réduit au plus strict nécessaire. Un jour que deux de ses plus vaillants capitaines, La Hire et Saintraille, vinrent le voir, il ne put leur donner à dîner que deux poulets et une queue de mouton.

le sire de Guitry, Pierre de la Chapelle, s'y étaient renfermés avec quinze ou seize cents hommes d'élite. De toutes les provinces restées libres on envoya des secours en hommes, en argent, en vivres, à la ville assiégée. Les états-généraux, réunis à Chinon, votèrent une somme de quatre cent mille francs pour le même objet. Mais ce fut surtout l'héroïque population d'Orléans qui, dans cette occasion, déploya le plus de zèle, et se soumit aux plus onéreux sacrifices. Les habitants se taxèrent volontairement à une somme que beaucoup d'entre eux dépassèrent. Ils détruisirent le faubourg du Portereau, dans lequel l'ennemi aurait pu se loger, et rasèrent les vignes, les arbres, les jardins, dans un rayon de plus d'une lieue autour de leur ville.

Les premières attaques des Anglais furent repoussées avec une extrême vigueur. Leur but était de s'emparer du fort des Tournelles, qui assurait les communications de la ville avec la rive gauche. Après plusieurs assauts meurtriers, que les Français repoussèrent très courageusement, le fort fut abandonné aux Anglais; mais un autre plus redoutable avait été construit en arrière pendant que l'on défendait le premier, en sorte que l'ennemi se trouva aussi peu avancé qu'au début du siége. Le comte de Salisbury, désespérant alors d'emporter la place de vive force, résolut de l'entourer d'une ceinture de bastilles, et de la réduire par famine.

Les opérations des Anglais en étaient à ce point, lorsque leur général fut blessé mortellement d'un éclat de pierre qui lui emporta l'œil et une partie de la face. La même pierre tua derrière lui Thomas Sargrave. Salisbury se fit transporter à Meung-sur-Loire, et y mourut huit jours après, en recommandant à ses capitaines de ne se point décourager et de pousser vivement le siége.

Cette mort fut un véritable événement politique. Elle re-



monta le moral des assiégés que la perte du fort des Tournelles avait quelque peu troublés; elle fut regardée par tous les Français comme une juste punition du ciel pour tous les massacres, tous les pillages, toutes les profanations d'églises dont Salisbury avait chargé sa conscience. Les Anglais, au contraire, en furent consternés et attérrés; ils virent, dans le trépas de leur plus grand capitaine, une marque de la colère divine, un présage de leur ruine prochaine.

Le maréchal de Boussac et Jacques de Chabannes amenèrent aux assiégés un renfort considérable qui, en leur prouvant que la France ne les abandonnait pas, rendit à ces braves gens leur première ardeur, leur premier enthousiasme. Ce secours fut suivi de plusieurs autres non moins importants. Au commencement de janvier 1429, le sire de Culant pénétra dans la ville avec deux cents lances; peu de temps après, le comte de Clermont, à la tête d'un corps nombreux d'hommes d'armes, et Jean Stuart, avec ses Écossais, s'y jetèrent également. Enfin, ce qui acheva de porter la garnison à un chiffre formidable, fut l'arrivée dans Orléans du maréchal de la Fayette, de Guillaume d'Albret et de Guillaume Stuart, avec plus de deux mille hommes.

Le comte de Salisbury avait été remplacé à la tête de l'armée anglaise par le comte de Suffolk. Le nouveau général poussa le siége avec ardeur durant tout l'hiver, et ne laissa ni trève, ni repos aux assiégés. Ces derniers, aussi opiniâtres à la défense, que les Anglais l'étaient à l'attaque, fatiguèrent les assiégeants par de continuelles sorties. Afin de rendre leur résistance plus efficace, ils se déterminèrent à brûler tous les faubourgs de la rive droite, comme ils avaient fait du faubourg du Portereau. Cette cruelle extrémité fut jugée indispensable par les habiles dans l'art militaire.

Les assiégeants manquaient de vivres. Le duc de Bedford

fit partir de Paris un convoi de poisson salé, et notamment de harengs, pour nourrir l'armée anglaise durant le carême. Ce convoi était escorté par un corps de troupes considérable aux ordres de Jean Fastolf. Les Français résolurent de s'en emparer et, dans cette vue, se portèrent à sa rencontre au nombre de huit mille; une bonne partie de la garnison d'Orléans prit part à l'entreprise. De leur côté, les Anglais quittèrent en grand nombre les travaux du siége, pour aller au devant du secours qui leur arrivait. Un engagement eut lieu, dans lequel l'avantage resta aux gens d'outre-mer; ils avaient eu l'heureuse idée de se retrancher derrière leurs chariots, d'où ils accablèrent les Français d'une grêle de balles et de traits qui les mirent en déroute. On appela cette affaire la journée des harengs, parce que l'artillerie française ayant défoncé et brisé les barils qui contenaient ces poissons, le champ de bataille en fut tout couvert.

Cet échec découragea grandement les Français qui crurent que tout était perdu, et qui parlèrent même d'emmener Charles VII dans les provinces du Midi. La garnison et les habitants d'Orléans, surtout, se laissèrent aller au plus sombre désespoir. Ne pouvant se résoudre à ouvrir leurs portes aux ennemis implacables de leur pays, il imaginèrent de se placer sous la sauvegarde du duc de Bourgogne qui, du moins, était sorti du sang français, et députèrent vers lui Saintraille, accompagné de nobles et de bourgeois. Philippe accueillit favorablement cette ouverture, et se rendit à Paris pour en conférer avec le régent anglais. Celui-ci représenta au duc qu'il avait fait d'énormes sacrifices pour prendre Orléans, et qu'il n'était pas juste que cette ville échût à un autre, au moment où elle était près de se rendre (1). Le

(1) « J'aurais trop de regret, ajouta le régent, d'avoir battu les buissons pour qu'un autre prît les oiseaux. »

refus de Bedford fut accompagné de propos qui offensèrent le duc de Bourgogne, et allumèrent à tel point sa colère, qu'il éclata en vifs reproches contre le régent. En d'autres temps, Bedford aurait cherché à le calmer par d'affectueuses paroles ; mais depuis sa récente victoire, depuis que la ville d'Orléans était à toute extrémité, il se croyait maître de la France, et pensait n'avoir plus besoin de celui à qui les Anglais étaient redevables de tous leurs succès. En conséquence, il répondit aux reproches du duc Philippe par des reproches plus violents encore sur ses ménagements envers Charles VII, et sur ses dispositions à traiter avec lui. Le régent s'emporta jusqu'à dire « que le duc de Bourgogne pourrait bien s'en aller en Angleterre boire de la bière plus que son soûl. »

Le duc Philippe comprit alors qu'il fallait songer à sa sûreté. Il sortit de Paris, s'en retourna dans son duché, et envoya l'ordre à ses hommes d'armes et sujets de quitter sur le champ l'armée anglaise qui assiégeait Orléans ; ce qu'ils firent, dit le journal du siége, avec joie et de très grand cœur.

La position d'Orléans semblait désespérée, lorsqu'un événement inattendu, et qui, à cette époque d'enthousiasme religieux, prit, aux yeux de la multitude, tous les caractères d'un miracle, vint changer les choses de face. La fille d'un pauvre paysan, jeune, simple et animée de ce feu patriotique et divin qui brûle la poitrine des enfants du peuple, apparut tout-à-coup sur la scène politique et donna le signal de l'immense réaction qui précipita les Anglais hors du royaume, et rendit la France à son légitime souverain. Cette héroïne fameuse, cette vierge sans tache, cette guerrière intrépide dont le bras seul valait dix armées, c'était Jeanne-d'Arc.

Née à Greux, paroisse de Domremy, sur les confins de la

Lorraine, vers l'an 1409, Jeanne avait vingt ans environ lorsque, se sentant inspirée, et ayant vu en songe Saint-Michel, Sainte-Catherine, Sainte-Marguerite, qui lui commandèrent d'aller au secours du roi et de lui reconquérir tout son royaume, elle partit sous la conduite de deux gentilshommes, et, à travers mille dangers, arriva à Chinon où le roi Charles tenait alors sa cour.

On fit d'abord quelque difficulté de la laisser parler au roi; on la prenait pour une insensée. Mais elle insista tellement, et il y avait dans sa personne quelque chose de si extraordinaire, qu'on se décida enfin à la faire paraître devant Charles VII. Le roi, pour l'éprouver, ne se montra point dans le premier moment et se tint à l'écart. Mais Jeanne le reconnut tout d'abord, et, bien qu'il ne fût pas si richement vêtu que beaucoup de seigneurs qui étaient présents, elle s'agenouilla devant lui et embrassa ses genoux. « Ce n'est pas moi qui suis le roi, dit Charles : le voilà ; » Et en même temps il indiquait un des assistants. « Par mon Dieu, gentil prince, répondit Jeanne, c'est vous, et non autre. — Très noble seigneur dauphin, ajouta-t-elle, le roi des cieux vous mande par moi que vous serez sacré et couronné en la ville de Reims, et vous serez son lieutenant au royaume de France. »

Elle eut ensuite, seule avec le roi, une longue conversation dans laquelle elle lui dit de ces choses qui captivèrent entièrement son esprit. Subjugué par l'ascendant irrésistible de cette jeune fille, Charles, qui d'ailleurs était fort disposé à croire, avec toute la France, à une intervention surnaturelle en sa faveur, ne balança plus à lui accorder toute sa confiance. Vainement ses conseillers, et surtout le chancelier, cherchèrent-ils à lui inspirer de la défiance contre Jeanne qui, disaient-ils, pourrait bien être dépêchée

par le démon pour le perdre; Charles n'en accueillit pas moins cette sainte et courageuse vierge comme sa libératrice, comme une envoyée du ciel.

Il lui fit donner une armure complète, lui assigna un écuyer, deux pages, deux hérauts d'armes et un aumônier, et la fit partir pour Blois où se rassemblait une petite armée sous les ordres de plusieurs maréchaux. Jeanne avait promis d'introduire cette armée, avec un convoi de vivres, dans Orléans. Elle tint parole.

Le 28 avril 1429, elle quitta Blois, et arriva le lendemain devant les retranchements élevés en face d'Orléans, du côté du midi, par les Anglais. Ceux-ci, frappés d'épouvante, et croyant qu'ils allaient avoir toutes les puissances de l'enfer à combattre, avaient abandonné la bastille de Saint-Jean-le-Blanc, construite pour défendre les approches de la rive gauche de la Loire. Ne rencontrant aucun obstacle, Jeanne fit embarquer son convoi, et l'introduisit dans Orléans, où sa venue fut saluée du plus vif enthousiasme. Les habitants se crurent délivrés des Anglais, et n'eurent plus d'autre entretien que les paroles et les actions de la *Pucelle* (c'est ainsi qu'on la désignait le plus ordinairement).

Si l'apparition de Jeanne-d'Arc causa une sensation extraordinaire en France, elle n'en produisit pas une moins grande, quoique d'une autre nature, parmi les Anglais. Ils étaient étonnés et terrifiés, et se considéraient d'avance comme vaincus par cette fille merveilleuse. Jeanne avait écrit de Blois, à tous les généraux anglais, pour les sommer de rendre les clés de toutes les bonnes villes qu'ils avaient prises en France. Entrée dans Orléans, elle leur adressa une nouvelle lettre dans le même sens. Les chefs d'outre-mer répondirent à cette sommation par les plus grossières injures; ils appelèrent Jeanne *ribaude* et *vachère*, et mena-

cèrent de la faire périr par le feu, si jamais elle tombait en leurs mains.

Un nouveau convoi, plus considérable que le premier, fut dirigé de Blois sur Orléans. Cette fois ce ne fut plus par la Sologne, mais par la Beauce, qu'il prit sa route. La Pucelle et le bâtard d'Orléans, à la tête d'une partie de la garnison, allèrent à sa rencontre et le ramenèrent dans la ville sans que les Anglais osassent les attaquer. D'assiégeants ces derniers devinrent assiégés; on les tenait en quelque sorte bloqués dans leurs retranchements. Le 4 mai, la bastille de Saint-Loup, sur la rive droite, fut attaquée par le bâtard. Pour la première fois, depuis l'arrivée de Jeanne-d'Arc, les Anglais se défendirent. Jeanne, avertie de cette résistance, accourt au galop, son étendard à la main. Chemin faisant, elle aperçoit un des bourgeois de la ville qu'on ramène blessé : « Hélas! s'écrie-t-elle, je n'ai jamais vu le sang d'un Français sans que les cheveux se dressent sur ma tête! » A son aspect, le courage des Français augmente, celui de leurs adversaires faiblit, et la bastille est emportée.

Les jours suivants, nouveaux triomphes de la Pucelle. Elle enlève d'assaut et brûle la bastille des Augustins sur la rive gauche; elle reprend sur les Anglais le fort des Tournelles. Blessée au pied et à l'épaule dans ces divers combats, elle n'en continue pas moins de montrer à l'ennemi de son pays un frond intrépide.

L'armée anglaise, réduite à quatre mille hommes, se décida enfin à la retraite pour éviter une entière destruction. Le 8 mai, à la pointe du jour, elle sortit de ses lignes, dans lesquelles elle abandonna ses vivres, ses munitions, son artillerie, ses malades, et jusqu'à ses prisonniers, et se dirigea en assez bon ordre vers Meung-sur-Loire. Scales et

Talbot s'établirent dans cette dernière ville et dans Beaugency ; Suffolk dans Fargeau.

Ce mouvement rétrograde des Anglais, qui a son point de départ sous les murs d'Orléans, ne s'arrêtera plus que lorsqu'ils seront entièrement expulsés du royaume de France. Les jours d'épreuves, de revers, d'humiliations, ont commencé pour eux. A leur tour, ils vont sentir tout ce que l'adversité a de plus poignant et de plus cruel, tout ce que la colère d'un peuple, depuis tant d'années opprimé et malheureux, a de plus terrible et de plus foudroyant. Cette sainte et redoutable colère, longuement amassée et comprimée, débordera enfin, comme les cataractes des cieux au temps du déluge, et dans sa force irrésistible, renversera, détruira tout devant elle.

La Pucelle, accompagnée du bâtard et des principaux chefs de l'armée, alla rendre compte au roi de son premier succès. Elle voulait conduire immédiatement Charles à Reims pour le faire sacrer ; mais les conseillers du roi pensaient qu'il vaudrait mieux d'abord attaquer les Anglais en Normandie, où était leur principale puissance. Cet avis ne prévalut pas. On se rendit au contraire aux raisons de Jeanne, qui disait fort judicieusement que, sitôt que Charles aurait reçu l'onction sainte, à Reims, la puissance des ennemis irait en déclinant, et qu'il serait bien plus facile de les vaincre. L'armée, grossie d'un nombre considérable de gentilshommes et de vieux soldats, que la levée du siége d'Orléans enflammait d'enthousiasme pour la Pucelle, se mit en campagne sous les ordres du duc d'Alençon, et s'empara très rapidement de Fargeau et de Beaugency. Dans la première de ces deux villes le comte de Suffolk fut fait prisonnier, et cinq cents Anglais tombèrent sous le glaive implacable des Français.

Talbot, Scales et Fastolf n'attendirent pas l'armée royale dans Meung-sur-Loire. Ils prirent leur route à travers la Beauce pour se réfugier dans Paris. Les Français se mirent à leur poursuite, les atteignirent à Patay et les attaquèrent avec furie. Cette bataille fut une terrible revanche des défaites que les troupes du roi avaient essuyées précédemment. Deux mille deux cents Anglais périrent; Talbot et Scales tombèrent en notre pouvoir avec un grand nombre de chevaliers; le reste fut mis en fuite.

La victoire de Patay était si complète, si décisive, qu'elle détermina Charles VII à se rendre sans plus tarder à Reims. L'armée royale présentait un effectif considérable; aucune armée anglaise n'était de force à se mesurer avec elle. Elle passa la Loire le 20 juin, et parut devant Auxerre; cette ville, qui appartenait au duc de Bourgogne, n'osa ouvrir ses portes au roi, mais les bourgeois s'empressèrent de lui fournir des vivres, et promirent de lui faire leur soumission, dès que les villes de Troyes, de Châlons et de Reims leur en auraient donné l'exemple. Saint-Florentin se rendit avec empressement. Troyes, où cinq à six cents soldats d'Angleterre et de Bourgogne tenaient garnison, voulut opposer de la résistance; mais à l'aspect des préparatifs que l'on fit pour réduire leur ville, les bourgeois demandèrent à capituler. Ce fut le 9 juillet 1429 que Charles prit possession de cette ville, où avait été signé, neuf ans auparavant, le traité qui l'excluait du trône.

Pressé d'arriver à Reims, le roi ne fit que traverser Troyes sans s'y arrêter. Châlons l'accueillit avec de grandes démonstrations de soumission et de respect. Enfin il arriva devant Reims. Deux capitaines bourguignons, qui commandaient dans cette ville, mais qui n'avaient que peu de soldats, engagèrent les bourgeois à tenir pendant six se-

maines, leur promettant qu'avant l'expiration de ce délai les ducs de Bedford et de Bourgogne arriveraient à leur secours avec une puissante armée. Les bourgeois ne tinrent aucun compte de cette promesse et livrèrent leur ville au roi, qui y fit son entrée solennelle le samedi 16 juillet. Jeanne marchait devant lui, armée de son étendard; elle attirait à elle toute l'attention comme tous les cœurs.

Le lendemain, 17 juillet, Charles fut sacré dans la cathédrale, après avoir été fait chevalier par le duc d'Alençon. L'héroïque Pucelle se tenait près du roi et du maître-autel. Après la cérémonie elle se jeta aux genoux de son souverain et les embrassa en versant un torrent de larmes. « Gentil roi, lui dit-elle, or est exécuté le plaisir de Dieu, qui voulait que vinssiez à Reims recevoir votre digne sacre, en montrant que vous êtes vrai roi et celui auquel doit appartenir le royaume. » Puis elle ajouta : « J'ai accompli ce que messire m'a commandé, qui était de lever le siége d'Orléans et de faire sacrer le gentil roi; je voudrais bien qu'il voulût me faire ramener auprès mes père et mère, à garder leurs brébis et bétail, et faire ce que je voudrai faire. »

Ce vœu touchant de la Pucelle de retourner à ses modestes travaux, à son humble condition, ne put être exaucé. Les capitaines de Charles VII, auxquels elle avait été d'un si puissant secours, obtinrent, à force de prières, qu'elle restât à l'armée, que sa présence électrisait et remplissait d'une invincible ardeur. L'intrépide jeune fille se dévoua, bien qu'elle eût intérieurement conscience que sa mission divine était accomplie; bien que son âme virginale fût secrètement agitée et troublée d'un pressentiment de mort.

Le jour même du sacre, elle écrivit au duc de Bourgogne une lettre, pleine de cette douce et pathétique éloquence qui lui était propre, pour l'engager à faire sa paix avec le

roi. Le duc ne répondit pas, mais il ne fit aucune démonstration hostile contre Charles VII. A défaut de sa coopération active, sa neutralité, du moins, était chose précieuse, et il fallait s'en contenter en attendant mieux. Le spectre sanglant de Jean-sans-Peur se dressait toujours menaçant et terrible entre le duc Philippe et le roi Charles.

Au reste, cette neutralité du duc de Bourgogne était plutôt dans ses sentiments que dans ses actes; car, malgré sa mésintelligence avec le duc de Bedford au sujet d'Orléans, et bien qu'il eût rappelé à lui ceux de ses sujets qui prenaient part aux travaux du siége de cette ville, il n'en continuait pas moins d'être toujours l'allié des Anglais, plutôt par respect pour la lettre des traités, que par une véritable amitié pour ces envahisseurs, pour ces bourreaux de la France. D'ailleurs, aux yeux de ses peuples, aux yeux de l'Europe, il était tenu, par bienséance, de conserver, au moins pendant quelque temps encore, une attitude hostile envers celui qui, sans avoir été le principal auteur du meurtre de son père, l'avait du moins laissé se consommer en sa présence, et, malgré son extrême jeunesse, en avait assumé la plus grande responsabilité.

Après son sacre, Charles VII se remit en campagne et entra dans l'Ile de France, où un grand nombre de villes lui ouvrirent leurs portes. Le duc de Bedford, effrayé de ses progrès, et craignant que la capitale elle-même ne se soulevât en sa faveur, rassembla en toute hâte des troupes, et marcha à sa rencontre à la tête de dix mille combattants. Il s'avança par Corbeil et Melun jusqu'à Montereau, prit une forte position, et envoya un défi au roi, qui était alors à peu de distance. La Seine séparait l'armée française de l'armée anglaise. Charles voulut la passer à Bray-sur-Seine pour aller attaquer Bedford, mais il ne put y réussir : alors

il ramena ses troupes à Château-Thierry, et Bedford rentra à Paris avec les siennes, sans avoir osé livrer bataille.

Les affaires du roi étaient dans l'état le plus prospère : chaque jour de nouvelles villes lui faisaient leur soumission, chaque jour de nouveaux renforts venaient grossir son armée. Bedford marcha une seconde fois contre lui ; mais il comptait si peu sur le courage de ses troupes, dont l'imagination était frappée et qui pouvaient lâcher pied au moment de combattre, qu'il crut plus prudent d'attendre les Français dans un camp fortement retranché sur le mont Piloy ou Espilouer. Le roi de France prit position près du village de Baron. Les deux armées se trouvaient une seconde fois en présence, et personne ne doutait que l'on ne fût à la veille d'une grande et décisive bataille. Les Français la désiraient plus que les Anglais. Néanmoins, ne voulant rien accorder au hasard, ils résolurent de ne pas prendre l'initiative, et d'attendre que les Anglais engageassent l'action. C'était sagement agir. Les Anglais, de leur côté, avaient fait toutes leurs dispositions pour recevoir l'ennemi, et non pour l'aller chercher. Deux jours se passèrent en vives escarmouches. Aucune des deux armées ne voulut se risquer à attaquer l'autre la première. Charles envoya un héraut au duc de Bedford, pour lui dire que s'il voulait sortir de son camp, on combattrait. Bedford ne répondit pas. Il espérait sans doute que les Français perdraient patience, et viendraient, dans leur bouillante ardeur, livrer assaut à son inexpugnable position. Les Français, éclairés par tant de leçons cruelles, se gardèrent bien d'une telle folie. Ils employèrent plusieurs stratagèmes pour attirer les Anglais en rase campagne ; un moment, ils crurent toucher à leur but, et un combat très vif s'engagea ; mais la nuit étant survenue, les deux partis se séparèrent sans

que la victoire se fût décidée ni pour l'un ni pour l'autre.

Bien convaincu que les Anglais ne voudraient jamais sortir de leurs retranchements, Charles VII se retira à Crespy; puis il conduisit son armée à Compiègne qui venait de se rendre à lui. Senlis ne tarda pas à en faire autant, ayant vu Bedford retourner honteusement à Paris. Le régent anglais ne fit qu'un court séjour dans cette capitale; des nouvelles alarmantes le rappelèrent en Normandie où le parti français commençait à lever audacieusement la tête. Le connétable avait pris plusieurs places importantes dans le Maine, et menaçait Evreux. Aumale et Torcy, près de Dieppe, s'étaient rendus aux troupes royales; Bon-Moulin et Celerin, du côté d'Alençon, Estrepagny, non loin de Gisors, avaient également capitulé.

Bedford, en s'éloignant de Paris, n'y avait laissé qu'une garnison de deux mille hommes. Charles VII marcha sur cette ville, et, tandis que lui-même s'arrêtait à Saint-Denis, son avant-garde, conduite par la Pucelle, et par le duc d'Alençon, les maréchaux de Raiz et de Boussac, le sire d'Albret et le comte de Vendôme, s'avança jusque sous les murailles de la capitale, et tenta de s'en emparer par un coup de main. La largeur des fossés, et plus encore l'absence du roi, qui, au lieu d'être à la tête de ses hommes d'armes, se reposait tranquillement à Saint-Denis, firent manquer cette entreprise. La Pucelle, qui s'obstinait à vouloir entrer dans Paris, fut grièvement blessée aux deux cuisses sur le bord du fossé. Malgré cet accident, ce ne fut qu'à la nuit close qu'elle consentit à se retirer.

Huit jours après, l'armée royale se présenta devant la porte Saint-Honoré, et se rangea en bataille à peu près au même endroit où se trouve aujourd'hui la rue Traversière. Les Français amenaient avec eux une formidable artillerie,

qu'ils placèrent sur la butte des Moulins pour foudroyer la ville. Le combat ne tarda pas à s'engager, mais il fut sans résultat. Le soir, les Français battirent en retraite, après avoir brûlé leurs morts dans une grange de la ferme des Mathurins.

Ce non succès était dû en grande partie au peu de décision que l'on avait mis à attaquer une ville aussi grande et aussi forte que Paris. Il fut résolu dans le conseil que le roi retournerait derrière la Loire. Ceux qui firent adopter ce parti désastreux et nullement nécessaire, donnèrent pour raison que le régent allait revenir avec de plus grandes forces, et qu'il était indispensable, pour lui tenir tête, de se rapprocher des provinces d'où le roi tirait ses vivres et son argent. Ces motifs n'étaient pas les véritables. Le sire de la Trémoille, tout puissant dans le conseil, et sur les instances duquel la retraite derrière la Loire avait été résolue, redoutait l'ascendant que les capitaines prenaient sur l'esprit du roi pendant la guerre, et pensait que le meilleur moyen de conserver son crédit était d'isoler Charles de ses généraux, et de le replonger dans les fêtes et dans les plaisirs.

De vaillantes garnisons furent laissées dans les forteresses de l'Ile de France. Après quoi, Charles prit sa route par Lagny, Provins, Bray-sur-Seine, Sens, et arriva bientôt à Gien sur la Loire.

Les conquêtes du roi de France et la défection d'un si grand nombre de villes n'étaient pas ce qui alarmait le plus les Anglais; mais ce qui était infiniment plus grave pour eux, c'est que des négociations étaient entamées entre Charles VII et le duc de Bourgogne. Ce dernier avait reçu les ambassadeurs du roi à Arras, et avait de fréquentes conférences avec eux. Le duc de Bedford envoya à Philippe

deux de ses conseillers flamands, l'évêque de Tournay et le sire de Lannoy, pour lui rappeler ses engagements avec l'Angleterre et l'empêcher de traiter. Le choix de ces deux hommes était fort habile; le duc de Bedford savait que les Flamands avaient un puissant intérêt au maintien de l'alliance des Bourguignons et des Anglais, et que les deux personnages qu'il envoyait au duc Philippe rempliraient, beaucoup mieux que personne, cette délicate et importante mission.

Les ambassadeurs de Charles VII reçurent un brillant accueil, non seulement du duc de Bourgogne, mais de ses chevaliers et de ses conseillers qui se montraient hautement favorables à un accommodement. Les gens de bas et de moyen état surtout, qui avaient tant souffert de la guerre, firent éclater une grande joie à l'arrivée de ces messagers de paix dont la présence leur promettait un meilleur avenir.

Les négociations étaient en bon train, lorsque l'évêque de Tournay et le sire de Lannoy vinrent se jeter à la traverse. Le duc de Bourgogne, sans rompre les pourparlers, déclara qu'il enverrait une ambassade au roi de France pour connaître mieux ses intentions. La paix se trouvait encore ajournée. Charles reçut l'ambassade du duc Philippe à Compiègne, où il était alors. Le 27 août furent arrêtées les conditions qui devaient servir à négocier la paix définitive, et dont les principales étaient : 1° Que le duc de Bourgogne nommerait ceux qu'il suspectait de la mort de son père, afin qu'il leur fût permis de présenter leur justification selon le droit et la coutume; 2° Que les comtés d'Auxerre et de Macon seraient détachés de la couronne pour être ajoutés à l'apanage du duc Philippe; 3° Que les Anglais seraient admis à traiter, selon le désir formellement exprimé par ce

dernier ; 4° Que les princes prisonniers en Angleterre depuis quinze années seraient délivrés ou admis à rançon ; 5° enfin, que le roi de France abandonnerait aux Anglais toute la Guyenne jusqu'à la Dordogne. En attendant la conclusion de la paix, on signa une trève pour les pays de la rive droite de la Seine ; mais cette trève, qui devait durer jusqu'à Noël, fut très mal observée de part et d'autre.

Lorsque Charles VII fut retourné au-delà de la Loire, le duc de Bedford rentra dans Paris, où le duc de Bourgogne ne tarda pas à venir le joindre. Le régent anglais l'accabla de caresses, et mit en œuvre toute sa dextérité pour le détacher du roi de France. La duchesse de Bedford, sœur du duc Philippe, travailla non moins efficacement que son mari, à le ramener dans l'alliance anglaise ; et ce qui acheva de raffermir cette alliance prête à se dissoudre, ce fut l'offre faite par le duc de Bedford au duc de Bourgogne, de résigner entre ses mains la régence de France. Philippe, après quelques difficultés, pour la forme, accepta cette offre ; Bedford se réserva seulement le gouvernement de la Normandie.

Cependant le duc Philippe n'entendait pas pour cela rompre les négociations entamées avec Charles VII. Bien loin de là, deux jours après que sa régence eut été solennellement publiée à Paris, il écrivit au duc de Savoie pour le prier de se poser médiateur entre le roi de France et lui, et de venir en personne à Auxerre où des conférences devaient s'ouvrir pour la paix. Etait-il sincère dans ces démonstrations pacifiques ? Ou bien avait-il en vue de gagner du temps et de se jouer de tout le monde ? C'est ce qu'il n'est pas facile de décider. Toujours est-il que malgré ses apparentes dispositions à traiter, il n'en poursuivait pas moins activement ses préparatifs militaires ; et que, de son

côté, Charles ne s'endormait pas sur les belles protestations du duc de Bourgogne, et s'apprêtait, au contraire, à recommencer la guerre au printemps prochain avec plus de vigueur que jamais.

L'hiver se passa à guerroyer. Les garnisons françaises, bourguignonnes, anglaises, ne reconnaissant plus aucune autorité, pillaient et ravageaient incessamment le pays. A vrai dire, il fallait bien que, d'une manière ou de l'autre, les hommes d'armes de France pourvussent à leur subsistance : ils ne recevaient point de paie. L'insubordination, d'ailleurs, était à son comble dans l'armée française. Jeanne d'Arc, pendant le peu de temps qu'elle combattit dans les rangs de cette armée, fit d'incessants et inutiles efforts pour rétablir la discipline. Un jour qu'elle rencontra des soldats en débauche avec une fille de joie, elle en fut tellement courroucée qu'elle les frappa du plat de son épée, et brisa cette arme valeureuse avec laquelle elle avait accompli de si grandes choses. Ce fut pour la Pucelle, ainsi que pour ses compagnons d'armes, un vif sujet de chagrin, car cette épée venait de l'église Sainte-Catherine que Jeanne aimait beaucoup. Charles lui-même s'en montra très affligé; il dit à Jeanne : « Vous deviez prendre un bon bâton et frapper dessus, sans aventurer ainsi cette épée qui vous est venue divinement, comme vous dites. »

Au printemps de l'année 1430, une nombreuse et vaillante armée, à laquelle se joignit la Pucelle, franchit la Loire et s'avança vers Paris.

Cette capitale était remplie de mécontents qui n'attendaient qu'une occasion pour la livrer au roi. Cette occasion tardant à se présenter, ils formèrent une grande conjuration dont le but était de chasser les Anglais et les Bourguignons, et de faire entrer dans la ville les gens de guerre de Char-

les VII. Le complot fut découvert. Cent cinquante personnes, parmi lesquelles étaient un religieux de l'ordre des Carmes, qui conduisait toute l'affaire, un clerc de la chambre des comptes, deux procureurs au Châtelet, et de riches bourgeois, furent écartelés, décapités ou jetés à la rivière.

Cette repression terrible n'empêcha pas une nouvelle conspiration d'éclater parmi les prisonniers renfermés à la Bastille. Ils avaient déjà massacré ceux qui étaient chargés de les garder, lorsque le maréchal de l'Ile-Adam, qui commandait à Paris pour le duc de Bourgogne, arriva avec des forces supérieures et se rendit maître de ces malheureux prisonniers, qu'il fit tous noyer.

L'armée royale obtint de notables avantages et enleva plusieurs forteresses importantes dans l'Ile de France. Les Anglais, pressés de toutes parts, firent courir le bruit alors que le jeune roi d'Angleterre, Henri VI, allait arriver pour se faire couronner roi de France à Saint-Denis, et qu'il serait accompagné d'une armée considérable. Ils annoncèrent aussi, et cette dernière nouvelle n'était que trop vraie, que le duc de Bourgogne, à la tête de forces imposantes, entrerait prochainement en campagne. Le duc Philippe, en effet, gagné par les sommes énormes qu'il avait reçues du régent anglais, et surtout par la brillante promesse que ce dernier lui avait faite de lui donner la Champagne et la Brie, ne songeait plus désormais qu'à faire une guerre vigoureuse à Charles VII.

Le duc de Bourgogne entama les hostilités par le siége de Gournay-sur-Aronde. Le commandant de cette forteresse promis de la rendre au mois d'août s'il n'était pas secouru avant cette époque. Les Bourguignons allèrent ensuite attaquer Choisy-sur-Oise, et s'en emparèrent après une vive résistance. De là ils se rendirent devant Compiègne qu'ils

assiégèrent dans les règles et avec leurs plus puissants moyens d'action, car cette place renfermait une garnison nombreuse, et ses murailles, réparées à neuf, étaient garnies d'une redoutable artillerie. Le sire Guillaume de Flavy, qui la défendait, avait le renom d'un des plus vaillants hommes de guerre de l'époque, et aussi d'un des plus cruels et des plus impitoyables. La Pucelle, qui attachait un haut prix à la conservation de cette ville, s'y jeta avec Saintraille, Chabannes, Valperga, et quelques autres chevaliers.

Le jour même de son arrivée, elle tenta une sortie, et tomba avec tant d'impétuosité sur les Bourguignons, qu'elle les mit en fuite. Mais ils revinrent bientôt, et comme elle n'avait qu'un petit nombre de soldats, elle fut repoussée. Deux fois la terrible Pucelle ramena ses gens sur l'ennemi, avec une résolution et une intrépidité sans égale, et deux fois le nombre l'emportant sur la valeur, elle fut contrainte de reculer. Placée à l'arrière-garde, elle protégea la retraite jusqu'à l'entrée du pont. Là, pendant que les Français se réfugiaient en foule dans la place, elle fit héroïquement tête à l'ennemi. Elle ne voulait rentrer que la dernière. Environnée d'assaillants, elle se défendit longtemps avec une forte épée qu'elle avait conquise sur un Bourguignon. A la fin, un archer picard, la saisissant par sa huque de velours la fit tomber de cheval. Elle se relève et combat encore. Mais déjà il ne lui restait plus aucun espoir de salut. La barrière du pont était fermée. Abandonnée seule au milieu des Bourguignons, qui se pressaient de toutes parts pour l'abattre, elle se rendit à Lionel, bâtard de Vendôme.

Cette capture importante excita la joie la plus vive dans l'armée assiégeante. Dès que la nouvelle en fut parvenue au duc de Bedford, il fit chanter le *Te Deum* en grande solennité, comme si l'Angleterre avait gagné une nouvelle

bataille de Crécy ou d'Azincourt. Les Français, au contraire, furent atterrés et désespérés quand ils apprirent que leur vaillante Pucelle était tombée au pouvoir des ennemis. Tout naturellement ils soupçonnèrent Guillaume de Flavy et les autres capitaines de l'avoir sacrifiée à dessein, parce qu'ils étaient jaloux de sa gloire, et qu'ils ne pouvaient supporter que l'on attribuât tous les succès de l'armée française à cette noble fille. Comment expliquer autrement le lâche abandon dans lequel on l'avait laissée? Quoi! pas un de ses compagnons d'armes n'était resté auprès d'elle pour la défendre! Ils eurent donc bien peur de la mort ce jour là, eux qui, tant de fois déjà, l'avaient courageusement affrontée, et qui défendirent Compiègne avec tant de valeur, que le duc de Bourgogne fut obligé de lever le siége après des pertes considérables?

Cet échec ne fut pas le seul que les Bourguignons et les Anglais essuyèrent. Plusieurs rencontres eurent lieu dans lesquelles les Français restèrent vainqueurs. Saintraille triompha des Anglais à Germigny; La Hire leur prit par escalade Château-Gaillard; enfin, les habitants de Melun chassèrent la garnison étrangère qui occupait leur ville, et se donnèrent à Charles VII. Jeanne-d'Arc n'était plus au milieu des Français pour les enflammer de son héroïque ardeur, pour les guider à la victoire, mais l'impulsion qu'elle leur avait donnée, loin de se ralentir, enfantait à tout instant des triomphes nouveaux.

La rage des Anglais contre cette merveilleuse fille ne fit que s'en accroître. Ils avaient pensé, maintenant qu'elle était prisonnière, qu'une nouvelle ère de défaites et de calamités allait recommencer pour les Français; ils voyaient au contraire la fortune de ceux-ci grandir de jour en jour, et susciter à l'Angleterre les plus cruels embarras. Dans

leur esprit vindicatif et sanguinaire, fut résolue la perte de celle qu'ils considéraient comme la cause première de tous leurs désastres, de tous leurs maux. D'ailleurs, non moins superstitieux que les Français, qui attribuaient à Jeanne une mission surnaturelle, ils s'imaginaient que tant qu'elle serait de ce monde, leurs affaires tourneraient à mal.

Ils la réclamèrent donc des Bourguignons, qui consentirent à la leur livrer pour une somme de dix mille francs. Une fois en leur pouvoir, ils déchaînèrent contre elle les prêtres qui avaient pris parti en leur faveur, et son procès commença. Pierre Cauchon, évêque de Beauvais, fut un des plus ardents à poursuivre, à torturer cette pauvre jeune fille, qui n'était coupable que d'avoir sauvé son pays en payant généreusement de sa personne. On l'accusait de sorcellerie; on disait qu'elle avait employé des sortiléges pour vaincre les ennemis de la France ; hélas ! ses seuls sortiléges étaient son dévouement et sa vaillance, son enthousiasme patriotique et sa ferveur religieuse, sa pureté virginale et sa touchante beauté, enfin cet irrésistible ascendant, ce prestige extraordinaire qu'elle exerçait sur tout ce qui l'entourait, mais qui furent de nul effet sur le cœur impitoyable des inquisiteurs chargés d'instruire son procès (1).

Jeanne passa six mois dans les prisons de Beaurevoir, d'Arras et du Crotoy; puis elle fut transférée à Rouen et renfermée dans la grosse tour du château. Les Anglais ne trouvaient pas les murailles assez épaisses pour elle; ils la mirent dans une cage de fer, et, par un surcroît de pré

(1) Depuis le roi saint Louis, il y avait en France un office de l'inquisition confié au provincial des Dominicains ou Frères Prêcheurs, et aux gardiens des Frères Mineurs de Paris. Leur devoir était de se faire délivrer les procédures faites contre les hérétiques, ou de procéder de leur propre mouvement contre eux. Ils pouvaient, au besoin, réclamer le bras séculier contre ces mêmes hérétiques, ce qui n'arrivait que lorsque les accusés refusaient de se soumettre à l'autorité de l'église.

caution, qui prouve la peur qu'elle leur inspirait encore, ils lui enchaînèrent les pieds. C'est dans cet état que l'héroïque vierge attendit, dans un calme sublime, qu'il plût à ses bourreaux de la débarrasser d'une vie qui ne pouvait plus désormais que lui être à charge. Les archers anglais, commis à sa garde, l'accablaient d'insultes et d'outrages; ils tentèrent même plusieurs fois de lui faire violence. Rien ne put altérer la tranquille sérénité de son âme, rien ne put abattre l'indomptable énergie de son caractère. Un jour que des chefs anglais offraient, par une cruelle moquerie, de la mettre à rançon, afin de lui faire regretter plus vivement encore sa liberté perdue, elle leur répondit: « Ah! mon Dieu, vous vous riez de moi; vous n'en avez ni le vouloir ni le pouvoir. Je sais bien que les Anglais me feront mourir, croyant, après ma mort, gagner le royaume de France; mais, fussent-ils cent mille *goddem* de plus qu'à présent, ils n'auront pas ce royaume. »

L'instruction du procès de Jeanne se poursuivait activement. Le roi d'Angleterre, Henri VI, avait été amené à Rouen par Bedford. Il présida, malgré son très jeune âge, à toute cette horrible procédure, qui pèsera éternellement sur la mémoire de nos voisins comme le plus abominable des crimes. Le 23 mai 1431, Jeanne fut conduite sur la place du cimetière de Saint-Ouen, à Rouen; là on lui donna lecture d'une sentence qui la condamnait à passer le reste de ses jours en prison. Voici en quels termes ce jugement inique fut prononcé par l'évêque de Beauvais: « Nous te avons condamnée et condamnons, par sentence définitive, à chartre perpétuelle, avec pain de douleur et eau de tristesse, afin que là tu pleures tes péchés, et que désormais tu n'en commettes plus; sauf toutefois notre grâce et modération, si tu dessers ci-après à l'avoir. »

Cette sentence, tout odieuse, tout imméritée qu'elle fut, ne satisfit pas les tigres tonsurés et encapuchonnés qui la rendirent. Il leur fallait le sang de la Pucelle ; ils en avaient soif. D'ailleurs, les Anglais étaient furieux de ce qu'on lui laissât la vie. Le comte de Warwick s'en plaignit à l'un des juges, qui lui fit cette réponse significative : « N'ayez pas de souci, nous la retrouverons bien. »

En effet, sous le prétexte absurdement atroce que Jeanne était hérétique relapse, pour avoir rétracté une déclaration qu'on lui avait arrachée par surprise, elle fut condamnée à mort. Bien qu'elle n'eût conservé aucun espoir d'échapper à ce terrible dénouement, quand on vint lui apprendre la nouvelle décision de ses juges, la malheureuse fille se prit à pleurer et à s'arracher les cheveux : « Hélas ! s'écria-t-elle, réduire en cendres mon corps qui est pur et n'a rien de corrompu. J'aimerais sept fois mieux qu'on me coupât la tête... Ah ! j'en appelle à Dieu, le grand juge, des cruautés et des injustices qu'on me fait. »

Le 30 mai 1431, Jeanne d'Arc monta dans la charrette du bourreau, et fut conduite au lieu du supplice, sous l'escorte de huit cents Anglais armés de haches, de lances et d'épées. Arrivée à la place du Marché-Vieux, où le bûcher était dressé, la pauvre vierge prononça ces mots : « Ah ! Rouen ! Rouen ! est-ce ici que je dois mourir ? » Puis elle s'agenouilla et pria avec tant de ferveur que les Anglais eux-mêmes ne purent retenir leurs larmes.

Après la lecture de la sentence, qui la déclarait relapse et qui la repoussait de l'église, elle demanda une croix. On alla chercher celle de la paroisse ; elle la prit, la serra étroitement contre son cœur, et continua de se recommander à Dieu, à la Sainte-Vierge et aux saints.

Le bourreau vint la saisir et l'entraîna vers le bûcher.

Quand elle y fut attachée, on plaça sur sa tête un écriteau portant ces mots : *Hérétique*, *relapse*, *apostate*, *idolâtre*. Son confesseur, qui était monté sur le bûcher avec elle, y demeura jusqu'à ce que la flamme fût sur le point d'atteindre Jeanne ; alors elle le fit descendre et lui dit : « Tenez-vous en bas ; levez la croix devant moi, que je la voie en mourant, et dites-moi de pieuses paroles jusqu'à la fin. » Puis elle protesta qu'elle n'avait rien fait que par l'ordre de Dieu, et jura qu'elle était innocente de tout ce qu'on lui reprochait. Quelques cris arrachés par la douleur annoncèrent que le feu commençait à dévorer ce corps qui servait d'enveloppe à une si belle âme. La Pucelle expirante priait encore, au milieu des terribles convulsions de la souffrance et de la mort, et le dernier mot que l'on put distinguer fut : « Jésus ! » La noble jeune fille, qui avait tant de fois mis les Anglais en fuite, n'était désormais plus à craindre pour eux ; ils commencèrent à se rassurer quand ils eurent contemplé sa fin si tragique, si lamentable ; et, comme s'ils craignissent que les flammes, moins impitoyables qu'eux, ne l'eussent épargnée, ils écartèrent les tisons ardents, pour se convaincre qu'il ne restait plus rien de leur redoutable ennemie : le cœur seul se trouva entier, tout le reste était consumé.

Pendant que ce drame effroyable se passait à Rouen, Charles VII était plongé dans l'indolence et les voluptés. Son puissant et habile favori, la Trémoille, pour conserver sur lui une influence sans bornes, écartait de sa personne tous les princes du sang, tous les capitaines, et le faisait vivre à la manière des despotes d'Orient, qui ne savent rien de ce qui se passe, ne pensent à rien, ne prennent part à aucun des actes de leur gouvernement et sont invisibles à tous les yeux. Tel était l'indigne monarque pour lequel la

sublime Pucelle sacrifia sa vie. Aucun effort ne fut tenté par le gouvernement de Charles VII, ni par les divers chefs de bandes, pour sauver cette pauvre jeune fille, pour obtenir du moins qu'elle fût traitée selon les lois de la guerre. Les historiens et les chroniqueurs de l'époque sont unanimes dans leur silence à cet égard. Il semble pourtant qu'une menace de représailles eût pu changer les cruelles dispositions des Anglais envers leur prisonnière; les Français avaient de nombreux prisonniers en leur pouvoir; ils pouvaient déclarer aux bourreaux de Jeanne que si un seul cheveu tombait de sa tête, tous les Anglais captifs seraient aussitôt mis à mort; ils pouvaient faire plus même, ils pouvaient attaquer la Normandie avec toutes leurs forces, et, par un effort désespéré, venir mettre le siége devant Rouen. Malheureusement, il n'y avait ni assez d'union, ni assez d'accord, pour qu'une pareille entreprise pût être exécutée; et puis l'indifférence, l'ingratitude du monarque envers la Pucelle avaient gagné tous les cœurs; les Français virent sa mort du même œil dont les Romains dégénérés voyaient celle de leurs gladiateurs s'entretuant dans l'arène pour les plaisirs du peuple-roi.

Les hostilités continuèrent, durant l'année 1431, avec des alternatives de revers et de succès pour les deux partis. Le duc Philippe, cependant, finit par se lasser de la prolongation indéfinie d'une lutte dont il faisait presque seul tous les frais. Il s'était aperçu que le duc de Bedford ne lui avait transmis la régence du royaume qu'afin de se décharger sur lui du fardeau de la guerre, et que c'était au profit seul de l'Angleterre qu'il épuisait d'hommes et d'argent son duché de Bourgogne et ses autres domaines. Il adressa des plaintes amères au gouvernement de Henri VI, qui répondit d'une manière vague. Alors, se croyant complète-

ment dégagé envers un allié perfide et sans foi, il envoya au roi Charles une ambassade pour traiter de la paix générale, et, comme il était à présumer que les négociations seraient longues, il autorisa ses envoyés à conclure provisoirement un armistice pour soulager les malheureuses populations.

Le 8 septembre 1431, une trève de deux ans fut signée à Chinon entre le roi de France et le duc de Bourgogne. Elle devait être observée sur toutes les frontières de la Bourgogne, du Nivernais, de la Champagne et du Réthelois. Charles, ensuite, donna commission à trois de ses conseillers, l'archevêque de Reims, l'archevêque d'Alby et maître Adam de Cambrai, président au parlement, de se rendre auprès du duc Philippe pour y discuter les clauses d'une paix définitive, se réservant d'examiner dans son conseil les propositions qui lui seraient adressées.

Cette trève était ce qui pouvait arriver de plus funeste aux Anglais. Ils le comprirent si bien que pour en atténuer, autant qu'il était possible, les fâcheux résultats, ils conduisirent le jeune Henri VI à Paris. La population lui fit un accueil glacial. Le 16 décembre il fut couronné à Notre-Dame. On croyait, par là, affermir cette royauté intrue; mais au bout de quelques semaines, Bedford, qui voyait augmenter chaque jour la haine du peuple contre les Anglais, jugea prudent de ramener Henri VI à Rouen, où il était plus en sûreté. De Rouen, on ne tarda pas à le reconduire en Angleterre, après qu'une tentative eut été faite par le maréchal de Boussac pour s'emparer de la capitale de la Normandie, tentative qui échoua, il est vrai, mais qui pouvait, dans la suite, être renouvelée avec plus de succès.

Les Français furent plus heureux à l'égard de Chartres, dont ils se rendirent maîtres par surprise sous la conduite

du bâtard d'Orléans. L'intrépide bâtard força ensuite le duc de Bedford à lever le siége de Lagny. Ces deux avantages, obtenus coup sur coup, portèrent le découragement dans l'âme des Anglais; ils étaient aussi las de la guerre que les Français, et s'ils continuaient de la faire, c'est que leur orgueil les empêchait d'avouer l'état d'épuisement où ils étaient réduits. Le 8 juillet 1432, cependant, des conférences s'ouvrirent à Auxerre pour la paix générale. Mais on apporta de part et d'autre dans les pourparlers la même tiédeur, la même mollesse que dans les opérations militaires, et l'on se sépara sans avoir rien conclu.

On continua donc de combattre. Les Anglais investirent Saint-Célerin; mais, attaqués à outrance par une troupe plus vaillante que nombreuse, aux ordres du sire de Loré, ils furent obligés de lever le siége en toute hâte. Ils réussirent mieux d'un autre côté : Montargis et Provins tombèrent en leur pouvoir, et ils passèrent au fil de l'épée la garnison de cette dernière ville.

La perte de ces deux places était due en grande partie à l'incurie du sire de la Trémoïlle. Depuis longtemps, cet insolent favori était l'objet de la haine universelle. Une ligue redoutable, composée des princes et des seigneurs de la cour, le renversa. A la tête de cette ligue était le connétable, qui, de son château de Parthenay, prépara et conduisit tout.

Cet événement, en éloignant des conseils du roi l'homme qui, par sa haine implacable contre le connétable, avait été jusqu'alors un des principaux obstacles à la réconciliation de Charles VII avec le duc de Bourgogne, rendit la paix d'une conclusion plus facile; mais, ce qui l'accéléra surtout considérablement, fut la mort de la duchesse de Bedford, sœur du duc Philippe. Bedford, en se remariant presque

aussitôt avec la fille du comte de Saint-Pol, sans consulter le duc de Bourgogne, sans même l'en avertir, mécontenta prodigieusement ce dernier, et porta un coup irréparable à la domination anglaise en France. Vainement le cardinal de Winchester essaya d'opérer un rapprochement entre ces deux princes; les efforts qu'il tenta dans ce but ne firent que hâter le moment d'une rupture complète. Il était parvenu à déterminer son neveu, le duc de Bedford, à se rendre à Saint-Omer, où le duc de Bourgogne avait consenti à venir aussi de son côté. Mais, quand il fut question de se voir, aucun des deux ne voulut faire la première visite à l'autre. Le cardinal de Winchester y épuisa sa diplomatie. « Comment, dit-il au duc de Bourgogne, laisserez-vous partir, sans lui faire courtoisie, un si grand prince, fils, frère et oncle des rois d'Angleterre? Il a pris la peine de venir de si loin et de se déranger pour vous visiter dans vos domaines, dans votre ville; ne voudrez-vous point aller seulement de votre logis au sien pour lui faire honneur? » — « En quoi, répliqua fièrement le duc Philippe, ai-je motif pour lui céder le pas? Il est de la maison de Lancastre, fils d'un roi d'Angleterre; et moi, ne suis-je pas de la maison de France, qui est la plus noble du monde? Le père de mon aïeul n'était-il pas roi de France? Il est grand-seigneur, dit-il, mais a-t-il seulement la moitié autant de terres et de domaines que moi? Il est régent de ce royaume, il y est tout puissant; mais cette puissance, qui la lui a donnée, si ce n'est moi? Et s'il ne le sait pas, il l'apprendra quand je lui aurai retiré ma faveur. » Après cette foudroyante sortie du Bourguignon, le duc de Bedford et le cardinal n'eurent plus qu'à quitter Saint-Omer, assez confus l'un et l'autre, et ne pressentant rien de bon pour l'avenir.

Une révolte formidable ne tarda pas à éclater contre les

Anglais, en Normandie. Les habitants de cette province étaient tellement surchargés de tailles et d'impôts, qu'ils avaient pris les gens d'outre-mer en grande et mortelle haine. Ce qui acheva de les exaspérer, c'est que les Anglais, qui manquaient d'hommes pour remplir leurs cadres vides, voulurent en lever en Normandie. Alors soixante mille paysans se soulevèrent du côté de Caen et de Bayeux, à la voix d'un nommé Quantepié. Plusieurs chevaliers et écuyers se réunirent à eux, mais ce n'était pas assez pour discipliner et organiser une si prodigieuse multitude. Les insurgés se rendirent maîtres de toutes les forteresses qui avoisinaient Caen, et se présentèrent devant cette grande ville. Instruit de cette révolte des communes de Normandie, le duc d'Alençon chargea l'un de ses lieutenants de les appuyer avec un corps de troupes. Malheureusement ce secours, qui aurait pu donner la victoire aux communes, arriva trop tard. Six mille archers et trois cents hommes d'armes d'Angleterre, sous les ordres du comte d'Arundel et de lord Willoughby, attaquèrent les insurgés sous les murs de Caen; et, comme ceux-ci étaient mal armés et sans expérience de la guerre, ils ne purent opposer qu'une faible résistance, et furent massacrés par milliers. Les Anglais, que la victoire ne disposait jamais à la clémence, et qui se montraient, après le triomphe, tout aussi cruels que durant le combat, firent périr dans d'affreux supplices tous ceux qu'ils soupçonnèrent d'avoir excité la sédition.

A l'expiration de la trêve conclue entre le duc de Bourgogne et le roi de France, les hostilités recommencèrent et furent accompagnées des mêmes ravages et des mêmes fureurs que par le passé. Des conférences s'ouvrirent à Nevers pendant l'hiver de 1435, toujours dans le but d'arriver à une pacification générale. Après douze jours de pour-

parlers et de discussions, on convint qu'un congrès se réunirait à Arras le 1er juillet suivant, sous la présidence des légats du Saint-Siége, qui, maintes fois déjà, s'étaient posés médiateurs entre les parties belligérantes, sans parvenir jamais à les réconcilier. Les représentants de Charles VII, aux conférences de Nevers, promirent de faire au roi d'Angleterre des conditions telles qu'il pût, en tout état de cause, les accepter. Le duc de Bourgogne, qui assistait en personne à cette réunion diplomatique, s'engagea de son côté à rompre complètement avec le roi d'Angleterre, si, malgré les bonnes dispositions de la France et son désir sincère de traiter, ce monarque, ou du moins son conseil, refusait de signer la paix. Dans ce dernier cas, afin de dédommager le duc Philippe des avantages qu'il perdrait en renonçant à l'alliance anglaise, le roi de France devait lui céder le comté de Ponthieu, Amiens, Doulens, Montreuil et quelques autres places sur la Somme, tout en se réservant le droit de les racheter moyennant quatre cent mille écus d'or.

Les capitaines et les soldats, qui seuls étaient intéressés à la continuation de la guerre, virent avec chagrin que la paix était imminente, et qu'elle apporterait un terme à leurs rapines, à leurs brigandages. Afin de mettre à profit le peu de temps qui leur restait, ils multiplièrent leurs courses dévastatrices, et méritèrent, par leurs atrocités, le nom d'*écorcheurs*, que leur donnèrent les populations épouvantées. Ces bandes d'aventuriers firent, du reste, un mal incalculable aux Anglais, qu'elles vainquirent dans une foule de combats, parmi lesquels nous citerons celui de Gerberoy, où le comte d'Arundel, le plus dur, le plus hautain des généraux d'outre-mer, fut blessé à mort et sa troupe mise en déroute.

Le congrès d'Arras s'ouvrit enfin. On vit figurer dans cette grande et solennelle assemblée, non seulement les ambassadeurs des rois de France et d'Angleterre, mais ceux de toutes les têtes couronnées de l'Europe. Le duc de Bourgogne s'y rendit, accompagné de ses plus grands seigneurs. Plus de cinq cents personnages marquants étaient réunis à Arras. Le sujet en valait la peine; il s'agissait de mettre fin à une guerre qui durait depuis un siècle, et qui avait profondément bouleversé une partie de la chrétienté.

Dès l'ouverture du congrès, il fut facile de prévoir que les parties contendantes ne parviendraient pas à se mettre d'accord. Les Anglais voulaient que l'on prît pour base des négociations le traité de Troyes, qui avait exclu Charles VII du trône de France; et ils demandaient, en conséquence, que toutes les provinces sur lesquelles leur autorité ne s'étendait pas encore, leur fussent livrées. Les Français, de leur côté, qui n'avaient jamais reconnu le traité de Troyes, cette œuvre monstrueuse d'un roi en dél re et d'une mère dénaturée, prétendaient, avec assez de raison, que les seules bases d'après lesquelles on dût traiter étaient, ou la longue trève conclue en 1395 avec Richard II, ou les conventions que les rois Charles IV et Édouard III avaient signées en 1327, c'est-à-dire antérieurement aux longues hostilités des deux nations.

Des prétentions si opposées, soutenues de part et d'autre avec chaleur, avec véhémence, enfantèrent une animosité profonde entre les négociateurs. Les cardinaux légats usèrent de toute leur influence pour les amener à un moyen terme. D'après leurs vives instances, les ambassadeurs de Charles VII offrirent au roi d'Angleterre le duché d'Aquitaine, tel que l'avait possédé le prince noir, et y ajoutèrent

les diocèses de Bagneux, d'Avranches et d'Evreux, avec une rançon pour le duc d'Orléans.

En réponse à cette offre, qui témoignait trop peut-être de l'extrême désir des Français d'arriver à un accommodement, les Anglais proposèrent une trève de vingt ans, qu'ils portèrent ensuite à trente, et enfin à quarante, durant laquelle les droits réciproques des deux peuples resteraient les mêmes. Les Français rejetèrent une telle proposition, qui ne résolvait aucune des difficultés pendantes. Alors les plénipotentiaires d'outre-Manche en firent une autre encore moins acceptable; ils demandèrent que les deux puissances conservassent les territoires qu'elles occupaient au moment même des négociations, en arrondissant leurs frontières par des échanges, sans toutefois que l'Ile de France, Paris et la Normandie pussent retourner à Charles VII. Sur le refus formel des ambassadeurs français d'adhérer à de pareilles conditions, l'ambassade anglaise quitta Arras.

Évidemment, les Anglais n'avaient pas l'intention de traiter, ou bien ils se faisaient une idée ridiculement exagérée de leur puissance. A bien examiner leur situation présente, il y avait folie de leur part à ne pas signer la paix sur les bases posées par les négociateurs français. En adoptant ces bases, ils étaient certains de conserver une partie de leurs conquêtes; en les repoussant, ils s'exposaient à les perdre toutes par les chances de la guerre; et c'est justement ce qui leur arriva.

Les cardinaux légats qui présidaient le congrès, n'ayant pu réconcilier la France et l'Angleterre, travaillèrent du moins, avec la plus louable ardeur, à rétablir la bonne harmonie entre le roi de France et le duc de Bourgogne. La mort du duc de Bedford, qui survint alors, facilita singulièrement leur tâche. Bedford, beau-frère du duc Philippe,

était le dernier lien qui rattachât ce dernier à l'Angleterre. Ce lien brisé, rien ne s'opposait plus à la pacification de la France, si ce n'est peut-être les engagements contractés par le duc de Bourgogne envers les Anglais, engagements que Philippe, en bon et loyal chevalier, tenait à honneur de ne pas enfreindre ; mais les cardinaux, qui étaient munis des pleins-pouvoirs du Saint-Siége, le délièrent de ses serments, et la paix ne tarda pas à être conclue aux conditions suivantes, infiniment plus avantageuses au duc de Bourgogne qu'au roi de France :

Ce dernier reconnaissait que Jean-sans-Peur avait été iniquement et mauvaisement mis à mort ; il s'excusait sur son âge de n'avoir pas empêché ce meurtre, et priait Philippe de déposer toute haine et toute rancune contre lui. Il exilait du royaume tous ceux qui avaient participé à ce tragique événement, et promettait de fonder, sur le lieu même du crime, une chapelle expiatoire. Il faisait abandon au duc de Bourgogne des comtés d'Auxerre et de Macon, des châtellenies de Péronne, Roye et Montdidier, des villes de la Somme, et le tenait quitte des redevances du comté d'Artois. Par une concession plus grande encore, il le dégageait, sa vie durant, de tout hommage envers la couronne de France. En retour de tant d'avantages, le duc de Bourgogne promettait d'oublier les injures à lui faites par le roi de France, et, comme s'il avait craint encore de se trop relâcher de sa rigueur, il faisait une restriction à l'égard de l'assassinat de son père.

Cette paix, bien qu'extrêmement humiliante pour la couronne, fut accueillie avec des transports de joie extraordinaires par toutes les classes de la population en France, et par le roi lui-même, à qui une guerre de quinze années avait appris que les Bourguignons et les Anglais réunis se-

raient toujours plus forts que lui, et que le seul moyen de purger la France des étrangers qui l'opprimaient, était de grouper sous un seul drapeau toutes les forces vives de la nation.

Charles VII jura solennellement la paix d'Arras à la face de Dieu, dans l'église cathédrale de Tours. Les princes, les grands seigneurs et les députés des trois ordres, convoqués extraordinairement à cet effet, prêtèrent le même serment, aux cris de : « Vive le roi ! vive le duc de Bourgogne ! » Le roi, prenant la main aux sires de Croy et de Pontaillier, ambassadeurs de Bourgogne, leur dit avec émotion : « Il y a longtemps que je languissais après cette heureuse journée ; il nous faut en remercier Dieu. » Et il ordonna de chanter un *Te Deum*.

Les Anglais, quand la nouvelle de la paix d'Arras leur fut parvenue, éclatèrent en injures et en vociférations contre le duc de Bourgogne. Celui-ci écrivit au roi d'Angleterre, afin de l'instruire officiellement de ce traité et des raisons qui l'avaient déterminé à l'accepter. Le jeune Henri VI remarqua, avec un profond dépit, que Philippe, dans sa lettre, ne lui donnait plus, comme autrefois, le titre de roi de France. Le duc de Glocester, le cardinal de Winchester et les autres membres du conseil en furent tellement troublés qu'ils ne prirent aucune conclusion, et laissèrent sans réponse la lettre du duc de Bourgogne. La populace de Londres protesta à sa manière contre ce que, d'une commune voix, on voulait bien, en Angleterre, appeler la trahison et la déloyauté de Philippe ; elle pilla les maisons des Hollandais, des Flamands, des Brabançons, des Picards établis pour leur commerce dans la cité ; elle en tua même un certain nombre. Mais nous devons ajouter que ces désor-

dres furent réprimés par le roi, et que les coupables reçurent le châtiment qu'ils méritaient.

Du reste, les capitaines du roi d'Angleterre n'avaient pas attendu la conclusion du traité de paix pour recommencer la guerre avec une sorte de rage. Dès que l'ambassade anglaise eut quitté Arras, les lords Talbot, Scales et Willoughby, qui occupaient Paris avec des forces supérieures, en chassèrent le maréchal de l'Ile-Adam, et assiégèrent Saint-Denis, dont ils s'emparèrent, malgré les efforts du bâtard d'Orléans pour y introduire des secours.

Mais que pouvait ce dernier paroxisme d'une fureur impuissante contre la volonté énergique et bien arrêtée de la nation française de reconquérir son indépendance? Si la réconciliation de Charles et de Philippe exaspéra les Anglais, elle décupla le courage et les forces de la France. Meulan ouvrit ses portes au bâtard d'Orléans; Pontoise chassa de ses murs la garnison anglaise qui l'occupait; Corbeil, Beauté, Vincennes, Saint-Germain-en-Laye, et une multitude d'autres villes et forteresses de l'Ile de France arborèrent le drapeau de Charles VII. Le pays de Caux et la Normandie devinrent un foyer presque général d'insurrections contre la domination anglaise. Dieppe tomba au pouvoir des Français; Fécamp, Arques, Lillebonne, Montivillers, Harfleur, Tancarville, Saint-Valery-en-Caux se donnèrent volontairement à eux.

Après diverses tentatives du duc de Bourgogne pour faire accepter sa médiation aux Anglais dans leurs démêlés avec la France, tentatives qui furent dédaigneusement repoussées, il leur déclara la guerre, envoya un secours de six cents combattants au connétable et au bâtard d'Orléans, pour les aider à reconquérir Paris, et se disposa lui-même à faire le siége de Calais.

Les Parisiens, à l'époque de l'invasion de Henri V en France, n'avaient reçu à bras ouverts les Anglais que parce que ceux-ci étaient alors les alliés du duc de Bourgogne, à la faction duquel ils appartenaient eux-mêmes. Mais depuis que le traité d'Arras avait fait rentrer le duc Philippe dans le giron de la monarchie légitime, les habitants de la capitale se considéraient comme y étant rentrés également, et, depuis ce moment, l'autorité anglaise leur avait paru plus odieuse et plus insupportable que jamais. Lord Willoughby, chargé par le gouvernement d'Angleterre de contenir cette grande ville, et qui n'avait que deux mille soldats sous ses ordres, exerçait une terreur impitoyable, et faisait pendre ou jeter à la rivière tous ceux qu'il soupçonnait de désirer le triomphe de la cause nationale.

Paris se trouvait dans la plus horrible situation. Les vivres y étaient d'une cherté extrême; les ouvriers manquaient d'ouvrage; le commerce était anéanti. Sur ces entrefaites, une partie de la garnison anglaise étant sortie pour piller la campagne, fut attaquée par le connétable et presque entièrement taillée en pièces; ceux qui échappèrent à la destruction se réfugièrent à Saint-Denis, dans la tour du Venin, dont on forma le siége aussitôt.

Les bourgeois de Paris, malgré l'affreuse tyrannie qui pesait sur eux, parvinrent à nouer des relations avec le connétable. Celui-ci leur promit, au nom du roi, un pardon général, et s'engagea à empêcher tout désordre lorsque ses troupes prendraient possession de la capitale. A ces conditions, les bourgeois s'employèrent activement à lui en faciliter l'entrée. Une grande fermentation ne tarda pas à se manifester dans le quartier des Halles, le plus populeux et le plus remúant de toute la ville. Willoughby, ne pou-

vant espérer, avec la poignée d'hommes qu'il avait, de résister à l'armée royale au dehors, et à l'immense population parisienne au dedans, concentra sa petite troupe vers la Bastille et la porte Saint-Antoine, et se contenta d'envoyer dans les principales rues de grosses patrouilles pour dissiper les rassemblements ; mais les rassemblements, dissipés sur un point, se reformaient sur un autre, plus menaçants et plus nombreux.

Le comte de Richemont, ayant fait choix de ses soldats les mieux disciplinés, passa à leur tête sur la rive gauche de la Seine, se présenta devant la porte Saint-Jacques, qui lui fut ouverte par les bourgeois, et fit son entrée dans Paris, accompagné du bâtard d'Orléans et d'une foule d'autres seigneurs, Armagnacs ou Bourguignons, qui ne reconnaissaient plus maintenant qu'une seule bannière, celle de Charles VII. Un seul cri partait de toutes les bouches : « La paix! la paix! » A ce cri se mêlaient ceux de : « Vive le roi! vive le duc de Bourgogne! » Chefs et soldats, ouvriers et bourgeois, tous étaient ivres d'allégresse et s'embrassaient avec effusion. C'est le 13 avril 1436 que le connétable de Richemont pénétra dans Paris. Il y avait dix-sept ans que les Anglais, sous la conduite de leur roi, Henri V, s'en étaient emparés.

Cependant, Willoughby crut qu'il était de son honneur de tenter un dernier effort pour comprimer le soulèvement des Parisiens et repousser le connétable. Il partagea ses soldats en trois colonnes; la première se dirigea sur les halles, et la seconde sur la porte Saint-Martin; mais toutes les deux ayant rencontré des masses de bourgeois armés, qui firent bonne contenance à leur approche, ne jugèrent pas à propos d'engager le combat, et rétrogradèrent. La troisième colonne, commandée par Willoughby lui-même, s'a-

vança jusqu'à la porte Saint-Denis. Les bourgeois s'étaient rendus maîtres de ce poste, le plus important de la rive droite; lorsqu'ils aperçurent la colonne anglaise, ils tournèrent de son côté les canons des remparts, et firent feu plusieurs fois sur elle. Ce n'était pas seulement les bourgeois de Paris qui défendaient la porte Saint-Denis, mais trois à quatre mille paysans des environs, qui, à la première nouvelle de l'insurrection des Parisiens, étaient accourus pour leur prêter main-forte contre les Anglais, qu'ils avaient en exécration. Willoughby se hâta de regagner la Bastille, où les deux autres colonnes l'avaient précédé, et il s'y renferma avec tout son monde.

Le connétable parcourut triomphalement les principaux quartiers de Paris, haranguant le peuple, recevant la soumission des bourgeois, et donnant les ordres les plus sévères pour que ses soldats ne commissent aucun excès. Il alla ensuite entendre la messe à Notre-Dame, et y fit lire publiquement les lettres d'abolition qu'il avait accordées. Puis il s'occupa de réduire la Bastille. Il aurait bien désiré pouvoir s'emparer de cette forteresse de vive force, afin de mettre à rançon ceux qui s'y étaient réfugiés, mais il n'avait pas assez d'argent pour un siége de cette importance. Il fut donc obligé d'admettre à composition Willoughby et ses Anglais, qui offrirent de rendre la Bastille, à la condition qu'on les laisserait se retirer sains et saufs, avec tous ceux qui voudraient les suivre. Richemont y consentit, et, le 17 avril, les Anglais sortirent par la porte Saint-Antoine, firent le tour des remparts, et allèrent s'embarquer, au-dessous de Paris, sur la Seine, qui les transporta à Rouen. Tout prospérait aux Français. Les forteresses de Montlhéry et de Marcoussis, apprenant l'entrée des troupes royales à Paris, ouvrirent leurs portes; la tour du Venin fut empor-

tée; plusieurs personnages, qui avaient joué à Paris un rôle sanglant sous la domination anglaise, entre autres le prévôt, Simon Morhier, furent faits prisonniers par les gens du connétable, et mis à rançon. Aucun Anglais ne fut tué ni maltraité. L'abondance renaquit aussitôt dans la capitale; les vivres y arrivèrent de toutes parts, et s'y vendirent à bas prix. Le peuple, que ce brusque changement de destinée comblait de joie, s'exprimait en ces termes sur les Anglais : « On voyait bien qu'ils n'étaient pas en France pour y rester : on n'en a pas vu un semer un champ de blé ou bâtir une maison; ils détruisaient leurs logis sans jamais songer à les réparer, et ils n'ont pas peut-être relevé une cheminée. Il n'y avait que leur régent, le duc de Bedford, qui aimait à faire des bâtiments et à faire travailler le pauvre peuple. Il valait mieux qu'eux, et aurait voulu la paix; mais, le naturel de ces Anglais, c'est de guerroyer toujours avec leurs voisins; aussi, ils finissent tous mal, et, Dieu merci, il en est déjà mort en France plus de soixante-dix mille. »

Après la soumission de Paris, et lorsque les Anglais étaient tout étourdis encore de ce coup terrible porté à leur puissance, si les Français eussent poussé la guerre contre eux avec vigueur, il est probable qu'ils les eussent expulsés, sinon de tout le territoire, du moins de la province de Normandie. Mais Charles VII était incapable d'aucune résolution énergique, et ses capitaines, nullement d'accord entre eux, faisaient la guerre chacun de son côté, sans coordonner leurs opérations, sans agir de concert. C'est à peine si les troupes anglaises, de ce côté-ci de la Manche, s'élevaient à trois ou quatre mille hommes; et, cependant, il suffisait à l'Angleterre de ces faibles moyens pour tenir encore la France en échec, tant il y avait d'indécision et

d'incohérence dans les efforts de notre patrie pour s'affranchir du joug étranger.

Le duc de Bourgogne, qui agissait avec plus de résolution, et dont les capitaines étaient plus dociles à ses volontés, alla mettre le siége devant Calais, à la tête de dix-sept mille Flamands. Bientôt il eut lieu de se repentir de n'avoir amené avec lui, ni ses braves Picards, ni ses fidèles Bourguignons. Les Flamands étaient devenus de fort mauvais soldats, depuis que, jouissant d'une liberté pleine et entière, sous la maison de Bourgogne, ils n'étaient plus obligés de prendre à tout moment les armes pour faire valoir leurs droits. Inexpérimentés dans l'art de combattre, poltrons, indisciplinés, ils étaient, de plus, toujours prêts à crier à la trahison, quand la moindre contrariété ou le moindre revers venait les assaillir, et ils poussaient si loin l'arrogance et l'orgueil, que le duc de Bourgogne était contraint de se plier sans cesse à leurs exigences, à leurs caprices.

Une flotte hollandaise, qui était venue bloquer la ville par mer, ayant été forcée par les mauvais temps de renoncer à l'entreprise et de regagner ses ports, les Flamands déclarèrent que, puisqu'on ne leur tenait pas la promesse qu'on leur avait faite d'assiéger à la fois la ville par mer et par terre, ils voulaient s'en retourner chez eux. Le duc les supplia de ne pas lui faire cet affront à la face des Anglais; ils furent sourds à toutes ses instances, levèrent leur camp en tumulte, et reprirent la route de leur pays, au grand désespoir de Philippe, à qui le duc de Glocester avait fait proposer la bataille, et qui l'avait acceptée. Le duc de Glocester débarqua à Calais, avec dix mille hommes, peu de jours après la retraite des Flamands. Ne trouvant aucune résistance, il ravagea et pilla la Flandre maritime, puis il re-

passa en Angleterre, chargé de butin, et emmenant avec lui cinq mille petits enfants, pour que les parents lui en payassent rançon.

Une heureuse révolution s'était opérée dans le caractère et dans les habitudes de Charles VII. L'amour, qui avait rendu ce prince si méprisable durant les quinze premières années de son règne, fut précisément ce qui le fit sortir de sa profonde et déshonorante léthargie. Sa maîtresse, la belle Agnès Sorel, enflamma son cœur de la noble passion de la gloire, et profita de l'empire absolu qu'elle exerçait sur son esprit pour l'arracher à son énervante mollesse, et pour le faire agir en roi.

Charles, dans le courant de l'année 1437, vint mettre le siége devant Montereau; et, après six semaines de combats incessants, dans lesquels le roi de France paya bravement de sa personne comme un simple chevalier, il enleva d'assaut cette place importante. Peu de temps après, Charles fit sa rentrée dans Paris; dix-neuf ans s'étaient écoulés depuis que Tannegui-Duchâtel l'en avait fait sortir pour le soustraire aux Bourguignons. Il ne demeura dans cette ville que fort peu de temps, et n'y marqua son séjour par aucune grande mesure d'intérêt public. Après son départ, les courses des écorcheurs, d'une part, celles des Anglais, de l'autre, interrompirent l'arrivage des denrées, et cette populeuse cité fut en proie à toutes les horreurs de la disette. Une maladie pestilentielle ne tarda pas à se déclarer, qui fit périr plus de cinquante mille personnes de tous rangs et de tous âges. Dans cette désolation, le connétable et les principaux capitaines jugèrent prudent de fuir une ville où la mort ne respectait ni les conditions les plus humbles, ni les plus hautes fortunes. Si, dans ce moment, les Anglais eussent tenté de reprendre Paris, leur entreprise eût infailli-

blement réussi. Mais la crainte de la famine et de la peste les tint à distance ; ils abandonnèrent même plusieurs de leurs postes les plus rapprochés de la capitale. Les Parisiens, à défaut de défenseurs, étaient du moins protégés contre leurs ennemis par les deux terribles fléaux qui les décimaient avec une rage si aveugle et si furieuse.

Au commencement de 1439, de nouvelles négociations pour la paix s'ouvrirent entre la France et l'Angleterre, sous la médiation de la duchesse de Bourgogne, nièce du cardinal de Winchester. Les conférences se tinrent à Gravelines. Les Anglais, selon leur invariable coutume, firent des demandes incroyablement exagérées. Ils voulaient que Charles VII renonçât au trône de France en faveur de Henri VI, et qu'il se contentât d'un apanage de vingt mille livres de revenus en Languedoc. Une pareille prétention ne pouvait être considérée comme sérieuse ; les négociateurs anglais en firent bon marché eux-mêmes, et finirent par demander que le traité de Brétigny fût remis en vigueur, et que le roi d'Angleterre conservât le titre de roi de France, concurremment avec Charles VII. Cette proposition, moins absurde que la première, ne fut pourtant pas acceptée. Les Français exigeaient la renonciation absolue, et sans condition, de Henri VI à la couronne de France, et ils ne consentaient à lui accorder que les terres et seigneuries dont il était actuellement en possession sur le continent. Le roi d'Angleterre, influencé par son oncle, le duc de Glocester, qui trouvait son profit à la continuation des hostilités, rejeta l'*ultimatum* de la France, et le congrès de Gravelines fut rompu.

Grâce aux habiles mesures de Charles VII pour se procurer de l'argent, ce nerf tout puissant de la guerre, grâce à l'activité inattendue que ce monarque déploya dans l'ad-

ministration de son royaume, le connétable, à la tête d'une armée bien équipée et abondamment pourvue de tout le matériel nécessaire à la réduction des places fortes, assiégea Meaux et s'en rendit maître par la supériorité de son artillerie. La possession de cette ville était d'autant plus importante, qu'elle commandait le cours de la Marne, et qu'une fois entre les mains des Français, elle facilita beaucoup l'approvisionnement de Paris. Charles VII, peu de temps après, convoqua à Orléans les états-généraux, pour leur soumettre ses vues sur la réorganisation du royaume.

Les états d'Orléans s'occupèrent de deux grandes questions, celle de la paix, et celle de ramener l'armée sous le joug de la discipline. D'une commune voix, il fut résolu qu'on enverrait une nouvelle ambassade aux Anglais, pour leur proposer de mettre enfin un terme aux fureurs de la guerre. Mais, l'affaire qui paraît avoir préoccupé le plus vivement l'assemblée nationale, fut la création de quinze compagnies d'ordonnance, composées chacune de cent lances, et formant en tout un effectif de neuf mille combattants. Cette force permanente, qui ne fut définitivement établie que quelques années plus tard, était le seul moyen de faire cesser les désordres et les brigandages des gens de guerre, qui ne reconnaissaient plus aucun frein, et faisaient autant de mal aux pauvres habitants des campagnes que les Anglais eux-mêmes.

Charles, pour se conformer au vœu des trois états du royaume, publia une ordonnance par laquelle il déclara qu'à l'avenir, les capitaines seraient responsables de la conduite de leurs soldats; qu'ils seraient tenus de les empêcher de piller les gens d'église, les nobles, les marchands, les laboureurs, et que, faute par eux de réprimer ces crimes de leurs subordonnés, ils seraient punis de la perte de

la noblesse. Par la même ordonnance, Charles assigna à chacun de ses capitaines le poste qu'il devait occuper, et leur défendit à tous de s'en éloigner sans son ordre.

Le mécontentement de l'armée fut extrême, quand elle apprit qu'elle ne pourrait plus, à l'avenir, vivre à discrétion chez les paysans, et qu'elle serait obligée d'observer une discipline rigoureuse. Les soldats se mirent à déserter par bandes; leurs chefs, bien loin de les retenir, les encourageaient à quitter leurs drapeaux; les barons eux-mêmes, à qui il était interdit dorénavant de lever des tailles et des péages sans y être autorisés par les états, se récrièrent avec amertume contre une pareille gêne, qu'ils appelaient tyrannie. Hormis quelques grands seigneurs, tels que le connétable de Richemont, le comte de la Marche, le comte du Maine, qui demeurèrent fidèles au roi, tout le reste de la noblesse, sans en excepter le fameux bâtard d'Orléans, décoré nouvellement du titre de comte de Dunois, se mit en révolte ouverte contre l'autorité royale. Le dauphin, qui fut depuis Louis XI, et qui n'était alors âgé que de dix-sept ans, se joignit à la *Praguerie*, c'est ainsi qu'on appela cette insurrection des barons contre Charles VII, insurrection que l'on peut considérer comme une des dernières manifestations de l'esprit anarchique du moyen-âge contre le pouvoir unitaire et central qui s'était élevé si audacieusement et si heureusement sur les débris de la féodalité.

Le peuple, avec cet instinct merveilleux qui lui tient lieu souvent d'instruction et de lumières, et qui forme toute sa politique, comprit que la révolte de la noblesse contre le roi, malgré les belles protestations de désintéressement des seigneurs, était une criminelle atteinte portée à ses propres droits, à ses propres intérêts, puisque ses intérêts et ses droits se confondaient avec ceux de la royauté. Loin donc

de prendre parti pour la noblesse, le peuple se rangea du côté de Charles VII, et lui donna la victoire contre les barons révoltés. Il faut dire aussi que ce roi, naguère si indolent, si voluptueux, fit preuve en cette occasion d'une activité, d'une résolution, d'une énergie peu communes; malgré le courage et les talents des seigneurs qui combattaient contre lui, il parvint, en assez peu de temps, à les soumettre tous, et leur accorda un généreux pardon, qui rehaussa encore l'éclat de son triomphe.

La praguerie était détruite; mais, au moment où Charles VII venait de faire rentrer la noblesse dans le devoir, une nouvelle et plus formidable ligue se forma contre lui. Le duc de Bourgogne, effrayé du nouveau caractère qui se développait chez le roi de France, et craignant que la puissance royale n'annihilât entièrement la sienne, s'unit secrètement au duc d'Orléans, prisonnier des Anglais, négocia activement pour obtenir sa mise en liberté, et, quand il l'eut obtenue, lui donna en mariage sa nièce, Marie de Clèves. Ces deux princes pensaient qu'en réunissant ainsi leurs forces, en mettant en commun leur influence, ils parviendraient, non seulement à contrebalancer le pouvoir de Charles VII, mais à le réduire lui-même à un rôle secondaire.

Charles vit du premier coup d'œil où voulaient en venir les ducs d'Orléans et de Bourgogne, que jusqu'alors on avait cru irréconciliablement ennemis; et, afin de leur montrer qu'il était résolu de gouverner sans eux, et même contre eux, si le cas y échéait, il rappela de l'exil Tanneguy-Duchâtel, et lui confia un commandement militaire. En même temps il se mit à la tête de son armée, et la conduisit en Champagne, celle de toutes les provinces de France où son autorité était le moins respectée, et où les aventu-

niers et les écorcheurs se livraient aux plus effroyables excès. Après en avoir fait de terribles exemples, il se rabattit sur l'Ile de France, où il s'empara de Creil et assiégea Pontoise.

Les Anglais attachaient beaucoup d'importance à cette ville, d'où ils tenaient continuellement en alarmes la population de Paris, et qui était comme leur poste avancé au cœur de la France. Aussi firent-ils des efforts extraordinaires pour la conserver. Quatre fois Talbot, le plus redouté des généraux anglais, vint ravitailler la place et présenter la bataille à Charles VII, qui la refusa constamment, et recommença quatre fois le siége avec une persévérance admirable. A la fin, le roi de France l'emporta; Pontoise fut pris d'assaut; six cents Anglais périrent; le reste fut emmené à Paris et noyé dans la Seine. On n'épargna que ceux qui purent se racheter. Vers le même temps, les Français s'emparèrent également d'Evreux. Les Anglais, qui avaient épuisé toutes leurs ressources pour secourir Pontoise, se trouvèrent réduits à une inaction presque complète. Charles VII en profita pour se transporter, avec une partie de ses troupes victorieuses, dans le Midi de son royaume, où les Anglais, plus heureux que dans le Nord, avaient obtenu quelques succès sur le sire d'Albret. Ce dernier, assiégé dans Tartas, avait promis de se rendre le 23 juin 1442, si, à cette époque, le roi n'était venu en personne le délivrer et *tenir sa journée* (1) devant la place.

Charles convoqua tous ses barons de Languedoc à Toulouse, se mit à leur tête et parut, au jour fixé, sous les murs de Tartas. Les Anglais étaient loin de s'attendre à une telle diligence de la part d'un roi qui, durant dix-sept an-

(1) C'est-à-dire présenter la bataille.

nées, avait été plongé dans une si profonde inertie; et il est probable que le sire d'Albret lui-même ne comptait guère sur le secours de Charles. Toujours est-il que ce monarque offrit le combat aux Anglais, et que ceux-ci, n'osant l'accepter, se retirèrent précipitamment. Les Français prirent ensuite d'assaut Saint-Sever, et, par composition, la ville de Dax. Beaucoup d'autres places tombèrent en leur pouvoir, et ils terminèrent la campagne par la prise de la Réole.

La joie que ressentait Charles VII de tant de succès, était tempérée par les inquiétudes que lui causaient les membres de sa propre famille. Une conférence de tous les princes de la maison de France eut lieu à Nevers, au mois de mars 1442. On y rédigea des remontrances qui furent présentées au roi, et qui n'avaient d'autre objet que d'embarrasser la marche du gouvernement royal, et de mettre Charles VII dans la nécessité de subir le joug des princes du sang. Charles répondit avec une modération et une sagesse qui lui concilièrent tous les cœurs, même ceux des mécontents, et le duc d'Orléans, qui avait été un des principaux moteurs de la conférence de Nevers, fut un des premiers à déposer toute hostilité et à faire sa soumission au roi.

A peine cette affaire fut-elle apaisée que la révolte du comte d'Armagnac éclata. Ce puissant seigneur fit alliance avec les Anglais. Mais les discordes du duc de Glocester et du cardinal de Winchester paralysaient à tel point cette nation, naturellement si active, si entreprenante, qu'elle n'envoya aucun secours au comte, et que celui-ci fut écrasé par des forces supérieures et fait prisonnier.

La puissance toujours croissante du roi Charles, les succès qu'il obtint contre ses ennemis du dedans et du dehors, commencèrent à inspirer de sérieuses réflexions au gouver-

nement d'Angleterre. En même temps que la France reprenait des forces par le rétablissement de l'ordre intérieur, par l'apaisement des vieilles passions féodales, l'Angleterre en perdait chaque jour, précisément par la raison contraire. Dans ce dernier pays, l'incapacité du roi, l'ambition et la jalousie de ses oncles, les mille tiraillements qui en étaient la conséquence inévitable, tout concourait à enflammer les ambitions subalternes et à faire naître une déplorable anarchie. Le cardinal de Winchester, chef du parti de la paix, finit par l'emporter sur son rival, le duc de Glocester, chef du parti de la guerre. Henri VI, n'étant plus circonvenu par le duc de Glocester, qui lui rappelait sans cesse la gloire et les travaux guerriers de son père, Henri V, envoya en France son favori, William de la Pole, comte de Suffolk, pour demander la paix, et lui enjoignit de se prêter à tout ce que les Français exigeraient. On ne pouvait pas se montrer plus accommodant, après avoir mis en avant des prétentions si insolentes, si exagérées. L'ambassadeur de Henri VI et plusieurs grands seigneurs anglais se rencontrèrent à Tours avec le duc d'Orléans, le comte de Vendôme, et les sires de Brézé et de Beauveau, représentants de la France.

La première chose sur laquelle les plénipotentiaires des deux puissances tombèrent d'accord, fut la nécessité de conclure une trêve qui leur permît de construire à loisir et en toute sécurité pour les deux peuples, l'édifice si difficile et si laborieux de la paix. Ils signèrent en conséquence une trêve qui devait durer depuis le 1er juin 1444, jusqu'au 1er avril 1446, et ils convinrent que, durant ces deux années, on s'interdirait de part et d'autre toute espèce d'hostilité. La passion de la guerre était tellement amortie dans le cœur des Français et des Anglais, ces deux nations, na-

guère si acharnées l'une contre l'autre, étaient si lasses des hostilités, et aspiraient si ardemment au repos, après un siècle entier de combats presque incessants, qu'il fut stipulé que toute infraction à la trève ne serait pas un motif de rupture, mais que de part et d'autre on nommerait des commissaires qui poursuivraient la punition des coupables.

Cet armistice fut, peu de temps après, cimenté par le mariage du roi d'Angleterre avec une princesse du sang de France, Marguerite d'Anjou. La jeune reine, élevée à l'école du despotisme royal, dans la maison de Valois, voulut introduire en Angleterre les maximes et les exemples qu'elle avait sucés avec le lait dans son pays natal; elle se fit l'alliée et, en quelque sorte, l'instrument du cardinal de Winchester et du comte de Suffolk pour perdre Glocester, et y parvint. Glocester, accusé à tort ou à raison d'avoir voulu détrôner Henri VI pour se mettre à sa place, fut arrêté et mis à mort sans forme de procès.

Winchester ne survécut que de quelques semaines à son rival Glocester. Il mourut de remords, dit-on, d'avoir fait périr ce dernier, qui était son neveu, comme si le remords pouvait approcher des âmes où fermente le virus de l'ambition. Suffolk et Marguerite restèrent désormais les seuls dépositaires de l'autorité souveraine. L'imbécile Henri VI, incapable d'aucune volonté, leur abandonna entièrement les rênes d'un pouvoir qui accablait sa faiblesse. Honteux de l'incapacité de leur roi, et indignés de l'insolence d'une étrangère qui tendait ouvertement à la tyrannie, les Anglais alors tournèrent leurs regards vers la branche d'Yorck, et trouvèrent que ses droits à la couronne étaient infiniment plus légitimes que ceux de la branche de Lancastre. Cette dernière, en effet, descendait du troisième fils d'Édouard III, tandis que la branche d'Yorck descendait du deuxième, et

avait été violemment et injustement dépossédée du trône par Henri de Hereford. Il en résulta une division profonde dans la nation britannique, dont une partie épousa les intérêts de la maison d'Yorck, et l'autre s'attacha à la fortune de la maison de Lancastre. A leur tour, nos voisins d'outre-mer furent en proie à toute l'horreur des discordes civiles; occupés à réagir contre eux-mêmes, à s'entre détruire, ils n'eurent plus ni le temps ni la pensée de porter le fer et la flamme de ce côté-ci du détroit.

Charles VII profita habilement des dissensions intestines de l'Angleterre pour ressaisir les provinces que cette puissance lui retenait encore. Quatre armées françaises attaquèrent simultanément la Normandie. Le duc de Sommerset, n'ayant ni argent, ni soldats, ne put tenir la campagne devant un si grand déploiement de forces, et se retira dans la ville de Rouen où il ne tarda pas à capituler. Beaucoup d'autres villes imitèrent cet exemple. Une armée anglaise, accourue sous les ordres de sir Thomas Kyriel, pour venger tant de désastres, fut vaincue à Fourmigny, en bataille rangée, par le connétable, et perdit près de quatre mille hommes. Cette action décida du sort de la Normandie. Toutes les villes que les Anglais possédaient encore se rendirent; il ne leur resta plus un pouce de terrain dans cette province, pour la conservation de laquelle ils avaient prodigué tant de sang et tant de trésors.

Les Français victorieux marchèrent ensuite contre la Guyenne, où les Anglais étaient moins encore en position de leur résister qu'en Normandie. L'Angleterre se trouvait alors dans un état aussi déplorable que l'avait été la France après le désastre d'Azincourt. Henri VI était presque aussi nul, presque aussi insensé, que son aïeul maternel, Charles VI, et Marguerite d'Anjou ne le cédait point en ambi-

tion à Isabeau de Bavière. Une ligue puissante s'était formée contre Suffolk et l'avait fait périr, malgré tous les efforts de la reine pour le sauver. Cette dernière lui avait donné pour successeur, à la tête du conseil, le duc de Sommerset, non moins détesté que Suffolk, mais sur l'appui duquel elle comptait pour tenir en bride l'ambitieux duc d'Yorck. Cette anarchie, cette désorganisation toujours croissante du gouvernement anglais était on ne peut plus favorable à Charles VII, qui n'avait plus qu'à se laisser entraîner au torrent de la prospérité et de la victoire.

La conquête de la Guyenne s'exécuta rapidement. Les forteresses ne se défendirent qu'autant qu'il le fallait pour sauver l'honneur des garnisons. Bordeaux et Bayonne ayant capitulé, la première ville le 23 juin 1451, la seconde le 21 août de la même année, faute de recevoir les secours qu'on leur avait promis, les Anglais ne conservèrent plus que la seule place de Calais sur le continent, et la Guyenne se trouva annexée sans retour à la monarchie française après avoir appartenu trois siècles aux Anglais.

L'année suivante, le gouvernement d'Angleterre, débarrassé de l'opposition du duc d'Yorck qui avait fait sa soumission au roi, envoya une armée, sous les ordres de Talbot, pour reconquérir la Guyenne. Talbot, le plus fameux capitaine de l'Angleterre à cette époque, était âgé de quatre-vingts ans quand on lui confia cette périlleuse mission. Il reprit Bordeaux par surprise, et, avec son activité et son audace accoutumées, se rendit maître de toutes les places de l'Agenois, du Bazadois et du Bordelais. Étonnés d'une attaque si soudaine, si impétueuse, les Français restèrent quelque temps sur la défensive; mais au printemps de l'année 1453, ils marchèrent droit aux Anglais et reconquirent une à une les forteresses dont ces derniers s'étaient empa-

né. Talbot vint attaquer l'armée française au moment où elle assiégeait Châtillon de Périgord. Le temps n'était plus où les redoutables archers d'Angleterre décidaient presque toujours à eux seuls du gain des batailles. La supériorité était désormais acquise à l'artillerie française. Talbot l'apprit à ses propres dépens. S'étant avancé jusque sur le bord des retranchements français, avec cette confiance téméraire que les Anglais conservaient encore malgré toutes les défaites qu'ils avaient essuyées, il fut tué d'un coup de couleuvrine. Cet événement ralentit l'ardeur de ses gens, qu'une grêle de boulets avait déjà mis dans un affreux désordre. Les Français voyant leur hésitation, leur désarroi, sortirent de leur camp, fondirent sur eux et en firent un carnage horrible. L'armée anglaise fut presque entièrement détruite. Après cette victoire, la Guyenne retourna tout entière sous les lois du roi de France qui, pour la punir de l'attachement que quelques-unes de ces villes, et notamment Bordeaux, avaient manifesté pour les Anglais, la priva de ses priviléges.

La guerre continua longtemps encore entre la France et l'Angleterre, mais avec une extrême tiédeur qui s'explique, d'une part, par la démence de Henri VI et par les luttes implacables des maisons d'Yorck et de Lancastre ; de l'autre, par les graves démêlés de Charles VII et du dauphin. Au mois d'août 1457, une troupe de Français, sous les ordres du sénéchal de Normandie et du capitaine d'Evreux, firent une descente en Angleterre, prirent et pillèrent la ville de Sandwich, tuèrent trois cents Anglais, et se rembarquèrent avec leur butin. L'issue de cette expédition, quelque peu importante qu'elle fût, prouve à quel degré d'impuissance était tombée notre orgueilleuse rivale. La guerre terrible qui s'était engagée entre la branche d'Yorck

et celle de Lancastre, se termina par le triomphe de la première, en 1461, et par l'élévation au trône du comte de la Marche, sous le nom d'Édouard IV. C'était le fils aîné de ce même duc d'Yorck qui avait lutté si désespérément contre Marguerite d'Anjou, et que, tout récemment, cette dernière avait vaincu et tué à la bataille de Wakefield.

Charles VII mourut le 22 juillet de la même année, de langueur, selon les uns, d'inanition, selon les autres. On prétend que la crainte d'être empoisonné par son fils aîné, le dauphin, lui fit repousser toute nourriture, même celle que son plus jeune fils, Charles, goûtait devant lui. D'un autre côté, certains auteurs assurent que cette abstinence avait pour cause un ulcère qui s'était formé dans sa gorge, et qui rendait le passage des aliments impossible.

CHAPITRE IV.

1461.—1559.

SOMMAIRE. — Louis XI succède à Charles VII. — Politique du nouveau roi. — Il applique tous ses efforts à abaisser, à détruire les grands vassaux. — L'Angleterre, en proie à mille déchirements intérieurs, ne le trouble pas dans l'accomplissement de cette tâche. — Edouard IV, roi d'Angleterre, reste définitivement en possession du trône. — Il débarque à Calais avec une armée pour faire la guerre à la France. — Traité de Pecquigny. — Mort de Louis XI et minorité de Charles VIII. — Bataille de Bosworth en Angleterre. — Bataille de Saint-Aubin-du-Cormier, en Bretagne. — Henri VII, roi d'Angleterre, projette une descente en France. — Traité d'Etaples. — Louis XII succède à Charles VIII. — Ligue de Malines. — Revers des Anglais sur mer. — Invasion de Henri VIII dans le nord de la France. — Il prend Térouanne et Tournay. — Traité de Londres. — Mariage de Louis XII avec la sœur de Henri VIII. — Avénement de François 1er. — Son entrevue avec Henri VIII, au champ du Drap-d'Or. — Traité d'alliance entre Henri VIII et Charles-Quint contre la France. — Ligue sainte. — Schisme d'Angleterre. — Henri VIII est tour à tour ami et ennemi de François Ier. — Il porte la guerre en France de concert avec l'empereur. — Traités de Crespy et de Guines. — Mort de Henri VIII. — Mort de François Ier. — Henri II, successeur du dernier, recouvre Boulogne sur les Anglais. — La reine d'Angleterre, Marie, déclare la guerre à la France. — Prise de Calais par le duc de Guise. — Paix avec l'Angleterre. — Mort de Henri II.

Tout change d'aspect à la mort de Charles VII, et à l'avénement de son fils Louis XI. Le moyen-âge finit; l'ère moderne commence; une révolution immense s'opère sur le trône et autour du trône. Avec Louis XI, le despotisme royal est arrivé, sinon à son plus grand développement, du moins à son expression la plus terrible. Après lui, l'inflexible Richelieu et l'indomptable Convention n'auront plus

qu'à glaner. Les sentiers que suivront ces deux colosses, dans leur marche audacieuse à travers les décombres du passé, auront été frayés par Louis XI ; à chaque pas, ils retrouveront les traces puissantes de ce roi, qui fut le destructeur de la féodalité, et l'organisateur du pouvoir central en France ; de ce roi qui prépara de loin le triomphe de la liberté, en ne donnant à la tyrannie qu'une seule tête plus facile à abattre.

Les cinq derniers rois de France avaient moins songé à obtenir ce grand et décisif résultat, qu'à occuper, qu'à user l'activité des hauts barons dans des expéditions et des guerres continuelles. L'eussent-ils voulu, d'ailleurs, que la longue et sanglante lutte engagée avec l'Angleterre y aurait mis un invincible obstacle. Au reste, cette lutte même, qui semblait devoir rendre à l'aristocratie féodale son importance passée, ne fit que hâter le moment de sa ruine. Le sang qui coula à grands flots dans les champs de Crécy, de Poitiers, d'Azincourt, de Verneuil, était le plus pur sang de la noblesse ; jamais elle ne se releva de ces terribles défaites ; et, dans l'état d'épuisement et de faiblesse où elle se trouvait, quand la main de fer de Louis XI s'appesantit sur elle, elle ne sut que tendre docilement la gorge au couteau.

Louis XI procéda tout autrement que les rois auxquels il succédait. Il était impossible de paraître sur la scène du monde, dans des circonstances plus favorables. L'Angleterre n'était plus à craindre pour la France ; les autres puissances de l'Europe étaient trop divisées entre elles pour lui inspirer de sérieuses inquiétudes ; Louis XI pouvait donc concentrer toute son attention sur ce qui se passait à l'intérieur. Il voyait l'aristocratie féodale désorganisée et décimée par cent cinquante ans de guerre, mais toujours

ambitieuse, toujours remuante, toujours redoutable, malgré son impuissance même, pour peu que le pouvoir royal s'endormît dans une dangereuse sécurité et la laissât reprendre des forces. Il résolut d'en finir une bonne fois avec ces turbulents seigneurs qui avaient causé de si cruelles insomnies à ses prédécesseurs et à lui-même, et alors commença cette terreur monarchique qui hérissa le sol d'échafauds et de gibets, et qui transforma la France en un vaste et lugubre charnier.

Cette tâche parut à Louis XI tellement importante, que, pour l'accomplir jusqu'au bout, il n'est pas de concessions, pas de bassesses même qu'il ne fît aux puissances environnantes, afin de rester en paix avec elles. En effet, que lui importait quelques villes, quelques provinces de plus ou de moins, quand l'autorité royale était continuellement tenue en échec par une noblesse factieuse et intraitable? Que lui importait de faire trembler l'Europe au bruit de ses victoires, lorsqu'il aurait à trembler lui-même devant un comte ou un baron? Voilà ce qui fit l'objet de la constante préoccupation de Louis XI, et ce qui le rendit, nous ne dirons pas timide, mais circonspect à l'excès dans ses rapports avec ses voisins, et notamment avec l'Angleterre.

Cette puissance, nous le répétons, était, par ses convulsions intérieures, hors d'état de lui nuire à l'époque où il parvint au trône. Le triomphe de la maison d'Yorck sur celle de Lancastre avait été suivi des plus atroces violences; les exécutions à mort s'étaient succédé avec une effroyable rapidité pendant les premiers mois du règne d'Édouard IV.

Marguerite d'Anjou, femme d'un courage et d'une opiniâtreté rares, s'était réfugiée en Ecosse à la suite de ses désastres. Elle passa bientôt en France et vint demander

des secours à Louis XI pour ressaisir la couronne d'Angleterre. Louis n'était pas homme à s'embarquer imprudemment dans une entreprise hasardeuse et qui ne lui promettait aucun avantage. La fortune de Marguerite lui paraissait désespérée, et il voulait éviter de se brouiller avec le nouveau gouvernement d'Angleterre. Il refusa donc une armée; mais il permit que Henri de Brézé, qu'il n'aimait pas, partît avec deux mille hommes pour servir sous les étendards de Marguerite. Ce faible secours, joint à quelques milliers d'Ecossais, et aux partisans de la maison de Lancastre, donna l'espoir à la reine déchue qu'elle pourrait lutter victorieusement contre la puissante maison d'Yorck. Mais elle essuya deux défaites consécutives, à la suite desquelles l'infortuné Henri VI fut fait prisonnier et renfermé à la Tour de Londres. « Il dut moins son salut, dit un historien, à la générosité de ses ennemis, qu'au mépris qu'ils avaient de son peu de courage et de génie. »

Édouard ne jouit pas longtemps de sa haute position, acquise par tant de crimes. Le comte de Warwick, qui avait puissamment contribué à son élévation, et qui ne se croyait pas suffisamment récompensé, le renversa du trône et mit à sa place ce même Henri VI que le parlement avait déclaré indigne de régner. Édouard ne perdit point courage; aidé du duc de Bourgogne, il fit de si puissants efforts qu'il parvint à écraser Warwick, malgré l'appui que Louis XI prêtait à ce dernier. La mort de Henri VI et de son jeune fils fut la conséquence de cette restauration, qui ne le céda à la première ni en spoliations odieuses, ni en lamentables horreurs.

Louis XI fut vivement désappointé de la prompte et complète destruction de Warwick, sur lequel il comptait s'appuyer dans sa lutte vive et opiniâtre contre Charles le Té-

ménie, duc de Bourgogne. Édouard IV se hâta d'offrir à celui-ci ses secours contre Louis XI ; Charles n'eut garde de les refuser. Entre lui et le roi de France, un duel à mort était engagé. Si la politique de Louis XI tendait à abaisser les hauts barons féodaux, celle de Charles-le-Téméraire consistait à affaiblir l'autorité royale et à réduire le monarque au rôle passif et presque nul des premiers Capétiens. Dans une conversation qu'il eut avec Comines, et que celui-ci nous a transmise, il lui avoua qu'au lieu d'un seul roi de France il voulait qu'il y en eût six. Il ne fallait rien moins qu'un génie aussi actif, aussi puissant que celui du roi de France pour abattre un athlète de la force de Charles-le-Téméraire.

Au mois d'octobre 1474, les hérauts d'armes d'Édouard IV vinrent sommer Louis XI de restituer à leur maître les deux duchés de Normandie et de Guyenne, ou de se préparer à combattre. Le roi de France ne fut nullement surpris de cette déclaration de guerre ; il était averti que, depuis quelque temps, une étroite alliance s'était formée contre lui entre le roi d'Angleterre, le duc de Bourgogne et le duc de Bretagne. Charles-le-Téméraire avait pris l'engagement d'aider de tout son pouvoir Édouard IV à recouvrer son royaume de France. Édouard lui avait promis, en retour, les comtés de Champagne, de Nevers, de Rhétel, d'Eu, de Guise, le duché de Bar, la baronnie de Douzy et les villes de la Somme. De plus, Édouard s'était engagé à envahir la France avec dix mille soldats, le 1er juillet 1475. En attendant, il envoya deux mille Anglais au duc de Bretagne, qui, de son côté, avait promis de faire une puissante diversion en faveur du roi d'Angleterre et du duc de Bourgogne.

Cet orage formidable aurait épouvanté un cœur moins

ferme et moins intrépide que celui de Louis XI ; le sien ne s'en émut point. Armé de sa ruse et de son habileté ordinaires, il entra en négociations avec le duc de Bretagne, et parvint à lui faire renvoyer les deux mille Anglais qui avaient déjà pris terre à Saint-Malo et à Tréguier. En même temps, il envoya des ambassadeurs aux Allemands et aux Suisses pour les déterminer à attaquer le duc de Bourgogne, promettant aux premiers qu'une armée française de vingt mille hommes se joindrait à eux, et faisant passer aux seconds quatre vingt mille florins du Rhin pour subvenir aux premières dépenses de la guerre qu'ils allaient entreprendre.

Charles-le-Téméraire avait alors deux grandes armées sur pied. L'une fut taillée en pièces par les Suisses, l'autre se fondit presque entièrement au siége de Neuss. Quand Louis XI vit que le duc de Bourgogne se trouvait pour le moment dans l'impossibilité de tenir la campagne, il entra en Picardie avec son armée, et mit à feu et à sang toutes les villes dont il put s'emparer, soit par capitulation, soit de vive force.

Cependant, le roi d'Angleterre, fidèle à sa promesse, débarqua à Calais à la tête d'une armée nombreuse. Charles-le-Téméraire se rendit auprès de lui, mais presque seul, alléguant que deux armées auraient peine à vivre dans un pays dévasté, et qu'il avait cru devoir laisser la sienne en Bourgogne. Edouard se montra fort mécontent de ce qu'il regarda comme une défection de son allié ; et Louis XI eut alors beau jeu pour le détacher de Charles-le-Téméraire. L'armée anglaise était en grande partie composée de nouvelles levées, n'ayant nulle connaissance des progrès que l'art de la guerre avait faits en France. Edouard ne s'était déterminé à la conduire sur le continent que d'après l'assurance

formelle qu'elle serait appuyée par les vieilles bandes de Bourgogne. Ce secours venant à manquer au début même de la campagne, son ardeur belliqueuse en fut singulièrement refroidie.

De son côté, le roi de France n'était pas sans inquiétude quand il songeait aux anciennes victoires d'Édouard III et de Henri V. Détesté des grands dont il refrénait l'ambition, et peu aimé du peuple qu'il était obligé de fouler pour en tirer de l'argent, ce véhicule de toute chose, Louis craignait que la perte d'une bataille n'entraînât un soulèvement général contre lui.

Les deux rois étaient dans ces dispositions, lorsque l'armée anglaise commença à pénétrer dans l'intérieur du royaume; elle prit sa route par Guines, Saint-Omer, Arras, Doullens et Péronne. Au grand étonnement et à la grande indignation du roi d'Angleterre, Charles lui fit fermer les portes de toutes ces villes qui lui appartenaient; procédé qui acheva de lui aliéner le cœur d'Édouard. Celui-ci se présenta ensuite devant Saint-Quentin que le connétable de Saint-Pol avait promis de lui livrer pour qu'il en fît sa place d'armes. Non-seulement le connétable ne tint pas sa promesse, mais il fit tirer sur les Anglais. L'exaspération de ces insulaires et de leur roi était au comble; ils s'apercevaient avec une profonde mortification et une rage qu'ils ne se donnèrent pas la peine de contenir, que le duc de Bourgogne et le comte de Saint-Pol les avaient indignement joués.

Ce fut alors que Louis XI, instruit par ses espions de tout ce qui se passait dans le camp anglais, envoya un de ses hérauts d'armes à Édouard pour lui dire qu'il n'avait d'autre désir que de vivre en bonne amitié avec lui, et pour lui proposer de traiter de la paix. Cette ouverture fut ac-

accueillies avec joie par le roi d'Angleterre, dont les soldats étaient accablés de fatigue et commençaient déjà à manquer de vivres, et qui se voyait trahi par le connétable et par le duc de Bourgogne. Les ambassadeurs de Louis et d'Édouard se réunirent le 13 août 1475, et signèrent le même jour les préliminaires de la paix. Le roi de France s'engagea à payer comptant au roi d'Angleterre une somme de soixante-quinze mille écus; la fille d'Édouard devait épouser le fils de Louis, auquel le duché de Guyenne serait donné en apanage, et il fut convenu que jusqu'au moment du mariage, la France paierait chaque année à l'Angleterre soixante mille écus. Enfin, une trêve de sept années fut stipulée entre les deux puissances, et, pour mettre le sceau à ces conventions, on convint que les deux rois auraient une entrevue.

Louis XI, fort joyeux d'en être quitte à si bon marché, envoya plus de trois cents chariots pleins de vivres aux Anglais, et leur permit d'entrer dans Amiens, où il les traita splendidement; des tables étaient dressées dans toutes les rues, et les aubergistes avaient reçu l'ordre de servir gratis aux soldats d'Édouard tout ce qu'ils demanderaient. Le 29 août, jour fixé pour l'entrevue des deux monarques, Édouard et Louis se dirigèrent, chacun de son côté, avec une suite de douze personnes, vers un pont qui avait été construit sur la Somme, à Pecquigny. Là eut lieu l'échange des ratifications. Les deux rois se promirent réciproquement aide et assistance contre leurs sujets rebelles. Édouard, [illegible] pour le roi de France, promit de rendre la liberté à Marguerite d'Anjou, prisonnière à la Tour de Londres, et Louis, qui faisait les choses avec une magnificence toute royale, s'engagea à payer cinquante mille livres pour sa rançon. Du reste, les deux rois causèrent longuement, et

avec beaucoup de cordialité, et se séparèrent fort contents l'un de l'autre.

Après la conclusion du traité de Pecquigny, il ne resta plus aux ducs de Bourgogne et de Bretagne qu'à traiter séparément avec Louis XI. Le premier signa une trêve de neuf années ; le second transforma en une paix définitive la trêve qui subsistait déjà entre le roi de France et lui. Mais nous devons ajouter que, malgré les protestations de fidélité et de soumission qu'il fit en cette circonstance à Louis, le duc de Bretagne n'en continua pas moins ses négociations secrètes avec l'Angleterre.

Édouard IV et Louis XI moururent la même année, Édouard le 9 avril 1483, Louis le 30 août suivant. Lorsque la mort surprit Édouard, il se disposait à recommencer la guerre contre la France, parce que Louis XI, contrairement aux dispositions du traité de Pecquigny, avait fiancé son fils à la fille de Maximilien d'Autriche. Le peuple d'Angleterre, dont la haine contre la France était toujours aussi vive, aussi implacable, avait fait éclater une joie extraordinaire à la nouvelle de la reprise prochaine des hostilités. Mais cette joie ne fut pas longue ; et les nouvelles révolutions, qui couvaient sourdement de l'autre côté de la Manche, devaient empêcher longtemps l'Angleterre de nous faire du mal.

Lorsque Louis XI se sentit près de sa fin, il fit appeler le sire de Beaujeu, son gendre, et lui parla en ces termes : « Allez à Amboise trouver le roi, mon fils ; je l'ai confié, ainsi que le gouvernement du royaume, à votre charge, et aux soins de ma fille. Vous savez tout ce que je lui ai recommandé, veillez à ce que ce soit fidèlement observé. »

La dame de Beaujeu, de concert avec son mari, gouverna

la France durant la minorité de Charles VIII, et continuer, autant qu'il lui était possible, la politique habile et prévoyante de Louis XI. Les états-généraux, rassemblés à Tours, confirmèrent dans ses mains l'autorité suprême, malgré la vive opposition du duc d'Orléans (depuis Louis XII), qui, en sa qualité de premier prince du sang, réclamait la régence. N'ayant pu s'emparer du pouvoir par les voies légales, il eut recours aux moyens violents et fit alliance avec les ennemis de l'État. On le vit tendre la main successivement à Maximilien d'Autriche, à Richard III, usurpateur de la couronne d'Angleterre, et au duc de Bretagne, auprès duquel il alla chercher un refuge pour se soustraire au juste ressentiment de madame de Beaujeu, qui avait donné l'ordre de l'arrêter.

Mais déjà le plus puissant allié du duc d'Orléans, Richard III, avait été précipité du trône. Frère d'Édouard IV, qui, en mourant, lui avait confié la régence du royaume d'Angleterre et la tutelle de ses deux fils en bas âge, Richard, duc de Glocester, n'avait pas tardé à faire périr ces deux jeunes princes et à s'emparer de la couronne. Après ce crime atroce, Richard accueillit les ouvertures du duc d'Orléans, et lui promit des secours contre madame de Beaujeu; mais il demanda que, pour prix de sa coopération, on lui livrât le comte de Richmond, dernier rejeton de la maison de Lancastre, qui était réfugié à Vannes, en Bretagne, avec un certain nombre de ses partisans.

Madame de Beaujeu devait naturellement prendre fait et cause pour le comte de Richmond, puisque Richard III avait épousé les intérêts du duc d'Orléans. Elle lui donna soixante mille livres et dix-huit cents soldats; c'était tout ce qu'elle pouvait faire dans la position difficile où elle se trouvait. Avec ce faible secours, le comte de Richmond dé-

barqua en Angleterre, rallia sous ses drapeaux tous les mécontents et marcha contre Richard. Les deux compétiteurs se livrèrent bataille à Bosworth. Richard fut vaincu et tué en combattant, et son heureux rival se fit proclamer roi d'Angleterre sous le nom de Henri VII. Le premier soin du nouveau monarque fut de signer avec la France une trève de trois ans; mais là se borna sa reconnaissance envers une nation qui avait si puissamment contribué à son élévation au trône. Il ne prit pas ouvertement parti pour le duc d'Orléans; mais il permit, dans la suite, que plusieurs seigneurs d'Angleterre levassent des troupes et passassent la mer pour l'aider à triompher de madame de Beaujeu.

Le duc de Bretagne, François II, était étroitement lié avec le duc d'Orléans, qu'il avait reçu à bras ouverts, et auquel il avait promis de puissants secours. A ce titre, François II avait droit à toute la colère de madame de Beaujeu, qui ne se faisait faute de le haïr. Mais, d'un autre côté, le duc de Bretagne était protégé par le roi d'Angleterre, et le gouvernement français ne pouvait attaquer le duc sans s'exposer au ressentiment de Henri VII. Madame de Beaujeu se conduisit, dans cette circonstance épineuse, avec une adresse et une dissimulation dignes de son père. Elle flatta, elle caressa le roi d'Angleterre; elle endormit sa vigilance en protestant qu'elle ne ferait rien contre la Bretagne, puisqu'il avait ce pays en grande affection; elle fit plus, elle offrit de soumettre à son arbitrage les difficultés survenues entre le duc de Bretagne et la couronne de France. Tout cela n'était qu'un leurre; et, tandis qu'elle tenait ce langage au roi Henri VII, ses troupes, après avoir soumis successivement, dans l'intérieur du royaume, les divers seigneurs attachés au parti d'Orléans, pénétraient à petit bruit en Bretagne, enlevaient les villes les unes après les autres,

et livraient un combat décisif aux Bretons, ayant à leur tête le duc d'Orléans en personne.

L'action s'engagea non loin de Saint-Aubin-du-Cormier, qui donna son nom à la bataille. Sept cents Anglais, sous les ordres de lord Scales, combattirent dans les rangs de l'armée bretonne. L'engagement fut très vif. Tous les Anglais périrent; avec eux succombèrent quatre mille Bretons; les autres furent mis en fuite ou faits prisonniers. Mais le résultat le plus important de cette journée mémorable, fut la capture du duc d'Orléans, qui expia, par trois ans de captivité, dans la tour de Bourges, les torts d'une jeunesse ambitieuse et inquiète.

La guerre de Bretagne continua jusqu'en 1491, avec des intermittences de repos. A cette époque, le mariage de Charles VIII avec la princesse Anne, héritière du duché de Bretagne, mit fin aux hostilités, et réunit à tout jamais cette importante province à la France, au grand désespoir des Anglais, pour qui elle était depuis longtemps un pied-à-terre sur le continent, une porte ouverte pour attaquer la France.

Les Anglais ne furent pas les seuls qui virent d'un œil mécontent et jaloux l'union du roi de France avec la jeune duchesse de Bretagne; Maximilien d'Autriche, dont la fille était fiancée à Charles VIII, et qui devait épouser lui-même la princesse Anne, en fut profondément blessé. Dans son extrême dépit, il se hâta de déclarer la guerre à la France; mais, toutes ses ressources étant absorbées par la guerre qu'il faisait aux Hongrois, et par le soulèvement des Pays-Bas, il ne put rien entreprendre contre nos frontières.

Il n'en fut pas de même des Anglais. Cette nation, hai-

neuse et arrogante bouillait d'impatience de renouveler contre nous les guerres du siècle précédent. Elle se figurait qu'une armée anglaise n'aurait qu'à traverser le détroit pour que, à son aspect, la monarchie française roulât à terre comme un grand cèdre frappé de la foudre. Une révolution complète s'était opérée en France dans l'art militaire. Notre artillerie était la première de l'Europe. Nos archers ne le cédaient plus à ceux de l'Angleterre; et nous avions à notre disposition la redoutable infanterie des Suisses, toujours prêts à venir faire une ample moisson de gloire sous le noble étendard de la France. Si, à cette époque, une nouvelle guerre se fût engagée entre les Français et les Anglais, l'avantage eût été indubitablement pour les premiers.

Henri VII, qui avait longtemps séjourné en France, ne se faisait aucune illusion à cet égard. Il connaissait la supériorité des Français, et n'était nullement tenté de la mettre à l'épreuve. D'ailleurs, ce monarque était loin d'être solidement assis sur le trône d'Angleterre. De continuelles révoltes l'avertissaient qu'un abîme était entr'ouvert sous ses pas. Dans sa position, il devait moins songer à conquérir une nouvelle couronne, qu'à conserver celle qui chancelait à tout moment sur sa tête.

Cependant, comme la passion dominante de Henri VII était une sordide et insatiable avarice, et qu'il ne pouvait se procurer de l'argent qu'en fouillant dans la bourse du peuple, dont le parlement tenait les cordons, il imagina d'exploiter, au profit de sa cupidité, les passions implacables de ce même peuple, et demanda un subside au parlement pour porter la guerre en France. Le subside fut accordé; et, dans leur enthousiasme belliqueux, beaucoup d'Anglais s'imposèrent personnellement d'énormes sacrifices pour prendre part à l'expédition.

Le roi d'Angleterre avait atteint le but qu'il se proposait; il ne lui restait plus qu'à dégoûter la nation anglaise d'une guerre qu'il était bien déterminé à ne pas entreprendre, ou du moins à ne pas continuer quand une fois il aurait entamé les premières hostilités.

Il choisit d'abord la saison la plus défavorable pour entrer en campagne. Arrivé à Calais, au commencement d'octobre, il en repartit presque aussitôt pour aller mettre le siége devant Boulogne. Cette ville était approvisionnée de vivres pour deux ans; une garnison nombreuse et intrépide la défendait, et ses remparts étaient garnis d'une formidable artillerie. Les Anglais furent bientôt rebutés par les mauvais temps et par les difficultés du siége. Ce qui acheva de leur faire désirer de retourner en Angleterre, c'est qu'ils apprirent que les deux alliés, dont Henri VII leur avait promis la coopération, Maximilien d'Autriche et Ferdinand d'Aragon, occupés de leurs affaires personnelles, ne tenteraient aucune diversion en leur faveur. Le dernier ne tarda même pas à signer la paix avec Charles VIII, et à tourner ses armes contre les Anglais.

Ce fut sur ces entrefaites que le roi de France chargea le maréchal d'Esquerdes de faire des propositions d'accommodement au roi d'Angleterre. Celui-ci consulta ses capitaines, qui opinèrent tous pour la paix. Henri VII, se croyant suffisamment dégagé vis-à-vis de son parlement, signa, le 3 novembre 1492, à Étaples, un traité par lequel Charles VIII, qui avait hâte d'entreprendre son expédition d'Italie, achetait la paix aux plus onéreuses conditions. Il s'engageait à payer, dans l'espace de quinze ans, sept cent quarante-cinq mille écus d'or, tant pour la dette d'Anne de Bretagne, sa femme, que pour la sienne propre. Les deux souverains promettaient d'observer, entre la France

et l'Angleterre, une paix sincère, jusqu'après la mort du dernier des deux rois qui survivrait à l'autre.

Malgré cette promesse solennelle, la paix d'Etaples ne fut observée par Henri VII qu'aussi longtemps qu'il la jugea nécessaire à ses intérêts. Quand il vit Charles VIII engagé au fond de l'Italie, il adhéra à la ligue formée par le pape et par les Vénitiens pour le chasser de cette contrée qui avait été le théâtre de sa gloire, et qui, sans l'héroïque bravoure de son armée, serait peut-être devenue son tombeau.

Vainqueur à Fornoue, Charles VIII exécuta triomphalement sa retraite en France. La ligue alors se dissipa d'elle-même, et l'Angleterre se hâta de rentrer dans les conditions du traité d'Etaples, qui fut confirmé par un nouveau traité signé à Boulogne, le 24 mai 1497. Après la mort de Charles VIII, arrivée en 1498, Henri VII s'empressa d'envoyer des ambassadeurs au nouveau roi de France, Louis XII, pour renouveler les deux traités d'Etaples et de Boulogne, tant il craignait une guerre dans les circonstances critiques où il se trouvait, n'ayant pas trop de toutes ses forces pour contenir la faction d'Yorck.

La plus grande partie du règne de Louis XII s'écoula, sans que la France eût rien à démêler avec l'Angleterre. En 1512, Henri VIII, fils et successeur de Henri VII, voyant notre patrie assaillie de toutes parts, et la croyant à deux doigts de sa ruine, se joignit à ses ennemis afin d'avoir part aux dépouilles du plus beau royaume de la chrétienté. Il envoya dix mille Anglais dans le Guipuscoa pour agir de concert avec les troupes aragonaises qui attaquaient notre frontière des Pyrénées. L'année suivante, Henri VIII signa à Malines une ligue avec l'empereur, le pape, le roi d'Aragon et la reine de Castille contre la France. Les con-

fédérés, s'engagèrent à déclarer la guerre à Louis XII, et à la commencer, chacun avec une armée suffisante, dans un bref délai. Le but de cette ligue était d'empêcher les Français de déborder à tout moment sur l'Italie, dont la possession eût assuré à la France une incontestable et effrayante supériorité sur le reste de l'Europe. On cherchait, dès cette époque, à établir un juste équilibre entre les diverses nations du continent; mais comme chaque souverain n'était guidé que par des vues étroitement égoïstes et ambitieuses, et qu'il songeait bien plus à son intérêt particulier qu'à l'intérêt de la grande famille européenne, ce ne fut qu'après une longue suite de guerres sanglantes et cruelles que cet équilibre tant souhaité put surgir du milieu des ruines et des cadavres.

Les hostilités s'engagèrent d'abord sur mer entre les Anglais et les Français. Ces derniers furent vainqueurs dans deux combats. Mais ils ne purent empêcher la flotte anglaise de transporter une armée de débarquement à Calais. Cette armée, sous les ordres de Henri VIII lui-même, investit Térouanne; elle fut rejointe, sous les murs de cette ville, par l'empereur d'Allemagne. La place assiégée était défendue par une vaillante garnison, mais elle n'avait que très peu de vivres. Louis XII, qu'une attaque de goutte retenait à Paris, envoya l'ordre à ses généraux d'éviter une bataille, mais de faire entrer des provisions dans Térouanne. Pour obéir à cet ordre, le sire de Piennes et le duc de Longueville, qui commandaient l'armée française, dirigèrent quatorze cents gendarmes sur les hauteurs de Guinegatte afin d'attirer sur ce point l'attention de l'ennemi, tandis qu'une autre troupe essayait d'introduire des vivres dans la place. L'empereur Maximilien, averti de ce que voulaient faire les Français, les prévint; quand ceux-ci arrivèrent sur

la hauteur, ils aperçurent derrière eux dix mille archers anglais, quatre mille soldats allemands et huit pièces de canon. Une terreur panique s'empara d'eux à cette vue; ils se débandèrent et se mirent à fuir à toutes jambes. L'armée française devait être détruite entièrement dans cette journée. Une poignée de chevaliers se jetèrent au devant des Allemands et arrêtèrent leurs poursuites; mais presque tous furent fait prisonniers; de ce nombre étaient le fameux Bayard, Longueville, La Fayette, La Palisse, Bussy d'Amboise, Clermont d'Anjou. Cette déroute inouïe, qui coûta la vie à quarante Français tout au plus, fut appelée la journée des *éperons*, parce que la gendarmerie de France ne fit usage que de cette arme seule pour gagner de vitesse ceux qui la poursuivaient. Quelques jours après, Térouanne se rendit. Les confédérés assiégèrent ensuite Tournay.

Les malheurs pleuvaient de toutes parts sur Louis XII. Son allié, Jacques IV, roi d'Écosse, ayant envahi le Northumberland pour opérer une diversion en faveur de la France, fut attaqué à Flowden par le comte de Surrey, lieutenant de Henri VIII. La bataille fut longue et acharnée. Jacques la perdit malgré des prodiges de valeur, et succomba les armes à la main. Avec lui périrent douze comtes, treize lords, trente barons, un nombre beaucoup plus grand de chevaliers, cinq mille soldats. La perte des Anglais fut presque aussi considérable; mais ils prirent aux Écossais soixante-dix pièces de canon, six mille chevaux et un matériel immense.

La ville de Tournay, enclavée dans les Pays-Bas, se gouvernait elle-même, sous la protection de la France. Un de ses nombreux priviléges était de ne point recevoir de garnison. Les bourgeois eurent donc à supporter tout le poids de la défense. Après neuf jours de siége ils furent

prudence, Henri VIII et François Ier se rencontrèrent à cheval, le 7 juin 1520. Ils s'embrassèrent cordialement, mirent ensuite pied à terre et entrèrent dans la tente qui avait été préparée pour les recevoir. Là, ils lurent à haute voix les articles d'un traité nouveau que leurs ministres avaient rédigé d'avance.

Le noble cœur de François Ier souffrait des précautions infinies que l'on avait prises pour sa sécurité personnelle et pour celle du roi d'Angleterre. On avait poussé les précautions jusqu'à convenir, d'un commun accord, que lorsque le roi de France irait à Guines rendre visite à la reine d'Angleterre, Henri viendrait en même temps à Ardres rendre visite à la reine de France, afin que les deux rois se servissent mutuellement d'otage l'un à l'autre.

Dès le lendemain de sa première entrevue avec le roi d'Angleterre, François Ier, *qui n'était pas homme soupçonneux*, dit le maréchal de Fleuranges, se rendit à Guines sans être attendu et avec une suite peu nombreuse. Henri dormait encore. Le roi de France entra dans sa chambre, l'éveilla et l'aida lui-même à s'habiller. Le roi d'Angleterre ne voulut pas rester au-dessous d'une si magnanime confiance; le jour suivant il rendit à François Ier sa visite, et dès-lors les deux monarques vécurent dans la plus parfaite intimité, et passèrent trois semaines en fêtes et en réjouissances. Leurs ministres seuls parlèrent d'affaires; eux furent tout entiers au plaisir. Ils se

autres parements. Et vous assure que si tout cela était bien fourni, aussi étaient les caves, car les maisons des deux princes, durant le voyage, ne furent fermées à personne. (*Mémoires de Fleuranges.*) »

Un autre écrivain ajoute : « Je ne m'arrêterai à dire les grands triomphes et festins qui se firent là, ni la grande dépense superflue, car il ne se peut estimer; tellement que plusieurs y portèrent leurs moulins, leurs forêts et leurs prés sur leurs épaules. (*Mémoires de Martin Du Bellay*). »

faisaient rendre compte chaque jour des progrès de la négociation, puis ils se jetaient à qui mieux mieux dans les tournois, dans les festins, dans les délices de toute espèce.

Les Anglais cependant ne perdirent pas de vue l'objet principal de la conférence. François croyait s'être assuré à tout jamais l'amitié et le dévouement de Wolsey; l'astucieux ministre ne négligea rien pour le confirmer dans cette pensée; mais tout en lui faisant les plus belles protestations, il l'amena à signer un traité par lequel le roi de France s'engagea à payer annuellement aux Anglais cent mille couronnes, jusqu'au mariage du dauphin avec Marie d'Angleterre.

Ce tribut honteux, et les dettes incalculables que contracta la noblesse pour paraître avec plus d'éclat au champ du Drap d'Or, furent les seuls résultats que la France retira d'une entrevue qui lui avait fait concevoir de si grandes espérances. Francois I[er] y épuisa ses finances. Si, du moins, l'alliance qu'il venait de contracter avec Henri VIII eût été durable; si, au prix des énormes sacrifices qu'il avait faits, il eût été assuré de l'aide et du concours de l'Angleterre, dans ses luttes prochaines contre Charles-Quint, il n'aurait pas regretté tant de sommes prodiguées en cette occasion. Mais il s'aperçut bientôt que son argent avait été dépensé en pure perte, que l'alliance qu'il avait achetée à si haut prix, était plus fragile que le verre, plus inconsistante que le sable, et qu'on s'était odieusement joué de sa franchise et de sa loyauté.

Le cardinal Wolsey était le type anglais par excellence. En lui se résumaient, se concentraient toute l'insolence, toute la duplicité, toute la perfidie de la race britannique. Pétri d'orgueil et bouffi d'arrogance, souple et adroit, fourbe

et rusé, Wolsey fut, pendant longtemps, un mauvais génie implacablement acharné à nuire à la France.

Ce prélat n'était pas seulement le plus vain de tous les hommes, il en était encore le plus cupide. Il recevait de toutes mains avec un cynisme qui n'était égalé que par son incroyable profusion. François I[er] lui payait tous les ans douze mille livres sterling, et Charles-Quint sept mille cinq cents ducats sur les évêchés de Palencia et de Tolède. Ces sommes, considérables pour l'époque, et beaucoup d'autres encore, étaient entièrement absorbées par les dépenses extraordinaires, par le faste inouï du ministre de Henri VIII.

En même temps que François I[er] épuisait tout ce qu'il y avait de séductions dans son esprit, et d'arguments métalliques dans ses coffres, pour obtenir les bonnes grâces du cardinal Wolsey, Charles-Quint, de son côté, lui faisait une cour très-assidue, et ne se montrait pas moins jaloux de l'attacher étroitement à ses intérêts. Entre ces deux grands rivaux de gloire et de puissance, Wolsey devait nécessairement pencher pour celui qui lui promettait le plus; or, parmi toutes les promesses que lui fit Charles-Quint, il en est une qui lui gagna tout d'abord le cœur de l'ambitieux cardinal : celle de s'employer de tout son pouvoir à le faire élire pape. Dès lors, le chancelier d'Angleterre fut complètement à la dévotion de Charles, et travailla activement à lui concilier la faveur de son maître et à la faire perdre à François I[er].

L'empereur Charles-Quint, fort inquiet de l'entrevue projetée entre les rois de France et d'Angleterre au champ du Drap d'Or, avait fait part de son anxiété au cardinal Wolsey, et celui-ci s'était empressé de lui en ménager une, à lui-même, avec Henri VIII, avant celle que ce dernier devait avoir avec François I[er]. Le roi d'Angleterre et le roi

d'Espagne se rencontrèrent à Douvres, et restèrent fort peu de temps ensemble; mais cette courte conférence suffit pour changer les résolutions et la politique du monarque anglais; les manières insinuantes et les flatteries de Charles-Quint le captivèrent entièrement. Après son entrevue avec le roi de France, Henri VIII alla à Gravelines rendre à Charles-Quint la visite qu'il en avait reçue. Les deux souverains se donnèrent les témoignages de la plus grande estime; et lorsqu'ils se séparèrent, Charles emporta avec lui la certitude d'avoir complètement détruit, dans l'esprit du roi d'Angleterre, les impressions favorables que pouvaient y avoir laissées les nobles sentiments et le caractère chevaleresque de François Ier.

La guerre éclata bientôt entre le roi de France et l'empereur. L'Angleterre se posa comme médiatrice. La première condition, pour remplir un rôle si délicat, si difficile, c'est d'être désintéressé dans la question. Henri VIII ne pouvait pas l'être; le cardinal Wolsey encore moins. Celui-ci favorisait ouvertement Charles-Quint, dont la protection lui était nécessaire pour monter sur le trône pontifical. Henri ne pouvait s'empêcher de considérer François Ier comme un rival dont le front était ceint d'une couronne qui lui appartenait; quelque absurde que fût cette prétention, et précisément peut-être parce qu'elle était absurde, les rois d'Angleterre se la transmettaient de père en fils, comme une de leurs plus précieuses prérogatives. Une espèce de congrès eut lieu à Calais, entre les ambassadeurs de François et ceux de Charles, pour aviser aux moyens de rétablir la paix entre les deux fiers antagonistes. Wolsey présidait à cette réunion. Au lieu de chercher à opérer un rapprochement, il déclara que son maître prendrait les armes contre celui des deux monarques qui

avait commencé le premier les hostilités. En même temps, il fit secrètement la promesse à Charles que l'Angleterre attaquerait la France au printemps suivant. La guerre était donc résolue dès cette époque dans l'esprit des Anglais.

Au commencement de 1522, François Ier et Henri VIII échangèrent plusieurs lettres fort vives, qui furent, sinon la cause, du moins le prétexte de la rupture qui couvait sourdement entre eux. François Ier adjurait Henri VIII de le secourir contre Charles-Quint qui l'avait attaqué le premier. Le roi d'Angleterre prétendait, au contraire, que c'était la France qui avait porté les premiers coups; en conséquence il lui déclara la guerre en bonne et due forme le 29 mai de la même année. François Ier n'avait pas attendu cette déclaration de guerre pour faire arrêter, en un seul jour, dans tout son royaume, les marchands anglais, et pour faire saisir leurs marchandises. Ils furent tous mis à rançon avant d'être rendus à la liberté. Aujourd'hui, une pareille mesure serait avec juste raison flétrie comme attentatoire au droit des gens; mais alors on se ressentait encore de la barbarie du moyen-âge, et les rapports internationaux ne reposaient sur aucune base fixe et équitable. Du reste, Henri VIII ne se fit nul scrupule d'user de représailles; et non seulement il fit jeter en prison tous les Français qui se trouvaient en Angleterre, mais il fit arrêter l'ambassadeur de France lui-même.

Charles-Quint fit un second voyage en Angleterre et y séjourna six semaines. Le résultat de cette nouvelle visite à Henri VIII fut un traité d'alliance contre François Ier. Le roi d'Angleterre donnait la main de sa fille Marie à l'empereur avec une dot de quatre cent mille écus; les deux potentats s'engageaient à envahir la France, chacun à la tête d'une armée de cinquante mille combattants, l'un par

la frontière d'Espagne, l'autre par la Picardie, et ils promettaient de déclarer, au moment d'entrer en campagne, sur quelles provinces françaises ils avaient des droits, afin que ces provinces leur demeurassent, s'ils parvenaient à les conquérir.

La défection du connétable de Bourbon, qui arriva peu de temps après, et qui priva la France des services d'un général habile et consommé, fut plus avantageuse à l'empereur et au roi d'Angleterre que plusieurs batailles gagnées. Bourbon fit ses conditions avant de passer à l'ennemi. Il demanda aux souverains ligués que la France fût démembrée. Son apanage se composait du Bourbonnais et de l'Auvergne; il voulait que la Provence et le Dauphiné y fussent adjoints, et que le tout formât un royaume à sa convenance. Il demandait en outre que la sœur de Charles-Quint, reine douairière du Portugal, lui fût donnée en mariage. De son côté, il promettait d'aider de tout son pouvoir Charles à s'emparer du Languedoc, de la Bourgogne, de la Champagne et de la Picardie, tandis que Henri VIII, également avec son assistance, soumettrait toutes les autres provinces du royaume.

Ce complot, le plus odieux, le plus infâme qui ait été jamais formé contre notre belle unité nationale, ne put recevoir son exécution, grâce à un concours de circonstances qui déjouèrent tous les calculs d'une ambition criminelle et impie.

Le pape Adrien d'Utrecht étant venu à mourir, *non sans soupçon d'avoir été empoisonné*, dit un historien, il arriva que, malgré les vives instances du cardinal Wolsey auprès de Charles-Quint pour qu'il effectuât sa promesse, un bâtard de la maison de Médicis fut porté à la papauté, sous le nom de Clément VII. Le désappointement de Wolsey fut

souscrire à de pareilles conditions, il fallait que François Ier eût formé intérieurement la résolution de ne pas les tenir. Un traité qui lui avait été, en quelque sorte, imposé le couteau sur la gorge, n'était pas sérieux, et ne l'engageait pas. Ainsi le pensa Henri VIII, et tout ce qu'il y avait de jurisconsultes distingués en France et en Angleterre; ce fut une clameur générale contre Charles-Quint que l'on accusa de fourberie et de déloyauté.

François Ier, lorsque les envoyés de l'empereur le sommèrent, au nom de leur maître, d'exécuter le traité de Madrid, répondit qu'on lui avait arraché ce traité par violence et qu'il le tenait pour nul. Après quoi, il resserra son alliance avec le roi d'Angleterre et s'apprêta à reconquérir par la guerre le prestige de gloire que la guerre lui avait fait perdre.

C'est alors que fut conclue, contre Charles-Quint, la *ligue sainte* entre le roi de France, le pape, les Vénitiens et les Suisses. Le roi d'Angleterre fut déclaré protecteur de cette coalition, et on lui alloua une somme considérable à prendre sur le royaume de Naples, lorsque les confédérés en auraient fait la conquête. Toutes les fois que l'Angleterre joue un rôle quelconque dans l'histoire, il faut s'attendre à voir l'argent y jouer un rôle aussi. Cette ligue ne profita à personne, et attira les plus grands malheurs sur la tête du pape, dont la capitale, prise d'assaut par les troupes impériales, fut horriblement saccagée et pillée.

Le saint-père ne s'était engagé dans une lutte aussi inégale que parce qu'il avait compté sur le concours actif des rois de France et d'Angleterre; mais le premier semblait avoir perdu son ardeur, son activité accoutumées; après une captivité si longue, si rigoureuse, il respirait l'air enivrant de la liberté; ses préparatifs militaires étaient lents et

insuffisants. Le second, exclusivement occupé de son divorce avec Catherine d'Aragon, s'inquiétait peu des périls auxquels était exposé le chef spirituel de la chrétienté. Catherine d'Aragon était tante de Charles-Quint; ce monarque se montra extrêmement offensé de l'insulte faite à sa parente. La répudiation de Catherine tourna à l'avantage de la France, par la nécessité où se trouva Henri VIII de s'unir étroitement à François Ier pour faire tête au ressentiment de l'empereur.

Clément VII, qui s'était réconcilié avec Charles-Quint, refusa, pour lui complaire, de prononcer le divorce entre le roi d'Angleterre et Catherine. Incapable de maîtriser ses passions, Henri forma alors le projet de s'affranchir de l'autorité pontificale, de substituer dans ses états la religion réformée à la religion romaine, et de se proclamer chef suprême de l'église anglicane. Ce grand schisme est le fait culminant de la vie de Henri VIII; l'amour de ce prince pour Anne de Boulen en fut la cause occasionnelle. Anne de Boulen, qui avait fait une impression si profonde sur le cœur du roi d'Angleterre, eut assez d'empire sur son esprit pour lui faire disgracier le cardinal Wolsey, qui avait hautement désapprouvé la résolution de son maître de répudier Catherine d'Aragon pour épouser Anne de Boulen.

Dans l'intervalle de ces événements, les rois de France et d'Angleterre envoyèrent leurs hérauts d'armes à Charles-Quint pour lui déclarer la guerre. Mais les finances de l'empereur et celles de François Ier étaient tellement épuisées, que les hostilités s'en ressentirent, et que les deux rivaux ne se portèrent que des coups incertains et sans vigueur. Dans l'impossibilité de se faire un mal proportionné à la haine qu'ils nourrissaient l'un contre l'autre, ils entrèrent en

négociations pour la paix. Elle fut signée à Cambrai, le 5 août 1529. La paix de Cambrai, qu'on appela aussi la paix des dames, parce qu'elle avait été conclue par l'entremise de Louise de Savoie, mère de François Ier et de Marguerite d'Autriche, tante de Charles-Quint, était la confirmation pure et simple du traité de Madrid, avec cette différence que le nouveau traité relevait François Ier de l'obligation de céder la Bourgogne à l'empereur. Malgré cette modification importante, la paix de Cambrai n'en doit pas moins être considérée comme une des transactions les plus honteuses que la France ait conclues dans ses mauvais jours. François Ier abandonnait tous ses alliés; il faisait à l'empereur des concessions d'autant moins excusables qu'il n'avait essuyé aucun revers, que sa puissance militaire était intacte, et que Charles-Quint, succombant sous le poids de toutes ses couronnes, ne pouvait accorder qu'une faible partie de son temps et de ses forces à ses démêlés avec la France.

Au nombre des alliés que sacrifia trop légèrement François Ier dans son empressement à traiter avec l'empereur, était Henri VIII. Mais l'extrême besoin que celui-ci avait de l'appui de la France, pour opérer les grands changements religieux qu'il méditait dans ses états, empêcha son mécontentement d'éclater. D'après le traité de Cambrai, François s'était engagé à payer au roi d'Angleterre neuf cent cinquante mille écus que Charles-Quint devait à ce dernier. Henri s'empressa d'en faire remise au roi de France, à la charge par ce prince de forcer toutes les universités de son royaume à déclarer que le monarque anglais était parfaitement libre, si bon lui semblait, de répudier sa femme, Catherine, et d'épouser sa belle maîtresse, Anne de Boulen.

L'amitié des rois de France et d'Angleterre dura plus longtemps que l'on ne s'y était attendu d'abord, en songeant à l'inconstance des deux monarques, et à la versatilité de leur politique. Ils resserrèrent même leur alliance par un nouveau traité conclu en 1532, et qui eut pour objet, comme les précédents, l'abaissement de la puissance impériale. Mais lorsque dans la suite, François Ier eut signé, à Nice, avec l'empereur une trève de dix ans, et que Henri VIII eut enfin conduit à terme l'œuvre de la réformation religieuse en Angleterre, les deux rois, cessant d'avoir mutuellement besoin l'un de l'autre, commencèrent à se refroidir.

Bientôt, François Ier refusa même de payer à Henri VIII les cent mille écus qu'il lui devait annuellement aux termes du traité de Moore, alléguant qu'il avait tout lieu de se croire libéré envers lui par les nombreuses sommes versées entre ses mains depuis la signature du traité. A ce refus de paiement vinrent se joindre d'autres griefs. L'ambassadeur d'Angleterre à la cour de France fut traité avec une indifférence et un dédain qui mécontentèrent profondément le superbe Henri VIII. Il aurait volontiers passé condamnation sur la non-exécution du traité de Moore, mais son âme altière ne put supporter l'idée d'avoir été offensé dans la personne de son ambassadeur. Le roi d'Angleterre était veuf de sa troisième femme, Jeanne Seymour; désirant contracter un quatrième mariage, il s'adressa simultané- à François Ier et à Charles-Quint, demandant au premier, Marie de Guise, au second, sa sœur ou sa nièce. L'empereur et le roi de France, qui étaient alors dans les meilleurs termes l'un avec l'autre, convinrent entre eux d'éluder la proposition du monarque anglais. Marie de Guise fut donnée au roi d'Ecosse, Jacques V; quant à Charles-Quint, il répondit que l'union proposée devenait impossible « par

l'amitié indissoluble faite entre sa Majesté Impériale et le roi très chrétien. »

Le ressentiment de Henri VIII contre la France fut extrême à cette réponse. Mais il ne connut plus de bornes quand la nouvelle lui fut parvenue qu'un traité avait été signé à Tolède, le 10 janvier 1539, entre Charles et François, par lequel traité les deux souverains « s'engageaient réciproquement à ne conclure avec le roi d'Angleterre ni alliance nouvelle, ni traité pour le mariage de lui-même, de son fils ou de sa fille, que du commun consentement de l'empereur et du roi. »

Si l'alliance de François I[er] et de Charles-Quint eut reposé sur des bases inébranlables ; si l'amitié de fraîche date qui les unissait eut été réellement indissoluble, ils auraient pu se considérer comme les maîtres de l'Europe, et les autres souverains n'eussent conservé qu'avec leur bon plaisir leur couronne sur la tête. L'ambassadeur de France en Angleterre, nommé Castillon, prit tellement au sérieux le traité de Tolède qu'il écrivit à sa cour que rien ne serait plus facile aux rois de France et d'Écosse, et à l'empereur, que d'anéantir la nation britannique et de partager ses dépouilles entre eux. Il assignait d'avance à chacun des trois souverains sa part du royaume d'Angleterre ; au roi d'Ecosse, il donnait le pays situé au Nord de l'Humber ; à l'empereur, celui qui s'étend de l'Humber à la Tamise ; et à François I[er] tout le midi de l'île. Mais l'empereur, à qui ce projet fut communiqué, ne l'approuva pas. L'anéantissement de la puissance anglaise n'était pas ce qu'il poursuivait de ses vœux les plus ardents ; il voulait avant toute chose réduire la ligue de Smalkalde ; et s'il s'était lié si étroitement à François I[er], c'était afin de priver les protestants d'Allemagne de l'appui du roi de France, et de faire concourir au triom-

phe de la cause impériale celui qui avait été si longtemps son plus terrible antagoniste.

François Ier, en retour de ses bons offices pour l'empereur, demanda à ce dernier la cession du Milanais. Des négociations s'entamèrent à ce sujet à Bruxelles. Mais l'empereur n'ayant voulu céder une si importante principauté qu'à des conditions inadmissibles pour la France, les pourparlers furent rompus, et Charles-Quint investit son fils Philippe de ce duché de Milan, objet de la plus ardente convoitise de François Ier. A dater de ce moment, la guerre devint imminente entre ces deux monarques, qui, naguère encore, s'étaient donnés de si nombreux témoignages de confiance et d'amitié. C'est alors que l'empereur essuya coup sur coup deux grands revers : l'expédition qu'il destinait à la conquête d'Alger fut détruite par une épouvantable tempête, et l'armée qui défendait la Hongrie contre les Turcs, disparut presque tout entière sous le glaive formidable de Soliman II. François Ier, déterminé à rompre avec l'empereur, ne pouvait choisir une occasion plus favorable. Il s'allia à Soliman, au roi de Danemarck, au roi de Suède, et à quelques autres souverains moins importants, entre autres à Guillaume de la Marck, duc de Clèves, qui commença les hostilités dans les Pays-Bas. Cinq armées françaises étaient déjà entrées en campagne, et le sang coulait de toutes parts quand François Ier se décida enfin à déclarer officiellement la guerre à Charles-Quint.

Celui-ci, après les désastres inouis qui avaient récemment accablé ses armes, se trouvait dans le plus grand embarras. Ses états étaient plus vastes, plus populeux, plus riches que ceux de François Ier, mais ils étaient disséminés dans toute l'Europe et séparés par de grands espaces. Le roi de France avait sur lui l'incontestable avan-

tage de commander à un royaume que sa position centrale et sa puissante homogénéité rendaient infiniment redoutable. Charles-Quint, effrayé de son isolement, fit des ouvertures d'alliance à Henri VIII. Le monarque anglais conservait bien contre lui quelque ressentiment, à cause du refus qu'il avait fait de lui donner une de ses parentes en mariage ; mais sa haine contre François Ier était beaucoup plus grande, et il accueillit avec empressement les offres de l'empereur.

A tous les motifs d'irritation que la France avait fourni à Henri VIII, était venu s'en ajouter, dans ces derniers temps, un autre bien plus grave, nous voulons parler de la protection toute spéciale dont elle environnait la reine d'Ecosse et sa fille au berceau. Jacques V étant mort sept jours après la naissance de cette enfant, qui fut depuis la célèbre et trop infortunée Marie Stuart, Henri VIII avait résolu de marier cette jeune reine avec Edouard, son fils, et de réunir ainsi, sur une seule tête, les deux couronnes si longtemps rivales d'Ecosse et d'Angleterre. Outre la vive opposition que Henri rencontra dans la nation écossaise à l'exécution de ce projet, la France y mit formellement son veto, et envoya des secours à Marie de Guise, veuve de Jacques V, pour l'aider à repousser toute agression de l'Angleterre.

Furieux contre François Ier, Henri VIII se hâta de conclure avec Charles-Quint un traité qui ne tendait à rien moins qu'à détrôner le roi de France. Les deux monarques contractants s'engageaient à équiper chacun une armée de vingt mille hommes de pied et de cinq mille chevaux, et une flotte montée de deux mille marins, et ils ne devaient poser les armes que lorsque l'empereur aurait recouvré le duché de Bourgogne et la Picardie, et le roi d'Angleterre

le reste du royaume de France. Ce traité, dont la conclusion remonte au 11 février 1543, ne fut publié qu'au mois de juin suivant, et ne commença à recevoir son exécution effective qu'en 1544.

Au mois de mai de cette année, Charles-Quint envahit la Lorraine à la tête de quarante mille hommes, tandis qu'une armée anglaise, aux ordres du duc de Norfolk, débarquait à Calais, et venait mettre le siége devant Montreuil. A cette armée se joignirent dix mille fantassins et trois à quatre mille chevaux allemands, que conduisait un des lieutenants de l'empereur, le comte de Bure. Une seconde armée anglaise, commandée par Henri VIII en personne, passa la mer deux mois après, et investit Boulogne.

Montreuil était défendu par une nombreuse garnison. Boulogne, au contraire, n'avait que cinq cents hommes de pied et cinquante hommes d'armes dans ses murs. Cette ville succomba bientôt aux efforts des Anglais; mais ce fut la seule dont ils parvinrent à s'emparer. La mésintelligence ne tarda pas à éclater entre le roi d'Angleterre et l'empereur. Ces deux monarques ne songeaient nullement à faire la conquête de la France; ils n'étaient pas assez insensés pour avoir conçu sérieusement un tel projet. Le premier voulait s'emparer de quelques places autour de Calais, et forcer François Ier à ne plus s'occuper des affaires d'Ecosse; le second, de son côté, se proposait d'infliger au roi de France une rude leçon, en portant la guerre jusqu'au cœur de son royaume, et il espérait que le danger auquel il se verrait exposé le ferait renoncer à toute hostilité contre lui.

Cette leçon, que Charles-Quint voulait donner à François Ier, ce fut lui-même qui la reçut. Pressé par la disette, et ayant sur les bras une armée nombreuse et aguerrie qui le

harcelait sans cesse, il fut trop heureux de signer à Crespy, le 18 septembre 1544, une paix honteuse pour lui, avantageuse pour la France, et qui le tirait d'une immense péril.

A la nouvelle de la paix de Crespy, le roi d'Angleterre annonça l'intention de traiter également. On prétend même que des négociations étaient entamées entre lui et le roi de France, antérieurement à la signature du traité de paix avec l'empereur. Les conditions de Henri VIII ayant paru trop dures aux plénipotentiaires français, les négociations en demeurèrent là. Mais, comme l'empereur avait donné l'ordre au comte de Bure de quitter, avec les quatorze mille hommes qu'il commandait, l'armée du duc de Norfolk; et comme l'armée française, qui avait fait tête aux Impériaux, et que la paix de Crespy rendait disponible, s'avançait à marches forcées contre Henri VIII, celui-ci ne jugea pas à propos de l'attendre; il laissa une forte garnison dans Boulogne, leva le siége de Montreuil, et retourna en Angleterre.

L'année suivante, François Ier envoya une petite armée en Écosse sous les ordres de Jacques Montgommery. En même temps, il fit partir du Havre une flotte de plus de deux cents voiles qui rencontra la flotte anglaise à la hauteur de l'île de Wight. Les Anglais et les Français se canonnèrent quelque temps. Mais les premiers, se sentant trop faibles pour livrer bataille, rentrèrent à Portsmouth. Une seconde rencontre eut lieu, plus tard, entre les deux flottes, sans plus de résultat. Le siége de Boulogne, entrepris par l'armée française, traînait en longueur. Les deux rois finirent par se dégoûter d'une guerre qui n'avait aucun motif plausible, et qui leur coûtait des sommes considérables. Un traité de paix fut signé entre eux à Guines, le 7 juin 1546. François Ier s'engagea à payer de nouveau au roi d'Angleterre, une pension annuelle de cent mille écus,

et à lui compter, en outre, une somme de deux millions d'écus d'or pour les frais de la guerre. Cette dernière somme devait être payée intégralement avant la Saint-Michel de l'année 1554, époque à laquelle l'Angleterre s'engageait à restituer Boulogne à la France.

En retour de ces énormes sacrifices d'argent qui appauvrissaient notre malheureux pays, les Français ne gagnaient donc que Boulogne, dont on leur faisait attendre encore huit ans la restitution, et qu'ils auraient pu reprendre en bien moins de temps, et à beaucoup moins de frais, s'ils avaient voulu s'en donner la peine. Évidemment, c'est à la supériorité des Anglais sur les Français, dans l'art des négociations, qu'il faut attribuer tout ce que le traité de Guines et les traités antérieurs renfermaient d'onéreux et d'exorbitant pour nous. Les Anglais avaient cessé depuis longtemps d'être nos maîtres sur les champs de bataille, mais ils l'étaient encore dans cette arène toute semée de piéges, de dissimulation, de mensonge, qu'on appelle la diplomatie.

François Ier et Henri VIII ne survécurent que d'une année à peine au traité de Guines, et moururent à deux mois de distance l'un de l'autre.

Le règne de Henri II, nouveau roi de France, serait un des plus insignifiants de l'ancienne monarchie française, si ce monarque ne s'était appliqué à continuer la politique de son père, dont il ne fut que le pâle reflet. Charles-Quint trouva en lui un rival plus jeune, plus actif, plus entreprenant, que François Ier, et qui, sans avoir des talents politiques et militaires de premier ordre, lui suscita néanmoins de nombreux et incessants embarras. Henri II, tout occupé de sa lutte contre la puissante maison d'Autriche, n'eut que deux courtes guerres avec l'Angleterre. La première fut entreprise en 1549 dans le but de recouvrer Boulogne.

Les Français ne pouvaient choisir un moment plus opportun pour attaquer cette ville.

Henri VIII, en mourant, avait laissé la tutelle de son jeune fils, Édouard VI, et l'administration de son royaume, au duc de Sommerset, qui portait le titre de protecteur ou de régent, et à sir Thomas Seymour, amiral d'Angleterre. La jalousie du rang suprême rendit ces deux hommes, qui étaient frères, irréconciliablement ennemis. Ils cherchèrent mutuellement à s'écarter du pouvoir; leur cruelle rivalité remplit de troubles et de dissensions le pays qu'ils avaient mission de gouverner. Sommerset l'emporta enfin sur son frère, et lui fit trancher la tête. Mais les partisans de Seymour s'étant rangés autour du duc de Northumberland, celui-ci se porta l'antagoniste de Sommerset et, après plusieurs années d'une lutte vive et opiniâtre, parvint à le renverser et le fit périr sur l'échafaud.

Ce fut durant ces crises sanglantes de l'Angleterre, que Henri II investit Boulogne, bien convaincu qu'on ne lui opposerait que peu ou point de résistance. Sommerset proposa en effet de rendre la ville, moyennant quatre cent mille écus que lui paierait la France en compensation de l'artillerie que les Anglais y laisseraient, et des fortifications qu'ils y avaient construites depuis qu'elle était en leur possession. Le traité de paix fut rédigé sur cette base, et les Français rentrèrent dans Boulogne le 15 mars 1550.

La mort d'Édouard VI et l'avénement au trône d'Angleterre, de Marie, fille aînée de Henri VIII, firent surgir des complications nouvelles entre deux nations qui semblaient destinées à ne pouvoir longtemps vivre en paix l'une avec l'autre.

Marie d'Angleterre ayant épousé Philippe II, successeur de Charles-Quint, la France ne tarda pas à compter cette

reine au nombre de ses ennemis. Pour complaire à son époux, qu'elle aimait passionnément, et qui lui persuada que le roi de France était d'intelligence avec ses sujets rebelles, Marie déclara la guerre à Henri II. Ce monarque, en retour, usa de son influence sur la reine régente d'Écosse, pour lui faire rompre la paix avec l'Angleterre. L'agression injuste et malhabile de Marie, tourna cette fois à l'avantage de la France. La place de Calais qui, malgré l'extrême importance que les Anglais attachaient à sa conservation, n'était défendue que par huit ou neuf cents hommes, fut assiégée inopinément par le duc de Guise qui s'en empara au bout de huit jours d'attaques consécutives et acharnées. Cette ville était au pouvoir des Anglais depuis deux cent dix ans. Les garnisons anglaises de Guines et de Ham ne se sentirent pas le courage d'affronter le glaive victorieux des Français; la première capitula sans coup férir, la seconde prit la fuite. Alors, la France se trouva entièrement purgée d'Anglais; il ne resta chez nous, de ces orgueilleux insulaires, que le souvenir de leur domination, la plus exécrable qui fut jamais.

La joie que la prise de Calais causa en France ne fut égalée que par la consternation que cet événement produisit de l'autre côté du détroit. Les Anglais se livrèrent à la plus amère, à la plus sombre affliction; leur reine Marie, interprète du désespoir de ses sujets, disait douloureusement qu'à sa mort on trouverait le nom de Calais écrit dans son cœur.

La paix de Cateau-Cambrésis mit fin à la guerre que la France soutenait glorieusement contre l'Espagne et l'Angleterre réunies. Cette paix, qui interrompait les victoires du duc de Guise, était l'ouvrage du connétable de Montmorency, jaloux du vainqueur de Calais. Ce fut contre l'avis

de tout son conseil que Henri II, qui venait d'obtenir d'importants succès sur les Espagnols, signa la paix de Cateau-Cambrésis, le 3 avril 1559. Elle ne fut pas moins fatale à ce monarque qu'à la France; il avait été stipulé que sa fille, Élisabeth, épouserait le roi d'Espagne; dans un tournoi, qui eut lieu à l'occasion de ce mariage, Henri II fut blessé à mort en rompant une lance avec Montgommery. Alors s'ouvrit, pour notre malheureuse patrie, cette longue série de calamités et de douleurs qui remplit toute la dernière moitié du seizième siècle.

CHAPITRE V.

—

1559.—1643.

SOMMAIRE. — Avènement d'Elisabeth au trône d'Angleterre. — Règnes de François II et de Charles IX. — Elisabeth fait alliance avec les protestants français, et leur envoie des secours. — Le prince de Condé livre le Havre aux Anglais. — Reprise de cette ville par les Français. — Traité de Troyes qui rétablit la paix entre la France et l'Angleterre. — Règne de Henri III. — Elisabeth attise sourdement la guerre civile en France. — Avènement de Henri IV. — Alliance du nouveau roi avec la reine d'Angleterre. — Paix de Vervins. — Mort d'Elisabeth. — Jacques VI, roi d'Ecosse, lui succède sous le nom de Jacques Ier. — Réunion sous le même sceptre des deux monarchies d'Angleterre et d'Ecosse. — Assassinat de Henri IV. — Commencement du règne de Louis XIII. — Mariage de la sœur du roi de France avec l'héritier présomptif de la couronne d'Angleterre. — Ministère du cardinal Richelieu. — Nouveau soulèvement des Calvinistes aidés de l'Angleterre. — Siége de La Rochelle. — Cette ville tombe au pouvoir de l'armée royale, malgré les efforts des Anglais. — Paix avec l'Angleterre. — Révolution imminente dans ce dernier pays. — Lutte glorieuse de la France contre la maison d'Autriche. — La rivalité de la France et de l'Angleterre prend une face nouvelle.

La même année vit commencer une des périodes les plus funestes de l'histoire de France, et l'une des plus glorieuses de l'histoire d'Angleterre; tandis que François II, jeune et débile héritier du sceptre des Valois, succédait à son père Henri II, sous la tutelle de son ambitieuse mère, Catherine de Médicis; Elisabeth, fille de Henri VIII et d'Anne de Boulen, remplaçait sur le trône d'Angleterre la catholique Marie. Les premiers actes d'Elisabeth annoncèrent un changement complet dans la politique qui avait été suivie

sous le règne précédent; la religion protestante fut rétablie; la nouvelle reine, qui l'embrassa dès les premiers jours de son règne, se fit décerner par le parlement les prérogatives les plus étendues, et s'attribua une autorité égale à celle que le Saint-Siége exerçait dans les pays catholiques; en un mot, elle se fit pape, et, à l'exemple des évêques couronnés qui, du haut du Vatican, proscrivaient, décimaient par le fer et par le feu les populations entachées d'hérésie, l'implacable Elisabeth exerça une véritable terreur religieuse, et persécuta cruellement ceux de ses sujets qui étaient restés fidèles aux anciens rites, aux anciennes croyances.

C'était moins par intolérance qu'elle en agissait ainsi, que pour obéir à une impérieuse nécessité politique. A la mort de la reine Marie, le parti catholique, en Angleterre, s'était prononcé en faveur de Marie Stuart, reine d'Ecosse, et femme de François II, roi de France. Cette dernière descendait, par son aïeule Marguerite, de Henri VII, roi d'Angleterre; elle avait pris le titre et les armes de reine d'Angleterre, et le pape s'était empressé de déclarer que la princesse Elisabeth, fruit d'un mariage qui avait été frappé de nullité, n'avait aucun droit à la couronne. Nonobstant cette déclaration, et malgré les efforts des catholiques anglais, et des cours d'Ecosse et de France, Elisabeth avait été proclamée reine, grâce au puissant concours du parti protestant. Par reconnaissance pour ce parti, autant que par haine pour celui qui avait voulu l'exclure, elle se mit à réagir avec la dernière rigueur contre la religion romaine, non seulement dans ses états, mais dans les états voisins.

En Ecosse comme en Angleterre, deux partis hostiles étaient en présence; le parti papiste et le parti réformé. Ce-

lui-ci était parvenu deux fois à s'emparer du pouvoir, et deux fois la reine-régente, en l'absence de sa fille Marie Stuart, qui régnait en France, avait vaincu les protestants avec les secours que ses frères, les Guises, lui faisaient passer. Elisabeth, qui savait que les prétentions de Marie Stuart au trône d'Angleterre, seraient énergiquement soutenues par les catholiques d'Ecosse, accorda toute son assistance à leurs adversaires. Elle signa un traité avec les protestants et s'engagea à maintenir leur religion et leur liberté envers et contre tous. Un flotte anglaise parut sur les côtes d'Écosse, et força les troupes de France à se retirer du comté de Fife. Ce premier avantage obtenu, les Anglais assiégèrent Leith que trois mille de nos compatriotes défendirent avec une rare intrépidité. Pendant ce siége, la reine-régente étant venue à mourir, des négociations s'entamèrent entre les Français et les catholiques d'une part, les Anglais et les protestants de l'autre. Aux termes d'un traité qui fut signé le 6 juillet 1560, on stipula que toutes les troupes, tant anglaises que françaises, évacueraient l'Ecosse, et que l'administration de ce royaume serait laissée sans partage aux Ecossais, quelle que fût d'ailleurs leur religion. C'était sanctionner le triomphe du protestantisme dans un pays où les protestants se trouvaient en grande majorité, surtout au sein du parlement. Un tel résultat était dû à l'habile intervention d'Elisabeth, qui avait compris, avec ce tact supérieur qui ne l'abandonna que bien rarement durant sa longue carrière, que le meilleur moyen de consolider sur son front la couronne d'Angleterre, était de ruiner en Ecosse l'influence des catholiques, et de soustraire ce royaume à la prépondérance de la France.

Si nous examinons maintenant les motifs qui déterminèrent François II, ou plutôt Catherine de Médicis, sa mère,

à retirer d'Écosse les troupes françaises qui y soutenaient la cause du catholicisme, nous verrons que cette mesure lui fut commandée par les périls qui menaçaient, en France, non seulement la religion romaine, mais l'établissement monarchique lui-même.

La royauté se trouvait alors dans une de ces passes terribles d'où elle ne pouvait se tirer qu'à force d'habileté et d'énergie. Malgré les bûchers de François Ier et de Henri II, la réforme avait fait irruption en France, et y comptait un nombre considérable de partisans. La méthode du libre examen n'avait pas eu seulement pour conséquence d'arracher plus d'un million de Français au culte catholique, elle sapait les fondements du vieux trône des Capets, et introduisait dans tous les cœurs l'esprit de sédition et un amour effréné des nouvautés. La fameuse querelle de la royauté et des grands vassaux n'était pas complètement éteinte. Le couperet de Louis XI avait fait tomber une à une les plus redoutables têtes de l'hydre féodale; mais le monstre se débattait encore, et, au milieu des convulsions de l'agonie, cherchait à réunir ses tronçons ensanglantés. L'impulsion vigoureuse donnée par ce monarque à l'institution monarchique, subsistait toujours; mais les seigneurs, dont les prétentions ambitieuses étaient, depuis un siècle, si énergiquement comprimées, commençaient à relever leurs fronts tant de fois sillonnés par la foudre des rois, et à parler haut et ferme à un monarque de quinze ans, malade, cacochyme, et qui semblait ne s'être assis sur le trône que pour pencher la tête et mourir.

Catherine vit l'orage s'amonceler et comprit tout le danger que courait le pouvoir royal. Pour le sauver d'une ruine imminente, elle recommença à certains égards la tâche de Louis XI, mais elle employa des procédés différents. A la

mort de Henri II, la noblesse française s'était partagée en deux factions hostiles, dont le but, au fond, était identiquement le même, mais qui suivaient chacune, pour y arriver, un chemin différent. Les Guises, les Montmorencys, le roi de Navarre, le maréchal de Saint-André, s'étaient constitués les champions de la religion catholique, tandis que le prince de Condé et les Chatillons, avaient adopté avec enthousiasme les dogmes du calvinisme.

Dans ce grand conflit d'ambitions rivales, Catherine adopta le seul rôle, la seule politique, qui convint à la mère d'un roi incapable de régner; elle s'empara, d'une main puissante du timon des affaires, et se fit l'âme du gouvernement. Ce n'est pas tout; il était à craindre que les chefs protestants et les chefs catholiques n'abjurassent leurs inimitiés et ne se liguassent pour abaisser, pour renverser le trône; toutes les pensées, tous les efforts de Catherine tendirent à empêcher ce rapprochement, cette fusion; ne se sentant pas assez forte pour vaincre par elle-même les deux factions ennemies, elle s'appliqua à les dompter l'une par l'autre, et on la vit se servir tour à tour, et avec le même bonheur, des protestants pour miner l'influence des catholiques, des catholiques pour détruire celle des protestants.

Ce ne fut pas seulement durant les seize mois de règne de François II, que cette femme éminemment remarquable lutta avec tant de courage et de résolution, contre le débordement des vieilles passions féodales, mais encore durant toute la minorité de Charles IX. Et ce qui rendit sa tâche plus pénible, plus glorieuse, c'est que les catholiques et les protestants, non contents de déchirer de leurs mains dénaturées le sein de la patrie expirante, appelèrent

les étrangers à leur aide, et multiplièrent à l'infini les embarras de la reine mère.

Après la formation du fameux triumvirat, entre le duc de Guise, le connétable de Montmorency et le maréchal de Saint-André, il ne resta plus au prince de Condé et à l'amiral Coligny qu'à implorer le secours de la reine d'Angleterre pour résister à cette conjuration formidable. Les catholiques, d'ailleurs, leur avaient donné l'exemple, en appelant les Espagnols en France. Les chefs protestants députèrent François de Beauvais et Ferrière-Maligny à Élisabeth. Cette reine était instruite que les Guises et Philippe II, roi d'Espagne, avaient offert au roi de Navarre, afin de le rattacher étroitement au parti catholique, de lui faire épouser Marie-Suart, veuve de François II, et de le faire monter sur le trône d'Angleterre; elle savait que le pape trempait dans ce complot de toutes les puissances catholiques contre sa couronne, et qu'un parti nombreux, dans son propre royaume, n'attendait qu'un signal pour lever contre elle l'étendard de la révolte. Elle se hâta de signer, à Hamptoncourt, un traité d'alliance avec les protestants français, et s'engagea à leur envoyer des secours, mais à la condition qu'ils lui livreraient préalablement le Havre, et que cette ville resterait en sa possession jusqu'à ce que la place de Calais eût été, par les soins des protestants, restituée à l'Angleterre. Elisabeth promettait en outre une somme de cent mille écus à ses nouveaux alliés pour lever des troupes en Allemagne.

Le comte de Warwick, chargé par sa souveraine de conduire en France les secours destinés aux protestants, passa le détroit dans les premiers jours d'octobre de l'année 1562, et prit possession du Havre, avec trois mille Anglais. Ses instructions lui prescrivaient de se rendre du Havre à Rouen pour

défendre cette dernière ville contre les catholiques. Mais Rouen était déjà investi de toutes parts, et fut bientôt emporté d'assaut et livré au pillage.

Après la pacification d'Amboise, qui suspendit momentanément la guerre civile en France, Catherine de Médicis envoya un héraut au comte de Warwick pour le sommer d'évacuer le Havre, qu'il occupait en violation des traités, et sans que la guerre eût été officiellement dénoncée par son gouvernement. Le fier Anglais répondit qu'il ne restituerait le Havre qu'en échange de Calais. Il s'autorisait d'une clause du traité de Cateau-Cambrésis, par laquelle Henri II avait eu l'insigne faiblesse de s'engager à rendre, au bout de huit ans, Calais à l'Angleterre, ou à payer cinq cent mille écus à cette puissance. Evidemment une pareille clause n'était pas sérieuse, bien que l'on eût livré quatre ôtages à Élisabeth pour lui en garantir l'exécution, et le monarque français n'en avait permis l'insertion au traité que par condescendance pour les plénipotentiaires anglais, que leurs compatriotes auraient accusés d'avoir déserté les droits de la nation britannique. Les Anglais n'avaient jamais dû compter sur la restitution de Calais, pas plus que les Français n'avaient pu croire qu'on leur redemanderait cette ville un jour.

Quoi qu'il en soit, sur le refus de Warwick de livrer le Havre, la guerre fut déclarée à l'Angleterre, et une armée française, aux ordres du connétable de Montmorency, alla assiéger cette place. Warwick avait six mille hommes sous lui. On s'attendait donc de sa part à une résistance énergique et désespérée. Mais après huit jours de tranchée ouverte, il demanda à capituler. Il est vrai que le connétable, dès le premier jour du siége, était parvenu à détourner les fontaines qui alimentaient d'eau la ville, et qu'une maladie épidémique, causée par la mauvaise qualité des eaux que

les Anglais étaient réduits à boire, n'avait pas tardé à s'y manifester et à y faire de cruels ravages. Le lendemain de la signature de la capitulation, une flotte anglaise considérable parut devant le Havre. Elle venait secourir Warwick, et ne servit qu'à le ramener lui et les siens, en Angleterre, où le mal dont ils étaient dévorés se propagea avec fureur, et fit un nombre prodigieux de victimes.

L'année suivante, un traité de paix fut conclu à Troyes entre la France et l'Angleterre. Dans ce traité, on laissa de côté la question litigieuse de Calais; cette ville ne fut même pas nommée. Pour la première fois, depuis le commencement des rivalités nationales entre les deux pays, les Anglais s'exécutaient de bonne grâce. Néanmoins, il fut stipulé que les parties contractantes conserveraient tous leurs droits, ce qui impliquait, à certains égards, que les Anglais n'entendaient nullement renoncer à la ville de Calais. Mais comme, en même temps, l'Angleterre promettait de relâcher les quatre ôtages que la France lui avait livrés en garantie de la restitution de Calais, ou du paiement de cinq cent mille écus, cette promesse pouvait être considérée, et le fut en effet, comme un abandon implicite du droit que les Anglais s'étaient arrogé jusqu'alors sur cette ville. La France, de son côté, s'engagea à payer cent vingt mille écus dès que les quatre ôtages auraient été rendus à la liberté.

Il est à remarquer que, depuis le règne de Philippe de Valois, la France n'avait jamais signé avec l'Angleterre un traité aussi peu onéreux que celui de Troyes, en date du 11 avril 1564. Les Anglais, qui ne prétendaient à rien moins, naguère, qu'à réduire notre patrie tout entière sous leur obéissance, se contentaient aujourd'hui d'une faible somme de cent vingt mille écus, moyennant quoi ils

promettaient de se tenir tranquilles dans leur île, et de nous laisser la libre disposition de notre beau pays. C'est que depuis deux siècles et demi tout avait changé en Europe, et notamment en Angleterre et en France.

Au delà du détroit un grand déchirement religieux s'était opéré, dont la conséquence inévitable avait été de frapper pour longtemps d'impuissance et d'inertie la nation britannique. Ce schisme, venant à la suite de la longue querelle des maisons d'Yorck et de Lancastre, acheva d'ôter à l'Angleterre la redoutable supériorité dont elle avait donné de si incontestables preuves sous les Édouard III et les Henri V. Rejetés loin de nos rivages, les Anglais ne pouvant plus peser sur le continent, s'en dédommagèrent en soumettant à leurs lois un nouveau domaine, un empire plus vaste et plus en rapport avec leurs aptitudes, l'Océan. C'est à partir du règne d'Élisabeth, en effet, que la marine anglaise a pris ce développement formidable qui donne depuis près de trois siècles, à nos voisins d'outre-Manche, la dictature des mers.

En France, l'art militaire avait fait d'immenses progrès; les derniers vestiges de l'anarchie féodale s'étaient effacés devant l'astre radieux et triomphant de la monarchie; à la place d'un faisceau de petits états indépendants, presque toujours hostiles les uns aux autres, et trop souvent en révolte contre l'autorité centrale, s'élevait l'édifice majestueux et dominateur de l'unité nationale.

Ces grandes, ces profondes transformations chez les deux peuples rivaux, expliquent pourquoi l'ambition et l'activité britanniques cessèrent de menacer notre indépendance, et prirent un autre cours. Il ne suffisait pas de mettre en avant des droits chimériques et sans fondement, il fallait être en mesure de les faire valoir; depuis plus

d'un siècle la victoire nous avait donné gain de cause, dans nos démêlés avec les Anglais, et si nous continuâmes à verser nos trésors dans les coffres de l'Angleterre, c'est que le souvenir de nos anciennes défaites pesait encore d'un poids redoutable dans les négociations, et que les diplomates anglais avaient su merveilleusement tirer parti de cette circonstance pour nous amener à des concessions d'argent sans fin. La politique italienne, si rusée, si habile, avait fait invasion en France avec Catherine de Médicis; elle balança, aux conférences de Troyes, la politique anglaise, et contribua puissamment à nous faire obtenir des conditions meilleures de nos orgueilleux voisins.

Le rétablissement de la paix entre les cours de France et d'Angleterre, n'empêcha pas la reine Elisabeth de continuer à secourir secrètement les protestants français. Elle avait un immense intérêt à tenir continuellement en échec le parti catholique en France, afin qu'il ne travaillât pas à la détrôner pour mettre à sa place Marie Stuart. Cette reine infortunée, dépouillée de sa couronne par les Écossais, révoltés à l'instigation d'Elisabeth, était venue chercher un refuge en Angleterre, et n'y avait trouvé qu'une prison, d'où elle ne devait sortir, après dix-huit ans de captivité, que pour monter sur l'échafaud.

Charles IX fit les plus vives instances auprès d'Elisabeth pour qu'elle remît en liberté Marie Stuart, veuve de son frère, François II. La reine d'Angleterre se montra inexorable, et parut même fort mécontente que le roi de France épousât aussi chaleureusement la cause de celle qu'elle regardait comme sa plus dangereuse ennemie. Les sollicitations réitérées de Charles IX, et les refus opiniâtres d'Elisabeth, jetèrent du froid entre les deux gouvernements. Mais comme Charles avait besoin du concours de l'Angleterre dans ses

projets hostiles contre l'Espagne, et comme il tenait surtout à ne pas se brouiller avec une puissance qui pouvait, en prenant ouvertement parti pour les huguenots, ébranler profondément son trône, il fit d'actives démarches pour rétablir la bonne harmonie entre les deux couronnes. Il offrit d'abord à Elisabeth la main de son frère, le duc d'Anjou. Elisabeth, qui avait la prétention de rester toute sa vie vierge, ou, tout au moins, d'en garder l'apparence, à défaut de la réalité, n'accepta point cette proposition; mais elle consentit à signer avec Charles IX un traité d'alliance offensive et défensive. Ce jeune monarque, qui nourrissait alors le projet de faire périr, dans une boucherie générale, tous les protestants de son royaume, crut les avoir pour toujours privés de l'appui d'Elisabeth. Il est vrai que le gouvernement britannique, à la nouvelle du massacre de la Saint-Barthélemy, ne fit aucune démonstration en faveur des malheureux huguenots qui survécurent à leurs frères exterminés; mais il manifesta hautement son indignation, sa réprobation; et malgré les nombreuses lettres de Charles IX à Elisabeth pour justifier cette effroyable hécatombe, pour affirmer qu'il avait agi sans préméditation et seulement dans le but de se défendre, la reine d'Angleterre redoubla de sympathie pour les protestants français, et resta leur alliée fidèle quoique non avouée. Tout en promettant au ro de France de ne pas rompre la paix avec lui, elle ordonna des armements considérables et se tint prête à tout événement.

Il fallait que le sang d'une victime coulât en expiation de tout le sang que les catholiques français avaient répandu dans la nuit fatale de la Saint-Barthélemy. Cette victime fut Marie Stuart, nièce des Guises, reine catholique, veuve d'un roi de France. La haine des réformés d'Angleterre,

avides de représailles, ne pouvait mieux choisir; ils s'acharnèrent sur cette lamentable proie, et ne cessèrent de la torturer que lorsque son cœur si noble, si français, eut cessé de battre. En elle, la jalouse, la vindicative Elisabeth, frappa une rivale abhorrée qui l'effaçait autant par les grâces touchantes de sa personne que par les séductions aimables de son esprit; mais en elle aussi elle frappa la France, et le coup de hache qui fit tomber cette tête charmante, dut retentir dans les entrailles de tous les Français, comme un autre Crécy, comme un autre Azincourt.

Henri III avait succédé à Charles IX, son frère. Ce roi, qui tenait de si près à Marie Stuart, se devait à lui-même, et à la dignité de sa couronne, de protester énergiquement contre l'assassinat juridique de la reine d'Ecosse. Il n'en fit rien cependant; mais c'est justice de dire que, quand il aurait voulu demander réparation à Elisabeth du meurtre de sa belle-sœur, les difficultés sans nombre dont il était assiégé, l'en eussent complètement empêché.

La position de Henri III était en effet on ne peut plus difficile. Il se trouvait placé entre les protestants d'une part, et les Guises de l'autre, qui tous en voulaient également à sa couronne. Les Guises avaient créé la ligue autant et plus encore pour battre en brèche l'autorité royale, que pour anéantir, comme ils le prétendaient, l'hérésie calviniste. Henri III s'était rangé du côté de la ligue, contre l'avis de Catherine de Médicis plus clairvoyante que son fils, et qui conjecturait avec raison que le duc de Guise, avant peu, serait plus roi que Henri lui-même. Ce qu'elle avait prévu arriva; l'insolence et l'ambition du prince lorrain ne connurent bientôt plus de bornes; c'est alors que Henri III, par une de ces résolutions foudroyantes que l'on peut blâmer quand on juge les événements terre à terre et

d'un point de vue étroit, mais à laquelle nous accordons toute notre approbation, fit tuer, sans forme de procès, le duc de Guise et son frère le cardinal de Lorraine aux états de Blois. Nous admirons grandement, pour notre part, ce coup de vigueur qui eût raffermi Henri III sur son trône, s'il n'eut pas été un fait isolé, si, en même temps que Henri faisait mettre à mort les deux chefs de la faction qui avait conjuré sa perte, il eut anéanti cette faction du même coup. Lorsque Henri III vint annoncer le meurtre des Guises à sa mère, elle lui répondit : « C'est bien coupé, mon fils, mais il faut coudre. Avez-vous pris vos mesures ? »

La mort des princes lorrains, pour n'avoir été qu'un acte de vengeance ordinaire, qu'un simple assassinat, ne fit que compliquer la situation de Henri III, et augmenter ses embarras, déjà bien grands, auxquels toutefois le couteau de Jacques Clément mit une prompte fin. Le chef du parti protestant, devenu roi de France, sous le nom de Henri IV, resserra son alliance avec Elisabeth, et en obtint des secours considérables, à l'aide desquels il vainquit la ligue dans plusieurs rencontres fameuses.

L'obstacle le plus sérieux que rencontrait Henri IV à se faire accepter roi de la France catholique était son titre de protestant. Il l'abjura au grand déplaisir d'Elisabeth ; cette reine lui en exprima sa douleur par une lettre qui nous a été conservée. Le chagrin qu'elle ressentit de cette abjuration n'altéra cependant pas ses bons sentiments à l'égard de Henri IV, auquel elle se joignit pour faire une guerre vigoureuse au roi d'Espagne, Philippe II, son ennemi personnel. La paix de Vervins, qui fut signée par la France et l'Espagne, le 2 mai 1598, rétablit le calme dans l'Europe occidentale.

Les deux événements les plus importants qui éclatè-

rent après la pacification de la chrétienté, furent la mort d'Elisabeth et celle de Henri IV. La première eut pour conséquence l'avènement des Stuarts au trône d'Angleterre, et la réunion, sous un même sceptre, de deux nations qui avaient presque toujours vécu, l'une vis-à-vis de l'autre, dans un état flagrant d'hostilité; la seconde empêcha l'accomplissement d'un vaste projet conçu par Henri IV, pour abaisser la maison d'Autriche, et pour fonder sur ses ruines la prépondérance de la France; projet qui fut repris plus tard avec tant de gloire et tant de succès par le grand ministre Richelieu.

La réunion des deux couronnes d'Ecosse et d'Angleterre sur la tête de Jacques VI, qui, en succédant à Elisabeth, prit le nom de Jacques I[er], priva désormais la France d'une alliée dont la fidélité et le dévouement ne lui avaient jamais fait défaut dans ses luttes contre l'Angleterre. C'est le cœur navré d'une douleur profonde que les Ecossais virent leurs destinées se confondre avec celles de leurs antiques et implacables rivaux les Anglais; et bien que l'acte de réunion des deux pays en un seul état, sous le nom de royaume uni, ne s'accomplit qu'un siècle plus tard, la nation écossaise ne s'en considéra pas moins dès lors comme veuve de sa chère indépendance, comme asservie à un joug étranger.

Les commencements du règne de Louis XIII furent troublés par les révoltes de la noblesse. Presque toutes les minorités se ressemblent sous l'ancienne monarchie. Déclaré majeur le 2 octobre 1614, Louis XIII ne secoua définitivement le joug de sa mère, Marie de Médicis, qu'en 1617. Mais il ne fit que changer de tutelle; de Luynes, son favori, exerça sur son esprit un empire absolu, et gouverna la France en son nom. Sous l'administration du duc de Luy-

ses, les calvinistes français, ayant à leur tête Soubise et Rohan, se soulevèrent contre l'autorité royale. De Luynes étant mort, Louis, qui ne pouvait se passer d'un maître, se hâta de rappeler sa mère, et lui rendit son ancien pouvoir. C'est à ce retour de faveur que la France doit d'avoir eu pour premier ministre Richelieu; élevé au faîte du pouvoir par les soins de Marie de Médicis, ce grand homme appliqua désormais toutes ses facultés à pacifier l'intérieur de la France, et à rendre ce noble pays puissant et redouté au dehors.

La guerre civile, un moment apaisée, se ralluma l'année qui suivit l'entrée de Richelieu au ministère. Les calvinistes, à qui la cour avait promis plus qu'elle ne voulait tenir, afin de leur faire poser les armes, les reprirent quand ils s'aperçurent qu'ils avaient été trompés. Ils étaient excités à la révolte par la noblesse française et par le gouvernement espagnol; la première leur fournissait des chefs, le second, des subsides.

La Rochelle était le centre de leur puissance. Richelieu, qui ne pouvait disposer que d'une douzaine de petits bâtiments, et qui fut obligé de recourir aux flottes de l'Angleterre et de la Hollande pour leur faire la guerre, se détermina à traiter avec eux, afin de se créer une marine indispensable à l'accomplissement de ses grandes vues.

Ce fut dans l'intervalle de la deuxième à la troisième guerre contre les calvinistes que se conclut le mariage de Henriette de France, sœur de Louis XIII, avec le prince de Galles, qui, la même année, devint roi d'Angleterre. Cette union semblait devoir entretenir une longue paix entre les deux couronnes; mais elle ne put empêcher la guerre que la vanité blessée du duc de Buckingham suscita à la France.

Buckingham, envoyé par Jacques Ier en ambassade auprès de Louis XIII pour négocier le mariage de madame Henriette avec le prince de Galles, était tombé amoureux de la reine Anne d'Autriche, et avait eu l'audace et l'imprudence de le laisser apercevoir, non seulement à la reine, mais à toute la cour et au roi lui-même. Les manières arrogantes et superbes de Buckingham avaient choqué Richelieu; celui-ci conçut pour l'ambassadeur d'Angleterre une aversion profonde. Louis XIII était jaloux; et Richelieu, qui ne l'était peut-être pas moins que lui, s'il est vrai, comme beaucoup d'historiens l'assurent, que le terrible cardinal aimât secrètement Anne d'Autriche, Richelieu, pour satisfaire à son ressentiment, autant que pour être agréable à son maître, fit essuyer à Buckingham les plus vives mortifications. L'ambassadeur en garda, contre le ministre de Louis XIII, une haine mortelle qui n'attendit qu'une occasion pour éclater.

Cette occasion, les calvinistes français la lui offrirent bientôt. La paix, que Richelieu avait accordée à ces derniers, n'était qu'une simple trêve à la faveur de laquelle l'habile ministre faisait des préparatifs formidables pour les anéantir. Ils le savaient, et résolurent de recommencer la guerre les premiers. Ces actifs et turbulents sectateurs de la réforme entretenaient auprès de tous les princes de l'Europe des émissaires chargés de les gagner à la cause calviniste. Un seul réussit: ce fut le duc de Soubise, en Angleterre. Indépendamment du désir de Charles Ier de faire parade de son zèle pour une religion qui avait tant d'analogie avec la sienne, Buckingham, son premier ministre, son tout puissant favori, était impatient de se venger, non seulement de Louis XIII, l'époux de cette belle Anne d'Autriche qu'il adorait, mais du fier Richelieu qui l'avait si

profondément humilié. Avant l'arrivée du duc de Soubise en Angleterre, Buckingham avait épuisé tous les moyens de reparaître à la cour de France; plusieurs fois Charles I[er], se faisant le complice de la folle passion de son ministre, voulut le faire agréer à Louis XIII comme ambassadeur, et toujours le roi de France refusa au présomptueux Anglais l'entrée de ses états.

Quand Buckingham eut perdu tout espoir de revenir aux pieds de sa royale maîtresse (1), il appliqua toute son influence à faire rompre le roi d'Angleterre avec la France, jurant qu'il saurait bien revoir la reine en dépit de l'ombrageux Louis XIII, et du non moins ombrageux cardinal.

Pour arriver plus sûrement à une rupture, il suscita des divisions entre Charles I[er] et sa jeune épouse, Henriette de France; il fit plus encore, il encouragea les armateurs anglais à courir sus aux navires marchands français, qu'il fit ensuite déclarer de bonne prise par sentence de l'amirauté. Ce fut sur ces entrefaites que l'envoyé des calvinistes français arriva à la cour de Londres. Buckingham l'accueillit avec un grand empressement. Le duc de Soubise fut accrédité en Angleterre comme agent du parti huguenot, et le cabinet britannique s'empressa de publier un manifeste où étaient longuement énumérés les prétendus torts de la France envers l'Angleterre.

Bientôt une flotte de cent voiles, portant sept mille hommes de débarquement, commandés par Buckingham en personne, sortit des ports de la Grande Bretagne et cingla vers la Rochelle, ce boulevart redoutable du calvinisme.

(1) Plusieurs historiens ont affirmé qu'Anne était secrètement devenue mère en 1626, et quelques-uns d'entre eux, parmi lesquels on remarque Hume, ont prétendu que l'enfant, né de son union avec Buckingham, avait été depuis l'étrange prisonnier dont on a tant parlé sous le nom de l'homme *au masque de fer*.

La guerre n'avait pas été officiellement déclarée. Afin de prendre la France à l'improviste, la cour de Londres avait annoncé que cet armement était destiné à soutenir l'électeur palatin. Les calvinistes, qui étaient loin de compter sur un secours aussi prompt, et qui n'en avaient reçu aucun avis, se tenaient encore tranquilles dans leurs foyers. Les Rochellois, en particulier, s'attendaient si peu à l'arrivée de la flotte anglaise, que, soupçonnant quelque trahison, quelque piége, ils refusèrent de l'admettre dans leur port. Buckingham alors dirigea ses vues sur l'île de Ré, y débarqua ses troupes et assiégea le château de Saint-Martin, la principale forteresse de l'île, que défendit héroïquement le marquis de Toiras avec une poignée de monde. Mais comme le brillant favori de Charles Ier s'entendait mieux à fléchir le cœur des belles qu'à réduire les places, il échoua honteusement dans son entreprise. Le château de Saint-Martin, bien approvisionné et bien fortifié, résista à toutes les attaques des Anglais, et ceux-ci, après un siége de deux mois et demi, qui leur coûta plusieurs milliers d'hommes, remontèrent sur leurs vaisseaux, et s'éloignèrent.

Les calvinistes avaient repris les armes, enfin, à l'instigation de leurs chefs et des Anglais; ils députèrent vers Buckingham, avant son départ, pour le supplier de ne pas les abandonner. Mais celui-ci, qui avait sur les bras une armée française tout entière débarquée dans l'île de Ré, sous les ordres du maréchal de Schomberg, et qui se trouvait en proie au découragement à cause du mauvais résultat de son expédition, ne les écouta pas; il n'était pas fâché d'ailleurs d'avoir, en rallumant la guerre civile en France, exposé la Rochelle, cette puissance commerciale et maritime, dont l'Angleterre était jalouse, à toute l'implacable colère de Richelieu.

Cette colère ne tarda pas à éclater, terrible comme le feu du ciel, sur la tête des infortunés Rochellois. Louis XIII, accompagné de son ministre, prit en personne le commandement de l'armée qui devait assiéger la Rochelle. Mais, bientôt, étant tombé malade, il retourna à Paris, laissant à Richelieu le pouvoir le plus étendu, et ordonnant à ses généraux de terre et de mer d'obéir au cardinal comme à lui-même. On était alors en automne; la saison n'était nullement favorable pour les travaux d'un siége; on se contenta de bloquer la ville durant tout l'hiver, et les opérations ne commencèrent qu'au printemps.

Une chose rendait cette entreprise extrêmement hasardeuse : la flotte royale était trop faible pour intercepter les secours que les assiégés recevaient par mer, et qui frappaient de stérilité les efforts des assiégeants. La volonté de Richelieu, plus puissante que tous les obstacles, triompha de celui-ci, réputé insurmontable au premier abord. Il fit construire une digue qui ferma le port et bloqua la ville aussi étroitement par mer qu'elle l'était par terre. Cette digue avait douze toises d'épaisseur et sept cent quarante-sept de longueur. Les Rochellois, comptant sur la violence de l'Océan pour renverser ce prodigieux ouvrage, le laissèrent s'achever sans en troubler la construction, qui ne dura pas moins de cinq mois; mais l'Océan, soumis à Richelieu, avec lequel il semblait conspirer la ruine de la Rochelle, se tint paisible dans ses profondeurs comme un docile enfant qui craint la férule du maître.

Une flotte anglaise, commandée par le beau-frère de Buckingham, essaya vainement de forcer la digue. Après deux mois d'inutiles efforts, elle regagna honteusement les ports de la Grande-Bretagne. L'Angleterre, malgré tous les motifs d'aversion qu'elle nourrissait contre la Rochelle,

sentait que son honneur était intéressé à sauver une ville qu'elle avait en quelque sorte poussée à la révolte, et que, si son intérêt et sa volonté s'y opposaient, il fallait du moins, qu'aux yeux de l'Europe, elle parût en avoir sérieusement l'intention. Elle prépara donc un nouvel armement, plus considérable que les deux premiers. Buckingham, jaloux de réparer l'échec des armes anglaises, et d'effacer l'affront qu'il avait essuyé dans l'île de Ré, voulut prendre le commandement de la flotte et des troupes qui y furent embarquées. Parmi les nombreux navires dont elle se composait, il y en avait quelques-uns qui étaient remplis de pierres et de poudre, et que l'on devait pousser contre la digue pour la faire sauter et la détruire.

Quelques jours avant celui qui était fixé pour son départ, Buckingham, exécré de la nation britannique, fut assassiné par un homme qui voulut se faire l'exécuteur des haines et des vengeances nationales. Le comte de Lindsey le remplaça comme chef de l'expédition. Mais cette flotte si puissante n'arriva en vue de la Rochelle que pour assister à la chute de cette ville, réduite aux dernières extrémités. Les Rochellois se rendirent à discrétion. Louis XIII les traita avec plus de douceur qu'ils ne s'y attendaient eux-mêmes et qu'ils n'étaient, il faut bien le dire, en droit de l'espérer, après une si longue et si opiniâtre résistance : il les laissa libres de pratiquer leur religion; mais comme il voulait leur ôter tout moyen de se révolter de nouveau, il fit démolir leurs fortifications. L'année suivante, la paix fut signée avec l'Angleterre, qui était trop occupée des graves démêlés du parlement et de la couronne, pour s'immiscer dans les affaires du continent.

Charles Ier, dès son avènement au trône, s'était mis fort mal avec la nation qu'il était appelé à gouverner.

Les communes ayant refusé de voter les subsides qu'il leur demandait, furent dissoutes brutalement, et remplacées par d'autres qui se montrèrent tout aussi intraitables que les précédentes. Charles prononça une seconde fois leur dissolution. Afin de se procurer l'argent que les représentants de la nation lui refusaient, l'emploi de cet argent ne leur paraissant pas suffisamment justifié, le roi d'Angleterre vendit aux catholiques la liberté religieuse et surchargea le peuple de taxes arbitraires. Ces mesures, jointes aux persécutions dont les adversaires du pouvoir étaient l'objet, accrurent le mécontentement de la nation, et bientôt Charles fut détesté comme le plus odieux des tyrans. Un troisième parlement fut convoqué en 1628, et cassé comme les deux premiers, parce qu'il opposa les mêmes refus aux demandes d'argent qu'on lui adressa. Alors, Charles résolut de gouverner sans parlement, et de subvenir aux dépenses publiques et aux siennes propres, qui étaient énormes, par des emprunts forcés et des taxes illégales. Onze ans s'écoulèrent ainsi, durant lesquels la position de ce monarque aveugle ne fit qu'empirer. En 1640, la résistance de la nation anglaise prit un caractère redoutable. Charles Ier pouvait peut-être encore conjurer sa ruine par de sages et habiles concessions; mais il ne put se résoudre à abandonner la moindre de ses prérogatives. La lutte s'engagea. Une fois lancée sur cette pente fatale, la royauté britannique ne s'arrêta plus qu'en se brisant contre le billot de Whitehall.

Pendant qu'une révolution terrible et sanglante se préparait de l'autre côté du détroit, en France un magnifique spectacle était offert aux regards de l'Europe et de la postérité. Nous voulons parler des gigantesques efforts de Richelieu pour asseoir sur des bases inébranlables la prépon-

dérance monarchique au dedans, et pour humilier au dehors cette orgueilleuse maison d'Autriche qui, depuis deux siècles qu'elle nous tenait en échec, nous avait fait de si cruelles, de si implacables guerres. La même politique qui lui commanda d'écraser le protestantisme et le fédéralisme en France, lui fit prendre énergiquement la défense de ces deux principes au-delà du Rhin. Ici, il s'agissait de consolider l'œuvre de Louis XI en la continuant; il s'agissait de détruire tout ce qui pouvait porter atteinte à cette grande et souveraine unité qui promettait à notre pays des destinées si merveilleuses; là bas, il fallait au contraire attaquer avec la sape et avec la mine le vieil édifice impérial; il fallait travailler activement à faire éclore tous les germes de désorganisation qui fermentaient au sein de l'Allemagne, et encourager tout ce qui tendait à briser l'antique faisceau germanique. Voilà ce que le génie du grand Richelieu comprit et exécuta admirablement; et c'est pour avoir attaché son nom à cette politique éminemment nationale et patriotique, que ce nom, glorieux entre tous les noms de l'histoire, est environné d'une auréole immortelle.

Parce que la France et l'Angleterre étaient absorbées, chacune de son côté, dans une œuvre spéciale qui réclamait toute leur attention, toutes leurs forces; parce que les échos des deux rivages de la Manche ne retentissaient plus du bruit des armes et des cris de fureur de deux peuples acharnés à se détruire, il ne faut pas en conclure que la vieille rivalité de ces deux peuples fut éteinte; cette rivalité n'était qu'assoupie, et subissait une de ces transformations comme les annales du passé en fournissent de nombreux exemples. Nous retrouverons bientôt la France et l'Angleterre en présence, le glaive à la main, toujours aussi hostiles, toujours aussi antipathiques l'une à l'autre;

ayant de nouveaux sujets de querelle, de nouveaux motifs de guerre, et choisissant pour champ de bataille, non plus seulement des provinces et des royaumes, mais la surface mobile et sans bornes des flots. A l'immensité de leur haine, il fallait pour théâtre l'immensité de l'Océan.

CHAPITRE VI.

1643.—1715.

SOMMAIRE. — Régence d'Anne d'Autriche. — Ministère du cardinal Mazarin. — Guerre civile en France. — Révolution en Angleterre. — Protectorat d'Olivier Cromwell. — Restauration de Charles II. — Louis XIV prend en main le timon des affaires. — Il s'empare de la Flandre et de la Franche-Comté sur les Espagnols. — Première guerre de Louis XIV contre l'Angleterre. — Paix de Bréda. — Alliance de la France et de l'Angleterre contre la Hollande. — Défection de l'Angleterre. — Paix de Nimègue. — Ligue d'Augsbourg contre Louis XIV. — Avénement de Guillaume III au trône d'Angleterre. — Victoires navales des Français sur les Anglais. — Combat de la Hogue. — Batailles de Steinkerque et de Nerwinde. — Nouveaux succès des Français sur mer. — Paix de Ryswick. — Guerre pour la succession d'Espagne. — La France est seule contre l'Europe en armes.—Elle essuie des revers nombreux qui ne l'empêchent pas de placer le duc d'Anjou sur le trône d'Espagne et de l'y maintenir. — Bataille de Malplaquet. — Louis XIV demande la paix sans pouvoir l'obtenir. — Victoire remportée par Villars à Denain. — Congrès et paix d'Utrecht. — Mort de Louis XIV.

La mort de Richelieu et celle de Louis XIII, arrivées presque coup sur coup, laissèrent la France sans maître et sans roi. L'héritier de la couronne était un enfant de quatre ans et demi auquel on donna le nom de Louis XIV. Le testament du monarque défunt instituait un conseil de régence qui devait gouverner durant la longue minorité du nouveau roi. Mais à peine Louis XIII eut-il cessé de vivre, que sa veuve, Anne d'Autriche, fit casser ce testament par le parlement de Paris, et se fit décerner le pouvoir. Par une contradiction bizarre, la loi qui excluait les femmes du

gouvernement, comme reines, souffrait cependant qu'elles fussent investies de la suprême autorité comme régentes.

Anne d'Autriche donna pour chef à la France et à elle-même un italien, nommé Mazarin, qui, sans avoir le génie de Richelieu, continua avec habileté, mais non sans des difficultés immenses, l'œuvre de ce grand ministre. Le ministère de Mazarin fut la transition entre le règne glorieux et fécond de Richelieu, et le règne magnifique de Louis XIV. Mazarin reçut des mains du premier la monarchie encore toute palpitante, tout ébranlée des rudes combats qu'elle avait livrés pour terrasser ses ennemis; il la transmit au second, calme, reposée, solide, puissante. Maître absolu de l'état comme l'avait été le ministre de Louis XIII, Mazarin, tout en se proposant le même but que lui, adopta cependant une marche différente. Richelieu avait été fier, impérieux et dur; Mazarin fut souple, adroit et rusé. Là où le premier dominait avec la supériorité de sa mâle et audacieuse intelligence, le second rampait hypocritement, et n'en atteignait que plus sûrement son but. Richelieu heurtait de front les obstacles qui se dressaient devant lui, mais ne les renversait pas toujours; Mazarin les tournait, et, par cette manœuvre, il parvenait le plus souvent à les réduire en poudre.

Les longues hostilités de Richelieu contre la noblesse, et surtout sa guerre si active, si opiniâtre contre la maison d'Autriche, guerre infiniment dispendieuse qu'il légua à son successeur Mazarin, avaient mis à sec les coffres de l'État. La gloire militaire est une belle chose pour une nation, mais elle ne s'acquiert que par des sacrifices d'argent énormes et réitérés. Mazarin, pour subvenir aux dépenses publiques et aux folles prodigalités d'Anne d'Autriche, surchargea le peuple d'impôts. De là un méconten-

tement général. Les victoires de Rocroi, de Fribourg, de Nordlingue, de Lens, donnèrent aux armes françaises un lustre extraordinaire, mais ne procurèrent point la paix; la guerre continua, et de nouveaux impôts furent établis pour la soutenir. Trop ignorant des affaires politiques pour comprendre la haute portée de cette guerre, qui devait fonder la prépondérance de la France, le peuple, qui d'abord n'avait fait éclater son mécontentement que par des quolibets et des chansons satiriques contre le premier ministre, en vint à une révolte ouverte; il prit les armes et se battit, mais sans cesser de chanter et de rire. Cette guerre civile, qu'on appela guerre de la Fronde, présenta un caractère nouveau: la bourgeoisie parisienne s'insurgea contre la royauté à l'instigation de la noblesse. On avait vu, quelques siècles auparavant, les seigneurs soulever leurs paysans contre le pouvoir royal. A la fin du seizième siècle, on les avait vus faire tourner au profit de leur ambition l'enthousiasme religieux des Calvinistes. Mais le fanatisme féodal et le fanatisme religieux étaient à peu près éteints, il ne leur restait plus, pendant la minorité de Louis XIV, qu'à exploiter le mécontentement des classes moyennes contre la régente et contre son premier ministre.

Les troubles de la Fronde commencèrent en 1648, et durèrent plusieurs années. Mazarin, alternativement vainqueur et vaincu, finit par rester maître du champ de bataille. Il profita de son triomphe pour pousser avec une extrême vigueur la guerre contre l'Espagne. La bataille des Dunes, gagnée par Turenne, amena la conclusion de la paix des Pyrénées, qui porte la date de 1659, et qui fut cimentée par le mariage de Louis XIV avec Marie-Thérèse, fille du roi d'Espagne, Philippe IV.

Maintenant, si l'on s'étonne que l'Angleterre soit restée

étrangère à nos discordes civiles, et qu'elle n'ait pas offert à l'un ou à l'autre des deux partis belligérants, son concours intéressé, il faut qu'on se rappelle qu'elle était elle-même en proie à une de ces crises terribles qui absorbent toutes les facultés d'une nation, et qui ne lui laissent ni la volonté, ni le loisir de s'occuper des affaires de ses voisins. Il y avait cependant cette différence entre les troubles de l'Angleterre et ceux de la France, que ceux-ci expirèrent au pied du trône de Louis XIV, après l'avoir quelque temps battu de leurs vagues impuissantes; et que ceux-là arrachèrent de ses fondements le trône de Charles Ier, et jonchèrent de ses débris le sol ensanglanté de la vieille Angleterre.

Le 30 janvier 1649, Charles Ier paya de sa tête l'irréparable tort d'avoir méconnu les droits d'une grande et intelligente nation, qui ne demandait pas mieux que de le laisser tranquille possesseur de la couronne, si lui-même n'avait pas attenté outrageusement au plus précieux de tous ses biens, à sa liberté. Olivier Cromwell, le chef du parti révolutionnaire, s'empara de la dictature sous le nom de *Protecteur*. Il fut plus tyran, sous ce titre modeste, que ne l'avait été Charles Ier avec celui de roi. Les Anglais n'avaient brisé un sceptre, que pour courber la tête sous une verge de fer.

Le protectorat d'Olivier Cromwell fut une des époques les plus glorieuses de l'histoire de nos voisins. Tous les gouvernements de l'Europe recherchèrent à l'envi l'amitié de cet homme extraordinaire. La France elle-même, qui avait tant de motifs de haïr celui dont la main régicide avait fait tomber la tête du beau-frère de Louis XIII, la France s'unit étroitement à lui contre l'Espagne; elle fit plus, elle lui livra Dunkerque, qu'une armée anglo-française, aux ordres de Turenne, avait conquis sur les Espagnols.

Cromwell mourut vers la fin de 1658. Cinq mois s'étaient à peine écoulés, que Charles II, fils de Charles I[er], était rétabli sur le trône d'Angleterre, grâce à la défection de Monck, et à la lassitude générale des esprits, qui, après avoir supporté docilement le joug impitoyable de Cromwell, se cabrèrent sous la main débile et inexpérimentée de son fils.

La réaction royaliste fut sanglante, épouvantable. Charles II, qui joignait à des habitudes de galanterie et de débauche, une cruauté froide et implacable, envoya à l'échafaud tous ceux qui avaient joué un rôle dans la dernière révolution, et fit marcher de front les persécutions et les fêtes, les plaisirs et les supplices.

Aucun événement remarquable n'éclata en France depuis la paix des Pyrénées jusqu'à la mort de Mazarin, en 1661. Ce ministre ne cessa de gouverner qu'en cessant de vivre. Après sa mort, Louis XIV, débarrassé enfin d'un tuteur importun qui ne lui laissait de la royauté que ses vaines pompes et ses plaisirs frivoles, et qui se réservait toute la puissance, prit en main les rênes du gouvernement. Son premier soin fut de remettre un peu d'ordre dans les finances, que vingt années de brigandages et de dilapidations avaient gravement dérangées. Il se fit rendre un compte exact des moindres affaires, veilla avec une sollicitude éclairée sur toutes les branches de l'administration, et fut, à proprement parler, son premier ministre. Afin d'entretenir l'ardeur belliqueuse de ses troupes, et de donner une haute idée de sa force, il secourut le Portugal contre l'Espagne, l'empereur contre les Turcs, la Hollande contre l'Angleterre.

Nous dirons peu de choses de cette dernière guerre, dont tout l'honneur resta aux Hollandais. La marine française, à

cette époque, ne se composait en grande partie que de navires à rames, appelés galères, qui rendaient beaucoup de services sur la Méditerranée, mais dont la construction fragile ne pouvait affronter les tempêtes redoutables de l'Océan. L'alliance de Louis XIV fut donc assez peu fructueuse pour la Hollande; l'appui qu'il lui prêta était plutôt moral que matériel. La paix de Bréda, en 1667, mit un terme à des hostilités sans motifs, comme sans résultats. L'Acadie, que les Anglais avaient conquise sur nous dans l'Amérique du Nord, revint en notre possession, aux termes de ce traité, dont les conditions furent en quelque sorte dictées à l'Angleterre par les Hollandais victorieux.

Mais bientôt l'occasion de faire la guerre pour son propre compte se présenta au roi de France. Le roi d'Espagne, Philippe IV, étant mort, Louis XIV, son gendre, réclama la Flandre, le Brabant et la Franche-Comté, comme revenant de droit à sa femme. Le conseil de régence, qui gouvernait l'Espagne au nom de Charles II, mineur, refusa d'admettre cette prétention. Alors, l'ambitieux Louis entra en Flandre à la tête d'une armée formidable et en fit la conquête en quelques semaines. Il s'empara plus rapidement encore de la Franche-Comté. Par le traité d'Aix-la-Chapelle, signé en 1668, il rendit cette dernière province à l'Espagne, mais il garda la Flandre.

Quatre ans après, Louis XIV tourna toutes ses forces contre la Hollande. Les motifs de cette agression étaient assez futiles. Il s'empara, en très peu de temps, de la plus grande partie de cette contrée. Les Hollandais, épouvantés, demandèrent la paix; mais Louis XIV, n'ayant voulu l'accorder qu'à des conditions inacceptables, la république prit une résolution désespérée; elle rompit les digues qui retenaient les eaux de l'Océan et transforma la Hollande en

une vaste mer, devant laquelle l'armée française fut obligée de reculer.

Pendant le temps qui s'était écoulé depuis la paix d'Aix-la-Chapelle jusqu'à la guerre de Hollande, Louis XIV, admirablement secondé par son ministre Colbert, avait improvisé une marine prodigieuse : soixante gros vaisseaux et quarante frégates, étaient sortis comme par enchantement des chantiers de Brest, de Rochefort, de Toulon. Craignant que cet armement formidable ne fut pas suffisant pour réduire les Hollandais, Louis XIV fit alliance avec le roi d'Angleterre. Celui-ci, moyennant un subside de trois millions par an, s'engagea à fournir cinquante gros vaisseaux et six brûlots à la France.

Cette flotte, à laquelle se joignit une division française de trente vaisseaux de ligne et de dix brûlots, aux ordres du maréchal d'Estrées, rencontra sur les côtes d'Angleterre la flotte hollandaise, forte de cent vaisseaux et de cinquante brûlots, et commandée par le célèbre Ruyter, le plus grand homme de mer de son temps. Une bataille terrible s'engagea entre les deux flottes ; elle dura un jour entier. Les vaisseaux français, dont les équipages étaient peu expérimentés encore, ne prirent qu'une faible part à l'action. L'avantage resta à Ruyter qui, après cette victoire mémorable, fit entrer dans le Texel un nombreux convoi de navires marchands arrivant de l'Inde.

Sur mer comme sur terre, la puissance de Louis XIV, secondé des Anglais, échoua donc contre l'indomptable énergie d'une petite république, tout au plus égale par l'étendue de son territoire au dixième de la France. Mais ce n'était pas assez que les Hollandais l'emportassent sur nous par la supériorité de leur marine et par l'abnégation de leur patriotisme, qui leur avait fait préférer l'inondation à

une paix ignominieuse, il fallut encore que leur diplomatie détachât de nous cette Angleterre dont la coopération nous eût été d'un si puissant secours pour amener à composition les fiers républicains des Sept Provinces-Unies. Ces derniers envoyèrent en Angleterre des émissaires habiles qui persuadèrent aux membres du Parlement que Charles II n'avait fait une si étroite alliance avec Louis XIV qu'afin que ce dernier l'aidât à rétablir dans ses états, la religion catholique et le pouvoir absolu. Dès lors, le parlement cessa d'accorder à Charles l'argent nécessaire à la continuation des hostilités, et ce monarque fut obligé de signer la paix avec les états généraux.

Cette défection de l'Angleterre ne ralentit pas la lutte que soutenait alors Louis XIV contre presque toute l'Europe conjurée. Les Hollandais, au moment de leur plus grande détresse, ayant imploré l'appui de l'empereur d'Allemagne, celui-ci avait envoyé à leur secours une armée commandée par le fameux Montécuculi. Vainement Turenne essaya d'empêcher la jonction des Impériaux avec l'armée du prince d'Orange; cette jonction s'opéra et donna à la république une force qui lui fit soutenir la guerre durant plusieurs années encore contre la France. Aux Impériaux et aux Hollandais se réunirent les Espagnols pour abattre la puissance de Louis XIV; mais ce roi, auquel ses contemporains ont décerné le surnom de *Grand*, et qui le méritait à tant d'égards, résista à cette coalition formidable avec un courage et une fermeté héroïques.

Rien ne prouve mieux l'inépuisable fécondité des ressources de la France que la facilité avec laquelle elle fit tête, en cette occasion et en une multitude d'autres, aux nations les plus belliqueuses et les plus puissantes du continent. Turenne avait été tué d'un boulet de canon; Condé,

accablé d'infirmités prématurées, était condamné à la retraite. Mais, en l'absence de ces deux grands capitaines, leurs élèves et presque leurs émules, les maréchaux de Luxembourg, de Lorges, de Schomberg, de la Feuillade, guidaient nos armées à la victoire. L'immortel Vauban avait perfectionné l'art de défendre et de réduire les places ; avec les secours de son génie les Français s'étaient rendus maîtres de toutes les villes de la Flandre hollandaise. Sur mer, les flottes de Louis XIV, conduites par Duquesne, battirent les flottes combinées de Hollande et d'Espagne. Tout cédait à l'ascendant de sa fortune, lorsque, au milieu de ses conquêtes et de ses triomphes, Louis offrit la paix aux coalisés, qui s'empressèrent de l'accepter. Elle fut signée à Nimègue, le 10 août 1678, malgré les efforts de l'Angleterre et de son ambassadeur, le chevalier Temple, qui assista aux conférences de Nimègue comme médiateur, et qui fit tout au monde pour empêcher la conclusion de la paix.

L'Angleterre avait, en effet, un intérêt puissant à perpétuer la guerre opiniâtre et ruineuse que se faisaient la France, l'Espagne et la Hollande. Elle n'avait pas oublié les victoires navales remportées tout récemment sur elle par cette dernière puissance ; elle se rappelait l'audacieuse entreprise de Ruyter qui, remontant la Tamise jusqu'à quatre lieues de Londres, avait menacé cette populeuse cité d'une entière destruction ; enfin elle voyait de l'œil le plus jaloux l'extension prodigieuse du commerce des Sept Provinces-Unies, dont les flottes sillonnaient, triomphantes, toutes les mers du globe. L'Angleterre, qui ambitionnait la souveraineté de l'Océan, ne pouvait qu'applaudir à ces batailles acharnées, où la marine naissante et déjà formidable de la France, et les marines réunies de l'Espagne et de la Hollande s'entre détruisaient comme à plaisir. Elle com-

prenait, avec cet instinct divinatoire qu'elle apporte dans tout ce qui concerne ses intérêts, qu'il n'y avait pour elle de prépondérance possible à acquérir sur mer, qu'autant que la France, la Hollande et l'Espagne auraient cessé d'y dominer elles-mêmes. De là cette politique habile et profonde qui consistait à armer continuellement ces puissances les unes contre les autres, et à prendre parti, tantôt pour celle-ci, tantôt pour celle-là, afin d'avoir part aux dépouilles de toutes les trois.

Aux termes du traité de Nimègue, la France rendit à l'Espagne la Franche-Comté, dont elle s'était emparée une seconde fois; elle restitua à la Hollande une partie des villes de la Flandre, mais elle garda tout le reste. Les Hollandais furent les premiers à souscrire aux conditions de Louis XIV, étant ceux que la guerre avait le plus maltraités. Les Espagnols, mécontents de l'empereur d'Allemagne qui, à leur avis, ne poussait pas les hostilités avec assez de vigueur, suivirent bientôt l'exemple des Hollandais. Enfin les impériaux, se voyant seuls contre la France, s'estimèrent heureux de conclure la paix sur les bases du traité de Westphalie.

Dix années s'écoulèrent entre la paix de Nimègue et la fameuse ligue d'Augsbourg formée pour abaisser Louis XIV.

Ces dix années furent l'époque la plus brillante du long règne de ce monarque; elles furent aussi celles où son astre commença à pâlir; où, parvenu à l'apogée de sa gloire, il s'engagea témérairement dans un dédale de difficultés et de périls qui aboutirent pour lui à d'effroyables désastres.

Louis XIV avait triomphé des Hollandais, mais il ne les avait pas domptés. Cette nation patiente, tenace, infatigable, préparait au roi de France de nouveaux et plus cruels embarras, dont nous le verrons sortir vainqueur, il

est vrai, mais qui firent subir un irréparable échec à sa puissance. Guillaume de Nassau, simple stathouder de Hollande, conçut et exécuta le double projet d'imposer des bornes à l'ambition insatiable de Louis XIV, et de détrôner Jacques II, roi d'Angleterre, père de sa femme. Avant d'entamer le récit de ces grands événements, disons quelques mots des règnes de Charles II et de Jacques II.

Une lutte exactement semblable à celle que Charles Ier avait soutenue contre le parlement d'Angleterre, recommença sous le règne de son fils Charles II. Ce dernier monarque était même placé dans une position plus désavantageuse que son prédécesseur vis-à-vis du parlement; il professait la religion catholique que la nation anglaise avait en exécration, et se trouvait par cela même marqué au front d'un sceau réprobateur. Le terrible exemple de son père lui fit adopter une marche plus prudente, plus modérée; entre autres concessions qu'il crut devoir faire à l'opinion publique, il sanctionna le fameux acte d'*habeas corpus*, ce palladium de la liberté individuelle au-delà du détroit; mais à l'exception de cet hommage rendu aux droits imprescriptibles d'un peuple libre, hommage plus forcé que volontaire, et de quelques autres mesures libérales qui lui furent également arrachées, Charles II, pendant toute la durée de son règne, se tint presque constamment en hostilité avec la représentation britannique.

L'impopularité de son frère, le duc d'Yorck, devint un des embarras les plus graves de son règne. Ce prince s'était rendu odieux à la nation anglaise par sa prédilection ardente, passionnée pour le catholicisme et pour le pouvoir absolu. Le parlement ayant demandé que le duc d'Yorck, héritier présomptif du trône, fût déclaré indigne de régner, Charles, effrayé de tant d'audace, prononça la dissolution

de cette assemblée et en convoqua une nouvelle, qui ne tarda pas à éprouver le même sort, pour avoir manifesté contre le frère du roi une répulsion semblable. L'exaspération des esprits contre le duc d'Yorck devenant chaque jour plus vive, plus inquiétante, Charles se détermina à l'éloigner momentanément du royaume. Mais le duc d'Yorck profita d'une maladie de son frère pour y rentrer bientôt et pour s'emparer du timon des affaires. Alors, la réaction royaliste fit de nouveaux progrès; les catholiques l'emportèrent sur les presbytériens qui essuyèrent des persécutions acharnées. L'admirable Sydney porta sa tête sur l'échafaud; la ville de Londres et une multitude d'autres villes, ouvertement hostiles à l'absolutisme et à l'épiscopat, furent privées de leurs franchises; l'Ecosse, enfin, leva à plusieurs reprises l'étendard de la révolte. Charles, qui avait besoin d'argent, malgré la pension de deux cent mille livres sterling que lui payait annuellement Louis XIV, afin qu'il ne suivît pas une autre politique que la sienne, Charles, disons-nous, convoqua, en 1680, un nouveau parlement, lequel, au lieu d'accorder des subsides, reproduisit le bill d'exclusion contre le duc d'Yorck, et fut encore une fois dissous. En 1681, nouvelle convocation du parlement, nouveau déchaînement des Whigs contre le frère de Charles, et nouvelle dissolution. A dater de cette époque, le roi d'Angleterre se passa d'une représentation nationale et gouverna en monarque absolu, sans avoir égard aux plaintes ni aux remontrances de ses sujets. Il mourut en 1685, et ne vécut pas assez, par conséquent, pour voir éclater la nouvelle révolution qu'il avait rendue inévitable par sa conduite tyrannique et insensée.

Le duc d'Yorck, devenu roi d'Angleterre, sous le nom de Jacques II, eut à combattre, dès son avénement au

trône, deux révoltes redoutables, celle du comte d'Argile et celle du duc de Montmouth. Le premier se mit à la tête des Presbytériens d'Écosse, le second se proclama le chef des Whigs d'Angleterre. Tous les deux furent vaincus, faits prisonniers et décapités. La vengeance de Jacques ne s'arrêta point aux chefs de la rébellion; elle s'appesantit sur tous ceux qui avaient suivi leurs enseignes, et ses cruautés ne connurent plus de bornes. Quand le nouveau roi eut affermi son pouvoir par une foule d'exécutions sanglantes, il se mit à persécuter les protestants avec la dernière rigueur, et annonça l'intention de substituer, dans ses états, le catholicisme à la religion réformée. La révocation de l'édit de Nantes, qui venait d'avoir lieu en France, était surtout ce qui l'encourageait, ce qui le déterminait à mettre ce projet à exécution. Il accrédita des ambassadeurs auprès du pape; de son côté, le pontife de Rome envoya un légat extraordinaire en Angleterre. L'arrivée de cet envoyé apostolique fut le signal d'une révolution qui couvait depuis le commencement de la restauration des Stuarts.

Les principaux chefs de l'opposition wigh résolurent d'un commun accord de faire échouer, à quelque prix que ce fût, les desseins du roi Jacques. Ils entamèrent des négociations secrètes avec le prince d'Orange, et se concertèrent ensemble sur les moyens de détrôner Jacques, et de le placer, lui, sur le trône d'Angleterre.

Jacques II n'avait qu'un seul allié; mais cet allié valait à lui seul toutes les puissances de l'Europe réunies, c'était Louis XIV. Afin d'avoir meilleur marché du roi Jacques, il s'agissait donc de réduire le roi de France à l'impossibilité de le secourir efficacement. C'est dans ce but que fut signée contre lui la ligue d'Augsbourg, composée de l'empereur,

d'une partie de l'empire, de la Hollande, du duc de Lorraine, de l'Espagne, de la Savoie, de la Suède, sans compter le pape, les Vénitiens et tous les princes d'Italie, qui n'osaient pas se déclarer ouvertement contre Louis XIV, mais qui s'associaient de cœur à tous les projets des confédérés.

Cette ligue, une des plus formidables qui jamais se soient formées contre notre patrie, ne fit pas rompre d'une semelle l'intrépide Louis XIV. Assailli par l'Europe entière, il n'eut qu'à frapper du pied pour faire sortir du sol de France d'invincibles légions qui firent face de toutes parts aux attaques des coalisés. Mais, l'un des deux grands résultats qu'avait ambitionnés Guillaume de Nassau, prince d'Orange, fut atteint; obligé de défendre ses propres états contre un demi million de combattants, Louis XIV ne put assister Jacques II aussi puissamment qu'il eût été nécessaire pour le sauver d'un si grand péril.

Guillaume, avec l'argent des États-Généraux qui lui étaient entièrement dévoués, mit sur pied une armée de quinze mille hommes, équipa une flotte, et descendit en Angleterre sans rencontrer la moindre résistance. Soit impéritie, soit trahison de la part des amiraux qui commandaient la flotte anglaise, ils laissèrent passer celle du prince d'Orange. Jacques II avait sous la main vingt mille hommes à la tête desquels il pouvait vaincre son ennemi ou périr glorieusement; il ne prit aucun parti. Cette armée, voyant son indécision, se rangea sous les drapeaux de Guillaume. Abandonné de tous ses partisans, ce roi, qui s'abandonnait lui-même, dut chercher son salut dans la fuite, et son heureux rival s'installa tranquillement dans le palais des Stuarts.

Jacques II vint chercher un refuge auprès de Louis XIV,

tandis que le parlement d'Angleterre, formé en convention, le déclarait déchu du trône, et donnait la couronne, qu'il avait si lâchement portée, au prince et à la princesse d'Orange, en stipulant toutefois que la direction suprême du gouvernement appartiendrait au prince seul, proclamé roi sous le nom de Guillaume III. Telle fut la mémorable révolution de 1688, qui abolit l'hérédité monarchique chez nos voisins, et modifia essentiellement leur antique constitution. Néanmoins, le nouveau monarque conserva, sur la représentation nationale, une puissance presque aussi étendue que les rois qui l'avaient précédé. Les wighs, vainqueurs du pouvoir royal, après une lutte si terrible et si opiniâtre, commirent l'impardonnable faute de laisser à la couronne la plupart des prérogatives exorbitantes qui avaient rendu insupportable le gouvernement des Stuarts. Le monarque eut toujours la faculté de convoquer, d'ajourner, de proroger et de dissoudre le parlement selon sa volonté capricieuse ; on lui conserva le pouvoir d'influencer les élections, d'opprimer les corporations, de choisir les membres de son conseil, de nommer à toutes les charges de l'État, de commander les armées de terre et de mer ; enfin il eut en main tous les moyens de corruption et de violence, sans avoir d'autre frein que sa conscience, d'autre modérateur que ses passions.

La longue amitié qui avait régné, je ne dirai pas entre les deux peuples de France et d'Angleterre, mais entre leurs gouvernements respectifs, était donc anéantie. L'alliance des Stuarts avec la maison de Bourbon, alliance qui avait permis à Louis XIV de concentrer la plus grande partie de ses forces sur le continent, et de faire la loi à l'Europe, cette alliance qui, après tout, n'avait pas été sans profit pour l'Angleterre, se trouvait à jamais rompue par

le fait du renversement de Jacques II, et un prince, irréconciliablement hostile à la France, et surtout à Louis XIV, avait pris la place du monarque déchu. Il en résulta une perturbation profonde dans la balance européenne; d'alliée qu'elle était, l'Angleterre nous devenant ennemie, notre prépondérance en reçut un échec dont elle se releva, sans doute, mais qui jeta, sur la dernière moitié du grand règne de Louis XIV, un long voile de tristesse, d'amertume et de deuil, qui contraste péniblement avec les commencements, si glorieux et si beaux, de ce règne admirable sous tant de rapports.

Louis XIV, en cette occasion, n'avait qu'un seul parti à prendre, qu'une seule politique à suivre, c'était de tenter les plus grands efforts pour précipiter du trône d'Angleterre l'*usurpateur* Guillaume III (c'est ainsi qu'il le qualifiait), et y faire remonter Jacques II. L'Angleterre et l'Écosse, toutes deux protestantes, s'étaient soumises avec enthousiasme au prince d'Orange qui professait la religion calviniste; mais il n'en avait pas été de même de l'Irlande, attachée aux dogmes du catholicisme. Tyrconnel, qui commandait dans cette île, resta fidèle à Jacques II, et la population irlandaise, presque tout entière, refusa de reconnaître le nouveau gouvernement d'Angleterre. Le duc de Hamilton, envoyé par Guillaume III, pour réduire l'Irlande, se laissa gagner par Tyrconnel, et ajouta une nouvelle force au parti du monarque détrôné. L'habile Louis XIV s'empressa de mettre à profit cette heureuse circonstance. Le 6 mars 1689, trois mois seulement après l'arrivée de Jacques II en France, une flotte composée de quatorze vaisseaux de ligne, de sept frégates, et d'une multitude de bâtiments de transport, portant douze cents Anglais et un plus grand nombre de Français, mit à la voile

de Brest et cingla vers l'Irlande. Jacques, en personne, était sur cette flotte. Le roi de France, en se séparant de lui, à Saint-Germain, lui avait adressé ces mots pour adieu : « Allez, tout ce que je peux vous souhaiter de mieux, c'est « de ne vous revoir jamais. »

Jacques débarqua le 22 mars à Kinsale. Après avoir fait son entrée solennelle à Dublin, aux acclamations du peuple, il s'empara de Coleraine et de Killmore, et mit le siége devant Londondery. Cette ville, qui n'était défendue que par un prêtre presbytérien, nommé Valker, opposa au roi déchu une si opiniâtre résistance, que celui-ci fut obligé de renoncer à s'en rendre maître. Le siége de Londondery lui coûta neuf mille soldats; c'était un immense échec, surtout au début d'une entreprise qui avait besoin, pour réussir, du prestige de la victoire. Malgré ce désastre, qui compromettait si gravement sa cause, Jacques assembla le parlement d'Irlande et y fit reconnaître ses droits. Jusque là tout était bien; mais le roi détrôné, ayant fait rendre un bill qui confisquait les biens des protestants, et qui proscrivait tous ceux qui avaient adhéré au gouvernement de Guillaume, il n'en fallut pas davantage pour lui ôter le peu de chances de succès qui lui restaient encore. On comprit que ce roi, profondément ulcéré par la révolution qui l'avait jeté à bas du trône, revenait avec la rage et la vengeance dans le cœur; et, à l'exception du parti catholique, qui n'avait espoir qu'en lui, tout le monde lui fut hostile.

Une seconde flotte plus considérable que la première, et commandée par Chateau-Renaut, amena au roi Jacques un renfort de sept mille Français, aux ordres de Lausun. La flotte anglaise essaya vainement de s'opposer à son passage; elle fut battue et dispersée par Chateau-Renaut, qui, en

exécutant son retour à Brest, s'empara, chemin faisant, de sept vaisseaux marchands hollandais.

Guillaume III, qui d'abord avait attaché peu d'importance à la tentative de Jacques II sur l'Irlande, et qui ne croyait pas que Louis XIV pourrait faire d'aussi grands efforts en sa faveur, se décida à envoyer, contre le roi déchu, une armée de dix mille hommes commandée par le vieux duc de Schomberg, que la révocation de l'édit de Nantes avait banni de France, et qui était venu offrir son épée au rival de Louis XIV. Schomberg s'empara de quelques villes, et en demeura là, n'osant rien entreprendre avec une armée que les maladies décimaient cruellement. Cette inaction de Schomberg mécontenta gravement les communes ; on rendit Guillaume responsable de l'extrême circonspection de son général ; whigs et torys se déchaînèrent contre lui. Fatigué de cette incessante opposition, Guillaume prit le parti alors de laisser le gouvernement de la Grande-Bretagne aux mains de sa femme, la reine Marie, et de se retirer en Hollande. On eut beaucoup de peine à le faire renoncer à cette résolution qui aurait pu avoir des conséquences incalculables.

Louis XIV, que rien ne rebutait, fit partir pour l'Irlande de nouveaux secours. Jamais, depuis le commencement de la monarchie, la France n'avait eu une marine aussi formidable. La Manche et la mer d'Irlande étaient sillonnées de nos escadres. Ce fut alors que Tourville, à la tête soixante-douze vaisseaux de ligne, attaqua, en bataille rangée, à Beachy, sur la côte de Sussex, la flotte combinée de Hollande et d'Angleterre, et remporta sur elle une victoire complète. L'action dura dix heures, avec un acharnement et une fureur inouïs. Tourville avait pour lieutenants les d'Estrées, les Némond, les Chateau-Renaut, capables eux-

mêmes de commander aux plus grandes flottes. Dix-sept vaisseaux anglais et hollandais furent démâtés, brisés, mis hors de combat; le reste chercha un refuge dans la Tamise et sur les côtes de Hollande.

Cette grande et mémorable victoire n'était, dans la pensée de Seignelai, ministre de la marine, qu'un acheminement à des triomphes plus éclatants, plus décisifs. Il avait donné l'ordre à Tourville, après qu'il aurait vaincu et détruit les deux flottes ennemies, de cerner l'Irlande à l'est et à l'ouest, afin d'y renfermer Guillaume qui s'y était rendu avec ses meilleures troupes, et d'opérer ensuite une descente en Angleterre, où l'on espérait que les partisans de Jacques II prendraient les armes à la première apparition des étendards français.

Tourville, qui n'avait pu détruire complètement les flottes combinées d'Angleterre et de Hollande, comme ses instructions le lui commandaient, était parvenu du moins à les mettre en fuite, et se trouvait maître de l'Océan. Il consacra quelques jours à réparer ses avaries au Havre, puis il reprit la mer, et alla brûler à Tingmouth, près de Torbay, une trentaine de navires anglais. Après avoir cotoyé quelque temps le rivage méridional de la Grande-Bretagne, il y descendit avec dix-huit cents hommes; mais les populations n'ayant manifesté aucune sympathie pour la cause de Jacques II, il se rembarqua et revint à Brest chargé d'immenses dépouilles. L'enthousiasme fut général en France, quand on apprit les grandes choses qu'avait exécutées Tourville : l'Angleterre et les Provinces-Unies étaient humiliées et vaincues; notre pavillon flottait triomphant sur ces mêmes rivages, sur ces mêmes mers, où, durant tant d'années, nous n'avions eu à opposer que de misérables barques aux redoutables flottes sorties des ports de la Hollande et de la

Grande-Bretagne. Il ne se trouva qu'un seul homme dans notre pays qui accueillit Tourville avec un blâme sévère; cet homme fut Seignelai; il reprocha au vainqueur des Anglais et des Hollandais de n'avoir pas poussé plus loin ses avantages, et d'avoir perdu l'occasion, unique peut-être, dans les fastes de la monarchie, de rayer la Hollande et l'Angleterre de la liste des puissances maritimes. Il est vrai qu'après avoir forcé les flottes combinées de ces deux nations à fuir honteusement et précipitamment devant ses proues victorieuses, il semblait que tout lui fût possible; mais ne doit-on pas aussi faire la part de l'expérience et de l'habileté consommées de Tourville? Ne doit-on pas supposer qu'une chose qu'il n'a pas cru devoir entreprendre était, par cela même, inexécutable? Seignelai était un grand mininistre, sans doute, mais Tourville n'était pas un moins grand homme de mer; si le premier excellait surtout dans la théorie, le second ne le cédait à personne dans la pratique, et il avait quelque droit d'être cru sur parole quand il affirmait avoir fait tout ce qu'il était humainement possible de faire, et ne s'être arrêté que devant des difficultés insurmontables.

Les gigantesques projets de Seignelai reposaient d'ailleurs sur une base fort problématique; il ne suffisait pas que la flotte française eût l'empire de la mer, pour que ces projets reçussent une pleine et entière exécution, il fallait encore que le parti de Jacques II levât l'étendard de la révolte en Angleterre; il fallait que Jacques II lui-même fît preuve de plus de capacité et de résolution, et que, voulant être roi, il agît et combattît en roi. Nous avons déjà vu que le début de sa campagne en Irlande n'avait pas été heureux; nous avons vu que sa conduite avait été aussi odieuse que malhabile, et qu'elle n'avait fait qu'augmenter son impopu-

larité. Guillaume III, débarquant en Irlande, à la tête de trente-six mille hommes, vint compliquer sa situation déjà si embarrassée.

Jacques résolut d'en venir aux mains avec son heureux compétiteur. Il prit une position avantageuse sur la Boyne, rivière qui coule au nord de Dublin, et attendit de pied ferme l'armée anglaise qui ne se fit pas attendre long-temps; dans les rangs de cette armée se trouvaient plusieurs régiments de français calvinistes qui, comme le duc de Schomberg, avaient été obligés de s'expatrier, par suite de la révocation de l'édit de Nantes. L'armée de Jacques se composait de quinze mille Irlandais plus braves que disciplinés, plus présomptueux que braves, et de six mille Français, envoyés par Louis XIV. Plusieurs jours se passèrent, de part et d'autre, en préparatifs pour le combat. Les généraux du roi Jacques, effrayés de l'extrême disproportion des deux armées, conseillaient à leur maître de battre en retraite, et d'attendre, pour recevoir la bataille, que la flotte française, en se rendant maîtresse du canal de Saint-Georges, qui sépare l'Irlande de la Grande-Bretagne, eût intercepté les convois qui entretenaient l'armée de Guillaume, et que ce dernier se trouvât en quelque sorte à sa discrétion. Ce conseil, que dictaient, non seulement la prudence, mais le plus vulgaire bon sens, fut repoussé par Jacques. Il était dans la destinée de ce monarque, après avoir perdu l'Angleterre, pour n'avoir pas osé, ou n'avoir pas voulu combattre, de perdre l'Irlande pour avoir combattu intempestivement.

La bataille s'engagea sur les bords de la Boyne. Dès le commencement de l'action, l'avantage se déclara pour les Anglais; mais le duc de Schomberg ayant été tué par une décharge de ses propres soldats, la confusion se mit dans

leurs rangs ; ils commençaient déjà à lâcher pied, lorsque Guillaume, accourut au milieu d'eux, et, autant par l'autorité de l'exemple que par celui de la parole, les ramena contre l'ennemi. Les Irlandais ne disputèrent pas longtemps la victoire, et s'enfuirent comme des brebis épouvantées. Les Français seuls firent bonne contenance. Quand ils virent la déroute des troupes irlandaises, ils se retirèrent lentement et sans avoir été rompues. Jacques, qui avait été un des premiers à déserter le champ de bataille, perdit la tête après la déconfiture de son armée, et se sauva une seconde fois en France. De l'avis cependant des meilleurs esprits, ses affaires en Irlande étaient loin d'être désespérées ; il pouvait, en réunissant ses diverses garnisons et en y joignant les débris de la Boyne, former une nouvelle armée égale à celle de Guillaume. Ce prince était vainqueur sur terre ; mais sa flotte avait essuyé une sanglante et désastreuse défaite ; Tourville pouvait le tenir bloqué en Irlande et le forcer de capituler sans coup férir. Jacques ne vit rien de tout cela. Dans la terreur qui s'empara de son âme, il ne comprit qu'une seule chose, c'est que la victoire, ayant tourné une première fois contre lui, pouvait lui être contraire une seconde fois, puis une troisième, et le faire même tomber au pouvoir de son ennemi. Joignez à cette pusillanimité, naturelle à Jacques II, l'esprit de vertige qui s'attache à toute dynastie qui a fait son temps, et qu'une irrésistible puissance entraîne au fond de l'abîme.

Peu de jours après la bataille de la Boyne, Guillaume prit possession de Dublin. Son premier soin, en homme habile, fut d'accorder un pardon général à ceux qui, ayant combattu contre lui, consentiraient à déposer les armes et à rentrer dans leurs foyers. Cette amnistie ne produisit que peu ou point d'effet. La nouvelle de la fameuse victoire de

Tourville s'étant répandue en Irlande, y électrisa les cœurs, et fit taire toute idée de soumission au nouveau roi d'Angleterre. Le clergé catholique, d'ailleurs, entièrement dévoué au roi Jacques, et qui exerçait un empire absolu sur la population irlandaise, excita cette dernière à continuer sa résistance. Guillaume attaqua et prit un grand nombre de villes et de châteaux, entre autres Waterford, Cork, Kinsale; il força les troupes françaises, qui avaient combattu à la Boyne, de se rembarquer pour leur patrie, et lui-même, quand il crut avoir imposé son joug à l'Irlande, retourna en Angleterre, où sa présence était indispensable pour y réparer les désastres de sa flotte, et pour obtenir du parlement les subsides nécessaires aux grands préparatifs militaires qu'il faisait contre Louis XIV.

En quittant l'Irlande, Guillaume avait laissé le commandement de ses troupes, dans cette île, à Ginckle, avec des pouvoirs illimités. Ginckle qui croyait n'avoir qu'à pacifier le pays par la persuasion et par la douceur, vit bientôt arriver une nouvelle armée française, aux ordres de Saint-Ruth, qui ralluma le vaste incendie que les victoires de Guillaume n'avaient qu'imparfaitement éteint. De toutes parts les Irlandais accoururent sous les drapeaux de Saint-Ruth, qui en peu de temps se trouva à la tête d'une armée formidable. Ginckle marcha contre lui, et la bataille s'engagea le 12 juillet 1691. Elle fut des plus acharnées et des plus sanglantes. Avant l'action, les prêtres irlandais avaient promis le ciel aux soldats qui succomberaient, et leur avaient fait jurer sur l'Eucharistie de vaincre ou de mourir. On combattit toute la journée, et le soir, à six heures, la victoire était encore indécise. Ginckle résolut de faire sonner la retraite pour recommencer le combat le lendemain; mais avant de quitter le champ de bataille, il ramena par un

dernier effort, ses troupes contre les Français et les Irlandais. Ceux-ci les reçurent avec tant d'intrépidité, que les Anglais furent repoussés sur tous les points. Saint-Ruth, voyant leur désordre, les chargea impétueusement à la tête de sa réserve pour décider la victoire : tout pliait, tout fuyait devant lui, lorsque ce vaillant général fut emporté par un boulet de canon. Ses soldats s'arrêtèrent aussitôt, troublés et consternés. Les Anglais, qui s'aperçurent de la mort du général français, revinrent à la charge avec une nouvelle ardeur. Mais les troupes irlandaises et françaises, privées de leur chef et ne sachant plus à qui obéir, jetèrent leurs armes et s'enfuirent. Elles perdirent dans cette journée funeste, quatre mille hommes, toute leur artillerie, leurs bagages et leurs munitions.

Les Anglais, après cette victoire qu'ils devaient moins à leur vaillance qu'à un aveugle hasard, s'emparèrent de Portumny, de Moorcastle, de Galway, et mirent le siége devant Limerick, seule ville importante qui reconnut encore l'autorité du roi Jacques. Au bout d'un mois elle capitula, et douze mille Irlandais, qui ne voulurent point se soumettre à la domination de Guillaume, passèrent en France, où Jacques II était plongé dans des pratiques de dévotion, qui, si elles le couvraient de ridicule et de mépris, avaient le mérite du moins de le consoler de tant d'infortunes.

Tandis que le dernier des Stuarts perdait si honteusement sa couronne, Louis XIV défendait la sienne avec une rare supériorité de courage et de génie. Il n'avait pas attendu que les confédérés d'Augsbourg vinssent entamer ses frontières; il commença le premier les hostilités et fit retomber tout le poids de la guerre sur ses ennemis. De grands succès, couronnés par la victoire que le maréchal de Luxembourg remporta à Fleurus sur le prince de Waldeck,

prouvèrent aux confédérés que s'il leur avait été facile d'abdiquer leurs ressentiments réciproques pour s'unir contre Louis XIV, il leur serait plus difficile de vaincre ce monarque redoutable.

Guillaume III, à son retour d'Irlande, s'était hâté de convoquer le Parlement pour lui demander des subsides. Le Parlement, que la gravité des circonstances rendait moins parcimonieux qu'à l'ordinaire, accorda sans trop de difficultés quatre millions sterling, et, en outre, une somme considérable pour la construction de nouveaux vaisseaux. Après ce vote, qui donnait au gouvernement anglais les moyens de pousser la guerre avec ardeur, Guillaume partit pour la Hollande, et là, assista à une sorte de congrès des puissances alliées, où l'on arrêta le plan des opérations pour la campagne prochaine.

Il s'agissait, pour les confédérés, de réparer le désastre de Fleurus. Guillaume, qui était l'âme toute-puissante de la ligue, marcha à la tête de quatre-vingt mille hommes contre le maréchal de Luxembourg, lequel assiégeait Mons en ce moment. Louis XIV, qui avait voulu être témoin des exploits de ses troupes, assistait au siége. Après neuf jours de tranchée ouverte, et malgré la présence et les efforts de Guillaume et de sa formidable armée, le roi de France entra dans la ville assiégée. Guillaume fut plus heureux devant Liége; il parvint à repousser le marquis de Boufflers qui avait entrepris de réduire cette ville; mais ce mince avantage ne pouvait balancer ni la bataille de Fleurus, ni la prise de Mons. Un peu confus du non succès de ses armes, Guillaume retourna en Angleterre, où le mécontentement des whigs suscitait de nombreux embarras à son gouvernement. Après son départ, le prince de Waldeck fut de nou-

veau battu à Leuse par Luxembourg, et tout l'honneur de la campagne resta aux Français.

Sur mer, les Anglais et les Hollandais réunis, malgré leur grande supériorité numérique, n'avaient pu forcer Tourville à une action. Les tempêtes, donnant gain de cause à la France, dispersèrent et détruisirent leurs vaisseaux, et ce ne fut qu'à grand'peine qu'ils parvinrent à en sauver un petit nombre. L'année suivante, les flottes combinées de Hollande et d'Angleterre prirent sur nous une terrible revanche.

Guillaume, après avoir raffermi son autorité ébranlée en Angleterre et en Écosse, était de retour sur le continent au commencement de l'année 1692. Louis XIV, qui n'avait pas renoncé, malgré la profonde nullité de Jacques II, à le faire remonter sur le trône de ses pères, avait tout préparé pour opérer une descente en Angleterre. Les liens du sang qui l'attachaient au monarque déchu, étaient pour quelque chose sans doute dans la protection qu'il lui accordait; mais cette protection, ces opiniâtres efforts pour relever le trône des Stuarts, avaient surtout un grand motif politique, c'était de briser le faisceau redoutable que formaient l'Angleterre et la Hollande réunies sous un seul chef; c'était d'ôter à ce chef, homme d'un génie ardent et indomptable, son plus puissant moyen d'action contre la France. La ligue d'Augsbourg, qui avait été créée par Guillaume III, et qui ne se soutenait que par lui, se fût détraquée et dissoute le jour où cet implacable rival de Louis XIV n'aurait plus eu l'épée de l'Angleterre au service de sa haine, et où cette épée, au contraire, se fût tournée contre lui, redevenu simple stathouder de Hollande.

Vingt mille Français étaientr assemblés entre Cherbourg et la Hogue; et trois cents navires, qui devaient les trans-

porter en Angleterre, n'attendaient qu'un ordre pour sortir du port de Brest et venir embarquer cette armée. L'escadre de la Méditerranée, forte de trente vaisseaux, et commandée par d'Estrées, devait se réunir à celle de l'Océan, aux ordres de Tourville, qui ne comptait pas moins de soixante-trois voiles, parmi lesquelles il y avait quarante-quatre gros vaisseaux. Malheureusement, le vent étant devenu contraire, les trente vaisseaux de d'Estrées ne purent joindre la flotte de Tourville.

A la nouvelle de ce projet de débarquement l'Angleterre et la Hollande s'émurent. Leurs flottes se hâtèrent de prendre la mer pour aller barrer le passage à la flotte française. Cette dernière, sans y comprendre l'escadre de la Méditerranée, était assez forte encore pour battre séparément les deux flottes ennemies. Le cabinet de Versailles envoya l'ordre impératif à Tourville d'attaquer la flotte anglaise, quel que fût d'ailleurs le nombre de ses vaisseaux. Tourville se mit en mesure d'obéir. Mais la jonction de toutes les forces navales de la Hollande et de l'Angleterre s'étant opérée, il se trouva avoir en tête plus de cent vaisseaux. Dès que Louis XIV fut averti de cette jonction, et du péril immense que courait sa flotte, si elle s'opiniâtrait à attaquer les flottes combinées, il dépêcha à Tourville jusqu'à dix corvettes pour lui donner contre-ordre. Il n'était plus temps. Tourville, ayant rencontré au cap de la Hogue la formidable armée navale d'Angleterre et de Hollande, ne balança pas à lui livrer bataille, malgré le désavantage du vent, qui vint s'ajouter, en cette circonstance, à l'extrême disproportion du nombre.

Ce fut un grand et terrible spectacle que celui de cette gigantesque bataille, où plus de cent cinquante gros vaisseaux, comme autant de citadelles flottantes, vomissant de

toutes parts des torrents de feu, s'entrechoquaient, s'entr'ouvraient, s'abîmaient sous les ondes écumantes. La victoire resta dix heures en suspens. Que d'exploits s'accomplirent durant ces dix heures héroïques! Que de beaux faits d'armes illustrèrent l'intrépide résistance des marins français qui, ne pouvant combattre pour le succès, contre un ennemi trop supérieur en nombre, combattirent du moins pour l'honneur. Plusieurs de nos vaisseaux, entr'autres le *Soleil Royal*, que montait Tourville, eurent à lutter contre trois ou quatre vaisseaux à la fois. La flotte française ne pouvant opposer un front égal à celui des Anglais et des Hollandais, fut débordée sur ses deux ailes et prise à revers; alors nos vaisseaux firent feu de babord et de tribord, et ressemblèrent à des volcans en éruption dont les vaisseaux ennemis n'osèrent plus s'approcher. Fatiguées, épuisées des coups terribles qu'elles s'étaient portées, les deux armées cessèrent de combattre enfin. La flotte française battit en retraite, et ce fut le seul indice de la victoire des flottes combinées. Celles-ci, qui avaient un peu moins souffert, se mirent à la poursuite de nos vaisseaux; les plus maltraités, au nombre de quatorze, échouèrent sur la côte pour ne pas tomber au pouvoir des Anglais et Hollandais, et furent brûlés par leurs propres équipages sous les yeux même du roi Jacques, qui, du haut du promontoire de la Hogue, assista à ce lamentable mais glorieux revers, qui fit plus d'honneur à Tourville que la plus signalée victoire.

Tourville, en effet, avait tenu tête durant toute une journée à une flotte double de la sienne; il avait causé de si cruelles avaries aux vaisseaux ennemis qu'ils eurent beaucoup de peine, pour la plupart, à regagner leurs ports; l'échec que l'armée navale de France essuya dans cette circonstance ne doit être imputé qu'aux instructions que

Tourville avait reçues de son souverain, et le mal immense qu'il fit aux flottes combinées, dans une position aussi désavantageuse que celle où il se trouvait, est tout entier à sa gloire. On a dit, on a répété souvent, que le combat de la Hogue avait été tellement funeste à la marine française qu'elle ne put jamais s'en relever. Voilà une de ces exagérations comme on en rencontre souvent dans l'histoire, et qu'il importe de réfuter. Non, le combat de la Hogue n'a pas abattu notre puissance maritime, et la meilleure preuve c'est qu'après cette malheureuse journée, les flottes de Louis XIV reprirent leur ascendant et battirent en plusieurs rencontres les marines hollandaise et anglaise, séparées ou réunies. La fumée du combat de la Hogue était à peine dissipée, que déjà les vaisseaux français recommençaient à croiser audacieusement dans la Manche, et à ruiner le commerce de l'Angleterre et de la Hollande. Louis XIV, qui savait si bien apprécier le mérite, et qui, pour cette raison, fut un des rois les mieux obéis, les mieux servis, récompensa Tourville, comme d'une bataille gagnée, par le bâton de maréchal.

Si les confédérés s'applaudirent de leur triomphe équivoque de la Hogue, ils n'eurent pas lieu de chanter victoire après le cruel affront qu'ils essuyèrent devant Namur. Louis XIV, à la tête de quatre-vingt mille hommes, que commandait sous lui le marquis de Boufflers, forma le siége de cette place, la plus forte des Pays-Bas, à cause de sa formidable citadelle et de sa situation au confluent de la Sambre et de la Meuse. Les deux plus grands ingénieurs de l'Europe, Vauban et Cohorn, luttèrent d'habilité et de génie en cette circonstance mémorable, le second en défendant la ville, le premier en l'attaquant et en la forçant de capituler après huit jours seulement de travaux. Le roi d'Angleterre

et le duc de Bavière, qui avaient réuni cent mille hommes pour sauver Namur, furent arrêtés et contenus sur les bords de la Mahaigne par Luxembourg, qui obtint ce résultat avec des forces infiniment moins nombreuses, et grâce à la supériorité de sa tactique. Guillaume assista donc, l'arme au bras, à la reddition de la ville qu'il était venu secourir; ce n'était pas la première fois que la France infligeait cette honte à l'Angleterre, et ce ne fut pas la dernière non plus.

Après la prise de Namur, Louis retourna à Versailles, recommandant à Luxembourg de se borner à conserver les conquêtes déjà faites sans en entreprendre de nouvelles. Cette tâche était peut-être plus difficile à remplir que celle de marcher en avant. Luxembourg, à qui rien ne semblait impossible, exécuta ponctuellement les ordres de son maître, et manœuvra si habilement que l'armée anglaise ne put gagner un pouce de terrain. Le général français était instruit de tout ce qui se passait dans le camp ennemi par un des secrétaires même de Guillaume. Les relations secrètes de cet homme avec Luxembourg ayant été découvertes, le roi d'Angleterre, avant de le faire mourir, le força d'écrire un faux avis au maréchal. Celui-ci, agissant d'après ce faux avis, tomba dans le piége qui lui était tendu. Attaqué à l'improviste par des forces supérieures, l'ardent Luxembourg, malgré l'état de maladie où il se trouvait, rallie ses troupes en désordre, et charge l'ennemi avec tant d'impétuosité et de fureur qu'il le fait reculer sur tous les points. Le combat était rétabli, mais la victoire ne penchait encore ni d'un côté ni de l'autre.

C'est alors que la maison du roi, ayant à sa tête presque tous les princes du sang de France, entra en ligne, et attaqua intrépidement un corps d'Anglais posté dans un lieu qui était la clé de la bataille. Le succès de la journée dépendait

de cette position. Elle fut emportée par les Français après l'action la plus vive et la plus acharnée. Le marquis de Boufflers étant survenu alors, avec plusieurs régiments de dragons, tomba sur les confédérés et acheva de les mettre en fuite. Telle fut la bataille de Steinkerque qui coûta sept à huit mille hommes à Guillaume et autant à Luxembourg, et qui excita un enthousiasme extraordinaire en France. Le roi d'Angleterre avait été battu, mais son armée était toujours formidable par le nombre ; il se retira en bon ordre sous Bruxelles, attendant une occasion de prendre sa revanche, occasion que Luxembourg se promettait bien de ne pas lui offrir. Le maréchal vint camper autour de Courtray, et Boufflers s'empara de Furnes et de Dixmude. La campagne de 1692 se borna à ces résultats dans les Pays-Bas.

L'année suivante, les opérations recommencèrent au mois de mai. Guillaume, qui avec beaucoup de bravoure personnelle, et avec une véritable habileté politique, était un général toujours malheureux, eut l'imprudence de s'engager entre deux corps d'armée français, commandés, l'un par Luxembourg, l'autre par Louis XIV en personne. La défaite, et peut-être la destruction complète de l'armée confédérée, devait être la conséquence de cette faute énorme. Luxembourg proposa au roi d'attaquer Guillaume et de le prendre entre deux feux. Louis n'y consentit pas. Les uns attribuent ce refus à la mauvaise santé du monarque, qu'une indisposition assez grave retint même quelques jours au Quesnoi ; d'autres en rejettent la responsabilité sur madame de Maintenon qui craignit que les jours précieux du roi ne fussent trop exposés dans une bataille à laquelle il prendrait personnellement part. Quoi qu'il en soit, Louis ne fit qu'une courte apparition au milieu de ses troupes, et revint à

Versailles, après toutefois avoir détaché deux corps d'armée, dont l'un fut dirigé sur l'Allemagne, l'autre sur l'Italie, où des renforts étaient nécessaires. Le maréchal de Luxembourg resta chargé de lutter contre Guillaume avec quatre-vingt mille hommes. Quant à Louis XIV, ce fut la dernière fois qu'il parut à la tête de ses armées. Il avait alors cinquante-cinq ans; l'ardeur belliqueuse de sa jeunesse s'était amortie auprès de la dévote madame de Maintenon, laquelle faisait tourner au cagotisme les facultés si nobles, si éminentes de ce roi qui avait porté la France au plus haut point de splendeur et de gloire où elle put atteindre sous une monarchie absolue.

Après avoir manqué une si magnifique occasion d'écraser Guillaume, Luxembourg, laissé à ses seules inspirations, ne tarda pas à en retrouver une nouvelle. Pour forcer à combattre le roi d'Angleterre, qui occupait sous Louvain une position inexpugnable, le général français fit mine de vouloir prendre Liége qui renfermait les magasins des confédérés. Guillaume envoya, l'un après l'autre, deux détachements au secours de cette place, et finit par s'en rapprocher lui-même avec le gros de ses forces, afin d'être plus à portée de la couvrir. Luxembourg, instruit de ce mouvement, se porta avec une célérité extraordinaire au-devant du monarque anglais, et lui présenta la bataille. Guillaume trouva le temps encore de se retrancher fortement et de faire toutes ses dispositions pour bien recevoir les Français. Il était posté en avant de la Guette, son front couvert par le village de Nerwinde.

Pour aborder la première ligne des confédérés, il fallait emporter ce village, lequel était défendu par Guillaume lui-même à la tête du régiment de Ruvigni, composé de gentilshommes français qui se trouvaient expulsés de leur pays

par la révocation de l'édit de Nantes et par les dragonnades. Cette vaillante troupe culbuta les premiers escadrons qui se présentèrent ; mais elle fut enfoncée à son tour, et Guillaume, jeté à bas de son cheval, courut personnellement le plus grand danger. Nerwinde fut pris et repris deux fois, avec un acharnement qui tenait de la rage. Boufflers conseillait la retraite; Luxembourg, dont l'âme héroïque n'était jamais plus grande qu'au milieu des plus terribles difficultés, ordonna une troisième attaque, et voulut la conduire lui-même. Cette fois ce fut l'intrépide maison du roi qui s'avança pour reconquérir Nerwinde; elle était soutenue par une partie de l'infanterie de l'aile droite, aux ordres du maréchal de Villeroi. L'immortel village fut emporté une troisième fois. Villeroi sauta le premier dans les retranchements; Luxembourg y pénétra l'épée à la main ; son fils, le duc de Montmorency, voyant un soldat ennemi coucher en joue son père, se jette au devant de lui et reçoit la balle qui lui était destinée. Nerwinde est à nous, mais la bataille n'est pas encore gagnée : Guillaume qui, deux fois déjà, avait dégarni son aile gauche pour reprendre le village, ordonna une troisième fois la même manœuvre. Mais le marquis de Feuquières, qui commandait l'aile droite française en l'absence de Villeroi, ne la laissa par s'exécuter; il attaqua la colonne qui se dirigeait sur Nerwinde, et la mit en déroute. Un mouvement non moins heureux de notre aile gauche, acheva de nous donner la victoire. Cette journée si glorieuse pour les armes françaises, fut assombrie par d'immenses funérailles : huit mille Français restèrent sur le champ de bataille. La perte des confédérés fut plus considérable encore, il s perdirent douze mille hommes sans compter les blessés et les prisonniers.

Le roi Guillaume déploya dans cette bataille les qualités

d'un soldat, mais il ne donna pas une haute idée de son habileté comme général. Le maréchal de Luxembourg en examinant ses dispositions stratégiques et la manière dont il avait mis ses troupes en ligne, prononça ces mots : « Je vois bien à présent que le prince de Waldeck est réellement mort. » Le prince de Waldeck excellait surtout à faire choix d'un bon terrain pour combattre. Mais si le roi d'Angleterre était un très médiocre capitaine quand il s'agissait d'en venir aux mains avec l'ennemi, en revanche il avait un talent merveilleux pour exécuter de belles retraites, pour réparer promptement un désastre. Il n'avait pas ce coup d'œil d'aigle qui gagne les batailles, mais il retrouvait toute sa supériorité pour rendre infructueuses et inutiles les victoires que l'on avait remportées sur lui.

Après l'affaire si chaude et si meurtrière de Nerwinde, il parvint à se retirer sans être entamé, et remit un tel ordre dans ses troupes, qu'au bout de très peu de temps il se trouva aussi redoutable qu'avant sa défaite. Le seul résultat que Luxembourg retira de l'avantage qu'il avait obtenu, fut la prise de Charleroi.

Les Anglais, qui essuyaient dans les Pays-Bas revers sur revers, cherchèrent à se dédommager par leurs entreprises navales, et ne furent pas plus heureux. Ils échouèrent contre la Martinique et contre Terre-Neuve. Les Hollandais s'emparèrent, il est vrai, de Pondichéry dans les Grandes-Indes, mais ce succès fut largement compensé par les pertes immenses que nos escadres et nos armateurs firent éprouver à leur commerce. Parmi les villes maritimes de France qui se distinguèrent en armant contre les Anglais et contre les Hollandais des navires en course, il faut mettre au premier rang Saint-Malo, que son admirable situation à l'entrée de la Manche rendait plus formidable qu'aucun

de nos autres ports sur l'Océan. Les Anglais bombardèrent Dunkerque, Dieppe, le Havre, Calais; mais l'action des bombes ne leur sembla pas assez destructive contre Saint-Malo; ils résolurent de ruiner cette ville de fond en comble au moyen d'un navire, garni intérieurement de maçonnerie, et rempli de cent barils de poudre. Ce brûlot, auquel ils donnèrent le nom d'*Infernal*, et qui le méritait à tous égards, était chargé, en outre, d'une énorme quantité de matières combustibles, tels que du soufre, de la poix, de la paille, des fascines, et contenait des caisses pleines de boulets, de chaînes et de grenades; enfin tout ce que la rage la plus homicide, la plus meurtrière, avait pu imaginer, était réuni pour faire pleuvoir la destruction, l'épouvante et la mort sur Saint-Malo. Tout porte à croire qu'il ne serait pas resté pierre sur pierre de cette ville, et que pas un de ses habitants n'eût échappé à cette effroyable immolation. Mais le sort en avait décidé autrement.

Une flotte anglaise, commandée par le chef d'escadre Benbow, et conduisant au milieu d'elle le navire destructeur, parut devant Saint-Malo, et y jeta plusieurs milliers de boulets; après quoi elle cessa son feu et fit mine de vouloir se retirer. Les habitants croyaient en être quittes à si bon marché. Mais dans la nuit qui précéda le 1er décembre 1693, le terrible brûlot s'approcha silencieusement de la ville endormie. Il était lancé à pleines voiles. Parvenu à cinquante pas du mur contre lequel il devait faire explosion, un coup de vent le fait dévier de sa marche, et le pousse sur un rocher dont les pointes aigues déchirent et entr'ouvrent ses flancs. Saint-Malo n'était pas sauvé encore. Ceux qui conduisaient cette machine infernale y mettent le feu et prennent la fuite. Mais comme les poudres et les autres matières combustibles ne devaient s'enflammer

qu'après un laps de temps assez long pour que l'équipage du brûlot fût hors de tout danger, l'eau, pendant ce temps, pénétra dans le navire, dont la carène s'enfonçait peu à peu, et rendit presque nulle l'explosion, qui ne fit qu'endommager les toits et les fenêtres de la ville. Les Anglais en furent pour les frais et pour la honte de leur expédition, qui inspira une horreur universelle.

Afin de mettre leurs navires de commerce à l'abri des corsaires français, dont toutes les mers étaient couvertes, les Anglais les réunissaient en convoi et les faisaient escorter par des bâtiments de guerre. Une de ces flottes marchandes, composée de quatre cents voiles, et ayant pour escorte vingt-sept vaisseaux, aux ordres de sir Georges Rooke, fut rencontrée à la hauteur du cap Saint-Vincent, par Tourville et d'Estrées, à la tête de soixante-onze vaisseaux de ligne. L'amiral Rooke pouvait, en attaquant résolument la flotte française, donner le temps à ses quatre cents navires marchands de gagner le large, de s'esquiver. Mais à la vue du pavillon français, il perdit la tête, ne songea qu'à son propre salut et donna l'ordre de la retraite. Tourville et d'Estrées coulèrent bas sept de ses vaisseaux de guerre, prirent ou détruisirent quatre-vingt navires de commerce, et dispersèrent les autres, qui devinrent en grande partie la proie des croiseurs français. Rooke était allé se réfugier à Madère. Tourville ne jugea pas à propos de le poursuivre aussi loin; mais côtoyant le rivage de la Péninsule, il brûla ou captura tous les bâtimens anglais, hollandais et espagnols qu'il put atteindre, et laissa des traces terribles de son passage dans les ports de Cadix, de Gibraltar, de Malaga.

La présence de la flotte française sur les côtes de la Catalogne inspira au maréchal de Noailles, qui avait obtenu

de notables avantages dans cette province, l'idée d'investir Barcelone. Déjà il était en marche pour exécuter ce hardi projet, lorsque l'arrivée de l'amiral anglais Russel, dans la Méditerranée, avec quatre-vingt-huit vaisseaux de ligne, le força d'y renoncer. Tourville, malgré l'infériorité numérique de sa flotte, n'aurait pas balancé à livrer bataille aux Anglais, si la cour de Versailles, qui redoutait un échec semblable à celui de la Hogue, n'eût envoyé l'ordre à son amiral de rentrer à Toulon. C'est en frémissant de rage que l'héroïque Tourville et ses intrépides compagnons dûrent céder la mer à nos orgueilleux rivaux.

En Flandre, rien de remarquable n'arriva durant l'année 1694. Les Français, réduits à garder la défensive à cause de leur petit nombre, eurent l'habileté de déguiser leur faiblesse aux confédérés et de les tenir constamment en échec. Luxembourg, par des efforts de génie incroyables, fit avorter toutes les entreprises de Guillaume, fit échouer tous ses plans les mieux conçus. C'est ainsi que par une célèbre marche de quarante lieues, qu'il exécuta en quatre jours, malgré cinq rivières et de nombreux défilés à traverser, le maréchal devança sur l'Escaut l'armée ennemie qui croyait, en se rendant maîtresse de son cours, forcer les villes maritimes de la Flandre de capituler.

L'année suivante, l'armée des confédérés, forte de plus de cent cinquante bataillons ou escadrons, ouvrit la campagne, dans les Pays-Bas, par le siége de Namur. Le victorieux Luxembourg n'était plus, il avait succombé à une attaque d'apoplexie en janvier 1695; Louis XIV lui avait donné pour successeur le maréchal de Villeroy, qui n'avait ni ses talents, ni son activité, mais pour lequel le roi de France nourrissait une affection toute particulière. Villeroy confia la défense de Namur à Boufflers qui avait sous lui seize

mille hommes. Ce qui était arrivé, lorsque le roi de France assiégea et prit cette ville quelques années auparavant, se renouvela en cette circonstance. Villeroy, avec près de cent mille hommes, tenta inutilement de secourir Namur : arrêté sur les bords de la Mahaigne, comme l'avait été le roi Guillaume, il assista comme lui à la chute de cette place; avec cette différence, toutefois, que Louis XIV avait pris Namur en huit jours, et que les confédérés mirent deux mois à s'en rendre maîtres, grâce à l'admirable défense du maréchal de Boufflers.

Pendant que Namur succombait, les Français bombardèrent Bruxelles, soit qu'ils voulussent par ce moyen opérer une diversion en faveur de la ville assiégée, soit qu'ils se portassent à cette extrémité par représaille du bombardement de plusieurs de nos villes maritimes, et de la tentative faite sur Saint-Malo. Une vengeance plus directe, furent les succès partiels que notre marine ne cessa d'obtenir sur les Anglais et sur les Hollandais. Du Causse, gouverneur de notre colonie de Saint-Domingue, ruina les sucreries anglaises de la Jamaïque; Jean-Bart, si fameux dans nos annales maritimes par son indomptable courage, ayant appris que huit vaisseaux hollandais avaient capturé un convoi de grains destiné pour la France, sortit du port de Dunkerque avec six frégates et deux bâtiments plus légers, suivit rapidement la trace des huit vaisseaux hollandais, les atteignit près du Texel, en prit deux à l'abordage, mit les six autres en fuite, et ramena triomphalement la flotte dans nos ports, où, avec elle, revint l'abondance.

Nous étions moins vulnérables aux coups des Anglais et des Hollandais, ne possédant pas à beaucoup près autant de colonies qu'eux et une marine marchande aussi considérable que la leur. Mais ils profitaient de l'immense déploie-

ment de nos côtés pour y tenter fréquemment des descentes dont pas une ne réussit. La plus importante de leurs expéditions fut celle qu'ils dirigèrent contre Brest. Là, ils rencontrèrent Vauban que Louis XIV, instruit à l'avance de leur projet d'attaque, y avait envoyé. Vauban les reçut avec tant de vigueur, ses dispositions de défense étaient si habilement prises, que les Anglais jugèrent plus prudent de se rembarquer en toute hâte. Leur flotte reparut devant Saint-Malo avec l'intention de renouveler contre cette malheureuse ville leur effroyable projet de destruction. Elle échoua une seconde fois avec des pertes considérables. La France, de son côté, dont le dévouement à ses amis ne se lassait jamais, voulut encore tenter le sort des armes en faveur du roi Jacques. De grands armements furent ordonnés dans tous les ports du royaume, une armée de débarquement se rassembla à Calais, et Jacques se rendit aux environs de cette ville pour activer par sa présence les préparatifs militaires. Le duc de Berwick, son fils naturel, osa pénétrer incognito en Angleterre et y pratiquer de nombreuses intelligences. Tout cela fut en pure perte. Malgré la précaution que l'on avait eue d'indiquer une tout autre destination à cette expédition, Guillaume était trop habile, et, il faut ajouter, trop intéressé dans la question, pour se laisser donner le change. Sur son ordre, l'amiral Russel parut subitement dans la Manche à la tête de cinquante vaisseaux de ligne, et cette apparition, jointe aux vents contraires, fit abandonner une entreprise dont la réussite était subordonnée à une multitude de circonstances, parmi lesquelles le mystère figurait en première ligne.

Cependant, les différentes puissances composant la ligue d'Augsbourg, commençaient à se fatiguer d'une guerre qui n'aboutissait à aucun résultat sérieux pour la plupart d'entre

elles, et qui avait fourni à la France l'occasion de remporter de nouvelles victoires et de faire de nouvelles conquêtes. Guillaume III était, de tous les souverains coalisés, celui à qui seul cette opiniâtre et sanglante guerre avait profité en le consolidant sur le trône d'Angleterre; c'était aussi celui auquel elle avait le moins coûté. Quelques-uns des confédérés avaient horriblement souffert; le duc de Savoie, entre autres, avait vu fondre sur ses états toutes les calamités de la guerre. Il fut un des premiers à se détacher de la ligue, et traita séparément avec Louis XIV. Les avantages que ce monarque lui accorda furent tels que, non content d'abandonner la cause de ses anciens amis, il se tourna contre eux et réunit ses armes à celles de la France pour forcer l'empereur d'Allemagne à respecter la neutralité de l'Italie.

L'exemple donné par le duc de Savoie ne fut pas perdu. Chacune des puissances coalisées songea à faire la paix. Des conférences s'ouvrirent à Ryswick, village de Hollande, où furent discutées et débattues les destinées de l'Europe. Les négociations ne traînèrent pas en longueur : les coalisés, malgré leur nombre, Louis XIV, malgré ses triomphes, se montrèrent également désireux d'arriver le plus promptement possible à un accommodement. A la surprise générale, le roi de France rendit toutes ses conquêtes et consentit à démolir quelques-unes des redoutables forteresses improvisées par le génie créateur de Vauban, entre autres Strasbourg, Fort-Louis, Trarbac, Mont-Royal. Tant de modération de la part d'un roi dont la hauteur et l'ambition avaient allumé naguère de si terribles guerres en Europe, étonnèrent tout le monde. On voulut y voir une habile et prévoyante politique; on prétendit que Louis XIV n'en avait agi ainsi que pour préparer de loin l'avénement de son petit-fils au

trône d'Espagne. Nous croyons que la paix de Ryswick n'eut pas de causes si profondes ; nous croyons que l'épuisement des finances de Louis XIV, et l'épouvantable misère de ses peuples, furent les seuls motifs qui lui firent hâter la conclusion d'une paix rendue indispensable par huit années d'hostilités ruineuses. Quant à nier que le roi de France eût conçu dès lors le dessein de recueillir une partie de la succession de la branche autrichienne qui régnait sur la vaste monarchie espagnole, c'est ce qui est loin de notre pensée. Il entrait certainement dans les plans de Louis XIV, de compléter l'abaissement de la maison d'Autriche, si glorieusement commencé par Richelieu, en absorbant, au profit de la France ou de sa propre famille, quelques-unes des immenses possessions de cette maison puissante et ambitieuse qui avait été si longtemps pour l'indépendance de l'Europe une cause trop légitime d'inquiétude et d'épouvante.

La paix de Ryswick fut signée le 20 septembre 1697, par les bons offices du roi de Suède, dont la médiation fut préférée à celle du pape. En ce qui concernait la France et l'Angleterre, il fut stipulé que la première de ces puissances reconnaissait sans restriction ni réserve le roi Guillaume ; que la liberté du commerce entre les deux nations était rétablie ; que des commissaires se réuniraient ultérieurement à Londres pour régler diverses prétentions des deux couronnes sur des portions de territoire situées en Amérique ; enfin que Guillaume paierait, à titre d'indemnité, à Marie d'Este, femme de Jacques, une pension annuelle de cinquante mille livres sterling. Quant à ce malheureux roi, son nom ne fut même pas prononcé dans le traité ; Louis XIV crut avoir assez fait pour lui, et il se regarda avec raison comme dégagé à son égard. L'intérêt de la France, mis trop longtemps en oubli, dut prévaloir à la

fin sur celui d'un monarque qu'il avait été d'une bonne politique de secourir à l'époque de sa chute, mais dont il devenait inutile de soutenir les droits alors que le roi Guillaume cessait de nous être hostile.

A peine le traité de Ryswick, qui pacifiait l'Europe, fut-il signé, que l'on vit poindre à l'horizon une nouvelle cause de guerre. Le roi d'Espagne, Charles II, dernier rejeton de la branche aînée d'Autriche, touchait aux portes du tombeau et ne laissait pas d'héritier direct. Les principaux prétendants à sa succession étaient Louis XIV et l'empereur Léopold, qui tous deux descendaient de Philippe III, par les femmes. Mais Louis XIV, par la double raison que la couronne de France et la couronne d'Espagne ne pouvaient être réunies sur la même tête, et que son fils, le dauphin, descendant, par sa mère Marie-Thérèse, de Philippe IV, était par conséquent l'héritier le plus proche de Charles II, Louis XIV, disons-nous, faisait volontiers l'abandon de ses droits en faveur de son fils.

Charles II, sans avoir égard aux prétentions du roi de France et à celles de l'empereur, désigna pour son successeur le fils de l'électeur de Bavière, Maximilien Marie. C'est alors que l'idée vint à Louis XIV de faire un partage anticipé de la monarchie espagnole, pendant la vie même de charles II. Le ministre Torci communiqua ce projet au comte de Portlang Benting, ambassadeur d'Angleterre, lequel en fit part à son maître Guillaume, qui l'approuva vivement. L'Espagne et les Indes furent laissées au jeune prince de Bavière; le dauphin, fils de Louis XIV, devait posséder Naples, la Sicile, le Guipuscoa, avec quelques villes; et l'archiduc Charles, second fils de l'empereur, devait avoir le duché de Milan. Ce traité de partage fut signé à La Haye, le 16 octobre 1698. Louis XIV y trouvait l'im-

mense avantage de faire concourir à l'agrandissement de sa maison ce même Guillaume qui, durant dix années, avait été le chef de la coalition formée pour amoindrir, pour écraser sa puissance. De son côté, le roi d'Angleterre voyait avec une grande satisfaction que Louis XIV se prêtât de bon cœur au démembrement de la succession de Charles II, et qué, moyennant une portion assez minime de ce vaste héritage, il renonçât au tout. La renonciation du roi de France à la totalité de la succession, fut consignée au traité, ainsi que la renonciation du dauphin.

On comprend fort bien le motif qui fait agir Guillaume, quand il demande cette renonciation à Louis XIV; mais on n'entrevoit pas aussi facilement le but que se propose ce dernier quand il renonce d'un trait de plume à une succession qui appartient de droit à son fils; à moins que l'on ne veuille voir dans cet acte diplomatique du grand roi le dessein de compromettre Guillaume vis-à-vis de la cour d'Espagne et de la cour impériale, et de lui faire reconnaître implicitement son droit, que la lettre d'un traité, quelque solennel d'ailleurs que fût ce traité, ne pouvait détruire. Il est si vrai que la participation seule de Guillaume au traité du 16 octobre 1698, était une reconnaissance tacite du droit de la maison de Bourbon à la succession de Charles II, que le parlement d'Angleterre, si intéressé cependant à avoir une opinion différente, le considéra comme tel, et fit éclater le plus vif mécontentement, quand on lui donna communication du traité. En raisonnant dans cette hypothèse, la politique de Louis XIV était donc aussi supérieure à la politique de Guillaume, que les armes françaises l'avaient été aux armes anglaises à Steinkerque et à Nerwinde.

Charles II, à la nouvelle du traité de partage, fut surpris et indigné que l'on osât partager sa monarchie contre son gré

et avant qu'il eût rendu le dernier soupir. Sa réponse au traité du 16 octobre fut un testament par lequel il déclarait pour la seconde fois le prince de Bavière unique héritier de ses nombreux états. Ce prince, jeune enfant de sept ans, étant venu à mourir presque aussitôt après la promulgation du testament de Charles, Louis XIV, Guillaume III et les États-Généraux, conclurent un nouveau traité, qui n'était que la modification du premier, et aux termes duquel ils assignaient au second fils de l'empereur la couronne d'Espagne et ses dépendances; au fils de Louis XIV, Naples et la Sicile, et au duc de Lorraine, le Milanais. Par ce second traité, la Lorraine, qui avait été tant de fois conquise et restituée par la France, devait y être pour toujours annexée.

En faisant au fils de l'empereur Léopold une part si belle, on était loin de s'attendre que sa majesté impériale refuserait d'accéder au traité; ce refus venait de l'espoir que nourrissait Léopold d'avoir la succession tout entière. Charles II, en effet, était en proie à la plus vive incertitude, et ne savait à quel parti s'arrêter. Deux puissantes maisons se mettaient sur les rangs pour recueillir son héritage; toutes les deux y avaient des droits; mais la maison de Bourbon, la mieux fondée dans ses prétentions, était celle qui paraissait avoir le moins de chance, parce que toutes les sympathies du roi moribond se portaient sur la maison d'Autriche.

Cette prédilection de Charles II pour la branche cadette de sa race fit place bientôt à un sentiment de répulsion assez vif, assez profond, pour lui faire adopter la grande résolution qui donna le trône d'Espagne à la maison de France. Ce changement doit être attribué à plusieurs causes, d'abord aux obsessions maladroites de la reine d'Es-

pagne, belle-sœur de l'empereur; ensuite à la fierté insolente de l'ambassadeur d'Autriche à la cour de Madrid, fierté qui blessa gravement l'orgueil castillan, et qui n'était qu'un reflet du souverain mépris que la cour de Vienne et en particulier le second fils de l'empereur, professaient pour la nation espagnole; enfin à la terreur qu'inspirait la puissance de Louis XIV, et à l'habileté du duc d'Harcourt, ambassadeur de France en Espagne. Ce diplomate parvint, à force de séductions, d'amabilité et de présents, à changer en bienveillance la haine séculaire que les Espagnols nourrissaient contre la France. Charles II, qui se voyait menacé par l'empereur, flatté et carressé par le roi de France, et qui savait qu'un parti nombreux et puissant, en Espagne, à la tête duquel était le cardinal Portocarero, archevêque de Tolède, le comte de Monterey, et plusieurs autres éminents personnages, désirait ardemment que la couronne passât sur la tête d'un Bourbon, Charles II était à peu près décidé à opter en faveur d'un petit-fils de Louis XIV. Tout malade qu'il était, il écrivit de sa main au pape Innocent XII pour le consulter à ce sujet. Le pape avait en vue surtout l'abaissement de la maison d'Autriche, de cette maison qui avait tant foulé, tant tyrannisé l'Italie; il répondit que « les lois d'Espagne et les besoins de la chrétienté exigeaient de lui qu'il donnât la préférence à la maison de France. » Charles II ne balança plus; il fit, en date du 2 octobre 1700, un troisième testament, qui instituait, pour son unique héritier, le duc d'Anjou, deuxième fils du dauphin, et qui fut salué des acclamations de l'Espagne tout entière, heureuse des liens étroits qui allaient l'unir à cette France qu'elle admirait plus encore qu'elle ne la craignait. Un mois après, le testateur mourut, laissant l'Europe dans l'attente des plus grands événements.

Deux voies étaient ouvertes devant Louis XIV, qui toutes les deux conduisaient à la guerre. Accepter le testament du roi d'Espagne, c'était s'exposer à avoir toute l'Europe sur les bras; le refuser, pour s'en tenir au traité de partage, c'était également courir les chances d'un conflit. Dans ce dernier cas, il est vrai, le conflit n'eût été que partiel; la France n'aurait eu à compter qu'avec l'empereur qui aurait pris les armes pour nous disputer le royaume des Deux-Siciles; mais, dans ce dernier cas aussi, le résultat à obtenir eût été infiniment moindre que dans le premier. Une guerre avec l'Europe entière était chose très grave sans doute; mais la conséquence de cette guerre devait être de placer un Bourbon sur le trône de toutes les Espagnes. Louis XIV, avec cette fermeté, cette énergie de résolution qui lui était habituelle, accepta le testament. « Quelque parti que je prenne, disait-il, je sais bien que je serai blâmé. » En effet, il le fut pour avoir accepté; et très certainement il l'aurait été bien davantage, si, contre toutes les règles de la saine politique, du simple bon sens, qui ne sont qu'une seule et même chose, il eût repoussé cette vaste et magnifique monarchie espagnole qui, après avoir été, pendant plusieurs centaines d'années, notre ennemie implacable, acharnée, venait à nous aujourd'hui, comme une belle et souriante maîtresse, le front radieux et le cœur débordant d'amour.

La plus sérieuse difficulté que suscitait à la France l'acceptation du testament de Charles II, était le ressentiment de l'Angleterre et de la Hollande; ces deux puissances maritimes, qui momentanément n'en faisaient qu'une, devaient voir de l'œil le plus mécontent, le plus irrité, la jonction sous la même main, pour ainsi dire, des deux marines de France et d'Espagne. Charles II mourut le 1er novembre; le 11 du même mois, Louis XIV accepta son testament; et le 24, son

petit-fils, le duc d'Anjou, fut proclamé roi à Madrid, sous le nom de Philippe V.

Guillaume apprit ces événements avec le plus vif chagrin. S'il eût été, dans ses états, aussi maître, aussi absolu, que Louis XIV l'était dans les siens, il est certain qu'il eût immédiatement déclaré la guerre à la France et à l'Espagne. Mais ne pouvant rien faire sans l'assentiment de son parlement, il le convoqua et lui présenta un tableau détaillé de la situation des choses. La nation britannique, personnifiée dans ses chambres, ne voulait pas la guerre; ses intérêts commerciaux, qui avaient prodigieusement souffert durant les dernières hostilités, lui commandaient d'éviter toute collision nouvelle. Les chambres parlèrent dans ce sens à Guillaume, qui alors se détermina à reconnaître Philippe V, ainsi que l'avaient déjà fait les Provinces-Unies. Mais cette reconnaissance n'était rien moins que sincère; elle cachait l'impuissance où se trouvaient dans ce moment, l'Angleterre et la Hollande, de rentrer dans le champ des combats; elle cachait aussi la haine invétérée de Guillaume contre Louis XIV, haine qui s'appliqua à ameuter une seconde fois l'Europe contre lui, et qui y parvint par le traité de La Haye.

Il faut bien le dire, le roi de France, malgré son incomparable dextérité dans l'art de gouverner les hommes, malgré la profonde expérience que lui avait acquise le règne le plus long de la monarchie, commit deux grandes fautes qui lui firent plus de mal, que dix années de victoires n'auraient pu lui faire de bien. La première fut la reconnaissance du prince de Galles comme roi d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, après la mort de son père, Jacques II; la seconde, furent les lettres-patentes qui conservèrent au roi d'Espagne, Philippe V, son droit au trône de France en cas

que le duc de Bourgogne et ses descendants vinssent à mourir sans postérité.

On a dit que la reconnaissance du prince de Galles par Louis XIV n'avait pu influer sur les déterminations de l'Angleterre, et porter cette puissance à une résolution extrême contre la France, puisque le traité, par lequel Guillaume s'unit à l'empereur, est antérieur de cinq jours à cette reconnaissance. Nous répondrons d'abord que Louis XIV, quand il reconnut le prince de Galles, contrairement aux dispositions du traité de Ryswick, ignorait qu'un traité d'alliance offensive et défensive eût été signé contre lui, entre Guillaume et Léopold, et qu'il devait, par conséquent, agir comme si le premier était encore en paix avec la France. Nous objecterons ensuite que ce traité était l'œuvre de Guillaume seul, qui l'avait conclu secrètement, et contre l'assentiment de la nation anglaise, laquelle pouvait fort bien le rejeter, ce qu'elle eût fait immanquablement, si l'impolitique résolution de Louis XIV ne l'eût arrachée à ses préoccupations pacifiques, à sa ferme volonté de ne pas rompre avec la France. Tout entière désormais à l'indignation, à la colère, elle appela la guerre à grands cris. L'ambassadeur français reçut l'ordre de quitter l'Angleterre. La ville de Londres présenta aux lords justiciers une adresse où l'on remarquait le passage suivant : « Le roi de France se donne un vice-roi en conférant le titre de notre souverain à un prétendu prince de Galles; notre condition serait bien malheureuse si nous devions être gouvernés au gré d'un roi qui a employé le fer, le feu et les galères pour détruire les protestants de ses états; aurait-il plus d'humanité pour nous que pour ses propres sujets? » Le prince de Galles, déclaré, par le parlement, coupable de haute trahison, fut condamné à mort

comme son aïeul; des subsides furent votés à l'unanimité; et l'on imposa à toute personne, possédant un emploi dans l'église ou dans l'état, un serment d'*abjuration*.

Nous ajouterons que ce fut contre l'avis de tout son conseil que Louis XIV reconnut le fils de Jacques II. Après la plus mûre délibération, il avait été résolu que cette reconnaissance n'aurait point lieu. La veuve du roi déchu, Marie de Modène, et surtout madame de Maintenon, firent changer d'avis à Louis XIV, et précipitèrent la France dans une guerre de onze années contre l'Angleterre, guerre qui aurait pu éclater sans cela, nous n'en disconvenons pas, mais qui certainement n'aurait été ni aussi longue, ni aussi acharnée.

Les lettres-patentes par lesquelles Louis XIV eut l'imprudence de conférer à son petit-fils Philippe V, le droit exorbitant de porter concurremment la couronne d'Espagne et la couronne de France, ne furent pas moins funestes à notre patrie que la reconnaissance du prince de Galles. Ce ne fut qu'un long et douloureux cri d'effroi d'un bout de l'Europe à l'autre, quand on apprit que les deux plus puissantes monarchies du monde pourraient prochainement ne former qu'un seul empire, devant lequel toutes les autres nations n'auraient plus qu'à courber la tête. On ne saurait imaginer combien cette appréhension seule d'une monarchie universelle suscita d'ennemis à Louis XIV, qui, sans ces deux grandes fautes, n'aurait eu qu'un antagoniste sérieux et déclaré en Europe, l'empereur Léopold.

Dans le traité secret qui fut conclu à la Haye le 7 mai 1701, entre ce dernier, le roi d'Angleterre et les États-Généraux, il fut formellement stipulé que les confédérés ne souffriraient jamais que les royaumes de France et d'Espagne fussent réunis. Presque tous les cercles de l'Allema-

gne, à l'instigation de Léopold, entrèrent dans la coalition par les mêmes motifs. Ce monarque mit particulièrement dans ses intérêts l'électeur de Brandebourg, Frédéric Ier, en lui conférant le titre de roi de Prusse. L'Italie même trembla; et il n'y eut pas jusqu'à Victor-Amédée, duc de Savoie qui, malgré les liens de famille qui l'unissaient à la maison de Bourbon, ne prît parti pour les confédérés.

Louis XIV vit se former cette ligue nouvelle sans en être ému. Confiant dans ses forces, et la main posée sur sa redoutable épée, il défia du regard et de la parole cette innombrable cohue d'ennemis qui se ruaient contre lui de toutes parts. C'est ce mépris de ses adversaires, c'est cette confiance exagérée dans sa puissance, qui rendirent Louis XIV si peu jaloux de conserver la paix, et qui le poussèrent même au devant d'un conflit général. La prospérité inouie dont il avait joui jusqu'alors l'aveugla, et le fit se fourvoyer dans une guerre qui devait épuiser les dernières ressources de la France.

Les hostilités commencèrent en Italie au printemps de l'année 1701. Trente mille Impériaux, sous le prince Eugène, débouchèrent des gorges du Tyrol. De cette contrée, la guerre se répandit comme un feu dévorant dans les quatre parties du monde et les couvrit de sang et de deuil.

Louis XIV déploya alors une activité prodigieuse : il recruta et mit au complet ses armées, lança à la mer un grand nombre de vaisseaux et créa dix maréchaux de France.

Guillaume devait prendre le commandement des forces de la coalition, au commencement de 1702; mais il mourut le 8 mars de la même année, des suites d'une chute de cheval. Sa mort n'apporta aucun changement dans les dispositions des confédérés. La princesse Anne, fille de Jac-

ques II, lui succéda; et, bien qu'elle eût été brouillée avec Guillaume tout le temps de son règne, elle suivit une marche exactement semblable à la sienne, en sorte que l'on eût pu croire que l'opiniâtre rival de Louis XIV était encore au timon des affaires britanniques. Tous les partis en Angleterre saluèrent avec transport l'avénement de la reine Anne; les jacobites, parce qu'elle était du sang des Stuarts; les torys, parce qu'elle avait été élevée dans leurs principes; les whigs, parce qu'elle était dévouée à l'église anglicane; tous, enfin, parce qu'elle était Anglaise. Dès qu'elle fut investie de la royauté, elle déclara aux chambres qu'elle était fermement décidée à maintenir la religion protestante et les lois établies, à poursuivre les préparatifs de guerre contre la France, et à remplir tous les engagements de son prédécesseur envers les alliés. « Comme je me sens un cœur tout anglais, ajouta-t-elle, soyez sûrs qu'il n'y a rien de ce qui peut contribuer au bonheur et à la gloire de l'Angleterre que vous ne deviez attendre de moi, et vous me trouverez toujours religieuse observatrice de ma parole. » Le prince Georges de Danemarck, époux de la reine, ne prit aucune part au gouvernement. Il fut nommé généralissime et grand-amiral; mais ces titres étaient purement honorifiques. La reine, qui avait un penchant marqué pour les torys, les appela aux affaires. Lord Churchill, comte et ensuite duc de Marlborough, fut revêtu du commandement des troupes qui devaient agir contre la France. Il avait étudié la guerre sous Turenne, et prouva, par une multitude de victoires, qu'il avait su mettre à profit les leçons d'un si habile maître.

Marlborough passa sur le continent et entama immédiatement les hostilités. Louis XIV lui opposa une armée inférieure en nombre, et qui était commandée par son petit-

fils, le duc de Bourgogne; c'était mettre aux prises deux adversaires de forces bien inégales. Il est vrai que le maréchal de Boufflers, doué d'un courage indomptable, dirigeait l'armée sous le duc de Bourgogne; mais Boufflers, tout intrépide qu'il était, avait affaire à trop forte partie pour pouvoir lutter avec avantage. La cour de Versailles, d'ailleurs, lui avait interdit formellement de livrer bataille; il devait rester sur la défensive, et se borner à observer les mouvements de Marlborough. Celui-ci gagna du terrain par de savantes marches, rejeta Boufflers dans le Brabant, et s'empara successivement de Venloo, de Ruremonde et de Liége. Du côté de l'Allemagne et en Italie, les armes françaises ne furent pas plus heureuses, et cette guerre commença pour nous sous les plus tristes auspices.

Indépendamment du mérite incontestable de Marlborough, ce général en chef des armées coalisées, possédait un avantage immense sur les généraux de Louis XIV. Ceux-ci n'avaient aucune initiative; le plan de campagne qu'ils exécutaient était l'œuvre d'un ministre, qui, le plus souvent, l'avait rédigé sans les consulter. Quand ils jugeaient l'occasion favorable pour engager le combat, ils en référaient à la cour; celle-ci alors leur envoyait ses instructions détaillées et ne laissait à leur spontanéité que le moins qu'elle pouvait leur accorder. Il était bien difficile que des généraux, menés ainsi à la lisière, pussent accomplir rien de remarquable. Aussi la plupart des campagnes se passaient en marches et en contre-marches insignifiantes, et n'aboutissaient qu'à de médiocres résultats.

Marlborough, au contraire, avait un pouvoir sans bornes. Il était non seulement le maître absolu des troupes qu'il commandait, mais il gouvernait la reine d'Angleterre, par l'ascendant prodigieux que sa femme exerçait sur l'esprit de

cette princesse ; outre son écrasante puissance dans le parlement, il disposait à peu près souverainement des finances, par son ami, lord Godolphin, qu'il avait fait nommer à la charge de grand trésorier. Toutes ces circonstances réunies donnaient à Marlborough une autorité plus étendue que celle dont avait joui Guillaume III lui-même ; et comme il était aussi profond politique que lui, et beaucoup plus grand capitaine, il joua un role extraordinaire dans toute cette guerre de la succession d'Espagne, et fut, tant qu'elle dura, l'astre étincelant autour duquel gravitèrent toutes les constellations européennes.

Ce n'était pas assez pour Marlborough de combattre et de vaincre pendant la belle saison. L'hiver, tandis que ses soldats se reposaient de leurs glorieuses fatigues, il voyageait dans toute l'Europe pour faire de nouveaux ennemis à Louis XIV, ou pour raffermir ceux dont l'ardeur commençait à chanceler. Il allait de capitales en capitales, comme le génie de la mort et de la destruction, excitant le ressentiment des uns, flattant la vanité des autres, et soufflant à tous la haine puissante et invétérée dont il était animé contre la France. Depuis Édouard III, de si terrible mémoire, l'Angleterre n'avait pas produit un homme qui fût aussi funeste à notre pays que ce lord Churchill, duc de Marlborough, dont tous les lauriers furent humectés de notre sang et de nos larmes, et qui comptait chaque pierre de l'édifice de sa fortune par autant de calamités qu'il avait accumulées sur notre malheureuse patrie.

Si du moins cet adversaire si redoutable s'était attaqué trente ans plus tôt à la France, il l'aurait trouvée dans toute sa vigueur. Mais au commencement du dix-huitième siècle, elle avait dépéri, elle n'était plus que l'ombre d'elle-même. Il en était de la France, à cette époque, comme de

toute nation qui vit sous le pouvoir absolu; elle avait suivi l'affaiblissement graduel des facultés de son roi. Forte et énergique, lorsque Louis XIV était lui-même dans toute l'énergie, dans toute la force de la jeunesse et de l'âge mûr, elle se trouvait faible et énervée, maintenant que la vieillesse avait glacé le sang de ce monarque sexagénaire. D'ailleurs, les grands généraux et les grands ministres étaient morts; et rien ne prouve mieux l'état de décadence où était tombé notre pays, que de voir Chamillart cumuler les fonctions sous lesquelles avaient presque succombé Colbert et Louvois. Chamillart était une créature de madame de Maintenon. La protection et l'amitié de cette femme toute puissante lui avaient fait avoir le ministère des Finances et le ministère de la Guerre, deux fardeaux, dont un seul suffisait pour l'accabler. Les affaires dûrent nécessairement souffrir beaucoup de l'insuffisance de ce ministre, honnête homme d'ailleurs et très dévoué à la grandeur et à la prospérité de la France, mais qui ne pouvait enfin donner plus qu'il n'avait reçu de la nature. C'est dans le cabinet de madame de Maintenon que travaillaient Louis XIV et Chamillart; c'est de ce sanctuaire d'un amour suranné, que partaient tous les ordres qui faisaient mouvoir cette machine si vaste et si compliquée de la monarchie française. Louis XIV ne se dissimulait pas combien le mérite de Chamillart était au-dessous de l'énorme tâche qu'il lui avait confiée; mais il se flattait, lui, qui gouvernait depuis quarante ans par lui-même, que son expérience suppléerait à l'incapacité de son ministre; il ne s'apercevait pas que l'âge le rendait moins capable qu'autrefois de diriger un grand empire. Il menait une vie fort retirée, et ne voyait plus les hommes et les choses que de loin, et à travers le prisme fascinateur d'une longue prospérité. Par cela même que le

nerf du gouvernement s'était considérablement relâché, on se trouva dans la nécessité de prodiguer les distinctions et les récompenses militaires; prodigalité qui fit perdre à ces grands mobiles du courage guerrier, la plus grande partie de leur prix. La discipline en reçut une mortelle atteinte. Les armées françaises, durant la guerre de la succession d'Espagne, se montrèrent encore pleines de bravoure, il ne pouvait en être autrement; mais elles n'avaient plus cette organisation intelligente et vigoureuse qui donne la victoire. Les régiments étaient commandés par des colonels à peine sortis de l'adolescence; le nombre des officiers dans les bataillons et des soldats dans les compagnies, était presque toujours incomplet; de là, le grave inconvénient de ne pouvoir opposer à l'ennemi un front aussi étendu que le sien, à nombre égal de bataillons. Tout se ressentait de l'allanguissement général, jusqu'aux armes que l'on mettait aux mains des troupes, qui étaient d'une mauvaise trempe, et jusqu'aux magasins qui ne se trouvaient jamais ni assez promptement, ni assez abondamment approvisionnés.

Malgré tant de causes d'infériorité vis-à-vis d'une coalition qui comptait parmi ses chefs militaires, un prince Eugène et un Marlborough, la France soutint la lutte, sinon avec avantage, du moins avec honneur. Aux deux grands hommes de guerre que nous venons de nommer, elle opposa les Vendôme, les Catinat, les Villars, qui, sans avoir des talents transcendants, défendirent glorieusement nos frontières, et ne les laissèrent que bien rarement entamer.

La campagne de 1702 fut plus malheureuse encore pour la France, sur mer que sur terre. Les riches galions de la Havane, escortés par une flottille française, aux ordres de Chateau-Renaud, étaient arrivés heureusement à Vigo en Galice. L'amiral Rooke, commandant les flottes combinées

d'Angleterre et de Hollande, forma le projet de s'en emparer. Il commença par mettre à terre deux mille cinq cents hommes, lesquels se rendirent maîtres de la forteresse qui domine le port, et dont les canons furent aussitôt braqués contre les vaisseaux français et contre les galions espagnols. L'entrée du port était défendue par une simple estacade que forcèrent aisément les deux flottes. Chateau-Renaud n'espérant pas soustraire les galions à l'ardente cupidité des Anglais, en livra aux flammes le plus qu'il lui fut possible. Douze furent détruits, onze tombèrent au pouvoir de l'ennemi, ainsi que dix vaisseaux de guerre, qui ne se rendirent qu'après la plus vive résistance. Dans cette journée fatale, l'Espagne perdit vingt-un millions, dont quatorze furent engloutis dans la mer, et sept devinrent la proie des vainqueurs. La reine d'Angleterre, en apprenant cette victoire de l'amiral Rooke, et les avantages remportés par Marlborough, se prosterna aux pieds des autels, pour remercier le Tout-Puissant. Marlborough fut créé duc par la reine, et remercié par les deux chambres, dont les membres vinrent le complimenter dans sa maison. Puis, le parlement vota onze cent dix-sept mille livres sterling pour l'entretien des troupes de terre.

Les hostilités offrirent peu d'intérêt dans les Pays-Bas, pendant l'année 1703. Le duc de Marlborough y rencontra pour adversaire le maréchal de Villeroy, qui, avec des forces très inférieures, parvint à ralentir les progrès du général anglais. Celui-ci se rendit maître pourtant de Bonn, de Huy et de Luxembourg. Mais là se bornèrent ses succès.

L'année suivante fut plus fertile en événements. Les victoires de Villars, de Tallart et de l'électeur de Bavière, sur les Impériaux, ayant obligé ceux-ci à implorer l'appui de l'Angleterre, Marlborough, laissa dans les Pays-Bas le gé-

néral Owerkerk, en lui recommandant de rester sur la défensive, et s'achemina vers l'Allemagne. Il traversa le Rhin à Coblentz, passa le Necker, et força les lignes de Schellenberg que défendait une armée bavaroise. De concert avec le prince de Bade, il s'empara de Donawert, de Neubourg, d'Aicha, franchit le Danube, et mit la Bavière à contribution.

La rapidité des mouvements du général anglais fut telle, que Villeroy, chargé de l'observer, le perdit complètement de vue, et ne sut quelle direction il avait suivie, que lorsque la nouvelle de toutes ces victoires fut parvenue jusqu'à lui. Les Français, commandés par le maréchal de Marsin, et les Bavarois, conduits par leur électeur, menaçaient déjà Vienne. L'empereur se hâta de rappeler d'Italie le prince Eugène, et lui confia le commandement de ses armées d'Allemagne. Eugène et Marlborough se réunirent; alors les chances tournèrent contre nous.

Louis XIV, craignant que l'électeur et le maréchal de Marsin ne fussent accablés, envoya à leur secours une armée de trente-cinq mille hommes aux ordres de Tallart. Ce maréchal, trouvant les défilés des montagnes soigneusement gardés, demanda aux Suisses la permission de traverser leur territoire. Les Suisses refusèrent. Alors Tallart, par une ruse de guerre assez ingénieuse, marcha vers la Suisse, comme s'il avait sérieusement l'intention de violer sa neutralité. Les généraux de l'empire, trompés par cette feinte démonstration, portèrent toutes leurs forces du côté de la Suisse pour en fermer les issues. C'était ce que Tallart avait prévu. Changeant aussitôt de direction, il prit rapidement sa route par Fribourg, entra dans la vallée de Saint-Pierre, et fit sa jonction avec l'électeur, qui s'était avancé à sa rencontre jusqu'à Biberach.

Les deux armées françaises et l'armée bavaroise formaient un total d'environ quatre-vingt mille hommes. Cette masse était suffisante pour tenir tête aux alliés, dont toutes les forces réunies présentaient à peine un nombre égal de combattants. Le marquis de Feuquières, dans ses excellents mémoires qui sont un cours complet de stratégie, reproche aux deux maréchaux français et à l'électeur d'avoir commis douze fautes capitales, avant et après la bataille qu'ils livrèrent aux armées coalisées. La plus considérable, à notre avis, c'est d'avoir livré cette malheureuse bataille sans nécessité aucune. Les alliés seuls avaient intérêt à en venir aux mains. Ils étaient à la veille de manquer de vivres ; pour s'en procurer il fallait qu'ils abandonnassent la forte position qu'ils occupaient sur le Danube, et qu'ils se rapprochassent de Nuremberg et de Nordlingen, où se trouvaient leurs magasins. Dès qu'ils n'auraient plus menacé la Bavière, les Français et les Bavarois auraient pu reprendre leur marche sur Vienne, et aller dicter la paix à l'empereur au sein de sa capitale.

Dans tous les cas, Tallart et Marsin, voulant attaquer l'ennemi en bataille rangée, devaient faire de plus judicieuses, de plus savantes dispositions. Probablement, la jalousie du commandement les empêcha de fondre leurs deux armées en une seule, ce qui les exposa à être battus séparément. Que l'on se figure l'armée de Tallart appuyant sa droite au Danube, et l'armée de Marsin et de l'électeur posée dans la même ordonnance auprès de celle de Tallart; chacune de ces deux armées avait son infanterie au centre, et sa cavalerie aux deux ailes, en sorte que, contre toutes les règles de la tactique, c'était la cavalerie qui formait le centre de la ligne française. Voilà quel était notre ordre de bataille à Hochstet.

Les maréchaux de Tallart et de Marsin ne manquaient pas de capacité, mais le premier avait la vue tellement faible qu'elle ne lui permettait pas de distinguer les objets à une distance de quelques pas; le second n'avait jamais commandé en chef dans une action générale. Quant à l'électeur de Bavière, c'était un prince plein de courage et de décision, mais dont les talents militaires n'avaient rien de saillant. En présence de ces trois hommes, étaient Marlborough et Eugène, c'est-à-dire les deux premiers capitaines de l'Europe; l'issue de la bataille pouvait-elle être douteuse?

On raconte que le maréchal de Villars qui, l'année précédente, avait remporté une victoire précisément au même endroit où l'action allait s'engager, et qui par conséquent avait une connaissance exacte des lieux, ayant reçu de l'armée de Tallart une lettre écrite la veille de la bataille, par laquelle on lui dépeignait la position respective des Français et des Bavarois d'une part, des Anglais et des Impériaux de l'autre, prédit que si le maréchal de Tallart ne changeait pas ses dispositions, il serait infailliblement vaincu.

Le 13 août, vers midi, la bataille s'engagea. Marlborough et ses Anglais tombèrent sur la cavalerie de Tallart, qu'ils firent reculer trois fois, et qui, trois fois, revint à la charge avec une admirable bravoure. En ce moment, Tallart n'était point à la tête de ses troupes; ayant entendu une vive canonnade éclater à sa gauche, entre le prince Eugène et le maréchal de Marsin, il avait couru auprès de ce dernier pour s'informer de ce qui se passait et pour éclairer son collègue de ses conseils, selon toute probabilité. On vient lui apprendre que son armée est assaillie elle-même par toutes les forces de Marlborough. Il revole à son

poste, qu'il n'aurait pas dû quitter, donne des ordres, rétablit le combat, et arrête quelque temps, par des prodiges de valeur, les attaques furieuses des Anglais. A la fin toute sa cavalerie est rompue; son fils est frappé mortellement à ses côtés, lui-même reçoit une blessure. Il veut rallier les débris de son armée; la faiblesse de sa vue le fait tomber dans un escadron ennemi. Il est fait prisonnier.

Alors, la confusion fut inexprimable dans les rangs des Français. La déroute devint générale. Officiers et soldats perdirent la tête et se précipitèrent dans le Danube, où la plupart se noyèrent. Marlborough, avançant toujours, déborda l'aile droite du maréchal de Marsin, qui jusqu'alors avait soutenu le combat contre le prince Eugène sans trop de désavantage. Le maréchal, instruit de la défaite complète de son collègue, jugea qu'une plus longue résistance serait inutile, et ordonna la retraite. Elle s'exécuta sans trop de désordre; mais tout n'était pas fini encore. Parmi les nombreuses fautes de Tallart, fautes qu'il expia si cruellement d'ailleurs, il en est une qui est inexplicable; vingt-sept bataillons de son armée, composant un effectif de onze mille hommes, occupaient par son ordre le village de Blenheim. Ces onze mille braves, tous vieux soldats, auraient pu faire pencher la victoire de notre côté s'ils avaient donné; la supériorité de Marlborough tenait à ce qu'il avait entremêlé ses bataillons et ses escadrons, et que son infanterie et sa cavalerie se prêtaient mutuellement secours. Si les vingt-sept bataillons français, renfermés dans Blenheim, eussent pris part au combat, il est certain que les Anglais, ou n'auraient pas triomphé, ou auraient acheté leur triomphe infiniment plus cher. Tallart ne songea pas un instant à appeler à lui cette réserve redoutable qui pou-

vait lui être d'une si grande utilité. Une fois qu'il eut été fait prisonnier, ses officiers-généraux n'y songèrent pas davantage. Enfin lorsque Marsin fit retirer ses troupes du champ de bataille, il ne lui vint pas à la pensée de faire exécuter le même mouvement aux vingt-sept bataillons. Cette armée avait attendu vainement des ordres pour marcher en avant, elle en attendit vainement pour battre en retraite. Elle frémissait de rage de l'inaction honteuse, inconcevable, à laquelle elle était réduite. Quelques bataillons tentèrent une sortie, mais ils furent refoulés presque aussitôt. Dans cette conjoncture, un officier anglais, lord Orknay, se présenta et offrit une capitulation aux onze mille Français. Ils commencèrent par repousser cette offre avec l'indignation la plus vive; mais faisant réflexion ensuite qu'ils étaient cernés, enveloppés de toutes parts, ils déchirèrent, ils enterrèrent leurs drapeaux, et se rendirent à discrétion.

Cette journée, qui porte le nom de Blenheim, en Angleterre, et d'Hochstet, en France, nous coûta plus de trente mille hommes, tant tués, blessés, que prisonniers. Les alliés, malgré les bévues énormes de Tallart, laissèrent douze mille morts sur la place. Que serait-il advenu si ce maréchal eût fait tout ce qu'il fallait faire? Si toutes ses troupes eussent combattu, et s'il ne se fût pas laissé prendre au moment où son armée avait le plus besoin d'un chef pour se rallier et retourner contre l'ennemi? La perte de cette bataille par les Impériaux et par les Anglais, eût entraîné la chute de l'empereur Léopold. La puissance de Louis XIV n'en fut pas sérieusement entamée. Ses suites les plus funestes furent pour l'électeur, qui perdit toute la Bavière, et qui se trouva dans la cruelle nécessité de se réfugier derrière le Rhin avec les débris de l'armée française.

Lorsque la nouvelle de cette désastreuse défaite parvint à Versailles, elle consterna, elle épouvanta tout le monde. Ce fut madame de Maintenon qui se chargea de l'apprendre au roi. Il reçut le coup avec une grande sérénité d'âme, et travailla immédiatement à réparer cet immense malheur. Une nouvelle armée, presque aussi considérable que celle qui avait été battue à Hochstet, fut bientôt réunie. Elle se composait des débris de l'armée vaincue, des garnisons que l'on retira d'Allemagne et des milices du royaume. Le commandement en fut confié au maréchal de Villars. Déjà, les alliés avaient franchi le Rhin, et s'étaient rendus maîtres de Landau et de Trarbac. Marlborough et Villars se rencontrèrent près de Trèves ; bien que l'armée française fût inférieure en nombre, Villars voulait donner une nouvelle bataille. Le général anglais n'osa pas l'accepter avec ses seules troupes. Le prince de Bade, qui commandait les Impériaux, ne s'étant pas joint assez promptement à lui, il décampa. Mais le fier Marlborough, en se retirant devant Villars, lui écrivit ces mots : « Rendez-moi la justice de croire que ma retraite est la faute du prince de Bade, et que je vous estime encore plus que je ne suis fâché contre lui. » C'était un grand point d'avoir fait reculer le vainqueur d'Hochstet ; ce succès, dont il fallait se contenter à défaut d'un plus grand, remonta le moral des troupes françaises, et elles ne songèrent plus à l'effroyable échec qu'elles avaient essuyé que pour en tirer vengeance.

Des honneurs et des récompenses extraordinaires attendaient Marlborough dans son pays, où la victoire de Blenheim causa un enthousiasme aussi vif, aussi profond, que les victoires de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt. Il y avait cette différence que la France, après ces dernières batailles, s'était en quelque sorte trouvée à la discrétion des Anglais,

et qu'après notre désastre d'Hochstet, nous présentions encore un front menaçant et terrible à ces éternels rivaux de notre patrie. La reine et le parlement firent construire, dans la principale terre de Marlborough, un palais immense auquel on donna le nom de Blenheim. Les scènes les plus importantes de la bataille y furent représentées sur des tapisseries et dans des tableaux. L'empereur d'Allemagne, que la victoire de Marlborough avait tiré du plus grand péril, témoigna sa reconnaissance au sauveur de sa couronne, en lui donnant la principauté de Mindelheim.

Sur la fin de 1703, l'archiduc Charles, second fils de l'empereur d'Allemagne, que l'Autriche et les autres puissances en guerre avec la France, avaient reconnu comme roi d'Espagne, se rendit auprès de la reine d'Angleterre pour l'intéresser encore plus vivement au succès de ses prétentions. C'était l'Angleterre seule, en effet, qui, par sa puissante marine, pouvait servir le plus efficacement l'archiduc. Il ne suffisait pas de livrer de beaux combats et de grandes batailles dans les plaines d'Allemagne, il fallait que le concurrent du petit-fils de Louis XIV posât le pied sur le territoire espagnol, et s'y mesurât avec son heureux compétiteur déjà en pleine possession de l'héritage de Charles II. L'Angleterre fit un effort puissant, démesuré, en faveur de l'archiduc : elle lui donna trente vaisseaux de guerre, auxquels se joignirent dix vaisseaux hollandais, deux cents navires de transport, douze mille hommes de débarquement, et une somme considérable.

Avec ces immenses secours, l'archiduc arriva à Lisbonne, où le roi de Portugal l'accueillit en roi, et réunit ses forces aux siennes pour détrôner Philippe V. Les Anglo-Portugais pénétrèrent en Espagne sous les ordres du duc de Schomberg. Mais le duc de Berwick, à la tête des troupes

espagnoles et françaises, les combattit victorieusement et les refoula en Portugal. Schomberg, mécontent de la cour de Lisbonne, se retira alors, et fut remplacé dans le commandement par le comte de Galloway, autre protestant français qui, depuis la fatale révocation de l'édit de Nantes, avait pris la part la plus active à toutes les guerres contre la France.

La flotte anglaise, conduite par cet amiral Rooke qui avait déjà remporté tant d'avantages sur nous, ne resta pas inactive pendant la malheureuse invasion des Anglo-Portugais en Espagne. Elle se présenta devant Gibraltar, que l'Angleterre regardait depuis longtemps d'un œil de jalousie et de convoitise, et fit toutes ses dispositions pour s'en emparer. Ce port, d'une importance incalculable, n'était défendu alors que par une centaine de soldats. Le gouvernement espagnol se reposait sur ce qu'il était réputé imprenable; mais y a-t-il quelque chose au monde, fût-ce le continent le plus abrupte, le rocher le plus escarpé, qui soit imprenable aux Anglais, et dont ils ne s'accommodent une fois qu'ils l'ont pris ?

Les cent soldats de la garnison de Gibraltar ne se donnaient même pas la peine de garder leur inexpugnable forteresse. Attaqués par deux mille cinq cents Anglais et Allemands, que l'on avait descendus à terre, sous le prince de Hesse-Darmstadt, et par toute la flotte ennemie, qui tira quinze mille coups de canon, ils ripostèrent à peine. Les Anglais, montés dans des barques, s'approchèrent du môle, d'où on aurait pu les foudroyer; mais les canons espagnols restèrent muets, comme si l'apathique insouciance de la garnison les eût gagnés eux-mêmes. Les assaillants, voyant cela, montèrent sur le môle et s'en rendirent maîtres. La place alors fut obligée de capituler, et Gibraltar,

depuis ce temps, appartient à l'Angleterre qui en a fait une de ses principales stations militaires et navales. En présence de cette inique et révoltante spoliation, il y a pourtant des historiens qui ont attribué à un motif de générosité chevaleresque, en faveur de l'archiduc Charles, la part que les Anglais ont prise à la guerre de la succession d'Espagne. Ils n'ont pas voulu voir que, sous une apparence de sentimentalité enthousiaste, ces rapaces insulaires cachent une insatiable passion d'acquérir, à quelque prix et de quelque manière que ce soit.

Philippe V, qui n'avait rien fait pour conserver Gibraltar, commença à comprendre toute l'importance de cette place quand elle ne fut plus en son pouvoir, et détacha huit mille hommes de son armée, aux ordres du marquis de Villadarias, pour la reconquérir sur les Anglais. Une flotte française de cinquante vaisseaux de ligne, devait appuyer par mer les opérations du siége. Cette flotte était commandée par le comte de Toulouse, fils naturel de Louis XIV et de madame de Montespan. Elle rencontra la flotte de l'amiral Rooke à la vue de Malaga, et lui livra une des plus terribles batailles dont les fastes de notre marine aient gardé le souvenir. Les Anglais avaient l'avantage du vent et la supériorité du nombre; mais ils furent rompus et forcés à la retraite, après avoir épuisé toutes leurs munitions; le vice-amiral hollandais, un des plus gros vaisseaux de la flotte ennemie, sauta en l'air. La flotte française perdit du monde, mais pas un de ses vaisseaux ne périt; et l'on s'étonne que la comte de Toulouse n'ait pas cherché, en recommençant le combat le lendemain, à rendre sa victoire plus complète, plus décisive; on s'étonne bien plus encore de le voir scinder sa flotte en deux parts, et envoyer la plus faible, composée de treize vaisseaux, sous

Gibraltar pour bloquer ce roc inaccessible. Une faute aussi grave devait amener la ruine de cette division navale; attaquée par des forces deux fois plus nombreuses, elle se défendit avec un courage héroïque; mais quelques-uns de ses vaisseaux furent pris à l'abordage; d'autres s'échouèrent et se brûlèrent eux-mêmes; et, comme si ce n'était pas assez de la rage des Anglais, la tempête acheva de détruire ce que leurs canons avaient épargné.

C'est à dater seulement de cette époque que Louis XIV, épuisé d'argent, et ayant sur les bras presque toutes les forces du continent, renonça à l'empire de la mer pour concentrer dans les Pays-Bas et sur le Rhin, en Italie et en Espagne, toutes ses ressources, tous ses moyens d'action. On ne doit pas critiquer légèrement les résolutions et les actes d'un monarque qui opéra de si grandes choses, et auquel la France est redevable d'une si ample moisson de gloire. Cependant nous nous permettrons de dire que le meilleur moyen, pour Louis XIV, de dicter la loi à ses ennemis, était peut-être de leur faire une guerre à toute outrance sur les flots. Le marine espagnole l'eût admirablement servi en cela. On remarquera qu'il était d'autant plus impolitique d'abandonner la mer, en cette circonstance, que c'était exposer à toutes les fureurs des Anglais et des Hollandais réunis les immenses colonies espagnoles d'où la métropole tirait la plus grande partie de ses richesses et de sa puissance. D'ailleurs, ce qui faisait la principale force de la coalition, c'était le concours de l'Angleterre; or, ce n'était pas dans les champs de la Flandre ou de l'Allemagne que l'Angleterre était vulnérable : pour la frapper au cœur, il fallait la frapper dans sa marine, dans son commerce, dans ses colonies; pour lui faire crier

merci, il fallait l'attaquer dans ce qu'elle a de plus cher au monde, dans ses intérêts.

En 1705, les flottes combinées d'Angleterre et de Hollande, augmentées de nombreux renforts, qui les portaient à un effectif formidable, transportèrent de Lisbonne en Catalogne l'archiduc Charles avec une nouvelle armée anglaise commandée par le duc de Petersborough. La Catalogne et le royaume de Valence étaient les seules provinces d'Espagne où la maison d'Autriche conserva encore des partisans. A Barcelonne surtout ils étaient nombreux. Cette ville, défendue par une garnison trop faible, capitula. Charles y fit son entrée le 9 octobre et y fut proclamé roi de toutes les Espagnes.

Bientôt Philippe V en personne et le maréchal de Tessé, à la tête de trente-sept bataillons et de trente-un escadrons, parurent sous Barcelonne pour en former le siége, pendant que le comte de Toulouse avec vingt-cinq vaisseaux bloquait le port. L'archiduc Charles était dans la ville assiégée. Cette entreprise n'aurait pu réussir qu'autant que les Français eussent été maîtres de la mer, et ils ne l'étaient pas. L'immense flotte d'Angleterre ne se fit pas attendre long-temps; à son approche, la flotte française dut s'éloigner. Alors le maréchal de Tessé et le roi d'Espagne levèrent leur camp en toute hâte; et tels furent leur trouble et leur précipitation, qu'ils abandonnèrent quinze cents blessés et des approvisionnements considérables.

Les revers, en Espagne, étaient largement compensés par les victoires du duc de Vendôme en Italie, et du maréchal de Villars dans les Pays-Bas espagnols. En Flandre, le maréchal de Villeroy, ayant quatre-vingt mille hommes sous ses ordres, manifestait une grande impatience de réparer contre Marlborough les échecs que lui avait fait éprou-

vet le prince Eugène au-delà des monts. Le duc de Bavière était avec lui. La prudence conseillait à Villeroy de ne rien entreprendre contre un ennemi qu'il aurait dû s'estimer fort heureux déjà d'arrêter sans combattre. Mais un vain désir de gloire poussa le maréchal en avant. On a prétendu, pour le disculper, que son but était d'empêcher la jonction des troupes danoises et prussiennes avec l'armée anglaise ; mais peut-être que l'avantage d'empêcher cette jonction eût été bien moindre que celui de garder la forte position que l'armée française occupait derrière la Dyle. Toujours est-il que cette jonction s'effectua malgré Villeroy, et que ce maréchal en fut pour son malencontreux mouvement qui le mit dans la nécessité d'accepter la bataille. On assure cependant qu'il aurait pu l'éviter, selon le conseil que lui en donnaient ses officiers-généraux. Il était campé près de la petite Ghette, non loin de la Mahaigne, et ne savait pas précisément où se trouvaient les ennemis ; il fut on ne peut plus étonné quand il les vit tout-à-coup déboucher dans la plaine et marcher sur lui en colonnes d'attaque. Il n'eut que le temps de ranger ses troupes en bataille, mais avec une si profonde incapacité, que le dernier sergent de son armée aurait indubitablement fait des dispositions meilleures que les siennes.

Il fit occuper le village de Ramillies, en avant de son armée, espérant que Marlborough serait arrêté par cet obstacle. Mais il y avait un trop grand espace entre ce village et la première ligne française, pour qu'il pût être secouru à temps. Ramillies fut emporté, en effet, après une résistance assez vive, mais infructueuse. Cette faute ne fut pas la seule. Villeroy, au lieu de rejeter son bagage sur ses derrières, ainsi que cela se fait ordinairement, le laissa entre ses lignes, et rendit, par cette incroyable bévue, toute com-

munication impossible entre elles. Ce n'est pas tout; il y avait dans la plaine, où l'action allait s'engager, un marais impraticable formé par la petite Ghette; Villeroy posta sa gauche derrière ce marais, se félicitant sans doute de l'avoir ainsi rendue inattaquable, mais ne faisant pas réflexion que si l'ennemi ne pouvait pas attaquer son aile gauche, son aile gauche ne pouvait pas non plus charger l'ennemi, et qu'elle lui devenait parfaitement inutile. L'œil exercé de Marlborough s'aperçut bien vite de cette disposition vicieuse, et, en habile capitaine, il la mit aussitôt à profit; il retira de son aile droite la plus grande partie des troupes qui la composaient, et les fit passer à sa gauche. Ce mouvement dura cinq heures, pendant lesquelles Villeroy demeura impassible. Vainement les généraux qui l'entouraient le supplièrent d'ordonner une manœuvre semblable : « Vous êtes perdu, lui cria M. de Gassion, si vous ne changez votre ordre de bataille; dégarnissez votre gauche pour vous opposer à l'ennemi à nombre égal; faites rapprocher vos lignes davantage : si vous tardez un moment, il n'y a plus de ressources. » Pour comble d'imprévoyance et d'imbécillité, le maréchal de Villeroy, qui avait mis derrière le marais ses vieilles troupes, plaça des régiments nouvellement recrutés et incomplets au centre et à droite, où tout l'effort des ennemis devait se porter.

A Hochstet, l'armée française s'était défendue huit heures et avait tué douze mille hommes aux alliés; à Ramillies elle ne combattit qu'une demi-heure, et ne leur tua que deux mille cinq cents soldats. Elle-même en perdit quatre mille. Mais ce qu'il y eut de plus désastreux, ce fut la retraite, si l'on peut appeler de ce nom un immense sauve-qui-peut, où chaque corps, privé d'ordres, ne songea qu'à pourvoir à sa sûreté par une fuite précipitée, où

ces bandes fameuses, qui avaient été si longtemps la terreur de l'Europe, se dispersaient dans toutes les directions comme de tremblantes colombes devant le milan ravisseur.

Marlborough apprend que la retraite de l'armée française s'est changée en une affreuse déroute. Il s'était arrêté d'abord, tout étonné d'une victoire si prompte, si facile; il remet en mouvement ses phalanges victorieuses, et tombe de toute l'impétuosité de sa haine et de sa fureur sur nos bataillons disséminés, épouvantés. Il en fait un massacre effroyable, il les chasse, il les pousse, il les culbute pêle-mêle devant lui; et ces débris de tant de batailles, qu'un général moins inepte aurait pu rallier derrière les lignes fortifiées de la Dyle, ne commencèrent à respirer que lorsqu'elles furent sous le canon protecteur de Lille. Vingt mille Français tués, toute la Flandre espagnole perdue, tels furent les résultats de la bataille de Ramillies. Anvers, Bruxelles, Ostende, Menin, ouvrirent leurs portes au vainqueur. Louis XIV, avec cette magnanimité qui lui était naturelle, ne trouva que ces seuls mots à dire au maréchal de Villeroy, quand celui-ci se présenta devant lui, au retour de cette campagne si funeste : « Monsieur le maréchal, on n'est plus heureux à notre âge. »

Il s'agissait de réparer, autant du moins qu'il était possible, ce désastre qui laissait à découvert notre frontière du Nord, et ouvrait aux alliés la route de Paris. Si la France ne fut pas envahie en cette occasion, si les drapeaux de Marlboroug ne parurent pas sur les hauteurs de Montmartre, c'est que l'Anglais fut tenu encore en respect par l'ancien prestige de gloire et de puissance que tant de défaites n'avaient pu faire perdre à la France. Le duc de Vendôme, rappelé d'Italie, prit le commandement de l'armée vaincue à Ramillies. Mais à peine eût-il quitté cette

contrée, où il avait cueilli de si brillants lauriers, que l'armée française, qui assiégeait Turin, essuya une déroute non moins complète, non moins fatale que celle que nous venons de raconter. Après ce nouveau malheur, il ne resta plus aux Français qu'à évacuer cette belle Italie qui nous attire sans cesse depuis mille ans, et qui sans cesse nous repousse, après nous avoir enivré de ses délices, comme ces coquettes impitoyables qui ne se plaisent qu'à enflammer et à désespérer les cœurs.

Maîtres de la Catalogne, les Anglais, au nombre de vingt mille, s'étaient avancés dans l'Aragon et l'avaient soumis, bien moins par la force des armes que par la trahison des généraux auxquels la défense en était confiée. Il ne restait plus à Philippe V, dans cette province, que la forteresse de Xaca; en Catalogne, que celle de Roses; dans le royaume de Valence, que Peniscola. Un orage plus terrible encore menaçait le petit-fils de Louis XIV du côté du Portugal. Une armée de quarante mille hommes, composée d'Anglais et de Portugais, et conduite par Las Minas et par le comte de Galloway, envahit l'Estramadure et marcha sur Madrid. Le maréchal de Berwick, avec dix mille soldats français et espagnols, essaya vainement d'arrêter ce torrent. L'importante ville d'Alcantara se rendit sous ses yeux, et sa garnison, forte de cinq mille hommes, fut faite prisonnière de guerre. Ciudad-Rodrigo, Salamanque, le poste d'Espinar, eurent un sort semblable. Philippe alors quitta Madrid, dont Galloway et Las Minas prirent bientôt possession. La cause de ce monarque semblait perdue sans retour; ses plus fidèles serviteurs le conjuraient à genoux de se réfugier dans la Navarre et de là en France. Mais une couronne telle que celle d'Espagne avait un si puissant attrait, qu'il ne crut pas devoir faire moins d'efforts pour la

conserver, que l'archiduc Charles n'en faisait pour la conquérir. Au lieu donc de suivre le conseil pusillanime que lui donnaient ceux qui songeaient bien plus à sa sûreté personnelle comme homme, qu'à son honneur et à ses véritables intérêts, comme roi, il se saisit habilement des passages qui conduisent de l'Aragon dans la Nouvelle-Castille, et intercepta ainsi toute communication entre l'archiduc, qui était à Sarragosse, et les deux généraux Galloway et Las Minas, qui occupaient la capitale de toutes les Espagnes.

Louis XIV, atterré, écrasé par tant de revers, se détermina à demander la paix. Les frontières de la France, telles qu'elles existaient à son avénement au trône, n'étaient pas encore entamées; mais la majeure partie des conquêtes de son long et glorieux règne étaient perdues. Il fit écrire en son nom au duc de Marlborough, et au grand pensionnaire de Hollande, Heinsius. La reine Anne reçut communication de ces lettres. Gouvernée entièrement par Sarah Jennings, femme de Marlborough, et n'ayant d'autre volonté que la sienne, cette princesse, d'après son conseil, rejeta les ouvertures du monarque français.

Il est assez curieux de savoir pourquoi la puissante duchesse donna ce conseil à sa souveraine, et pourquoi aussi elle lui fit renvoyer les ministres torys et mettre à leur place des ministres whigs. Ces sortes de détails ne sont pas indignes de la gravité de l'histoire.

Le duc de Marlborough avait pris goût, non seulement à la gloire que procurent les succès militaires, mais aux dignités et surtout aux sommes d'argent qui en sont la récompense. Le héros d'Hochstet et de Ramillies était plus cupide, plus avide de richesses encore, qu'il n'était habile capitaine. D'un autre côté, sa femme, la belle et galante

Sarah Jennings, qui trouvait son compte à l'éloignement d'un époux, en l'absence duquel elle pouvait se livrer en toute liberté à ses voluptueux ébats, appréhendait non moins vivement que Marlborough lui-même, le rétablissement de la paix. Par ce double et important motif, le duc et la duchesse avaient solennellement rompu avec les torys, partisans de la paix, et s'étaient réunis aux whigs, enthousiastes de la guerre ; par le même motif, aussi, les hostilités continuèrent plusieurs années encore, dans l'ancien et dans le nouveau mondes, et sur toutes les mers. A quoi tiennent donc la vie des hommes et les destinées des empires, s'il dépendait de la cupidité d'un Marlborough, et des tendres égarements d'une Sarah Jennings, que des flots de sang arrosassent la surface entière du globe, et que le vieux et puissant trône de Louis XIV fût presque enseveli sous les cadavres amoncelés de ses défenseurs.

La guerre continua donc, et le roi de France, qui n'avait plus d'espoir qu'en elle, fit de nouveaux et plus énergiques efforts pour conquérir, par les armes, cette paix si nécessaire, si désirée. Dans la campagne de 1707, les alliés furent cruellement punis d'avoir repoussé, avec tant de dédain, les offres de Louis XIV. Parlons d'abord de l'Espagne.

Galloway et Las Minas avaient fait proclamer l'archiduc à Madrid. Mais ils furent bientôt obligés d'abandonner une ville où, d'une part, les maladies et la misère consumaient leurs troupes, et, d'autre part, la population leur était tellement hostile, qu'ils ne s'y jugeaient nullement en sûreté. Philippe revint incontinent dans sa capitale, qui le reçut avec des transports de joie et des acclamations unanimes. Le peuple, dans l'effervescence de sa haine contre les Anglais et contre la maison d'Autriche, mit en pièces un tailleur, qui seul avait crié : Vive le roi Charles ! lors de la pro-

clamation de l'archiduc; il courut ensuite incendier les maisons de ceux qui avaient pactisé avec les alliés contre Philippe V. La nation espagnole, qui était inébranlablement résolue à maintenir sur le trône, le roi que le testament de Charles II et ses propres sympathies y avaient appelé, s'imposa les plus onéreux sacrifices pour lui procurer les moyens de vaincre son concurrent Charles d'Autriche. Le clergé donna deux millions d'écus, le Mexique un million de piastres, les seules villes de Séville, de Grenade, de Cordoue et de Jaen, mirent sur pied et entretinrent quinze mille hommes. La noblesse qui, sous les règnes précédents, avait montré peu de goût pour les armes, se laissa entraîner par le torrent et paya bravement de sa personne en faveur de Philippe; mais un plus puissant auxiliaire, fut la redoutable inquisition qui ordonna, sous peine d'excommunication, à tous les pénitents, de dénoncer à son tribunal les confesseurs qui leur insinueraient de trahir la cour du petit-fils de Louis XIV. Ce seul décret donna à Philippe un avantage immense sur l'archiduc. Lord Petersborough, voyant ce concert unanime, écrivit à Londres, que toutes les forces de l'Europe seraient impuissantes à détrôner Philippe V. Il jugeait de l'Espagne en profond observateur.

Le duc de Berwick acheva de consolider cette monarchie chancelante par sa brillante victoire d'Almanza. Galloway assiégeait Villena, sur les confins de la Castille et du royaume de Valence. Ayant reçu de France des renforts considérables, le duc marcha contre le général anglais et lui fit essuyer un effroyable désastre. De trente-cinq mille Anglais, Allemands, Hollandais et Portugais, dont l'armée ennemie était composée, six mille seulement échappèrent; le reste fut tué ou pris; l'artillerie et les bagages tombèrent au pouvoir de Berwick, ainsi que cent douze drapeaux ou

étendards. Le gain de cette victoire fut incalculable; le royaume de Valence et l'Aragon retournèrent sous les lois de Philippe V; l'importante place de Lérida, contre laquelle le génie du grand Condé avait échoué, fut emportée par les Français et les Espagnols victorieux; et bon nombre d'autres villes succombèrent également.

Le maréchal de Villars en Alsace et le duc de Vendôme dans les Pays-Bas espagnols, obtinrent des succès signalés. Le premier dégagea le Fort-Louis, investi depuis l'année précédente par le prince de Bade. L'occupation de Lauterbourg, de Drusenheim et de Haguenau fut la suite de cet avantage. Après quoi, il enleva les fameuses lignes de Stolhoffen, réputées imprenables, tant à cause des quarante mille hommes qui les défendaient, que des fortifications immenses que l'on n'avait cessé d'y faire depuis le commencement des hostilités, et des inondations qui couvraient une partie de leur front. Une fois ces lignes emportées, Villars franchit le Rhin et s'élança en Allemagne. L'armée des cercles fuyait devant lui en désordre. Il mit à contribution la Souabe et la Franconie, et poussa des détachements jusqu'à Hochstet, afin d'y détruire le monument que l'on prétendait avoir été élevé à la honte de la France dans ces plaines lamentables, engraissées de notre sang. Ce monument n'exisait point. Villars eut alors une lumineuse idée qui prouve que le grand général n'excluait pas en lui le politique habile; il fit proposer secrètement au roi de Suède, Charles XII, vainqueur de la Saxe, de réunir ses troupes aux troupes françaises, et de marcher ensemble sur Vienne. Un tel projet était bien digne d'enflammer l'imagination héroïque du monarque suédois. Malheureusement, Villars avait été prévenu par le vigilant Marlborough, qui, sachant que depuis plusieurs siècles la Suède et la France

vivaient dans une étroite alliance, craignit qu'il ne prît fantaisie au bouillant Charles XII de s'immiscer dans les affaires d'Occident, et de jeter dans la balance, au profit de la France, son épée illustrée par neuf années de victoires. Dans cette appréhension, fort légitime, il négocia activement auprès de Charles XII, pour l'engager à tourner ses armes contre la Russie. Charles, qui nourrissait un profond ressentiment contre le czar Pierre I[er], se laissa facilement persuader de l'attaquer; et lorsque les propositions de Villars lui parvinrent, sa résolution était arrêtée; ses bandes redoutables avaient déjà pris la route de la vieille Moscovie, vers laquelle elles s'avançaient, en serpentant, comme de gigantesques reptiles anté-diluviens.

Dans les Pays-Bas espagnols, Vendôme, par sa seule présence avait ranimé le courage des vaincus de Ramillies, et inspiré à l'insolent Marlborough une telle circonspection qu'il recula devant lui sans oser combattre. Il est vrai que l'armée anglaise se trouvait affaiblie par divers détachements envoyés au secours des Impériaux; mais c'était déjà un avantage que de faire tourner le dos à ceux qui nous avaient tant de fois fait battre en retraite nous-mêmes.

A tous ses succès, dont Louis XIV avait si grand besoin pour reprendre espoir en lui-même et en sa fortune, tant les revers découragent et abattent les âmes les mieux trempées, vint se joindre la levée du siége de Toulon, que le duc de Savoie avait investi par terre, tandis que les Anglais le bloquaient par mer. Ces derniers avaient transporté sur leurs vaisseaux la grosse artillerie qu'il eût été à peu près impossible de voiturer à travers les montagnes. La mésintelligence qui éclata entre le duc et les Anglais, parce que ceux-ci n'acquittèrent pas fidèlement le subside qu'ils avaient promis au premier pour le paiement de ses

troupes, fut la principale cause du non succès de l'entreprise. Le maréchal de Tessé, profitant de la lenteur des alliés, rassembla quelques divisions et se plaça dans une position si avantageuse à quelque distance de la ville investie, qu'il tint l'ennemi constamment en échec, et l'empêcha d'exécuter rien de considérable. La résistance des assiégés, les maladies qui exercèrent de grands ravages dans l'armée combinée, enfin un avantage assez marqué que remporta le maréchal de Tessé, déterminèrent le duc de Savoie à battre en retraite.. Cette infructueuse tentative, dans laquelle l'avaient précipité les Anglais, jaloux d'enlever à la France son premier port militaire, lui coûta quatorze mille hommes, et des sommes énormes, que le subside de l'Angleterre fut loin de couvrir intégralement.

Après tant d'efforts, si vains, si sanglants, pour replacer la dynastie des Stuarts sur le trône de ses ancêtres, ce n'est pas sans un certain étonnement que l'on voit Louis XIV préparer à Dunkerque un nouvel armement en faveur de cette famille infortunée. Sept mille hommes de débarquement, huit vaisseaux de ligne, vingt-quatre frégates et un bien plus grand nombre de navires de transport, furent mis à la disposition de Jacques III, connu sous le nom de chevalier de Saint-Georges. La flotte était commandée par le comte de Forbin, brave et habile marin s'il en fût, qui, avec le célèbre Duguay-Trouin, soutint dignement l'honneur de la marine française pendant les dernières années du règne de Louis XIV, et fit éprouver aux Anglais, aux Hollandais et aux Portugais des pertes incalculables.

On ne peut s'empêcher de reconnaître que l'occasion était on ne peut plus favorable pour une tentative de ce genre. L'Écosse, récemment incorporée à l'Angleterre, re-

grettait amèrement sa nationalité perdue, et était profondément humiliée de se voir tombée au rang d'une simple province. De nombreux soulèvements éclataient dans son sein. Elle appelait à grands cris l'annulation du traité d'union. Ce fut dans ces circonstances que la flotte française parut devant Edimbourg, après avoir eu le bonheur d'éviter la flotte ennemie que les vents dispersèrent. La capitale de l'Écosse, contre l'attente du gouvernement français, était défendue par une garnison trop nombreuse pour que l'on pût l'enlever par un coup de main, comme on s'en était flatté. Le comte de Forbin, voyant que ses signaux restaient sans réponse, et comprenant tout le danger de sa position sur une côte hérissée de canons et de baïonnettes, vira de bord et fit force de voiles pour regagner le port de Dunkerque. L'amiral Byng, avec quarante vaisseaux de ligne, se mit à sa poursuite, mais il ne put l'atteindre. Si Forbin s'était opiniâtré à vouloir opérer le débarquement; ou si seulement il avait tardé un jour de plus à prendre le parti de la retraite, notre flotte eût probablement été détruite par celle d'Angleterre, dont les gros vaisseaux auraient eu facilement raison de nos légères frégates.

En Flandre, Marlboroug et Eugène réunis, livrèrent aux Français le combat d'Oudenarde qui ne fut pas précisément un échec pour nous; du moins c'est ainsi que le jugea Vendôme qui voulait recommencer l'action le lendemain. Le duc de Bourgogne fut d'un avis différent; comme il était prince, les officiers-généraux se rangèrent à son opinion, et la retraite fut résolue. Un désaccord funeste régnait parmi les chefs de l'armée française. Les opérations en souffrirent considérablement. Marlborough et Eugène, comprenant qu'ils pourraient tout oser dans une telle occurrence, vinrent mettre le siége devant Lille. Boufflers s'é-

tait renfermé dans cette place de premier ordre avec la ferme intention de s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Probablement les alliés s'étaient attendus à être inquiétés par les Français; ils durent être bien surpris de ne voir faire à ces derniers aucune tentative pour dégager Lille. L'armée combinée tirait ses vivres d'Ostende; rien n'était plus facile que d'intercepter ses convois; ils ne le furent point. On laissa Marlborough et Eugène se retrancher tout à loisir; et, une fois leurs retranchements élevés, on se garda bien de les attaquer. Si le duc de Vendôme eût trahi la France, il n'eût pas agi autrement.

Dès que Lille eut succombé, par une dérision amère on s'empara de différents postes situés entre cette ville et Ostende; on tenta même sur Bruxelles une diversion qui eût infailliblement sauvé Lille, si elle avait eu lieu plus tôt. Eugène fit à l'égard de Bruxelles ce que Vendôme n'avait pas fait à l'égard de Lille; il força l'armée assiégeante de se retirer, et, pour couronner cet avantage, il se rendit maître de Gand, de Bruges et de plusieurs autres villes.

En Espagne, les alliés étaient moins heureux. La série de succès qui avaient si heureusement commencé par la victoire d'Almanza, se continuaient dans toutes les provinces où les troupes combinées avaient pénétré. Mais les Anglais, profitant du formidable développement de leur marine, qui leur donnait une puissance écrasante sur la mer, s'emparèrent de Minorque et de la Sardaigne.

Ces nouveaux malheurs, moins affligeants que ceux qui avaient signalé la campagne de 1706, mais qui se compliquaient d'une misère effroyable, causée par un hiver d'une excessive rigueur, décidèrent le roi de France à entamer de nouvelles négociations pour la paix. Mais les puissances coalisées, que le succès rendait difficiles et insolentes,

mirent pour conditions à la cessation des hostilités, que Louis XIV leur cédât la Flandre, l'Alsace, la Franche-Comté et la Lorraine, et qu'il les aidât à précipiter son petit-fils du trône d'Espagne. Louis répondit : « Puisqu'il faut faire la guerre, j'aime mieux la faire à mes ennemis qu'à mes enfants ; » et il donna de la publicité aux arrogantes conditions des alliés. Elles enflammèrent d'indignation la France tout entière, qui se prépara à de plus grands sacrifices pour résister à la coalition.

Le maréchal de Villars, le seul homme capable de lutter à égalité de génie contre Marlborough et Eugène, leur fut opposé en Flandre. L'armée qu'il commandait était moins forte que la leur de quarante bataillons ; mais l'entreprenante audace et la dévorante activité du maréchal suppléèrent à cette infériorité numérique. Néanmoins, l'extrême pénurie des vivres, et la nécessité où se trouvait Villars de pourvoir aux besoins de son armée par des réquisitions de chaque jour, l'empêchèrent d'abord d'agir activement contre l'ennemi. La vive inquiétude que ressentait Louis XIV sur l'issue de la campagne, lui imposait d'ailleurs une circonspection qui n'était pas dans son caractère.

Voulant couvrir la frontière française de manière à la mettre à l'abri de toute insulte, Villars traça dans la plaine de Lens, en face des Anglais et des Impériaux réunis autour de Lille, des lignes qui s'étendaient de Saint-Venant à Douai, et qui se liaient à d'autres lignes menées de Condé à la Sambre. Les places des Pays-Bas espagnols étaient abandonnées à leurs propres forces. Le maréchal les avait munies du mieux qu'il avait pu, et il espérait qu'elles résisteraient aux alliés pendant toute la campagne. La reddition de Tournay, qui eut lieu après une belle défense, l'avertit que ses prévisions étaient fausses. Maîtres de cette

ville, les alliés se dirigèrent sur Mons dans l'intention de l'investir. Villars quitta ses lignes, alors, pour voler au secours de cette place, et prit position, à la vue des ennemis, en avant du village de Malplaquet.

Villars était libre d'attaquer Marlborough et Eugène, ou d'attendre que ces deux généraux l'attaquassent. Il s'arrêta à ce dernier parti, par cette considération grave que sur son armée seule reposaient les destinées de la France. Voici quelles furent les dispositions des deux armées; Marlborough commandait l'aile droite de l'armée combinée, où se trouvaient les Anglais et les troupes allemandes à la solde de l'Angleterre: l'aile gauche obéissait à Tilly et au comte de Nassau, et le centre était conduit par le prince Eugène. L'armée française avait sa gauche sous les ordres de Villars, et sa droite sous ceux de Boufflers. Elle se composait de soixante-dix mille hommes, dont la moitié étaient de nouvelles recrues. L'armée ennemie comptait quatre-vingt mille combattants, et avait, outre l'avantage du nombre, cette confiance que donne une longue suite de prospérités.

L'ardeur et l'enthousiasme des Français étaient tels, qu'après avoir manqué de pain un jour entier, ils jetèrent celui qu'on venait de leur distribuer pour courir plus légèrement à l'ennemi. L'action s'engagea par notre gauche qui avait en tête Marlborough. Le général anglais parvint à forcer nos lignes et à faire reculer Villars lui-même. Mais l'intrépide maréchal tira du centre un corps d'infanterie, qu'il opposa aux Anglais, reforma ses bataillons, et les porta en avant avec une si indomptable furie, que les Anglais, à leur tour, reculèrent en désordre et furent chassés des positions qu'ils avaient conquises. Dans ce moment, Villars reçut une balle qui lui fracassa le genou. Il se fit asseoir sur une chaise et continua de commander avec un admira-

ble courage. Mais bientôt il tomba en défaillance et l'on fut obligé de le transporter évanoui au Quesnoy. Sans cette blessure fatale, l'aile droite des Anglais, malgré la présence de Marlborough, eût été écrasée, et nous eussions remporté une éclatante victoire.

La gauche des alliés, où combattaient les Hollandais, fut plus maltraitée encore que leur droite ; ou plutôt, le maréchal de Boufflers en fit un tel carnage, que cette aile se trouva presque entièrement détruite. Le prince Eugène, remarquant que notre centre avait été dégarni, l'attaqua avec des forces supérieures, et emporta les retranchements dont il était couvert. Boufflers accourt, mais il est seul. Il ne suffisait pas d'un homme pour arracher la victoire à Eugène, bien que cet homme fût l'héroïque Boufflers. Si, dans cet instant critique, notre droite victorieuse fût tombée sur le flanc gauche d'Eugène, l'avantage était à nous. Cette aile resta immobile, et les ennemis triomphèrent. L'habile position que le prince Eugène avait prise au centre, ayant isolé complètement l'une de l'autre nos deux ailes victorieuses, elles prirent le parti de battre en retraite, la gauche sur Valenciennes, la droite sur le Quesnoy.

Cette retraite se fit avec un ordre incomparable. Pas un canon, pas un soldat ne fut laissé au pouvoir de l'ennemi, auquel on prit même plus de trente drapeaux et étendards. L'armée française perdit huit mille hommes dans cette journée ; mais la perte des alliés fut beaucoup plus considérable ; le nombre de leurs morts s'éleva à vingt mille. Une victoire achetée à ce prix, pouvait-elle être considérée comme une victoire ? et parce que les alliés restèrent maîtres d'un champ de bataille où nous avions exterminé le quart de leur armée, étaient-ils fondés à s'attribuer l'avantage ? Villars écrivit au roi ces mots : « Si Dieu nous

fait la grâce de perdre encore une pareille bataille, votre majesté peut compter que ses ennemis sont détruits.»

Les alliés ne surent que la bataille de Malplaquet était gagnée pour eux, que le lendemain de l'action, en voyant que les Français avaient abandonné des positions qu'ils auraient dû garder à tout prix, et que, d'ailleurs, on n'avait pu réussir à leur enlever pendant l'engagement. Villars, malgré son état de souffrance et de faiblesse, voulait que l'on recommençât la bataille; mais ses lieutenants-généraux l'en dissuadèrent, en lui faisant comprendre que puisqu'il ne pouvait lui-même diriger les mouvements de l'armée et la conduire à l'ennemi, elle ne pourrait agir avec ce concert et cet ensemble qui sont une des principales conditions de la victoire. Par un excès de précaution, vraiment surprenant de la part d'une armée qui était maintenant égale en nombre à l'armée opposée, les Français se retranchèrent derrière des lignes tracées à la hâte, et n'osèrent plus rien entreprendre de toute la campagne. Eugène et Marlborough investirent Mons et s'en emparèrent après un mois de siége. Ce fut là leur dernier exploit; l'épuisement où ils se trouvaient les força d'ajourner à d'autres temps les ambitieux projets d'invasion qu'ils avaient conçus, et qui, du reste, ne se réalisèrent jamais.

Louis XIV, pendant l'hiver de 1709 à 1710, se hasarda à renouveler ses propositions de paix. Elles furent accueillies avec la plus insultante hauteur. Des conférences, cependant, s'ouvrirent à Gertruydemberg. La France y fut représentée par le maréchal d'Huxelles et par l'abbé de Polignac. L'arrogance des alliés augmentait d'année en année et croissait avec leurs succès. Ce n'était pas par des négociations, quelque habilement dirigées qu'elles fussent, que l'on pouvait arriver à un accommodement, mais par

des victoires. Louis XIV aurait dû le sentir. Il avait, lui-même, autrefois trop cruellement humilié les puissances avec lesquelles il était en guerre aujourd'hui, pour qu'elles ne cherchassent pas, par représaille, à l'humilier profondément à son tour. Plus le roi de France faisait de concessions, et plus les alliés se montraient exigeants; non seulement Louis offrait de reconnaître l'archiduc comme roi d'Espagne, et de ne donner aucun secours à son compétiteur, mais il s'engageait encore, chose exorbitante, à compter un million par mois aux alliés pour soudoyer les troupes qui combattaient contre Philippe V. Ces offres furent dédaigneusement repoussées, et l'on signifia, comme *ultimatum*, à Louis XIV, qu'il eût à renverser de ses propres mains son petit-fils du trône d'Espagne, dans un délai de deux mois. Les pourparlers furent encore une fois rompus. Il était non seulement inhumain, mais absurde, de vouloir forcer Louis à tourner ses armes contre un prince sorti de son sang; c'est comme si l'on avait voulu qu'une moitié de la France s'armât pour détruire l'autre.

La France, à laquelle Louis fit part, comme la première fois, des dures et insolentes conditions des alliés, redoubla d'énergie et d'activité pour défendre ce précieux bien que le vaincu de Pavie s'applaudissait de n'avoir pas perdu, l'honneur; l'honneur sans lequel une nation ne peut pas plus vivre, qu'un oiseau sans ailes, ne peut voler.

Malgré la présence de Marlboroug et du prince Eugène, en Flandre, avec des forces considérables, ce fut dans la Péninsule que se concentrèrent en grande partie les efforts des alliés. Là, le comte de Staremberg, général allemand, presque aussi renommé que le prince Eugène, et lord Stanhope, remportèrent une victoire signalée à Saragosse, sur les troupes de Philippe V. Les résultats en furent désas-

treux pour ce dernier. L'archiduc le chassa de Madrid et s'y fit proclamer une seconde fois. Tout paraissait désespéré. Mais il restait à Philippe l'amour des Espagnols et le génie du duc de Vendôme ; que fallait-il de plus pour triompher de la coalition ? Vendôme, qui, depuis sa malheureuse campagne de Flandre, vivait dans la retraite, accourt à la voix de Philippe V éperdu. Sa grande réputation le devance et excite partout le plus vif enthousiasme. Il paraît, et l'on accourt en foule sous ses drapeaux ; en très peu de temps une armée de seize mille hommes d'infanterie et de onze mille chevaux est réunie autour de lui. Il entre en campagne aussitôt, et commence par ramener le roi dans sa capitale ; ensuite il se met à la poursuite des vainqueurs de Saragosse qui fuyaient dans la direction du Portugal, atteint lord Stanhope à Brihuega, le fait prisonnier avec cinq mille Anglais, tombe ensuite sur le comte de Staremberg et écrase son armée à Villaviciosa. Cette victoire éclatante trancha irrévocablement la question entre l'archiduc Charles et le petit-fils de Louis XIV. Il ne restait plus au premier que quelques milliers d'hommes avec lesquels il se réfugia en Catalogne, la seule province d'Espagne qui tînt jusqu'au bout pour lui.

En Flandre, les opérations n'étaient pas si brillantes, mais elles avaient leur importance aussi. Villars défendait pied à pied l'entrée du territoire, et, malgré l'habileté de ses adversaires, ils ne purent, durant toute l'année 1710, se rendre maîtres que de quelques places, telles que Douai, Béthune, Saint-Venant et Aire. Ce fut beaucoup que de pouvoir couvrir l'Artois et la Picardie : et les alliés, qui s'étaient flattés de pénétrer jusqu'à Paris dans cette campagne, en furent pour leurs rêves dorés, pour leurs chimériques espérances.

Cependant, on ne pouvait prévoir encore quelle serait l'issue de cette longue et terrible guerre qui épuisait d'hommes et d'argent les deux tiers de l'Europe. D'une part les alliés, voyant l'état de faiblesse et de misère où était plongée la France, ne voulaient pas démordre de leurs prétentions, qui avaient pour but évident de réduire ce royaume au point où il se trouvait, non seulement quand Louis XIV prit en main les rênes du gouvernement, mais avant les acquisitions et les conquêtes de Richelieu. D'une autre part, celui que, d'une voix presque unanime, ses contemporains ont nommé le grand roi, ne pouvait consentir à laisser démembrer cette monarchie qu'il avait mis son orgueil et sa gloire à rendre puissante et florissante entre toutes les monarchies européennes. Qui nous dira les tourments de son cœur? qui nous peindra ses cruelles angoisses à l'aspect de ses grandeurs évanouies, et à la veille, peut-être, de tomber d'un trône qu'il avait fait le plus beau du monde? Que l'on se représente ce vieux monarque, assis sur les débris de tant de magnificences et de tant de victoires, et que quarante ans de prospérités inouies ont élevé au rang des demi-dieux sur la terre; qu'on se le représente abreuvé d'humiliations et d'affronts, et recevant plus de soufflets sur ses joues vénérables, qu'il ne tirait de coups de canon naguère pour forcer l'Europe tremblante à la soumission et au respect. Pour comble d'infortune, voyez tous les membres de sa famille, tous ces princes, l'espoir et la consolation de sa vieillesse si cruellement flagellée, voyez-les disparaître comme des ombres fugitives, et descendre, les uns après les autres, dans la tombe, gouffre entr'ouvert où la patrie elle-même, saignante, épuisée, est près de s'engloutir avec eux. Au milieu de cet immense débordement de calamités et de douleurs, voyez Louis XIV lui-même,

rester ferme comme un roc qui brave toutes les fureurs de l'ouragan ; la noble couronne de France s'est transformée sur son front en une couronne d'épines qui fait ruisseler son sang, mêlé à sa sueur héroïque ; il lutte désespérément comme un vieil athlète qui puise, dans la chaleur du combat, des forces et une ardeur nouvelles. Appuyé d'une main sur l'intrépide Villars, de l'autre sur le redoutable Vendôme, il fait tête à tous ses ennemis, et, plutôt que de signer une paix ignominieuse, il est déterminé à s'ensevelir sous les ruines de la monarchie.

Sur ces entrefaites, deux événements, aussi imprévus dans leurs causes que décisifs dans leurs résultats, vinrent changer les choses de face : la disgrâce de Marlborough, et la mort de l'empereur Joseph, fils de Léopold, auquel il avait succédé pendant la guerre.

Nous avons parlé déjà de l'antagonisme qui existait, de l'autre côté du détroit, entre les wighs et les torys, antagonisme qui s'est perpétué jusqu'à nos jours. Nous avons dit que les torys étaient partisans de la paix, et les wighs, partisans de la guerre ; et nous avons vu que le duc de Marlborough, d'abord attaché au parti tory, avait passé dans les rangs du parti contraire, uniquement dans un intérêt de gloire et d'argent, et parce qu'il trouvait son compte à ce que l'Angleterre fût en hostilité avec la France. Les torys, plus faibles que les whigs dans le parlement, mais qui avaient toutes les sympathies de la reine, ne laissaient échapper aucune occasion de saper la prépondérance de leurs adversaires, et surtout de leur chef, l'orgueilleux Marlborough. Celui-ci avait auprès de la reine un auxiliaire puissant, sa femme, qui, grâce à l'empire qu'elle exerçait sur Anne, parvint longtemps à déjouer toutes les brigues, toutes les intrigues des torys. A la fin, ces derniers l'emportèrent. La

duchesse de Marlborough s'était rendue insupportable à la reine par son arrogante hauteur ; une nouvelle favorite, Lucy Masham, amie secrète et dévouée des torys, s'insinua adroitement dans l'esprit de sa souveraine, et la superbe duchesse ne tarda pas à tomber dans une disgrâce profonde.

Marlborough, à cette nouvelle foudroyante, abandonne le commandement de son armée à ses lieutenants, et court en Angleterre pour y raffermir, s'il en est temps encore, l'édifice ébranlé et presque renversé de sa fortune. La réaction était si complète contre le héros d'Hochstet, de Ramillies et de tant d'autres batailles où le génie de Marlborough avait fait triompher les armes de l'Angleterre, qu'au lieu d'être remercié solennellement, comme il arrivait par le passé, après chacune de ses campagnes, on le poursuivit de libelles et d'outrages, on l'accusa d'avarice et de malversation, on alla même jusqu'à révoquer en doute ses talents militaires et son courage, qui avaient fait pourtant de si cruelles brèches à la puissance de Louis XIV.

Un ministère tory, à la tête duquel furent placés le comte d'Oxford et le chevalier de Saint-Jean, depuis lord Bolingbroke, remplaça le ministère wigh. Marlborough fut dépouillé de tous ses emplois, de toutes ses dignités, excepté du commandement de l'armée. La nouvelle administration, bien moins par sympathie pour la France, que par haine contre Marlborough, que la guerre rendait indispensable, n'eut rien de plus pressé que d'entamer avec le marquis de Torcy, ministre des affaires étrangères de Louis XIV, une négociation secrète pour la paix.

Cette affaire était on ne peut plus délicate, et le nouveau ministère jouait fort gros jeu vis-à-vis de la nation britannique, en travaillant à arrêter les hostilités au moment où il

ne fallait plus peut-être qu'une campagne pour achever Louis XIV; c'était trahir la foi jurée à l'égard des alliés; c'était mettre l'intérêt de parti au dessus de l'intérêt général. On ne sait trop si les torys auraient pu sortir avec honneur de cette difficulté; mais la mort de l'empereur Joseph vint leur donner gain de cause contre leurs rivaux.

L'héritier de l'empereur Joseph était ce même archiduc Charles, son frère, qui s'était porté concurrent de Philippe V au trône d'Espagne. Son avénement à la dignité impériale changea subitement les dispositions des alliés à son égard. On craignit que la réunion des vastes possessions de la monarchie espagnole à l'empire d'Allemagne, ne détruisît l'équilibre européen, et que le danger que l'on avait tant redouté de la part de Louis XIV, ne se réalisât par cette effrayante agglomération d'états sous un même sceptre. Les torys firent valoir ces raisons avec beaucoup de force et d'éloquence; ils représentèrent à la reine que l'Angleterre s'épuisait pour une cause qui n'était pas la sienne, et que la guerre, jusqu'alors, n'avait servi qu'à agrandir les Provinces-Unies, ces rivales du commerce britannique.

Les négociations, d'abord secrètes, devinrent publiques, et l'Angleterre annonça hautement l'intention de traiter avec Louis XIV. Les whigs n'exerçaient plus aucune influence dans le parlement; de nouvelles élections avaient renouvelé la chambre des communes, et ils s'y trouvaient en minorité. Une création de nouveaux pairs leur avait ôté également la majorité dans la chambre haute. Le parlement, ainsi modifié, autorisa le ministère à signer avec la France les préliminaires d'un traité de paix qui se composait de sept articles. Il n'y était plus question de la renonciation de Philippe à la couronne d'Espagne, mais il fut stipulé que cette couronne ne serait jamais réunie à celle de France;

qu'on accorderait une barrière sûre à la Hollande; qu'il serait fait un traité de commerce avec la Grande-Bretagne; que la succession, dans la ligne protestante, serait garantie; enfin, que les fortifications de Dunkerque seraient démolies. On arrêta, d'un commun accord, qu'un congrès général se réunirait à Utrecht, le 12 janvier 1712, pour l'adoption définitive de ces articles fondamentaux. La reine d'Angleterre obtint de l'empereur et des États-Généraux qu'ils envoyassent des plénipotentiaires à ce congrès; mais elle ne put obtenir d'eux qu'ils se prêtassent efficacement au rétablissement de la paix.

On combattait toujours, mais avec des chances diverses. Les marins français remportaient des avantages signalés, quoique partiels, sur les coalisés. Ils prirent aux Anglais une riche flotte venant de la Virginie; et, dans un autre combat à la vue de Gênes, ils leur firent essuyer des pertes considérables. Une expédition anglaise, dirigée contre notre belle colonie du Canada, échoua honteusement, tandis que notre admirable Duguay-Trouin, à la tête d'une petite flotte équipée à ses frais, força l'entrée étroite du Rio-Janeiro, défendue par trois cents pièces de canon et par plusieurs vaisseaux de guerre, mit à contribution la ville de Saint-Sébastien, et revint chargé de richesses immenses.

Le prince Eugène, privé du puissant concours de Marlboroug, continua la guerre avec une très grande activité, voulant prouver par là qu'il pouvait à lui seul réduire la France aux dernières extrémités. Il avait cent mille hommes sous lui. C'était plus qu'il n'en fallait pour aller dicter des lois à Louis XIV dans son palais de Versailles, s'il n'avait eu devant lui Villars, le dernier rempart de la monarchie. Eugène s'empara du Quesnoy. Son adversaire, retiré derrière des lignes, couvrait Arras et Cambrai.

La reine d'Angleterre, se croyant obligée de garder ses engagements envers la coalition, tant qu'un traité de paix n'aurait pas solennellement séparé ses intérêts de ceux de ses alliés, envoya à Eugène le duc d'Ormond avec douze mille Anglais et continua de soudoyer beaucoup de troupes allemandes. Ce contingent de douze mille hommes n'était qu'un vain simulacre. Le général anglais avait ordre de ne point combattre. La France et l'Angleterre ayant signé une suspension d'armes, et Louis XIV, pour sûreté de ses engagements, ayant fait remettre Dunkerque aux Anglais, le duc d'Ormond se retira vers Gand avec ses troupes. L'armée d'Eugène, réduite à ses seules forces, était encore supérieure de vingt mille hommes à celle de Villars. Cette dernière, malgré sa bravoure et la haute capacité de son chef, ne put empêcher Eugène de mettre le siége devant Landrecies.

L'alarme fut générale à la nouvelle de ce siége et des progrès incessants d'Eugène. Tout le monde perdit la tête; Louis XIV seul conserva sa présence d'esprit; il veillait; il pensait, il prévoyait pour tous. Son parti était pris, sa résolution arrêtée. Lorsque le maréchal de Villars, partant pour la campagne de 1712, vint prendre congé de lui, il lui avait adressé ces mémorables paroles : « Vous voyez mon état, monsieur le maréchal; il y a peu d'exemples de ce qui m'arrive, et que l'on perde, dans la même semaine, son petit-fils, sa petite-fille et leur fils, tous de grande espérance, et très tendrement aimés. Dieu me punit : je l'ai bien mérité; j'en souffrirai moins dans l'autre monde. Mais suspendons mes douleurs sur les malheurs domestiques, et voyons ce qui se peut faire pour prévenir ceux du royaume.

« La confiance que j'ai en vous est bien marquée, puis-

que je vous remets les forces et le salut de l'État. Je connais votre zèle et la valeur de mes troupes ; mais enfin la fortune peut leur être contraire. S'il arrivait ce malheur à l'armée que vous commandez, quel serait votre sentiment sur le parti que j'aurais à prendre sur ma personne? »

Et comme le maréchal hésitait à répondre, effrayé probablement de la responsabilité qu'un conseil énergique accumulerait sur sa tête, Louis XIV reprit :

« Je ne suis pas étonné que vous ne répondiez pas bien promptement à une question aussi délicate; mais, en attendant que vous me disiez votre pensée, je vais vous apprendre la mienne.

« Presque tous les courtisans veulent que je me retire à Blois, et que je n'attende pas que l'armée ennemie approche de Paris, ce qui lui serait possible si la mienne était battue. Mais je ne consentirai jamais à laisser approcher ainsi l'ennemi de ma Capitale. Je sais que des armées aussi considérables ne sont jamais assez défaites, pour que la plus grande partie de la mienne ne pût se retirer derrière la Somme. Je connais cette rivière, elle est difficile à passer, et il s'y trouve des places que l'on peut rendre bonnes.

« En cas de malheur, donc, je compte me rendre à Péronne ou à Saint-Quentin, ramasser tout ce qui me restera de troupes, faire un dernier effort avec vous, et périr ensemble ou sauver l'Etat. »

Cette résolution héroïque et désespérée d'un monarque de soixante-quatorze ans, ne fut pas nécessaire au salut de la France. Une double lutte était engagée, l'une diplomatique, à Utrecht; l'autre guerrière, sur les bords de la Scarpe. Toutes les deux tournèrent à notre avantage. Les coalisés furent battus à Utrecht, par nos plénipotentiaires, à Denain, par Villars.

Parlons d'abord de la première victoire qui, pour avoir eu moins d'éclat que la seconde, n'en a pas moins influé puissamment sur les destinées de notre pays et sur celles de l'Europe.

Le congrès d'Utrecht se composait des représentants de toutes les puissances belligérantes, au nombre de quatre-vingts. Les plénipotentiaires de la France étaient, comme à Gertruydemberg, le maréchal d'Huxelles et l'abbé de Polignac, auxquels on avait adjoint le sieur Ménager. Ces trois hommes avaient une bien rude tâche à remplir, continuellement harcelés par cette bande de diplomates avides qui croyaient faire cadeau à Louis XIV de toutes les provinces, de toutes les villes, qu'ils ne lui enlevaient pas. Le maréchal d'Huxelles et l'abbé de Polignac, maintenant que les dispositions de l'Angleterre à notre égard avaient changé, se trouvaient dans une position moins désavantageuse qu'à Gertruydemberg; mais ils avaient encore les intérêts les plus délicats à concilier, les questions les plus difficiles, les plus épineuses, à résoudre. Ils vinrent à bout de tout, grâce à la bienveillance intéressée des plénipotentiaires anglais, grâce surtout aux dissensions qui éclatèrent entre ces derniers et les représentants de l'empereur et ceux des Provinces-Unies, qui ne pouvaient pardonner à l'Angleterre, d'avoir entamé des négociations particulières avec la France.

On récrimina de part et d'autre. Le prince Eugène se plaignit amèrement que l'Angleterre eût diminué le contingent de vaisseaux, de soldats et de subsides qu'elle s'était engagée de fournir à la coalition. Le comte de Straford, ambassadeur de la reine Anne, objecta que l'Angleterre n'avait nul intérêt à faire couler le sang de ses enfants pour la succession d'Espagne, et qu'il était injuste de vouloir

qu'elle supportât tout le poids de la guerre, tandis que les parties intéressées étaient loin d'y contribuer dans la proportion de leurs forces. Le prince répliqua alors, avec un sens admirable, que la guerre d'Espagne était proprement la guerre d'Angleterre; que c'était cette puissance qui avait excité l'empereur Léopold à s'y engager, et que l'on devait compter pour beaucoup que l'empereur actuel Charles VI y eût exposé sa personne. Cette réponse était la vérité même ; mais l'ambassadeur anglais ne voulut pas admettre que les dangers courus personnellement par l'archiduc en Espagne, compensassent les trésors qu'elle avait prodigués pour soudoyer les armées de la coalition. Quant aux représentants de la Hollande, ils s'indignaient aussi de leur côté, qu'on leur eût fait fournir plus de vaisseaux, plus d'argent, plus de troupes que l'on n'était en droit de l'exiger d'eux, aux termes des stipulations. Ce feu croisé de reproches, de récriminations, d'invectives même, donnait au congrès d'Utrecht une physionomie toute particulière, et facilita singulièrement la tâche des plénipotentiaires français.

Ces derniers comprirent tout d'abord que le succès de la mission qui leur était confiée, dépendait de l'interprétation que l'on voudrait donner à l'article VIII du traité d'alliance conclu en 1701 entre l'Angleterre, les Provinces-Unies et l'empereur. Cet article était ainsi conçu : « La guerre une fois commencée, aucun des alliés ne pourra traiter de paix avec l'ennemi, si ce n'est *conjointement* et avec la participation et le conseil des autres puissances. » Les plénipotentiaires étrangers, moins ceux de l'Angleterre, prétendirent que le mot *conjointement* signifiait *traiter tous ensemble et par un seul acte.* Les Français, au contraire, soutinrent que ce mot voulait dire : *traiter dans le même temps, mais par des actes séparés.* On comprend tout de suite,

quelle importance les Français devaient attacher à cette différence d'interprétation. Les Anglais se rangèrent à leur avis, et décidèrent que chaque puissance ferait en particulier ses propres réclamations, « avec la liberté de s'entr'aider si on voulait obtenir une satisfaction juste et convenable, chacun, en conformité de ses alliances. » La coalition, par cela même, n'existait plus, puisque les puissances contractantes étaient dégagées de l'obligation de ne poser les armes que lorsque chacune d'entre elles aurait obtenu pleine et entière satisfaction. Qu'arriva-t-il? Louis XIV s'adressa à chacun des alliés séparément; il contenta ceux dont les prétentions étaient les moins onéreuses; et, les ayant détachés de la ligue, l'empire, qui persista à réclamer tout ce qui avait appartenu à la maison d'Autriche, resta seul et fut contraint d'accepter les conditions qu'il plût au roi de France de lui accorder. Le comte de Sinzendorff, plénipotentiaire de l'empereur, qui avait combattu de toutes ses forces cette décision, s'écria, quand elle eut été adoptée par le congrès: « Cette journée sera fatale à la grande alliance. » Elle ne fut fatale qu'à son maître qui s'aperçut, mais trop tard, qu'il n'avait été, durant cette lutte de dix années, que l'instrument passif de l'Angleterre.

L'avantage remporté par les plénipotentiaires français, était immense, comme on le voit. De ce moment, la France commença à entrevoir un avenir meilleur; mais il fallait que notre armée appuyât par des victoires l'habileté de nos diplomates. Le grand Villars ne manqua pas à cette tâche glorieuse.

Nous avons dit que l'armée combinée, après la retraite des Anglais, avait encore vingt-mille hommes de plus que l'armée française. Landrecies était assiégé par elle; il s'agissait de sauver cette place à tout prix. Villars avait d'abord

songé à empêcher la circonvallation ou à battre l'armée qui couvrait le siége. Mais, d'une part, les travaux de la circonvallation furent poussés avec tant d'activité, que l'on dût renoncer à l'espoir de les interrompre; d'une autre part, l'armée d'observation était si formidablement retranchée derrière trois rivières : l'Escaut, la Sambre et la Seille, qu'il eût été au moins téméraire de l'attaquer dans une position où tout l'avantage était de son côté.

Le prince Eugène avait commis la faute grave de donner trop d'étendue à ses lignes. La ville de Marchiennes, qu'il avait choisie pour le dépôt de ses magasins, parce que, dit-on, une belle Italienne, sa maîtresse, y habitait, était trop éloignée du théâtre des opérations. Le général Albemarle, posté à Denain, se trouvait dans l'impossibilité d'être secouru à temps, en cas d'attaque. On prétend que ce furent deux personnages, assurément fort peu versés dans la stratégie, un curé et un conseiller de Douai, qui, les premiers, s'aperçurent de ce qu'il y avait de vicieux dans cette disposition. Ils en firent part à l'intendant de la province; lequel s'empressa de communiquer leur observation au maréchal de Montesquiou, qui l'approuva, et la fit approuver du maréchal de Villars.

Mais pour arriver à forcer les lignes de Denain, que les alliés appelaient insolemment le *Chemin de Paris*, il était indispensable de donner le change à Eugène, et de lui faire croire, quand il verrait l'armée française s'ébranler, que c'était contre lui-même qu'elle voulait diriger ses efforts. C'est à quoi Villars appliqua toute son intelligence. Il fit si bien, qu'il trompa amis et ennemis, et que ses propres officiers crurent qu'il était question sérieusement d'attaquer Eugène sous Landrecies. Par son ordre, on prépara des ponts pour passer la Sambre, des fascines pour combler la

circonvallation. Dans la conviction où était Eugène que le général français allait tenter une attaque contre lui, il fit rapprocher de son camp l'armée d'observation, et se disposa à le bien recevoir. Un corps de dragons qui, par l'ordre de Villars, s'avança jusqu'à la vue du camp ennemi, acheva de confirmer dans cette idée le général des Impériaux.

Le 23 juillet 1712, à la tombée de la nuit, l'armée française, formée sur cinq colonnes s'avance contre Denain. Les pontons que l'on avait construits pour faire croire au passage de la Sambre, servent à franchir l'Escaut ; la première ligne des retranchements de Denain est emportée ; l'armée se range en bataille entre la première et la seconde lignes. Dans ce moment, on aperçoit de l'autre côté de l'Escaut une tête de colonne ; c'est le prince Eugène qui accourt avec ce qu'il a pu rassembler de troupes. Un officier général propose alors de commander des fascines pour combler la seconde ligne des retranchements. « Croyez-vous, s'écrie Villars en montrant l'armée d'Eugène qui s'avance, que ces messieurs nous en donneront le temps ? nos fascines seront les corps des premiers de nos gens qui tomberont dans le fossé ; marchons. »

Après avoir essuyé un feu épouvantable, l'armée française escalada avec une héroïque bravoure la seconde ligne des retranchements. Des vingt-quatre bataillons hollandais qui la défendaient, pas un homme n'échappa, tous furent tués ou pris. Le général Albemarle fut au nombre des prisonniers, ainsi que deux princes de Nassau, un prince de Holstein et un prince d'Anhalt. Eugène arrivé sur le bord de l'Escaut, est arrêté par la rupture des ponts. Un seul n'avait pas été détruit, mais les Français en étaient maîtres ; les Impériaux essayèrent vainement de s'en emparer ; ils furent repoussés avec perte, et leur général les ramena tris-

tement dans le camp sous Landrecies, sans avoir pu ni prévenir ni venger la défaite d'Albemarle.

A peine maître de Denain, Villars avait ordonné au comte de Broglie d'investir Marchiennes. Cette ville se rendit au bout de quelques jours d'attaques incessantes. Sa garnison, de quatre mille hommes, fut faite prisonnière. Deux cents pièces de canon de tout calibre, et tous les magasins de l'ennemi tombèrent également en notre pouvoir. Après ce grand succès de l'armée française, il ne resta plus à Eugène qu'à lever le siége de Landrecies et à battre en retraite avec une armée découragée et diminuée de près de cinquante bataillons. Il vit, pendant le reste de la campagne, sans pouvoir l'empêcher, Villars reprendre Douai, le Quesnoy et Bouchain, et compléter, par l'audace et l'habileté de ses opérations, une victoire qui avait sauvé la France.

Les puissances alliées, justement effrayées de ce retour de fortune qui rendait à Louis XIV une partie de son ancien ascendant, hâtèrent la solution des questions que l'on débattait au congrès d'Utrecht. A leur tour, elles travaillèrent avec ardeur au rétablissement de la paix ; non pas que les rôles fussent changés, et que Louis XIV, enflé de ses nouveaux succès, ne voulût entendre à aucun accommodement ; mais ces puissances, qui jusqu'alors avaient multiplié à dessein les difficultés, afin de donner le temps à leurs armées de faire de plus grands progrès, et d'abaisser plus profondément le roi de France, s'estimèrent heureuses que le roi de France n'usât pas du même stratagème à leur égard, et qu'il se prêtât à la prompte conclusion de la paix.

La fameuse transaction, connue dans l'histoire sous le nom de traité d'Utrecht, se composait de sept traités particuliers, qui furent signés séparément le 11 avril 1713. Deux de ces traités réglèrent les intérêts commerciaux et politi-

ques de la France et de l'Angleterre. Le traité de commerce ne contenait pas moins de trente-neuf articles, et entrait dans les détails les plus minutieux sur la qualité et la nature des marchandises, sur les droits auxquels elles devaient être assujetties, sur les prohibitions, sur l'affranchissement. Les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne eurent l'adresse d'insérer dans ce traité une clause, concernant l'introduction des marchandises anglaises en France, qui préparait de loin à leur pays de grands avantages au détriment du nôtre. Par le second traité intitulé : *de paix et d'amitié*, la France abandonnait le prétendant, et reconnaissait la reine et la succession protestante; elle renonçait à tout droit sur la monarchie espagnole, et à toute innovation en matière de *commerce* et de *navigation* qui, dans ce royaume, pourrait favoriser exclusivement la maison de Bourbon; elle consentait à combler le port de Dunkerque et à raser les fortifications de cette ville du côté de la mer; elle cédait à l'Angleterre la baie d'Hudson, la Nouvelle-Ecosse, appelée aussi Acadie, l'île de Terre-Neuve, l'île de Saint-Christophe, dans les Antilles, et ne se réservait que l'île royale du cap Breton. Quelle *paix* et quelle *amitié* que celles qui se fondent sur l'injustice et la spoliation! Ce qu'il y avait d'incroyable, c'est que les Anglais, après nous avoir enlevé de si nombreuses, de si précieuses possessions, se donnaient des airs de désintéressement, et prétendaient avoir fait la guerre uniquement au profit de la maison d'Autriche.

On jugera du désintéressement de l'Angleterre par la manière dont elle en agit avec l'Espagne, qu'elle dépouilla de Gibraltar et de Minorque, y compris Port-Mahon, capitale de cette île, une des plus fortes places de l'Europe. Mais si l'Angleterre fit d'importantes acquisitions par le traité d'Utrecht, il faut dire aussi qu'elle les acheta au prix

de sacrifices énormes. Aux termes du traité de La Haye, elle ne s'était engagée à fournir qu'un contingent de quarante mille hommes, sans compter ses flottes. Vers la fin de la guerre elle entretenait près de deux cents mille soldats et matelots combattants. Mais n'était-ce pas semer pour recueillir?

Les Hollandais eurent une barrière de places fortes dans les Pays-Bas. C'étaient Namur, Tournay, Menin, Furnes, Dixmude, Ypres, Knoque, et quelques autres moins importantes. On rendit à la France Lille, Orchies, Aire, Béthune, Saint-Venant, le fort Saint-François et leurs dépendances. Un traité de commerce qui différait peu de celui de Nimègue, fut également conclu entre la France et la Hollande.

Louis XIV rendit au duc de Savoie le comté de Nice, la Savoie et leurs dépendances. L'île de Sicile lui fut cédée, et l'on stipula que la couronne d'Espagne et des Indes passerait sur sa tête, en cas d'extinction de la branche espagnole de Bourbon. La France, en outre, fit cession au Portugal de la navigation de l'Amazone et des forts construits à l'embouchure de ce grand fleuve.

L'empereur continua seul la guerre contre la France. C'était une insigne folie qui lui coûta cher. Le vainqueur de Denain se rendit maître en peu de temps de Spire, de Worms, de Landau; força les lignes que le prince Eugène avait fait tirer dans le Brisgau; vainquit dans ces mêmes lignes le maréchal de Vaubonne; prit Fribourg, et ne se serait probablement arrêté qu'à Vienne, si le gouvernement autrichien, comprenant enfin qu'il n'était pas de force à lutter contre la France, et qu'il n'avait dû ses succès contre nous qu'à la coopération de l'Angleterre, n'eût demandé la paix. Elle fut signée à Rastadt, un an après celle d'Utrecht,

entre le prince Eugène et le maréchal de Villars, qui, après avoir été de grands généraux sur le champ de bataille, se montrèrent d'habiles négociateurs dans le cabinet. Il est fort à présumer que, si l'empereur, mieux éclairé sur ses véritables intérêts, eût traité à Utrecht avec la France, cette puissance lui eût abandonné Landau et Strasbourg, qu'elle avait offert de lui céder auparavant, et qu'elle aurait même consenti à raser Huningue et le nouveau Brisach. Après les nouvelles victoires de Villars, il ne fut plus question de toutes ces choses. Huningue et Brisach conservèrent leurs murailles; Strasbourg et Landau restèrent à la France; les électeurs de Bavière et de Cologne furent rétablis dans leurs états et dans leurs rangs, et l'empereur n'obtint aucun dédommagement pour les dix années d'hostilités qu'il avait soutenues avec tant de fortunes diverses.

La guerre était terminée; il ne s'agissait plus que de remplir fidèlement, de part et d'autre, les stipulations du traité d'Utrecht. La France s'exécuta de bonne grâce en ce qui concernait Dunkerque; le port de cette ville, qui portait tant d'ombrage à la jalouse Angleterre, fut comblé sous les yeux d'un commissaire anglais. Les Dunkerquois, au désespoir, députèrent vers la reine Anne, pour la conjurer d'épargner leur malheureuse cité, qui ne vivait que du commerce maritime, et que la destruction de son port allait plonger dans la plus affreuse détresse. C'était précisément ce qu'avaient ardemment souhaité les Anglais; ils renvoyèrent les députés de Dunkerque, comme ils étaient venus, et s'applaudirent d'avoir frappé leurs rivaux à leur endroit le plus sensible.

Bientôt toutes leurs craintes, toutes leurs terreurs se renouvelèrent à la vue du port de Mardick que l'on construisit en quelques mois et qui déjà égalait celui de Dunkerque.

Le comte de Stair, ambassadeur d'Angleterre, se plaignit amèrement à Louis XIV de ce qu'il voulait bien appeler une infraction au traité d'Utrecht. Il était dit dans ce traité que l'on détruirait le port de Dunkerque; mais il n'avait pas été stipulé que l'on n'en construirait pas un autre sur le détroit. La Martinière assure que lord Bolingbroke reçut de la France un million pour faire cette omission, qui, volontaire ou non, n'en existait pas moins; c'était aux Anglais à en prendre leur parti. Mais Louis XIV, âgé de soixante-seize ans, ne se sentant plus ni assez d'activité, ni assez d'énergie pour recommencer la guerre, passa par tout ce que voulurent les Anglais, et fit discontinuer les travaux de Mardick.

Cet acte de condescendance, que l'on pourrait appeler d'un autre nom, ne fut pas le seul que l'Angleterre arracha à Louis XIV, dans son extrême vieillesse; elle l'obligea d'expulser de son royaume le fils de Jacques II, ce chevalier, de Saint-Georges qu'il avait reconnu autrefois comme roi d'Angleterre. La reine Anne était morte et avait été remplacée sur le trône par Georges Ier, fils de l'électeur de Hanovre. Cet événement devint le signal d'une révolution ministérielle. Le premier soin du nouveau roi fut de renvoyer les torys et de donner le pouvoir aux whigs. Marlborough reprit le commandement des troupes; le vicomte de Bolingbroke, le duc d'Ormoud, et quelques autres chefs moins importants du parti tory, cherchèrent un refuge en France. On les accusait d'avoir voulu donner pour successeur à la reine Anne, le prétendant, son frère. Cette accusation était fondée; et, une fois à la cour de Versailles, ils firent les plus grands efforts auprès de Louis XIV, pour le décider à tenter une nouvelle entreprise en faveur de Jacques III. Ils l'assurèrent que le prétendant n'avait qu'à

paraître pour que l'Angleterre et l'Écosse se soulevassent contre Georges Ier. Du reste, ils ne demandaient que quatre cent mille écus, un vaisseau et quelques officiers. Les quatre cent mille écus ne se trouvaient point dans les coffres du roi de France ; il fallut les emprunter au roi d'Espagne, auquel Louis XIV écrivit de sa propre main. Un célèbre armateur, nommé l'Épine d'Anican, fournit le navire de transport du canon et des armes. Après les formidables armements par lesquels la France avait signalé sa puissance dans les précédentes guerres, elle en était donc réduite à ne pas oser mettre en mer un bâtiment de guerre pour la cause d'un prince qui avait toutes ses sympathies.

Le prétendant débarqua en Écosse, où, en effet, un parti considérable avait pris les armes pour lui. Mais ce parti venait d'essuyer une sanglante défaite, et Jacques III fut obligé de retourner, non pas en France, dont la haine de ses ennemis lui avait fermé l'entrée, mais à Commerci, en Lorraine, ville qu'il avait choisie pour le lieu de son exil.

Louis XIV mourut, sur ces entrefaites, le 1er septembre 1715, après un règne de soixante-douze ans. Ce monarque a été vanté outre mesure, et dénigré avec acharnement. Nous pensons qu'il ne mérite *ni cet excès d'honneur, ni cette indignité*. C'est en gardant un moyen terme entre ces deux exagérations contraires, que nous croyons avoir été équitable et juste envers lui.

CHAPITRE VII.

1718.—1774.

SOMMAIRE. — Régence du duc d'Orléans. — Changement de politique. — Traité de la triple alliance. — Accession de l'Empereur à ce traité. — Système de Law. — Conspiration de Cellamare. — Guerre contre l'Espagne. — Les Anglais seuls en profitent. — Ministère du cardinal Dubois. — Louis XV atteint sa majorité. — Le duc d'Orléans garde les rênes du gouvernement sous le titre de premier ministre. — A sa mort, le duc de Bourbon prend le timon des affaires. — Ministère du cardinal de Fleuri. — Guerre de 1734 qui donne la Lorraine à la France. — Guerre pour la succession d'Autriche. — Bataille de Dettingen gagnée par les Anglais sur les Français en Allemagne.—Louis XV déclare la guerre à l'Angleterre.—Combat naval devant Toulon. — Tentative infructueuse en faveur du prétendant Charles-Edouard — Campagne de 1744. — Bataille de Fontenoy. — Conquête de la Flandre. — Descente du prétendant en Ecosse. —Ses succès. — Bataille de Culloden. — Conquête du Brabant. — Bataille de Raucoux. — Prise de Madras par Labourdonnaye. — Bataille de Laufeld. — Berg-op-Zoom tombe au pouvoir des Français. — Victoires des Anglais sur mer. — Paix d'Aix-la-Chapelle en 1748. — La Guerre se rallume en 1756. — Le maréchal de Richelieu prend d'assaut Port-Mahon. — Succès des Français en Amérique. — Trois cents navires français sont capturés par les Anglais. — Commencement de la guerre de sept ans. — Le maréchal d'Estrées bat les Anglais à Hastemberg. — Capitulation de Closterseven. — Bataille de Rosbach. — Conquêtes des Anglais dans l'Inde. — Batailles de Crevelt, de Sonders-Hausen et de Lutzelberg en Allemagne. — Conquête du Canada par les Anglais. — Revers des Français dans l'Inde. — Victoires du maréchal de Broglie à Corbach et à Clostercamp. — Sa défaite à Filingshausen. — Pacte de famille. — Echec des Français à Wilhelmstadt. — Ils prennent leur revanche à Johannesberg. — Paix de Paris en 1763. — Fin du règne de Louis XV.

Lorsque Louis XIV eut disparu de la scène du monde, un vide immense s'y fit sentir. Ce roi, si glorieux, si redouté, semblait avoir emporté avec lui dans la tombe cette majesté royale dont il fut pendant plus d'un demi-siècle la personnification la plus haute, la plus puissante.

Pour remplacer sur le trône ce colosse de notre histoire, il n'y avait qu'un faible enfant de quatre ans et demi, seul rejeton de la nombreuse famille du grand roi, et qui lui succéda sous le nom de Louis XV.

Le monarque décédé laissait un testament qui lui avait été arraché par les obsessions de madame de Maintenon, et qui conférait la régence au duc du Maine, l'un de ses bâtards légitimés. En remettant cet acte au premier président du parlement de Paris, Louis XIV lui avait dit : « Voici mon testament : l'exemple des rois, mes prédécesseurs, et du roi mon père, ne me laisse pas ignorer ce que celui-ci pourra devenir ; mais on l'a voulu, on m'a tourmenté, on ne m'a donné ni paix ni patience qu'il ne fût fait. J'ai donc acheté mon repos. Prenez-le ; emportez-le. Il deviendra ce qu'il pourra ; mais au moins je serai tranquille, et je n'en entendrai plus parler. »

Les choses se passèrent exactement comme Louis XIV l'avait prévu. Son testament fut cassé par le parlement, et Philippe d'Orléans, neveu du feu roi et petit-fils de Louis XIII, fut investi de la régence. Le duc du Maine et ses frères, les autres enfants adultérins de Louis XIV, soutenus de trente-neuf grands seigneurs, qui avaient fondé, sur leur avénement au pouvoir, les plus hautes espérances, protestèrent contre la décision du parlement, et demandèrent que la question de la régence fût portée devant les États-Généraux. Le duc d'Orléans imposa silence à leurs réclamations en faisant mettre à la Bastille quelques-uns des plus récalcitrants, et cette affaire se trouva momentanément assoupie.

Deux partis se dessinèrent après la mort de Louis XIV : l'un qui resta attaché au système politique de ce monarque, à ses vues, à ses desseins, dont la grandeur de la France

fut toujours l'objet; l'autre qui en prit le contre-pied, et qui s'étudia à rejeter tout ce qu'avait voulu le roi défunt, et à adopter tout ce qu'il avait blâmé. Le duc d'Orléans était à la tête de ce dernier parti, et, en cela, nous devons dire qu'il consultait plus ses intérêts personnels que les intérêts permanents, immuables de son pays. Ce prince avait eu le malheur d'être dirigé dans son éducation par l'infâme abbé Dubois, qui, dès l'âge le plus tendre, lui avait inoculé toutes les passions fangeuses de son âme. Dubois, en ouvrant à son élève la carrière de tous les vices, s'était emparé de son esprit, et le gouvernait despotiquement. Il en profita pour changer la politique de la France, et pour la faire entrer dans une voie qui l'aurait infailliblement conduite à sa ruine, si la France n'était revenue promptement aux anciens principes qui avaient fait toute sa gloire et toute sa force.

L'abbé Dubois était vendu à l'Angleterre. L'Angleterre, qui connaissait son ascendant sur le duc d'Orléans, lui prodiguait l'or à pleines mains pour qu'il la servît auprès de ce prince, pour qu'il assouplît le régent à ses vues, à ses volontés. Le régent n'était d'ailleurs que trop disposé à *s'anglomaniser*, si nous pouvons parler ainsi. Il savait que le roi d'Espagne, Philippe V, oncle de Louis XV, avait des prétentions à la régence de France, et qu'il n'était pas éloigné de les faire valoir les armes à la main; il voyait en lui un concurrent redoutable dans le cas où le trône viendrait à vaquer par la mort du jeune roi. Ces considérations puissantes lui firent préférer l'alliance et l'amitié de l'Angleterre, à l'amitié et à l'alliance de l'Espagne, à laquelle, cependant, les vrais intérêts de la France conseillaient de rester éternellement attaché. Depuis long-temps le duc d'Orléans avait formé une étroite liaison avec les lords Stairs et Stan-

hope, dont le premier était ambassadeur d'Angleterre à la cour de Versailles. Cette liaison, qui n'eut d'abord, de la part du duc d'Orléans du moins, qu'un but de plaisir et de dissipation, finit par avoir un caractère tout politique. Les lords Stairs et Stanhope, jaloux de détruire l'œuvre glorieuse de Louis XIV et de faire mentir ce mot fameux : *Il n'y a plus de Pyrénées*, offrirent au duc d'Orléans les forces de l'Angleterre contre l'Espagne, si cette dernière puissance faisait mine de vouloir l'inquiéter dans sa régence. Le duc, par reconnaissance, leur sacrifia le chevalier de Saint-George, ce prince malheureux, que le grand roi avait toujours protégé, dans sa bonne comme dans sa mauvaise fortune. Ce sacrifice ne fut pas le seul que l'astuce britannique parvint à arracher au régent. Les deux lords et l'abbé Dubois lui firent signer, en date du 4 janvier 1717, le traité connu sous le nom de la *triple alliance*, entre la France, l'Angleterre et la Hollande. Ce traité garantissait au duc d'Orléans la succession au trône de France, et à la maison de Hanovre la succession au trône d'Angleterre, suivant les stipulations du traité d'Utrecht. Mais comme l'Angleterre ne fait jamais rien pour rien, elle exigea du régent, en retour de la garantie qu'elle lui accordait, que ce prince fit démolir le port de Mardick, dont les travaux avaient été discontinués par ordre de Louis XIV, comme on se le rappelle. L'Angleterre obtint, en outre, que le chevalier de Saint-Georges fût à tout jamais expulsé de la France.

L'habile et prévoyante politique de Louis XIV se trouvait anéantie par ce désastreux traité, si contraire aux véritables intérêts de la France. Le duc d'Orléans, en le signant, fit acte de mauvais citoyen; sous le spécieux prétexte de fortifier la paix qui existait entre la France et l'Angleterre,

il n'eut réellement en vue que d'écarter Philippe V de la régence. Il sacrifia donc l'intérêt public à son intérêt privé, et, sous ce rapport, Philippe d'Orléans mérite le blâme sévère de l'histoire.

L'empereur Charles VI ne tarda pas à accéder à la convention du 4 janvier, qui prit dès lors le nom de traité de la *quadruple alliance*. Les cours alliées décidèrent que Sa Majesté impériale renoncerait à toute prétention à la couronne d'Espagne, et que la succession des duchés de Parme, de Toscane et de Plaisance, que la reine d'Espagne réclamait pour elle-même, serait dévolue à son fils aîné. Philippe V ne s'accommoda pas de cette décision à laquelle les quatre puissances liguées lui enjoignirent de se soumettre dans un délai de trois mois. Pour toute réponse le roi d'Espagne fit envahir, par ses troupes, la Sardaigne d'abord, et la Sicile ensuite.

Mais avant de raconter cette guerre, disons quelques mots des événements dont elle fut précédée, et parmi lesquels il en est un qui contribua même à la faire éclater. Le plus saillant de tous ces événements, est l'effroyable perturbation causée dans notre pays par le système de Law. Louis XIV avait laissé une impérissable gloire à la France; mais il lui avait laissé aussi un déficit immense. Les finances se trouvaient dans le plus horrible état. Le crédit était épuisé; on avait escompté pour plusieurs années les revenus ordinaires du royaume, en sorte qu'il n'était plus possible de recourir aux emprunts ni aux anticipations. La banqueroute, la hideuse banqueroute, comme l'appelle Mirabeau, était imminente. Le provisoire, sur lequel le précédent roi avait vécu soixante ans, sans trop s'embarrasser de ce qu'il adviendrait après lui, touchait à son terme. C'est alors que le gouvernement, à bout d'expédients et de ressources, ac-

cueillit les projets financiers d'un aventurier écossais, nommé Law, qui promit de faire couler dans les coffres de l'état tous les flots du Pactole. On institua une banque portant le nom de ce charlatan à la langue dorée; en 1718, elle devint banque royale. Un nombre prodigieux de billets furent émis par cette banque, et servirent à rembourser une partie de la dette publique. Mais ce remboursement, qui séduisit tous les esprits, n'était qu'imaginaire, puisque les billets de la banque royale étaient hypothéqués sur des terrains, situés en Amérique, dont la valeur réelle était de beaucoup inférieure à la valeur fictive de ces mêmes billets.

La banque royale se chargea, en outre, du commerce du Sénégal; elle acheta le privilége de l'ancienne compagnie des Indes, qui avait été cédé aux négociants de Saint-Mâlo; enfin elle accapara les fermes générales du royaume, et bientôt toutes les finances se trouvèrent entre les mains d'une société commerciale. La valeur des actions de la banque royale augmenta si rapidement, si prodigieusement, qu'en moins d'une année elles excédèrent de quatre-vingts fois tout l'argent qui circulait en France. Le système de Law n'eut pour résultat qu'une prospérité éphémère. Le crédit factice, créé par l'émission des billets de la banque royale, fut en un instant détruit par l'empressement que chacun mit à convertir son papier en espèces. Les anciens financiers, les gros banquiers furent les premiers qui donnèrent le branle : ils épuisèrent la banque en tirant sur elle des sommes considérables. Le désordre fut bientôt au comble. Law, auteur de tant de calamités, résigna les éminentes fonctions de contrôleur général des finances, qu'on lui avait confiées, comme au sauveur de l'état, et s'enfuit en pays étranger, couvert de l'exécration publique.

Au milieu de cette subversion de toutes les fortunes des

particuliers et des finances du royaume, le duc d'Orléans et sa cour se livraient, avec une ardeur effrénée, aux plus honteuses débauches. Louis XIV, sur la fin de sa carrière, avait donné à son palais de Versailles la physionomie d'un cloître. Esclave d'un confesseur et surtout d'une maîtresse dévote, qui voulait racheter, par une vieillesse austère, les débordements de sa jeunesse, ce monarque avait renoncé au luxe et aux plaisirs. Rigidité de mœurs, gravité de manières, tout se ressentait autour de lui de l'aversion qu'il avait conçue pour les joies du monde. A la mort de Louis XIV, la digue fut rompue ; le torrent reprit son cours avec d'autant plus de fureur, qu'il avait été plus longtemps comprimé. L'avénement du duc d'Orléans au pouvoir fut le signal d'une immense, d'une incroyable démoralisation. Ce prince athée, dissolu, crapuleux, foula sous ses pieds toutes les lois de la morale, de l'honneur, de la décence ; il ne respecta pas même ses filles qui, toutes trois, devinrent les victimes de son infâme lubricité. Le cardinal Dubois, le compagnon chéri de ses débauches, l'opprobre de la nature, était le digne ministre de ses plaisirs, de ses turpitudes, et travaillait avec lui à noyer la France dans un océan de corruption. Tous les deux à l'envi renouvelaient les abominations de Sodome et de Gomorrhe.

Louis XV eut donc pour berceau les ordures de la régence ; il fut élevé au milieu d'un troupeau de courtisanes polluées de luxure, et eut, pour précepteurs, une bande de sardanapales gorgés des plus sales voluptés, et qui lui prêchaient d'exemple le vice et le libertinage. Louis XV ne profita que trop à cette effroyable école ; et son règne, qui fut la continuation de celui du régent, laissa bien loin derrière lui les règnes les plus monstrueux de l'histoire.

Une conspiration se tramait dans l'ombre contre le gou-

vernement de Philippe d'Orléans. Le prince de Cellamare, ambassadeur d'Espagne en était l'inspirateur et l'âme toute-puissante. Les enfants adultérins de Louis XIV et la plupart des hommes de l'ancienne cour trempaient dans ce complot. On devait enlever le régent, le conduire secrètement en Espagne et assembler les Etats-Généraux. Le fameux Albéroni, premier ministre de Philippe V, basait sur la réussite de cette entreprise, l'accomplissement des vastes projets qu'il avait conçus pour la rénovation et l'agrandissement de la monarchie espagnole.

Une fille publique fit découvrir la conspiration, et préserva le régent d'un imminent danger. Il était dans l'ordre des choses qu'un prince, qui avait transformé la cour de France en une sorte de mauvais lieu où la prostitution allait tête levée, fût redevable de son salut précisément à une de ces malheureuses créatures qui font métier et marchandise de leur corps. Le duc d'Orléans renvoya de France le prince de Cellamare, et fit emprisonner le duc du Maine et un grand nombre de seigneurs plus ou moins compromis dans cette affaire. De son côté, Philippe V adressa aux États-Généraux de France un manifeste où il énumérait ses griefs contre le régent, et lui reprochait, surtout, en termes très vifs, ses complaisances coupables pour l'Angleterre. Voici quelques-uns des passages les plus saillants de ce manifeste :

« Que devons-nous penser du régent, qui, n'étant que dépositaire de l'autorité royale en France, ose s'en prévaloir et se liguer avec les anciens ennemis de nos deux couronnes, sans avoir consulté ni la nation française, ni le parlement du royaume, et sans avoir même donné le temps au conseil de régence d'examiner la matière pour en délibérer mûrement ?... . .

« Comment pouvoir souffrir plus longtemps des traités où l'honneur de la France et les intérêts du roi son pupille sont sacrifiés, quoique faits au nom de ce jeune prince, dans l'unique vue de lui succéder....

« Mais un sujet qui nous touche encore plus personnellement, est l'alliance qu'il vient de signer avec l'archiduc et l'Angleterre, après avoir rejeté l'offre que nous lui faisions de nous unir ensemble.... »

Les hostilités suivirent de près la publication de cette pièce. Les armées et les trésors de la France, qui avaient été prodigués pour donner à Philippe V la couronne d'Espagne, furent prodigués de nouveau, mais pour la lui ravir. Il avait suffi de quelques années, les Anglais aidant, pour opérer ce changement prodigieux dans nos relations extérieures. La politique de Philippe d'Orléans n'est-elle pas jugée par ce seul résultat! Faire la guerre à l'Espagne, dans les circonstances où ce pays se trouvait vis-à-vis de la France, n'était-ce pas mettre la France à la remorque de l'Angleterre? n'était-ce pas faire passer notre noble patrie sous les fourches caudines de son implacable rivale?

La diplomatie habile et puissante du cardinal Albéroni ne put conjurer l'orage formidable que la haine de l'Angleterre et celle du régent, avaient amoncelé sur la tête de Philippe V. La mort de Charles XII, roi de Suède, qui devait faire une descente dans la Grande-Bretagne; la paix conclue entre la Porte-Ottomane et l'empereur Charles VI; et par-dessus tout cela, une immense victoire navale remportée par les Anglais sur les Espagnols, à quelque distance de Messine, firent une brèche irréparable aux projets d'Albéroni et donnèrent gain de cause à la quadruple alliance. Pour comble de malheur, la flotte destinée à porter le prétendant en Irlande, fut dispersée par la tempête. Les An-

glais ayant pénétré en Galice, et les Français en Catalogne, le roi d'Espagne se vit dans la nécessité de demander la paix. On la lui accorda, mais à la condition expresse que le cardinal Albéroni serait renvoyé. Philippe V, hors d'état de résister, se soumit à tout. Sa marine avait été presque entièrement détruite par les Anglais, qui n'avaient entrepris la guerre qu'en vue de cet important résultat, et parce que la flotte espagnole, mise sur un pied redoutable par Albéroni, commençait à leur inspirer de sérieuses inquiétudes.

Ce fut donc aux Anglais seuls que profita cette guerre dénaturée entre deux peuples frères, entre deux monarchies qui, par les liens du sang, n'auraient dû jamais en former qu'une seule. Lorsque plus tard la France, rentrée dans les véritables conditions de sa politique, fut redevenue ce qu'elle avait toujours été depuis le quatorzième siècle, l'antagoniste de l'Angleterre, elle s'aperçut avec un cruel désappointement que le régent avait commis une faute incalculable en livrant à l'immolation de nos jaloux voisins, la marine d'Espagne qui lui eût été d'un si puissant secours, à elle-même, pour mettre un frein à l'ambition britannique.

Le régent couronna toutes les énormités de son administration, en appelant aux fonctions de premier ministre l'ignoble cardinal Dubois. Il fallait bien récompenser cet odieux personnage de ses criminelles accointances avec l'Angleterre. Dubois ne jouit pas longtemps du suprême pouvoir; il succomba à une maladie honteuse, fin digne d'une telle vie. Le duc d'Orléans, à la majorité de Louis XV, en 1723, se démit du titre de régent, et prit celui de premier ministre, qui signifiait la même chose sous un roi de treize ans. Mais l'ex-régent suivit de près au tombeau le cardinal Dubois. Ces deux hommes, qui avaient été inséparables dans la vie, furent inséparables dans la mort. Le duc

d'Orléans avait eu, dit-on, l'étrange projet de rappeler Law, qui vivait obscurément à Venise, et de remettre une seconde fois entre ses mains les destinées de la France, idée extravagante, s'il en fût, et dont la fin prématurée du duc délivra fort heureusement notre patrie encore toute meurtrie des rudes secousses que lui avait fait essuyer le système du financier écossais.

Au duc d'Orléans succéda, dans la charge de premier ministre, le duc de Bourbon. Mais bientôt, l'évêque de Fréjus, Fleuri, précepteur du jeune Louis XV, qui exerçait un empire absolu sur l'esprit de son élève, fit disgracier le duc de Bourbon et le remplaça au timon des affaires. Cette révolution ministérielle eut lieu en 1726. Le cardinal de Fleuri avait alors soixante-treize ans; il gouverna la France jusqu'à sa mort, en 1743, c'est-à-dire jusqu'à près de quatre-vingt dix ans. Pour réparer les pertes considérables du royaume, il se contenta de laisser ce corps vigoureux et puissant se rétablir de lui-même, sans l'entraver par aucune de ces innovations qui, faites mal à propos, sont souvent la ruine des empires. Ce ministre n'avait nulle grandeur dans le caractère, nulle élévation dans les idées; les froides étreintes de la vieillesse avaient étouffé dans son âme toutes les nobles et saintes inspirations; ce qui le distinguait, c'étaient une dissimulation profonde et une ambition qui ne le cédait ni à celle de Richelieu, ni à celle de Mazarin, bien qu'elle fût cachée sous une apparence de simplicité et de modestie hypocrite, à laquelle se laissèrent prendre bien des dupes.

Louis XV avait épousé, en 1725, la fille de Stanislas Leczinski, chassé du trône de Pologne, après la bataille de Pultawa et les désastres de Charles XII. A la mort d'Auguste II, roi de Pologne, en 1733, Stanislas se mit sur les rangs pour lui succéder, ou plutôt pour reprendre posses-

sion d'une couronne qui déjà lui avait appartenu. Il fut élu très légitimement par la diète polonaise ; mais l'Autriche et la Russie, qui lui avaient donné pour concurrent le fils du roi défunt, ne tinrent nullement compte du vote de la diète, et placèrent leur protégé sur le trône, à l'exclusion de Stanislas. Louis XV prit parti pour son beau-père, et déclara la guerre à l'Autriche et à la Russie. Au premier abord, cette guerre ne semble avoir été entreprise que dans l'intérêt seul de Stanislas Leczinski ; mais en examinant les choses de plus près, on s'aperçoit que l'intérêt de la France exigeait impérieusement que le trône de Pologne ne fût point occupé par une créature des cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, et que le gouvernement français agissait très politiquement en soutenant les prétentions d'un prince qui, par les liens étroits qui l'unissaient à Louis XV, eût été pour la France un allié sûr et fidèle. La guerre de 1734 eut donc pour but principal le maintien de l'équilibre européen.

Il était fâcheux seulement que les préparatifs militaires de la France ne fussent pas proportionnés à l'importance de cette guerre. Le cardinal de Fleuri borna ses efforts à envoyer dans la Baltique une escadre assez faible portant quinze cents hommes de débarquement. On a prétendu que ce ministre craignait de porter ombrage à l'Angleterre et à la Hollande par un armement plus considérable. Sans doute, il était prudent de ne pas éveiller la jalouse susceptibilité de ces deux puissances maritimes, surtout dans un moment où l'on était brouillé avec la Russie et avec l'Autriche ; mais alors il aurait peut-être mieux valu ne pas prendre fait et cause pour Stanislas Leczinski, que de le secourir si faiblement. Les quinze cents Français, malgré des prodiges de valeur, ne purent empêcher la ville de Dantzick de tomber

au pouvoir des Moscovites. Eux-mêmes furent fait prisonniers et envoyés dans l'intérieur de la Russie.

Le gouvernement français voulut réparer cet échec auquel il aurait dû s'attendre. Ne pouvant diriger sa vengeance contre la Russie, dont il était séparé par de trop vastes espaces, il la tourna tout entière contre l'empereur. De concert avec les rois d'Espagne et de Sardaigne, la France attaqua Charles VI sur le Rhin et dans ces fameuses plaines d'Italie où tant de fois déjà nous nous étions mesurés avec les Impériaux. L'empereur fut battu sur tous les points, et perdit presque toutes ses possessions italiques. Don Carlos, fils de Philippe V, devint roi des Deux-Siciles. Une armée combinée de Français, de Piémontais et d'Espagnols, conduite par le grand Villars d'abord, et par le maréchal de Coigny ensuite, s'empara du Milanais. Il ne resta plus à Charles VI qu'à demander la paix aux conditions qu'il plût aux vainqueurs de lui accorder. Don Carlos, par le traité de paix que les puissances belligérantes signèrent à Vienne en 1738, fut reconnu roi de Naples et de Sicile. La Toscane, qui lui appartenait à titre de duché héréditaire, fut donnée à François, duc de Lorraine, gendre de l'empereur. Quant à Stanislas, dont la candidature au trône de Pologne avait été cause de la guerre, il conserva le titre de roi, et reçut en dédommagement du royaume qu'il avait perdu, les duchés de Lorraine et de Bar, qui, à sa mort, devaient faire réversion à la couronne de France.

La paix générale, qui succéda à la guerre commencée en 1734, ne fut pas de longue durée : la mort de l'empereur Charles VI, en 1740, mit toute l'Europe en feu. On sait que Charles VI avait désigné, pour lui succéder, sa fille Marie-Thérèse. Cette princesse fondait ses prétentions à la succession autrichienne sur le droit naturel d'abord, et sur

la pragmatique sanction, ensuite, que la France avait solennellement juré d'observer par le traité de Vienne. Trois autres compétiteurs se mirent sur les rangs, au nombre desquels se trouvait Charles-Albert, électeur de Bavière, qui aspirait au trône impérial en vertu d'un testament de l'empereur Ferdinand Ier, frère de Charles Quint. C'était remonter un peu haut pour établir la légitimité de ses drois. Incontestablement les droits de Marie-Thérèse étaient mieux fondés que ceux de l'électeur de Bavière; cependant la France, fidèle à sa vieille haine contre la maison d'Autriche, et craignant que l'exécution de la pragmatique ne donnât à cette maison redoutable une trop grande prépondérance en Europe, crut devoir fouler sous ses pieds l'engagement qu'elle avait pris de la respecter et même de la défendre. Ce fut le comte de Belle-Isle qui fit prévaloir cette politique dans le conseil, bien que le cardinal de Fleuri fût d'un avis contraire. Le 28 mai 1741, une alliance fut conclue entre la France, l'Espagne et l'électeur de Bavière, pour détrôner Marie-Thérèse. A cette alliance adhérèrent successivement les rois de Prusse, de Pologne et de Sardaigne, l'électeur de Cologne et l'électeur Palatin, et l'on ne douta pas un instant du succès d'une ligue qui se composait des trois quarts de l'Europe.

Les seuls alliés de Marie-Thérèse étaient le roi d'Angleterre, Georges II et les États de Hollande. Le premier faisait alors une guerre très vive à l'Espagne, pour punir cette puissance des entraves qu'elle mettait à l'immense contrebande anglaise. Nos voisins d'outre-Manche trouvaient fort mauvais que les Espagnols ne voulussent pas les laisser inonder de leurs marchandises la Péninsule et ses vastes colonies; ils regardaient comme une monstrueuse iniquité la résistance que ceux-ci opposaient à leurs usurpations, à leurs

déprédations sans cesse renouvelées. Un contrebandier anglais, appelé Jenkins, à qui les Espagnols avaient coupé une oreille en représaille du tort qu'il faisait à leur commerce, vint demander satisfaction au parlement d'Angleterre. « Quand on m'eut ainsi maltraité, dit en terminant cet homme, on me menaça de la mort. Je recommandai alors mon âme à Dieu et ma vengeance à ma patrie. » Ces simples et éloquentes paroles soulevèrent une tempête d'indignation et de fureur dans le sein de la représentation britannique, et la guerre fut résolue. Ainsi sont fait les Anglais; ils ne se passionnent que pour ce qui touche à leurs intérêts, légitimes ou non. Assurément, rien n'était moins légitime que la prétention de soumettre les Espagnols à leur suprématie commerciale, et le traitement dont se plaignait le capitaine Jenkins, tout insolite qu'il était dans la forme, n'en était pas moins très juste et très mérité au fond; cependant la nation anglaise le considéra comme un attentat à ses droits et à sa dignité; accoutumée qu'elle était à vivre de spoliations, de rapines, elle ne pouvait faire moins que d'épouser la querelle d'un des siens, dont le crime, après tout, était d'avoir fait en petit, ce qu'elle-même faisait sur une plus grande échelle depuis tant d'années. Une nation de forbans se devait à elle-même de prendre fait et cause pour un contrebandier.

L'oreille coupée du capitaine Jenkins alluma donc la guerre entre l'Angleterre et l'Espagne. Si la première était impatiente de venger ce qu'elle appelait son honneur, la seconde ne l'était pas moins de mettre un terme à une contrebande audacieuse, intolérable, qui ruinait, qui anéantissait son commerce. Vainement la France essaya d'interposer sa médiation: les hostilités s'engagèrent en 1739, avec une inexprimable fureur. La France, après avoir fait tout ce qui

était en son pouvoir, pour conjurer un conflit entre les deux nations, annonça, par l'organe de ses ambassadeurs à Londres et à la Haye, qu'elle se trouvait dans l'obligation de secourir l'Espagne par terre et par mer. Cette déclaration était un dernier effort du cardinal de Fleuri pour empêcher les hostilités; mais ce ministre octogénaire, qui n'aspirait qu'à finir tranquillement ses jours, ne se hâta pas de réaliser une menace qui n'allait à rien moins qu'à constituer la France en guerre avec l'Angleterre. Le cardinal avait toujours attaché une importance très grande au maintien de la paix avec cette dernière puissance. Dans la crainte de la mécontenter, de lui donner de l'ombrage, il avait laissé dépérir notre marine, et se figurait, dans son optimisme de vieillard naïf et crédule, que ce n'était pas acheter trop cher l'amitié d'un peuple tel que celui d'Angleterre. Ce peuple ne tarda pas à lui prouver qu'il ne lui tenait aucun compte d'un si grand, d'un si impolitique sacrifice, et qu'il avait su habilement en profiter pour détruire, à la première occasion, les derniers restes d'une marine dont l'existence était incompatible avec son ambitieuse dictature.

L'inaction de la France, vis-à-vis de l'Angleterre, ne tenait, comme on le voit, qu'à la vieillesse et à la pusillanimité du cardinal de Fleuri. L'Angleterre le savait, et elle craignait avec raison que le gouvernement français, une fois le cardinal mort, ne prît énergiquement parti pour l'Espagne. La marine française, malgré son état de délabrement et de vétusté, pouvait encore, unie à celle d'Espagne, susciter d'innombrables embarras à l'orgueilleuse Angleterre. Cette puissance, afin d'éloigner un danger aussi redoutable, résolut d'appeler, par une démonstration vigoureuse, toute l'attention de la France sur les affaires d'Allemagne. Dans ce dessein, elle fit solennellement alliance avec Marie-Thérèse,

lui vota un subside de trois cent mille livres sterling, et le roi Georges II rassembla une armée de trente mille hommes dans l'électorat de Hanovre pour marcher à son secours. Le cardinal de Fleuri, malgré toutes ses lâches concessions envers l'Angleterre, ne put donc rester en paix avec elle, tant il est vrai que rien n'est capable de désarmer cette nation inflexible, quand une fois son intérêt lui commande de faire la guerre. Plus alors on s'humilie devant elle, plus elle devient arrogante, impérieuse; plus on lui accorde et plus elle exige.

Deux armées françaises, de chacune quarante mille hommes, franchirent le Rhin; l'une, commandée par le maréchal de Belle-Isle, s'embarqua sur le Danube et alla faire sa jonction à Passau avec l'électeur de Bavière; l'autre, sous les ordres du maréchal de Maillebois, se porta en Westphalie à la rencontre du roi d'Angleterre, et le refoula dans le Hanovre. La présence de cette seconde armée française sur les confins de la Hollande, inspira une telle peur aux États-Généraux qu'ils se tinrent immobiles et silencieux. Le roi d'Angleterre trembla pour son électorat de Hanovre; trop faible pour le défendre contre les quarante mille hommes du maréchal de Maillebois, il signa un traité de neutralité avec la France, et, non seulement abandonna l'impératrice à son malheureux sort, mais promit de donner sa voix, comme électeur de l'empire, au compétiteur de Marie-Thérèse.

L'armée du maréchal de Belle-Isle, réunie à l'armée bavaroise, pénétra sans trop d'obstacles jusque dans la haute Autriche; mais au lieu de marcher droit sur Vienne, ce qui eût mis promptement fin à une guerre qui devait être si longue et si sanglante, elle quitta tout-à-coup les bords du Danube, et alla camper sous les murs de Prague, dont

elle s'empara presque sans coup férir. L'électeur de Bavière fut couronné, dans cette ville, roi de Bohême, et revêtu, un mois après, de la dignité impériale à Francfort. Il prit dès lors le nom de Charles VII; mais à dater de ce moment sa fortune ne fit plus que décliner avec une rapidité effrayante; le manteau impérial devint pour lui la robe de Nessus.

Deux défections considérables, celle du roi de Sardaigne d'abord et celle du roi de Prusse ensuite, qui tous les deux se détachèrent de la coalition et réunirent leurs armes à celles de Marie-Thérèse, furent le commencement de ses malheurs et des nôtres. L'armée française, qui opérait en Bohême, se trouva alors dans un immense danger, ayant à faire face à la fois aux Autrichiens et aux Prussiens réconciliés. Diminuée d'un quart par les fatigues, les privations et les maladies, elle fut obligée de se réfugier dans Prague où les armées combinées l'assiégèrent. Une vigoureuse sortie de douze mille hommes, et plus encore la nouvelle de l'arrivée prochaine du maréchal de Maillebois qui accourait pour dégager son collègue, le maréchal de Belle-Isle, forcèrent les ennemis d'abandonner leurs lignes. Ils se portèrent à la rencontre de Maillebois, en nombre infiniment supérieur, l'empêchèrent d'avancer, et le rejetèrent même au loin. Maillebois, pour n'avoir pas atteint son but, tomba dans la disgrâce de la cour et de l'opinion. Il répara cependant cette faute, si c'en est une de ne point exécuter ce qui est inexécutable; par une manœuvre fort habile : il se rapprocha du Danube et fit mine de vouloir attaquer les états héréditaires de l'impératrice. L'armée autrichienne évacua alors la Bohême pour couvrir Vienne; mais elle revint bientôt à la charge et contraignit une seconde fois le maréchal de Belle-Isle à se renfermer dans Prague. Ce fut

alors que ce maréchal exécuta sa fameuse retraite sur Egra, au milieu des neiges et des glaces d'un hiver fort rude qui décima une partie de son armée. De quarante mille hommes, cette armée était réduite à huit ou dix mille, qui durent chercher un refuge derrière le Rhin.

Que l'on ne s'y trompe pas; cette guerre, dont le théâtre principal est en Allemagne, n'est autre chose qu'un des épisodes de la grande lutte de la France et de l'Angleterre. Ces deux nations, qui ne semblent au premier abord que des acteurs secondaires dans le drame qui se déroule, y jouent, en effet, le premier rôle. L'électeur de Bavière aurait-il pu affronter la puissance autrichienne, sans les trésors et les armées de la France? et l'Autriche aurait-elle pu résister à la France, sans les subsides de l'Angleterre? Celle-ci se lassa enfin de la neutralité apparente que la France lui avait imposée. Le roi de Naples, don Carlos, avait réuni ses armes à celles de la France et de l'Espagne contre Marie-Thérèse, et il menaçait de faire perdre l'Italie à cette impératrice, lorsqu'une escadre anglaise, forte de douze vaisseaux, parut subitement dans le port de Naples, et intima l'ordre à don Carlos de se séparer de la coalition, ne lui donnant qu'une heure pour prendre un parti. Ce délai expiré, sa capitale devait être réduite en cendres s'il ne se soumettait à l'insolente injonction de l'Angleterre. Don Carlos céda. Ce premier succès fut suivi d'un plus considérable en Allemagne.

Une nouvelle armée anglaise de seize mille hommes avait débarqué sur le continent à la fin de 1742. Elle hiverna dans le pays de Liége, et au printemps suivant, s'étant grossie de seize mille Hanovriens, de six mille Hessois, et de quelques autres contingents qui la portèrent à cinquante mille hommes, elle marcha sur Francfort. Le maréchal de

Noailles, à la tête d'une armée française beaucoup moins nombreuse, fut chargé de lui disputer le passage du Mein. Les Anglais, qui avaient cependant pour général un élève de Marlborough, ce comte de Stair que nous avons vu ambassadeur de la cour de Londres auprès de Louis XIV, et auprès du régent, ne tardèrent pas à se trouver dans une position fort critique. Le roi Georges II s'était rendu, avec son second fils, le duc de Cumberland, au milieu de ses troupes; et, contre l'avis de Stair, il avait voulu se poster à Aschaffembourg, ville sur le Mein, dont le cours et les passages, au-dessus comme au-dessous de l'armée anglaise, étaient au pouvoir des Français. Les savantes dispositions du maréchal de Noailles bloquèrent et affamèrent les Anglais à tel point qu'il ne leur resta plus que la triste alternative de mettre bas les armes, ou d'être foudroyés, en exécutant leur retraite, par les nombreuses batteries que les Français avaient élevées sur la rive opposée du Mein. Ce dernier parti, tout désastreux qu'il était, fut celui auquel s'arrêta le roi d'Angleterre. La destruction de son armée eût été inévitable sans une de ces fautes dans lesquelles ne tombe que trop souvent la bouillante ardeur des Français.

L'armée anglaise n'avait qu'une seule issue pour se retirer : c'était un défilé étroit entre les montagnes du Spessart et le Mein. Au sortir de ce défilé, elle avait à en venir aux mains avec l'armée française rangée en bataille à Dettingen. En avant de ce village, devenu fameux par la rencontre des Anglais et des Français, se trouvait un ravin profond que les premiers avaient à traverser. Le maréchal de Noailles plaça derrière ce ravin toute la maison du roi, sous les ordres de son neveu le duc de Grammont, et lui enjoignit d'attendre, pour attaquer l'ennemi, que son avant-garde fût descendue dans le ravin. Afin d'accélérer

et de compléter la ruine des Anglais, le maréchal ordonna à plusieurs brigades de passer le Mein à Aschaffembourg et de charger vigoureusement leur arrière-garde, pendant que leur corps de bataille serait engagé dans le défilé. Ces dispositions étaient excellentes; elles obtinrent l'approbation du grand Frédéric lui-même. Mais l'impatient courage du duc de Grammont, comme celui du maréchal Ney à Waterloo, compromit tout, et procura la victoire aux Anglais.

Le 26 juin 1743, au milieu de la nuit, le roi d'Angleterre donna le signal du départ à son armée qui se mit en marche dans le plus profond silence. Le maréchal de Noailles, attentif aux moindres mouvements de l'ennemi, s'en aperçut aussitôt. Il ne voulait ordonner l'attaque qu'au moment où les Anglais auraient pénétré dans le défilé; mais l'imprudent Grammont, par un excès de présomption ou d'audace, que l'histoire ne peut trop énergiquement blâmer, quitte son poste, franchit le ravin qu'il avait mission de défendre et marche aux ennemis. Ceux-ci ne comprirent pas d'abord tout ce que cette attaque imprévue avait d'avantageux pour eux; ils ne virent pas qu'ils étaient sauvés par l'ardeur inconsidérée du duc de Grammont. Obligés d'accepter le combat, ils se forment du mieux qu'ils peuvent dans l'espace étroit où les Français les ont renfermés, et engagent l'action avec d'autant plus de bravoure qu'il s'agit pour eux de vaincre ou de périr. Une artillerie formidable, avantageusement postée sur une colline, les protége de ses feux meurtriers; tandis que celle des Français, se trouvant masquée par les troupes même de Grammont, reste inactive et muette.

Tout jusque-là était donc à l'avantage de l'ennemi. Le maréchal de Noailles, qui voit le fruit de ses habiles combi-

naisons perdu, fait des dispositions nouvelles, non plus pour achever la perte des Anglais, mais pour conjurer celle de son neveu. C'est ici que commencent selon nous les fautes du maréchal. Plutôt que de compromettre l'armée tout entière par une manœuvre hasardée, il valait mieux laisser écraser le corps du duc de Grammont, qui, du reste, pouvait encore battre en retraite et chercher un refuge derrière le ravin qu'il avait si imprudemment franchi. Le maréchal fait passer l'armée française sur l'autre rive du Mein, où l'armée anglaise se trouvait à l'étroit elle-même; elle ne peut s'y déployer qu'en partie, et combat avec une rare intrépidité les Anglais, qui avaient eu le temps de se préparer à les bien recevoir. La lutte fut sanglante et désespérée. Après trois heures d'un carnage inutile, le maréchal de Noailles repassa avec ses troupes sur la rive gauche du Mein, laissant les Anglais exécuter tranquillement leur retraite. Le roi d'Angleterre, avant de s'éloigner, voulut, par bravade, dîner sur le champ de bataille de Dettingen, ce qui ne l'empêcha pas d'implorer la générosité des Français en faveur de ses blessés, dont il abandonna derrière lui le plus grand nombre.

De l'aveu du comte de Stair, les Anglais commirent en cette occasion deux fautes capitales. La première fut de se laisser cerner par le maréchal de Noailles, la seconde de ne tirer aucun profit de leur victoire. Le comte de Stair a raison quant à la première faute, mais il se trompe à l'égard de la seconde. Il ne faut pas dire que les Anglais n'ont pas su profiter de la victoire de Dettingen, puisque sans cette victoire ils eussent tous été ou tués ou pris. C'est à cette victoire inespérée qu'ils doivent d'avoir pu se soustraire à la honte d'une capitulation, ou à l'horreur d'un massacre général.

Vainqueurs, les Anglais battirent en retraite; vaincus,

les Français restèrent dans les positions qu'ils occupaient sur les bords du Mein. Cela nous suffit pour conclure que le gain de la bataille de Dettingen fut tout aussi négatif pour les Anglais que pour les Français, bien que les premiers se l'attribuent, et que les seconds leur en fassent modestement l'abandon.

L'empereur Charles VII, qui voyait ses affaires ruinées par les revers des Français en Allemagne, conclut, avec Marie-Thérèse, un traité par lequel il renonça solennellement à ses prétentions sur l'Autriche, et s'engagea à garder dorénavant une complète neutralité; de son côté, l'impératrice promit de lui restituer son électorat de Bavière, mais seulement à la paix générale. La France, qui primitivement n'avait été que simple auxiliaire, dans la guerre de la succession, eut à supporter alors tout le poids des hostilités. Elle offrit la paix à Marie-Thérèse qui, enivrée de ses succès, la refusa fièrement. Cette impératrice espérait trouver dans la continuation de la guerre, des dédommagements aux cessions de territoire qu'elle avait été obligée de faire à diverses puissances, soit pour les désarmer, soit pour acheter leur concours. Ce qui l'affermissait dans ses résolutions belliqueuses, c'était le nouveau traité d'alliance qu'elle avait signé à Worms avec les rois d'Angleterre et de Sardaigne. La France accepta bravement le rôle que lui imposaient, presque malgré elle, les événements, et déclara la guerre à l'Angleterre et à l'Autriche.

Le commencement de l'année 1744 fut signalé, du côté de la France, par deux actes d'une hostilité déclarée contre l'Angleterre. Le gouvernement de Louis XV, voulant rendre aux Anglais embarras pour embarras, et les punir de leur intervention en Allemagne, équipa à Brest et dans tous les ports de l'Océan voisins de la Grande-Bretagne, une escadre de

vingt-six vaisseaux qui devait porter dans cette île le fils du prétendant, Charles-Édouard, et une armée de vingt-quatre mille hommes. M. de Roquefeuille, qui commandait l'expédition, mit à la voile dans le courant de janvier, et se dirigea vers les côtes de la province de Kent où devait s'opérer le débarquement. A cette nouvelle les débats parlementaires sont interrompus; le peuple anglais se lève tout entier comme un seul homme; les milices de Kent prennent les armes, et, de toutes parts, on proteste énergiquement contre l'invasion étrangère, contre la restauration d'une famille abhorrée. Une escadre anglaise, aux ordres de sir John Norris, s'avance dans le canal de la Manche à la rencontre de la flotte française. Au moment où les deux armées navales allaient décider du sort de l'Angleterre, par une de ces grandes batailles auxquelles sont attachées les destinées des nations, un violent coup de vent les sépare. La flotte anglaise est assez heureuse pour trouver un refuge à quelques lieues de là; mais notre flotte, poussée hors du canal avec une rapidité et une puissance irrésistibles, est jetée sur les côtes de France et s'y brise en partie.

Tandis que ces choses se passaient dans l'Océan, la Méditerranée était le théâtre d'un engagement glorieux pour les armes de la France et de l'Espagne, mais dont les résultats furent en quelque sorte nuls. Seize vaisseaux espagnols, poursuivis par une flotte anglaise de trente-quatre vaisseaux, aux ordres de l'amiral Matthews, s'étaient réfugiés dans le port de Toulon, et y étaient bloqués depuis quatre mois par les Anglais, lorsque l'amiral espagnol, don Joseph de Navarro, forma la résolution, malgré son extrême infériorité, de livrer combat à la flotte britannique. Il avait mis à profit son séjour à Toulon pour exercer ses canonniers en les faisant tirer au blanc, et en récompensant ceux

qui se distinguaient par leur adresse. Quatorze vaisseaux français, équipés à la hâte et commandés par l'amiral de Court, âgé de quatre-vingts ans, se réunirent aux seize vaisseaux espagnols, ce qui ne formait encore qu'un effectif de trente vaisseaux. La flotte anglaise avait donc quatre vaisseaux de plus que les flottes combinées; cette supériorité numérique, jointe à la supériorité de l'expérience et de la tactique, semblait devoir lui assurer le succès; mais après une action très vive, la victoire resta indécise. Les flottes se séparèrent aussi maltraitées les unes que les autres; celle d'Espagne obtint du moins cet avantage de pouvoir gagner Carthagène; celle d'Angleterre alla réparer ses avaries à Minorque, et la flotte française rentra triomphalement à Toulon qu'elle avait débloqué. Voici un exemple bien frappant de l'incroyable orgueil de nos voisins d'outre-Manche : l'amiral Matthews fut traduit par le gouvernement anglais devant une cour martiale et condamné à ne plus servir, parce qu'il n'avait pas vaincu les flottes combinées de France et d'Espagne. L'Angleterre, ne voulant pas s'avouer à elle-même ni au monde que son épée n'était pas invincible, aimait mieux rejeter le non-succès du combat naval de Toulon sur l'incapacité ou le manque de zèle de son amiral.

La France, pour lutter honorablement contre la puissance anglaise et contre la puissance autrichienne, prit toutes les mesures que lui dictaient sa vieille expérience et l'ardent désir qu'elle nourrissait de conserver intact l'héritage de gloire que lui avait légué Louis XIV. On rétablit l'impôt du dixième, qui avait été levé à l'occasion de la guerre de 1734; on institua des rentes sur les gabelles, sur les aides, sur les tailles, sur les postes; on créa des tontines, une loterie royale, et une foule d'offices nouveaux,

Avec toutes ces ressources, on mit sur pied de grandes armées, et l'on remporta de signalées victoires.

Il était temps que la cour de Versailles songeât sérieusement à faire acte de vigueur. Les Impériaux, enflés des avantages obtenus par eux dans les précédentes campagnes, inondaient déjà l'Alsace, la Franche-Comté et les Trois-Évêchés, de manifestes, par lesquels ils invitaient les populations à retourner sous l'obéissance de la maison d'Autriche. Les armées de Marie-Thérèse menaçaient Naples. L'Angleterre, victorieuse en Allemagne, promenait sur toutes les mers son pavillon dominateur. La Hollande enfin était sur le point de réunir ses armes à celles de l'Autriche et de la Grande-Bretagne, pour humilier la France.

Cette puissance opposa quatre armées à la ligue redoutable formée contre elle. L'une, sous le prince de Conti, devait escalader les Alpes, et aller prêter main-forte aux Espagnols dans la Lombardie ; l'autre, sous le maréchal de Coigny, avait mission de défendre l'Alsace ; la troisième, commandée par le glorieux vaincu de Dettingen, le maréchal de Noailles, était spécialement destinée à assiéger les places de guerre ; enfin, la quatrième, forte de cent mille hommes, et ayant à sa tête Louis XV en personne, marcha sur la Flandre pour en faire la conquête. Ce plan d'opération n'avait qu'un défaut, mais il était grave, c'était de diriger le principal effort de la France contre les Pays-Bas, au lieu de le diriger contre l'Allemagne, seul point où les coups portés à la coalition pussent être décisifs. Il est vrai que le comte d'Aremberg et Wade occupaient les Pays-Bas avec soixante-dix mille Anglais et Autrichiens auxquels devaient se joindre les Hollandais, et qu'il était important de ne pas laisser entamer la France de ce côté ; mais une armée d'observation de cinquante mille hommes, avec la

ceinture de places fortes qui protégeait notre frontière au Nord, suffisait pour arrêter Wade et le comte d'Aremberg; tandis que les autres cinquante mille hommes, rendus disponibles par cette combinaison, pouvaient, en se réunissant à l'armée du maréchal de Coigny, la mettre en état de prendre vigoureusement l'offensive au-delà du Rhin.

Au reste, ce plan, que nous ne donnons pas comme nôtre, fut précisément celui que l'on adopta quand on eut reconnu le vice capital du premier. Les cent mille Français, qui envahissaient les Pays-Bas sous les yeux du roi, étaient commandés par le fameux comte de Saxe, promu nouvellement à la dignité de maréchal de France. A l'approche de cette formidable armée, les Hollandais, remplis de terreur, se hâtèrent d'envoyer des députés à Louis XV pour implorer sa miséricorde. Sans faire la moindre attention à leurs doléances, on s'empara, eux présents, de Courtrai et de Menin. Après ce beau début on prit Ypres, Knoque, Furnes, sans que les généraux anglais et autrichiens osassent tenter la moindre chose pour empêcher la reddition de ces places; et l'on se disposait à faire passer ainsi toute la Flandre sous le joug français, lorsqu'on apprit que quatre-vingt mille Impériaux, conduits par le prince Charles, après avoir passé le Rhin, à Spire, avaient forcé les lignes de Weissembourg, et repoussé devant eux la trop faible armée du maréchal de Coigny. Alors on comprit que c'était en Alsace qu'il était urgent de porter les principales forces. Louis XV laissa quarante-cinq mille hommes au maréchal de Saxe, avec ordre de ne rien hasarder et de s'attacher seulement à conserver les conquêtes nouvellement faites. Avec le reste de ses troupes il se dirigea vers l'Alsace. Ce fut à son passage à Metz qu'il tomba dangereusement malade. La France qui, avant de couper la tête à ses rois, avait

pour eux une sorte de culte idolâtrique, s'émut douloureusement à la nouvelle de cette maladie de Louis XV, comme si Louis XV eût été le meilleur, le plus accompli de tous les monarques. Le maréchal de Noailles, qui avait pris les devants pour arrêter les progrès du prince Charles en Alsace, trouva les Impériaux en pleine retraite par suite d'un événement aussi grave qu'inattendu.

Le roi de Prusse, Frédéric II, après s'être emparé de la Silésie, avait, comme nous l'avons vu, fait défection à la France, et s'était réuni à Marie-Thérèse, par le traité de Breslau, qui lui garantissait la possession de son importante conquête. La politique lui avait commandé d'en agir ainsi, alors que Marie-Thérèse était à la veille de succomber sous le nombre de ses ennemis; il dut craindre que l'empereur Charles VII, devenu trop puissant, ne lui reprît un jour cette Silésie, objet de sa plus ardente ambition. Mais quand ce même Charles VII eut été accablé sous les armes triomphantes de l'impératrice-reine; quand cette princesse, aidée de l'Angleterre, de la Hollande, de la Saxe, de la Sardaigne, eut consolidé sur son front la couronne impériale, et prouvé à l'Europe qu'elle était la digne héritière des Césars, Frédéric II commença à redouter qu'elle ne voulût bientôt lui arracher la Silésie. Dans cette appréhension, qui était parfaitement fondée, le roi de Prusse signa, le 5 avril 1744, à Francfort, un traité secret avec la France, l'empereur Charles VII, l'électeur palatin et le roi de Suède. L'objet de ce traité était de faire contrepoids au traité de Worms, et de mettre un frein à l'entreprenante ambition de l'Angleterre et de l'Autriche.

A peine le prince Charles eut-il envahi l'Alsace, que le roi de Prusse, à la tête de quatre-vingt mille hommes, fit irruption en Moravie et en Bohême, et s'empara en douze

jours de l'importante ville de Prague, défendue par une garnison de dix-huit mille hommes. Le prince Charles se hâta alors de repasser le Rhin pour aller s'opposer à Frédéric. Les Français commirent la faute de le laisser s'éloigner sans le forcer à une action qui eût infailliblement retardé sa marche, quelle qu'en eût été l'issue, et qui eût donné le temps aux Prussiens d'achever la conquête de la Bohême, et peut-être de pousser plus loin leurs avantages; le maréchal de Noailles se contenta d'investir Fribourg, dont il se rendit maître après deux mois de siége. Le prince Charles, avec le concours de vingt-cinq mille Saxons, parvint à expulser les Prussiens de la Bohême. Il les poursuivit jusqu'en Silésie, dont il manqua de s'emparer entièrement.

Les succès et les revers se compensaient, comme on le voit. L'Europe était en feu d'un bout jusqu'à l'autre; mais de toutes les puissances qui s'agitaient, qui combattaient, la plus active, la plus infatigable était l'Angleterre. Elle ne se bornait pas à livrer des combats, à donner des batailles sur terre et sur mer, elle soudoyait, de ses immenses trésors, l'impératrice-reine, le roi de Pologne, le roi de Sardaigne, et une foule d'autres princes moins importants. L'empereur Charles VII étant venu à mourir, on crut généralement que la guerre allait cesser avec la cause qui l'avait fait naître; mais la guerre continua avec plus d'acharnement que jamais. Le fils de Charles VII, craignant de finir aussi misérablement que son père, abandonna l'alliance de la France, qui avait fait tant de sacrifices déjà pour soutenir les droits de sa maison, et courba la tête sous la main de fer de Marie-Thérèse. Il gagna à cette défection de conserver intégralement son électorat de Bavière que son père avait été sur le point de perdre, et d'augmenter le nombre des stipendiés de la Grande-Bretagne.

Quant à Louis XV, il combattait à contre cœur, et aurait fait volontiers de notables concessions pour obtenir la paix; non pas qu'il ne fût en état de soutenir la guerre avec avantage en Flandre et en Allemagne, mais il était dépourvu de toute ambition guerrière, et préférait les enivrements de l'amour dans les bras de madame de Chateauroux, à cette soif de victoires et de triomphes dont son bisaïeul Louis XIV était dévoré.

Il se prépara donc de fort mauvaise grâce à cette immortelle campagne de 1745 qui devait illuminer un moment du plus vif éclat son règne d'ailleurs si pâle, si décoloré. S'étant arraché aux délices de Versailles, il alla, comme l'année précédente, se mettre à la tête de son armée de Flandre, composée de cent six bataillons complets et de cent soixante douze escadrons. Le maréchal de Saxe commandait cette masse imposante, qui avait commencé la campagne par le siége de Tournay. Les Hollandais qui, jusqu'alors, s'étaient tenus dans une prudente circonspection, jugèrent à propos d'en sortir quand ils apprirent qu'une des principales villes des Pays-Bas était investie. L'armée combinée se dirigea donc sur Tournay avec la résolution de livrer bataille aux Français pour sauver cette place. A son approche, le maréchal de Saxe quitta ses lignes de siége avec la plus grande partie de son armée, franchit l'Escaut et se rangea en bataille dans une plaine située au-delà de ce fleuve, et à travers laquelle les alliés devaient inévitablement passer pour venir jusqu'à lui. Il avait laissé dix-huit mille hommes devant Tournay afin de contenir la garnison assiégée; il en posta six mille sur l'Escaut pour garder les ponts et assurer ses communications avec les troupes assiégeantes.

Le centre de l'armée française était couvert par le village

de Fontenoy; sa droite s'appuyait au village d'Antoin et sa gauche au bois de Barri. Ces villages et ce bois étaient garnis d'une nombreuse artillerie qui les rendaient en quelque sorte inabordables. Un chapelet de redoutes s'étendait d'Antoin à Fontenoy et de Fontenoy aux extrémités du bois de Barri. C'était un véritable camp retranché dont les feux croisés présentaient à l'ennemi un obstacle que toute sa bravoure était impuissante à surmonter. Le champ de bataille avait tout au plus neuf cents toises de largeur: c'est dans cet étroit espace, comme dans un champ clos, que devait se vider la vieille querelle de la France et de l'Angleterre.

Le duc de Cumberland commandait l'armée combinée; elle se composait de cinquante cinq mille combattants; sa principale force consistait en vingt bataillons et vingt-six escadrons anglais auxquels s'étaient joint cinq bataillons et seize escadrons hanovriens. Fiers de leur victoire de Dettingen, les soldats de Cumberland se croyaient invincibles; la terrible épée de la France allait leur prouver le contraire dans la plaine immortelle de Fontenoy. Quarante escadrons et vingt-six bataillons, formaient le contingent de la Hollande, sous le commandement du jeune et bouillant prince de Waldeck. Quant à l'Autriche, pour laquelle on combattait, elle n'était représentée que par huit escadrons, ce qui eût été dérisoire, si, à la tête de cette poignée d'hommes, il n'y avait eu un vieux et renommé capitaine, le comte de Kœnigseck qui valait à lui seul toute une armée.

On est vraiment surpris que les alliés aient pu concevoir l'espoir de forcer le maréchal de Saxe dans la position formidable qu'il occupait. Peut-être qu'en voyant les Français retranchés, contre leur habitude, ils pensèrent qu'ils avaient peur, et que ce sentiment les rendrait plus faciles à vaincre; peut-être que leur présomption leur fit croire qu'aucun retran-

chement n'était capable de les arrêter. Toujours est-il que le 11 mai 1745, dès six heures du matin, ils engagèrent avec nous une vive canonnade qui se prolongea plusieurs heures sans résultat sensible de part ni d'autre. Le comte de Kœnigseck donna le conseil aux alliés de s'en tenir là, se fondant sur ce que l'objet qu'ils s'étaient proposé, était rempli, puisque l'armée française avait été obligée d'interrompre ses travaux devant Tournay. L'impatiente ardeur du duc de Cumberland et du prince de Waldeck ne tint aucun compte de la vieille expérience de Kœnigseck, et l'attaque fut résolue.

Trois fois les Anglais, avec une bravoure admirable, attaquèrent Fontenoy, et trois fois ils furent repoussés par des décharges meurtrières et furieuses qui leur emportaient des lignes tout entières. Les Hollandais, avec non moins de courage, assaillirent le village d'Antoin, à plusieurs reprises; mais, foudroyés, écrasés par une pluie de feu, de boulets et de mitraille, ils n'osèrent plus revenir à la charge.

Frémissant de rage et de honte, les Anglais, n'ayant pu emporter Fontenoy de front, résolurent de le tourner. Ils s'avancèrent dans l'espace compris entre ce village et les redoutes du bois de Barry; la nécessité où ils se trouvèrent de dérober leurs ailes aux ravages des batteries françaises qui tiraient à droite et à gauche avec un fracas épouvantable, les fit se former en une colonne épaisse, profonde, redoutable, qui, semblable à un immense bloc de granit lancé par un volcan, renversa, dispersa, extermina tout sur son passage.

Cette terrible colonne marchait lentement et en faisant un feu continuel de mousqueterie et d'artillerie. Toujours serrée, toujours ferme, les accidents de terrain ne l'ébranlaient pas. Nos canons la battaient en brèche comme une forte-

resse mouvante, et faisaient, dans ses flancs déchirés, des trouées larges et sanglantes qui se refermaient aussitôt. Deux lignes d'infanterie française, trop faibles pour résister à la force d'impulsion de cette masse formidable, furent rompues. L'une de ces lignes se composait des gardes françaises. Les Anglais, parvenus à cinquante pas, saluèrent les Français en ôtant leurs chapeaux, et leur crièrent : « Messieurs des gardes françaises, tirez. » Les Français répondirent : « Nous ne tirons jamais les premiers, tirez vous-mêmes. » L'ennemi commença alors un feu roulant qui emporta le premier rang de notre ligne ; les trois autres rangs se dispersèrent.

Le malheur voulut que la colonne anglaise ne rencontra que des corps isolés qui vinrent successivement s'offrir à ses coups, et dont elle eut aisément raison. La faute ne doit pas en être imputée au maréchal de Saxe, qui ne s'attendait nullement à une attaque de ce genre. Les Anglais eux-mêmes ne savaient pas, au commencement de la bataille, qu'ils attaqueraient dans cet ordre. Ce fut le hasard seul qui présida à leurs mouvements et qui faillit leur donner la victoire. Sans s'en douter ils renouvelèrent à Fontenoy la fameuse manœuvre qui fit triompher Épaminondas à Leutrez et à Mantinée. Mais le général Thébain n'avait pas en tête un maréchal de Saxe.

Ce grand capitaine se trouvait alors dans un état de langueur et d'épuisement qui lui permettait à peine de se tenir à cheval. Quand ses forces l'abandonnaient totalement, il se faisait porter au milieu des troupes dans une litière d'osier. Le maréchal contemplait de sang-froid les progrès effrayants de la colonne anglaise. Il dirigea contre elle une première charge de cavalerie qui ne réussit pas. Une seconde charge n'eut pas plus de succès. L'étonnement et la

confusion commençaient à se mettre dans les rangs de l'armée française. Le maréchal de Saxe ne pouvant plus prévoir quelle serait l'issue de la bataille, fit dire au roi et au dauphin qu'il les conjurait de s'éloigner. Le roi répondit que, quelque chose qu'il arrivât, il était déterminé à rester où il était. La colonne avançait toujours à travers les morts et les blessés, qui s'entassaient par milliers sous l'effroyable feu qu'elle faisait de toutes parts.

Autour du roi étaient rassemblés une multitude d'officiers généraux qui délibéraient en tumulte sur le parti qu'il y avait à prendre. Chacun donnait un avis différent; mais tous s'accordaient à conseiller au roi de ne pas s'exposer davantage, et de quitter un champ de bataille où la victoire pouvait devenir infidèle à ses drapeaux. Louis XV demeura inflexible. Le maréchal de Saxe survint alors, et annonça que la défaite des Anglais était certaine. Nos boulets avaient fait éprouver des pertes considérables à la colonne anglaise; ses vides ne se remplissaient plus; elle n'avait plus ni la même consistance ni la même fierté. De l'avis du duc de Richelieu, on pointa alors quatre pièces de canon sur le front même de la colonne. L'effet en fut terrible: une brèche énorme ne tarda pas à s'y faire remarquer. C'est à ce moment que la réserve de cavalerie, composée de la maison du roi, reçut l'ordre de fondre sur l'ennemi. Gardes-du-corps, gendarmes, chevau-légers, mousquetaires, carabiniers, grenadiers à cheval, tout s'ébranle à la fois, tout se précipite au pas de course. L'espace en un instant est dévoré. Une horrible mêlée, un atroce carnage, commencent. Notre valeureuse cavalerie pénètre dans les rangs des Anglais, malgré leurs efforts désespérés, héroïques; elle les fauche, elle les massacre, elle les foule impitoyablement sous ses pieds; les intrépides enfants d'Albion se dressaient

encore tout sanglants, tout meurtris, tout défigurés, et retombaient bientôt, frappés de nouveaux coups, pour ne plus se relever. Neuf mille Anglais périrent ainsi. Ceux qui survécurent parvinrent à se rallier; et ils se retirèrent en assez bon ordre.

Telle fut la mémorable bataille de Fontenoy, qui eut un retentissement et une portée immenses; qui, non seulement prépara la conquête des Pays-Bas, mais compensa d'avance toutes les pertes que, dans la suite, nous firent essuyer sur mer les Anglais. Le maréchal de Saxe reconnut avoir commis une faute, en ne faisant pas construire une redoute de plus entre Fontenoy et le bois de Barry; il est certain qu'il n'en eût pas fallu davantage pour arrêter la colonne anglaise; mais aussi, qui pouvait prévoir que nos voisins d'outre-Manche feraient cette pointe téméraire au centre de nos positions, au risque d'être hachés, d'être accablés, comme ils le furent?

Un des premiers résultats de la victoire de Fontenoy, fut la reddition de Tournay. Une longue suite de triomphes s'ouvrait devant Louis XV; mais ce monarque, qui n'aimait pas la guerre, comme nous l'avons déjà dit, fit proposer la paix aux alliés. Ceux-ci en furent tellement surpris, qu'ils ne purent croire à la sincérité des ouvertures du roi de France. Les Hollandais, sur qui allaient retomber en grande partie le poids de la guerre, n'auraient pas demandé mieux que de traiter; Marie-Thérèse, de son côté, qui luttait contre le roi de Prusse en Silésie, contre les Français, les Espagnols et les Napolitains, en Italie, et contre une autre armée française vers le Mein, ne se serait probablement pas montrée fort contraire à un accommodement; mais le cabinet de Londres, qui dirigeait tout, et dont les subsides étaient le nerf de la coalition, ne voulut point de la paix. La cupi-

dité, la jalousie, la vengeance, toutes les passions mauvaises dont il était animé, lui faisaient une loi de continuer les hostilités, et les hostilités continuèrent.

La ville de Tournay prise, on songea à s'emparer de Gand, qui renfermait d'immenses magasins. L'armée vaincue à Fontenoy s'était retirée sous Bruxelles; elle présentait encore une force respectable, et il était important de lui dérober le mouvement que l'on voulait faire sur Gand. Deux colonnes dirigées, l'une par le comte de Lovendhal, l'autre par le marquis du Chaila, s'acheminèrent, chacune par une route différente, vers cette place, dont la garnison ne s'élevait qu'à six cents hommes. Malgré le profond mystère dont cette expédition fut environnée, les Anglais en eurent vent, et ils envoyèrent en toute hâte six mille hommes au secours de la ville menacée. Cette troupe rencontra, chemin faisant, la colonne du marquis du Chaila. Une action très vive, très meurtrière, s'engagea aussitôt; les Anglais furent entièrement défaits. Le même sang-froid, la même bravoure, qui avaient donné la victoire aux Français à Fontenoy, la leur procurèrent encore en cette occasion. Il est à remarquer que, dans la profonde terreur où ce désastre plongea les Anglais, plusieurs centaines d'entre eux se rendirent à quarante soldats français, du régiment de Normandie, ayant à leur tête une officier nommé Blondel d'Azincourt. Azincourt! Quels pénibles souvenirs ce nom seul rappelle! et comme on applaudit de cœur et d'âme au courage de ce brave officier qui vengea si noblement la honte de nos ancêtres, et dont le nom, dans cette circonstance, a une si haute et si remarquable signification!

Le marquis du Chaila et le comte de Lovendhal se rendirent maîtres de Gand presque sans coup férir. Bruges, Dendermonde, Oudenarde, Ostende, Nieuport, Ath, tom-

bèrent également au pouvoir des Français. De toutes ces villes, Ostende fut la plus savamment, la plus vigoureusement défendue. Outre une garnison de quatre mille hommes, moitié anglaise et moitié autrichienne, la flotte d'Angleterre vint prêter à la place assiégée son puissant concours. Elle canonna vivement les Français. Ceux-ci n'en continuèrent pas moins leurs travaux avec une infatigable activité; et, au bout de quinze jours, Ostende fut à eux. La prise de quelques autres villes moins importantes compléta la conquête de la Flandre. L'Angleterre et les Provinces-Unies furent dans la consternation.

Jusque-là, le cabinet de Londres avait répondu, par un refus formel, à toute proposition de la cour de Versailles, tendant à échanger les prisonniers français contre les prisonniers anglais. La raison de ce refus, c'est que les premiers étaient en bien plus grand nombre que les seconds, et que l'Angleterre n'aurait pas trouvé son compte à donner beaucoup et à recevoir peu. D'ailleurs, le gouvernement anglais, avec cette déloyauté et cette perfidie qui sont une seconde nature chez lui, avait fait arrêter, quelques années auparavant, contre toutes les règles du droit des gens, le maréchal de Belle-Isle et son frère, tous les deux investis d'un caractère diplomatique. La France réclama vainement contre cette infâme violation des droits les plus sacrés. Elle offrit de payer la rançon des deux illustres prisonniers; l'Angleterre s'y refusa; et, pour colorer son refus d'un prétexte plausible, elle déclara le maréchal de Belle-Isle et son frère, prisonniers d'état, les assimilant à des sujets anglais, ce qui était le comble de l'absurdité et de la mauvaise foi. Les deux frères étaient nés sujets français, ils avaient toute leur vie servi la France en bons et loyaux gentilshommes; ils ne devaient rien à l'Angleterre que leur

haine. L'Angleterre s'en vengea à sa manière, par un lâche et odieux guet-apens. Honte à elle!

Tout cartel d'échange entre les prisonniers anglais et les prisonniers français, demeura donc suspendu durant plusieurs années. Mais après notre grande victoire de Fontenoy, et la rapide conquête de la Flandre, le gouvernement anglais s'étant aperçu que le nombre de ses prisonniers en France avait considérablement augmenté, et qu'il était de beaucoup supérieur à celui des Français prisonniers en Angleterre, proposa au cabinet de Versailles de rétablir le cartel, ce qui fut accepté, après toutefois que le cabinet britannique eut renvoyé, sans rançon, le maréchal de Belle-Isle et son frère. On voit que le malheur parvient à adoucir, à humaniser les Anglais; c'est la prospérité qui les rend si arrogants, si impérieux et si fiers.

Nos triomphes éclatants dans les Pays-Bas n'empêchèrent pas que François de Lorraine, grand-duc de Toscane, et époux de Marie-Thérèse, fût élu et couronné empereur à Francfort. Le but apparent que la France s'était proposé en entreprenant cette guerre, se trouvait donc manqué; la couronne impériale était encore une fois dévolue à l'ambitieuse maison d'Autriche. Mais ce que l'on n'a pas assez remarqué, c'est que ce résultat n'était pas précisément ce que la France avait appréhendé le plus. Après tout, il lui importait peu que la maison de Hapsbourg fût en possession de ce vain hochet, qu'on appelait le sceptre des césars; ce qui lui importait, c'était qu'on lui arrachât quelques-unes de ses plus riches, de ses plus populeuses provinces, et que sa domination se trouvât réduite à des proportions moins menaçantes pour l'indépendance de l'Europe. Voilà le secret de cette fameuse guerre de la succession d'Autriche; voilà ce qui explique pourquoi la France favorisa constamment

les acquisitions de la Prusse, même à son propre détriment, sachant bien qu'elle gagnerait toujours assez si l'Autriche perdait beaucoup.

Le roi de Prusse, tour à tour allié et ennemi de la France, selon que son intérêt le jetait dans nos rangs ou le poussait dans les rangs contraires, joua durant toute cette guerre un rôle assez peu chevaleresque, assez peu honorable. Nous l'avons vu d'abord attaquer Marie-Thérèse et lui enlever la Silésie; nous l'avons vu ensuite faire sa paix avec elle; puis, l'attaquer de nouveau au moment où, se reposant sur la foi des traités, l'impératrice-reine avait tourné toutes ses forces contre la France. Enfin, pour couronner une conduite, en apparence si fantasque, si bizarre, et qui n'était qu'habile et profondément calculée, il s'empara, après une suite de victoires signalées, de la capitale de la Saxe, et y signa une seconde fois la paix avec l'Autriche, laissant la France se débrouiller comme elle pourrait, au milieu de l'inextricable cahos d'une guerre où tous les intérêts de l'Europe se trouvaient engagés.

Le but que se proposa désormais la cour de Versailles fut de conquérir la paix à force de victoires. Le but de l'Autriche fut tout autre; elle voulait se dédommager, par des conquêtes sur la France, des pertes que lui avait fait essuyer le roi de Prusse. Le plan n'était pas mal conçu; il ne s'agissait seulement que de le réaliser. Marie-Thérèse avait à sa disposition, il est vrai, l'argent, les armées et les flottes de l'Angleterre, mais l'Angleterre, qui veut bien se servir des autres comme instruments, et qui n'entend servir d'instrument à personne, retira son concours dès qu'elle eut vu où tendait l'ambition de l'impératrice-reine. Beaucoup de sang coula encore avant le jour où l'Angle-

terre, repue de carnage, et lasse de s'engraisser de nos dépouilles, se détermina à donner la paix au monde.

Ce que n'avait pu opérer la puissante volonté de Louis XIV; ce que, tout récemment encore, une expédition formidable avait tenté inutilement, faillit s'accomplir au moyen d'une petite frégate de dix-huit canons, qu'un négociant de Nantes prêta au prince Charles-Édouard, fils du prétendant, Jacques III. Ce frêle bâtiment, que l'on destinait à la conquête de trois royaumes, ne portait que sept officiers, dix-huit cents sabres, douze cents fusils et quarante-huit mille francs. Il mit à la voile de Nantes le 12 juin 1745, et cingla vers le nord de la Grande-Bretagne, escorté d'un vaisseau de soixante-quatre canons, nommé l'*Élisabeth*. Le gouvernement français ignorait complètement cette entreprise. Arrivé en pleine mer, on rencontra trois gros vaisseaux anglais qui convoyaient une flotte marchande. L'un de ces vaisseaux se détacha pour combattre l'*Élisabeth*, tandis que la petite frégate, excellente voilière, gagna rapidement les côtes d'Écosse. Le premier soin du prétendant, dès qu'il eut pris terre, fut de déclarer par un manifeste que c'était à l'aide seule de ses concitoyens qu'il voulait rentrer dans l'héritage de ses ancêtres. Cette déclaration lui valut immédiatement une armée de trois mille montagnards, à la tête desquels il marcha sur Edimbourg où il fut proclamé régent des trois royaumes pour son père.

Le roi Georges II, se trouvait alors sur le continent. C'est à peine si, dans toute la Grande-Bretagne, il y avait six mille hommes de troupes réglées. Le cabinet de Londres, dans le premier moment d'effroi et de stupeur où le jeta cette audacieuse tentative, se hâte de mettre à prix la tête de Charles-Édouard. Une petite armée anglaise de quatre mille hommes, rassemblée à grand'peine, marcha contre le

prétendant et lui livra bataille à Preston-Pans. Le prétendant fut vainqueur. Alors il travailla activement à introduire de l'ordre dans ses affaires et à se créer un gouvernement, une cour, une armée régulière. Six mille hommes furent bientôt rangés sous ses drapeaux. La France et l'Espagne lui envoyèrent de l'argent, des armes et des munitions; la cour de Versailles accrédita auprès de lui un agent secret; elle fit plus, elle mit à sa disposition un certain nombre d'officiers dont il avait le plus grand besoin pour discipliner ses troupes.

Charles-Édouard comprit qu'il fallait brusquer les choses, sous peine peut-être de voir une réaction éclater contre lui dans cette Écosse même qui l'avait reçu avec tant d'enthousiasme. Il pénétra en Angleterre par le Northumberland, s'empara de Carlisle et s'avança jusqu'à Derby, à trente lieues de Londres. La consternation et l'épouvante étaient au comble dans cette capitale. Charles-Édouard ne s'aventura pas plus loin. Le duc de Cumberland s'était mis en devoir de lui barrer le passage avec des forces supérieures. Une bataille gagnée pouvait seule lui ouvrir le chemin de Londres; mais avec une armée mal aguerrie et plus mal disciplinée, il n'osa pas affronter les vieilles troupes du duc de Cumberland, et prit le parti de la retraite.

De retour en Écosse il y trouva de nouveaux secours de la France; mais ces secours étaient tellement insuffisants, qu'il jugea que Louis XV avait moins en vue de soutenir efficacement les prétentions des Stuarts que d'opérer une diversion favorable à ses propres intérêts seulement. Charles-Édouard ayant assiégé le fort de Stirling, le général anglais Hawley accourut avec plusieurs régiments de dragons pour secourir cette place. Le prétendant marcha à sa rencontre avec ses montagnards, lui livra bataille à Falkirk, et le mit

dans une complète déroute. Ce fut le dernier succès de Charles-Édouard. Le duc de Cumberland, rallia les débris de l'armée vaincue, y joignit un renfort de six mille Hessois et fit lever le siége de Stirling à Édouard, qui se retira dans Inverness. Le duc de Cumberland s'étant approché de cette ville pour en chasser le prétendant, celui-ci vint au-devant de lui avec la résolution de le combattre. L'action s'engagea le 27 avril 1746, dans un lieu nommé Culloden. Les Anglais étaient au nombre de onze mille, et avaient une artillerie bien servie. Édouard ne comptait sous ses drapeaux que sept à huit mille hommes. Cette infériorité numérique tourna au désavantage du prétendant qui fit, du reste, tout ce qu'il pouvait faire pour conjurer la ruine de son parti. La bataille fut complètement perdue pour lui, et ses troupes mises en fuite ou taillées en pièces. Si l'on en juge par les pertes de l'armée anglaise, les rebelles, puisque c'est ainsi qu'on les appela après leur désastre, ne durent pas lui opposer une bien vive résistance : elle n'eut que cinquante morts et deux cent cinquante-neuf blessés.

Édouard, après la défaite et la dispersion de son armée, se laissa entraîner au torrent des fuyards. Demeuré seul bientôt, il erra cinq mois entiers sous divers déguisements, et faillit mille fois tomber au pouvoir de ses implacables ennemis. Enfin, après des fatigues, des privations, des dangers inouis, languissant, affaibli et couvert de misérables haillons, il fut recueilli par un corsaire de Saint-Malo qui, trompant la vigilance des croisières anglaises, le débarqua sain et sauf en France.

A la défection du roi de Prusse et au lamentable désastre du prétendant, Louis XV répondit par la conquête du Brabant qui fut un nouveau pas de fait vers cette paix si

ardemment désirée. Nous ne suivrons pas le maréchal de Saxe et le prince de Conti dans toutes leurs savantes évolutions; nous n'énumérerons pas toutes les villes dont ils se rendirent maîtres, et parmi lesquelles figuraient en première ligne Bruxelles, qui fut pris au cœur de l'hiver, Louvain, Malines, Anvers, Mons, Charleroi, Namur. Après que les Français se furent emparés de cette dernière ville, ils marchèrent droit aux alliés qui, adossés à la Meuse, et formidablement retranchés entre Liége et Maëstricht, les attendirent de pied ferme. Le maréchal de Saxe n'avait pas eu d'abord l'intention de leur livrer bataille; il avait même fait proposer au prince Charles, qui commandait les forces combinées, de prendre chacun de son côté, leurs quartiers d'hiver. A cette proposition courtoise et polie, le prince Charles répondit fièrement qu'il n'avait pas de conseils à recevoir de ses ennemis. « Puisqu'il s'y refuse, dit alors le maréchal, nous saurons bien l'y forcer. »

Il ne restait plus qu'à combattre. L'armée combinée s'élevait à quatre-vingt mille hommes, et l'armée française à cent-vingt mille; mais la première était protégée par les trois villages de Liers, de Warem et de Raucoux, garnis d'une nombreuse et redoutable artillerie, et qu'il fallait emporter pour arriver jusqu'à elle. La position des alliés était à peu près semblable à celle des Français à Fontenoy, avec cette différence que le maréchal de Saxe ne renouvela pas la faute des Anglais; il enleva à la baïonnette les deux postes de Warem et de Raucoux, et chargea ensuite avec impétuosité l'armée combinée qui fut rompue et mise hors de combat.

Cette bataille de Raucoux se livra le 11 octobre. La nuit qui survint avant que les Français n'eussent pu compléter leur victoire, permit aux alliés de repasser la Meuse et d'é-

viter une entière destruction. Le sang versé dans cette journée, le fut inutilement; nous ne recueillîmes que de la gloire à battre les forces anglaises, hollandaises et autrichiennes réunies. Or, ce n'est pas là seulement le but que l'on doit se proposer à la guerre, et probablement le maréchal de Saxe en avait ambitionné un autre, celui d'écraser l'armée combinée, imprudemment acculée à un fleuve. Vainqueurs et vaincus entrèrent respectivement dans leurs quartiers, et tout en demeura là dans les Pays-Bas pour l'année 1746.

Tandis que nous marchions de conquêtes en conquêtes au Nord, nos armes essuyaient d'affreux désastres en Italie. Battu sous les murs de Plaisance, par trente mille Impériaux qui lui tuèrent dix mille hommes, le maréchal de Maillebois exécuta une retraite glorieuse, grâce au sang-froid et à la résolution de son fils, mais qui ne s'arrêta que lorsqu'il eut repassé les Alpes et abandonné l'Italie tout entière aux Autrichiens. Ceux-ci pénétrèrent en Provence, investirent Antibes et menacèrent Toulon et Marseille. Il fallut la présence, l'activité, le courage indomptable du maréchal de Belle-Isle, pour arrêter leurs progrès. L'insurrection de Gênes, qui arriva dans le même temps, et qui leur inspira les plus vives inquiétudes pour leurs communications, jointe aux efforts du maréchal de Belle-Isle, les détermina à une prompte retraite.

Ce n'était pas seulement en Europe que l'on se battait avec cet acharnement sauvage, mais aux extrémités du monde, mais partout où la puissance anglaise et la puissance française étaient en présence. A l'époque où s'alluma la guerre entre l'Angleterre et la France, le chef suprême de nos établissements dans l'Inde, était le fameux Dupleix qui avait mérité cette haute distinction par des prodiges

d'activité, d'audace et de génie, et notamment par la création miraculeuse de la colonie de Chandernagor sur le Gange. Dupleix, pensant que si quelque chose au monde a droit aux égards des hommes, ce doit être le commerce qui est, non seulement le lien des nations, mais une des principales sources de leurs richesses, Dupleix proposa la neutralité à la compagnie anglaise établie à Madras, ville située à quatre-vingt-dix milles de notre établissement de Pondichéry. Les Anglais, qui se flattaient d'avoir aisément raison de notre marine, si inférieure en nombre à la leur, et de ruiner nos établissements rivaux de leurs colonies et de leurs comptoirs, repoussèrent dédaigneusement cette offre qui était dictée tout à la fois par la raison et par l'humanité.

Les Anglais avaient voulu la guerre, ils l'eurent avec toutes ses horreurs. Méhé de la Bourdonnais, gouverneur des îles Maurice et de Bourbon, équipa une petite flotte de neuf navires armés en guerre, et portant deux mille trois cents soldats blancs et huit cents noirs, qu'il avait formés lui-même à la discipline européenne, et qui étaient de bons artilleurs. Il gagna les mers de l'Inde, et y rencontra l'escadre de l'amiral Barnet, qui avait déjà fait un grand nombre de prises, et qui se tenait à la portée des villes de Madras et de Pondichéry pour inquiéter l'une et pour défendre l'autre. La Bourdonnais attaque cette escadre, la bat, la disperse, et va mettre le siége devant Madras, qui n'avait, pour toute garnison, que cinq cents hommes. Le gouverneur se rendit, et paya pour la rançon de la ville une somme de dix millions de nos livres environ.

Après ces deux grands succès, tout devenait possible aux Français dans l'Inde. Malheureusement une rivalité funeste,

déplorable, éclata entre Dupleix et la Bourdonnais, et neutralisa l'ardeur et les efforts de ces deux hommes faits pour anéantir la puissance anglaise, dans ces contrées lointaines où elle ne faisait que de naître. Dupleix, sous prétexte que la rançon de Madras n'était pas assez forte, cassa la capitulation jurée et signée par la Bourdonnais, s'empara de la ville noire, qui forme une partie de Madras, et la détruisit de fond en comble, au grand étonnement et au grand désespoir des colons anglais qui ne comprenaient rien à cette étrange manière d'agir. Dupleix ne borna pas là ses violences; il s'empara des vaisseaux de la Bourdonnais, et voulut même le faire arrêter; il fit signer, par les notables de Pondichéry, des mémoires où le vainqueur de Madras était accusé de cupidité, de malversation, de trahison. La Bourdonnais, rappelé en France, fut, en arrivant à Paris, mis à la Bastille, où il expia, par une cruelle captivité de trois ans et demi, ses brillants triomphes sur les Anglais. Reconnu innocent des imputations calomnieuses que la jalousie de Dupleix avait fait peser sur lui, il sortit enfin de ce cachot qu'on lui avait donné pour capitole; mais il en sortit pour mourir des infirmités qu'il y avait contractées, et qui furent les seules récompenses de ses glorieux travaux, de ses immenses services.

Pour faire oublier son odieuse conduite, sa basse envie, Dupleix dut se signaler par un de ses exploits devant lesquels les hommes, les plus justement prévenus, ne savent qu'admirer, qu'applaudir. Assiégé dans Pondichéry, par une flotte de vingt-une voiles, et par quatre mille soldats anglais et hollandais auxquels s'était joint un égal nombre d'Indous, Dupleix leur opposa la plus indomptable, la plus héroïque résistance, et les força de se retirer après leur avoir fait essuyer des pertes considérables. Le grand

cordon de Saint-Louis fut le prix de cette défense, comparable à tout ce que les fastes militaires renferment de plus éclatant.

Sur la proposition du roi de France, un congrès, dont le but était la pacification de l'Europe, se réunit à Bréda, pendant l'hiver de 1746 à 1747. L'impératrice-reine ne daigna même pas s'y faire représenter. L'Angleterre et la Hollande y parurent pour la forme; et, après de longs et inutiles pourparlers, on se sépara sans avoir rien conclu. La France avait un grand désavantage, c'était que chacune de ses victoires dans les Pays-Bas était doublée d'un revers en Italie; partout où Louis XV et le maréchal de Saxe étaient présents, les alliés avaient le dessous; mais aussi, partout où ils ne l'étaient pas, ces derniers triomphaient.

Pendant la tenue même du congrès de Bréda, les Français firent la conquête du Brabant hollandais. La république des Provinces-Unies se crut alors à deux doigts de sa ruine. Dans son effroi, elle eut recours aux mêmes moyens de salut qu'en 1672, époque de la menaçante invasion de Louis XIV, et elle investit de la dignité de stathouder héréditaire, le prince d'Orange, de la branche de Nassau-Diest, qui fut choisi à l'unanimité.

L'Angleterre, qui cherchait partout des ennemis à la France, conclut alors un traité avec l'impératrice de Russie, Élisabeth Petrowna, qui s'engagea, moyennant un subside de cent mille livres sterling seulement, à faire entrer cinquante mille hommes en Livonie, et à mettre en mer cinquante galères. Ce secours, prodigieux en apparence, était médiocre en réalité. Les fatigues d'une marche longue et pénible, devaient réduire de beaucoup cette armée avant qu'elle ne fût parvenue sur le théâtre des hostilités. Quant aux cinquante galères moscovites, quelle triste figure n'eus-

sont-elles pas faite sur cette terrible mer, qui bat de ses vagues mugissantes nos rivages au nord-ouest! Les cinquante mille Russes, réduits à trente-cinq mille, parvinrent jusqu'en Franconie et n'allèrent pas plus loin, les cinquante galères ne sortirent jamais du port de Cronstadt.

Tandis que les Anglais remuaient le monde entier pour abaisser, pour écraser la France, que se passait-il dans les Pays-Bas? Le maréchal de Saxe nourrissait le grand projet de s'emparer de Maëstricht, qui était la clé de la Hollande, et dont la conquête eût réduit cette opiniâtre république à implorer la paix. L'armée des alliés, commandée par le duc de Cumberland, avait quitté ses quartiers de bonne heure, et, repassant sur la rive gauche de la Meuse, était venue prendre position à Laufeld, entre Maëstricht qu'elle couvrait, et l'armée française. Une bataille était inévitable. Elle eut lieu le 2 juillet 1747. Les savantes dispositions du maréchal de Saxe, la valeur indomptable des Français, obtinrent le résultat que l'on était en droit d'en attendre; les alliés furent battus, mais pas assez complètement pour que le siége et la prise de Maëstricht en fussent la conséquence. L'armée vaincue se retira sous les murs de cette ville, et l'armée victorieuse, après avoir pris les forts de l'Écluse, du Sas de Gand, de la Perle, et quelques autres encore, alla investir Berg-op-Zoom, cet autre boulevart de la Hollande, qui était réputé imprenable. En effet, la nature et l'art s'étaient épuisés à fortifier cette place, que défendait une garnison nombreuse et aguerrie, et que des marais et un bras de l'Escaut environnaient presque de toutes parts. La conduite du siége de Berg-op-Zoom fut confiée au comte de Lovendhal, qui emporta cette ville d'assaut après trois semaines de tranchée ouverte, et sans attendre que les brèches fussent praticables.

C'est à dater seulement de cet audacieux exploit que les alliés commencèrent à rentrer en eux-mêmes et à se montrer moins éloignés de conclure la paix. Jusqu'alors ils avaient compté sur leurs succès en Italie, sur l'élection d'un stathouder en Hollande, qui devait donner un surcroît d'énergie à la résistance des Provinces-Unies, sur la grande armée russe, dont l'arrivée, disait-on, était prochaine; enfin sur la supériorité des flottes de l'Angleterre; mais cette continuité de triomphes obtenus par la France, leur donna à réfléchir sérieusement; à Amsterdam on trembla; à Londres même une vive inquiétude agita les esprits les plus résolus : l'arrogante Angleterre sentit comme un frisson de terreur circuler dans toutes ses veines.

Cependant que de succès sa puissante marine n'avait-elle pas remportés sur nous depuis le commencement de cette guerre ! Au début des hostilités, la France comptait quarante vaisseaux de ligne, et un nombre infiniment plus grand de frégates, corvettes, bricks et autres bâtiments légers. De cette belle armée navale il ne restait plus rien ; tout avait été détruit. L'Angleterre, sans compter une innombrable quantité de navires de toutes grandeurs, nous avait opposé cent vingt vaisseaux de ligne. Le moyen de résister à cela ?

Au nombre des victoires navales de l'Angleterre, il faut compter d'abord la prise de Louisbourg, plus connue sous le nom de Cap-Breton. Cette île importante, située à l'embouchure du fleuve Saint-Laurent, était comme la sentinelle avancée de nos possessions dans l'Amérique du Nord; c'était aussi le centre de nos pêcheries, cette branche d'industrie qui occupait annuellement cinq cents navires et dix mille matelots, et dont le revenu ne s'élevait pas à moins de dix millions de francs. Louisbourg, avec une quantité suffisante de munitions, aurait pu rendre impuissants tous

les efforts des Anglais; malheureusement un navire, envoyé par le gouvernement français pour approvisionner cette colonie de tout ce qui lui manquait, fut capturé, à l'entrée du port, par la flotte anglaise. Louisbourg résista cinquante jours. Aux termes de la capitulation accordée aux assiégés, l'amiral Waren ramena lui-même en France la garnison et tous les habitants.

A peine les Anglais eurent-ils pris possession de Louisbourg, que deux gros vaisseaux de la compagnie française des Indes, et un gros bâtiment espagnol, y abordèrent, ignorant que cette colonie eût changé de maîtres. Ils devinrent la proie des nouveaux possesseurs du Cap-Breton, qu'ils enrichirent de vingt-cinq millions de francs. Il n'est pas étonnant que l'Angleterre, au lieu d'éviter les occasions de se brouiller avec les diverses puissances de l'Europe, les recherche au contraire avec une extrême avidité. La guerre, qui, pour toutes les autres nations, est ruineuse, pour elle devient une source féconde de richesses et de prospérités. La vaste étendue des mers est, pour les Anglais, ce qu'une route écartée est pour une troupe de brigands qui mettent les voyageurs à contribution.

Passons sommairement en revue les principales victoires navales que remportèrent sur nous nos voisins d'outre-Manche. Une flotte de quarante navires marchands faisant voile de la Martinique pour la France, sous l'escorte de quatre vaisseaux de guerre, fut rencontrée par une nombreuse escadre anglaise qui croisait dans le dessein de l'arrêter au passage. Un certain nombre de nos navires marchands tombèrent en son pouvoir, ainsi que deux vaisseaux de l'escorte; les autres furent coulés ou obligés de s'échouer; quelques-uns seulement échappèrent.

Quatorze vaisseaux français, sous les ordres du duc d'An-

ville, reçurent la mission de reprendre Louisbourg et de ruiner la colonie anglaise d'Annapolis, dans la Nouvelle-Écosse. La tempête, à défaut des Anglais, dispersa et détruisit presque entièrement cette escadre, qui fut une des dernières que la France put mettre en mer.

Deux combats glorieux que nous soutînmes contre les Anglais, l'un à la hauteur du Cap-Finistère, l'autre non loin de Belle-Isle, achevèrent d'anéantir notre marine. Dans le premier, le marquis de la Jonquière, chef d'escadre, lutta avec six vaisseaux contre dix-sept bâtiments anglais, dont le plus faible était d'une construction supérieure au plus fort des nôtres. Nos six vaisseaux furent pris, ainsi que sept navires de la compagnie des Indes, armés en guerre. Ce fut pour la France une perte immense en hommes, en matériel et en argent. L'escadre française portait quatre mille marins qui devinrent prisonniers de l'Angleterre. Il ne fallut pas moins de vingt-deux chariots pour transporter à Londres toutes les valeurs métalliques et tous les effets précieux, capturés en cette occasion. Nos voisins firent éclater une joie, un enthousiasme extraordinaires, à la nouvelle de cette victoire de dix-sept de leurs vaisseaux sur six vaisseaux français; ils frappèrent des médailles en l'honneur de ce magnifique triomphe, comme ces enfants qui sont tout fiers, tout glorieux d'avoir écrasé une mouche. Si quelque chose a droit à l'admiration, n'est-ce pas plutôt l'héroïque résistance du marquis de la Jonquière, qui donna le temps au convoi qu'il escortait d'échapper tout entier? Nous n'en voulons pour preuve que le témoignage des Anglais eux-mêmes qui déclarèrent avec une franchise dont il faut leur savoir gré, « qu'ils n'avaient jamais vu une meilleure conduite que celle du commodore français; que tous les officiers de cette nation avaient montré un grand courage, et qu'au-

cun d'eux ne s'était rendu que quand il leur avait été impossible de manœuvrer. »

Quelques mois après le combat du Finistère, se livra celui de Belle-Isle, où huit vaisseaux français, qui escortaient un convoi de deux cent cinquante bâtiments marchands, luttèrent désespérément contre quatorze vaisseaux anglais, aux ordres de l'amiral Hawke. Le convoi fut sauvé, mais six de nos vaisseaux succombèrent. Les deux autres, le *Tonnant* et l'*Intrépide*, rentrèrent à Brest après avoir fait d'effroyables ravages dans les rangs de l'escadre anglaise. Le *Tonnant*, monté par M. de l'Etanduère, soutint quelque temps à lui seul tout l'effort des quatorze vaisseaux anglais. Il parvint à leur échapper, remorqué par l'*Intrépide*, que commandait M. de Vaudreuil, et qui ne s'était pas moins signalé que le *Tonnant*.

De la brillante et formidable marine créée par Louis XIV, il ne restait donc plus que ces deux nobles vaisseaux, tout criblés de boulets, tout noircis d'une fumée héroïque. L'Angleterre était désormais maîtresse de l'Océan ; si elle ne s'empara pas de toutes nos colonies, privées qu'elles étaient des secours de la mère-patrie, et livrées à leurs seules forces, c'est qu'elle ne le voulut pas ; et si elle ne le voulut pas, c'est qu'elle craignit de porter trop d'ombrage aux puissances, dont l'alliance lui était nécessaire pour lutter contre la France. Elle ajourna donc à d'autres temps l'exécution de ses projets, bien convaincue que celles de nos colonies qui étaient à sa convenance, ne pourraient lui échapper.

La campagne de 1748 commença dans les Pays-Bas par le siége de Maëstricht, que le maréchal de Saxe considérait comme une opération décisive, et devant nécessairement amener la paix. Les prévisions du maréchal étaient si justes,

que les alliés demandèrent à traiter dès qu'ils virent Maëstricht investi par l'armée française. Les préliminaires de la paix furent signés à Aix-la-Chapelle entre la France, l'Angleterre et la Hollande, quinze jours seulement après que le siége de cette place si importante eut été entrepris. Les autres puissances belligérantes adhérèrent successivement à ces préliminaires qui, le 18 octobre suivant, furent convertis en une paix définitive.

On a reproché, avec raison, à ceux qui rédigèrent le traité d'Aix-la-Chapelle, une précipitation et une légèreté qui rendirent une nouvelle guerre, non seulement possible, mais inévitable. Louis XV avait déclaré magnanimement qu'il voulait faire la paix, non en marchand, mais en roi. Les Anglais le prirent au mot; ils lui laissèrent le rôle chevaleresque, et donnèrent un libre cours à leur égoïsme mercantile et effrené. Tandis que le roi de France oubliait ses propres intérêts pour ne s'occuper que de ceux de ses alliés, l'Angleterre se faisait continuer par l'Espagne le monopole de l'importation des nègres dans toutes ses colonies d'Amérique; elle se faisait rendre Madras et tout ce que les Français lui avaient pris dans l'Inde; elle nous restituait, il est vrai, l'île du cap Breton, mais elle gardait l'Acadie d'une manière définitive, ayant soin de remettre à une autre époque la fixation des limites de cette colonie, comme un sûr moyen de rallumer la guerre quand elle le jugerait à propos. Des conférences, prétendues amicales, devaient s'ouvrir dans la suite, au sujet des limites de l'Acadie, et ces conférences, grâce au mauvais vouloir et à l'entêtement calculé des Anglais, aboutirent à l'horrible guerre de 1756.

La France avait fait sur les Hollandais d'importantes conquêtes qui pouvaient la dédommager de tout le sang,

de tous les trésors qu'elle avait prodigués depuis 1740. Avec une modération et un désintéressement qui n'était autre chose que de la faiblesse, elle rendit toutes ses conquêtes, et ne stipula pas même, comme une compensation, assurément fort minime, que le port de Dunkerque redeviendrait ce qu'il avait été avant les désastres et les humiliations de la fin du règne de Louis XIV. La dette de l'état augmentée de douze cents millions, voilà quel fut pour nous, le résultat le plus clair et le plus net de cette guerre de huit années, entreprise pour humilier l'orgueilleuse maison d'Autriche, et qui profita à tout le monde, excepté à la France. Nous avons vu que l'Angleterre en retira des avantages immenses, et que la Hollande rentra dans toutes les villes qu'elle s'était laissé prendre. L'Espagne ne perdit ni ne gagna rien, et se trouva, à la fin des hostilités, au même point que lorsqu'elles avaient commencé, ce qui était beaucoup, après avoir été tant de fois battue par les flottes britanniques. Les rois de Prusse et de Sardaigne furent défrayés de cette guerre par de notables agrandissements. Quant à Marie-Thérèse, si quelques-unes de ses provinces se trouvèrent démembrées de la monarchie autrichienne, elle y gagna du moins d'être solennellement reconnue de toutes les puissances de l'Europe.

Un calme profond régna depuis la paix d'Aix-la-Chapelle jusqu'à l'année 1756, de si lamentable mémoire pour la France. Quand nous disons un calme profond, nous voulons parler de l'Europe seulement, car dans l'Inde et en Amérique, la guerre continua sourdement entre les Français et les Anglais. Ces derniers, non contents d'avoir détruit notre marine, auraient voulu encore anéantir complètement notre commerce. Ils voyaient, avec le plus profond dépit, que l'un et l'autre, renaissaient miraculeuse-

ment de leurs cendres, et qu'il avait suffi à la France, de quelques années, pour réparer toutes ses pertes, pour cicatriser toutes ses blessures. De nouvelles escadres remplaçaient déjà dans nos ports celles qui avaient été détruites pendant la dernière guerre. Les Anglais, ne voulant pas nous laisser le temps de donner à notre marine tout le développement dont elle était capable, résolurent de recommencer la lutte, trop brusquement interrompue, au gré de leurs désirs, par la paix d'Aix-la-Chapelle. Des plénipotentiaires anglais et français s'étaient réunis à Paris, dans le but de régler les intérêts que le traité de 1748 avait laissés en litige entre les deux nations. Après bien des pourparlers, on se sépara sans avoir pu s'entendre, et les hostilités se rallumèrent sur tous les points du globe.

Dès l'année 1754, les Français et les Anglais en étaient venus aux mains dans l'Amérique du Nord. Les premiers avaient lié leurs deux plus importantes possessions, la Louisiane et le Canada, par une chaîne de forts qui traversaient d'immenses déserts, et enveloppaient les colonies britanniques. Les Anglais s'en plaignirent, et prétendirent que ces forts occupaient un territoire indépendant des colonies françaises. A l'appui de leurs réclamations, ils en construisirent eux-mêmes un certain nombre dans le voisinage des nôtres, notamment celui de la Nécessité à quelque distance de notre fort Duquesne, sur l'Ohio. Un officier français, nommé Jumonville, fut envoyé avec une escorte de cinquante hommes pour réclamer contre les usurpations des Anglais, et notamment contre la construction du fort de la Nécessité. Au moment où, sur la foi de sa mission pacifique, Jumonville s'approchait de ce fort en toute assurance, il fut tué d'un coup de fusil et ses cinquante soldats fait prisonniers. Nous regrettons d'avoir à dire que le chef qui commandait

les Anglais, en cette circonstance, et sur la tête duquel doit retomber le sang de Jumonville, était ce Washington qui depuis se rendit si fameux en fondant l'indépendance des États-Unis d'Amérique.

Justement irrités de cet abominable violation du droit des gens, les Français vinrent en plus grand nombre attaquer le fort de la Nécessité et s'en emparèrent par capitulation; mais au lieu de punir les assassins de Jumonville, comme ils étaient en droit de le faire, ils se contentèrent d'exiger d'eux que les cinquante Français fait prisonniers, leurs fussent rendus. Washington le promit; mais cette promesse ne reçut jamais son exécution.

Le gouvernement anglais, à la nouvelle de cet événement, prit la résolution d'agir de représailles contre les établissements français des bords de l'Ohio. S'il avait eu sincèrement le désir de conserver la paix, c'est à la cour de Versailles qu'il se fût adressé d'abord, et qui lui eût probablement accordé satisfaction, pleine et entière, en supposant toutefois que ce fût à la France de l'accorder et non de la demander. Mais le cabinet de Londres, trop heureux d'avoir enfin un prétexte de reprendre les armes, se hâta de faire passer de nombreux renforts dans ses colonies de l'Amérique septentrionale, avec ordre de diriger quatre expéditions contre nos établissements.

La principale fut confiée au général Braddock, qui marcha sur le fort Duquesne, à la tête de six mille hommes. Parti du fort de Cumberland vers la fin de juin 1755, il s'avança rapidement dans le but de surprendre les Français, mais ce furent au contraire les Français qui le surprirent. Ils se postèrent au nombre de deux cent cinquante seulement dans une gorge étroite et au plus épais d'un

bois à travers lequel l'armée anglaise devait passer. Ils étaient soutenus de cinq à six cents sauvages, qui de tout temps ont détesté les Anglais et aimé les Français. Attaquées à l'improviste par ces ennemis invisibles qui, du fond des broussailles et du haut des arbres, faisaient pleuvoir sur elles une grêle de balles et de traits, les troupes de Braddock se débandèrent et cherchèrent leur salut dans la fuite. Le général anglais voulut tenir ferme avec une poignée de soldats, et fut tué. C'est Washington qui commanda la retraite. On trouva sur Braddock un plan d'invasion du Canada, tracé par le gouvernement anglais; ce qui preuve que le cabinet de Londres avait tout prévu d'avancé, et que, sans déclaration de guerre, il était déterminé à mettre la main sur nos plus belles colonies. Des trois autres expéditions, deux seulement réussirent, celle du général Monckton sur la chaîne de forts qui cernait la Nouvelle-Écosse, à l'Ouest, et celle de Johnston sur le fort Frédéric. La troisième, dirigée sur le Niagara par Shirley, n'obtint aucun résultat.

Les mesures de l'Angleterre étaient si bien prises, que ses opérations maritimes concordèrent parfaitement avec les diverses expéditions dont nous venons de parler. Au moment même où le général Braddock se mettait en mouvement, une escadre anglaise, commandée par l'amiral Boscawen, s'emparait, à la hauteur de Terre-Neuve, de deux vaisseaux de guerre français, séparés d'une escadre qui avait porté des renforts au Canada. Cette première infraction à la paix existante fut suivie d'une seconde beaucoup plus grave : trois cents navires marchands qui naviguaient en toute sécurité dans les eaux de l'Amérique du Nord, furent capturés par les modernes Carthaginois. Des flibustiers, sans foi ni loi, sans feu ni lieu, n'auraient pas

agi autrement. La foi punique était égalée, sinon surpassée, par la foi anglaise.

Les forces maritimes de la France s'élevaient alors à soixante-trois vaisseaux de ligne, sur lesquels quarante-cinq étaient en état de prendre la mer immédiatement. Quand on fait réflexion que sept années seulement avaient suffi pour remettre notre marine sur ce pied respectable, on ne peut s'empêcher d'admirer l'activité et le zèle des ministres de Louis XV. Cependant la France ne pouvait encore espérer de lutter à force égale contre l'Angleterre. Elle poussait ses armements avec une vigueur infatigable; et, en attendant qu'elle fût prète à agir, elle demanda réparation au cabinet de Londres des brigandages dont il avait rendu victime sa marine marchande. Le cabinet de Londres, irrévocablement résolu à faire la guerre, répondit par un refus formel, et demanda, à son tour, que la chaîne de forts élevée au-delà des Apalaches, fût détruite. La France n'aurait pu se soumettre à une pareille exigence sans abdiquer la haute position qu'elle avait conquise dans le Nouveau-Monde, et sans placer le Canada et la Louisiane dans un état complet d'infériorité vis-à-vis des colonies anglaises; elle refusa donc, et la guerre fut déclarée dans les formes de part et d'autre.

M. de Machault, ministre de la marine de Louis XV, s'appliqua alors à distribuer le peu de vaisseaux dont il pouvait disposer de manière à tenir en échec toute la marine anglaise. Des préparatifs de descente, faits avec grand appareil sur les côtes de Normandie, causèrent chez nos voisins les plus vives alarmes; dans leur effroi, ils ne s'aperçurent pas que ce n'était qu'une vaine démonstration; et tandis qu'ils appelaient à leur secours des troupes hanovriennes et hessoises, une flotte puissante, préparée à Toulon, mettait

à la voile et allait débarquer dans l'ile de Minorque une armée de douze mille hommes sous le commandement du maréchal de Richelieu. Une autre flotte, toute armée dans le port de Brest, n'attendait qu'un signal pour fondre sur les Anglais. Le marquis de Montcalm partait pour le Canada avec une escadre chargée de soldats et de munitions; et d'autres vaisseaux cinglaient vers différents parages pour diviser, pour absorber l'attention de l'Angleterre. Cette fière Albion, qui s'était flattée de nous réduire à merci dès le début des hostilités, ne savait plus elle-même où donner de la tête, et voyait sa puissance entamée sur une foule de points à la fois.

Le maréchal de Richelieu, une fois débarqué à Minorque, avait formé le siége du fort Saint-Philippe, citadelle de Port-Mahon, la plus forte place d'Europe après Gibraltar. Les fortifications de cette redoutable citadelle étaient taillées dans le roc, et à l'épreuve de la bombe et du canon; ses fossés avaient partout vingt pieds de profondeur et quelquefois trente. Quatre-vingts mines, pratiquées sous les ouvrages extérieurs, menaçaient d'une destruction inévitable quiconque oserait s'approcher de la place.

Malgré des obstacles si multipliés, si terribles, et qu'il était d'autant plus difficile de surmonter, que le fort Saint-Philippe était défendu par une garnison de trois mille Anglais, Richelieu poussa les travaux du siége avec une persévérance indomptable. Il était impossible d'ouvrir la tranchée; l'intrépide maréchal résolut d'emporter la place d'assaut. Ses soldats, sous le feu épouvantable des batteries anglaises, descendirent dans les fossés, plantèrent des échelles hautes de treize pieds contre les murs, et s'élancèrent dans les ouvrages extérieurs en montant sur les

épaules les uns des autres. Port-Mahon capitula le lendemain de cet assaut, qui rendait les Français maîtres de toutes ses défenses.

Les Anglais se montrèrent extrêmement sensibles à la perte de cette place, bien autrement importante pour eux que Gibraltar même, à cause de son port, qui leur donnait l'empire de la Méditerranée. Ils avaient dépensé des sommes énormes pour augmenter ses fortifications, pour la rendre imprenable; tout cela fut en pure perte. Une escadre anglaise de quatorze vaisseaux de ligne, aux ordres de l'amiral Byng, tenta inutilement de ravitailler Port-Mahon. Cet amiral avait reçu l'ordre formel de son gouvernement de jeter à tout prix des secours dans la place. L'escadre française, qui avait transporté à Minorque le maréchal de Richelieu et son armée, attaqua résolument l'escadre anglaise pour faire échouer son projet. Le marquis de la Galissonnière, qui la commandait, avait trois vaisseaux de moins que l'amiral Byng, ce qui ne l'empêcha pas de remporter sur lui une victoire complète, qu'il dut surtout à la supériorité de son artillerie, servie avec une précision et une activité admirables. L'escadre anglaise, fort maltraitée, regagna piteusement la baie de Gibraltar, traînant à la remorque plusieurs de ses vaisseaux, entièrement désemparés.

L'Angleterre fut outrée d'indignation et de douleur à la nouvelle de la prise du Port-Mahon et de la défaite de son escadre. L'amiral Byng, qu'elle rendit responsable de ce double échec, parce qu'il n'avait pas rempli ses instructions, fut traduit devant une cour martiale, condamné à mort et exécuté, malgré les efforts de Richelieu lui-même, qui adressa au roi d'Angleterre un mémoire justificatif en faveur de l'infortuné amiral; démarche généreuse et ma-

gnanime dont la fierté anglaise dut se trouver profondément blessée, et qui contribua probablement à rendre la perte de Byng inévitable.

La conduite que la France avait à tenir était bien simple; elle n'avait qu'à resserrer étroitement ses liens d'amitié avec les grandes puissances continentales de l'Europe, de manière à pouvoir tourner toutes ses forces contre l'Angleterre. Cette dernière qui sentait l'immense danger qu'il y avait pour elle à lutter seule contre nous, et qui d'ailleurs tremblait pour son électorat de Hanovre, chercha sur le continent un allié assez puissant pour nous tenir en échec, et pour protéger ses possessions continentales. Elle jeta d'abord les yeux sur l'Autriche; mais l'Autriche était trop vulnérable aux coups de la France dans les Pays-Bas, et l'Angleterre avait à craindre que les conquêtes des Français de ce côté ne la forçassent de restituer celles qu'elle se promettait de faire sur nous, dans les deux Indes, par la supériorité de sa marine. D'ailleurs, l'Autriche, cette vieille alliée de l'Angleterre, avait adopté une politique nouvelle; elle regrettait amèrement la Silésie; et, pour la reprendre au roi de Prusse, elle comptait sur le concours actif de la France, laquelle, assez maladroitement, s'était engagée à la soutenir. Le cabinet britannique s'adressa alors à Frédéric II, qui accueillit ses ouvertures avec empressement. Le monarque prussien instruit de la secrète alliance de l'Autriche avec la France, et sachant, de plus, que l'impératrice de Russie, l'électeur de Saxe, et une partie du corps germanique, étaient déterminés à épouser les intérêts de Marie-Thérèse contre lui, signa avec l'Angleterre un traité d'alliance qui avait pour but d'empêcher l'entrée des troupes françaises d'une part, et des troupes russes de l'autre, en Allemagne. L'Angleterre y gagna de mettre le

Hanovre sous la puissante égide du roi du Prusse, et celui-ci de puiser à pleines mains dans les coffres de l'Angleterre pour entretenir sa formidable armée de cent-cinquante mille hommes. La France était encore maîtresse de s'arrêter; elle avait promis son concours à l'Autriche, mais elle pouvait encore retirer sa promesse, et rester en paix avec l'Europe continentale. Que serait-il advenu alors? Toutes les ressources, tous les trésors, toute l'ardente activité de la France, eussent été dirigés vers un but unique, l'amoindrissement de l'Angleterre, la destruction de sa puissance maritime. Au lieu de cela qu'arriva-t-il? La France s'engagea imprudemment dans une lutte qui absorba la plus grande partie de ses forces et de son énergie, et qui paralysa tous ses efforts sur mer; l'argent qu'elle aurait pu employer à construire des vaisseaux, à équiper des flottes, fut misérablement dépensé à soutenir, à relever cette maison d'Autriche que, depuis trois cents ans, nos plus grands politiques avaient mis toute leur gloire à abaisser. La cour de Versailles, où madame de Pompadour régnait en souveraine, foula indignement sous ses pieds les vieilles traditions de la diplomatie française. Madame de Pompadour, ivre de joie et d'orgueil d'être l'objet des égards et des prévenances de Marie-Thérèse, fit pencher la balance en sa faveur; elle, qui ne pouvait pardonner à Frédéric II ses plaisanteries, ses sarcasmes, crut ne se montrer que reconnaissante envers l'impératrice-reine, en mettant à sa disposition les armées de la France, en retour des lettres flatteuses qu'elle en avait reçues, lettres dans lesquelles Marie-Thérèse, entre autres cajoleries, l'appelait *sa chère amie*, *sa bonne cousine*. Le 1er mai 1756, quelques mois seulement après l'alliance de l'Angleterre et de la Prusse, une contre-alliance fut signée entre la France, l'Autriche,

la Saxe et la Russie. Telle fut l'origine de la fameuse guerre dite de sept ans, qui eut pour conséquence inévitable la ruine de la marine française.

L'influence désastreuse de madame de Pompadour et des autres maîtresses de Louis XV, sur les destinées de la France, est, comme on le voit, un fait malheureusement trop certain; il n'est que trop avéré que les honteuses faiblesses de ce monarque plongèrent notre patrie dans un abîme de maux. Que dirons-nous des abominables turpitudes du *Parc-aux-Cerfs?* Que dirons-nous des sommes effrayantes qui furent prodiguées pour les plaisirs de ce sultan non moins éhonté que lâche qui transformait les sueurs du pauvre peuple en une pluie de diamants ruisselant sur les épaules et sur la gorge nue de ses impudentes favorites; sommes que les calculs les plus modérés ne font pas monter à moins de cent millions? Si la France, à l'époque de ses revers, eût trouvé cette somme prodigieuse pour réparer ses pertes, pour faire face aux dépenses multipliées d'une guerre acharnée et terrible, quels désastres n'eût-elle pas réparés? quelles plaies n'eût-elle pas guéries? Avec cent millions on pouvait construire, équiper, armer complètement cent vaisseaux de ligne; avec cent vaisseaux de ligne, on pouvait dicter des lois à l'Angleterre, et la faire descendre au rang d'une puissance de second ordre.

La guerre de sept ans commença à peu près de la même manière que la guerre pour la succession d'Autriche. Le roi de Prusse fit une irruption soudaine et foudroyante en Saxe, et déconcerta, par la rapidité et par la vigueur de ses coups, tous les plans et toutes les mesures de l'Autriche et de la France. Cette dernière puissance envoya au secours de la première une armée de vingt-quatre mille hommes, aux ordres du prince de Soubise, tandis qu'une seconde

armée, forte de soixante mille hommes, et commandée par un élève du maréchal de Saxe, le maréchal d'Estrées, marchait à la conquête du Hanovre.

Le duc de Cumberland, chargé de défendre cet électorat, recula devant le maréchal d'Estrées jusqu'au Weser. Là, il se retrancha fortement derrière un bois, au pied des montagnes qui séparent la Westphalie du Hanovre, ayant sa droite appuyée à la ville de Hamelen, et sa gauche au village de Hastemberg. L'armée française ne tarda pas à l'attaquer avec son intrépidité ordinaire. Les Anglais et les Hanovriens firent une courageuse résistance. L'indécision et la lenteur du comte de Maillebois, qui commandait notre aile droite, faillirent leur donner la victoire; mais l'héroïque bravoure de Chevert répara tout, et l'ennemi, enfoncé sur tous les points, échappa, par une prompte retraite, à une destruction qui eût été inévitable sans les fautes du comte de Maillebois, fautes qui parurent assez graves pour que le gouvernement traduisit le comte au tribunal des maréchaux de France, sous la prévention de trahison.

Une cabale de cour ôta au maréchal d'Estrées le commandement de l'armée qui avait vaincu sous lui à Hastemberg. Ce fut au milieu de son triomphe qu'il reçut la nouvelle de sa destitution. C'est ainsi que se pratiquent les choses dans une monarchie absolue, où tout dépend des caprices d'une maîtresse, ou de la digestion d'un premier ministre. Le maréchal de Richelieu, donné comme successeur au maréchal d'Estrées, se borna à suivre les plans de ce dernier, qui les lui communiqua avec la magnanimité d'un grand citoyen qui s'oublie lui-même pour ne songer qu'à la patrie. Richelieu se mit à la poursuite de l'armée anglaise, et la pressa si vivement, qu'elle se trouva, sur les bords de l'Elbe, dans la dure nécessité ou d'accepter

une bataille, qui eût été plus désastreuse pour elle que celle de Hastemberg, ou de capituler. C'est ce dernier parti qu'elle adopta. Sous la médiation du roi de Danemark, une capitulation fut signée à Closterseven, le 8 septembre 1757, entre le duc de Cumberland et le maréchal de Richelieu. Le premier s'engagea à renvoyer une partie de ses soldats dans leurs foyers, et à confiner l'autre dans la ville de Stade, laissant le champ libre aux Français contre le roi de Prusse.

Ce monarque, après d'éclatantes victoires remportées à force d'activité et de génie, venait d'essuyer les plus cruels, les plus sanglants revers. Attaqué tout à la fois par les Autrichiens, les Français et les Russes, ses cent cinquante mille combattants n'avaient pu réussir à arrêter ce flot toujours renaissant d'ennemis. Sa capitale était au pouvoir des Autrichiens. Menacé d'un côté par le maréchal de Richelieu, de l'autre, par le prince de Soubise, auquel s'était joint l'armée des Cercles, forte de trente mille hommes; pris à revers par les Autrichiens et par les Russes, qui avaient pénétré en Silésie, Frédéric paraissait perdu sans retour. Lui-même en était tellement convaincu, qu'il prit la résolution de périr glorieusement les armes à la main. De toutes les armées qui le cernaient, qui l'étreignaient, celle du prince de Soubise, était la plus proche. Ce fut dans les rangs de cette armée qu'il se décida à venir chercher la mort. Peut-être regardait-il comme une dernière consolation, en mourant, de succomber sous les coups de cette noble France qui, à une autre époque, avait été son amie, son alliée, et dont les grands écrivains, les grands philosophes étaient ses maîtres en l'art de penser et d'écrire.

Cependant, tout déterminé qu'il était à s'envelopper de

son manteau, comme César expirant, il se disposa à vendre chèrement sa vie, et à ne céder la victoire qu'après l'avoir intrépidement disputée. Il se présenta devant l'armée de France et des Cercles, et se retira précipitamment ensuite, comme si une profonde terreur s'était emparée de son âme. Le prince de Soubise le suit avec la résolution de le tourner et de lui couper la retraite sur la Saxe. Frédéric se retire vers Merseburg, et prend position à Rosbach, dans une plaine étroite, dominée à droite et à gauche par deux collines qu'il hérisse d'une nombreuse et formidable artillerie. L'armée combinée paraît, et ne doute pas d'avoir surpris l'armée prussienne dont les tentes sont encore dressées, et qui semble plongée dans la plus parfaite sécurité. Tout-à-coup, les tentes s'abaissent et l'armée prussienne se forme en bataille avec une célérité incroyable. A cette vue, les Français et les Allemands s'arrêtent étonnés. Les Prussiens marchent à eux, et engagent résolument le combat. L'artillerie postée sur les collines fait pleuvoir la mort sur l'armée combinée. Les troupes des Cercles, qui ne s'attendaient pas à une si brusque attaque, lâchent pied et prennent la fuite. Notre cavalerie charge la cavalerie prussienne et en disperse quelques escadrons; mais bientôt une terreur panique s'empare de notre armée, qui se retire en désordre et laisse aux Prussiens une victoire que ceux-ci ont achetée presque sans combattre.

La déroute de Rosbach est sans exemple dans les fastes de l'histoire. Les Prussiens l'attribuèrent à leur valeur; les Français la rejetèrent sur l'incapacité du prince de Soubise. Les uns et les autres, à notre avis, sont également dans le faux. Quelque valeureuse que fût l'armée prussienne, et quelque inhabile que l'on suppose le prince de Soubise, il faut attribuer cet événement inouï à une tout autre cause. Nous incline-

rions plutôt à croire que la trahison, en répandant quelque fausse et alarmante nouvelle dans les rangs de l'armée française, y fit naître cette terreur soudaine et fatale, qui n'est ni dans le caractère ni dans les antécédents du peuple de France, réputé brave entre tous les peuples.

Quoi qu'il en soit, la bataille de Rosbach changea complètement les choses de face. Les Anglais, avec leur mauvaise foi accoutumée, éludèrent la capitulation de Closterseven, et reprirent bientôt l'offensive sous un nouveau chef, le prince Ferdinand de Brunswick, qui prétendit n'avoir souscrit aucune condition et être libre de combattre les Français. Le maréchal de Richelieu ne se retira du Hanovre qu'à la dernière extrémité, et lorsque le danger d'avoir ses communications coupées lui fit une nécessité de ramener son armée sur le Rhin.

Pendant que la France faisait la guerre avec des chances diverses en Allemagne, sa lutte maritime contre l'Angleterre n'en était ni moins vive, ni moins sanglante. En Amérique et dans l'Inde elle obtint d'abord des succès qui furent suivis bientôt d'effroyables malheurs. MM. de Montcalm et de Vaudreuil, au Canada, se rendirent maîtres de deux postes importants, le fort d'Oswego, sur le lac Ontario, et le fort Georges, sur le lac du Saint-Sacrement; ils détruisirent le dernier. Les Anglais voulurent nous prendre une seconde fois le Cap-Breton; l'amiral Holbourne, avec une escadre de quinze vaisseaux de ligne, s'approcha de Louisbourg dans ce dessein. Mais une escadre française de dix-huit vaisseaux qui se présenta pour lui disputer cette importante colonie, le fit reculer. Ayant reçu des renforts, l'amiral Anglais parut de nouveau devant Louisbourg qu'il se disposait à attaquer, lorsqu'une terrible tempête fondit sur sa flotte et la maltraita cruellement. La flotte française,

qui n'avait pas moins souffert, regagna Brest, où elle débarqua en arrivant quatre mille malades, comme une preuve irréfragable de l'impossibilité où elle était de tenir plus longtemps la mer. Louisbourg, resté sans défense, devint, l'année suivante, la proie des Anglais.

Dans les Indes orientales, les deux compagnies de France et d'Angleterre n'avaient cessé, depuis 1748 jusqu'à 1756, de se faire une guerre sourde et opiniâtre. Ne pouvant agir directement l'une contre l'autre, à cause de la paix qui existait entre leurs gouvernements respectifs, elles prenaient fait et cause, à titre d'auxiliaires, pour les princes indiens, dans leurs démêlés intérieurs. C'est ainsi que les Français avaient épousé la querelle de Chanda-Saëb contre Mehemet-Ali-Khan, l'ami et le protégé des Anglais. Chanda-Saëb, grâce au puissant concours de Dupleix, s'empara de la Nababie d'Arcate, dans la circonscription de laquelle se trouve Pondichéry, et la compagnie française exerça un redoutable ascendant sur presque toute la côte de Coromandel. Ce fut alors que la cour de Versailles, par une de ces déplorables inspirations qui ne lui étaient que trop habituelles, non-seulement refusa à Dupleix les secours qu'il demandait pour consolider son œuvre dans la Péninsule de l'Indoustan, mais rappela Dupleix lui-même, et lui donna pour successeur un M. Godeheu, entre les mains duquel la puissance française s'achemina rapidement vers sa ruine.

Les choses étaient en cet état lorsque les hostilités éclatèrent en 1756. Le gouverneur des possessions britanniques, Saunders, eut l'habileté de faire signer à Godeheu un traité par lequel ils s'engagèrent l'un et l'autre à ne plus prendre part aux différends des princes du pays, soit entre eux, soit avec les Européens, à quelque nation que ceux-ci appartinssent. Cet inepte traité ne tarda pas à porter ses fruits.

Des contestations s'étant élevées entre les Anglais et le soubab ou vice-roi du Bengale, ce dernier, réduit à ses seules forces, fut écrasé par la puissance anglaise qui, à dater de cette époque, jeta dans le Bengale les fondements de sa prodigieuse domination. Aidé de la France, il y a tout lieu de croire que le vice-roi aurait pu faire tête aux Anglais, et que le Bengale serait resté une principauté indépendante.

Après leur victoire sur le soubab, les Anglais qui ne craignaient plus l'intervention de ce prince dans leurs hostilités contre les Français, assiégèrent notre établissement de Chandernagor, sur le Gange, au-dessus de Calcutta. Clive les commandait. Les remparts de Chandernagor étaient garnis de cent soixante bouches à feu; sa garnison se composait de cinq cents Français et de sept cents Cipayes. Malgré cet état respectable de défense, les Anglais s'en emparèrent en cinq jours; par cette conquête, ils devinrent les seuls maîtres du commerce du Gange.

Le gouvernement français qui voulut bien à la fin s'apercevoir de la profonde insuffisance de M. Godeheu, envoya dans l'Inde, le lieutenant général comte de Lally, avec deux mille hommes de bonnes troupes, pour y relever notre fortune chancelante. L'escadre qui transporta le comte de Lally et sa petite armée, était commandée par le comte d'Aché, et parvint heureusement jusqu'à Pondichéry. Bientôt une mésintelligence funeste éclata entre le gouverneur et l'amiral, et toutes nos opérations ultérieures en subirent la désastreuse influence. Le caractère hautain, absolu, inflexible du comte de Lally, lui fit autant d'ennemis qu'il y avait de Français dans nos établissements de l'Inde. Notre escadre avait signalé son apparition, dans ces mers lointaines, par la destruction de deux frégates anglaises et par la

prise du fort de Goudelour. Après quoi elle avait soutenu avec gloire un combat contre la flotte anglaise de l'amiral Pocock.

Le premier soin du comte de Lally, une fois débarqué, fut d'investir et d'emporter le fort Saint-David, le poste militaire le plus important des Anglais sur la côte de Coromandel. Il alla ensuite assiéger Madras; mais privé du concours de l'escadre française que le comte d'Aché tenait constamment éloignée du théâtre des hostilités pour faire manquer les entreprises du gouverneur, il échoua complètement, et ne tarda pas à être lui-même assiégé à Pondichéry par quatre mille Anglais et dix mille Indiens, après avoir perdu une sanglante bataille à Vandavachy. Le comte d'Aché poussa jusqu'au bout sa fatale insubordination; malgré les instances réitérées de Lally, il ne tenta aucun effort pour délivrer Pondichéry, que l'amiral anglais Stevens, bloquait par mer. Lally ne fut pas mieux secondé de ses officiers, et des agents de la compagnie. Un esprit de désorganisation et d'indiscipline régnait dans cette malheureuse colonie et en accéléra la perte. Après un blocus de sept mois, durant lequel les Anglais supportèrent avec une indomptable énergie des privations et des maux de toute espèce, ils se rendirent maîtres de Pondichéry; dans l'ivresse sauvage de leur triomphe, ils rasèrent les fortifications, les magasins, les églises de cette ville infortunée, et n'épargnèrent pas même le palais du gouverneur, le plus magnifique édifice de l'Inde. Le comte de Lally et tous les fonctionnaires civils et militaires de la colonie furent transportés en Angleterre. De retour en France, Lally se vit en butte à une dénonciation capitale : ses nombreux et implacables ennemis l'accusèrent de *vexations, concussions, trahisons et crime de lèse-majesté*. Après une captivité de quinze mois à la Bastille, dans le

même cachot que la Bourdonnais, il fut condamné par le parlement à être décapité; et ce général qui avait combattu pour la France dans huit batailles rangées, qui avait assisté à dix-huit siéges, et dont le corps était sillonné de quatorze blessures, reçues toutes glorieusement, fût traîné au supplice, dans un tombereau, avec un baillon à la bouche. Dix-huit ans après, l'arrêt du parlement fut cassé juridiquement par le conseil, et la mémoire de l'infortuné général solennellement réhabilitée; triste et tardive réparation qui prouve que les gouvernements sont plus prompts à punir qu'à reconnaître leurs erreurs.

Malheureux dans l'Inde, où toutes nos possessions avaient passé sous la domination anglaise, nous ne le fûmes pas moins en Afrique, où là du moins nos colonies étaient loin d'avoir acquis un développement aussi remarquable que dans le golfe du Bengale. Notre établissement du Sénégal tomba au pouvoir des Anglais, ainsi que l'île de Gorée, qu'ils convoitaient ardemment depuis longues années, à cause de la grande quantité de gomme que l'on tire de cette partie du continent africain.

Les Anglais nous pressaient, nous accablaient sur tous les points du globe, et tandis que leurs escadres faisaient capituler nos établissements de l'Inde et nos colonies des Antilles, qu'elles menaçaient nos possessions de l'Amérique du Nord, qu'elles capturaient partout nos vaisseaux, elles venaient insulter jusqu'aux rivages de notre Bretagne et de notre Normandie. Une première fois, les Anglais débarquèrent au nombre de quinze mille à Saint-Malo, canonnèrent cette ville, et se rembarquèrent au bout de six jours, à l'approche d'un corps de troupes qui accourait pour châtier leur insolence. Ils firent une seconde tentative du même genre et avec aussi peu de succès, sur Cherbourg. Enfin,

une troisième fois ils descendirent à Saint-Brieux, se dirigèrent sur Saint-Malo, et, chemin faisant, s'emparèrent de Saint-Cast. Mais le duc d'Aiguillon, gouverneur de la province, apparut tout-à-coup avec des forces imposantes, et produisit sur leur imagination épouvantée le même effet que le spectre de Banco. Ils remontèrent précipitamment et en désordre sur leurs vaisseaux, avec une perte de cinq mille hommes tués, noyés et faits prisonniers. Cet échec guérit les Anglais de la manie de faire des descentes sur nos côtes, descentes qui n'avaient d'ailleurs d'autre objet que de nous forcer à concentrer des troupes dans nos provinces maritimes et à affaiblir d'autant nos armées d'Allemagne.

Si l'Angleterre se bornait à des tentatives de diversion sur les côtes de France, elle agissait plus sérieusement et avec plus d'énergie sur les bords du grand fleuve Saint-Laurent. Le Canada était, de toutes nos colonies, celle qu'elle nous enviait le plus; c'était celle aussi qui était la mieux approvisionnée, la mieux défendue, celle qui devait opposer la plus vive résistance. L'Angleterre savait tout cela, aussi proportionna-t-elle ses efforts aux obstacles qu'elle s'attendait à rencontrer. Une armée de vingt mille hommes, commandée par le général Abercrombie, fut chargée de soumettre le Canada. Le marquis de Montcalm, qui n'avait que quatre mille soldats à opposer au général anglais, l'attendit derrière des retranchements, le battit et lui tua quatre mille hommes.

Abercrombie, sans se décourager, demanda des renforts, qui lui furent envoyés, et avec lesquels il reprit l'offensive. Le nombre des Anglais qui concoururent à la conquête du Canada ne fut pas moindre de quarante mille. Québec, la capitale de cette belle colonie, fut investie par

le général Wolfe. Montcalm, à la tête de trois mille cinq cents Français, vint présenter la bataille à Wolfe pour sauver la ville assiégée. Dans le combat, les deux généraux opposés périrent. Les Anglais, vainqueurs des Français grâce à l'effrayante supériorité de leur nombre, ne tardèrent pas à se rendre maîtres de Québec. Les flottes anglaises ne laissaient arriver aucun secours, aucun renfort aux Français, dont les rangs s'éclaircissaient chaque jour davantage. MM. de Vaudreuil et de Lévis, à la tête d'une poignée de héros, prolongèrent leur résistance toute une année encore, et ne se décidèrent à capituler que lorsqu'ils furent cernés de toutes parts et dans l'impossibilité absolue de se défendre un jour de plus. Ils signèrent une capitulation pour la colonie toute entière qui depuis cette époque appartient aux Anglais.

Revenons aux champs ensanglantés de l'Allemagne, cet autre théâtre où les Français et les Anglais luttent avec non moins de fureur qu'en Asie, en Afrique et en Amérique. Au maréchal de Richelieu avait succédé le comte de Clermont, à la tête de l'armée qui était opposée au prince Ferdinand de Brunswick. Cette armée, forcée de repasser sur la rive gauche du Rhin, y fut suivie par les Anglais et les Hanovriens, qui l'attaquèrent à Crevelt, près de Dusseldorf, et remportèrent sur elle une victoire signalée. La perte des Français dans cette rencontre fut de sept mille hommes. Dusseldorf, Neuss, Ruremonde, ouvrirent leurs portes aux vainqueurs.

Un mois après cet échec, le prince de Soubise et le duc de Broglie, battirent une armée hanovrienne, à Sonders-Hausen, et pénétrèrent dans le Hanovre. Le prince Ferdinand dut rétrograder alors pour couvrir la Prusse, et le gain de la bataille de Crevelt se trouva perdu pour lui.

Une nouvelle victoire du prince de Soubise, à Lutzelberg, sur les Hanovriens et les Hessois réunis, acheva de réparer l'affront de Rosbach. Malheureusement les Français ne purent, à cause des approches de la saison rigoureuse, tirer aucun parti de ces deux avantages, et ils reprirent leurs quartiers sur le Mein.

L'année suivante, le maréchal de Broglie et le prince de Soubise se portèrent de nouveau sur la Hesse par deux routes différentes. Le premier rencontra le prince héréditaire de Brunswick, à Corback, et lui fit essuyer une défaite qui fut suivie peu de temps après de la prise de Cassel et de Minden. Afin d'arrêter les progrès des Français, l'ennemi tenta une diversion vers le Bas-Rhin. Le marquis de Castries, détaché par le maréchal de Broglie, mit en déroute une armée hanovrienne à Clostercamp, et délivra Wesel que cette armée tenait assiégé. Ce fut en cette occasion que l'héroïque d'Assas, capitaine au régiment d'Auvergne, sauva par son dévouement sublime l'armée française près d'être surprise. L'éclat des victoires de Corback et de Clostercamp, fut terni par la défaite de Filingshausen, due principalement à la jalousie qui existait entre les maréchaux de Broglie et de Soubise. Le premier se plaignit que son collègue ne l'avait pas assez énergiquement soutenu ; le second, que le maréchal de Broglie, pour acquérir une gloire sans partage, avait attaqué l'ennemi, sans attendre sa coopération. La cour ayant à opter entre les deux chefs rivaux, se prononça pour le prince ; le duc de Broglie, en conséquence, fut disgracié et exilé.

Les hostilités s'éternisaient en Allemagne sans amener rien de décisif. Les revers et les succès se compensaient, et l'on n'était pas plus avancé de part ni d'autre, à la fin qu'au commencement de chaque campagne. La France ré-

solut de tenter une descente en Angleterre, pour forcer cette puissance à demander ou à accepter la paix. Elle rassembla, dans ce dessein, deux armées de débarquement, l'une à Dunkerque, sous Chevert, l'autre en Bretagne, sous le duc d'Aiguillon. Une escadre de douze vaisseaux de ligne, commandée par M. de La Clue, devait se rendre de Toulon à Brest, et se réunir dans ce dernier port à une autre escadre de vingt-un vaisseaux de ligne, aux ordres du maréchal de Conflans; une fois cette jonction opérée, les deux escadres combinées eussent balayé le détroit et protégé le passage des deux armées françaises en Angleterre. Mais le cabinet de Londres, instruit de ce projet de descente, prit les mesures les plus promptes et les plus énergiques pour le faire échouer. Par son ordre, nos deux grands ports militaires, Toulon et Brest, furent bloqués, le premier par l'amiral Boscawen, le second par l'amiral Hawke. Une troisième escadre anglaise, aux ordres du commodore Boys, bloqua Dunkerque.

Cependant M. de La Clue et M. de Conflans, trompant la vigilance des escadres de blocus, parvinrent à sortir, l'un de Toulon, l'autre de Brest; mais ils furent attaqués en pleine mer, par les amiraux Boscawen et Hawke, qui dispersèrent et détruisirent presque entièrement leurs escadres. M. de La Clue perdit cinq vaisseaux, et M. de Conflans, six. Le reste de leurs bâtiments, horriblement maltraités, se réfugièrent dans les ports les plus prochains et n'affrontèrent plus les Anglais.

Ces désastres multipliés de notre marine déterminèrent la cour de Versailles à faire des ouvertures de paix au gouvernement de la Grande-Bretagne. Elles furent dédaigneusement repoussées. Alors il ne resta plus à Louis XV qu'à mettre à profit les liens de famille qui l'unissaient au roi d'Espagne pour conclure avec lui un traité d'alliance

offensive et défensive, non seulement contre l'Angleterre, mais contre toutes les puissances qui à l'avenir se déclareraient ennemies de l'Espagne ou de la France. Ce traité, connu sous le nom de *Pacte de Famille*, fut signé à Paris, le 16 août 1761. C'était l'œuvre du duc de Choiseul, qui, sans avoir le titre de premier ministre, en exerçait réellement le pouvoir. Gloire à ce grand homme d'état qui remit en honneur la politique si habile de Louis XIV, et qui, comme lui, abaissant la cime sourcilleuse des Pyrénées, sut réunir en un puissant faisceau, deux magnanimes nations, faites pour s'estimer et pour n'avoir que des intérêts communs, que des destinées communes.

Le *Pacte de Famille* ne devait recevoir son exécution qu'à dater du rétablissement de la paix. L'Espagne avait cru devoir insérer cette clause dans le traité, parce que, vu l'état d'épuisement où se trouvait la France, elle craignait d'avoir à soutenir avec ses seules forces tout le poids de la lutte actuellement engagée. Mais il en arriva autrement. Le *Pacte de Famille* avait été négocié et conclu dans le plus grand secret. Cependant il en transpira assez pour que l'Angleterre, toujours en éveil sur ce qui peut menacer ses intérêts, en prit ombrage. Elle somma durement la cour d'Espagne de lui donner communication des articles du traité. La fière cour d'Espagne, justement révoltée de l'arrogance britannique, répondit à son injonction par une déclaration de guerre.

Mais que pouvait la marine espagnole, bien qu'elle se trouvât alors dans un état de vigueur remarquable, contre la puissante marine d'Angleterre, qui nous avait détruit dans l'espace de quelques années, trente-sept vaisseaux et cinquante-six frégates? La marine de France, et la marine d'Espagne, si elles avaient été réunies au commencement

de cette guerre, eussent infailliblement triomphé de la marine britannique; mais pour n'avoir pas agi de concert elles succombèrent l'une après l'autre. L'Angleterre, et c'est peut-être là le véritable secret de sa force, a toujours eu ainsi l'habileté d'attaquer ses ennemis isolément et successivement, afin de les mieux accabler. En moins d'une année, elle prit à l'Espagne ses deux importantes colonies de Cuba et de Manille, douze vaisseaux de ligne et plus de cent millions en marchandises ou en numéraire. L'Espagne n'eût pas tardé à se trouver comme la France, veuve de sa marine et de ses colonies, si la paix n'était venue mettre un terme à cette effroyable consommation d'hommes, d'argent et de vaisseaux.

Elle fut signée à Paris le 10 février 1763. La campagne de 1762 s'était terminée en Allemagne par deux combats, dont l'un, celui de Wilhelmstadt, avait été à l'avantage des Anglais et des Hanovriens, et dont l'autre, celui de Johannesberg, fut pour la France une glorieuse revanche du premier. Dans cette rencontre, le prince de Condé battit complétement le prince Ferdinand.

Par le traité de Paris, ce stigmate de honte que l'Anglais nous imprima au front, la France céda à l'Angleterre le Canada, la Nouvelle-Écosse et toutes leurs dépendances, sans en excepter l'île du Cap-Breton. Elle ne se réserva que le droit de pêche; encore fut-il stipulé que les pêcheurs français se tiendraient à une distance de trois lieues des îles du golfe Saint-Laurent, et de quinze lieues de l'île du Cap-Breton. L'Angleterre, par un effort de magnanimité vraiment surprenant, abandonna à la France les deux petites îles de Saint-Pierre et de Miquelon, où elle permit à nos pêcheurs de barraquer et de sécher leur poisson, mais avec défense formelle d'y élever des fortifications. Elle nous ren-

dit la Martinique, la Guadeloupe, la Désirade, Marie-Galante et Belle-Isle, sur les côtes de France, et nous lui abandonnâmes l'entière possession de Tabago et de plusieurs autres îles, dont la jouissance auparavant était commune aux deux nations. Le Mississipi, dans toute sa longueur, devint la limite de la Louisiane et des établissements anglais; mais nous ne gagnâmes rien à cette stipulation, car nous fumes obligés de céder la Louisiane à l'Espagne, en dédommagement de la Floride et de la baie de Pensacola, qu'elle abandonna aux Anglais. Ces derniers gardèrent notre colonie du Sénégal, et ne nous restituèrent que l'île de Gorée. Quant à nos possessions de l'Inde, elles nous furent également rendues, et les choses, dans cette partie du monde, furent remises exactement sur l'ancien pied; seulement, les Anglais nous imposèrent pour condition de ne pas envoyer de troupes dans ces lointaines colonies, afin probablement de pouvoir plus aisément s'en emparer à une nouvelle occasion.

Si l'on est surpris que cette rapace Angleterre consente à restituer quelques-unes de ses nombreuses conquêtes, il ne faut pas mettre sur le compte de la générosité ce qui lui fut commandé par une nécessité impérieuse. Elle ne se détermina à rendre que pour rentrer elle-même dans ce qui lui avait été pris. L'électorat de Hanovre, l'île de Minorque et le fort Saint-Philippe, conquis par nos armes, retournèrent aux Anglais; mais ces arrogants insulaires exigèrent du faible Louis XV, qu'une seconde fois le port de Dunkerque fut comblé et ses fortifications détruites. Louis XIV avait souscrit sans déshonneur à une pareille condition, parce que la France, à la fin de son règne, était tombée au dernier degré d'épuisement et de misère; Louis XV se couvrit d'une éternelle infamie en s'y soumettant, parce que,

si la France avait beaucoup souffert pendant la guerre de sept ans, elle avait conservé encore assez de ressources pour mettre les Anglais à la raison; il n'aurait fallu à Louis XV qu'une volonté ferme et inébranlable pour relever de son abaissement notre malheureuse patrie. Ce qu'un roi, qui commande à des Français, veut, Dieu le veut.

De la paix de Paris à la mort de Louis XV, arrivée en 1774, nous n'eûmes rien de nouveau à démêler avec les Anglais. Heureux et fiers de leurs triomphes, de leurs magnifiques acquisitions, ils nous laissèrent respirer, et consacrèrent leur temps et leurs efforts à se préparer aux éventualités menaçantes de l'avenir. De grands événements approchaient. Les Anglais, plus que tout autres, avaient les yeux fixés sur la France, et suivaient avec la plus vive curiosité les progrès du mal intérieur qui la dévorait. Un de leurs esprits les plus éminents, lord Chesterfield, avait prévu dès 1753 la révolution française, qu'il annonce en ces mots : « Tout ce que j'ai jamais rencontré dans l'histoire de symptômes avant-coureurs des grands changements et des révolutions, existe actuellement et s'augmente de jour en jour en France. » Nos jaloux voisins se réjouissaient de cette prochaine perturbation dont ils espéraient tirer un immense profit. Ils voyaient dans Louis XV l'homme qui travaillait le plus infatigablement à cette révolution; ils l'en remerciaient du fond de leur âme; ils faisaient des vœux pour que sa vie se prolongeât, ils lui criaient : « Vivez, ô roi ! » Hélas, ce roi ne vécut que trop longtemps pour l'opprobre et pour le malheur de notre pays.

CHAPITRE VIII.

—

1774.—1789.

SOMMAIRE — Premières années du règne de Louis XVI. — Origine de la guerre d'Amérique. — Congrès de Philadelphie. — Déclaration d'indépendance. — Le marquis de Lafayette part pour aller offrir ses services aux Américains. — Traité d'alliance entre la France et les Etats-Unis. — Envoi d'une flotte française au secours de cette dernière puissance. — Combat naval d'Ouessant. — L'Espagne se réunit à la France contre l'Angleterre. — Siège de Gibraltar. — Opérations maritimes des Français et des Espagnols. — Prise de Saint-Vincent et de la Grenade par le comte d'Estaing. — Victoires du comte de Guichen sur l'amiral Rodney. — Brillant fait d'armes de La Motte-Piquet. — Rochambeau en Amérique. — Ses succès. — Victoire de M. de Grasse sur le vice-amiral Hood. — Prise de Tabago. — Capitulation de lord Cornwallis. — M. de Bouillé reprend Saint-Eustache aux Anglais. — Combat de Doggersbank. — Conquête de Minorque par le duc de Crillon. — Les Anglais s'emparent encore une fois de Pondichéry. — Efforts d'Aïder-Ali-Khan pour soustraire son pays au joug britannique. — Expédition du bailli de Suffren dans les mers de l'Inde. — Il bat les Anglais en plusieurs rencontres. — Prise de Saint-Christophe par MM. de Bouillé et de Grasse. — Destruction des établissements anglais de la baie d'Hudson par La Peyrouse. — Tipoo-Saëb, fils et successeur d'Aïder Ali-Khan, remporte un grand avantage sur le général anglais Matthews. — Prise de Trinquemale par le bailli de Suffren. — L'Angleterre, battue sur tous les points, signe avec la France, l'Espagne, la Hollande et les Etats-Unis une paix désavantageuse. — Evénements précurseurs de la révolution française. — Convocation des Etats-généraux.

A l'avènement de Louis XVI au trône, le provisoire qui durait depuis tant d'années, touchait à son terme. Ce monarque, âgé de vingt ans, était animé des meilleures intentions; mais arrivant à la suite d'une foule de rois dont le moindre tort avait été de tendre trop violemment les ressorts de la monarchie, il était comme la victime expiatoire de quatorze cents ans de crimes et d'oppression.

Louis XVI choisit pour premier ministre le comte de Maurepas, vieux courtisan sans capacité, qui avait été disgracié sous le précédent roi pour avoir fait quelques méchants vers contre la Pompadour. Ce choix était déplorable : il eût fallu à la tête des affaires un financier habile, on y mit un bel esprit, un faiseur de chansons et d'épigrammes. Maurepas, loin de combattre les abus, ne fit qu'en augmenter le nombre. Il s'adjoignit, il est vrai, plusieurs hommes recommandables, Turgot, Malesherbes, Necker; mais ils gouvernèrent en sous-ordre, et n'eurent jamais la haute main dans la gestion des intérêts publics. Ces ministres, plus clairvoyants que Maurepas, que la cour et que les classes privilégiées, regardant un bouleversement comme inévitable, auraient désiré introduire des réformes dans l'état, sinon pour le prévenir, du moins pour en atténuer les résultats désastreux. Mais le premier ministre, entêté et vain comme tout esprit médiocre, recevaient leurs conseils avec un dédain superbe, et s'opposait à toute amélioration qui eût porté atteinte aux priviléges des hautes classes.

Si une révolution couvait sourdement en France, sans qu'il fut possible encore d'assigner l'époque à laquelle elle devait éclater, une autre révolution était imminente de l'autre côté de l'Atlantique, au sein des vastes colonies anglaises de l'Amérique du Nord. L'Angleterre, après la paix de 1763, imagina de faire acquitter par ses colonies d'Amérique, une partie des dettes immenses qu'elle avait contractées durant la guerre. Dans ce but, elle introduisit chez elle, par un acte du parlement, l'usage du papier timbré. Ce fut le signal d'une révolte qui, de Boston, s'étendit à toute la province de Massachuset bay. Devant une si énergique démonstration, le gouvernement anglais céda;

l'acte du timbre fut révoqué; mais ce gouvernement ne tarda pas à soumettre les provinces américaines à une vexation d'un autre genre et bien autrement grave : il leur enjoignit de donner gratuitement aux troupes anglaises le logement, le chauffage, la bière et autres menues fournitures. Nouveau soulèvement des Américains ; nouvelle reculade du cabinet britannique, et les Américains se persuadent alors, avec quelque raison, que leur métropole tremble devant eux. Celle-ci veut leur prouver qu'il n'en est rien, et, changeant tout à coup de conduite, elle établit des droits exorbitants sur divers objets de commerce importés en Amérique, entre autres sur le thé, dont les Américains faisaient une consommation prodigieuse. Le peuple de Boston s'insurge de nouveau, jette à la mer les marchandises frappées de l'impôt et rompt ouvertement avec la mère-patrie. L'étincelle révolutionnaire se communique avec la rapidité de la foudre dans les douze provinces américaines ; d'une commune voix on élit un congrès général qui se réunit au mois de septembre 1774, à Philadelphie, capitale de la Pensilvanie. Un des premiers soins de cette assemblée fut d'ordonner le dénombrement des milices qui se montaient à quatre cent mille hommes. Bien qu'elles ne fussent que médiocrement exercées et disciplinées, ces milices, enflammées de l'enthousiasme de la liberté, enlevèrent d'assaut le fort de Portsmouth, battirent les Anglais à Lexington, et assiégèrent Boston où les vaincus s'étaient réfugiés. Forcés de renoncer à cette entreprise, par les généraux Burgoyne et Williams Howe qui arrivaient d'Europe avec un corps de troupes réglées, les Américains élevèrent Georges Washington au grade de généralissime, et reprirent, l'année suivante, le siége de Boston, dont, cette fois, il s'emparèrent au grand désappointement

des Anglais, qui allèrent cacher leur confusion à Halifax, dans la Nouvelle-Ecosse. La prise de Boston fut suivie immédiatement de l'acte d'indépendance des États-Unis, que le congrès publia en date du 4 juillet 1776, et aux termes duquel l'Amérique anglaise se constitua puissance libre et affranchie de toute domination étrangère. La Georgie ayant accédé à la confédération, elle se trouva composée de treize états. Après ce coup de vigueur, il ne restait plus à la nouvelle république qu'à solliciter l'appui des ennemis naturels de l'Angleterre, appui qui ne devait pas lui manquer, si, comme on le supposait, la France et l'Espagne étaient désireuses et impatientes de prendre leur revanche des pertes qu'elles avaient essuyées pendant la dernière guerre. Des agents diplomatiques furent accrédités auprès des cours de Versailles et de Madrid, et l'on attendit tout de leurs concours.

Le soulèvement de l'Amérique anglaise était, en effet, une magnifique occasion pour la France de se venger de l'Angleterre, et de lui faire payer quatre cents ans d'injures, d'avanies, de spoliations. Le gouvernement hésita quelque temps, mais la nation n'hésita pas; la présence de Benjamin Francklin, qui accompagna l'envoyé américain en France, y excita le plus vif enthousiasme, et les Français, désormais, s'identifièrent de cœur et d'âme à la cause américaine. Un grand nombre de jeunes gens de toutes les classes, parmi lesquels il faut compter le marquis de Lafayette et beaucoup d'officiers, s'embarquèrent secrètement et allèrent mettre leurs bras au service de l'indépendance des États-Unis; des approvisionnements considérables d'armes et de munitions se firent dans nos ports pour le compte des Américains; et, avant que la cour de Versailles n'eût pris aucun parti, la France toute entière en avait pris un qui était con-

forme à sa vieille et trop juste inimitié contre l'Angleterre.

Le gouvernement français, cédant à l'ascendant de l'opinion publique, signa le 6 février 1778, un traité d'alliance et de commerce avec les États-Unis; mais il poussa la circonspection jusqu'à déclarer que ce traité n'aurait d'effet offensif et défensif qu'en cas de rupture de l'Angleterre avec la France. Cette rupture ne se fit pas longtemps attendre. Lord Chatam, l'implacable ennemi de notre pays, s'étant fait transporter mourant à la chambre des lords, prononça là sa dernière, sa plus foudroyante harangue contre la France, et reprocha durement au cabinet britannique sa longanimité, sa patience à endurer ce qu'il appelait nos offenses, nos affronts. Il ne savait pas, le noble moribond, qu'au moment même où il parlait, ce gouvernement qu'il accusait de modération, et presque de condescendance pour la France, avait fait passer par la voie de Suez des ordres absolus à ses généraux dans l'Inde, d'attaquer sur le champ nos possessions; que déjà Chandernagor, Masulipatam, Karikal, étaient en leur pouvoir, et que Pondichéry se trouvait à la veille d'être assiégé. Il ne savait pas qu'une escadre anglaise, aux ordres de l'amiral Keppel, s'était emparée déjà, dans le golfe de Gascogne, d'une frégate française, et que ces premières hostilités n'étaient, dans la pensée du cabinet de Londres, que le prélude à une guerre ouverte et déclarée.

La cour de Versailles ne pouvait s'y méprendre plus longtemps; par son ordre, une flotte de douze vaisseaux de ligne, chargée de troupes de débarquement, appareilla de Toulon, sous le commandement du comte d'Estaing, et fit voile pour l'Amérique. Ce secours y était impatiemment attendu. Les premières opérations militaires de Washington avaient été malheureuses; plusieurs défaites l'avaient con-

traint d'abandonner les bords de l'Hudson, et de se retirer sur la Delaware pour couvrir Philadelphie. Les Anglais, ayant sur lui non seulement la supériorité de la discipline, mais celle du nombre, l'attaquèrent à Brandywyne, le battirent complétement et s'emparèrent de Philadelphie. Cette défaite se trouva compensée, il est vrai, par la capitulation du général anglais, Burgoyne, que les généraux américains, Gates et Arnold, forcèrent de mettre bas les armes avec ses six mille hommes, et par l'avantage que remporta le marquis de Lafayette sur lord Cornwallis, auquel il enleva un convoi considérable. La flotte du comte d'Estaing parut, sur ces entrefaites, à l'embouchure de la Delaware. Mais déjà les Anglais, craignant un sort semblable à celui de Burgoyne, avaient évacué Philadelphie et s'étaient retirés à New-Yorck. D'Estaing se dirigea aussitôt vers cette dernière ville avec l'intention d'y livrer combat à la flotte anglaise; diverses circonstances vinrent successivement y mettre obstacle, et le reste de la campagne se consuma en évolutions stériles.

Une autre flotte française, aux ordres du comte d'Orvilliers, rencontra, à la hauteur des îles d'Ouessant, sur les côtes de France, la flotte de l'amiral Keppel; mais l'action qui s'engagea entre les deux armées navales, quoique opiniâtre et meurtrière, demeura indécise; les deux amiraux se retirèrent respectivement dans leurs ports pour se radouber, sans que, de part ni d'autre, il y eût perte d'un seul vaisseau. Quelles graves réflexions ne dut pas suggérer aux Anglais cette bataille, où les Français, à égalité de forces, leur tinrent intrépidement tête, et leur causèrent des avaries pour le moins aussi considérables que celles qu'ils en essuyèrent eux-mêmes? La France ne le cédait donc plus à l'Angleterre ni pour l'audace, ni pour l'ex-

périence, ni pour l'habileté; les hontes, les humiliations que notre rivale nous avait infligées pendant la dernière guerre étaient effacées sans retour. L'Angleterre, accoutumée à vaincre, regarda l'issue du combat d'Ouessant comme une véritable défaite pour elle, et comme un avertissement qu'elle ne conserverait le sceptre des mers qu'aussi longtemps que la France le voudrait bien.

Ce qui acheva de consterner et d'épouvanter les Anglais, ce fut l'alliance de la France avec l'Espagne. Cette dernière puissance ne renouvela pas la faute qu'elle avait commise seize ans auparavant, en nous prêtant si tardivement son concours; elle réunit ses armes aux nôtres dès le commencement de cette nouvelle guerre. Gibraltar fut bloqué par terre et par mer, et les deux nations se disposèrent à porter un coup terrible à leur commune ennemie. Trente-quatre vaisseaux espagnols, sous don Louis de Cordova, et trente-deux vaisseaux français, sous le comte d'Orvilliers, firent leur jonction dans l'Océan, et menacèrent l'Angleterre d'une descente. L'amiral anglais Hardy, à la tête de trente-huit vaisseaux, ne sut que reculer devant cette masse formidable de soixante-six vaisseaux de ligne. Mais il en fut de cette flotte effrayante comme de l'invincible *Armada;* elle fit trembler l'Angleterre, sans lui causer aucun mal; les vents contraires, ou, ce qui est plus probable, la politique méticuleuse des cours de France et d'Espagne, fit avorter cette entreprise qui pouvait avoir les plus immenses conséquences. Les forces combinées rentrèrent à Brest au mois de septembre 1779, et nos voisins en furent quittes pour la peur.

En Amérique, le comte d'Estaing s'était emparé, au début de la campagne, de l'île de Saint-Vincent. Cette habile diversion eu pour résultat de faire quitter à l'amiral Byron

les parages des États-Unis pour venir défendre les possessions anglaises des Antilles, auxquelles appartenait Saint-Vincent. MM. de Grasse, de La Motte-Piquet et de Vaudreuil, s'étant réunis au comte d'Estaing, ce dernier, avec vingt-cinq vaisseaux, attaqua la Grenade et la prit en deux jours. L'amiral Byron accourut vainement au secours de cette île ; quand il y arriva, le pavillon français flottait sur ses remparts. Les deux flottes engagèrent une action qui tourna au désavantage des Anglais ; plusieurs de leurs vaisseaux furent désemparés. Ils se retirèrent à Saint-Christophe ; les Français les y suivirent et leur présentèrent une seconde fois le combat ; mais ils le refusèrent.

La mission du comte d'Estaing se termina par une entreprise infructueuse sur Savannah, capitale de la Georgie ; après quoi il revint en France, et on lui donna pour successeur, à la tête de nos forces navales en Amérique, M. de Guichen, qui se rendit à son poste avec quinze nouveaux vaisseaux. Les Anglais, de leur côté, remplacèrent l'amiral Byron par l'amiral Rodney. Ce dernier, lorsque la guerre se ralluma entre les Français et les Anglais, était retenu en France pour ses dettes. Un jour qu'il dînait chez le maréchal de Biron, il critiqua vivement la conduite malhabile de ses compatriotes et de leurs adversaires, affirmant que s'il était libre il aurait déjà détruit les marines de France et d'Espagne. Le maréchal, piqué de cette jactance, lui répliqua : « Qu'à cela ne tienne, monsieur ; vos dettes seront payées ; partez, essayez de remplir vos promesses ; les Français ne veulent pas se prévaloir des obstacles qui vous empêchent de les accomplir ; c'est par leur bravoure seule qu'ils mettent leurs ennemis hors de combat. » Les dettes de Rodney furent, en effet, généreusement acquittées par le maréchal de Biron. Rentré dans son pays, Rodney en repartit bientôt

à la tête d'une escadre de vingt-un vaisseaux de ligne, avec laquelle il ravitailla, en passant, Gibraltar, et battit la flotte de l'amiral espagnol don Juan de Langara. Parvenu aux Antilles, il livra successivement trois combats au comte de Guichen, dans l'espace d'un mois; mais tous les trois furent à son désavantage.

Peu de temps après, le brave La Motte-Piquet, avec trois vaisseaux seulement, sauva une flotte marchande que poursuivaient quatorze vaisseaux anglais, aux ordres de l'amiral Hyde-Parker. Ce fait d'armes est d'autant plus extraordinaire, que, des trois vaisseaux de La Motte-Piquet, un seul, l'*Annibal*, se trouvait en état de combattre; les deux autres avaient à peine la moitié de leurs équipages. L'amiral anglais ne put s'empêcher d'en témoigner toute son admiration à notre héroïque compatriote, par une lettre qu'il lui écrivit à l'issue du combat.

Malgré le brillant courage de nos marins et les savantes manœuvres de nos escadres, la cause américaine faisait peu de progrès. Washington, battu en plusieurs rencontres, n'osait plus affronter l'ennemi avec des soldats découragés. La cour de Versailles sentit la nécessité de secourir plus efficacement les États-Unis; elle leur envoya le comte de Rochambeau avec six mille Français, et une nouvelle escadre de dix vaisseaux; dans la même campagne, cette petite armée fut portée à douze mille hommes, par de nouveaux renforts que le comte de La Touche-Tréville amena de France. Washington reprit alors l'offensive et marcha de succès en succès.

Une seconde fois les flottes combinées de France et d'Espagne parurent dans l'Océan, au nombre de soixante-trois vaisseaux de ligne, et jetèrent l'épouvante en Angleterre. Mais elles bornèrent leurs opérations à ramener dans

les ports de France la riche flotte marchande de Saint-Domingue, que l'amiral anglais Darby épiait, pour la capturer, avec quarante-cinq vaisseaux de ligne.

La France donna, pendant toute la durée de la guerre d'Amérique, l'exemple de la plus étonnante activité. On eût dit qu'elle s'était transformée en un immense chantier de construction ; à tout moment nos ports vomissaient de nouvelles escadres, et la surface entière des mers en était couverte. Au mois de mars 1781, le comte de Grasse partit de Brest avec vingt-un vaisseaux et un nombreux convoi pour les Antilles. Il fit la traversée en trente-six jours seulement. L'amiral Rodney avait chargé le vice-amiral Hood de lui fermer le port de la Martinique. M. de Grasse attaque ce dernier, lui fait éprouver des pertes nombreuses et le met en fuite.

Cette victoire fut le prélude d'un avantage plus important encore. Les Français descendirent à Tabago, firent capituler les troupes chargées de la défense de cette île, et s'y établirent en maîtres. De toutes les pertes de l'Angleterre, à cette époque, celle de Tabago fut une des plus vivement senties.

Après cette conquête, l'amiral de Grasse se rendit avec la majeure partie de ses forces dans la baie de la Chesapeack, aux États-Unis, pour y coopérer à l'un des événements les plus considérables de la guerre de l'indépendance. Lord Cornwallis, battu à Guilford-House par le général américain Greene, s'était jeté dans la Virginie, et avait gagné Yorck-Town, ville située à l'extrémité de la presqu'île formée, dans la baie de la Chesapeack, par les rivières de James et de Yorck. Là, il se crut inattaquable, protégé qu'il était par la flotte de lord Arbuthnot qui occupait la

baie. Mais M. de Grasse livra combat à la flotte anglaise, et l'ayant forcée à la retraite, bloqua par mer la ville de Yorck-Town, tandis que Washington, Lafayette et Rochambeau l'assiégeaient par terre avec vingt mille hommes, dont la moitié était Français. Le dixième jour du siége, Cornwallis capitula avec six mille hommes de troupes réglées et quinze cents matelots. Cette capitulation décida du sort des États-Unis, et désormais tout espoir de reconquérir l'Amérique fut perdu pour l'Angleterre.

L'île Saint-Eustache, que l'amiral Rodney nous avait enlevée peu de temps auparavant, fut reprise par M. de Bouillé, qui, avec quatre cents Français, fit mettre bas les armes à huit cents Anglais. Seize cent mille livres, appartenant à Rodney, devinrent la proie des vainqueurs.

Les flottes combinées d'Espagne et de France firent une troisième apparition sur les côtes d'Angleterre, et y répandirent la même terreur que les deux premières fois, mais avec aussi peu de résultats. Le seul événement de quelque importance qui se passa alors dans les mers d'Europe fut le combat de Doggersbank, entre une escadre anglaise et une escadre hollandaise. Le cabinet de Londres n'ayant pu déterminer la Hollande à lui prêter son appui contre la France et l'Espagne, s'en était vengé en déclarant la guerre à cette république, espérant se dédommager des pertes que lui feraient éprouver les deux puissances alliées, en s'emparant des colonies hollandaises sans défense. Le procédé était digne de cette perfide nation qui n'est riche que des dépouilles des autres. Le combat de Doggersbank fut un des plus opiniâtres qui se soient jamais livrés. Les deux escadres se séparèrent meurtries et brisées, et ce fut avec la plus grande peine qu'elles parvinrent à regagner leurs ports respectifs.

Pendant que le siége de Gibraltar se poursuivait avec toute l'activité possible, sans que les assiégeants fissent des progrès bien sensibles, l'Espagne chargea le duc de Crillon, général français à son service, de reconquérir Minorque sur les Anglais. Une flotte de cent voiles débarqua dans cette île douze mille Espagnols, qui la soumirent en très peu de temps, à l'exception du fameux fort Saint-Philippe, dont les fortifications avaient été considérablement accrues depuis 1756. Pour réduire cette place formidable, le concours des deux nations alliées était nécessaire; en conséquence, le cabinet de Versailles fit passer dans l'île de Minorque une division composée des régiments de Lyonnais, de Bretagne, de Bouillon et de Royal-Suédois. Trois mille Anglais, sous le général Murray, défendaient Saint-Philippe; malgré leur bravoure, cette forteresse fut emportée au mois de février 1782, et dès lors l'Espagne tourna tous ses efforts, toute sa puissance, contre Gibraltar.

En Asie, les Anglais, même avant que la guerre eut été déclarée officiellement, s'étaient emparés de toutes nos possessions, à l'exception de Pondichéry. Au mois d'août 1778 cette ville elle-même fut assiégée. Après quarante jours de tranchée ouverte, le gouverneur, M. de Belle-Combe, capitula, et nous ne possédâmes plus dans l'Inde un seul pouce de terre. Il ne nous restait dans cette partie du monde qu'un allié puissant et redoutable, Aïder-Ali-Khan, qui ne cessa, pendant toute la durée des hostilités, de faire aux Anglais une guerre implacable. Fondateur du vaste empire de Mysore sur la côte de Mababar, il étendit progressivement ses conquêtes jusqu'à la côte de Coromandel, et fit les plus énergiques efforts pour affranchir la presqu'île de l'Inde du joug abhorré de l'Angleterre. L'armée d'Aïder-Ali-Khan avait été disciplinée à l'européenne par

des déserteurs français, entre autres par le sergent Lalley. Cette circonstance, jointe à la nécessité où se trouvait Aïder, d'avoir un point d'appui contre les Anglais, lui fit rechercher notre amitié, et il se lia étroitement à nous. Lorsqu'il apprit l'investissement de Pondichéry, il vola à son secours à la tête de deux cent mille hommes; malheureusement il arriva trop tard pour sauver cette ville; il s'en dédommagea en exerçant les plus terribles ravages dans toutes les possessions britanniques. Les Anglais après avoir essuyé plusieurs défaites contre lui, finirent par le vaincre et par le chasser du Carnate qu'il laissa dans un tel état de dévastation que, de longtemps, les oppresseurs de l'Inde ne purent en retirer aucun profit.

Le gouvernement français commença à comprendre qu'il était d'une urgente nécessité d'envoyer dans les mers de l'Inde des forces navales capables de contrebalancer celles de l'Angleterre. Il était indispensable, non seulement de reconquérir nos colonies, mais de protéger les colonies hollandaises, lesquelles tombaient une à une au pouvoir des Anglais, et surtout de seconder Aïder, qui, habilement soutenu, pouvait créer à nos rivaux les plus formidables embarras. Le bailli de Suffren fut chargé de cette difficile mission. Il partit de Brest le 22 mars 1781, avec cinq vaisseaux, pour aller renforcer l'escadre du comte d'Orves à l'île de France, et rencontra aux attérages des îles du Cap-Vert l'escadre du commodore Johnstone, qui faisait voile pour le cap de Bonne-Espérance avec la résolution de s'en emparer. Il l'attaque dans la baie de la Praya, lui cause d'immenses dommages et le devance au Cap, où il dépose quelques troupes et le marquis de Bussi. Ce dernier mit la colonie hollandaise dans un si redoutable état de défense, que le commodore Johnstone n'osa même pas l'atta-

quer, et reprit la route de l'Angleterre sans avoir brûlé une amorce.

Parvenu à l'île de France, le bailli de Suffren opéra sa jonction avec le comte d'Orves qui, se trouvant alors à la tête de treize vaisseaux, appareilla pour la côte de Coromandel. Le comte d'Orves étant mort pendant la traversée, le commandement en chef passa au bailli de Suffren. Celui-ci parut, le 15 février 1782, devant Madras, où l'amiral anglais sir Edward Hugues était embossé avec dix vaisseaux d'une manière inattaquable. Suffren s'éloigne; sir Edward prend ce mouvement pour une fuite et se met à le poursuivre; notre flotte se retourne alors, terrible et menaçante, et livre aux Anglais un premier combat qui les force à aller se réparer à Ceylan. Suffren en profite pour débarquer à Porto-Novo, ville qui appartenait à Aïder, trois mille Français commandés par M. du Chemin. Ces troupes, réunies à celles du prince indien, enlevèrent Goudelour, et nous procurèrent ainsi un poste dans l'Inde, où nous n'en avions plus depuis la reddition de Pondichéry.

Le bailli de Suffren livra aux Anglais plusieurs autres combats dans lesquels il soutint héroïquement l'honneur des armes françaises. L'escadre d'Angleterre, à chaque engagement nouveau, essuyait de graves avaries qui l'obligeaient à se réparer. La prise de Trinquemale par le bailli, couronna dignement les opérations de cette glorieuse campagne.

Des événements non moins remarquables se passaient aux Antilles. Une flotte française de vingt-huit vaisseaux, aux ordres de M. de Grasse, et portant six mille hommes de débarquement, commandés par le marquis de Bouillé, attaqua l'île Saint-Christophe, et la réduisit entièrement, sauf la forteresse de Brimstone-Hill, où toutes les troupes an-

glaises s'étaient réfugiées. Les Français attaquèrent cette forteresse et s'en rendirent maîtres, sous les yeux d'une escadre anglaise, venue pour la secourir. M. de Grasse, qui avait sur cette escadre une supériorité de six vaisseaux, commit la faute impardonnable de la laisser s'éloigner sans la combattre. Cette escadre, réunie à celle de l'amiral Rodney, présenta bientôt un effectif de trente-huit vaisseaux, auxquels M. de Grasse, renforcé de l'escadre de M. de Vaudreuil, ne put en opposer que trente-cinq. Cependant, rien n'était désespéré encore. Dix-sept vaisseaux espagnols attendaient M. de Grasse à Saint-Domingue ; sa jonction avec eux devait lui donner sur l'amiral Rodney un écrasant avantage. L'amiral français se dirige donc vers Saint-Domingue ; mais, chemin faisant, il est rejoint par l'escadre anglaise toute entière qui lui présente le combat. Plusieurs de nos vaisseaux n'avaient pu suivre le gros de la flotte, en sorte qu'il ne nous en restait plus que trente pour lutter contre les trente-huit de l'amiral Rodney ; malgré cette énorme infériorité, l'amiral français accepte résolument la bataille, et soutient avec un courage inébranlable le choc de la flotte d'Angleterre. Notre avant-garde, que commandaient le célèbre Bougainville, et le brave et infortuné La Peyrouse, oppose une résistance héroïque aux Anglais ; malgré des prodiges de valeur elle est séparée du corps de bataille, et alors l'issue du combat n'est plus douteuse : dix à douze vaisseaux s'acharnent sur la *Ville-de-Paris*, de cent-dix canons, que montait M. de Grasse. Ce glorieux vaisseaux se défend avec une tenacité, une bravoure indomptable ; il reçoit, il renvoie la mort avec une égale fureur ; il crible de boulets les vaisseaux ennemis ; il tonne, il éclate de toutes parts, et ses bordées effroyables jonchent d'innombrables débris la surface ensan-

glantée de l'Océan. Un immense nuage de fumée et de feu enveloppe les deux flottes comme d'un linceuil funèbre; les signaux ne sont plus ni aperçus, ni entendus; dans cette mêlée épouvantable on ne distingue ni les cris des blessés, ni le râle des mourants; on ne voit ni le sang qui coule, ni la flamme qui dévore; on n'aperçoit pas même les abîmes tout prêts à engloutir ce que la rage homicide des combattants aura épargné. Cependant la nuit a succédé au jour, et une nouvelle scène se déroule sur ce théâtre de carnage et de deuil; c'est à la lueur des batteries qui vomissent la destruction, c'est aux clartés étincellantes de plusieurs milliers de canons, que la bataille se continue et se prolonge jusqu'à près de minuit depuis sept heures du matin qu'elle a commencé. La *Ville-de-Paris*, totalement désemparée et ressemblant à un vaisseau rasé, amène alors son pavillon; quatre autres vaisseaux, non moins maltraités, imitent son exemple, et le reste de notre flotte gagne le large à la faveur des ténèbres.

Le marquis de Vaudreuil, après l'avoir ralliée, la conduisit sur la côte des États-Unis pour y passer l'hiver, et chargea en même temps M. de La Peyrouse d'une mission qui exigeait, pour être conduite heureusement, autant de courage que d'habileté. Il s'agissait de pénétrer dans la baie d'Hudson, cette vaste mer qui baigne intérieurement l'Amérique septentrionale, et d'y détruire les riches entrepôts de pelleteries que les Anglais y avaient fondés. M. de Vaudreuil donna à La Peyrouse, pour cette expédition, une petite escadre composée d'un vaisseau de ligne et de deux frégates, et portant trois cents hommes de débarquement aux ordres de MM. de Rostaing et de Monneron. A l'aspect inattendu de nos bâtiments, tous les forts de la baie capitulèrent, et les plus grands dangers que La

Peyrouse eut à courir, provinrent bien moins de la bravoure anglaise que des vents, des écueils et des glaces, qui rendaient l'accès de cette mer presque inaccessible. Les pertes que nous fîmes essuyer à la Grande-Bretagne dans la baie d'Hudson, s'élevèrent à douze millions de francs. La Peyrouse, par un sentiment d'humanité qui fut admiré de nos ennemis mêmes, épargna, dans l'embrasement des magasins anglais, ceux qui contenaient les vivres, afin que les malheureux colons qui avaient cherché un refuge dans les bois, ne fussent pas, après son départ, livrés aux horreurs de la famine. Y-a-t-il beaucoup de traits de cette nature dans l'histoire de nos voisins?

Reportons maintenant notre attention sur cette inexpugnable forteresse de Gibraltar, contre laquelle échouèrent toute la vaillance, toute la tactique des Espagnols et des Français réunis. La place, du côté de la terre, était foudroyée par deux cents bouches à feu qui tonnaient incessamment; du côté de la mer, dix batteries flottantes, de l'invention du colonel d'artillerie d'Arçon, faisaient pleuvoir une pluie de boulets sur le môle, le seul point par lequel on put raisonnablement tenter l'escalade. Ces batteries flottantes étaient des vaisseaux rasés qu'un triple toit à l'épreuve de la bombe, recouvrait comme un immense bouclier. Leur bordage, épais de cinq pieds, était garni de grosses planches revêtues de liége, au milieu desquelles on entretenait une humidité constante pour les préserver de l'effet des boulets rouges. Solidement amarrées les unes aux autres, elles ressemblaient à une forteresse qui, soulevée et poussée par les flots, venait en assiéger une autre.

C'est au milieu de cette ceinture de feu que Gibraltar dressait sa tête menaçante, et semblait dire : Je me ris de vos impuissants efforts. La flotte combinée bloquait ce nid

d'aigle non moins étroitement que l'armée de terre, en sorte que le besoin de vivres et de munitions commençait à s'y faire cruellement sentir.

Le général Elliot, gouverneur de la place, ne s'épouvanta pas de ces formidables moyens de destruction. Le 13 septembre 1782, les batteries flottantes commencèrent à jouer avec une activité terrible ; celles du môle répondirent avec non moins de furie. Cependant, après six heures de combat, les batteries anglaises se turent comme vaincues par les cent cinquante volcans allumés qui les écrasaient de leurs feux. Déjà sur les batteries flottantes et sur les vaisseaux de la flotte, on criait : Victoire ! mais bientôt de nouvelles et plus effrayantes détonations partent des murailles de la place assiégée ; un ouragan de boulets rouges tombe sur les batteries flottantes ; Gibraltar offre l'aspect du Vésuve enflammé, vomissant ses entrailles brûlantes. Six mille boulets rouges furent ainsi lancés par les batteries du môle sans causer le moindre dommage aux vaisseaux rasés. Sur un seul de ces vaisseaux, la crainte de laisser endommager les poudres par l'humidité avait fait négliger les mesures de précaution recommandées par l'ingénieur français ; cette négligence eût des suites terribles : un boulet rouge pénétra dans le bordage du vaisseau, et y fit des progrès longtemps insensibles, qu'il ne fût plus possible d'arrêter ensuite, quand on s'en fut aperçu au milieu des ténèbres. Le feu gagna deux autres batteries et se propagea sur toutes les autres avec une incroyable rapidité. Une multitude de chaloupes, envoyées de la flotte au secours des équipages en danger, en sauvèrent la majeure partie. Cependant douze cents hommes périrent ou furent faits prisonniers par les Anglais.

Après ce désastre, le siége fut converti en blocus. Quarante-six vaisseaux, qui auraient pu sur d'autres points

obtenir des résultats décisifs et forcer l'Angleterre à subir les conditions des puissances alliées, continuèrent à cerner une place, dont la possession, toute importante qu'elle était, ne pouvait compenser les immenses efforts faits pour la réduire. L'inconséquence de cette conduite reçut le châtiment qu'elle méritait; l'amiral Howe avec une flotte de trente-quatre vaisseaux s'approcha de la forteresse de Gibraltar, et profita d'un coup de vent qui chassa la flotte combinée dans la Méditerranée, pour la ravitailler. Ce résultat atteint, l'amiral Howe reprit le chemin de la Grande-Bretagne. La flotte combinée voulut le poursuivre, mais il lui échappa. Son escadre était la dernière ressource de l'Angleterre; il ne crut pas devoir la commettre dans une bataille rangée contre des forces aussi supérieures.

Le ravitaillement de Gibraltar fut, du reste, le dernier succès des Anglais dans cette guerre où ils en eurent si peu. En Asie, le bailli de Suffren poursuivait le cours de ses triomphes. Aïder-Ali-Khan était mort et avait été remplacé sur le trône par son fils, Tipoo-Saëb. Les Anglais, profitant de ce changement de règne, envahirent sous le commandement du général Matthews, les états de Tipoo et y exercèrent les plus attroces cruautés, massacrant, pillant, incendiant tout sur leur passage. Tipoo, avec le secours de deux mille Français, attaqua Matthews, le battit complètement et lui enleva son artillerie et ses bagages. Matthews, réfugié avec son armée dans la citadelle de Bednore, obtint de Tipoo une capitulation aux termes de laquelle il s'engagea à rendre au prince indien l'immense butin qu'il avait fait dans ses états. A cette condition, il était libre de retourner à Bombay. Matthews éluda indignement cette capitulation; il chargea son frère de conduire à Bombay, par des chemins détournés, une quantité prodigieuse des diamants

qu'il était parvenu à soustraire à la surveillance du vainqueur. Tipoo s'aperçut de ce vol infame ; il commença par faire trancher la tête au frère de Matthews. Ensuite il traduisit Matthews lui-même et quarante-cinq de ses officiers devant une cour martiale, pour toutes les horreurs qu'ils avaient commises. Ils furent tous condamnés à mort et exécutés. Qnand à l'armée anglaise, Tipoo la retint prisonnière de guerre.

Nous avons dit que les Français, avec l'aide d'Aïder, s'étaient emparés de Goudelour. Cinq mille Anglais et neuf mille Cipayes investirent cette place au mois de juin 1783. Le marquis de Bussi, qui la défendaient, n'avait que deux mille cinq cents Français et huit mille Cipayes. Il essaya d'abord de tenir hors des murs ; mais à la première attaque les Cipayes s'étant débandés, il fut contraint d'abandonner les ouvrages extérieurs et de se renfermer dans la ville. La flotte anglaise, forte de dix-huit vaisseaux, arrivait avec l'artillerie de siége, et croyait n'avoir qu'à la débarquer ; mais le bailli de Suffren était là avec quinze vaisseaux, et il fallut compter avec lui. Voulant suppléer à l'infériorité numérique de ses bâtiments par la supériorité des équipages, le bailli se renforça de douze cents hommes tirés de la garnison de Goudelour ; puis il manœuvra plusieurs jours pour se donner l'avantage du vent. Enfin, le 20 juin, il engagea, à la vue de la place assiégée, un combat terrible avec la flotte anglaise. Celle-ci résista jusqu'à la nuit ; mais, trop maltraitée pour recommencer l'action le lendemain, elle exécuta sa retraite vers Madras, où elle alla réparer ses nombreuses avaries. L'amiral français rendit au marquis de Bussi les douze cents hommes qu'il en avait reçus, et y ajouta douze cents soldats de marine, avec lesquels le marquis fit de si heureuses et de si foudroyantes sorties que les

Anglais n'auraient pas tardé à décamper, si une frégate parlementaire n'avait apporté d'Europe la nouvelle que la paix allait prochainement se conclure, et que les préliminaires en étaient déjà signés.

Il n'avait pas fallu, comme en 1762, de longues supplications pour amener les Anglais à un accommodement. Ils s'y étaient prêtés d'eux-mêmes, ou plutôt ils en avaient pris l'initiative avec un empressement qui prouvait combien la guerre leur était onéreuse et funeste. Les puissances alliées avaient encore sur eux un avantage de quarante-six vaisseaux. Des armements considérables se préparaient dans tous les ports de France, d'Espagne et de Hollande, et tout annonçait que l'Angleterre était à deux doigts de sa ruine. Depuis la chûte du ministère de lord North, qui poussait les Anglais à la guerre, chûte que la capitulation de lord Cornwallis avait rendu inévitable, une politique nouvelle s'était fait jour dans les conseils britanniques; cette politique, toute pacifique, ne tendait qu'à la cessation des hostilités, et, comme acheminement, à la reconnaissance des États-Unis. Des plénipotentiaires anglais se rendirent à Paris, et y signèrent en janvier 1783, sous la médiation de l'empereur, des préliminaires avec la France, l'Espagne, la Hollande et les États-Unis d'Amérique. Le traité définitif ne fut conclu que le 3 septembre suivant.

L'Angleterre restitua à la France tous ses établissements en Asie et en Afrique, et se résigna à voir rester debout les nouvelles fortifications de Dunkerque. La Hollande céda à la Grande-Bretagne Negapatnam. L'Espagne garda les deux Florides et Minorque. Enfin le gouvernement britannique reconnut l'indépendance de ses anciennes colonies d'Amérique, et ne se réserva que le droit de pêche sur les côtes de Terre-Neuve et dans le golfe Saint-Laurent. Tels furent

pour les Anglais les résultats de cette guerre qui avait augmenté leur dette de près de trois milliards.

Mais le vif éclat que l'abaissement de l'Angleterre fit rejaillir sur le règne de Louis XVI, fut promptement obscurci par les nuages avant-coureurs de l'effroyable tempête que les iniquités du passé avaient amoncelée sur la tête de ce monarque. La vieille et glorieuse monarchie de Richelieu et de Louis XIV cheminait rapidement vers son calvaire. L'antique édifice, lézardé de toutes parts, craquait sur ses fondements ébranlés. Le lion populaire battait ses larges flancs de sa queue redoutable, et couvrait de ses rugissements terribles les cris de détresse et de désespoir de l'aristocratie expirante. C'était une immense agonie, une immense dissolution ; et l'on eût dit, à voir cette société décrépite, tourbillonner sur elle-même et déchirer de ses propres mains ses entrailles, que la trompette du jugement dernier avait retenti trois fois sur les hauteurs embrasées du Golgotha.

Louis XVI, faible et honnête monarque, qui se prêtait avec une égale facilité aux bons comme aux mauvais conseils, adopta successivement une foule de mesures qui toutes, au lieu de conjurer sa perte, ne firent que l'accélérer. Une dernière planche de salut lui restait, les États-Généraux ; il les convoque ; alors, l'ancien régime finit, et la révolution commence.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE VIII.

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.



